

Marx et Engels  
Ecrits militaires

# **VIOLENCE ET CONSTITUTION DES ÉTATS EUROPÉENS MODERNES**

Traduit et présenté par  
Roger Dangeville

Théorie et Stratégie n° 5  
L'Herne

# **INTRODUCTION**

# I - ŒUVRES COMPLÈTES ET VISION INTÉGRALE DU MARXISME

## *Rapports de force et oubliettes*

Engels disait que la publication des écrits de Marx et des siens dépendait non seulement de la situation du mouvement ouvrier, mais encore du développement de l'industrie. Il constata ensuite qu'elle dépendait aussi du caractère plus ou moins radical du parti dépositaire de l'œuvre qui, depuis plus de cent ans, inspire et domine les efforts révolutionnaires de l'humanité. Dans sa lettre du 15 avril 1895 à Fischer, Engels exposait déjà les difficultés auxquelles il se heurtait : « Ce à quoi je ne saurais me résigner, c'est de faire subir aux travaux de Marx et aux miens des opérations de castration... J'ai l'intention de publier les écrits de Marx ainsi que mes petites contributions en *édition complète*, non par livraisons successives, mais directement par volumes entiers. »

Il a fallu la victoire de la révolution russe pour que l'édition des *Œuvres complètes* de Marx et d'Engels — écrits publiés ou inédits, manuscrits préparatoires et ébauches, correspondance de

**Marx-Engels** et de ceux-ci aux dirigeants du mouvement ouvrier, etc... — fût sérieusement envisagée et mise en route. Riazanof, qui entreprit cette publication, y laissa la vie, et Staline substitua une édition populaire aux œuvres complètes <sup>1</sup>.

Hors de Russie et d'Allemagne, on commença à traduire leurs écrits groupés dans les rubriques : « œuvres philosophiques », « œuvres économiques », « œuvres politiques » (parmi lesquelles on trouve un grand nombre d'articles militaires), ou en désordre, ouvrage par ouvrage, avec l'en-tête tout à fait symbolique d' « Œuvres complètes ».

Les écrits militaires furent relégués au second plan, voire écartés, après que Staline eût abandonné la ligne révolutionnaire internationale, qui prescrivait une autre forme de violence que celle qu'il employa. De fait, le sort réservé à ces écrits est toujours symptomatique. Déjà au cours de ses laborieuses recherches pour rassembler l'œuvre éparpillée de Marx et d'Engels, Riazanof <sup>2</sup> le constata :

« Je me souviens parfaitement aujourd'hui encore qu'en 1900 j'avais aperçu à Berlin cette bibliothèque (de Marx et d'Engels) éparpillée sans ordre aucun dans plusieurs pièces. Lorsque feu

1. L'édition scientifique et critique des œuvres de Marx et d'Engels couramment désignée sous le sigle *MEGA* s'intitule : « Karl Marx/Friedrich Engels, *Historisch-kritische Gesamtausgabe : Werke, Schriften, Briefe* », herausgegeben im Auftrage des Marx-Engels-Institut von Moskau von D. Rjazanov und V. Adoratskij, Frankfurt, Berlin, Moskau. L'édition s'arrête aux écrits de 1849, sauf pour la correspondance entre Marx et Engels.

L'édition « populaire » des Œuvres de Marx et Engels en allemand fut commencée en 1957 (*Werke*); elle est basée sur la deuxième édition russe. Voilà quelles sont ses intentions : « La présente édition est conçue pour un vaste cercle de lecteurs et ne représente pas une édition complète et académique de toutes les œuvres de Marx et d'Engels » (*Werke*, I, p. XXII).

En France, la plupart des ouvrages publiés aux Editions sociales portent l'en-tête *Œuvres complètes de Karl Marx* ou *Œuvres complètes d'Engels*. C'est aller contre le vœu d'Engels et de Lénine qui voulaient que l'on fit une édition commune à Marx et à Engels.

2. Communication de D. Riazanof devant l'Académie socialiste de Moscou, le 20 novembre 1923.

Pfannkuch me montra la bibliothèque des *sciences militaires* d'Engels, il était fort sceptique — voire méprisant — comme se plaisent à l'être les praticiens vis-à-vis des théoriciens : il considérait manifestement tous ces livres comme un fatras inutile et gênant. De fait, il ne subsiste plus rien de cette bibliothèque des œuvres militaires, à part quelques rares exemplaires isolés. La plus grande partie en a été abandonnée à une bibliothèque ouvrière, car on ne savait que faire de tous ces livres. On ne s'est même pas donné la peine de vérifier, s'ils ne contenaient pas en marge des notes de lecture ou commentaires, bref quelque trace d'un travail intellectuel d'Engels ou de Marx. C'est ainsi que plusieurs milliers d'ouvrages appartenant aux deux créateurs du socialisme scientifique, ainsi que toutes les notes critiques et remarques qu'ils pouvaient contenir, ont disparu jusqu'à nouvel ordre du champ de recherche concernant Marx et Engels<sup>3</sup>. »

Négliger les *Ecrits militaires*, c'est laisser place à toutes sortes d'idées simplistes sur le marxisme, c'est s'interdire de comprendre vraiment le rôle des armées, des Etats et des guerres dans la lutte des classes, et pire encore c'est opposer les guerres — comme des aberrations — aux luttes de classes, c'est enfin brouiller le rapport entre l'économie et la politique, entre les notions de classe, de parti et d'Etat.

Ecarter les *Ecrits militaires*, ce n'est pas seulement enlever au marxisme sa partie la plus tranchante et la plus engagée, mais encore en fausser ou déformer toute la signification. En effet, les études militaires donnent un certain ton ou une finalité à l'œuvre de Marx et d'Engels. Elles représentent la conclusion générale de leurs recherches théoriques dans le domaine économique, philosophique, politique et historique, en même temps que l'application pratique de cette conclusion au terrain particulier

3. A notre connaissance, ce n'est qu'au point « chaud » de la guerre froide, à Berlin-Est, que furent publiés, en 1964, deux volumes d'*écrits militaires choisis d'Engels*, qui regroupent simplement des œuvres déjà publiées en allemand et n'intègrent pas les ouvrages militaires dans la vision générale et internationale de Marx et d'Engels. C'est une édition de circonstance.

de la science et de la lutte militaires<sup>4</sup>. Ils y passent, selon l'expression de Marx, *de la critique théorique de la société à sa critique pratique par les armes*. Ainsi, Marx et Engels ont toujours cherché à déterminer quelle était la constellation des forces issues du cours historique et des rapports économiques et sociaux. C'est pourquoi, ils ont établi, pour chaque phase historique, une sorte de parallélogramme des forces en présence pour en déduire l'épicentre du mouvement, et établir le programme et la stratégie correspondant au niveau social atteint. C'est ainsi qu'au début du siècle dernier, l'épicentre révolutionnaire se trouva en Angleterre, puis en France, enfin en Allemagne, et en Russie (si Marx n'a pas achevé le *Capital*, c'est qu'il voulait étudier le mètre cube de statistiques et de documents sur la Russie qu'Engels a trouvé dans les archives de son ami après sa mort).

La publication des *Ecrits militaires* de Marx et d'Engels signifie-t-elle que les circonstances sont plus favorables ? Ce serait pour le moins exagéré, et sans doute la situation internationale du mouvement ouvrier ne permet-elle pas que l'on dispose de tous leurs textes, et donc de l'intégralité de la vision du monde et du programme marxistes.

Une édition complète des œuvres militaires grouperait, d'après un calcul sommaire, un dizaine de volumes de 600 pages chacun, si on y englobait des ouvrages tels que : *les luttes de classes en France. 1848-1850, la Guerre des Paysans, la Campagne pour la constitution du Reich, Révolution et contre-révolution en Allemagne*, les articles militaires déjà traduits, par exemple dans les *Œuvres politiques*, sur la guerre russo-turque, l'expédition de Crimée, la révolution espagnole, etc..., les *Notes*

4. Dans sa lettre du 11 décembre 1884 à Bebel, Engels soulignait que, pour des raisons militaires, il devait étudier de manière approfondie certains problèmes théoriques ardues : « Ces questions n'ont cependant qu'un caractère académique à l'heure actuelle, mais je suis obligé de les examiner du fait que je suis en quelque sorte le représentant du grand état-major du parti. »

sur la guerre de 1870-1871<sup>5</sup> et la Guerre civile en France, 1871<sup>6</sup>.

Nos moyens étant limités, nous publierons les œuvres militaires à part, en traduisant un certain nombre de textes souvent inaccessibles au lecteur francophone, qui s'ajouteront aux textes économiques et politiques déjà connus. Ainsi, nous ne cherchons pas exhiber un Marx et un Engels nouveaux et inattendus, au contraire.

Le plus souvent, Marx et Engels ont écrit leurs textes militaires au cours des événements, afin de peser sur leur déroulement immédiat. Ils sont donc très circonstanciés. En outre, ils dépendent des informations accessibles à nos auteurs et des possibilités d'édition et de diffusion dont ils disposaient aux moments les plus fébriles et les plus dramatiques de leur temps. Il faut aussi tenir compte des censures de toute sorte et des précautions élémentaires qu'il faut prendre dans ces circonstances. Enfin, selon les périodes plus ou moins fertiles en conflits, la rubrique militaire s'enfle démesurément ou est reléguée à l'arrière-plan, sans que l'on puisse en déduire pour autant que la théorie de la violence de nos auteurs ait changé.

Il eût donc fallu une critique très serrée des textes que nous présentons. Pour ne pas trop gêner le lecteur, nous rejetons la plupart des notes sur l'histoire et les idées en fin de volume, tandis que nous introduisons par une notice explicative les écrits de chaque période, afin de les replacer dans leur contexte, de les relier entre eux et de suppléer (ou de renvoyer) aux ouvrages que nous n'avons pu recueillir.

Il existe toujours un décalage dans les différentes parties de l'œuvre de Marx et d'Engels, mais c'est dans leurs *Ecrits militaires* qu'il est le plus net. En effet, leurs analyses et leurs raisonnements — sans être faux ni contradictoires pour autant — se situent à des

5. Les *Œuvres politiques*, avec introduction et notes de N. Riazanof et les *Notes d'Engels sur la guerre de 1870-1871* ont été publiées aux Editions Costes. Les Editions Sociales ont publié un certain nombre d'œuvres parallèlement aux Editions Costes.

6. Tous ces écrits traitant de questions militaires au sens relativement large ne représenteraient pas plus du tiers d'une telle édition.

niveaux différents, selon leur forme didactique, scientifique<sup>7</sup> ou polémique (où l'on peut, pour se défendre ou attaquer, se placer sur le terrain de l'adversaire, en le réfutant au moyen de sa propre philosophie ou hiérarchie des valeurs).

Dans notre édition, nous utiliserons en gros cinq grands types d'écrits qui se situent sur des plans différents : 1. textes rédigés après les guerres et les révolutions, où Marx et Engels ont le temps de faire une sorte de synthèse au sens historique et théorique, en rattachant les conflits à la base économique ; 2. manifestes, tracts ou adresses rédigés au nom d'un comité, d'une association ou de l'Internationale<sup>8</sup> ; 3. articles de journaux pour la presse bourgeoisie-libérale *New York Daily Tribune*, pour la presse ouvrière *Northern Star*, qui n'est pas entre leurs mains ou qu'ils dirigent eux-mêmes la *Nouvelle Gazette rhénane*, tout entière d'inspiration marxiste ; 4. correspondance, où le ton est plus familier, si bien que derrière Boustrapa — Napoléon III — il faut lire Etat bonapartiste et manœuvres politiques du Second Empire ; 5. certains écrits militaires anonymes d'Engels qui, pour agir sur un public très large, voire sur les cercles officiels,

7. Ainsi, on peut résoudre un problème par l'arithmétique ou par l'algèbre. Dans *le Capital*, tentant d'analyser le plus rigoureusement les phénomènes économiques, Marx s'est placé à un niveau d'abstraction élevé ; dans ses brochures « Travail salarié et capital », « Salaire, prix et profit », il écrit pour familiariser les ouvriers avec les problèmes de leurs luttes revendicatives, en se plaçant sur un terrain plus concret.

8. Il faut bien tenir compte des conditions dans lesquelles certains écrits ont été rédigés — Par exemple, à propos de l'Adresse inaugurale de la Première Internationale, Marx écrit à Engels, le 4 novembre 1864 : « Sous le prétexte que tout était, en fait, contenu dans cette Adresse, et qu'il ne fallait pas répéter trois fois la même chose, je modifiai tout le Préambule, j'éliminai la déclaration des principes, et enfin je ramenai les 40 articles des statuts à 10. Dans la mesure où l'Adresse traite de politique internationale, je parle de *pays*, et non de *nationalités* ; en outre, je dénonce la Russie, et non les puissances mineures. *Toutes mes propositions ont été acceptées par le sous-comité* [chargé de la rédaction de l'Adresse]. Cependant, j'ai été obligé d'accueillir, dans le Préambule des Statuts, deux tirades sur le « droit » et le « devoir », à savoir « vérité, morale et justice », mais je les ai placées de telle sorte qu'elles ne causent pas de dommage ».



a préféré ne pas révéler son nom, faisant confiance au poids de ses arguments.

L'œuvre militaire de Marx et d'Engels se réfère constamment aux événements, conflits, forces et institutions de leur temps. Elle ne souffre pas d'être coupée de son cadre littéraire et historique, d'où la valeur irremplaçable de l'édition scientifique, historique et critique des œuvres complètes commencée par Riazanof.

Marx et Engels considéraient que c'était leur faire à la fois trop d'honneur et pas assez que d'appeler « marxisme » une doctrine qu'ils voulaient impersonnelle et propre à la classe ouvrière tout entière et qu'ils qualifiaient eux-mêmes de *socialisme scientifique* (cf. le *Manifeste du Parti communiste* de 1848). Lorsque nous utilisons le terme de marxisme<sup>9</sup> c'est comme équivalent de socialisme scientifique, qui est la contribution du prolétariat allemand au socialisme moderne, sous la forme écrite la plus systématique et la plus achevée que lui ont donnée Marx et Engels.

Nous n'avons pas voulu les séparer dans notre édition, encore qu'Engels se soit beaucoup plus spécialisé que Marx dans ce domaine. Les *Ecrits militaires* d'Engels font partie de l'œuvre commune<sup>10</sup>, et Marx a toujours approuvé les travaux

9. On connaît la phrase fameuse de Marx, souvent répétée par Engels : « Tout ce que je sais, c'est que moi, je ne suis pas marxiste » (cf. par exemple p. 232 et 250 de l'ouvrage de E. Stépanova : *Friedrich Engels*, Editions en langues étrangères, Moscou, 1958). Il faut entendre par là : 1. qu'il ne faut pas reprendre les formules de Marx et d'Engels pour expliquer des faits ou lancer des mots d'ordre qui ne correspondent pas aux données auxquelles Marx et Engels les appliquaient. Il ne s'agit pas de se dispenser d'étudier l'histoire et l'économie, en s'en donnant *a priori* l'explication, ce qui revient à transformer le marxisme en concepts philosophiques ou recettes de cuisine ; 2. qu'il ne faut pas considérer le marxisme comme une création intellectuelle de deux individus — ou pire d'un seul — mais comme celle du prolétariat moderne.

10. Aussi longtemps que les circonstances s'y prétaient — qu'ils habitaient, par exemple, la même ville — Marx et Engels ont écrit ensemble les ouvrages les plus importants : *Sainte-Famille*, *Ideologie allemande*, *Manifeste de 1848*, *l'Anti-Dühring* plus tard.

Même lorsqu'ils habitèrent dans des régions différentes, Marx et

militaires de son ami, il les a souvent même inspirés, en lui fournissant des directives ou des conseils. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire leur correspondance<sup>11</sup>.

### *Violence et économie*

La mise à l'index des *Ecrits militaires* de Marx et d'Engels a pour effet de situer leur socialisme dans une période soi-disant idyllique, et donc irréaliste, de l'histoire et de la pensée. En fait, c'est l'époque actuelle, avec ses massacres sans précédents dans l'histoire des guerres et de la paix, qui confirme l'importance, attachée par Marx et Engels, aux questions militaires qu'ils ont étudiées en un temps où l'on pouvait encore aborder le problème de la violence avec quelque sang-froid et objectivité.

En effet, il semble que la présente génération, écrasée sous les bombes et la terreur des petites et grandes puissances, craigne plus que jamais de regarder en face les questions de violence. Les générations précédentes savaient pertinemment qu'une nouvelle guerre les attendait, si elles ne recouraient pas à la révolution, de sorte qu'elles n'étaient pas écrasées de terreur et pouvaient garder un relatif sang-froid face au problème de la violence officielle. Après 1870, on savait qu'il y aurait une

Engels continuèrent souvent de collaborer à une œuvre commune. Ainsi, on attribue aujourd'hui encore (cf. *Werke*, 16) à Marx les articles directement militaires sur la guerre de Sécession américaine, écrits par Engels, comme le révèle la correspondance échangée par les deux amis. Cf. la Préface à *La Guerre civile aux Etats-Unis. 1861-1865*, par Karl Marx et Friedrich Engels, Union Générale d'Editions, 10/18, trad. de R. Dangeville, Paris, 1970.

11. Lénine lui-même a insisté pour que la correspondance (où Marx et Engels s'expriment sans façons et sans ménagements) fût publiée sans coupures, de sorte que toute la complexité de leurs jugements politiques s'étale aux yeux des générations ultérieures afin de leur servir d'expérience. Mais, il est inévitable que tous les petits et grands problèmes de leur vie privée soient du même coup portés sur la place publique et utilisés, par certains critiques, pour dénoncer la duplicité et la frivolité de certains arguments, voire pour trouver des motivations d'ordre psychologique ou caractériel aux représentants du socialisme scientifique.

revanche française, et les socialistes voulaient l'éviter au moyen d'une révolution ; après 1919, on savait qu'il y aurait une revanche allemande, et Staline<sup>12</sup> se faisait fort — en 1939 encore — de la transformer en guerre civile, comme Lénine l'avait fait. Mais, de nos jours, la peur saisit les gouvernements eux-mêmes, qui sont soumis aux lois inexorables du capital, et ils brouillent les cartes, en étant complices de l'Est à l'Ouest. Leur propagande affirme qu'il n'y aura pas de guerre entre la Russie et l'Amérique, mais peut-être entre la Chine d'une part, et les puissances blanches d'autre part, ou qu'elle peut être différée grâce à une longue suite de petites guerres localisées, etc..., bref, la guerre générale ne serait pas inexorable<sup>13</sup>. Les *Ecrits militaires* heurteront donc et surtout le rappel des ardeurs belliqueuses de Marx et d'Engels : « Enfin, la guerre vient de commencer ». (Cf. « La sainte guerre », in *New York Tribune*, 15 novembre 1853 et « Enfin une bataille ! », in *New York Tribune*, 6 juin 1859).

De fait, n'est-il pas évident qu'il faut opposer à la force une autre force, que les prières et les mains nues ne peuvent rien contre la force brutale, d'autant que les féroces guerres impérialistes ont confirmé qu'aucun régime barbare, de quelque pays que ce soit, n'a jamais commis le millième de crimes pour une motivation aussi faible et basse que la bourgeoisie européenne et mondiale.

Les leçons tirées par Marx et Engels de la révolution de 1848-49, et répétées par Marx après la Commune de 1871, suffisent déjà pour prévoir que la violence s'étend dans l'espace et gagne en intensité au fur et à mesure que le règne de la bourgeoisie s'allonge, devient plus totalitaire, policier et militariste, et donc qu'il faut organiser et concentrer sans hésiter, en face d'elle, la violence révolutionnaire pour mettre un terme aux orgies guerrières des classes dominantes.

12. Cf. *Dialogue avec les Morts. Le XX<sup>e</sup> Congrès du P.C. russe*. Edition de « Il Programma comunista », 1957, p. 10-11, et p. 146.

13. Dans ce volume, nous n'abordons pas le problème de la violence dans les pays pleinement capitalistes. Un volume ultérieur traitera donc de la position du prolétariat moderne dans les guerres coloniales et impérialistes, et dans la révolution socialiste.

Dès avant 1848, Marx et Engels avaient déduit la nécessité de la révolution socialiste en Angleterre et en France du fait que « la société possède trop de civilisation, trop de moyens d'existence, trop d'industrie, trop de commerce », *Manifeste*. Et Lénine a répété après eux : « L'époque de l'impérialisme capitaliste est celle où le capitalisme a atteint sa maturité, celle où il l'a dépassée, et il se trouve à la veille de son écroulement : il est mûr au point de devoir céder la place au socialisme » « L'opportunisme et la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale », (janvier 1916) <sup>14</sup>.

Sachant que la violence révolutionnaire peut abréger le douloureux cheminement de la lutte de classe et le règne des exploités, Marx et Engels ont, à chaque crise économique et sociale, tenté ou espéré une solution révolutionnaire. Les crises périodiques de surproduction des pays capitalistes d'Angleterre, de France, etc..., continueront, après comme avant 1848, de se renouveler tous les dix ans, et imposeront la nécessité de détruire l'excès de forces productives accumulées, afin que le capitalisme puisse se régénérer et continuer de vivre. Pour éviter les révolutions — violence brève et concentrée, mais radicale — on fera des guerres, qui n'en finissent pas et qui détruisent les forces productives sous forme non seulement de machines, d'installations de production, de moyens de circulation et de

14. Marx et Engels ont souligné que la révolution socialiste n'était concevable et possible qu'à un certain niveau de développement économique de la société. Ils ne se sont certes pas trompés, en prévoyant la possibilité d'une révolution socialiste en France en 1848, en qualifiant de socialiste la Commune de 1871, pas plus que Lénine n'a eu tort d'entreprendre une révolution prolétarienne dans la Russie arriérée de 1917. A chaque fois, la société était en crise générale.

En effet, les révolutions ne sont-elles pas les « locomotives de l'histoire » Karl Marx, *Les Luites de classes en France, 1848-50*, et la violence ne permet-elle pas, précisément, d'abréger les tortures de l'humanité dans les sociétés de classes et d'accoucher plus rapidement d'une société nouvelle ? Il n'est pas anti-matérialiste ni anti-historique de supposer que le socialisme aurait pu se développer en Europe, il y a un siècle. La théorie de la violence de Marx et d'Engels permet, au contraire, de l'admettre.

communication et de moyens de subsistance, mais encore d'hommes produits, eux aussi, en surnombre.

Les bourgeois le théoriseront eux-mêmes, et Marx ne fait que reproduire l'affirmation d'un économiste anglais à la veille de la crise de 1858 : Fullarton écrit : « Une destruction périodique de capital est devenue une condition nécessaire de l'existence de tout taux de profit moyen. Si on les considère sous cet angle, ces épreuves épouvantables que nous envisageons habituellement avec tant d'appréhension et d'inquiétude, et que nous brûlons tellement de détourner de nous, peuvent très bien n'être rien d'autre que le correctif naturel et nécessaire d'une opulence excessive et boursofflée. C'est la *vis mediatrix*, la force grâce à laquelle notre système social, tel qu'il existe actuellement, a le pouvoir de se soulager de temps en temps d'une pléthore sans cesse renouvelée, qui menace son existence, afin de retrouver une condition saine et solide »<sup>15</sup>.

Si la violence augmente, au fur et à mesure, en revanche, la période de construction économique diminue. Cela s'appliquera demain aussi au développement économique du socialisme, qui

15. Cf. Karl Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique* t. 1, 518 p. 1967 ; t. 2, 762 p., 1968. Traduction de R. Dangeville, éd. Anthropos, Paris. La citation que nous avons reproduite se trouve t. 2, p. 399-400. C'est au cours des périodes de crises aiguës que les révolutions s'imposent aux masses : « L'inadéquation croissante du développement productif de la société aux conditions de production actuelles se manifeste au travers de contradictions tranchantes, de crises et de convulsions. *Les destructions violentes de capital dues, non à des conditions extérieures, mais à celles de sa propre conservation*, telle est la forme la plus frappante de l'avertissement qui lui est donné de céder la place à un mode de production supérieur, et de disparaître...

« Ces contractions provoqueront des explosions, des cataclysmes et des crises au cours desquels les arrêts momentanés de travail et la destruction d'une grande partie des capitaux ramèneront, par la violence, le capital à un niveau d'où il pourra reprendre son cours. Ces contractions créent des explosions, des crises, au cours desquelles tout travail s'arrête pour un temps, tandis qu'une partie importante du capital est détruite, ramenant le capital par la force au point où, sans se suicider, il est à même d'employer de nouveau pleinement sa capacité productive. » (t. 2, p. 276-7, 277-8). Notre époque ne peut échapper à la violence, pour des raisons économiques.

sera d'autant plus prompt que les forces productives et la technique auront été développées dans le monde par le capitalisme. La reconstruction rapide de l'Allemagne, du Japon, de la Russie, de la Pologne, de l'Italie, etc..., après les immenses destructions de la guerre de 1939-45, démontre que l'économie refléurit rapidement après les pires destructions, et semble même progresser à des rythmes de production d'autant plus rapides que les destructions ont été importantes <sup>16</sup>.

On reconstruit vite là où l'on a détruit ce qui existait déjà, mais on s'ingénie à freiner l'évolution économique et sociale des pays précapitalistes de continents entiers, où le développement des forces productives servirait au moins à nourrir la grande masse de l'humanité. Mais, on veut empêcher — chez les autres — un gonflement trop rapide et général des forces productives afin de diminuer l'ampleur internationale des crises périodiques de plus en plus rapprochées (et planifiées). Bref, dans les pays développés de l'Occident comme de l'Est (où règne le salariat et donc le capital, avec l'argent, le profit, la loi capitaliste de la valeur et l'économie de marché), la question la plus urgente n'est plus le développement des rythmes de production.

Trotsky <sup>17</sup> a montré comment une avant-garde relativement faible, mais résolue et parfaitement dans la ligne de Marx et d'Engels, avait réussi, non seulement à forcer l'Allemagne à faire la paix en 1919 en y semant le défaitisme révolutionnaire, mais

16. « L'analyse des phases d'après-guerre et de crise révèle que la reprise économique est d'autant plus forte que le capitalisme est plus jeune et que la baisse de la production a été plus violente. » Cf. p. 127 du *Dialogue avec les Morts*, Edition de « Il Programma Comunista », Mars 1957, qui commente le « XX<sup>e</sup> Congrès du P.C. russe » et reproduit les statistiques de l'évolution économique des principaux pays industriels avant et après la guerre de 1939-45, p. 120-127.

17. Cf. Trotsky. *Ecrits militaires*, t. 1 : « Comment la révolution s'est armée ? », collection *Théorie et stratégie*, Editions de l'Herne, et notamment : « Le chemin de l'armée rouge », p. 31-65 ; « le Parti communiste et l'Armée Rouge », p. 217-232 : « la Création de l'Armée Rouge ouvrière et paysanne », p. 347-67, et « A la garde de la révolution mondiale », p. 425-52.

encore à faire dans un pays immense une révolution socialiste qui, faute d'une extension à l'Europe, ne put se maintenir, mais industrialisa néanmoins une grande partie du globe.

Il n'y a pas de recette pour tuer la guerre pacifiquement, sans violences : le marxisme a montré que la solution ne dépend ni de la volonté, ni de l'habileté des hommes, mais des conditions réelles du développement économique, politique et social ainsi que des efforts révolutionnaires de masses immenses. Celles-ci, à travers mille détours, mais de plus en plus sûrement avec l'approfondissement de la crise, sauront trouver la voie, en se fondant sur l'expérience historique et programmatique, acquise par le prolétariat révolutionnaire au cours de ses longues et immenses luttes.

La certitude de la victoire finale n'a pas empêché Marx et Engels de peiner pour que se réalise la « mission historique ». La volonté et l'action révolutionnaires s'ajoutent donc à la certitude inscrite dans l'histoire et provenant de la connaissance objective de toutes les structures sociales dans lesquelles l'humanité se meut et s'active dans son effort pour vivre et se développer, pour produire et reproduire ses moyens de subsistance en même temps que sa propre race.

Notre premier volume des *Ecrits militaires* se limite aux textes traitant du rôle de la violence dans la formation des nations bourgeoises et leur tracé en Europe et, du même coup, son rôle dans l'instauration de leurs institutions politiques, juridiques et administratives.

Nous axerons les textes autour de l'Allemagne<sup>18</sup>, qui fut, à l'époque de Marx et d'Engels, l'épicentre du mouvement de systématisation nationale en Europe et représente, depuis la mort

18. De 1954 à 1956, les éditions Dietz de Berlin ont publié trois volumes d'environ 2 500 pages sur l'histoire de l'Allemagne (Marx-Engels-Lénine-Stalin : *Zur Deutschen Geschichte*). Ce recueil montre que l'expérience allemande de Marx et d'Engels leur a permis du même coup de prévoir l'évolution russe sur bien des points. De même, ces textes ont facilité à Lénine la compréhension de la nature de la révolution qui se préparait en Russie. Il continuait ainsi jusque dans son activité pratique l'œuvre de Marx et d'Engels.

de Marx et d'Engels à nos jours, le *modèle classique* de ce processus dans les autres pays et continents. Nous verrons ainsi comment se sont édifiées les principales superstructures étatiques et politiques de violence, comment Marx et Engels ont réagi lors de leur mise en place et ont montré qu'il sera possible en fin de compte de les surmonter.



## II - NAISSANCE, ESSOR ET DISPARITION DE LA VIOLENCE

### *Niveau social et connaissance*

Le marxisme analyse la violence en liaison avec tous les autres phénomènes de la vie sociale, en lui attribuant sa place et sa fonction déterminées dans *l'organisme social* en évolution à travers les modes de production successifs.

Dans la société bourgeoise, la violence se situe essentiellement dans les superstructures politiques de force que sont l'Etat, l'armée, la police, etc... ainsi que dans les superstructures idéologiques de conscience que sont les religions, les justifications esthétiques, morales et philosophiques de toutes les classes dominantes successives, qui pèsent sur l'esprit des masses, baillonnent leur intelligence et entravent leurs activités. Il nous faut donc analyser le lien de la violence avec toutes les autres structures sociales de l'humanité en dégagant les rapports essentiels.

Mais pour déterminer l'origine, l'évolution et le dénouement de la violence, le marxisme doit, de toute nécessité, avoir devant

les yeux une société où la violence a atteint son plein développement et annonce son dénouement. Bref, il doit avoir connu une société bourgeoise développée en tous points. De fait, c'est sous le capitalisme seulement que les diverses catégories (classes, Etats, argent, valeur, marché, etc...) sont entièrement développées :

« La société bourgeoise est l'organisation historique de la production la plus développée et la plus diversifiée qui soit. Les catégories qui expriment les rapports de cette société et assurent la compréhension de ses structures nous permettent en même temps de saisir la structure et les rapports de production de toutes les sociétés passées, sur les ruines et les éléments desquelles elle s'est édifiée et dont certains vestiges, non encore dépassés, continuent à subsister en elle, tandis que certaines virtualités, en se développant, y ont pris tout leur sens. L'anatomie de l'homme donne la clé de l'anatomie du singe. Les virtualités qui annoncent une forme supérieure dans les espèces animales inférieures, ne peuvent être comprises que lorsque la forme supérieure elle-même est enfin connue. »<sup>19</sup>

L'activité théorique ne peut être séparée du développement politique et économique. Dans son analyse de la société, le marxisme part des mêmes prémisses que les sciences de la nature, qui définissent, par exemple, l'instinct comme la connaissance devenue héréditaire d'une phase de la vie passée de l'espèce animale ou humaine. Un organisme développé — ou une société moderne — est ainsi le résultat et la codification matérialisée des innombrables règles, adaptations, disciplines, habitudes ou réactions acquises au long de l'évolution humaine dans ses rapports avec le milieu naturel ambiant. Mais, il ne s'agit pas seulement, chez Marx et Engels, de la connaissance des structures instinctuelles et émotionnelles (croyances et idéologies, relevant de mythes et légendes, forgées dans le subconscient par des périodes historiques très anciennes). Il s'agit encore de l'économie, de l'activité technique, politique et scientifique accumulées et enregistrées par l'humanité et le « cerveau social », selon l'expression de Marx. Tout au

19. Cf. Marx, *Les Fondements*, etc... t. 1, p. 35.

long de leur histoire, les hommes sont actifs, bien qu'ils puissent ne pas avoir conscience de ce qu'ils élaborent. Il suffit d'une phrase pour le démontrer, et elle relève bien de la conception de la classe des producteurs : « La formation des cinq sens est le travail de toute l'histoire passée. » (Marx, *Manuscrits de 1844*, Ed. Soc., p. 94.)

Un peu plus loin, Marx explique que *l'industrie humaine a créé maintenant* les moyens matériels d'unifier toutes les disciplines scientifiques en une seule : « L'histoire elle-même est une partie réelle de l'histoire de la nature, de la transformation de la nature en homme. Les sciences de la nature engloberont plus tard aussi bien la science de l'homme, que les sciences de la nature : il n'y aura plus qu'une seule science. »

Pour déterminer l'élément de la violence (ou l'élément militaire, puisque bientôt la violence s'organise et devient une *institution* officielle, tout comme la croyance religieuse se fixe dans des Eglises organisées), c'est dans l'activité et l'organisme même de la société, dans son mécanisme, qu'il faut chercher sa place et sa fonction.

Pour désigner ce que nous appelons les superstructures politiques, juridiques et idéologiques de contrainte, Engels utilise parfois le terme évocateur de *Machtmittel* (moyen de puissance), qui se réfère à l'existence d'une classe dominante au pouvoir. Ces moyens de contrainte vont depuis le despotisme de fabrique (cf. le premier livre du *Capital*), aux contraintes juridiques, légales ou arbitraires du pouvoir (armée, police, etc...). Ces moyens de domination sont le prolongement inévitable d'une production fondée sur des rapports de classe.

Dans le sixième chapitre inédit du *Capital*, Marx distingue entre deux phases de domination de la bourgeoisie : 1. dans la phase de l'édification de la production et de la société capitalistes (ou phase d'accumulation primitive), le capital utilise la violence pour forcer les paysans prolétarisés dans les manufactures et pour réglementer les conditions du salariat ; de même la bourgeoisie utilise la violence, au moment de la révolution bourgeoise, pour détruire les institutions d'ancien régime et pour édifier des superstructures politiques, juridiques et idéologiques capitalistes.

2. Dans la phase de la domination réelle du capital, la société entière fonctionne « tout naturellement » d'après les lois du capital (en théorie du moins, car le premier processus peut se continuer : par exemple, la prolétarianisation des paysans pour fournir à l'industrie sa main-d'œuvre salariée). Au cours de cette phase, la violence cristallisée dans les institutions et superstructures (comme l'instinct est la cristallisation de réflexes et d'adaptations acquis au cours du développement de l'espèce) peut ne plus être ressentie comme une contrainte : les hommes s'y plient d'eux-mêmes, par habitude et réflexe. Or, les superstructures n'ont pas changé de caractère. Dans ce cas, Marx parle de mystification démocratique, la démocratie devenant despotisme sitôt que le prolétariat n'accepte plus de jouer le jeu des institutions bourgeoises.

Si l'on s'en tient uniquement à la phénoménologie : il n'y aura violence qu'au moment de la collision des forces antagoniques. Ainsi, l'ouvrier qui se presse pour arriver à temps au travail, aime son métier et son patron, comme le prisonnier qui chante dans sa tour est un homme heureux. On oublie tout le mécanisme et la motivation des choses, en négligeant d'en analyser la genèse historique et la structure économique. En régime de paix armée, on considère ainsi qu'il n'y a pas exercice de la violence : du simple point de vue objectif bourgeois, c'est faux : ces canons pacifiques ne grèvent-ils pas lourdement les « comptes de la nation ». Il faut, en fait, considérer dans les rapports antagoniques de classe les structures de violence et le fonctionnement effectif de la violence, les deux se relayant.

*L'analyse quantitative ou descriptive* des violences, conflits et guerres a certes son importance, mais elle est relativement secondaire à ce point de l'analyse. On pourrait dresser une liste significative des guerres et révolutions toujours plus profondes, plus vastes et plus violentes. Mais, cela ne nous permettrait de connaître ni la nature de la violence, ni son effet sur la société qui l'exerce sur elle-même ou sur d'autres. Au reste, la liste des conflits suggère irrésistiblement l'idée de culpabilité et de responsabilité, qui risque d'introduire des jugements subjectifs de valeur toujours très

nuancés, puisque dans la longue suite des conflits, les torts peuvent passer de l'un à l'autre.

Il s'agit plutôt de considérer la place de la violence en partant de l'idée du déterminisme des actions humaines, la violence n'étant pas exercée sans raison, par pur arbitraire et décision volontaire<sup>20</sup>, mais suscitée par des causes matérielles, dont la source est, en fin de compte, économique. Au reste, c'est en se fondant sur ces critères que le socialisme scientifique prétend éliminer — par la force — toute violence, dès lors que le cours de l'évolution aura fait disparaître les causes qui poussent à la violence : les barrières qui divisent et opposent les hommes dans leur vie immédiate, et notamment la propriété et la production privées non seulement des particuliers, mais encore des groupes, classes et nations.

On ne saurait d'ailleurs revendiquer consciemment la violence que si l'on est en mesure de la dominer, en théorie et en pratique. C'est parce qu'elles sont incapables de maîtriser la violence que, jusqu'ici, les classes dominantes ne l'utilisent qu'avec hypocrisie, comme une force qui leur est extérieure et les domine elles-mêmes<sup>21</sup>, d'où leur attitude faite de préjugé et d'apriorisme, dont le plus tenace et le plus irrationnel est que la violence est inéluctable et éternelle, parce qu'inhérente à la nature humaine.

20. Le marxisme se place au niveau de l'étude des sociétés ou des groupes sociaux, et non de l'individu particulier. Dans les *Fondements* etc..., Marx envisage la possibilité de cas pathologiques dans certaines sociétés décadentes : cf. t. 2, p. 19 note.

21. Dans une société aliénée, où les hommes — et même les classes dirigeantes — ne sont pas libres, mais subissent la contrainte des forces qui les dépassent, la violence est invoquée comme une fatalité pour dégager la responsabilité de la classe et du système capitalistes, et le cas échéant pour intervenir avec plus de brutalité encore.

La nature même de la société bourgeoise explique cette attitude hypocrite : « Le caractère social de l'activité et du produit ainsi que la participation de l'individu à la production sont, ici, étrangers et réifiés en face des individus. Les relations qu'ils entretiennent sont, en fait, une subordination à des rapports qui existent indépendamment d'eux et surgissent du choc entre les individus indifférents les uns aux autres. L'échange universel des activités et des produits, qui est devenu la condition de vie et le rapport mutuel de tous les individus particuliers, se présente à eux comme une chose étrangère et indépendante. » (K. Marx, *Fondements* etc..., t. 1, p. 94.)

L'actuelle société décadente ne voit pas la source de ses violences ou de ses guerres monstrueuses dans l'économie, la politique ou les classes, mais dans les natures démoniaques (Hitler, Staline, etc.).

Il n'existe pas de nature humaine immuable et inhérente à l'individu *particulier*. Cette nature humaine est un concept dérivé de l'âme des mythes religieux. Pour Marx, « la véritable nature de l'homme, c'est toute la nature en devenir au cours de l'histoire humaine, qui est l'acte de genèse de la société humaine. C'est pourquoi, même la nature telle qu'elle est modelée par l'industrie sous sa forme aliénée, est une nature réelle de l'homme ». *Manuscrits de 1844*.

La nature humaine n'existe donc pas en soi, mais elle est dynamique et plastique sous l'action des conditions matérielles extérieures. Cela vaut aussi pour le prolétariat, la classe la plus misérable et la plus inculte de la société : « La révolution est nécessaire, non seulement parce qu'il n'y a pas d'autre moyen de renverser la classe dominante, mais encore parce que la classe qui renverse les exploités ne peut réussir qu'au moyen d'une révolution à se débarrasser elle-même de tout le vieux fatras et à devenir capable de créer une société nouvelle. » <sup>22</sup>

Marx n'entend pas par là qu'il faut au prolétaire une éducation et une morale socialistes pour transformer l'ancien ordre social : ces facteurs sont la conséquence et non la cause du bouleversement révolutionnaire. Il affirme que la violence révolutionnaire du prolétariat est activité pratique et théorique au cours d'un long processus qui met en mouvement des masses énormes. C'est l'idéologie bourgeoise qui suggère qu'il faut changer l'individu par la propagande ou la contrainte. En fait, cet élément est tout à fait secondaire. Ce qu'il faut changer au cours de la révolution socialiste, c'est toute la « nature » de l'humanité : à partir de son activité économique, il faut organiser et promouvoir la production (coopérative, nationalisation, socialisation et collectivisation de la production et de la distribution) en renversant et brisant toutes

22. Cf. *L'Idéologie allemande* (MEGA, 1/5, p. 60).

les limitations successives à l'activité humaine grâce à l'organisation de plus en plus vaste et unitaire des forces révolutionnaires (syndicats d'industrie, conseils ou soviets de masse, parti politique, Internationale, Etat de la dictature du prolétariat). Cette progression est facile à comprendre, parce que rectiligne. Ce qui est plus difficile, c'est qu'une avant-garde limitée entraîne le prolétariat, qui, lui-même, n'est qu'une classe dans la société. Autrement dit, l'organe révolutionnaire faisant l'œuvre d'unification est lui-même une force partielle, qui se transforme au cours du processus révolutionnaire.

### *Force et violence*

Ceux qui prétendent que la violence est une « donnée immédiate et inhérente — existentielle — des sociétés humaines » en font un concept philosophique ayant un caractère universel propre à tous les individus de tous les temps. Ce qui donne une apparence de vérité à leur théorie, c'est qu'ils confondent *force* et *violence* (*Kraft* et *Gewalt*).

De la physique à la « sociologie », on constate que tout est force en bouillonnement et en interaction. Est-ce à dire qu'il y aura toujours des violences ? Il n'en est rien. Un exemple simple : un pavé est lourd, mais il n'exerce aucune violence sur le chien ou le chat qui traverse la rue ou sur les utilisateurs de la route ; en revanche, il se mue de force en violence dans une manifestation ou un combat de rue.

Le plus souvent, la théorie de la violence exposée par Marx et Engels dans l'*Anti-Dühring* étonne le lecteur à première vue. Eux qui ne furent jamais des pacifistes n'attribuent qu'un rôle second à la violence, contrairement à l'anarchisant Dühring, qui fait de la violence l'élément premier de l'ordre social, *mais* la dénonce aussitôt comme un élément factice et mauvais, de sorte qu'Engels lui répond : « Mais que la violence joue aussi dans l'histoire un autre rôle, un rôle *révolutionnaire* ; que, selon les paroles de Marx, elle soit l'accoucheuse de toute vieille société qui en porte une nouvelle dans ses flancs ; qu'elle soit l'instrument grâce auquel le mouvement social l'emporte et met en pièces

les formes politiques figées et mortes — de cela pas un mot chez M. Dühring. »<sup>23</sup>

Marx et Engels sont donc, apparemment, en retrait sur ceux qui donnent la première place à la violence (sans être capables d'en analyser tous les aspects, notamment ceux qui sont positifs, même lors de l'accession à la domination sociale des classes exploiteuses : bourgeoisie par rapport aux féodaux).

Reprenons un autre exemple qui distingue bien entre la *permanence de la force* dans l'univers (il y aura toujours des hommes petits et faibles, vieux et malades, et des hommes grands et forts, jeunes et vigoureux) et *l'existence transitoire de la violence*.

Marx a étudié le communisme primitif de manière scientifique, et non idéaliste ou utopiste, en en faisant une sorte d'âge d'or de l'humanité. La violence n'existait pas au sein de chaque société communiste (horde, clan, tribu, etc...) bien qu'on y trouvât des rapports rudes (dus à l'extrême faiblesse du développement productif). En revanche, la violence sévissait entre les diverses communautés primitives<sup>24</sup>.

Dans la horde communiste, on trouvait des mâles adultes et particulièrement vigoureux ainsi que des mâles plus vieux, mais pourvus d'une longue expérience, qui étaient en quelque sorte les « experts » de la difficulté dans la recherche de la nourriture,

23. Les chapitres consacrés à la théorie de la violence dans *l'Anti-Dühring* (Ed. soc., 1950, p. 191-216) ne peuvent être séparés des autres parties de cet ouvrage, et notamment de la seconde sur l'économie dans laquelle s'insèrent les chapitres sur la violence. De même, on ne peut les séparer des autres écrits militaires de Marx et Engels.

24. C'est, dans les *Fondements* etc..., que Marx a donné, semble-t-il, l'analyse la plus fouillée des structures du communisme primitif dans son chapitre sur la « Succession des formes économiques de la société », t. 1, p. 435-481. Il y met en évidence que *la tâche et le travail principal* des petites communautés communistes étaient de faire la guerre, soit pour s'emparer des conditions matérielles d'existence, soit pour défendre et perpétuer leur possession (p. 439). Avec l'augmentation naturelle de la population, les communautés primitives, de plus en plus nombreuses, se heurtèrent toujours davantage les unes aux autres, et les guerres devinrent un facteur de dissolution du communisme primitif.

Pour Marx, le communisme n'existait qu'à l'intérieur de chaque



du gibier, de l'eau, etc... : ils servaient de guide et ouvraient le chemin. Mais, ce n'est pas pour cela qu'ils s'érigeaient en chefs, ni qu'ils s'attribuaient les meilleurs morceaux de la chasse ou de la récolte.

Contrairement à ce que pense Dühring, l'élément de violence n'imprima pas à ces sociétés leur forme de production. C'est le développement atteint par les forces productives qui en détermina les structures ou rapports de production. En un mot, ce n'était pas la force du mâle, mais le rôle plus important de la « faible femme » dans la vie économique de ces sociétés qui donna à celle-ci la première place avec le matriarcat.

### *Articulations essentielles de la société*

Il faut connaître les rouages ou le mécanisme de la société actuelle pour déterminer quelle est la place et la fonction de la violence, et où il faut mettre le levier de la force pour assurer la transformation révolutionnaire et passer à une forme de production et de société supérieures. Pour cela, il faut suivre la *méthode historique*. En effet, c'est au cours du développement des forces productives dans l'histoire humaine que se sont formées les structures et les rapports qui caractérisent l'actuelle société bour-

communauté, et non dans les rapports unissant toute l'humanité de cette période : c'est une des raisons pour lesquelles ce communisme devait disparaître, permettant ainsi la formation d'unités de production plus grandes et plus perfectionnées : la guerre fut évidemment, d'une part le moyen de dissolution des communautés primitives, d'autre part l'accoucheuse des formes sociales de production ultérieures.

Nous verrons, plus tard, qu'une des limitations du capital est qu'il ne peut dépasser l'organisation nationale et ne peut donc unifier l'humanité, en détruisant les frontières, les institutions politiques, administratives, etc... des nations. Cf. *Les Fondements etc...*, t. 1, p. 367, où Marx, parlant des *entraves inhérentes au capital*, affirme que la bourgeoisie tend à dépasser sans cesse les barrières nationales, mais elle ne les surmonte pas pour autant en réalité, d'où l'impossibilité pour elle de construire, par exemple, une Europe supra-nationale. Cf. « Marché commun » et « Europe unie », in *Programme communiste*, 1962, n° 19, p. 23-30 et n° 20, p. 40-47.

geoise développée et universelle. Il faut donc partir de l'économie du communisme primitif, dont les articulations étaient élémentaires et simples, pour suivre leur différenciation et leur complexité croissantes, en soulignant ce qui demeure la base fondamentale et ce qui se modifie.

Nous trouvons d'abord les *forces productives*, créatrices des richesses. A toutes les périodes de l'histoire, ce sont la force de travail vivante de l'homme, les produits immédiats du travail, la fertilité de la terre cultivée, les outils, instruments ou machines qui ajoutent à la force humaine les énergies mécaniques, physiques et chimiques, et enfin tous les procédés et techniques, appliqués aux forces manuelles et mécaniques, procédés que se transmettent les générations successives. (Cf. le *Manifeste*, chapitre « Bourgeois et Proletaires ».)

Les *rappports de production* correspondent à un niveau déterminé du développement des forces productives. De manière nécessaire, objective et indépendante de la volonté des hommes, ils lient entre eux les *producteurs* et les *conditions* dans lesquelles ils échangent, combinent leurs activités et participent à l'ensemble de la production. Ils déterminent si les individus ont le droit ou non d'occuper la terre pour la travailler, de disposer des instruments et procédés, de s'approprier les produits du travail en vue de les consommer, de les déplacer, de les accumuler ou de les remettre dans la production. Les rapports de production indiquent donc en premier quel est le mode de distribution des forces, conditions, moyens, matériel, techniques et produits du travail. On leur donne une forme juridique en les qualifiant de formes de propriété (collective dans le communisme ; individuelle dans la production marchande simple des petits-bourgeois, paysans parcellaires, artisans des communes médiévales, etc... ; de classe sous le capitalisme) <sup>25</sup>.

25. C'est ce que l'on peut appeler aussi le *mode de production*, qui, au cours de l'histoire, devient de plus en plus complexe et différencié, et représente les formes successives de conformation de la société économique. Il y a, en gros, les modes de production communiste primitif, asiatique, antique ou esclavagiste, féodal, bourgeois, socialiste.

Pour la dialectique de toutes ces notions, cf. la Préface de la

Tous ces rapports déterminent les structures d'une société donnée et, avec les forces productives, forment la base économique. Dans les sociétés du communisme primitif, il y a unité indissociable de la base économique, qui s'étend à tous les moyens et activités visant à nourrir, produire et développer les hommes, et donc aussi bien à la génération des êtres humains qu'aux institutions familiales, c'est-à-dire aux facteurs de consanguinité et de race.

L'ouvrage d'Engels, dont le titre reproduit une succession historique : *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (violence concentrée), part de ces données premières : « Selon la conception matérialiste, le facteur déterminant, en dernier ressort, de l'histoire, c'est la production et la reproduction de la vie immédiate. Mais, à son tour, cette production a une double nature. D'une part, la production de moyens d'existence, d'objets servant à la nourriture, à l'habillement, au logement, et des outils qu'il faut pour les produire : d'autre part, la production des hommes eux-mêmes, la propagation de l'espèce. »

La note suivante des éditeurs français à ce passage révèle qu'ils n'ont pas compris le texte : « Il y a là une inexactitude d'Engels qui met sur le même plan, pour en faire des conditions déterminantes du développement de la société et des institutions, la propagation de l'espèce et la production des moyens d'existence. Dans le cours de son ouvrage, par contre, Engels montre lui-même, en analysant des matériaux concrets, que c'est le mode de production matérielle qui est le facteur principal, déterminant du développement de la société et de ses institutions. »<sup>26</sup>

Au cours de son ouvrage, Engels est, en effet, amené à traiter de sociétés plus avancées où les données évoluent et se diversifient. Mais, il ne se contredit pas pour autant. Même si par la

*Contribution à la critique de l'économie politique* (1859) de K. Marx, Editions Sociales, 1957, p. 3-6, de même *Travail salarié et capital*, Ed. Soc., 1960, p. 29.

26. Cf. Editions sociales, 1954, p. 5. Nous n'avons pas retrouvé une telle note au passage correspondant des éditions allemandes, par exemple dans *Werke*, t. 21, p. 27.

suite, dans les sociétés plus avancées, l'organisation des familles et des nations passe dans les superstructures ou institutions officielles, la reproduction des êtres humains demeure dans la base économique. Les hommes ne sont-ils pas la première des forces productives, et l'accroissement de leur nombre n'agit-il pas comme une force productive plus grande, tout comme la production élargie de machines ou d'installations productives (ce qui ne signifie aucunement que l'on identifie les forces de travail mortes aux vivantes) <sup>27</sup>.

Dans son ouvrage, Engels utilisait la méthode *descriptive* et caractérisait la succession des formes de société selon les produits et les techniques employées, en s'appuyant sur l'ouvrage de Morgan, mis sous le boisseau par les bourgeois. Marx utilise la méthode historico-économique dans les *Fondements*, où il étudie la genèse des éléments constitutifs de la société moderne. Dans le tome I<sup>er</sup> que nous utiliserons largement ici, il confirme, d'une part l'importance de la reproduction des êtres humains, d'autre part le lien de cette reproduction avec les structures familiales, qui constituent le rapport de production fondamental des sociétés primitives : « A l'origine, les conditions de la production ne peuvent être produites, ni être le résultat de la production ; or, parmi ces conditions, nous trouvons la reproduction des humains, dont le nombre augmente par le procès naturel des deux sexes. » (p. 451). A ce stade du communisme primitif, il n'existe pas encore d'antagonisme entre la base économique et les rapports sociaux de production (organisation des familles humaines) : les deux éléments sont étroitement liés, et « l'individu se

27. Il faut déterminer pour une raison toute pratique où se situe la reproduction des êtres humains. Lorsque Marx dira que la base économique de la société capitaliste entre en contradiction avec les rapports sociaux bourgeois, il importe de donner un contenu précis à cette base économique, qui englobe aussi bien la surproduction des hommes que celle des marchandises (machines ou produits de consommation). Il est évident que la base économique sera d'autant plus large et antagonique, que l'on y trouve les millions d'hommes ne pouvant ni gagner leur vie, ni travailler dans les rapports sociaux bourgeois. Cf. in : *Fondements*, etc... t. 2, le chapitre sur la théorie de la population, p. 105-113.

relie à la terre par l'intermédiaire du rapport de sa communauté à la terre, qui est son corps inorganique » (p.455).

Plus tard, la féconde reproduction humaine (et tout le développement de l'économie) dissout les sociétés primitives, dont les institutions et les structures étaient fondées sur la consanguinité naturelle. La base économique est alors devenue trop large pour les rapports sociaux existants : « L'acte de la reproduction même modifie non seulement les conditions objectives (par exemple : le village devient ville, la nature sauvage est changée en terre de culture), mais encore les producteurs eux-mêmes, qui manifestent des qualités nouvelles, en se développant et en se transformant dans la production, grâce à laquelle ils façonnent des forces et des idées nouvelles ainsi que des modes de communication, des besoins et un langage nouveaux. » (p. 457).

### *Formation des sociétés de classes et superstructures de violence*

Tout logiquement, Marx souligne que le facteur économique de la reproduction des êtres humains a été l'élément déterminant de la dissolution des rapports sociaux du communisme primitif : « La condition fondamentale de la propriété collective [qui coïncide à l'origine avec la commune] étant l'appartenance à la tribu, les tribus conquises et asservies sont *privées de propriété* et se retrouvent parmi les conditions inorganiques de la reproduction, celles-ci appartenant à la commune victorieuse. » (p. 456).

Le mode de production esclavagiste de la Grèce et de la Rome antiques n'est ainsi qu'un développement ultérieur de la propriété primitive fondée sur la tribu, *le premier mode de production étant la base du second.*

Mais, la violence que suggère l'asservissement des tribus vaincues n'est pas à l'origine du mode de production nouveau, comme l'estime Dühring ou Proudhon avec son fameux « la propriété, c'est le vol ». C'est le rapport de production nouveau et son contraste avec l'ancien mode économique qui explique la violence : « On a dit souvent, et à tort, qu'à certaines périodes on ne vivait que de pillage. Mais, encore faut-il avoir quelque

chose à piller, c'est-à-dire une production. Au demeurant, le mode de pillage lui-même est déterminé par le mode de production. » (p. 27).

Ainsi, à Rome par exemple, c'est l'esclave qui produit la richesse. C'est donc l'esclavagisme, qui forme la base économique et le rapport productif essentiel (patricien-esclave) de la brillante civilisation romaine. Les activités du patricien dans le domaine de l'organisation politique et administrative de la Cité — pour autant qu'elles sont les siennes propres, et non celles d'anciens esclaves affranchis, de métèques, etc... — font partie de la superstructure. En revanche, le prolétaire romain (qui n'a rien d'un salarié moderne, mais assure la reproduction de la race) entre directement dans la base économique, bien qu'il travaille au lit.

La violence change selon la nature des rapports sociaux (patricien-prolétaire ; patricien-esclave ; créancier-débiteur dans le processus d'expropriation ou d'accumulation au profit des patriciens). Quoi qu'il en soit, elle résulte du conflit entre la base productive et les rapports sociaux existants dans la production et la société officielle. Elle naît donc du rapport économique du maître et de l'esclave dans le processus immédiat de production. L'antagonisme se prolonge et se complique ensuite dans les autres structures ou sphères de la société.

La violence suit donc le devenir des rapports de production. Dynamique et progressive d'abord, elle gagne en intensité avec la maturité des rapports sociaux, et atteint son paroxysme avec le vieillissement des rapports sociaux, qui se figent et s'institutionnalisent dans les superstructures appuyant les rapports sociaux sclérosés au sein de la base économique, où ils entrent en conflit avec des rapports sociaux nouveaux, fruits de l'expansion de la base économique et de l'inadéquation de celle-ci avec les anciens rapports sociaux devenus trop étroits. A ce moment, la société entre dans une phase aiguë de crises et de convulsions sociales, qui précède la transformation révolutionnaire et la destruction de la formation sociale antérieure.

*L'économie est fondamentale.*

C'est une grave erreur de penser que le marxisme étant la théorie de la moderne lutte de classes entre capitalistes et prolétaires, il faille nier un effet historique aux forces sociales d'autres classes — par exemple aux paysans — aux modes et sociétés de production pré-capitalistes ainsi qu'aux tendances et pressions raciales et nationales, ou qu'il faille négliger comme secondaires ou superflues les notions de parti, d'État et de guerres entre États.

Mais, il y a pire encore : il est inadmissible que le matérialisme dialectique, fondé sur l'explication économique et historique de la société, n'étudie pas avec la même méthode les institutions politiques et sociales, les forces et les faits historiques ou idéologiques. En d'autres termes, on ne peut admettre que des faits mêmes juridiques, sexuels, culturels ou psychologiques n'aient pas eux-mêmes un fondement économique.

Il faut souligner, d'une part l'universalité de l'économie, d'autre part le caractère spécifique de chacune des activités humaines (activité productive, politique, idéologique, etc...), afin de bien déterminer la nature, la fonction et le rôle de chacune d'elles dans la société humaine. C'est ainsi que Marx considère que la science n'entre pas dans les superstructures de conscience, mais dans les activités productives de la base économique ; bref, qu'elle est une force productive. Dans les *Fondements*, etc..., Marx écrit en conséquence : « A lui tout seul, le développement de la science — autrement dit, de la forme la plus solide de la richesse, parce qu'elle la crée en même temps qu'elle en est le produit — aurait suffi à désagréger cette société [féodale]. Or, le développement de la science, cette richesse à la fois idéale et pratique, n'est qu'un aspect et une forme du développement des *forces productives humaines*, c'est-à-dire de la richesse. » (t. 2, p. 33-34).

Et page 214 : « Comme le machinisme se développe avec l'accumulation de la science sociale — force productive générale — ce n'est pas dans le travail, mais dans le capital que se fixera ce résultat du travail social général » : cela explique que les machines, qui forment le corps du capital, deviennent de plus en plus

savantes et efficaces, tandis que l'ouvrier de la grande industrie est moins habile et a moins de savoir et d'adresse que l'artisan du moyen âge<sup>28</sup>. »

En revanche, les activités de l'idéologue et du politicien ne peuvent être rangées dans la base économique, comme si elles *créaient* directement des richesses et des forces productives. Elles n'en sont pas moins des éléments indispensables... *aux économies et sociétés de classe*, qui manifestent une distorsion entre la base économique et les superstructures politiques et idéologiques, entre la société officielle et la société réelle, entre le développement des forces productives et leur mode d'appropriation, entre les producteurs et les dominateurs.

Dans *l'Idéologie allemande*, Marx et Engels écrivent : « La différence entre les tâches ne devient vraiment division du travail qu'à partir du moment où le travail matériel se sépare du travail intellectuel. A partir de ce moment, la conscience *peut* vraiment s'imaginer qu'elle est autre chose que la conscience de la pratique existante, qu'elle représente *réellement* quelque chose sans représenter elle-même quelque chose de réel. A partir de ce moment, la conscience est en mesure de s'affranchir du monde et de commencer à créer la théorie pure, la théologie, la philosophie, la morale, etc...<sup>29</sup>. Or, même lorsque cette théorie, cette théologie, cette philosophie, cette morale, etc... entrent en contradiction avec

28. Cette juste vision de la nature des forces productives a permis à Marx d'écrire dès les *Fondements* de 1859 (cf. t. 2, « chapitre de l'automation », p. 211-233) que la recherche scientifique serait, à un niveau donné du développement capitaliste — phase du machinisme de la grande industrie — l'une des sources principales de la production de richesses.

29. C'est ce que Marx mit en lumière dans ses travaux « philosophiques » et, notamment, dans sa critique de la philosophie, du droit et de l'Etat de Hegel, et aussi sa *Question Juive* de 1844.

Les superstructures politiques, juridiques et étatiques surgissent de cette division fondamentale, et c'est Hegel et la révolution bourgeoise qui l'expriment le mieux, en faisant découler l'Etat et les rapports politiques et juridiques de l'Esprit, de la Raison ou de la volonté du peuple souverain : le renversement est alors total, et nous avons les superstructures à l'état pur en opposition à la société réelle.



la réalité existante, cela ne peut être que du fait que les rapports sociaux existants sont entrés en contradiction avec la force productive existante. » (MEGA, 1/5, p. 21).

Cette distorsion n'existe que parce que les classes dominantes prétendent représenter, avec leurs intérêts et leurs idées, la société tout entière, de sorte qu'elles créent des institutions régissant le champ plus vaste des activités humaines et des autres classes, en complétant l'exploitation économique par une domination politique et idéologique. Marx ne critique pas cet abus au nom de la logique, car il a une conception essentiellement historique et dialectique. Il ne nie pas l'existence ni la nécessité des sociétés de classes, de leur exploitation et de leurs violences : personne n'a exalté, avec autant de fougue et de raisons motivées, le caractère progressif du capitalisme (Cf. *Manifeste*, chap. « Bourgeois et prolétaires »). Mais, ce qu'il affirme, c'est que tous ces maux sont transitoires, que la nécessité de soutenir le développement des sociétés de classe est maintenant révolue, et que la violence révolutionnaire est le moyen par excellence d'en finir avec l'odieux système d'exploitation de l'homme par l'homme.

### *Diversification des tâches sociales et spécialisation.*

C'est la base économique qui détermine en dernier ressort tous les changements : d'une part, elle engendre les rapports de production nouveaux, d'autre part, elle suscite, à un moment donné, un dédoublement de plus en plus marqué des rapports sociaux anciens dans les superstructures politiques, juridiques, etc...

C'est la division du travail, avec la diversification progressive des activités, des productions, des techniques et des moyens de travail, qui provoque une autonomisation et une différenciation croissantes des producteurs et des structures sociales. Cette évolution affecte d'abord la base économique, puis les superstructures. La société crée certaines fonctions, dont elle ne peut se passer. Les individus qui les remplissent forment une nouvelle branche de la division du travail *au sein de la société*. Ils acquièrent ainsi des intérêts particuliers même vis-à-vis de leurs « commettants ».

Le même processus s'effectue dans les échanges et dans le commerce. Sitôt que l'échange se divise en deux actes indépendants — la vente et l'achat — tout le processus est séparé de l'échangiste qui a produit la marchandise. L'échange devient un but en soi et ne vise plus le simple transfert de la marchandise d'une main à l'autre. Un corps de marchands surgit entre les producteurs : il n'achète que pour vendre, et ne vend que pour acheter, la marchandise recherchée n'étant plus la denrée fabriquée, mais l'argent, qui devient une marchandise autonome et supérieure aux denrées banales.

Mais, ces rapports ont une base fondamentale, qui les détermine. En effet, la production mercantile est assujettie à la division du travail social au sein de la base économique : les marchandises à échanger ne sont pas autre chose que du travail matérialisé en diverses valeurs d'usage, et représentent le mode d'existence matérialisé de la division du travail.

Plus la production se diversifie et devient complexe, tandis que l'activité de chaque individu devient unilatérale, plus on produit sous forme de valeurs d'échange, et plus s'approfondissent les sociétés de classe. Mais, la division du travail est aussi combinaison des travaux et des produits, *grâce au système de distribution* ou de *circulation*. Les sujets de l'échange produisent des marchandises différentes correspondant à des besoins différents, si bien que chaque individu dépend de la production de tous et tous de la sienne, chacun complétant l'autre. Autrement dit, grâce au procès de circulation, le produit de chacun devient le moyen de participer à la production sociale en général, à raison de la grandeur de valeur produite et possédée.

A mesure qu'augmente la division du travail, la circulation, et la distribution se distinguent des forces productrices, qui créent les valeurs. Il se développe des *rapports sociaux qui correspondent directement à la circulation simple et ne lui sont pas sous-jacents, comme c'est le cas des rapports productifs résultant de la division du travail* (t. 2, p. 611).

Dès lors, les individus se font face uniquement en qualité de

propriétaires de valeurs d'échange<sup>30</sup> et se donnent mutuellement une existence matérielle grâce à la marchandise qu'ils produisent. *Ils nouent entre eux des rapports grâce à cette médiation objective.* Chacun n'a d'existence pour l'autre que dans l'objet échangé : leur communauté à tous est un objet extérieur et donc contingent : l'argent d'abord, puis le capital. Elle se fonde sur leurs rapports mercantiles et monétaires et n'en est qu'un prolongement ultérieur. Les rapports ou liens sociaux qui naissent de ce heurt entre individus autonomes et de la division entre production et circulation, se dressent en face des individus comme une nécessité objective et contingente<sup>31</sup> : c'est sur les rapports sociaux que se greffent les classes et superstructures de contrainte, et donc la violence sociale.

### *Capital et conditions préalables.*

A un certain niveau du développement de la production correspond une certaine division du travail, qui engendre la diversité des tâches et fonctions au sein de la société, l'antagonisme des intérêts privés des individus, groupes ou classes, l'expropriation des producteurs, la concurrence, mais aussi la centralisation, la concentration et la combinaison de toutes ces formes antagoniques en une unité, qui est sans cesse remise en cause, bouleversée et qui a ses lois propres dépassant la volonté humaine.

La valeur et les échanges mercantiles sont nés, comme le dit Engels, il y a des millénaires dans les sociétés très denses et évoluées (Égypte, Babylone, Chine, etc...). Il peut sembler dès lors que l'évolution humaine ait été parfaitement rectiligne et progressive : la circulation, la marchandise et l'argent sont nés à l'aube des grandes sociétés humaines et ont pris au fur et à mesure la forme du capital, qui en est la plus parfaite et la plus évoluée,

30. L'artisan est propriétaire de sa valeur d'échange (instrument, force de travail et produit), le prolétaire salarié de sa force de travail. Le capitaliste des valeurs d'échange produites par autrui.

31. Cette genèse de la production et de la société capitaliste est analysée en détail dans les *Fondements* etc..., notamment p. 93-112 du t. 1, et p. 604-23 du t. 2.

comme le diront les chantres du capital, et la plus instable et la plus contradictoire, comme le diront les marxistes.

En réalité, la société capitaliste ne s'est pas développée de manière rectiligne à partir des sociétés antérieures, parce que les rapports mercantiles et monétaires qui forment l'essentiel du mode capitaliste, ont eu besoin des conditions matérielles et sociales des sociétés précapitalistes pour se développer et s'imposer peu à peu. En d'autres termes, pour produire et échanger des marchandises, les hommes ont dû nouer d'autres rapports que ceux de l'échange mercantile et monétaire. Ainsi, les artisans des communes médiévales se sont groupés en associations jurées, avec des liens personnels de subordination, ne serait-ce que pour permettre à chaque artisan d'être propriétaire de son outil, de son produit et de le vendre. Dès lors, on s'aperçoit que la base économique du capitalisme a été le féodalisme<sup>32</sup>.

Dans la *Contribution à la critique de l'économie politique*, Marx explique qu'en dépit des quantités d'argent fabuleuses accumulées dans l'ancienne Rome, la monnaie ne pouvait se transformer en capital. En effet, elle devait elle-même passer par toute une série de mutations (mesure des valeurs, étalon des prix,

32. Les rapports féodaux correspondent aux liens de la communauté de marche germanique, où la collectivité — l'Etat — garantit la *propriété individuelle*, libre et égale de tous les membres grâce à des associations formées par engagement personnel. Ainsi, la constitution des villes franches du moyen âge est calquée sur la communauté de marche. Le droit de pratiquer exclusivement un métier déterminé, accordé à la corporation, découle de la marche germanique. Avec la même jalousie, souvent avec les mêmes moyens, les corporations veillent à ce que la participation de chaque membre à la source commune des revenus soit rigoureusement égale... ou la plus égale possible. Cf. Engels. *La Marche*, en annexe à *L'Origine de la famille, etc...*, Ed. soc., p. 217-85. A la campagne, les seigneurs féodaux ont accaparé les rapports sociaux qui lient les producteurs entre eux, et ont asservi de ce fait les paysans attachés à la glèbe. A la ville, en revanche, les rapports féodaux de l'association ont permis, dans les corporations artisanales, le développement de la production et de la propriété privées.

Cf. à propos de l'évolution des conditions préalables du capitalisme, *Les Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste*, in collection : « le Fil du Temps », J. Angot, B.P. 24, Paris-19<sup>e</sup>, p. 33-44.

monnaie de compte, moyen de circulation, numéraire, moyen de thésaurisation, moyen de paiement, monnaie universelle) avant de représenter le rapport productif et social du capital au travail salarié, avant que la quantité (d'argent) ne se transforme en qualité (de capital).

Engels ironise sur la conception non matérialiste de la dialectique : « Le renversement de la quantité en qualité équivaut à une vision mécaniste et idéaliste du monde. En fait, c'est le *changement* quantitatif qui modifie la qualité. Ces messieurs n'ont jamais soupçonné cela ! »<sup>33</sup>.

La dialectique marxiste atteint ici une dimension et une rigueur exceptionnelles, à la mesure même des bouleversements historiques et économiques qui ont donné naissance à la société capitaliste. En effet, pour triompher, le capital a besoin d'innombrables conditions préalables qui sont pour lui autant de points d'appui, qu'il rejette ou transforme à son image au fur et à mesure de sa progression. Ces conditions préalables sont les rapports de production même des sociétés esclavagistes puis féodales : ce qui explique que le capitalisme ne s'est développé spontanément qu'en Europe.

Comme nous allons le voir, *ces conditions préalables, qui ont donné naissance au capital, deviennent ensuite* — en un processus complexe de mutation — *les superstructures* qui, déterminées par le capital, permettent à la bourgeoisie d'étendre son pouvoir et sa production en largeur et en profondeur à toute la société, puis à maintenir et à prolonger son règne.

33. Cf. Notes préparatoires à *Herrn Eugen Dührings Umwälzung der Wissenschaft Dialektik der Natur*, p. 652.

Plus loin, Engels reproche à la dialectique idéaliste (formelle) de Hegel de ne pouvoir rendre compte du changement qualitatif réel : « Le processus infini n'est chez Hegel qu'un désert vide, parce qu'il est uniquement une éternelle répétition du même processus : 1 + 1 + 1 + 1, etc... » (p. 670). En additionnant simplement des quantités formelles, on n'obtient qu'une somme plus grande, et non une qualité autre. Il faut donc que la quantité elle-même ait déjà une certaine qualité, qui se modifie et se renverse en son contraire à un certain niveau d'accumulation.

Cette mutation des conditions économiques préalables du capital en superstructures capitalistes est l'un des phénomènes révolutionnaires du passage de la société féodale à la société bourgeoise. Elle conditionne donc l'attitude dialectique du prolétariat vis-à-vis des différentes classes en lutte et des institutions sociales de la phase historique, qui fait l'objet du premier volume des *Ecrits militaires*. Cette mutation explique en même temps le rapport entre la base économique du capitalisme et ses superstructures politiques, juridiques, idéologiques et étatiques. Leur genèse économique explique qu'elles peuvent avoir un effet économique en retour sur la base productive.

### *Conditions précapitalistes et superstructures capitalistes.*

Les rapports sociaux précapitalistes, dynamiques et productifs se transforment donc, avec le triomphe du capital, en institutions officielles bourgeoises, reconnues de par la loi et protégeant l'ordre capitaliste. Ils changent alors de signification et d'efficacité, étant déterminés par des rapports plus importants :

« Les conditions et les présuppositions du devenir et de la genèse du capital impliquent que le capital n'existe pas encore, ou qu'il est seulement en devenir. Elles disparaissent avec l'existence du capital, lorsque celui-ci part de sa propre réalité et pose lui-même les conditions de sa réalisation.

« Les présuppositions qui apparaissent à l'origine comme les conditions de son devenir — et ne pouvaient donc pas encore découler de l'action du capital en tant que tel — *apparaissent maintenant comme résultats de sa propre réalisation* : ce sont des réalités créées par lui. *Ce ne sont plus des conditions de sa genèse, mais les résultats de son existence présente*. Le capital ne part plus de présuppositions pour se développer, mais il se présuppose lui-même. » (*Fondements*, etc... t. 1, p. 423-24).

Voici un exemple de cette mutation des conditions précapitalistes. On sait que, dans les sociétés primitives, les institutions familiales représentant les rapports sociaux fondamentaux de la production étaient directement calquées sur la reproduction

naturelle des groupes humains. Avec l'élargissement de la base productive, elles se firent de plus en plus larges (horde, clan, tribu, fédération de tribus, peuple de même race, nationalité, nation), en même temps qu'elles perdirent de leur force en changeant de contenu, bref, en montant du niveau des conditions fondamentales de la production vers les sphères, non plus déterminantes mais déterminées, de la superstructure. De fait, la société capitaliste montre clairement (avec le Code Napoléon) que les institutions familiales sont des superstructures juridiques parmi d'autres, regroupant les individus dans l'organisation de l'Etat avec les droits civils bourgeois et la famille monogamique, tandis que la nation est déterminée par les besoins de la production et de la distribution capitalistes. Aussi longtemps que la nation est une condition économique, le marxisme encourage la formation de grandes nations et invite les prolétaires à y contribuer par leurs luttes contre les forces d'ancien régime. Mais, sitôt que la nation cesse d'être un moyen de promotion économique et révolutionnaire du mode de production capitaliste moderne pour devenir une superstructure déterminée par le capital<sup>34</sup> et enfermée dans

34. Dans le *Manifeste*, Engels affirme que la France est le pays classique du passage du féodalisme au capitalisme, tout comme l'Angleterre est le pays classique du développement de l'économie capitaliste.

En France, la nation capitaliste moderne se réalisa au cours de la révolution bourgeoise. La distinction devint absolument nette entre la phase nationale progressive et la phase conservatrice puis réactionnaire, à partir du moment où la révolution bourgeoise eut socialement triomphé des forces féodales. Et, de fait, la révolution déborda bientôt les frontières françaises pour détruire le féodalisme en Europe centrale et méridionale et devenir impérialiste (Napoléon I<sup>er</sup>).

Le passage de la nation dans les superstructures déterminées par le mode de production capitaliste, s'effectue grâce à un rapprochement, puis à une jonction entre l'Etat et la nation. L'Etat de la monarchie absolue, qui représente la dissolution du féodalisme et les intérêts de l'état ou ordre (et non encore classe) des bourgeois prépare les conditions de production du capital. Au fur et à mesure de l'avènement de la société bourgeoise, la nation s'emplit de la superstructure de l'Etat déterminée par les besoins de la production capitaliste.

La nation étant devenue une superstructure, le capital lui-même

le cadre trop étroit de sa production, les prolétaires luttent *contre cette nation*, afin de créer une unité de production plus vaste, à l'échelle de toute l'humanité, en éliminant tout ce qui divise, limite, oppose et crée donc des conflits entre les hommes.

De nombreux malentendus sont nés de l'interprétation, inspirée par les philosophies bourgeoises, du rapport entre superstructures et base économique. La plupart des questions posées à ce sujet par des disciples marxistes à Engels au cours des années 1880<sup>35</sup> sont viciées par l'idée d'une dualité et d'une opposition qualitative entre production et superstructure. En effet, ayant opposé d'emblée ces deux notions, ils n'étaient plus capables de saisir leurs rapports, ni d'imaginer leur réaction réciproque. Si diverses soient-elles, toutes les activités sont, en dernier ressort, économiques de par leur genèse et leur effet final sur l'effort productif humain *dans les conditions sociales données*. Ainsi, le

se met à créer des nations pour ses besoins. Celles-ci peuvent encore être révolutionnaires comme ce fut le cas au siècle dernier des Etats-Unis d'Amérique, ou contre-révolutionnaires, comme la Belgique détachée par la Sainte-Alliance de la révolution française. La différence de ces Etats avec le modèle classique français, c'est que les premiers amalgament les nationalités selon la vigueur du capitalisme local, tandis que, normalement, la nationalité croît, s'unifie, se centralise et s'uniformise en un tout au fur et à mesure du développement du mode de production capitaliste. Dans les nations créées après la formation du capital, les questions de races et de nationalités continuent à perturber plus fortement les rapports fondamentaux de classe et de production. A l'inverse, une maladie de croissance du développement capitaliste peut perturber à son tour le développement unitaire de la nation (cf. par exemple l'Allemagne).

Cette question est traitée en détail dans *L'Etat et la nation dans la théorie marxiste*, 1969, collection « Le Fil du Temps » ; J. Angot, B.P. 24, Paris-19<sup>e</sup>, vol. 1 et 2.

35. Cf. le chapitre 1<sup>er</sup> « Le matérialisme historique et les superstructures idéologiques » dans l'ouvrage publié aux Editions Sociales : *K. Marx et Fr. Engels, Sur la littérature et l'art*.

Le simple fait de demander des éclaircissements (qui transforme Engels en professeur ès-marxisme) suscite de nombreux malentendus, en déplaçant le problème vers le domaine de la logique et du raisonnement afin d'*expliquer* tel ou tel point. En réalité, c'est se placer sur un terrain non marxiste. Le marxisme analyse le mouvement dialectique des rapports multiples des activités humaines du point de vue historique et économique. Tout le reste est vulgarisation.



propriétaire terrien, assis à l'ombre toute la journée pour surveiller et admonester son ouvrier agricole de la voix : « Vas-y, fainéant ! Ne pose pas ton outil à terre ! etc... » ne produit certes pas un gramme de richesses, mais il « contribue » à l'élévation du rendement et du produit du travail<sup>36</sup>.

Ce qui importe, c'est de déterminer la nature éminemment changeante des activités humaines selon la forme de la société et de l'économie. La mutation des conditions économiques précapitalistes en superstructures capitalistes annonce déjà l'évolution ultérieure des superstructures, qui, à l'instar des rapports de production auxquels elles se rattachent, sont révolutionnaires lors de l'introduction du mode de production nouveau, puis deviennent au fur et à mesure un frein à l'évolution des forces productives.

Dans le VI<sup>e</sup> chapitre inédit du *Capital*, où il traite du travailleur productif et improductif ainsi que de la mystification inhérente au système capitaliste, Marx précise la genèse des superstructures juridiques bourgeoises. Celles-ci *naissent* du déve-

C'est ce qui a fait dire à Engels à propos des intellectuels : « Qu'ils sachent que leur « instruction académique », cette instruction qui réclame, par surcroît, un rigoureux auto-contrôle critique, ne leur confère pas le grade d'officier avec le droit d'occuper un poste correspondant dans le Parti ; que, dans notre Parti, chacun doit commencer son service comme homme de troupe ; que pour occuper des postes responsables dans le Parti, il ne suffit pas d'étaler des connaissances théoriques et un talent littéraire même incontestable ; mais, il faut tout d'abord connaître à fond les conditions de la lutte du Parti, s'assimiler à fond les formes de cette lutte, donner des preuves de fidélité et de fermeté, en s'enrôlant comme volontaire dans les rangs des combattants ; *que ces gens sachent qu'avec leur « instruction académique », ils ont beaucoup plus à apprendre, en fin de compte, auprès des ouvriers que les ouvriers auprès d'eux.* » (Reproduit dans E. Stépanova : *Friedrich Engels*, Moscou 1958, p. 232-53).

36. Le contremaître qui surveille et pousse les ouvriers au travail est certes improductif, mais il participe efficacement à la création de la plus-value d'autrui. De même, un comptable qui ne produit pas un gramme de plus-value peut rapporter beaucoup d'argent à son patron, en lui faisant faire des économies (mais ces économies portent seulement sur des valeurs déjà produites par des ouvriers productifs) : il gagne donc son salaire et son patron peut y gagner encore plus que lui.

loppement matériel et productif de la propriété petite-bourgeoise issue, elle, des rapports féodaux. Ainsi, le droit bourgeois correspond à la petite production marchande des paysans parcellaires et des artisans des communes médiévales. C'est le droit de la propriété privée du travailleur qui exalte la liberté, l'égalité et la fraternité des individus de l'époque capitaliste. Tout d'abord, il a été un facteur énergique de dissolution des anciens rapports féodaux en ruinant la propriété fondée sur la servitude et un moyen d'organiser les masses et les institutions contre l'ordre féodal. Mais, sous le capitalisme, ce droit individuel s'oppose même à l'économie bourgeoise. Ce qui permet au capital de maintenir le droit fondé sur les rapports individuels, c'est qu'il maintient l'échange entre acheteur et vendeur dans la sphère de la circulation. En conséquence, dit Marx, les économistes présentent l'expropriation des masses, le salariat et l'accumulation des moyens productifs comme un avantage par rapport à la propriété privée, basée sur le travail de l'artisan, tandis que les juristes et les idéologues reportent sans façon l'idéologie de la propriété privée découlant du travail individuel sur la propriété découlant de l'expropriation de ce producteur privé.

On voit en quoi les superstructures juridiques sont le reflet inversé des rapports productifs existants, après qu'elles se soient séparées de leurs rapports matériels originels pour se greffer sur des rapports productifs nouveaux par l'intermédiaire de la circulation des marchandises. En devenant une superstructure, le droit s'organise et exerce une pression et une contrainte sur les producteurs afin de systématiser l'ordre bourgeois, non seulement dans les échanges économiques, mais encore dans toutes les diverses sphères de la société civile (administration, éducation, rapports privés entre individus, etc...).

Comme on le voit, la violence et les superstructures de contrainte ont une double *source* dans l'économie. D'abord, le droit bourgeois naît de la petite production marchande ; puis la base économique capitaliste détermine ce droit en tant que superstructure bourgeoise.

Dühring a inversé et tronqué tous ces rapports en affirmant que la nature de la base est différente de celle de la superstructure :

la première étant économique, l'autre déterminée par la violence. La société esclavagiste et féodale — formes encore peu développées des sociétés de classe — semblent confirmer la thèse de Dühring, selon laquelle « la forme des rapports politiques est l'élément historique *fondamental*, tandis que les dérivations économiques ne sont qu'un effet ou un cas particulier, et donc des faits de second ordre », de sorte que « l'élément primordial est la violence politique immédiate »<sup>37</sup>.

Historiquement, Dühring se base évidemment sur le fait que le serf et l'esclave sont « enrôlés de force dans le service économique » (le jargon lui-même relève d'une société encore semi-féodale, comme la Prusse de l'époque de Dühring). C'est toujours l'expérience des pays capitalistes développés que lui opposera Engels. En effet, sous la domination bourgeoise, nul capitaliste ne force l'ouvrier salarié à travailler pour lui : c'est le besoin économique qui pousse le prolétaire à se faire exploiter par le capital et à subir sa loi.

Le marxisme ne renverse pas simplement le schéma de Dühring en affirmant que la base est l'économie, et la superstructure la violence. Il lie ces superstructures au devenir historique des rapports sociaux et aux classes qui les représentent.

### *Classes et violence.*

L'étude de la structuration de la société répond, en fin de compte, à la question pratique de savoir où les hommes peuvent intervenir, afin d'accélérer le développement social de manière révolutionnaire, en appliquant la violence là où elle est efficace et bienfaisante.

La base économique ne peut se développer que par une évolution lente et progressive : on ne passe pas, d'un seul bond, de la petite unité de production à la grande entreprise. Cependant, l'accumulation progressive des forces productives dans la

37. Cf. Fr. Engels, *Anti-Dühring*, Ed. soc, p. 191-92.

base économique exige, à un moment donné, une mutation des formes ou rapports de la production sociale, une sorte de rajustement brusque. Si la meilleure volonté révolutionnaire ne peut rien changer à la base économique, la mutation brusque (qualitative) du mode de production dépend de la violence révolutionnaire. En effet, avec le vieillissement de la forme capitaliste, la violence passe du fait productif immédiat — sa source continue — dans les superstructures de l'Etat, de la police, de la magistrature, de l'armée, etc..., où elle se concentre dans une sphère autonome qui peut être directement détruite.

Dans la Préface de la *Contribution à la critique de l'économie politique*, Marx explique le rôle des superstructures dans les sociétés de classes : « Avec le changement de la *base économique*, toute l'énorme *superstructure* est PLUS OU MOINS ébranlée. Quand on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel des conditions économiques de la production — qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse — et les formes *juridiques, politiques, religieuses, artistiques* ou *philosophiques* (qui constituent les superstructures), bref les formes A TRAVERS LESQUELLES LES HOMMES PRENNENT CONSCIENCE DE CE CONFLIT ET LE MENENT JUSQU'AU BOUT. » C'est donc au travers des superstructures que les hommes interviennent et poussent la crise jusqu'à sa solution révolutionnaire. En effet, la crise de production à elle seule ne peut assurer la transformation d'un mode de production ou de société en un autre (le capitalisme ne s'effondre pas tout seul). Il faut que les hommes portent la crise de l'appareil de production jusque dans les superstructures qui gouvernent un large secteur de la vie sociale, c'est-à-dire brisent les institutions étatiques, juridiques, administratives, etc... et leur opposent des moyens de force nouveaux. De fait, la production a toujours des ramifications et des excroissances nécessaires dans la société civile, et celles-ci ne s'écroulent pas lorsque s'arrête l'appareil de production en crise. Il faut donc prendre l'initiative de les démolir et de les tenir en échec par des moyens de contrainte révolutionnaires (dictature du prolétariat).

En période de crise où la production s'arrête en même temps

que la distribution et la circulation, les rapports sociaux cessent d'être prolongés par les superstructures officielles de l'Etat, c'est pourquoi, la révolution peut agir, de manière brusque et violente, sur ce que Marx appelle les superstructures juridiques et politiques qui pèsent sur le développement des forces productives devenues trop grandes pour elles. Ainsi, l'Etat, c'est-à-dire le pouvoir politique, est une superstructure que l'on peut fort bien briser pour ainsi dire instantanément, pour mettre à sa place une institution analogue, mais *opposée*, l'Etat de la dictature du prolétariat se substituant à l'appareil étatique bourgeois. Si la conquête du pouvoir a une place centrale chez Marx et Engels, c'est qu'elle garantit un changement *qualitatif* des structures productives et sociales, qui, elles, ne se développeront que lentement et progressivement sous la forme nouvelle, en se greffant non pas sur l'Etat prolétarien, mais sur les forces productives déjà socialisées sous le capitalisme ou en voie de se socialiser. Pour Marx et Engels, une grève générale ne peut suffire à renverser les classes dominantes bourgeoises. En effet, la force armée et administrative du capital ne se trouve pas dans l'appareil de production, mais plutôt dans la rue, la place publique et les institutions officielles. D'où la nécessité de nouvelles superstructures pour tenir en échec les anciennes au moment où la base économique est en crise, l'appareil productif capitaliste étant paralysé et occupé par les prolétaires. Se contenter d'occuper les usines et autres installations productives, ce serait abandonner toute l'organisation sociale aux bourgeois, de sorte qu'il faudrait traiter tôt ou tard avec eux, ne serait-ce que pour organiser la production et la distribution afin de survivre. A moins que l'adversaire, qui tient toute l'organisation sociale avec les forces armées, reconquière l'appareil productif. Même si la production bourgeoise s'écroule, le système social bourgeois ne s'écroulera pas tout entier pour autant. De ces évidences, découle la nécessité pour le socialisme de se donner une armée, une police et un Etat nouveaux, non pas pour construire le socialisme, mais pour détruire les anciennes superstructures de classes.

Si la violence ne peut modifier d'un coup les faits de production, elle peut cependant agir sur les superstructures qui protègent les rapports de production périmés, en en édifiant de nouvelles,

qui tiennent d'abord les anciens Etats en respect et les détruisent, tandis que se transforment à un rythme plus ou moins rapide les rapports de production nouveaux en harmonie avec le développement atteint par les forces productives sociales.

Le marxisme a donc établi une sorte de hiérarchie des diverses structures sociales, de la base aux superstructures : « Le procès de production et de valorisation a pour résultat *essentiel* la reproduction du rapport entre le capital et le travail, entre le capitaliste et l'ouvrier. Ce rapport social de production est un résultat plus important de ce procès que n'en sont les fruits matériels » (*Fondements etc...*, t. 1, p. 422).

Au niveau des rapports sociaux, il y a les classes qui produisent et sont produites dans le procès de production immédiat. Il faut donc avant tout définir la nature et la fonction de chaque classe à partir de sa base productive et en liaison avec elle, de sorte qu'à l'instar des rapports sociaux qu'elles représentent, la classe se développe comme un organisme vivant : à un rythme élevé lorsqu'elle est jeune et dynamique, moins vite lorsqu'elle mûrit, et en décroissant lorsqu'elle vieillit.

On sait que les classes s'organisent d'abord en parti, puis en Etat (classe dirigeante de la société), et s'éteignent. Une classe représentant des rapports de production nouveaux a une force et un dynamisme supérieurs à ceux d'une classe qui représente les rapports productifs anciens, de sorte que la constitution en parti (premier pas vers la conquête de l'Etat, qui renforce sa puissance) lui donne assez de force pour renverser la classe plus vieille, qui dispose actuellement du pouvoir. Mais, il faut que l'organisation de cette classe corresponde à sa nature historique, déterminée par sa place et son rôle historique dans la production de la société. Etant dès sa naissance une classe internationale du fait que le salariat est une condition universelle, le prolétariat doit donc s'organiser en fonction de sa nature et son but internationaux. Les revendications économiques sont donc essentielles, et Marx affirme qu'elles ont une nature politique dès lors qu'elles sont généralisées à toute la classe. Elles représentent l'activité de base du parti ouvrier, à la différence des opérations « politiques »,

locales et nationales, plus ou moins déterminées en fonction de la bourgeoisie au pouvoir.

La vision de la lutte de classe du prolétariat dépasse donc — de loin — le rapport immédiat qui existe dans telle région, pays et situation particulière. En fait, toute la question militaire est dominée par la difficulté suivante : la bataille s'engage à un moment précis et dans un contexte déterminé *hic et nunc*. Dès lors, l'issue dépend des forces disponibles ici et là, les forces les plus nombreuses, les mieux armées et les mieux conduites sortant victorieuses du heurt. Or, le prolétariat dispose non seulement de forces locales, mais encore internationales. En outre, il se renforce à mesure que la crise s'approfondit. La question militaire ne traite pas seulement des conditions immédiates de la lutte, mais de sa préparation et de son prolongement, de son lien avec les autres activités politiques et économiques (revendicatives) du prolétariat. En d'autres termes, la question militaire est inséparable de la lutte et du programme général du mouvement communiste. Ce n'est pas une technique pour rassembler le plus de troupes, avec n'importe quels moyens et sous n'importe quel mot d'ordre pour affronter l'ennemi : « La stratégie moderne suppose l'émancipation de la bourgeoisie et de la paysannerie : c'est *l'expression militaire* de cette émancipation. L'émancipation du prolétariat aura, elle aussi, une expression militaire particulière et une nouvelle méthode de guerre spécifique. Cela est clair. On peut même déterminer cette stratégie à partir des conditions matérielles du prolétariat. »<sup>38</sup>.

38. Cf. Fr. Engels, « Les conditions et les perspectives d'une guerre de la Sainte-Alliance contre une France révolutionnaire en 1852 », in : *Werke*, 7, p. 477. Au IV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale, le 14 Novembre 1922 à Moscou, Trotsky fit un long et admirable discours sur le rapport dialectique entre l'économie et la politique dans la révolution russe et mondiale, en démontant tous les mécanismes complexes de la progression sociale, afin de déterminer les tâches de l'Internationale, du Parti et de l'Etat russe dans la transformation socialiste. Ce discours n'exprimait pas les découvertes d'un chef génial, mais théorisait les conditions réelles et les interactions des superstructures sur la base économique en toute objectivité et selon les critères de la vieille école marxiste. Cf. « Bericht über den IV Krongress der Kromunistischen Internationale », 1923, p. 69-75. Dans *Il Programma Comunista*, 1966, n° 6-12, on trouve la reproduction de ce discours et des thèses annexes, ainsi qu'un commentaire clair et incisif.

Trotsky disait fort justement que le parti est d'autant plus fort qu'il se branche sur les caractères essentiels du prolétariat. Certes, les compromis avec d'autres classes, les mots d'ordre ralliant la masse des hésitants et des tièdes, la conquête de positions de force dans les institutions déjà existantes renforcent numériquement la masse influencée par le parti prolétarien, mais celui-ci y perd sa substance vitale et son énergie de classe. C'est pourquoi en dépit de leurs effectifs et de leur appareil pléthoriques, les partis social-démocrates d'avant 1914 n'ont été que des géants aux pieds d'argile. En élargissant leur éventail programmatique et social à toutes les classes ou à peu près, ils finirent par retarder d'une époque entière sur les besoins et les aspirations profondes des masses prolétariennes. C'est dire que certaines victoires sont plus dangereuses que bénéfiques. Enfin, pour éviter d'être mis au pied du mur et d'être obligé de recourir à n'importe quels moyens pour sauver sa peau, il faut éviter de se laisser imposer la lutte aux conditions et à l'heure choisies par l'adversaire. Bref, il faut avoir une vision d'ensemble du processus révolutionnaire, et ne pas se laisser surprendre sans arrêt en ne sachant pas ce que réserve le lendemain.

La même chose s'applique au processus révolutionnaire lui-même, à savoir à la constitution du prolétariat en classe et donc en parti, puis à sa constitution en classe dominante, avec l'érection de l'Etat de la dictature du prolétariat. Dans la hiérarchie de l'organisation, le *parti ouvrier d'un pays* est certes en-dessous de *l'Etat prolétarien d'un pays déterminé*, mais l'Internationale, qui représente les intérêts généraux et universels de la révolution dans tous les pays, est au-dessus de l'Etat prolétarien d'un pays, si bien que les intérêts de celui-ci ne doivent pas prévaloir sur ceux de l'Internationale. Il faut donc éviter autant que possible que les nécessités vitales de la lutte *hic et nunc* pose ce dilemme ou, pire encore, que ce dilemme soit omniprésent, de sorte que les intérêts futurs soient sacrifiés aux intérêts actuels et acquis.

En fait, il faut qu'il y ait continuité programmatique entre l'Etat prolétarien et l'Internationale, comme entre toutes les actions de la classe ouvrière, c'est dire qu'il faut supprimer l'oppo-



sition entre intérêts présents et futurs, intérêts particuliers et locaux, intérêts généraux et universels.

### *Superstructures et facteur temps.*

Distinguons maintenant *entre les diverses superstructures*. Les superstructures juridiques et politiques comprennent la Constitution, les lois, la magistrature, les corps armés, la police et le pouvoir central, fédéral, local, etc... Elles assurent le passage des rapports sociaux de production à ceux de la propriété et du pouvoir d'Etat. On peut qualifier cette sphère de *superstructures de violence*.

Il y a, d'autre part, les superstructures *idéologiques*, religieuses, artistiques ou philosophiques que l'on peut appeler des *superstructures de conscience* pour les distinguer des superstructures de force, encore qu'en période non révolutionnaire les premières pèsent sur l'esprit et l'activité des masses comme de véritables contraintes et forces d'inertie. Toutes deux sont donc liées ; les superstructures juridiques, politiques et idéologiques se matérialisent évidemment en des individus et institutions : la magistrature, l'Education nationale, l'Eglise, la censure, la presse, la radio, etc...

Néanmoins, les superstructures idéologiques ou de conscience planent, pour ainsi dire, au-dessus des institutions politiques ou juridiques : elles sont une dérivation de la dérivation, autrement dit, une superstructure de la superstructure. Selon la formule de Trotsky<sup>40</sup>, si l'on s'élève de la production, fondement des sociétés, aux superstructures, on peut établir que la force d'inertie de chaque étage de superstructure ne s'ajoute pas simplement à celle des étages inférieurs, mais se trouve, dans certains cas, multipliée par elle. Les superstructures de conscience forment le champ flou et mouvant des opinions, des idéologies, de l'esthéli-

40. Cf. L. Trotsky, *Terrorisme et communisme*, Union générale d'éditions, 1963, p. 39-43, où l'on trouvera un exposé précis sur les superstructures.

que et de la religion. Mais, de ce fait même, la superstructure idéologique a une vie plus tenace : les idées que l'on retrouve dans le monde d'aujourd'hui se rattachent à celles qui ont été produites il y a des millénaires, c'est dire qu'elles survivent à la base économique primitive, qui les a fait naître. Même en ce qui concerne le prolétariat, les superstructures idéologiques, héritées du passé et de la classe paysanne dont il est issu, survivront longtemps après que la superstructure de l'Etat capitaliste ait été brisée. C'est indiquer les limites de la persécution des idées, et toute l'importance de la base économique.

En conclusion, toute la question de la base économique, des rapports sociaux de production et de distribution, des superstructures de force et de conscience correspond à celle de l'antagonisme entre la société réelle et la société de classe, ou entre l'organisation sociale d'une classe dominante qui prétend représenter toute la société, et la production, la vie et le corps social réels, qui se développent sans cesse grâce au travail et étouffent dans le carcan de l'Etat capitaliste. D'où la conclusion de Marx :

« La constitution de la Commune aurait restitué au corps social toutes les forces absorbées jusqu'alors par l'Etat parasite qui se nourrit sur la société et en paralyse le libre mouvement. » <sup>41</sup>.

C'est à partir de cette vision du mécanisme de la société que Marx et Engels ont agi en militants communistes dans l'Internationale et les différents partis ou groupes ouvriers.

41. Adresse sur la Commune de 1871 écrite par Marx au nom de l'Internationale, in : *La guerre civile en France. 1871*, Ed. Soc.

### III - LA VIOLENCE DANS LA THÉORIE ET L'ACTION DU MARXISME

#### *Le renversement de la praxis*

« Nous ne pouvons résoudre une équation que si elle inclut déjà dans ses données les éléments de sa solution », écrivait Marx à Domela-Nieuwenhuis, le 22 Février 1881.

La violence, les classes, les contradictions entre forces productives et mode d'appropriation sont produites par l'essor de la division du travail dans la société. L'abolition des classes, des contradictions économiques, et donc de la violence entre les hommes ne peut s'imposer comme une tâche *pratique* à l'humanité qu'à partir du moment où la division du travail, loin de se creuser davantage en tant que facteur de développement des forces productives, devient une entrave à leur croissance ultérieure. Dans les pays capitalistes, Marx et Engels ont déjà constaté ce phénomène dès le siècle dernier :

« Bien que la concentration urbaine soit une condition fondamentale de la production bourgeoise, chaque capitaliste pris à part

tend sans cesse à quitter les grandes villes que cette concentration a, de toute nécessité, engendrées pour aller exploiter les campagnes. On peut étudier en détail ce processus dans les régions d'industrie textile du Lancashire et du Yorkshire. Au fur et à mesure qu'elle fuit de la ville vers les campagnes, la grande industrie capitaliste y engendre de nouvelles grandes villes. Il en va de même dans les régions métallurgiques, où des causes partiellement différentes engendrent les mêmes effets.

« Derechef, seule la suppression du caractère capitaliste de l'industrie moderne pourrait arrêter ce cercle vicieux où elle tombe, cette contradiction où elle revient sans cesse. Seule une société qui engrène harmonieusement ses forces productives l'une dans l'autre, selon les lignes grandioses d'un plan unique, peut permettre à l'industrie de s'installer à travers tout le pays, avec la dispersion la plus adéquate à son propre développement ainsi qu'au maintien ou au développement des autres éléments de la société.

« La suppression de l'opposition entre ville et campagne n'est donc pas seulement possible, mais est devenue une nécessité directe de la production industrielle elle-même, comme elle l'est également pour la production agricole et, enfin, pour l'hygiène publique. C'est seulement en réalisant la fusion de la ville et de la campagne que l'on peut éliminer l'intoxication actuelle de l'air, de l'eau, du sol ; elle seule permettra aux masses qui languissent dans les villes d'utiliser leur fumier à produire des plantes, au lieu des maladies.

« L'industrie capitaliste s'est déjà rendue relativement indépendante des barrières locales que constituaient les lieux de production de ses matières premières. Dans sa grande masse, l'industrie textile travaille des matières premières importées. Les minerais de fer espagnols sont travaillés en Angleterre. Sur toute la côte d'Europe, les machines à vapeur sont actionnées avec du charbon anglais, parfois belge et allemand.

« Une société libérée des entraves de la production capitaliste peut aller bien plus loin encore. En produisant une race de producteurs développés dans tous les sens, qui connaîtront les

bases scientifiques de la production industrielle<sup>42</sup> et dont chacun aura parcouru dans la pratique toute une série de branches de production d'un bout à l'autre, elle créera une nouvelle force productive compensant très largement le travail de transport des matières premières ou des combustibles tirés de grandes distances. » (*Anti-Dühring*, éd. soc., p. 335-36.)

Il ne s'agit pas évidemment de supprimer la diversité des productions et des besoins, mais de les relier entre eux en un tout indissoluble, et surtout de supprimer les unités de production séparées et antagoniques, qui luttent entre elles de mille façons.

Comme on le voit, le prolétariat ne pouvait concevoir sa théorie et son programme propres qu'à un certain niveau de développement de la forme de production capitaliste, qui créait, dans son propre sein, les bases matérielles de la doctrine et de la société communistes<sup>43</sup>. Non seulement les conditions matérielles précèdent toujours la théorie, mais la théorie joue à son tour un rôle fondamental dans l'instauration révolutionnaire d'une société supérieure, où les hommes domineront et régleront le développe-

42. D'une manière un peu simpliste mais pas si fausse, Lafargue a prévu qu'il n'y aurait plus, dans la pratique, qu'un seul métier, celui de mécanicien, travaillant aussi bien sur les machines perfectionnées et standardisées de l'agriculture que des diverses productions industrielles.

Dans le chapitre de l'automation, p. 208-33 des *Fondements* etc..., Marx affirme que le capitalisme ayant développé au maximum le capital fixe (installations, machines, techniques) et appauvri la force de travail vivante de l'individu par l'activité mécanique, il ne reste plus qu'un moyen d'augmenter les forces productives : transférer les lois savantes animant les machines dans le cerveau du travailleur. C'est pourquoi, dans la société socialiste, ce n'est pas le *temps de travail* (loi de la valeur déterminée par le travail) qui est la plus grande source de production de la richesse, mais le *temps libre* pour le développement scientifique, technique, artistique, universel et harmonieux de l'individu.

43. Dès *l'Idéologie allemande* (1846), Marx écrivait : « Le communisme n'est pas pour nous un *état* qui doit être créé, un *idéal* d'après lequel la réalité doit se régler. Nous appelons communisme le mouvement *réel* qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des bases actuellement existantes. » (éd. soc., 1953, p. 27).

ment des forces sociales, techniques et naturelles selon un plan *conscient et collectif*. Nous assistons alors au *renversement de la praxis* dans l'histoire des hommes qui cessent d'être menés aveuglément par des forces matérielles extérieures.

Etant donné le faible niveau économique et historique, le socialisme scientifique ne put surgir au cours de la période précédant la révolution de 1848 qu'en se basant sur l'évolution économique de l'Angleterre, politique de la France et théorique de l'Allemagne, les trois pays les plus avancés d'Europe.

En effet, l'expérience historique a montré que la révolution socialiste — et donc sa théorisation — n'est possible qu'à partir du moment où la bourgeoisie — dans un pays ou deux au moins — détient non seulement la suprématie économique, mais encore le pouvoir politique, l'infrastructure étant aussi capitaliste que la superstructure.

Sans cette base matérielle, le socialisme au lieu d'être scientifique eût été utopique :

« Etant donné que l'antagonisme des classes se développe au même rythme que l'industrie, ils (les utopistes) ne peuvent trouver dans la réalité les conditions matérielles de l'émancipation du prolétariat. C'est pourquoi, ils se mettent en quête d'une science sociale, de lois sociales, à seule fin de créer ces conditions. *Leurs inventions personnelles suppléent à ce que le mouvement social ne produit point*. Les conditions de l'émancipation prolétarienne, c'est l'histoire qui les fournit. Or, ils ne peuvent les tirer que de leur imagination. Ainsi à l'organisation graduelle et spontanée du prolétariat en classe, ils sont amenés à substituer leur organisation imaginaire de la société, et l'histoire à venir se présente pour eux comme étant celle de la propagande et de la mise en pratique des plans de leur société. Il n'en reste pas moins, qu'en forgeant leurs plans, ils ont conscience avant tout de défendre les intérêts de la classe la plus misérable, de la classe laborieuse. » (*Manifeste*).

Néanmoins, le prolétariat anglais ne pouvait, à lui seul, faire la révolution socialiste, mais devait s'appuyer sur le prolétariat français et allemand. Et de fait, le mouvement ouvrier anglais

des années 1840 révélait la contradiction suivante : le parti ouvrier le mieux organisé et le plus avancé de l'époque ne luttait pas pour des revendications socialistes, mais bourgeoises : la charte qui devait introduire des institutions politiques modernes, adaptées au développement capitaliste atteint.

L'évolution capitaliste a un développement essentiellement inégal, si bien que l'économie n'est jamais adaptée à la superstructure institutionnelle. En Angleterre, un décalage était apparu au grand jour lors de la révolution française, où, en raison d'un certain développement capitaliste, la France avait conquis des formes politiques et institutionnelles, qui étaient en avance même par rapport à l'Angleterre, qui avait fait la révolution bourgeoise plus d'un siècle auparavant.

Au cours des guerres anti-jacobines, les puissances féodales russe, autrichienne, etc... pouvaient admettre que l'Angleterre était un Etat comme le leur, sauf qu'il était plus riche, tant les institutions apparentes de l'Etat anglais avaient conservé un vernis féodal. Les guerres provoquèrent une double réaction : la bourgeoisie anglaise devint plus féroce avec le prolétariat ; elle se rapprocha des forces féodales de l'aristocratie foncière en s'alliant avec l'absolutisme sur le continent <sup>44</sup>.

Au cours des années 1840, l'Angleterre étouffait littéralement dans ses institutions surannées, tandis que la France et l'Allemagne risquaient de lui arracher la suprématie sur le marché mondial, ou du moins de rivaliser sévèrement avec elle. Il fallait, de toute nécessité, mettre à jour les institutions, ne serait-ce que pour permettre à l'industrie de se développer. Ce fut la période la plus révolutionnaire du prolétariat anglais, qui était alors l'épicentre du mouvement ouvrier. La violence révolutionnaire était alors indispensable, afin de balayer « par des interventions despo-

44. Dans *Salaire, prix et profit*, Marx constate : « La guerre contre les Jacobins fut en réalité la guerre des lords anglais contre les masses travailleuses de leur pays. Dès lors, le capital célébra ses bacchantales : il prolongea la journée de travail jusqu'à des 12, 14, 16 et même 18 heures. » Une main-d'œuvre travaillant longtemps pour des bas salaires est la source d'accumulation la plus importante de l'industrie au stade de la manufacture.

tiques » les entraves politiques, administratives et juridiques freinant l'essor de la société. C'est lorsque les institutions existantes entravent la liberté de mouvement des masses et les empêchent de vivre conformément au développement atteint par les forces productives que l'ordre social existant est ressenti comme intolérable. Les hommes se révoltent avec le plus de chance de succès contre les institutions juridiques et publiques, érigées par des lois humaines, dès lors qu'elles compriment la vie et la production humaines dans un carcan trop étroit. C'est ce qui explique la longue résignation des masses tant que l'appareil productif est faiblement développé ou lorsque la prospérité bourgeoise leur permet de vivoter.

La bourgeoisie anglaise put éviter que la lutte des prolétaires anglais pour la Charte<sup>45</sup> débouche sur le programme socialiste tout court, et qu'ils opèrent la jonction avec la révolution socialiste des ouvriers parisiens en Juin 1848.

Le 10 Avril 1848, la manifestation des ouvriers chartistes fut tenue en échec par 170 000 hommes de troupe, de police, etc... Contrairement à ce qu'escomptaient Marx et Engels, il n'y eut pas ensuite de rebondissement révolutionnaire, la crise économique cessant bientôt de sévir en Angleterre : « Oui, les chartistes ont subi un échec, et n'ont pas réalisé leurs revendications... Mais l'effondrement des chartistes a fait tout de même que la moitié de leur programme a été réalisée. »<sup>46</sup>

La bourgeoisie anglaise a donc assis son pouvoir politique exclusif dans la société par une double violence : l'utilisation de la violence du mouvement ouvrier anglais ; les répressions et la

45. Fr. Engels (« L'Angleterre de 1845 et celle de 1885 », in *Die Neue Zeit*, Juin 1885) remarque : « Les masses ouvrières des villes revendiquaient leur participation au pouvoir politique : la Charte populaire. Elles furent soutenues par la majorité des petits-bourgeois. Une seule différence séparait ces derniers des ouvriers : la Charte devait-elle être réalisée par la loi ou par la violence ? ». En ce qui concerne le contenu des revendications de la Charte, cf. notre note n° 39 en fin de volume.

46. Cf. Fr. Engels, « le Parti ouvrier », in : *The Labour Standard*, 23 Juillet 1881.



corruption du mouvement chartiste. L'Angleterre pouvait passer au stade de la grande industrie, et elle avait désormais une suprématie incontestée dans le monde sur le plan industriel, commercial et colonial.

En France, la révolution de 1789 avait doté la nation de superstructures de force si achevées et si parfaites, qu'elle put non seulement briser la réaction féodale jusque dans les provinces les plus reculées, mais encore ébranler l'ancien régime jusqu'au fond de l'Europe, et hâter ainsi la dissolution générale du féodalisme qui était la condition préalable au développement des économies et des nations modernes sur le continent.

Dans l'Allemagne de 1840, les superstructures de l'Etat et de la conscience avaient pris une telle extension qu'elles entravaient le développement économique et social de ce pays, l'Etat absolutiste s'y opposant de force, et la philosophie et la culture déviant les énergies et les orientant vers les sphères abstraites.

C'est en Allemagne, où les superstructures de conscience étaient démesurées par rapport à l'économie et la politique, que Marx et Engels trouvèrent les conditions idéelles de leur théorie, mais pour dépasser l'incapacité politique et l'arriération économique de leurs concitoyens, ils durent se tourner vers l'Angleterre et la France. C'est ainsi qu'ils purent, en tant qu'Allemands, théoriser une révolution socialiste, et militer en communistes internationalistes.

### *Superstructures idéologiques et marxisme*

La genèse du marxisme se situe entre 1842 et 1848, date du *Manifeste*. Au cours de cette période se prépare aussi l'événement qui va dominer tout le siècle et l'histoire humaine ultérieure : *la révolution internationale de 1848*, bourgeoise ici, socialiste là. L'effort théorique de Marx et d'Engels en est inséparable : la crise prérévolutionnaire suscite le marxisme, qui devient l'un des éléments moteurs du futur assaut révolutionnaire en organisant les éléments et conditions de la lutte.

En conséquence, il serait superficiel de comparer le marxisme

à la philosophie rationaliste, née au cours de la lutte révolutionnaire de la bourgeoisie en opposition aux philosophies traditionnelles, scolastiques et théologiques, du moyen âge. Certes, ces philosophies servirent d'armes idéologiques à la bourgeoisie contre le féodalisme, et le marxisme considère les philosophies modernes — de Descartes, Bacon, Kant à Hegel — comme une superstructure historique, propre à l'époque et au mode de production capitalistes. Mais, il n'y voit pas de conquête définitive, puisqu'elles disparaîtront avec les autres superstructures en même temps que le mode de production capitaliste. Le marxisme n'en est donc pas le prolongement, car il serait absurde de le faire naître d'autres superstructures, *philosophies et idéologies bourgeoises* qu'on améliore, renouvelle et arrange au mieux : chaque théorie historique découle de ses conditions économiques et sociales propres. Si le marxisme est une arme de lutte, ce n'est pas comme philosophie, idéologie ou superstructure.

Dans les années 1842-1845, Marx a mené une polémique acharnée contre la dernière des philosophies, la plus parfaite et la plus élaborée qui fût : celle de Hegel. Dans *l'Idéologie allemande*, Marx et Engels définissent à la fois ce qu'est la philosophie hégélienne et ce qui les oppose à elle. Cette confrontation met en lumière les différences entre marxisme et philosophie : « 1° Hegel théorise la *révolution française* comme la phase nouvelle et la plus parfaite du règne de l'esprit ; 2° il voit dans les philosophes ceux qui éclairent le monde du XIX<sup>e</sup> siècle ; 3° il affirme que seules les valeurs abstraites comptent chez les hommes ; 4° il conçoit déjà le mariage, la famille, l'Etat, la propriété privée, l'ordre bourgeois et l'individu comme des principes « divins et sacrés » ; bref, il en a une conception religieuse ; 5° il présente la morale comme sainteté laïque, ou comme un laïcisme sacré, ce qui représente *la forme ultime et suprême du règne de l'esprit sur le monde.* » (MEGA, 1/5, p. 157).

Aux yeux de Marx, Hegel théorise donc l'ultime et suprême antagonisme entre la société réelle — où l'on vit, travaille et se reproduit — et la société civile, organisation et ordre social, instaurés par la classe dominante à son profit et pour l'exploitation des producteurs. C'est pourquoi, Hegel est allé le plus loin dans

l'analyse de la superstructure de l'Etat, du Droit et de la philosophie en général.

Certes, Hegel prétend, comme la bourgeoisie, libérer les hommes. Mais, le simple énoncé de sa conception de l'émancipation humaine dans l'*Idéologie* Allemande suffit à montrer qu'elle est toute mystificatrice : « L'aliénation, qui est au centre de l'extériorité et de la suppression de l'extériorité de l'homme, c'est l'opposition entre l'en-soi et le pour-soi, entre la conscience universelle et la conscience de soi, entre l'objet et le sujet. »

Ainsi, Hegel transforme la société réelle et vivante en individus qui deviennent des « consciences » et des « volontés », tandis que le monde devient « objet ». Il idéalise ainsi les concepts des idéologues de la révolution française — Rousseau par exemple — qui partaient des individus, voire de la volonté de ces individus pour asseoir la souveraineté de l'Etat. Or, Hegel transforme cette volonté *collective* des individus en volonté *absolue*.

Au lieu d'exprimer la réalité, les mots d'ordre bourgeois de libération sont autant de vérités abstraites : liberté, égalité, fraternité, droit de libre disposition des gens et des peuples, progrès, valeurs humaines. Le marxisme reconnaît une signification transitoire à ces mots d'ordre : ils aident la société capitaliste à triompher du féodalisme, ce qui prépare un développement nouveau des forces productives sociales, mais n'émancipe nullement l'humanité.

Le marxisme représente un immense progrès, parce qu'il rompt avec l'idéologie de toutes les sociétés de classe et ramène la pensée dans le monde réel. Dès lors, il ne voit plus l'homme en général, le citoyen abstrait, la conscience ou la volonté individuelle, mais le bourgeois et l'ouvrier, le riche et le pauvre. Il ne s'agit plus d'aliénation abstraite, mais d'aliénation de la force de travail sous forme de marchandise et d'argent, produits historiques. Il ne s'agit plus d'idéal universel et humain, mais de conquête du pouvoir politique, de dictature du travail sur les exploités et les parasites, pour que les producteurs puissent s'émanciper. Et, c'est là un long processus qui se développe au fur et à mesure de la croissance des forces productives, au sein d'un rapport de forces concret entre puissances antagoniques.

Au lieu d'être détachée du monde en une sphère particulière, la pensée est un élément constitutif de la réalité et suit les mêmes lois que le monde physique extérieur : « L'ensemble de notre pensée théorique est absolument dominé par le fait que la pensée subjective et le monde objectif sont soumis *aux mêmes lois* et que, par suite, tous deux *dans leurs résultats* ne peuvent finalement se contredire, mais doivent au contraire forcément s'accorder »<sup>47</sup>.

Mais, le marxisme n'est pas pour autant un reflet neutre — objectif, selon l'expression de la fausse science bourgeoise — du monde existant. Ayant dépassé toute philosophie en se fixant pour tâche de *transformer le monde*, le marxisme — comme les sciences de la nature — ne traite pas de l'humanité ou « de la nature qui *est*, mais de celle qui *passé* et qui *devient* »<sup>48</sup>.

La méthode marxiste ne consiste pas à dire : *voilà ce qui est, mais voilà ce qui passe* (et qu'il faut détruire) *et ce qui devient* (ce pour quoi il faut combattre). *Le marxisme utilise donc la violence dans la mesure où le progrès se heurte à des obstacles* dans les sociétés de classe, mais il l'exclut au sein du socialisme. La polémique et la lutte ne créent donc pas le marxisme, il s'exprime au travers d'elles.

Le rapport du marxisme avec l'économie politique bourgeoise de Ricardo, par exemple, éclaire ce point. Dans la mesure où Ricardo théorise un réel mouvement en avant des forces productives et de l'organisation sociale, et tant que ce mouvement reste progressif, le marxisme l'appuie. Cependant, dès lors que l'économie bourgeoise prétend représenter partout et toujours l'ordre social et les intérêts de tous les hommes, le marxisme la combat.

47. Cf. Fr. Engels, « Herrn Eugen Dührings Umwälzung der Wissenschaft. Dialektik der Natur. Mit Anhang aus dem handschriftlichen Nachlass », *MEGA*, Moscou, 1935.

48. Cf. volume de l'*Anti-Dühring* de la *MEGA*, p. 487, notes d'Engels. On trouvera un excellent exposé « Sur la méthode dialectique » dans *Programme Communiste*, n° 9, 1959, p. 40-52 : « Déjà l'école éléatique montrait, avec Zénon, la fausseté d'une distinction qui paraît aussi sûre : la flèche en mouvement, tandis qu'elle passe en un point de sa trajectoire, *est* en ce point, et donc *ne se meut pas*. L'immobilité n'existe pas dans la nature ».

Ainsi, Marx n'attaquait pas en Hegel ce qui représentait encore pour l'Allemagne arriérée une possibilité de progrès social, mais ce qui prétendait être un système achevé, absolu et éternel. Marx montrait alors que l'émancipation hégélienne n'était qu'affranchissement du féodalisme et asservissement ultérieur à un esclavage pire encore de la masse des travailleurs.

Marx et Engels ont été plus sévères pour les « socialistes » petits-bourgeois (Stirner, Bauer, Strauss), parce que le marxisme critique ou polémique uniquement contre ceux qui, ne saisissant pas le cours réel de l'histoire, le déforment et fourvoient les forces révolutionnaires, en les mystifiant au profit de l'ordre social établi.

Ainsi, le marxisme *ne crée pas* le socialisme, pas plus qu'il ne « fait » la révolution, mais il indique aux masses qu'il influence quel est le sens progressif du développement historique, il dirige les forces révolutionnaires contre ceux qui freinent, dévient et entravent le cours rapide et radical des événements, il concentre et organise la violence, afin d'abrèger les souffrances dues aux sociétés de classes et accélérer ainsi l'avènement de la société communiste, où les hommes n'auront plus d'autre adversaire en face d'eux que la nature, cette marâtre à qui il faut arracher les conditions de vie de l'humanité<sup>49</sup>.

Marx fut lui-même la première « victime » de ce socialisme scientifique. En 1842, il voyait dans le communisme « des idées qui vainquent notre intelligence, qui conquièrent notre esprit, qui soudent notre raison à notre conscience : ce sont des chaînes dont l'homme ne peut triompher qu'en s'y soumettant »<sup>50</sup>. Il montrait ainsi que la doctrine communiste n'est pas un élément subjectif, opposé au monde objectif. Aujourd'hui encore, certains « révolutionnaires » s'acharnent à réaliser l'impossible jonction entre les conditions *subjectives* et les conditions *objectives*. En fait, à la manière bourgeoise, ils les dissocient eux-mêmes et ne peuvent plus ensuite les relier, du fait que l'idée — si elle est

49. Cf. « Le marxisme et la question agraire », in : *Fil du Temps*, juin 1968, 2, p. 14-16.

50. Cf. Karl Marx, « le Communisme et la « Gazette générale » d'Augsbourg », in : *Gazette rhénane*, 16 Octobre 1842.

simple idée — ne peut avoir prise sur la matière — si elle est simple matière. Le marxisme montre, au contraire, que les conditions matérielles sont également théoriques, comme la théorie est également matérielle, toutes deux étant des *forces*.

### *Communisme et mouvement économique.*

Ceux qui affirment que le marxisme est une utopie, une idéologie ou un mythe commettent une double faute : ils coupent le monde réel de la pensée, puis ils l'opposent à cette sphère subjective, de sorte que la pensée n'est plus qu'une nébuleuse, et le monde un univers sans vie.

En fait : « les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées ou des principes découverts ou inventés par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que *l'expression théorique des conditions réelles* de la lutte des *classes* » (*Manifeste*).

A l'époque de la genèse du marxisme au cours des années 1840, le prolétariat anglais a dicté à Marx et à Engels la théorie du parti et du communisme qui découle des conditions économiques modernes. Le *Manifeste*, la réponse au socialisme petit-bourgeois de Proudhon dans la *Misère de la Philosophie* et le *Capital* en sont l'expression théorique. Sans cesse, Marx et Engels s'efforceront de mettre en lumière comment le mouvement réel de l'économie et de l'histoire, au travers de la lutte des classes, suscite la pratique et la théorie du communisme. Ainsi, le *Capital*, théorisation des événements historiques d'Angleterre des années 1840, nous donne l'exemple classique du rôle de la violence sur le développement économique du capitalisme, qui mène par un processus dialectique à la théorie et à l'économie communistes. La base de l'économie est, elle aussi, influencée par la violence et les superstructures, qui certes ne créent pas de richesses, mais accélèrent le développement économique.

Marx note tout d'abord que si l'Angleterre était le pays industriel le plus avancé, elle le devait essentiellement aux luttes revendica-

tives du prolétariat, au génie économique des ouvriers anglais <sup>51</sup>.

Ce grand résultat ne fut pas obtenu parce que les ouvriers anglais étaient plus zélés et habiles que ceux des autres pays, mais parce qu'ils utilisèrent la violence pour agir sur la base productive et s'organiser en classe productive par excellence. L'effet de la violence sur les superstructures juridiques et étatiques, et de celles-ci sur le développement économique est certes complexe, mais pour les acteurs les choses sont toutes simples. Et, effectivement, dans *le Capital*, Marx ne cite que des faits. Si les inventeurs anglais ont réussi à introduire maintes machines plus perfectionnées dans l'industrie, c'est parce que les grèves ouvrières et les revendications de salaires faisaient que les machines devenaient meilleur marché que les ouvriers <sup>52</sup>.

« Tandis qu'autrefois un seul ouvrier, avec deux aides, faisait marcher deux métiers, il en fait marcher trois maintenant sans aucun aide, et il n'est pas rare qu'un seul ouvrier suffise pour quatre métiers. Il en résulte que 12 heures de travail sont maintenant condensées en moins de 10 heures. Il est donc facile de comprendre dans quelle énorme proportion le labeur des ouvriers s'est accru depuis les dernières années. » <sup>53</sup>.

Pour obtenir des conditions de travail moins nuisibles à leur santé, un meilleur aménagement des heures de repas ou de leur journée, les ouvriers exigèrent une réglementation uniforme et générale des heures de travail, ce qui contribua à introduire des procédés de fabrication plus rationnels permettant l'interruption à heure fixe du travail des ouvriers. Les petites entreprises et

51. Le lecteur trouvera des détails sur la contribution philosophique et politique des prolétariats allemand et français à la genèse du marxisme dans les textes de Marx et d'Engels que nous publions dans ce premier volume des *Ecrits militaires*. A propos du retard économique de la France et du rôle des pays coloniaux sur l'économie française, cf. *La crise économique et sociale de Mai-Juin, 1969*, p. 56-74, collection *le Fil du Temps*. J. Angot, B.P. 24, Paris-19<sup>e</sup>.

52. Cf. K. Marx, *le Capital*, éd. soc., livre 1<sup>er</sup>, t. 2, p. 117.

53. Cf. *le Capital*, livre 1<sup>er</sup>, t. 2, p. 99.

les procédés surannés furent ainsi abandonnés au profit d'une production à grande échelle.

« Il est possible qu'un peu plus de chaleur des fours soit perdue (pour le capitaliste) par suite de l'instauration de repas réguliers. Mais même estimée en argent, cette perte n'est rien en comparaison de la dilapidation de force ouvrière vivante, causée dans le Royaume par le fait que les enfants en voie de croissance, employés dans les verreries, ne trouvent aucun moment pour prendre à l'aise leur nourriture et la digérer », dit un inspecteur des fabriques, dont Marx rapporte le témoignage<sup>54</sup>.

L'ouvrier anglais dit donc à son capitaliste : « L'emploi de ma force de travail et sa spoliation sont deux choses différentes. Si la période ordinaire de la vie d'un ouvrier, étant donné une moyenne raisonnable de travail, est de 30 ans, la valeur moyenne

de ma force que tu me payes par jour est  $\frac{1}{365 \times 30}$  ou  $\frac{1}{10950}$  de sa valeur totale. Si tu la consommes en dix ans, tu ne payes chaque jour que le tiers de sa valeur journalière, et tu me voles donc chaque jour les deux tiers de ma marchandise. Je demande donc une journée de travail de durée normale et d'une intensité normale, et je la demande sans faire appel à ton cœur, car, dans les affaires, il n'y a pas de place pour le sentiment. »<sup>55</sup>.

Marx cite ici des exemples : « Quoique formellement interdite dans la plupart des fabriques, la pratique de nettoyer des machines en mouvement est générale. Cette seule cause a produit au cours des six derniers mois 906 accidents funestes. »

Marx, on s'en doute, ne propose pas aux ouvriers *une collaboration de classe en vue de la meilleure production possible, mais la lutte contre le capital pour abolir le salariat*. La condition première de ce résultat, c'est que, dans ses luttes économiques, le prolétariat s'organise en classe autonome et distincte : « Un bienfait encore plus grand, c'est la distinction enfin clairement

54. Cf. *le Capital*, livre 1<sup>er</sup>, t. 1, p. 259 n.

55. Cf. *le Capital*, livre 1<sup>er</sup>, t. 1, p. 230.



établie entre le temps propre à l'ouvrier et celui de son patron (qui comprend le temps de nettoyage des machines, c'est-à-dire l'entretien). L'ouvrier sait maintenant quand le travail qu'il vend finit, et quand commence celui qui lui appartient. Et cette connaissance le met en mesure de disposer d'avance de ses propres minutes suivant ses vues et ses projets... En constituant les ouvriers maîtres de leur propre temps, la législation manufacturière leur a donné une énergie morale qui pourrait bien les *conduire un jour à la possession du pouvoir politique.* »<sup>56</sup> (Dans son édition populaire du *Capital*, Kautsky traduit cela : « qui leur permettra de se préparer à un éventuel exercice de leurs droits politiques ».)

C'est en se délimitant vis-à-vis du capitaliste que la classe ouvrière se donne une unité organique ou, comme le dit Marx, « une tête et un cœur » : il faut que les ouvriers « par un grand effort collectif, par une *pression de classe dressent une barrière*

56. Cf. *le Capital*, livre 1<sup>er</sup>, t. 1, p. 296 n.

Au congrès de Novembre 1969, les dirigeants de la C.G.T. ont tourné le dos au marxisme plus que Kautsky lui-même (qui laissait au moins subsister, à sa façon certes, le problème politique du *pouvoir*), en déclarant que le but de la C.G.T. n'est plus « la disparition du salariat et du patronat », mais la « suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production » (cf. nouveaux Statuts). C'est sans doute l'« idéal » de la société des démocraties populaires, qui a inspiré les dirigeants de la C.G.T. (cf. les passages sur l'« apport idéologique du parti communiste » au cours des débats de ce congrès). En fait, Marx ne voyait pas d'autre solution pour arriver à la société socialiste (sans classes, sans salariat, sans capital et sans monnaie) que la dictature du prolétariat.

Comme Lénine le rappelle dans *l'Etat et la Révolution* en citant Marx lui-même, sans dictature du prolétariat pas de communisme : « Ce que j'ai fait de nouveau, c'est d'avoir démontré : 1. que l'existence des classes ne se rattache qu'à certaines phases historiques du développement de la production ; 2. que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3. que cette dictature n'est elle-même que la transition à la suppression de toutes les classes et à la société sans classes. » (Marx à Weydemeyer, 5 mars 1852).

A ce propos, cf. Engels sur l'abolition du salariat comme tâche des syndicats, dans les articles du *The Labour Standard* (7. V. au 4. VI. 1881), réimprimés en 1936 par Lawrence et Wishart, Londres, 46 p. et... *la Revue Socialiste*, Mars 1955, p. 292-302.

*infranchissable, un obstacle social qui interdise aux ouvriers de se vendre isolément au capital par « contrat libre », eux et leur progéniture, jusqu'à l'esclavage et la mort. »* 57.

Marx montre ensuite que les effets obtenus dans la lutte concentrée de l'industrie se font également sentir sur l'agriculture : « Pendant cette même période où se produisent l'adoption de la loi des 10 heures et l'augmentation des salaires consécutive, il y eut en Angleterre, pour des raisons que je renonce à énoncer ici, une hausse générale des salaires agricoles. » Il poursuit : « Robert Owen n'a-t-il pas eu raison, lui qui proclamait, dès 1816, que la réduction *générale* de la journée de travail était le premier pas sur le chemin de l'émancipation de la classe ouvrière. » 58.

On voit que le mouvement même se poursuit par sa propre dialectique : « La plupart des gouvernements du continent durent

57. Cf. *le Capital*, livre 1<sup>er</sup>, t. 1, p. 296. Au début de cette phrase, il manque dans toutes les éditions françaises, le petit passage suivant de Marx : « il faut qu'ils réclament une loi à l'Etat ». Dans sa lettre du 17 Mars 1868 à Kugelmann, Marx précise sa pensée : « Quant à la législation de l'Etat, je demande — comme condition première pour que la classe ouvrière ait les coudées franches pour se développer et agir — qu'elle soit *coercitive* et dirigée non seulement contre les fabricants, mais encore contre les ouvriers. (Cf. le passage du *Capital* où je fais allusion à la résistance des ouvrières contre la limitation de la journée de travail). » On ne saurait taxer Marx de réformisme, parce qu'il demande que l'Etat capitaliste édicte des lois coercitives sur la réglementation du travail, puisque c'est là le moyen le plus sûr et le plus rapide pour les ouvriers de s'organiser pour attaquer le pouvoir politique. La connaissance parfaite des superstructures de la société permet non seulement à Marx de découvrir les voies les plus rapides au développement du socialisme, mais encore de ne pas avoir le fétichisme de l'Etat.

58. Cf. Karl Marx, *Salaires, prix et profit* (1865). Dans le *Capital*, livre 1<sup>er</sup>, t. 1, p. 277, Marx précise qu'il ne recule pas devant l'ordre *militaire* instauré dans les fabriques par la législation du travail : « On le voit, ces édits minutieux, qui règlent militairement et au son de cloche la période, les limites et les pauses du travail, ne furent point le produit d'une fantaisie parlementaire. Ils naquirent des circonstances et se développèrent peu à peu comme lois naturelles du mode de production moderne. Il fallut une longue lutte sociale avant qu'ils fussent formulés, reconnus officiellement et promulgués au nom de l'Etat. » Cf. note n° 49 en fin de volume.

adopter bientôt la loi anglaise sur les fabriques, sous des formes plus ou moins modifiées, et le Parlement anglais lui-même se voit contraint d'étendre chaque année le champ d'action de cette loi. » <sup>59</sup>.

« C'est ce qui explique fort bien la RESISTANCE OPINIATRE que les fabricants anglais opposèrent à la loi de dix heures. Ils savaient trop bien qu'une diminution de travail de deux heures accordée aux femmes et aux enfants devait également entraîner une diminution du temps de travail pour les adultes. Il est dans la nature de la grande industrie que le temps de travail soit égal pour tous. Ce qui est aujourd'hui le résultat du capital et de la concurrence des ouvriers entre eux SERA DEMAIN, si vous retranchez le rapport du travail au capital, LE FAIT D'UNE CONVENTION BASÉE SUR LE RAPPORT DE LA SOMME DES FORCES PRODUCTIVES A LA SOMME DES BESOINS EXISTANTS. » <sup>60</sup> On aboutit alors à l'abolition de la mesure de la valeur des forces de travail qu'est l'argent.

La réglementation de la production en système capitaliste n'entraîne pas une démobilisation des ouvriers, car elle augmente au maximum les capacités productives de la bourgeoisie et ne lui évite pas pour autant les CRISES. En effet, la contradiction fondamentale du capitalisme, à savoir que le mode d'appropriation ou de distribution *privé* entre en conflit avec les forces productives devenues sociales, n'en éclatera que davantage, et, de cette crise, naîtra le communisme.

Tout d'abord, les machines et les techniques plus perfectionnées ne diminuent pas l'exploitation capitaliste, ni donc la nécessité pour les ouvriers de s'en libérer : « Dès que la loi abrège la journée de travail, la machine se transforme aussitôt entre les mains du capitaliste en moyen systématique d'extorquer à chaque moment plus de travail. Mais, pour que les machines exercent cette pression

59. Cf. K. Marx, *Adresse inaugurale de la Première Internationale*, 1864.

60. Cf. K. Marx, *La Misère de la Philosophie* (1847).

accrue sur les ouvriers qui les utilisent et les servent, il faut encore les perfectionner, et le raccourcissement de la journée de travail force les capitalistes à *tendre tous les ressorts de la production et à en économiser les frais* » (c'est-à-dire lésiner sur les salaires).

En conclusion : la législation de fabrique « généralise en même temps la *lutte directe*, engagée contre la domination capitaliste. Tout en imposant à chaque entreprise industrielle, prise à part, l'uniformité, la régularité, l'ordre et l'économie, elle *multiplie* — par l'énorme impulsion que la limitation et la régularisation de la journée de travail donnent au développement technique — *l'anarchie et les catastrophes de la production capitaliste en général, elle aggrave l'intensité du travail et augmente la concurrence entre l'ouvrier et la machine*. En écrasant la petite industrie et le travail à domicile, elle supprime le dernier refuge d'une masse de travailleurs, ce qui rend les travailleurs trop nombreux et, par cela même, enlève la soupape de sûreté à tout le mécanisme social. Avec les conditions matérielles et les combinaisons sociales de la production, elle développe en outre les contradictions et les antagonismes de la forme capitaliste en même temps qu'elle crée les éléments de formation d'une société nouvelle, c'est-à-dire les forces destructives de la vieille société. » <sup>61</sup>

On le voit, le prolétariat joue un rôle notable non seulement dans la lutte pour l'instauration de la société communiste, mais encore dans le développement des conditions de celle-ci, la société et l'économie bourgeoises.

Le prolétariat français a utilisé la violence comme le prolétariat anglais, mais à partir d'un niveau différent. Les ouvriers

61. Cf. Karl Marx, *le Capital*, livre 1<sup>er</sup>, t. 2, p. 178. Nous avons revu la traduction française. Cf. à propos de cette traduction la lettre d'Engels à Marx du 31 XI 1873, in *Lettres sur le « Capital »*, éd. soc., p. 273 : « Hier, j'ai lu, en français, le chapitre sur la législation des fabriques. Sauf tout le respect que j'ai pour l'art avec lequel on a transformé ce chapitre en français élégant, cela me fait mal au cœur pour ce beau chapitre. Sa vigueur, sa sève et sa vie s'en sont allées au diable. On paie la possibilité qu'a l'« écrivain moyen » de s'exprimer avec une certaine élégance, par une castration de la langue. Donner la vie à des idées en français moderne, cette camisole de force, devient de plus en plus impossible. »

anglais agirent essentiellement sur la base économique, tandis que les ouvriers français s'attaquèrent aux institutions politiques. Mais, dans les deux cas, leur violence s'exerça au travers des superstructures bourgeoises. Même si le succès ne fut pas immédiat, la violence ne fut pas vaine :

« Si le prolétariat renverse le pouvoir politique de la bourgeoisie, sa victoire n'est que passagère, qu'un élément au service de la *révolution bourgeoise* elle-même, comme ce fut le cas en l'an 1794. Il en est ainsi tant qu'au cours de l'histoire les conditions matérielles ne sont pas créées pour rendre nécessaire l'élimination du mode de production bourgeois, et donc aussi le renversement définitif du règne politique bourgeois. La Terreur ne devait donc servir qu'à balayer, grâce à ses puissants coups de massue, les ruines féodales du champ de la France. Il eût fallu des décennies entières à la bourgeoisie timorée et toujours conciliante pour mener à terme cette besogne. L'intervention sanglante du peuple hâta donc le processus. » <sup>62</sup>

### *Parti et crise sociale.*

Les idées communistes s'imposent aux hommes au cours d'un très long cycle historique. Elles sont donc le patrimoine d'une classe qui vit et produit dans les mêmes conditions tout au long de ce cycle : le prolétariat salarié.

L'expérience a montré que la forme du parti était la plus apte à représenter ce patrimoine collectif du prolétariat, de manière impersonnelle et durable, c'est-à-dire par-delà les individus d'un pays, d'une génération, et les hauts et bas inévitables de la lutte des classes.

Mais, en plus de ce lien historique, le parti est l'expression de l'économie communiste. En effet, étant une force économique, issue des conditions matérielles générales de la société, le communisme suscite à son tour, au sein de la société bourgeoise et dès

62. Cf. Karl Marx, « la Critique moralisante et la morale critiquante », in *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 11 Novembre 1847.

son aube, une force sociale, organisée, consciente et militante (*streitbar*, selon l'expression de Marx et d'Engels) : le parti communiste.

Ce parti naît historiquement — comme une force élémentaire — au moment où la crise générale et la violence révolutionnaire ébranlent la société de classes. On ne saurait donc le réduire à un type d'organisation que l'on improvise.

Le parti communiste surgit au moment où le prolétariat commence à avoir une action historique, qui lui donne conscience de sa nature et de son but spécifiques : « La première manifestation d'un parti communiste réellement agissant se produit au cours de la révolution bourgeoise, au moment où la monarchie constitutionnelle est détruite »<sup>63</sup>. C'est ce que dit Marx, et Engels poursuit : « A chaque grand mouvement bourgeois surgissent aussi des mouvements de la classe qui est la devancière plus ou moins développée du prolétariat moderne. Ainsi, au temps de la Réforme et de la guerre des paysans, la tendance de Thomas Münzer<sup>64</sup> ; dans la grande révolution anglaise, les nivelers ; dans la Révolution française, Babeuf. A ces levées de boucliers révolutionnaires d'une classe encore embryonnaire, correspondaient des manifestations théoriques : au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècles, c'étaient encore des descriptions utopiques d'une société idéale, au XVIII<sup>e</sup> siècle, des théories déjà franchement communistes. »<sup>65</sup>

De fait, c'est au moment des graves crises sociales que le prolétariat, si faible soit-il encore numériquement, prend conscience de sa nature et de son programme. C'est au cours des véritables révolutions que surgissent les *modèles de la société future* et

63. Cf. K. Marx, « La Critique moralisante et la morale critisante », in : *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 11 Novembre 1847 (*Werke*, t. 4.341).

64. Marx et Engels classent les ouvriers agricoles parmi les prolétaires, comme les travailleurs industriels. C'est pourquoi, ils parlent aussi bien du parti communiste de Münzer (surgi au cours de la guerre des paysans qui fut la première grande révolution bourgeoise) que de celui de Babeuf.

65. Cf. Fr. Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Ed. Soc., 1959, p. 43.

qu'elles s'imposent aux classes qui les réaliseront. Ainsi, au cours de la révolution antiféodale, nous assistons à un double phénomène. Premièrement, on voit surgir l'esquisse des structures, institutions et lois de la société bourgeoise, car les forces productives du capital, enfouies dans la base économique, entrent en conflit avec l'ordre féodal, tandis que les rapports économiques bourgeois montent à la surface et à la conscience des hommes et de la société pour se prolonger en institutions politiques et sociales nouvelles. La bourgeoisie, organisée d'abord en parti politique, s'érige alors en classe dominante, en prenant le pouvoir dans la société. Deuxièmement, au cours de la même phase historique, le prolétariat lui-même entrevoit ses propres formes d'organisation communiste de la société, parce qu'il est amené à agir tout seul du fait de son radicalisme et de son esprit de conséquence, si bien qu'il entre bientôt en conflit avec la bourgeoisie. Cependant, l'immaturité des conditions économiques ne lui permet pas de dépasser le stade d'organisation en parti politique et de s'ériger en classe dominante de la société, en conquérant solidement le pouvoir politique. Mais, si le facteur économique est prépondérant, l'économie n'est pas insensible à l'action de la violence.

La révolution est une phase de développement inhérente à l'évolution des forces productives sociales. Au cours d'elle surgissent les institutions et structures nouvelles de la société qui va se développer, et la violence révolutionnaire assure leur succès plus ou moins grand. L'acte politique de la violence agit donc le plus radicalement sur l'économie en période révolutionnaire. Bref, à un certain niveau, la production a besoin du développement des superstructures politiques, étatiques, juridiques, etc... pour s'affirmer socialement et progresser ultérieurement. Du moins telle est la loi des sociétés de classes.

C'est ce qu'Engels écrit à C. Schmidt, le 27 Octobre 1890 : « Pourquoi luttons-nous donc pour la dictature politique du prolétariat, si le pouvoir politique est économiquement impuissant ? La violence (c'est-à-dire le pouvoir d'Etat) est, elle aussi, une puissance économique ! ».

Au sein de la société capitaliste, le parti communiste revêt

une forme politique qui ne correspond pas aux rapports de production et d'appropriation communistes, mais aux nécessités de la lutte pour renverser l'ordre bourgeois. Mais, il n'est politique que par rapport à la société et aux partis bourgeois, auxquels il s'oppose et se heurte *d'autant plus qu'il s'en distingue*. Il ne peut donc être communiste s'il calque son organisation intérieure et son programme sur ceux des autres partis bourgeois.

Dans la *Misère de la Philosophie*, Marx écrit : « La classe laborieuse substitue au cours de son développement, à l'ancienne société civile, une association qui exclura les classes et leur antagonisme, et il n'y aura plus de *pouvoir politique*, puisque le pouvoir politique est précisément le résumé officiel de l'antagonisme dans la société bourgeoise ».

Pour anéantir le pouvoir politique bourgeois, né des rapports sociaux capitalistes, il faut une autre force et un autre pouvoir (prolétarien) issus de rapports sociaux plus développés, puisque le heurt entre capital et communisme s'effectue *hic et nunc*. C'est dire que le parti communiste s'organise dans un contexte politique et se soude étroitement aux organisations économiques existantes et transitoires du prolétariat (syndicats<sup>66</sup>, conseils d'usine et soviets, sociétés ouvrières de toute sorte) et se donne une force militaire, avant d'édifier à son tour un Etat de classe, avec les superstructures juridiques, militaires, etc...

Mais, le parti du prolétariat ne s'identifie pas entièrement

66. C'est dans la Première Internationale que la liaison entre parti et syndicats a été le mieux réalisée par une fusion entre les deux mouvements et revendications. La Seconde Internationale a dégénéré parce qu'elle a séparé le mouvement économique (en l'enfonçant dans les revendications contingentes de salaires et d'amélioration des conditions de vie et de travail), du mouvement politique (en lui donnant une orientation parlementaire et démocratique exclusive).

Il existe d'excellents ouvrages non traduits en français sur la liaison des luttes syndicales et des luttes politiques. Ainsi : un recueil de textes choisis, incomplet mais intéressant : *K. Marx u. Fr. Engels über die Gewerkschaften*, Tribüne Verlag, Berlin, 1953, ou bien A. Losowski, *Karl Marx und die Gewerkschaften*, Moskau-Leningrad, 1934 (traduit du russe) par le chef des syndicats rouges de l'ex-Troisième Internationale.



à cet Etat politique de la dictature du prolétariat, qui est un organe de violence concentrée en vue de la lutte ; il se fond en effet dans l'Internationale, qui fait prévaloir les intérêts généraux du prolétariat mondial dans le sens de son émancipation sur les intérêts par définition contradictoires de l'Etat prolétarien d'un pays ou d'un groupe de pays. Du fait qu'un Etat suppose toujours une société qui n'est pas encore entièrement débarrassée de l'économie d'appropriation privée des individus ou pire encore des groupes, il doit donc être coiffé par une organisation plus vaste, ne serait-ce que pour lui permettre de s'éteindre progressivement.

Cette vision dialectique du passage au socialisme est ce qui différencie le marxisme de l'utopisme, qui rejetait toute organisation de la violence et voulait substituer directement sa société idéale à la société bourgeoise de classes.<sup>67</sup> Historiquement, la position des utopistes a été reprise par les « socialistes » petits-bourgeois ou anarchistes, qui prétendent abattre — par l'action « spontanée » ou la grève générale expropriatrice — les sociétés de classes, sans leur opposer aucune force organisée et tant soit peu durable, capable de tenir en échec les classes exploiteuses, structurées et organisées. Autrement dit, ils rejettent tout parti, armée, Etat, pour défendre une révolution localisée contre les attaques répétées de l'ennemi intérieur et extérieur.

Pour en arriver à une telle conception, les anarchistes doivent nier que les conditions de l'actuelle société donnent naissance à la société socialiste. Qui plus est, ils doivent nier jusqu'à l'existence actuelle des classes sociales :

« Il y a dans le *Manifeste* une formule qui répugne au plus haut point aux anarchistes révolutionnaires que nous sommes car nous voulons l'émancipation totale du *peuple* : on y qualifie le pro-

67. Après la Commune, Marx insista particulièrement sur ce point controversé par les « anarchistes » : « Avant de réaliser un changement socialiste, il faut une dictature du prolétariat, dont la première condition est une armée prolétarienne. *Les classes ouvrières devront conquérir sur le champ de bataille le droit à leur propre émancipation.* La tâche de l'Internationale est d'organiser et de concerter les forces ouvrières dans ce combat qui les attend. » (in : *The World*, 26 Septembre 1871). Cf. note 42 en fin de volume.

létariat et la classe ouvrière de *classe*, et non de *masse*. Savez-vous ce que cela signifie ? Ni plus ni moins qu'on va créer une nouvelle aristocratie, celle des ouvriers des fabriques et des villes, en excluant les millions d'hommes formés par le prolétariat agricole...<sup>68</sup> *Classe, parti politique et Etat* sont trois notions indissociables, dont chacune implique les deux autres et qui se résument en ceci : assujettissement politique et exploitation économique des masses. » En conséquence : « tout mouvement politique est un mouvement bourgeois »<sup>69</sup>.

Comme on le verra dans *les Notes critiques* de Marx, que nous publions dans les textes antérieurs à la révolution de 1848, l'économie socialiste n'a pas besoin de superstructures politiques, juridiques et idéologiques pour se maintenir elle-même. Si le prolétariat a besoin de l'arme politique, c'est uniquement pour détruire les superstructures de la domination bourgeoise et empêcher les capitalistes de continuer à jouir de leurs privilèges sociaux et à exploiter les travailleurs dans la production. Avec les anciennes classes — capitalistes, propriétaires fonciers, petits-bourgeois et, partant, prolétaires — disparaîtra toute nécessité d'une arme politique.

Mais, Bakounine ignore que les classes sont créées par l'économie, de même qu'il ne voit pas que la violence a une origine et une explication économique. L'Etat n'est pas celui de telle classe déterminée, c'est celui des exploiters en général, et les masses qu'il entend libérer (!) sont aussi bien celles de sociétés asiatiques, féodales que celles de la société bourgeoise : elles sont exploitées dans l'abstrait.

Pour Marx, en revanche, chaque économie et chaque classe et son Etat sont historiques, et supposent un certain développement des forces productives et de la division du travail. Ainsi,

68. En réalité, Marx et Engels proclament que l'Etat prolétarien de classe exercera sa dictature sur les anciennes classes exploiteuses et les couches parasitaires. Les ouvriers n'ont pas besoin d'exploiter d'autres producteurs pour subvenir à leurs besoins.

69. Cf. Bakounine, *Œuvres*, Paris, 1910, vol. 4, p. 373-74, et vol. 5, p. 191.

l'Etat bourgeois suppose la classe capitaliste, qui est liée à la classe des ouvriers salariés qu'elle exploite. Tout cela implique une certaine division sociale, politique et économique des tâches, une certaine technique productive, un certain degré scientifique des procédés de travail, etc..., etc... Bref, il s'agit d'émanciper les producteurs salariés de conditions d'oppression bien précises, donc avec des moyens et une stratégie bien définis, à une phase de production et de circulation déterminée.

C'est dans la *Misère de la Philosophie* dirigée contre Proudhon, qui avait entièrement viré à l'anarchisme petit-bourgeois, que Marx théorise l'activité économique et politique des ouvriers anglais, aboutissant à la formation du parti politique révolutionnaire (chartiste) : *ce n'est qu'en se donnant un tel parti que le prolétariat devient une classe*, conclut-il dans le « Manifeste » de 1848. Sans ce parti, c'est-à-dire une organisation, un programme et un but spécifiques, le prolétariat n'est pas une classe pour lui-même, mais seulement pour les capitalistes qui l'exploitent.

### *Sans stratégie, pas de parti révolutionnaire.*

Ce qui distingue les partis communistes nés spontanément au cours des révolutions anti-féodales du parti moderne de Marx et d'Engels, c'est que les premiers restaient sous la suggestion des conditions du moment et ne pouvaient dépasser le stade de leur organisation en parti politique. Le marxisme, en revanche, est fort d'une expérience et d'une maturité sociales supérieures. Tout s'ordonne : la succession des diverses formes de société et, au sein de chacune d'elles, les rapports entre économie, politique et conscience, ainsi que l'enchaînement des diverses phases de la révolution socialiste : constitution du prolétariat en parti <sup>69 bis</sup>, puis

69 bis. « Ainsi, nous sommes d'accord sur le fait que *le prolétariat ne peut conquérir son pouvoir politique — seule porte ouvrant sur la société nouvelle — qu'au moyen d'une révolution violente*. Mais, pour qu'au jour de la décision, le prolétariat SOIT ASSEZ FORT pour vaincre, il est nécessaire qu'il se constitue en un Parti autonome, un parti de classe conscient, séparé de tous les autres et opposé à eux. *C'est ce que Marx et moi nous n'avons cessé de défendre depuis le « Manifeste » de 1848.* » (Engels à G. Trier, 18 Décembre 1889.)

en Etat, et enfin disparition de toutes les classes et superstructures de l'Etat et libre développement des forces productives et vitales de l'humanité.

Seul un tel parti est capable de mener à terme l'œuvre de transformation révolutionnaire, en accumulant toutes les connaissances théoriques et pratiques des nombreux pays et situations historiques et économiques, afin de prévoir le cours de l'évolution future avec toutes ses étapes, dont il détermine à chaque fois la forme d'action qui est la meilleure et la plus efficace. Seul, un tel parti impersonnel et continu dans le temps et l'espace est en mesure d'éviter que le prolétariat hésite, louvoie et renouvelle les erreurs du passé pendant le cours impétueux et chaotique d'une révolution, où une journée perdue peut être fatale.

Pour accomplir cette tâche, le marxisme s'est donné un corps de doctrine unique, capable de « servir de guide à l'action » présente et future du prolétariat. Cet immense effort théorique fait que la doctrine établit à l'avance (prévoit) l'action à mener au cours d'une révolution qui n'a pas encore éclaté <sup>70</sup>.

Dès 1843 <sup>71</sup>, Marx disait : « Nous avons la ferme conviction que le véritable danger n'est pas dans les tentatives pratiques, mais dans la réalisation des idées communistes à partir de la théorie. En effet, on peut répondre par des canons aux tentatives pratiques, même si elles sont effectuées en masse. »

Marx s'appuie donc sur le déterminisme historique et économique de la société pour affirmer que la révolution suit des lois objectives et prévisibles et que, pour réaliser la société communiste dans laquelle l'économie et les structures sociales des hommes seront organisées de façon rationnelle selon un plan conscient et préalable, il faut une lutte déjà organisée et consciente. Le

70. Les textes que nous publions ci-après, sur la période antérieure à 1848 montrent comment l'élaboration de la prévision révolutionnaire s'effectue dès la genèse du programme marxiste au cours de la phase de constitution du prolétariat en classe, avant l'assaut révolutionnaire pour conquérir le pouvoir.

71. Cf. Karl Marx, « le Communisme et la « Gazette générale » d'Augsbourg », in : *Gazette rhénane*, 16 Octobre 1842.

marxisme opère, dès sa naissance, un renversement de la « théorie de la connaissance » : après avoir tiré sa théorie du développement réel de la société, il l'utilise pour prévoir et organiser le mouvement d'émancipation de l'humanité.

La bourgeoisie a commencé à dominer la matière et la production des objets grâce aux mathématiques, à la physique, etc... Pour cela, elle anticipe sur ce qui est en dépassant le stade descriptif pour passer au niveau de la science transformatrice. C'est ce que fait tout chercheur lorsqu'il invente un produit nouveau, qui n'existe pas encore dans la réalité, mais est anticipé dans des formules scientifiques abstraites. Cependant, le bourgeois ne se sent sûr que dans le domaine de la matière.

Les marxistes procèdent de manière scientifique dans le domaine social et économique, afin de transformer les hommes et la société. Le marxisme étant science du devenir, c'est dans le décalage entre ce qu'il est convenu d'appeler le présent et le futur, que se situe la théorie et l'action du parti marxiste, et tant que celui-ci agit au sein de la société de classes, c'est essentiellement *la violence* qui va décider si le devenir prévu par le marxisme est mis en échec ou se réalise, si le futur ou le passé triomphe. Quoi qu'il en soit, la défaite ne détruit pas l'exactitude du devenir prévu, il arrête ou freine seulement pour un temps ce devenir.

Voyons quel est le lien entre la théorie (ou prévision) et la réalité (ou mouvement) ? Lorsque Marx décrit le capital en se fondant sur l'histoire vivante de l'Angleterre, il entend en dégager l'évolution future des autres nations : « Le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer à ceux qui le suivent l'image de leur propre avenir industriel. » (Préface de 1867 au *Capital*.)

De l'Angleterre elle-même, il tire tout d'abord les « lois, les tendances qui se manifestent et se réalisent avec une nécessité de fer » (*ibid*). Ainsi, dans le *Capital*, Marx théorise un capitalisme pur, parfaitement abstrait et indépendant de « telle forme particulière du capital concret ». Pourtant, ce capital abstrait est plus « réel » que les mille particularités contingentes et secondaires des innombrables capitaux concrets. En effet, un rapport fondamental — par exemple celui du salariat au capital — ne peut être

saisi « en partant des nombreux capitaux réels, mais *du capital* qui est le capital de la société entière, autrement dit du capital en général » <sup>72</sup>.

Selon l'expression d'Engels, il faut dépouiller la forme historique des contingences historiques secondaires qui troublent et déforment l'essentiel. C'est pourquoi la dialectique doit être consciente de ses limites <sup>73</sup>. Elle ne cesse de rendre fidèlement compte du devenir historique, si elle en est « un miroir certes corrigé, mais d'après les lois qui nous sont fournies par le cours réel lui-même, puisque nous pouvons et nous devons considérer chaque moment de celui-ci à *partir du point le plus mûr de son développement, bref de sa forme classique.* ». Ainsi, la forme classique anglaise annonce l'évolution des pays moins développés.

C'est sur les lignes de force de l'histoire que se greffent la théorie et l'action du parti révolutionnaire. Dès 1845, Marx écrivait dans la *Sainte Famille* : « Il ne s'agit pas de savoir ce que tel ou tel prolétaire, *ou même le prolétariat tout entier*, se propose aux différents moments comme but. Il s'agit de savoir ce que le prolétariat *est, et ce qu'il doit faire* conformément à son mode d'être dans l'histoire. Son but et son action historiques

72. Cf. *Fondements* etc..., t. 1, p. 412. Marx y poursuit : « Le *capital en général* est, certes, contrairement aux capitaux particuliers : 1° une *simple abstraction* ; mais ce n'est pas une abstraction arbitraire : elle représente la *differentia specifica* du capital en opposition à toutes les autres formes de la richesse ou modes de développement de la production (sociale). Ses caractéristiques générales se retrouvent dans chaque capital ; elles font de chaque somme de valeurs un capital. Les différences au sein de cette abstraction sont autant de particularités abstraites caractérisant toute espèce de capital, soit positivement, soit négativement (par exemple, capital fixe ou capital circulant) ; 2° le capital en général a une existence *réelle*, différente de tous les capitaux particuliers et concrets. L'économie ordinaire (bourgeoise) le reconnaît, même si elle n'y a rien compris. »

73. Il arrive à Marx d'écrire sur ses propres travaux : « Avant de passer à autre chose, il faudra corriger la manière idéaliste de l'exposé, car elle éveille l'impression qu'il s'agit seulement d'établir des catégories et de manier leur dialectique ». On trouve cette remarque dans les *Fondements* etc..., t. 1, p. 87-88, qui sont restés à l'état d'ébauche.

lui sont tracés d'avance, de manière tangible et irrévocable dans sa propre situation d'existence, comme dans toute l'organisation de l'actuelle société bourgeoise. »<sup>74</sup>

Marx utilise cette méthode au vif de l'histoire. Ainsi, il écrit dans la *Guerre Civile en France. 1871*, (Ed. Soc., p. 46) : « La classe ouvrière n'espérait pas des miracles de la Commune. Elle n'a pas d'utopie toutes faites à introduire par décret du peuple. Elle sait que, pour réaliser sa propre émancipation et, avec elle, cette forme de vie plus haute à laquelle TEND irrésistiblement la société actuelle de par sa structure économique même, elle aura à passer par de longues luttes, par toute une série de processus historiques qui transformeront complètement le milieu et les hommes. Elle n'a pas à réaliser d'idéal, mais seulement à libérer les éléments de la société nouvelle que porte déjà dans ses flancs la vieille société bourgeoise qui s'effondre » [au cours des crises, mais qui se régénère ensuite, si les prolétaires n'ont pas détruit l'Etat et les institutions bourgeoises].

Le Parti communiste n'a de raison d'être que s'il indique à l'avance ce que doit être l'action à mener pour transformer la société existante.

Bernstein reprochait déjà à Marx d'avoir décrit la Commune de Paris sans avoir été fidèle à la réalité « pure et simple », montrant par-là qu'il ne comprenait rien au socialisme scientifique. Engels lui répondit le 1<sup>er</sup> Janvier 1884 : « Si, dans la *Guerre Civile en France. 1871*, nous avons porté au compte de la Commune des plans plus ou moins conscients alors que ces tendances lui étaient plus ou moins inconscientes, ce n'est pas seulement parce que les circonstances le justifiaient, mais encore parce que c'est ainsi qu'il faut procéder. Les Russes ont fait preuve d'un grand bon sens, en mettant ce passage de la *Guerre civile* en annexe à leur traduction du *Manifeste* ».

Il ne suffit donc pas au Parti communiste de propager les bons principes et les idées du socialisme en dénigrant les conditions actuelles. A chaque phase historique, il doit proclamer les

74. Cf. Ed. Costes, *Œuvres philosophiques*, t. 2, p. 61-62.

moyens de promouvoir ou de s'approcher du socialisme, sous peine d'être à la traîne des événements, c'est-à-dire dépassé. Le facteur de conscience fait partie inhérente du marxisme. Il n'est pas de parti communiste, sans stratégie révolutionnaire.

La stratégie ou prévision révolutionnaire se fonde sur deux éléments : 1° Il s'agit d'abord de déterminer dans quelle phase historique et économique (mode de production) se trouve le mouvement ouvrier de tel pays donné ; puis de définir le cycle économique dans lequel va passer cette société (période d'essor, d'apogée, de crise, de stagnation des forces productives), en recherchant sa coïncidence avec celle des autres pays, son amplitude et sa localisation dans tel ou tel secteur industriel, agricole ou commercial pour situer l'épicentre de la crise. Dans le *Capital*, Marx a donné la liste des crises périodiques qui ont ébranlé la société de son époque : 1825, 1836-37, 1847, 1857, 1866-67, 1872-73, etc... Dans sa correspondance et les écrits de parti, il a annoncé à chaque fois la crise qui allait ébranler la société capitaliste. Cette analyse va de pair avec l'étude du rapport des forces politiques entre prolétariat et bourgeoisie, et l'organisation de la classe ouvrière.

2° De la nature de chaque phase historique découle la *stratégie* à utiliser par le prolétariat <sup>74 bis</sup>. Nous n'entendons pas stratégie au sens étroit où elle s'applique à une campagne militaire. Telle

*74 bis.* La stratégie découle de la nature d'une grande période historique, et non des caractéristiques propres à chaque situation dans les divers pays. Ainsi, le prolétariat utilise la même stratégie dans des conditions locales différentes si la période historique est la même. En ce sens, les tâches de la révolution étaient les mêmes, à un demi-siècle de distance, en Allemagne et en Russie, bien qu'en Allemagne ce fut la question nationale et en Russie la question agraire, qui était la cause de l'arriération par rapport aux pays déjà pleinement capitalistes.

Le retard économique, qu'il soit dû à des causes agraires ou nationales, donne le même rapport entre les classes et dicte les mêmes mesures progressives. C'est pourquoi, il fut possible de reporter sur la Russie de Lénine les tâches que Marx et Engels assignaient au prolétariat allemand : « Tout le problème consiste en Allemagne à soutenir la révolution prolétarienne par une sorte de réédition de la guerre des paysans » (Marx à Engels, le 16 Avril 1856).



que nous l'entendons, elle détermine à l'avance l'attitude du prolétariat, non seulement pour *toute* une période historique, mais encore pour *tous* les pays qui s'y trouvent. Elle porte sur les activités de toutes formes, économique, politique, théorique et militaire, au sein de la lutte des classes. Elle n'admet aucune séparation entre les différents niveaux d'activité, si théoriques ou pratiques fussent-ils.

La stratégie se distingue de la tactique dans la mesure où les questions mises à l'ordre du jour par chaque période historique ne comportent pas de solutions particulières, locales, contingentes, qui peuvent varier d'un lieu à l'autre, et permettraient des changements ultérieurs et des alternatives de décisions. La *tactique* est ce qui correspond, dans le domaine des armées, au jugement sur l'opportunité d'attaquer avec telle force, de tenir une position ou de battre en retraite. C'est, par exemple, décider du moment de déclenchement d'une grève, ou du signal de lutte à un groupe prolétarien armé d'un rayon ou d'une localité. En revanche, la stratégie fixe la *directive générale* d'une révolution : ou bien les conditions sont favorables, ou bien il ne sert à rien de l'engager ; mais, quoi qu'il en soit, il serait désastreux de la changer ou de la renverser au cours de l'action générale<sup>75</sup>. Le mécanisme du parti interdit les « créations stratégiques ».

75. Il n'est pas de pire défaite que celle que l'on s'inflige à soi-même, en adoptant les positions de l'adversaire. Ainsi, le prolétariat est moins profondément touché lorsqu'il est battu sur le champ de bataille, en défendant son programme et ses intérêts de classe, qu'en dégénéralant par opportunisme. Dans le premier cas, le prolétariat retrouvera sa propre voie et son propre programme, lorsque le rapport de forces se sera déplacé en sa faveur ; dans le second cas, il sera désorienté et aveuglé, lorsque la lutte pourra reprendre.

C'est pourquoi Marx, Engels et Lénine ont préféré la bataille, même lorsqu'ils la savaient perdue (cf. l'exemple de la Commune, in *Préface de Lénine à Karl Marx. Lettre à Kugelmann. 1862-1874*). On ne saurait confondre cette situation avec celle où le Parti attend une heure meilleure pour donner le signal de l'assaut ou de la retraite. Dans un cas, nous sommes sur le plan des principes (stratégie), dans l'autre sur le plan de l'art insurrectionnel, de la tactique.

Le plan *stratégique* est public et notoire<sup>76</sup>, ainsi que les limites précises des opérations dans le temps et dans l'espace. Ce premier volume des *Ecrits militaires* traite de la stratégie du prolétariat au cours d'une seule période historique, celle où les tâches bourgeoises sont progressives (formation de nations, d'institutions et de rapports de production capitalistes modernes).

Jusqu'en 1871, le parti et les prolétaires appuient les mouvements nationaux-révolutionnaires bourgeois en Europe centrale et méridionale, mais n'appuient plus la bourgeoisie de France, par exemple, où le pouvoir et l'exploitation capitalistes étant assurés, la lutte doit être frontale entre bourgeoisie et prolétariat, et le restera toujours à l'avenir.

Après 1871, les révolutions et guerres de systématisation nationale étant achevées en Europe centrale et méridionale (même si les résultats en sont décevants par rapport à ce qu'on aurait pu attendre), le parti ne soutient plus aucune guerre de l'Etat bourgeois officiel, comme c'était déjà le cas en France et en Angleterre. Tous ces pays entrent dans la période de lutte frontale, où le prolétariat combat directement sa bourgeoisie. Par contre, en Asie, en Afrique, en Amérique centrale, les mouvements nationaux démocratiques restent révolutionnaires, et le prolétariat y appuie, *dans la lutte*, d'autres classes, y compris la bourgeoisie locale.

Ces exemples montrent comment l'histoire avance par étapes et, en gros, d'Ouest en Est, pour gagner des sphères toujours nouvelles et plus grandes. A une même époque, la stratégie n'est

76. Le plan stratégique relève de questions de principe (nécessité de la forme du parti, de la dictature du prolétariat, etc...). Son incidence sur la lutte immédiate est fondamentale, puisqu'il décide de l'alignement des forces sur le champ de bataille, des puissances qui peuvent lutter d'un côté ou de l'autre de la barricade ou du front, des méthodes de lutte, etc... Cf. note en fin de volume n° 86 et 63.

Le rapport entre stratégie révolutionnaire et organisation du parti est exposé de manière claire et rigoureuse dans *Dialogue avec les Morts. Le XX<sup>e</sup> Congrès du P.C.R.*, 1957, p. 109-15, notamment dans le chapitre « Où sont les garanties ? », qui analyse le rapport entre théorie, organisation, stratégie et tactique.

donc pas la même partout. Elle n'est pas rigide au sens où elle resterait partout et toujours la même, ce qui reviendrait à ramener la construction doctrinale à des postulats d'ordre esthétique, éthique ou même mystique, alors qu'elle est intégralement matérialiste et historique, en tenant compte des conditions *générales* de maturation du milieu.

### *Violence et pays attardés.*

La conscience de la nécessité du communisme — c'est-à-dire d'une solution radicale — n'est pas venue au prolétariat allemand dans le prolongement d'une révolution bourgeoise, avec les conditions économiques et sociales du capitalisme, mais dans des conditions encore précapitalistes, à la suite de révolutions anti-féodales manquées. Les conditions matérielles de la société bourgeoise y étaient mûres depuis longtemps : *seule la violence contre-révolutionnaire empêchait l'avènement d'une société moderne.* La violence expliquait le retard économique, comme l'économie suggérait l'emploi de la violence.

L'Allemagne de 1840 — comme la Russie de 1917 et les pays sous-développés d'aujourd'hui — fournissent ainsi les conditions les plus favorables à une prise de conscience marxiste et à un radicalisme militant. L'Allemagne de cette époque était un amas de toutes les formes de société et de production de l'histoire, du fait qu'aucune révolution n'y avait balayé la scène sociale des vestiges des classes et des modes de production du passé : toutes les couches et classes continuaient donc d'y subsister et se superposaient l'une à l'autre pour opprimer les masses laborieuses. Celles-ci n'avaient donc pas seulement une vision et une expérience du capitalisme, mais encore des multiples autres formes historiques d'asservissement du travail, dont elles pouvaient juger les rapports respectifs.

Au reste, ce n'est pas par hasard si l'Allemagne était attardée à côté de pays avancés, elle subissait une sorte de colonialisme des grandes puissances d'alors : de la France, de l'Angleterre et de la Russie notamment. Les Allemands pouvaient ainsi com-

prendre que les classes ont leur prolongement dans les Etats organisés et que l'impérialisme s'ajoute, dans les pays arriérés, à l'exploitation de classe. Dans ces conditions, l'histoire de l'Allemagne était particulièrement sensible aux fluctuations de la politique internationale des autres puissances européennes, dont elle était souvent le théâtre de guerre et l'enjeu.

L'histoire de l'Allemagne était donc « universelle » ou internationale, non seulement du fait de sa position géographique au centre de l'Europe, mais encore de ce qu'elle était le point de rencontre historique des grandes puissances mondiales. Cette position a donné au prolétariat allemand une vision théorique d'ensemble, mais en même temps un sentiment d'impuissance pratique, les survivances du passé y étant écrasantes. L'intense développement économique de 1820 à 1840 avait, certes, commencé à atténuer ce déséquilibre, mais ne pouvait suppléer à une révolution violente.

Il est moins facile de saisir le rapport entre la violence et le développement économique dans une société comme l'Angleterre, et le jeune Engels s'évertuera à expliquer aux socialistes anglais que la violence s'imposera à eux comme elle s'était imposée aux Français et comme elle s'imposait aux Allemands : lorsque leur économie serait en crise. La fameuse hypocrisie anglaise s'explique aisément : *la violence de l'Angleterre s'applique en premier sur les colonies et pays dépendants (Irlande).*

Dans les pays de capitalisme développé, c'est surtout aux temps de crise aiguë ou pour la couche la plus défavorisée du prolétariat que l'ordre social apparaît comme intolérable. En revanche, cette situation est constante et universellement ressentie dans les pays attardés où la violence des institutions et des puissances réactionnaires freine le développement des forces productives. Elle y est donc subie douloureusement par les hommes, à qui elle apparaît comme une entrave insupportable. Mais, la violence révolutionnaire ne peut s'exercer à volonté, car elle dépend de conditions économiques, sociales et politiques déterminées. C'est ce qui incita Marx et Engels à en étudier les causes.

L'étude de l'histoire n'était pas une nécessité vitale en France, parce qu'au fur et à mesure de l'évolution, les formes du passé

disparaissaient et ne pesaient plus sur les générations nouvelles, alors qu'en Allemagne le passé était omniprésent et désagréablement ressenti.

L'Allemagne n'a pas seulement connu la succession d'une période révolutionnaire à une période contre-révolutionnaire, mais encore bien souvent l'imbrication des deux. C'est ce qui a marqué les tentatives allemandes de 1813-14 aussi bien que celles de 1848-49 qu'Engels a fort justement qualifiées dans son livre de *Révolution et contre-révolution en Allemagne*. Cette situation permet le mieux de comprendre l'histoire avec ses périodes d'avance et de recul. Elle favorise une vision intégrale du marxisme, qui n'est pas seulement la théorie de la révolution, mais encore de la contre-révolution ou mieux la *réponse révolutionnaire aux conditions économiques et sociales imposées par la contre-révolution*.

Du point de vue militaire, la lutte des classes ne peut être menée efficacement contre les diverses classes dominantes, qu'en disposant d'une théorie d'ensemble des rapports non seulement socialistes, mais encore capitalistes et précapitalistes. Ce n'est qu'une telle théorie qui permet d'organiser les forces aussi bien lorsqu'elles passent à l'attaque que lorsqu'elles battent en retraite.

**PRÉPARATION  
DE LA RÉVOLUTION  
DE 1848**

# LE RAPPORT DE FORCES EN EUROPE AVANT 1848

*Notes historiques sur l'Allemagne.*

*Fr. Engels*

*Notes préparatoires à la Guerre des Paysans.*

Après la période héroïque de la grande migration des peuples du IV<sup>e</sup> siècle et la conquête de l'Empire romain par les barbares germaniques, l'Allemagne, vidée de sa substance, se mit à décliner. L'Empire germanique ne fut restauré que par Charlemagne à partir de la France, dont elle ne fut coupée qu'imparfaitement par le traité de Verdun (843). Ainsi s'introduisit en Allemagne la fatale idée du Saint-Empire romain germanique<sup>1</sup>, que les Empereurs Otton remirent à l'ordre du jour, alors qu'ils auraient dû centraliser l'Allemagne, qui ne formait pas un complexe national, puisqu'elle détenait des territoires français et slaves, considérait l'Italie comme lui appartenant et voyait son centre dans Rome. Cette politique, plus étrangère et expansionniste qu'allemande et intégrationniste, fut poursuivie par les Hohenstaufen, qui pillèrent les villes italiennes. Elle aboutit à l'interrègne du XIII<sup>e</sup> siècle, où l'Allemagne n'eut plus d'Empereur du tout ; par la suite, l'institution tomba en décadence, même lorsqu'elle fut rétablie.

Le système féodal, qui n'atteignit jamais son terme en Allemagne, commença à périlcliter sous la pression des princes. En tant que monarque, l'Empereur s'y opposa, mais, en tant que prince, il l'appuya. Le féodalisme, manquant ainsi de la force centralisatrice de la royauté, fut donc au début assez faible, si bien que les paysans commencèrent à se libérer progressivement du servage jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle : c'était la guerre des paysans, qui fut un échec et s'acheva par la victoire de la noblesse, qui s'était renforcée en colonisant l'Est où elle introduisit le servage. Ce fut donc l'élément anti-centralisateur de la nation — la noblesse féodale des princes — qui triompha en Allemagne, en utilisant avec succès la violence en vue de la colonisation et de l'expansion, à l'Est et au Sud. Les princes agrandirent leur domaine et leur puissance, en consolidant au fur et à mesure le régime féodal qui n'en finissait plus d'exister, en face de la bourgeoisie des villes et des rivaux extérieurs. Cette régénérescence du féodalisme à l'Est fut l'obstacle essentiel à l'émancipation des paysans du Sud-Ouest, en même temps qu'elle fut le prélude à l'extension féodale ultérieure à toute l'Allemagne.

*Fr. Engels*

*Notes manuscrites sur l'histoire  
de l'Allemagne. Introduction : 1500 à 1789  
et 1789 à 1815.*

*De 1500 à 1648* : L'Allemagne se désagrège de plus en plus ; le centre est d'une faiblesse extrême à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, alors que la France et l'Angleterre sont plus ou moins centralisées et forment déjà une nation<sup>2</sup>. Etant occupés à coloniser les territoires étrangers, les princes allemands et l'Empereur qui les suivait de plus en plus, ne furent pas menacés d'une invasion étrangère au cœur même de l'Allemagne, de sorte que le besoin d'unité nationale s'y fit moins sentir qu'en France (qui dut se défendre et s'unir contre les Anglais au cours de la guerre de Cent Ans, où la petite noblesse centrifuge fut décimée), qu'en Espagne (qui venait tout juste d'être reconquise et libérée des Maures), qu'en Russie (d'où étaient chassés les Tartares), qu'en



Angleterre (chassée de France et engagée dans la guerre des Roses, où fut décimée la noblesse féodale). En Europe, c'était la Renaissance, c'est-à-dire la décadence générale du féodalisme et l'essor des villes, avec le règne de la *monarchie absolue*, qui développe le futur marché national, crée une industrie d'Etat, autrement dit, *développe la future nation bourgeoise* grâce à la *violence politique* concentrée dans l'Etat<sup>3</sup>.

L'Allemagne se maintint tant bien que mal au même niveau que les autres pays d'Europe occidentale ; mais la puissance de l'Empereur, gaspillée à l'étranger, fit défaut à l'intérieur, si bien que la décomposition féodale et l'essor des villes eurent ici un effet décentralisateur, contre lequel partout ailleurs la monarchie absolue sut réagir, en maintenant l'unité nationale contre les tendances centrifuges de la société.

Le facteur de violence politique de la monarchie centralisatrice vint donc à manquer à l'Allemagne qui aurait pu être unifiée plutôt qu'ailleurs, si la dignité d'Empereur romain (et la prétention à la domination mondiale que lui suggérait le fait qu'il croyait être le successeur de Rome) n'avait empêché la formation d'un Etat national allemand et n'avait fait gaspiller les forces dans les expéditions italiennes (où l'Autriche perdra ses forces jusqu'à ce jour). Dans ces conditions, l'Empereur continuait d'être éligible (comme les premiers rois francs !), ce qui empêcha que la nation se confondît avec une maison royale : au XV<sup>e</sup> siècle notamment, on changea de dynastie aux moments décisifs, sitôt que les princes se sentaient menacés.

En France, nous trouvons aussi à cette époque le morcellement *économique*, caractéristique du féodalisme, mais il fut surmonté *par la force* grâce à l'*habileté politique* dont faisaient preuve la monarchie absolue aussi bien que la bourgeoisie et le prolétariat, sous l'influence du milieu social français.

Mais, tout n'était pas encore perdu pour l'Allemagne du XV<sup>e</sup> siècle : avec le développement normal du commerce, l'assimilation ou la germanisation des Slaves, ainsi que la perte des provinces françaises et italiennes, l'Allemagne aurait pu se faire tout de même, car les routes du commerce mondial la traver-

saient encore. Des facteurs politiques favorables eussent pu encore assurer le développement progressif de l'Allemagne. Mais, des échecs politiques s'ajoutèrent à des contradictions économiques stérilisantes pour empêcher la formation de la nation allemande unitaire :

1. La bourgeoisie allemande était déjà engagée dans sa voie spécifique, car elle fit sa révolution sous la forme (philosophique) de la Réforme, sans l'appui de la noblesse d'Empire, ni de la paysannerie. En effet, les intérêts économiques des classes allemandes étaient trop divergents : les chevaliers pillaient les villes (bourgeoises) et opprimaient la paysannerie, tandis que les villes (bourgeois) pillaient les paysans. Les chevaliers se soulevèrent les premiers : abandonnés par la bourgeoisie, ils furent décimés. Ensuite, ce fut l'insurrection des paysans, qui furent directement combattus par les bourgeois. La révolution « théorique » de la bourgeoisie fut si impuissante que la direction de l'Allemagne échut aux princes (féodaux).

2. Les routes du commerce mondial se déplacèrent et l'Allemagne fut repoussée dans un coin isolé, ce qui brisa la force des bourgeois. La Hollande fut la seule partie de la Hanse à conserver son importance commerciale, mais elle se détacha de l'Allemagne, en la privant de son embouchure du Rhin, si bien qu'elle finit par dominer tout le commerce allemand. Les bourgeois allemands, pourtant bien plus nombreux, furent impuissants à s'opposer à l'hégémonie hollandaise, car la bourgeoisie de la *petite* Hollande, avec ses intérêts *développés de classe*, était plus puissante que la bourgeoisie allemande qui n'était qu'un état au sein d'une société féodale.

La *désagrégation du territoire allemand*, conséquence des faiblesses du passé, était amorcée. Elle gagna d'abord la périphérie : à la frontière septentrionale, on confia aux Danois le soin de protéger l'Allemagne... contre les Danois (ainsi naîtra la question du Schlesvig-Holstein), tandis qu'à la frontière méridionale, le garde-frontière suisse, dépourvu de fonction, se détacha de l'Allemagne et se constitua en nation autonome.

Ce n'était qu'un début : la *Réforme manquée* fit que chaque

région eut sa propre *religion* : Le Nord étant protestant, et le Sud surtout catholique : ou plus précisément, dont la partie Ouest était fortement mélangée et la partie Est purement catholique. L'échec de la première grande révolution bourgeoise fut la cause première de la coupure entre l'Allemagne du Nord et l'Allemagne du Sud, autrement dit, de la future Petite-Allemagne (prussienne) et de l'Autriche. En France, le même problème fut résolu par la *violence politique* : les Huguenots furent écrasés par la force, expulsés ou réduits à l'impuissance.

Les morceaux d'Etat que furent l'Autriche et le Brandebourg finirent par se partager l'Allemagne. Tous les facteurs négatifs se combineront désormais à cet effet. La nature même de ces « Etats » suffirait à expliquer déjà pourquoi ils échouèrent dans leur tentative d'unifier toute l'Allemagne : ni l'un ni l'autre n'était allemand ; c'étaient des colonies bavaroise et saxonne en territoire slave. De même, ils s'emparèrent du pouvoir en Allemagne, en s'appuyant sur des possessions non-allemandes : l'Autriche en s'appuyant sur la Hongrie (et la Bohême) ; le Brandebourg, en s'appuyant sur la Prusse (et la Russie).

Enfin, l'Allemagne, privée de ses territoires périphériques, ou dominée par eux, devint *la proie des autres Etats européens* (France, Suède, Russie, etc...), une sorte de concession européenne. *Désormais la faiblesse économique se combina à la faiblesse politique* : un avantage économique ne pouvait plus venir au secours de la débilité politique de l'Allemagne. Il n'y avait plus de guerre heureuse pour ce pays, ni de conjoncture économique qui pût le remettre dans la bonne voie du développement.

Cependant, dès lors que, pour toutes ces raisons, l'Allemagne fut condamnée à la passivité industrielle, elle fut plus exposée aux influences de la conjoncture politique que les Etats industriellement actifs et en progression continue. Etant divisée en deux parties rivales, toutes les guerres, jusqu'en 1648, furent des guerres *intestines*. Tous les facteurs économiques, politiques et militaires allaient désormais s'opposer au développement de la monarchie absolue, de la bourgeoisie et de la nation allemande. Les classes dirigeantes furent dès lors incapables de s'opposer aux ingérences étrangères. Ce furent les Français qui, les premiers,

saisirent l'occasion d'intervenir en s'alliant aux princes *protestants* qu'ils achetèrent aussi bien que les mercenaires allemands pour leur armée.

Le point culminant de cette phase fut la guerre de Trente Ans, où la Suède et la France se partagèrent les honneurs militaires, mais où la France sut le mieux tirer un avantage politique. Après cette guerre, le Saint-Empire romain germanique n'exista plus que de nom comme Etat, l'économie était ruinée et la population décimée. Les princes y eurent, pour ainsi dire, une souveraineté absolue, *garantie* par la France et la Suède lors du traité de Westphalie. Dès lors, le sort du pouvoir central était entre les mains de l'étranger. Qui plus est, grâce à ses possessions allemandes, la Suède fit partie de l'Empire allemand et disposa d'un siège et d'une voix dans ses Assemblées. A chaque guerre, l'Empereur trouva donc des princes allemands parmi les alliés du camp adverse, si bien que toutes les guerres devinrent des *guerres civiles*.

Louis XIV acheta la plupart des princes : sans cet afflux d'or français, l'Allemagne n'eût même pas disposé d'un moyen de circulation monétaire tant elle était ruinée sur le plan économique. La France exploita cette situation pour grignoter les possessions françaises de l'Allemagne, et pour arrondir l'Alsace.

L'Empereur allemand renonça à se renforcer à l'intérieur : cela lui coûtait trop et ne lui procurait que des ennuis. Il porta tous ses efforts sur la périphérie allemande et autrichienne, ou vers l'extérieur. La puissance intérieure — l'Autriche — s'en trouva renforcée, tout comme sa concurrente — la Prusse. *La coupure religieuse de l'Allemagne allait désormais s'institutionnaliser* (les idées issues des conditions matérielles prennent ainsi à leur tour une forme matérielle, et agissent sur l'évolution future).

De même, toutes les guerres devenaient maintenant des guerres de concurrence entre l'Autriche et la Prusse, et déchiraient l'Allemagne.

Or, la Prusse entra en scène avec une nouvelle puissance étrangère : la *Russie*. Pierre-le-Grand chercha à prendre pied dans cette Allemagne que la France exploitait si avantageusement et

que la Suède était trop faible pour piller. Il commença donc par briser la Suède, puis essaya de prendre sa place : lui-même échoua dans son projet d'acquérir une terre allemande en devenant prince allemand. En désespoir de cause, il s'allia avec des princes allemands et exploita systématiquement les dissensions internes de l'Allemagne par la voie diplomatique. L'exploitation des classes se complète ainsi par l'exploitation des Etats extérieurs.

Sous Pierre-le-Grand, la montée de la Prusse améliora grandement la situation russe en Allemagne. L'Empereur allemand eut bientôt, à l'intérieur, un rival presque aussi puissant que lui-même (la Prusse ne pouvait que perpétuer et exacerber la division de l'Allemagne). Au début, le rival prussien de l'Empereur était trop faible pour ne pas dépendre de l'« assistance » française, et plus encore de l'aide russe. Ainsi, *plus la Prusse émergea de l'Allemagne, plus elle devint vassale de la Russie.*

Or, en vertu de son *énorme masse unitaire*, la Russie était capable — bien qu'elle fût arriérée — de battre en brèche les forces progressives de l'Occident, où le capitalisme était encore bien faible. Elle pouvait donc renverser le capitalisme existant par la concentration de ses forces féodales et réactionnaires, ou du moins freiner considérablement son essor.

*De 1648 à 1789 :* Cette évolution politique et militaire fut l'une des sources du régime patriarcal et petit-bourgeois de l'Allemagne. A ce stade de l'évolution historique, l'Etat (ou la monarchie absolue centralisatrice) est appelé à de grandes fonctions sociales, et lorsqu'il ne peut les exercer, c'est la stagnation sociale. Or, en Allemagne la contribution de l'Etat était fort réduite (à la même époque s'épanouissent en France les manufactures de l'Etat, cet important facteur politique progressif au service de l'économie, en même temps que la monarchie absolue finance les expéditions coloniales qui ouvrent de larges débouchés au jeune capitalisme).

Dans toutes les activités commerciales, l'Allemagne, en revanche, était purement passive. Elle ne tirait avantage des guerres mondiales qu'en restant neutre (ou en vendant des soldats, comme dans les guerres américaines). Mais, les Etats allemands

étaient impuissants contre les interventions des Etats étrangers. Les cordons douaniers intérieurs empêchaient jusqu'à la circulation fluviale ; le libre-échange (imposé par l'extérieur) ne faisait qu'augmenter le morcellement : les droits de douane frappaient surtout les produits des villes, à l'inverse de ce qui se produisait ailleurs au même moment. Le pouvoir dominé par les féodaux terriens institua en leur faveur une surtaxe des produits agricoles aux portes des villes, de sorte que les produits manufacturés des artisans étaient défavorisés en comparaison. Bref, la campagne l'emportait sur les villes et la bourgeoisie.

Au lieu de développer leur autonomie en opposition à la propriété foncière féodale, les corporations et les villes devinrent impériales et furent liées au misérable destin de l'Empire, qui vivotait à leurs dépens.

Il ne subsistait que deux signes de vie dans cette morne désolation : les talents militaires, la littérature et la philosophie, avec un esprit de recherche scrupuleux, objectif et scientifique (en France prédomine, dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, ce que l'on peut considérer comme le sommet des écrits de parti : un esprit plus pratique et politique). Dans ces conditions, la bourgeoisie, qui s'était lentement remise de la guerre de Trente Ans, ne pouvait que « ramper en avant » en utilisant les « vertus les plus infâmes ».

1789-1815 : A l'intérieur, foisonnaient les petits Etats et les mille petits princes, tandis qu'à la frontière orientale, la Prusse, et, à la frontière méridionale, l'Autriche, tendaient avidement la main vers des territoires qui n'intéressaient qu'elles-mêmes. La révolution française représenta pour la bourgeoisie allemande la dernière chance historique de faire sa révolution.

Les paysans allemands d'Alsace-Lorraine, etc... qui se trouvaient déjà sous la souveraineté française, adhérèrent avec enthousiasme à la révolution française. Ce fut le prétexte de la guerre contre la France : la Prusse et l'Autriche se trouvèrent subitement d'accord. Ce furent les victoires françaises, et la conquête de la rive gauche du Rhin. Les extorsions d'argent et les impôts du sang n'eurent pas raison de l'enthousiasme des paysans et citadins de la Rhénanie. L'Empire fut morcelé et

la Confédération rhénane créée. Napoléon balaya les petits Etats particularistes, mais il n'alla pas assez loin. Il agit en révolutionnaire, mais les petits princes surent si bien ramper qu'ils finirent par sauver leur existence. En 1806, Napoléon commit une grave faute, en n'anéantissant pas complètement la Prusse. L'Allemagne connut un certain essor économique grâce au blocus continental. \*

*La situation allemande.*

Fr. Engels,  
Lettre au rédacteur  
« The Northern Star »,  
25 Octobre 1845.

Cher Monsieur. En réponse à votre demande, je commence par cette lettre la série d'articles sur la situation actuelle de mon pays<sup>4</sup>. Afin de rendre tout à fait claires mes opinions sur ce sujet et de les présenter sur une base solide, il va me falloir retracer dans ses grandes lignes l'histoire allemande depuis l'événement qui a ébranlé la société moderne jusque dans ses entrailles : j'ai nommé la révolution française.

Le terme de « Saint-Empire romain germanique » désignait alors l'ancienne Allemagne, qui se composait de Dieu sait combien de petits royaumes, principautés, duchés, seigneuries et libres cités impériales, chacun de ces Etats étant indépendant des autres et soumis seulement à la souveraineté de l'Empereur et de la Diète (lorsqu'il y en avait une, ce qui ne fut pas le cas au cours de siècles entiers).

\* Dans *l'Idéologie allemande*, Marx et Engels attribuèrent un double effet au blocus continental : d'une part, il créa une industrie allemande de remplacement des produits interdits par Napoléon I<sup>er</sup> ; d'autre part, il poussa les Allemands à se soulever et à mener la guerre de libération nationale de 1813-15 contre Napoléon qui les priva des denrées extérieures. Le blocus continental fut ainsi « la base réelle des guerres de libération nationale de 1813 en Allemagne ». (N.d.Tr.)

L'autonomie de ces petits Etats était si étendue que lors de toutes les guerres contre l' « ennemi héréditaire » (la France, bien sûr !), il s'en trouvait toujours qui s'alliaient au Roi de France et guerroyaient, bannière au vent, contre leur Empereur. La Diète — formée des députations de tous ces petits Etats, sous la présidence d'un chancelier d'Empire, et ce, afin de limiter le pouvoir impérial — siégeait sans jamais parvenir à un résultat quelconque.

On tuait le temps en passant en revue les questions les plus futiles du protocole, pour décréter par exemple si la délégation du baron Un Tel (formée peut-être par le tuteur de son fils, ou un vieux domestique portant livrée, ou encore un garde-chasse en retraite) devait avoir la préséance sur celle d'un autre baron ; ou bien, si le député de telle cité impériale devait s'empressement de saluer le député de telle autre sans attendre son salut, etc... Il existait ainsi une foule de petits privilèges qui d'ailleurs, le plus souvent, embarrassaient les bénéficiaires eux-mêmes, mais leur donnaient l'illusion de faire revivre leur honneur le plus lointain, ce qui provoquait parmi eux les querelles les plus obstinées.

Ces questions, ainsi que d'autres tout aussi importantes, absorbaient si complètement les loisirs de cette Diète des Sages, que cette honorable assemblée ne jouissait plus d'une seule minute pour débattre des intérêts de l'Empire. En conséquence, ses ordres du jour offraient le spectacle du plus grand désordre et de la plus profonde confusion.

Déchiré en factions rivales dans la paix comme dans la guerre, l'Empire passa par une série de guerres internes, de la Réforme à 1789. Au cours de chacune de ces guerres, la France avait coutume de s'allier à la faction opposée aux partisans de l'Empereur ; ces derniers étaient toujours faibles et représentaient une proie facile à vaincre : au cours du pillage qui s'ensuivait, c'était, bien sûr, la France qui s'attribuait la part du lion.

Elle prit d'abord la Bourgogne, puis les trois évêchés de Metz, Toul et Verdun, et le reste de la Lorraine ; puis des parties entières des Flandres et de l'Alsace, qui furent séparées du Saint-Empire Romain et rattachées à la France<sup>5</sup>.



De même, la Suisse obtint la permission de se rendre indépendante de l'Empire<sup>6</sup>. La Belgique passa à l'Espagne par un acte testamentaire de Charles-Quint<sup>7</sup>, et tous ces pays se félicitèrent de leur séparation d'avec l'Allemagne.

La plus grande confusion imaginable à l'intérieur vint s'ajouter à ce démembrement progressif de l'Empire à l'extérieur. Chacun des petits princes était un despote aveugle tout disposé à sucer ses sujets jusqu'au sang. L'Empire ne se mêlait jamais des affaires intérieures de l'un quelconque de ces Etats. Il n'y avait qu'une Cour impériale de justice — celle de Wetzlar<sup>8</sup> — qui pouvait instruire les plaintes déposées par les sujets contre leurs supérieurs. Mais, cette noble Cour se consacrait si bien à ses affaires que nul n'y avait jamais entendu prononcer de jugement.

Il serait bien vain de tenter d'imaginer à quelles cruautés et à quel arbitraire ces princes arrogants soumettaient leurs sujets. Ne vivant que pour leurs plaisirs et leurs orgies, ces princes concédaient à leurs ministres et à leurs fonctionnaires un pouvoir despotique ; ceux-ci pouvaient donc impunément jeter dans la boue ce peuple malheureux, tout en veillant cependant à tenir toujours bien garnie la cassette de leur maître et en fournissant largement son harem en beautés féminines. Même la noblesse, qui n'était pas indépendante, mais se trouvait sous la domination d'un roi, d'un évêque ou d'un prince, usait du plus grand mépris envers le peuple ; elle traitait les serfs comme des chiens et les pressurait le plus possible pour en extorquer du travail et de l'argent. En effet, le servage était encore chose courante en Allemagne.

Bien fin eût été celui qui eût trouvé la moindre trace de liberté dans les prétendues villes libres impériales, car elles étaient gouvernées tyranniquement par des maires et des sénats élus, dont les offices étaient devenus aussi héréditaires, au cours des siècles, que la couronne impériale elle-même. L'imagination est trop faible pour nous faire deviner le comportement infâme de ces petits-bourgeois aristocratiques des villes, et pire encore, que cette situation subsistait il y a cinquante ans seulement en Allemagne. On en trouve encore l'image, grâce à la mémoire

de ceux qui l'ont vécue, et elle se trouve confirmée même aujourd'hui par des centaines de survivances matérielles.

Mais *le peuple* ? Qu'en disait-il ? Que faisait-il ? D'abord, en ce qui concerne le tiers-état, les bourgeois assoiffés d'argent trouvaient dans les troubles continuels la source de leur bien-être. N'avaient-ils pas appris qu'il leur était plus profitable de pêcher en eaux troubles ? Ils se laissaient exploiter et rudoyer, parce qu'ils pouvaient se venger des aristocrates en usant de méthodes bien dignes d'eux : *ils escroquaient leurs oppresseurs*.

S'ils s'étaient alliés au peuple, les bourgeois auraient pu renverser les puissances de l'Ancien Régime et restaurer l'Empire, comme la classe bourgeoise anglaise l'avait fait en partie de 1640 à 1688, et comme la bourgeoisie française était en train de le faire. Mais non ! la bourgeoisie allemande n'avait pas cette énergie et n'a jamais fait montre d'une telle volonté. Elle savait que l'Allemagne était en décomposition, tout comme elle-même ; mais elle se sentait bien au chaud dans ce fumier.

Le peuple laborieux était dans une situation pire que celle d'aujourd'hui, exception faite pour la paysannerie, qui vivait en majeure partie en servage et ne pouvait rien sans le concours des villes, dont les troupes de mercenaires allaient cantonner dans les campagnes et se tenaient prêtes à écraser toute révolte dans le sang.

Telle était la situation de l'Allemagne à la fin du siècle dernier. Tout le pays formait un corps en putréfaction et provoquait le dégoût. Nul ne s'y sentait à l'aise. L'artisanat, le commerce, l'industrie et l'agriculture étaient tout à fait insignifiants. Les paysans, les artisans et les industriels étaient doublement éprouvés : par un gouvernement prodigue et rapace, et par la stagnation des affaires.

Les princes eux-mêmes constataient que leurs revenus ne pouvaient s'accroître au rythme de leurs dépenses croissantes, malgré les extorsions incessantes commises contre leurs sujets. Tout était saisi de langueur, et la paralysie gagnait le pays entier. C'en était fait de la culture, des moyens d'éclairer l'esprit des gens, de la liberté de la presse, de l'esprit civique.

Bien que le commerce avec d'autres pays fût fort restreint, il régnait chez tous une mentalité mesquine, papelarde et misérable de boutiquier ; bref, une vulgarité et un égoïsme général. Tout ce qui avait survécu se recroquevillait et tombait rapidement en ruine. Il ne fallait plus espérer que de l'intérieur se levât le moindre espoir d'un changement bénéfique ; la nation tout entière était privée de la force de balayer les organes honnis de ses institutions, depuis longtemps dépouillées de vie.

Le seul symptôme de vitalité se manifestait dans la littérature. Cette époque politique et sociale infâme fut en même temps la grande époque de la littérature allemande. C'est vers les années 1750 que naquirent tous les maîtres de la pensée allemande, les poètes Goethe et Schiller, les philosophes Kant et Fichte, et vingt ans plus tard le dernier des grands métaphysiciens allemands, Hegel. Chacune de leurs œuvres remarquables vibre d'un esprit de défi et de rébellion contre les conditions générales de la société allemande. Goethe écrivit : « Gœtz von Berlichingen », hommage dramatique à la mémoire d'un rebelle ; Schiller, « les Brigands », célébrant un jeune noble, qui déclare ouvertement la guerre à toute la société.

Mais, c'était là leur œuvre de jeunesse ; plus tard, ils perdirent tout espoir. Goethe se limita à la satire la plus audacieuse, et Schiller eût sombré dans le désespoir, s'il n'avait trouvé une issue dans la science, et notamment la grande histoire de la Grèce et de la Rome antiques. On peut parfaitement voir en ces auteurs une illustration de tout le reste, puisque même les esprits les plus puissants et les meilleurs perdaient tout espoir en l'avenir de leur pays.

Et soudain, tel un coup de tonnerre, la révolution française frappa ce chaos appelé Allemagne. L'effet fut énorme. Le peuple était trop peu préparé à de grandes actions et par trop habitué à se laisser tyranniser : il ne bougea pas. Mais la bourgeoisie et la meilleure partie de la noblesse saluèrent l'Assemblée nationale et le peuple de France, et l'applaudirent, saisis d'une joie unanime. Pas un des centaines ou milliers de poètes et écrivains allemands ne voulut manquer de chanter la gloire du peuple français. Mais cet enthousiasme était de l'espèce allemande, c'est-

à-dire purement métaphysique : il ne s'adressait qu'aux théories des révolutionnaires français<sup>9</sup>.

Or, dès lors que ces théories furent reléguées à l'arrière-plan par le poids et la masse des événements ; dès lors que la Cour et le peuple français ne purent s'accorder plus longtemps dans la pratique, malgré leur possible accord idéologique sur la base de la Constitution théorique de 1791 ; dès lors que le peuple sanctionna *dans la pratique* sa souveraineté par la journée du 10 Août<sup>10</sup>, et qu'enfin la théorie fut complètement réduite au silence le 31 Mai 1793 par la chute des Girondins — cet enthousiasme de l'Allemagne se transforma en une haine fanatique contre la révolution.

Il est évident que cet enthousiasme ne valait que pour des actions comme celle de la Nuit du 4 Août 1789, où la noblesse renonça à ses privilèges. Il se trouve que nos braves Allemands n'avaient aucune idée des conséquences pratiques de telles actions et ne pouvaient admettre que leurs effets se distinguent fortement des conclusions que les théoriciens bien intentionnés en tiraient.

Les Allemands n'avaient jamais eu l'intention de reconnaître les conséquences qui devaient être très sérieuses et souvent fort désagréables pour tous les partis engagés dans le conflit — comme nous le savions tous fort bien<sup>11</sup>. Ainsi donc, toute la masse qui, au début, avait été l'amie enthousiaste de la révolution, devint ensuite son pire adversaire. En outre, comme elle ne recevait de Paris que les nouvelles les plus déformées par la servile presse allemande, elle préféra continuer de végéter sur son bon vieux tas de fumier romain germanique plutôt que de s'engager dans la terrible voie d'un peuple qui, d'une main puissante, avait jeté les chaînes de sa servitude à la face de tous les despotes, aristocrates et curés, en les défiant ouvertement.

Mais les jours du Saint-Empire romain étaient comptés. Les armées révolutionnaires françaises s'avançaient directement au cœur de l'Allemagne et firent du Rhin la frontière de la France en prêchant partout la liberté et l'égalité. Ils pourchassèrent en masse les nobles, évêques et abbés, ainsi que tous ces

petits princes qui avaient joué si longtemps dans l'histoire le rôle de marionnettes. Comme les colons du far-west américain, ils ouvrirent des clairières dans des forêts profondes ; la jungle préhistorique de la société « chrétienne-germanique » s'entrouvrit devant leur marche triomphale comme font les nuages pour laisser se lever, dans tout son triomphe, le soleil.

Lorsque l'énergique Napoléon reprit en mains l'œuvre révolutionnaire en s'identifiant à la révolution — *celle même qui avait été étouffée le 9 Thermidor 1794 par la bourgeoisie assoiffée d'argent* — lorsque, par vagues successives, il submergea l'Allemagne avec la démocratie, dont il n'avait conservé qu'une seule des faces, comme le dit un auteur français, la société « chrétienne-germanique » fut définitivement ruinée.

Napoléon ne fut pas pour l'Allemagne le despote arbitraire que ses ennemis se plaisent à évoquer. Napoléon fut en Allemagne le représentant de la révolution, le propagateur de ses principes, le destructeur de la vieille société féodale. Il procéda naturellement en despote, mais les députés de la Convention eussent été deux fois plus despotiques encore, et ils le furent effectivement partout où ils se manifestèrent. Quoi qu'il en soit, Napoléon était deux fois moins despotique que les traditionnels princes et nobles qu'il envoya à la mendicité.

*Le régime de la terreur, ayant fait son œuvre en France, Napoléon l'appliqua aux autres pays en leur faisant la guerre. Or, l'Allemagne avait un besoin urgent d'un tel règne de terreur.*

Napoléon liquida le Saint-Empire romain et réduisit le nombre des petits Etats, en en formant de plus grands. Il introduisit un code juridique qui était infiniment supérieur à toute la législation existante et qui reconnaissait le principe de l'égalité. Il contraignit les Allemands qui, jusque-là, n'avaient vécu que pour leurs *intérêts privés* à œuvrer à l'élaboration d'un vaste projet tendant à satisfaire des intérêts publics toujours ajournés auparavant. Mais, c'est précisément ce qui monta les Allemands contre lui.

Il irrita la paysannerie par les mesures mêmes qui la libéraient de l'oppression féodale, parce qu'il touchait à la racine leurs préjugés et leurs coutumes surannées. Il irrita la bourgeoisie par

les mesures mêmes qui jetèrent les fondements de l'industrie allemande : l'embargo sur toutes les marchandises anglaises et la guerre contre l'Angleterre furent les causes qui l'obligèrent à se mettre à produire elle-même. Mais voilà, tout cela fit augmenter aussi leur café et leur sucre, leur tabac à fumer et leur tabac à priser. Cela suffit à susciter le mécontentement des patriotes boutiquiers allemands. Au demeurant, ils n'étaient pas gens à comprendre le moindre des grands plans de Napoléon. De plus, ils se mirent à le maudire, parce qu'il leur enlevait leurs fils pour mener des guerres entretenues par l'argent de l'aristocratie et de la bourgeoisie *anglaises*. Ils saluèrent comme leurs amies les classes anglaises qui, précisément, étaient les véritables fauteuses de guerres, car les hostilités étaient pour elles une affaire rapportant gros. L'Angleterre se moquait éperdument de ses laquais allemands, non seulement pendant ces guerres, mais surtout quand fut signée la paix.

Les philistins allemands le maudirent enfin, parce qu'ils souhaitaient continuer à vivre dans leur misérable carcan traditionnel, où ils n'avaient qu'à se préoccuper de leurs petits intérêts personnels, car ils ne voulaient rien savoir des grandes idées ni de l'intérêt public. Lorsque l'armée de Napoléon fut finalement battue en Russie, ils saisirent l'occasion de secouer le joug intolérable du grand conquérant...<sup>12</sup>

*Faiblesses de la réaction nationale allemande contre Napoléon.*

F. Engels,  
« *Les combats en France* »,  
in « *Pall Mall Gazette* »,  
11 Novembre 1870.

...Ce qui explique l'effondrement de la Prusse en 1806, c'est qu'on ne trouvait trace, nulle part dans le pays, d'un esprit de résistance nationale. Après 1807, les réorganiseurs de l'administration et de l'armée s'employèrent par tous les moyens à le faire revivre. L'Espagne guida alors glorieusement les autres nations sur la voie de la résistance à une armée d'invasion.

Tous les chefs militaires imitèrent cet exemple pour désigner à leurs compatriotes le chemin à suivre. *Scharnhorst*, *Gneisenau*, *Clausewitz* étaient unanimes sur ce point. Gneisenau se rendit même en Espagne pour participer à la lutte contre Napoléon. Tout le système militaire, introduit par la suite en Prusse, est une tentative d'organiser la résistance populaire contre l'ennemi *dans la mesure, bien sûr, où elle était possible, sous la monarchie absolue...*<sup>13</sup>

Fr. Engels,  
« *Les francs-tireurs prussiens* »  
in « *Pall Mall Gazette* »,  
9 Décembre 1870.

...L'actuel roi de Prusse ferait bien de se rappeler l'époque de la plus profonde dégradation de son pays : la bataille d'Iéna, la débandade de ses troupes jusqu'à l'Oder, la capitulation successive de la presque totalité des soldats prussiens et la retraite de ce qui en subsistait au-delà de la Vistule, et enfin l'effondrement de tout le système militaire et politique du pays.

C'est à ce moment qu'à l'abri des forteresses côtières de Poméranie, quelques patriotes prirent individuellement l'initiative d'un nouveau type de résistance armée. Un modeste cornette de dragons — Schill — s'employa à organiser à Colberg des corps-francs (en français : francs-tireurs), grâce auxquels, aidé par la population, il attaquait par surprise patrouilles, détachements et courriers de l'armée ennemie, s'emparait de son argent, de son ravitaillement et de son matériel de guerre. Il fit prisonnier le général français Victor, et prépara un soulèvement général à l'arrière du front français, là où passaient les lignes de communication ennemies.

Bref, il fit tout ce qui, aujourd'hui, est reproché aux francs-tireurs français que nos Prussiens qualifient de « bandits » et de « voyous » méritant une « balle dans la tête » lorsqu'ils sont faits prisonniers et désarmés. Faut-il encore rappeler que le père de l'actuel roi de Prusse donna sa sanction expresse à ces exploits

et promu Schill à un grade supérieur ? C'est un fait bien connu qu'en 1809, alors que la Prusse connaissait la paix, mais que l'Autriche était en guerre avec la France, ce même Schill emmena, à titre personnel, son régiment en campagne contre Napoléon (comme, plus tard, Garibaldi), avant d'être tué à Stralsund tandis que ses hommes étaient faits prisonniers. D'après les lois de la guerre prussiennes, Napoléon aurait eu le droit de fusiller tous les prisonniers ! Il se contenta de fusiller onze officiers à Wesel. C'est contre son gré, et sous la pression du sentiment public dans et hors de l'armée, que le père de l'actuel roi de Prusse fit ériger un monument en leur honneur.

Les francs-tireurs n'avaient pas plutôt vu le jour chez eux que les Prussiens — comme il sied à une nation de penseurs — se mirent à faire du fait un système et à l'ériger en théorie.

Le théoricien du franc-tir, le grand philosophe franc-tireur, ne fut autre qu'Anton Neithardt von Gneisenau, qui fut quelque temps maréchal au service de Sa Majesté prussienne. Gneisenau avait défendu Colberg en 1807, où il avait eu sous ses ordres quelques-uns des francs-tireurs de Schill. Il avait été vigoureusement soutenu par la population locale qui, d'après l'actuelle conception prussienne, ne pouvait prétendre au titre de garde nationale, mobile ou sédentaire<sup>14</sup>, et méritait donc d'être « passée par les armes séance tenante ».

Gneisenau fut si fortement impressionné par l'ampleur des moyens et des ressources qu'offrait à un pays envahi une énergique résistance du peuple, qu'il se mit plusieurs années durant à étudier comment cette résistance pouvait être organisée au mieux.

La guérilla en Espagne, le soulèvement des paysans russes lorsque les Français se retirèrent de Moscou, lui fournirent de nouveaux exemples : en 1813, il put mettre lui-même sa théorie en pratique.

Dès le mois d'août 1811, Gneisenau établit un plan pour préparer l'insurrection populaire : il fallait organiser une milice dépourvue d'uniforme, mis à part une simple coiffure militaire (en français : képi) et un ceinturon noir et blanc, à quoi s'ajoute-



rait, le cas échéant, une capote militaire. Bref, c'était à peu de choses près l'uniforme actuel des francs-tireurs en France. Il prescrivait : « Si l'ennemi arrive en nombre supérieur, faites disparaître les armes, képis et ceinturons, et comportez-vous comme de simples habitants de la région ».

C'est précisément ce que nos Prussiens d'aujourd'hui considèrent comme un crime, méritant la potence ou une balle dans la tête.

Ces milices avaient la mission de harceler sans arrêt l'ennemi, couper ses lignes de communication, détourner ou détruire ses moyens de transport et ses fournitures (tout en évitant les attaques frontales), et enfin de se retirer dans les bois ou les marais à l'arrivée du gros des troupes régulières.

« Dès que la guerre aura éclaté, il faudra donner l'ordre au clergé de toutes les confessions chrétiennes de prêcher partout l'insurrection, en dépeignant l'oppression française sous les couleurs les plus noires et en évoquant l'attitude du peuple juif sous les Macchabées, afin d'exhorter le peuple à suivre cet exemple exaltant. Tous les paroissiens doivent être invités par les ecclésiastiques à s'engager sous la foi du serment à ne fournir armes, vivres, etc... à l'ennemi que sous « la contrainte effective de la force ». En fait, ils devaient prêcher la même croisade que celle que les prêtres de l'évêché d'Orléans furent invités à prêcher par leur évêque, et pour laquelle bon nombre de prêtres français attendent en ce moment d'être jugés.

Dans le second volume de la *Vie de Gneisenau* du professeur Pertz, on trouve, à la suite de la page du titre un facsimilé<sup>15</sup> de la citation que nous venons de mentionner, suivi de l'autographe de Gneisenau et d'une annotation de la main même du roi Frédéric-Guillaume, qui estime pour sa part : « Il suffit qu'un ecclésiastique soit fusillé pour que tous les autres cessent d'agir ». Cela ne l'empêcha pas de donner sa sanction expresse au plan de Gneisenau, et cela n'empêcha pas davantage, quelques années plus tard, une fois que les partisans qui avaient bouté le Français hors du pays, furent, à leur tour, arrêtés et chassés comme « démagogues », que l'un de ces brillants pourchasseurs de

« démagogues » ne mît la main sur le manuscrit de Gneisenau et qu'il n'entamât des poursuites contre l'auteur qui lui était inconnu pour avoir incité le peuple à faire fusiller les prêtres !

Jusqu'en 1813, Gneisenau, sans jamais se lasser, prépara, non seulement l'armée régulière, mais encore la résistance populaire comme moyens de secouer le joug français. Lorsque, enfin, la guerre éclata, elle fut aussitôt accompagnée d'insurrections, de mouvements de résistance des paysans et des francs-tireurs. En avril, de la Weser à l'Elbe, tout le pays courut aux armes. Peu après, les habitants de la région de Magdebourg se soulevèrent à leur tour, et Gneisenau lui-même écrivit à ses amis de Franco-nie — cette lettre est également reproduite dans l'ouvrage de Pertz — afin de les appeler au soulèvement là où l'ennemi faisait étape sur sa retraite.

Vers la fin, cette guerre populaire fut officiellement reconnue<sup>16</sup> par les ordonnances sur le landsturm du 21 Avril 1813 (qui ne furent d'ailleurs promulguées qu'en Juillet). Celles-ci appellent tout homme de dix-sept à vingt ans et de quarante à soixante ans, susceptible de porter les armes et ne servant pas dans les troupes actives de la ligne ou du landwehr (service de vingt à quarante ans) à rejoindre son bataillon de milice territoriale, afin de se préparer à la guerre sainte de légitime défense pour laquelle tous les moyens sont justifiés.

La milice territoriale devait harceler aussi bien l'avant-garde que les troupes en retraite de l'ennemi, le tenir constamment en alerte, attaquer par surprise les trains de munitions et de vivres, ses courriers, ses renforts et ses installations sanitaires, le surprendre de nuit, anéantir ses groupes de traîneurs et ses détachements isolés, paralyser ou jeter le trouble et l'incertitude dans chacun de ses mouvements. D'autre part, elle devait appuyer l'armée prussienne, escorter les convois d'argent, de vivres, de munitions, de prisonniers, etc...

On peut effectivement considérer cette loi comme le manuel parfait du franc-tireur, et comme elle n'est pas rédigée par un médiocre stratège [Scharnhorst, appelé l'organisateur de l'armée

prussienne] \*, elle peut trouver une application aussi bien dans l'Allemagne d'alors que dans la France de 1871.

Heureusement pour Napoléon, elle ne fut appliquée que très imparfaitement. Le roi s'effraya de son propre ouvrage : Quoi ? n'avait-il pas permis au peuple de lutter pour lui — sans avoir pourtant reçu son commandement ! C'était trop anti-prussien ! Aussi, la milice territoriale fut-elle suspendue jusqu'à ce que le roi l'appelât — ce qu'il ne fit plus jamais.

Gneisenau était furieux, mais il dut finalement se passer de la milice territoriale. Fût-il encore en vie — toutes ses expériences prussiennes accomplies — sans doute verrait-il son bel idéal de résistance populaire imité, sinon réalisé, par les francs-tireurs français. Car Gneisenau était un homme, et un homme de génie.

*La révolution française : le prolétariat et la guerre de propagation révolutionnaire.*

*Lettre d'Engels à Fr. Adler,  
4 Décembre 1889.*

Cher Adler,

Je te conseille d'utiliser, pour le livre que tu prépares, l'ouvrage de Georges Avenel *Anarcharsis Cloots, Torateur du Genre humain*, et ce pour les raisons suivantes : Je trouve (ainsi que Marx) qu'on décèle pour la première fois dans ce livre un juste exposé, fait à partir de recherches documentaires d'archives, *sur l'époque critique de la révolution française*, à savoir l'époque allant du 10 Août au 9 Thermidor.

La Commune de Paris et Cloots considéraient que le seul moyen de salut était de *propager la guerre à l'extérieur*. Quant à lui, le Comité de Salut public jouait les hommes d'Etat, craignait la Coalition européenne et cherchait la paix en *divisant* les puissances de la Coalition.

Danton voulait la paix avec l'Angleterre, c'est-à-dire avec Fox et l'opposition anglaise, qui espéraient arriver au pouvoir

\* Engels donne cette précision dans un article précédent (N. d. Tr.).

lors des élections. Robespierre intrigait à Bâle avec l'Autriche ainsi que la Prusse, et voulait parvenir à un arrangement avec ces puissances. *Tous deux étaient unis contre la Commune et surtout contre ceux qui voulaient porter la guerre à l'extérieur et républicaniser l'Europe*<sup>17</sup>.

Danton et Robespierre l'emportèrent : la Commune (Hébert, Cloots, etc...) fut décapitée. Dès lors, il n'y eut plus un seul point d'accord entre ceux qui voulaient la paix avec la seule Angleterre et ceux qui la voulaient avec les puissances allemandes. Comme les élections anglaises tournèrent à l'avantage de Pitt et que Fox fut exclu du gouvernement pour de longues années, la position de Danton fut ruinée. Robespierre triompha donc, et fit décapiter Danton.

Mais, voici le point qui n'a pas été suffisamment mis en évidence par Avenel : si la Terreur fut poussée jusqu'à l'absurde, parce qu'elle ne visait plus qu'à maintenir Robespierre au pouvoir dans les circonstances existant à l'intérieur, elle devint tout à fait superflue après la victoire de Fleurus, le 24 Juin 1794, qui libéra non seulement les frontières, mais livra encore à la France la Belgique et, indirectement, la rive gauche du Rhin. Robespierre était désormais superflu, et il tomba le 24 Juillet 1794.

Toute la révolution française est ainsi dominée par la guerre de coalition ; toutes ses pulsations en dépendent. Lorsque l'armée de la Coalition pénètre en France, la tension prédomine, le cœur bat violemment, c'est la crise révolutionnaire. Dès lors qu'elle recule, il y a relâchement, le cœur bat moins vite, les éléments réactionnaires se pressent sur l'avant-scène, et les plébéiens — les débuts du prolétariat ultérieur — dont l'énergie seule a sauvé la révolution, sont ramenés à la raison et à l'ordre.

Le Parti de la *guerre à outrance* (Fr.), de la guerre pour la libération des peuples a eu constamment raison, puisque la République est venue à bout de toute l'Europe ; mais la tragédie, c'est que ce Parti a été décapité très vite et qu'à la place de la guerre de propagation à l'extérieur, il y eut bientôt la Paix de Bâle et l'orgie bourgeoise du Directoire.

Ton livre doit être entièrement remanié et raccourci. Les

grandes déclamations doivent être supprimées, et les faits des manuels d'histoire courants complétés et mis en évidence avec clarté. Cloots peut parfaitement passer à l'arrière-plan. Certaines données importantes des *Lundis révolutionnaires* de G. Avenel peuvent y être introduites, et nous aurons alors un ouvrage sur la Révolution comme il n'en existe aucun autre.

Dans sa remarquable critique de *l'Histoire de la révolution française* de H. Léo, K.F. Köppen a montré comment la bataille de Fleurus a provoqué la chute du règne de la Terreur. Tu le trouveras dans la première *Gazette rhénane* de 1842.

Salue bien ta femme et Louise Kautsky,

Bien à toi,

Engels.

*Lettre de Fr. Engels  
à Karl Kautsky,  
20 Février 1889.*

Cher Kautsky,

...Il faudrait mentionner, ne serait-ce que brièvement, *comment* ces plébéiens (qui étaient en dehors du système féodal des états, et ne disposaient donc, à peu de choses près, d'aucun droit, étant exclus de tous les liens sociaux alors en vigueur) formèrent peu à peu ce que tu appelles le « sans-culottisme » (encore un isme !), et quel rôle ils jouèrent.

A la page 53 de ton article<sup>18</sup>, tu escamotes la difficulté en amenant ton artillerie lourde, à savoir l'explication se fondant sur le mode de production nouveau. Mais tu n'y fais que des allusions imprécises et assez mystérieuses.

Ensuite, les choses deviennent simples : les bourgeois ont toujours été trop lâches pour défendre leurs propres intérêts : dès la Bastille, la plèbe a dû faire tout le travail pour la bourgeoisie. En effet, sans cette intervention, ni le 14 Juillet, ni les actions des 5 et 6 Octobre au 10 Août, ni le 2 Septembre, etc... n'auraient eu lieu ; la bourgeoisie aurait à chaque fois succombé

devant l'ancien régime, et la Coalition, alliée à la Cour, eût écrasé la révolution.

Mais, ces interventions n'allaient pas sans que les plébéiens donnent aux revendications révolutionnaires de la bourgeoisie un sens qu'elles n'avaient pas. Ainsi, ils poussaient l'égalité et la fraternité jusqu'à leurs conséquences extrêmes qui inversaient le sens bourgeois de ces formules, ce sens poussé à l'extrême se changeant alors en son contraire.

Toutefois, cette égalité et cette fraternité *plébéiennes* ne pouvaient être qu'un pur idéal, à une époque où il devait s'agir de réaliser *leur contraire*<sup>19</sup>. Comme toujours, l'ironie de l'histoire a fait que cette conception *plébéienne* des mots d'ordre révolutionnaires a été le levier le plus puissant pour faire passer dans les lois la conception opposée — *l'égalité bourgeoise* — et, pour faire passer dans la production l'exploitation au lieu de la fraternité.

Mais, je parlerais bien moins du mode de production nouveau. A chaque fois, il est séparé des événements dont tu parles par un véritable abîme. Dès lors que l'on établit un rapport trop direct, on tombe dans *l'abstraction pure*, les choses ne devenant pas plus claires, au contraire.

En ce qui concerne la Terreur, c'était essentiellement une *mesure de guerre*, tant qu'elle avait un sens. La classe, ou mieux le groupe de la fraction de classe, qui, seule, pouvait assurer le triomphe de la révolution, ne se maintint pas seulement grâce à elle au pouvoir (c'était la moindre des choses après la victoire sur les rebelles), mais surtout s'assurait une liberté de mouvement, une marge de jeu, une possibilité de concentrer les forces à l'endroit décisif : aux frontières.

Fin 1793, celles-ci étaient déjà relativement sûres. 1794 commença bien, les armées françaises progressaient presque partout. La Commune et sa direction extrême devinrent superflues. Leur propagande pour l'extension de la révolution devint un obstacle pour Robespierre et pour Danton, qui tous deux — chacun d'une manière différente — voulaient la paix. Dans ce conflit entre trois éléments, ce fut Robespierre qui triompha, mais dès lors, la Terreur devint pour lui un simple moyen de se maintenir

au pouvoir, ce qui la rendit absurde. Le 26 Juin, à Fleurus, Jourdan mit toute la Belgique aux pieds de la République, la Terreur devenait insoutenable : le 27 Juillet, Robespierre tomba et l'orgie bourgeoise commença.

La formule « Bien-être pour tous grâce au travail » exprime sur un mode trop précis les aspirations de la *Fraternité* plébéienne d'alors. Il est difficile de déterminer exactement ce qu'ils voulaient ; ce n'est qu'après la chute de la Commune que Babeuf leur donna une forme véritable. *Si la Commune était venue trop tôt avec ses aspirations de fraternité, Babeuf est arrivé trop tard...*

Fr. Engels.

*Progrès de la réforme sociale sur le continent.*

Fr. Engels,  
« *The New Moral World* »,  
4 Novembre 1843.

A chacune de mes rencontres avec des socialistes anglais, je suis très surpris de constater que la plupart d'entre eux ne sont guère familiarisés avec le mouvement social qui se développe dans les différentes parties du continent \*. Et pourtant, il existe en France plus d'un demi-million de communistes, en négligeant les fouriéristes et autres réformateurs sociaux moins radicaux. Dans toutes les parties de la Suisse, il y a des associations communistes qui envoient des émissaires en Italie, en Allemagne et même en Hongrie. Et il se trouve même que la philosophie allemande, après de longues et douloureuses crises, en est enfin venue au communisme.

Ainsi, les trois grands pays civilisés d'Europe — l'Angleterre,

\* Après avoir analysé les conditions matérielles et générales de la société des années 1840 en considérant surtout l'Allemagne, nous passons à un niveau plus « élevé » et plus étroit de la genèse du socialisme scientifique : la critique de l'activité politique, économique, théorique et organisationnelle des mouvements qui ont précédé le marxisme (N. d. Tr.).

la France et l'Allemagne — arrivent, chacun de son côté, à la conclusion qu'une révolution radicale des rapports sociaux sur la base de la propriété communautaire est devenue, à présent, une nécessité urgente et inéluctable. Ce résultat est d'autant plus frappant que chacune des trois nations mentionnées l'a atteint indépendamment des autres. Peut-il y avoir de démonstration plus frappante que le communisme n'est pas seulement la conséquence de la situation particulière de l'Angleterre ou d'une quelconque autre nation, mais encore une conclusion nécessaire que l'on est bien obligé de tirer à partir des conditions générales de la civilisation moderne ?

C'est pourquoi il serait souhaitable que ces trois nations s'entendent entre elles pour établir en quoi elles concordent et en quoi elles désaccordent, car il doit bien y avoir des points de vue différents puisque la doctrine du communisme vient d'une source différente dans chacun de ces trois pays.

Les Anglais parvinrent à ce résultat d'une manière *pratique* (économique) à la suite de l'accroissement rapide de la misère, de la désagrégation des mœurs et du paupérisme dans leur pays ; les Français de manière *politique*, du fait qu'ils exigèrent les premiers la liberté et l'égalité politiques et, trouvant cela insuffisant, ils ajoutèrent à ces revendications politiques la revendication de la liberté et de l'égalité *sociales* ; les Allemands vinrent au communisme par la *philosophie*, en tirant les conclusions à partir de ces premiers principes.

Du fait de la diversité d'origine du socialisme dans les trois pays, il faut compter avec quelques divergences de vue sur des points mineurs<sup>20</sup>. Mais je crois pouvoir affirmer que ces différences sont relativement insignifiantes et peuvent être facilement surmontées dès lors que les réformateurs sociaux de chacun de ces pays auront la volonté de s'accorder fraternellement avec ceux des autres pays. Il faut pour cela qu'ils apprennent à se connaître. Si ce premier pas est fait, je suis persuadé que, de tout cœur, ils souhaiteront tous le succès de leurs frères communistes de l'extérieur.



## 1. France

Depuis la Révolution, la France est le pays proprement politique de l'Europe. Nulle amélioration, nulle doctrine ne peut acquérir d'importance nationale si elle ne revêt pas de quelque

ἅπ' ἰστορίας ἀποτίθεται ἡ εὐτυχία ἢ ἀτυχία τοῦ ἀνθρώπου. Ἡ εὐτυχία ἢ ἀτυχία ἀποτίθεται ἐν ἱστορίᾳ τῆς ἀνθρωπίνης ἱστορίας, ἡ ἀνθρωπίνης ἱστορίας εὐτυχίας ἢ ἀτυχίας ἀποτίθεται ἐν ἱστορίᾳ τῆς ἀνθρωπίνης ἱστορίας.

l'histoire humaine, la nation française soit déterminée à parcourir toutes les formes politiques du développement ; autrement dit, que partant du politique pur, elle parvienne au point où tous les autres peuples et toutes les trajectoires confluent au communisme. L'évolution politique de la France montre donc clairement *comment devra se dérouler l'histoire à venir des chartistes anglais.*

La révolution française développa la démocratie en Europe. La démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge et, au fond, une pure hypocrisie (une théologie, comme diraient les Allemands). Et cela vaut, à mon avis, de toutes les formes de gouvernement. La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible ; cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de même de l'égalité politique : c'est pourquoi, il faut réduire en pièces la démocratie aussi bien que n'importe quelle autre forme de gouvernement<sup>21</sup>. Cette forme hypocrite ne doit pas subsister. La contradiction qu'elle recèle doit apparaître au grand jour : ou bien un véritable esclavage, et cela signifie un despotisme non déguisé, ou bien une authentique liberté ainsi qu'une authentique égalité, et cela signifie le communisme. La révolution française a produit ces deux éléments : *Napoléon* instaura l'un, *Babeuf*, l'autre.

Je peux être bref sur le thème du babouvisme, puisque l'histoire de la conspiration de Babeuf, écrite par Buonarotti, vient d'être traduite en anglais. Le complot communiste échoua, parce que, d'une part, le communisme de cette époque était encore bien grossier et assez superficiel et que, d'autre part, les esprits n'étaient pas encore suffisamment avancés en ce temps-là.

En France, le réformateur social suivant fut le *comte de Saint-Simon*. Il réussit à fonder une secte et même quelques établissements, mais sans succès durable. La doctrine saint-simonienne s'apparente en gros à celle des *Ham-Common Socialists*

d'Angleterre<sup>22</sup>, bien que l'on trouve quelques différences dans le détail des systèmes et des idées. Les singularités et les extravagances des saint-simoniens furent bientôt l'objet de la risée et de l'ironie des Français. Or, en France, le ridicule tue.

Mais, il y a eu, en outre, d'autres causes à l'échec des tentatives saint-simoniennes. Toute la doctrine de ce parti était noyée dans les brumes d'un incompréhensible mysticisme qui pouvait au début frapper la curiosité des gens, mais ne pouvait que décevoir leur attente. Leurs principes économiques n'étaient pas sans faille. Pour la distribution du produit, la part de chaque membre des communautés était mesurée d'abord suivant le montant du travail qu'il avait fourni, et ensuite suivant la somme de talent qu'il y avait déployée. Un républicain allemand, Börne, a opposé avec raison à ce principe que le talent, au lieu d'être rémunéré, devait bien plutôt être considéré comme un avantage naturel et, de ce fait, venir en déduction de la part de celui qui était ainsi avantagé, ne serait-ce que pour restaurer l'égalité<sup>23</sup>.

Après avoir fasciné la pensée un certain temps, le saint-simonisme, tel un brillant météore, s'effaça de l'horizon social. Personne n'y pense plus aujourd'hui ; on a cessé d'en parler : son temps est révolu.

Vers la même époque que Saint-Simon, un autre homme appliqua la force de sa puissante intelligence à l'étude de la situation sociale de l'humanité : *Fourier*. Bien que les ouvrages de Fourier ne recèlent pas d'éclairs de génie comme nous en trouvons chez Saint-Simon et certains de ses disciples ; bien que son style soit pesant et montre à l'évidence que l'auteur s'est donné beaucoup de mal pour formuler clairement sa pensée et pour exprimer des idées pour lesquelles la langue française n'a pas de mots, il n'empêche que nous lisons ses ouvrages avec plus de plaisir, et qu'il s'y trouve plus de valeur réelle que dans ceux de l'école précédente. Certes, l'œuvre n'est pas dépourvue de mysticisme, il est même aussi marqué que possible, mais on peut facilement l'écarter. Ce qui subsiste alors ne se rencontre pas chez les saint-simoniens, c'est-à-dire une recherche scientifique, une pensée fraîche, systématique et sans préjugés : bref,

c'est une *philosophie sociale*, alors que le saint-simonisme ne se définit que comme *poésie sociale*.

C'est Fourier qui, le premier, formula le grand axiome de la philosophie sociale : comme chaque individu a une inclination ou une préférence pour un genre de travail bien particulier, la somme des inclinations de tous les individus pris dans leur ensemble doit être assez forte pour correspondre aux besoins de tous. Si on permet à chaque individu de s'abandonner à son inclination propre en le laissant faire ce qu'il souhaite, il est tout de même possible de satisfaire les besoins de tous, sans que l'on ait à utiliser les moyens de contrainte en vigueur dans l'actuel système social. Ce principe semble hardi, mais il est inattaquable dans la forme que Fourier lui a donnée ; qui plus est, il est évident — comme l'œuf de Colomb.

Fourier démontre que chacun naît avec une inclination pour un certain type de travail, que l'*inactivité absolue* est une absurdité, qui n'a jamais existé et ne pourra jamais exister ; que, par nature, l'esprit humain est activité, ou mieux que sa fonction est de mettre le corps en activité. En conséquence, il n'est point besoin de contraindre les êtres humains à une activité, comme on le fait au stade actuel de la société. Il suffit d'imprimer la bonne direction à l'impulsion naturelle de l'activité sociale.

Il démontre, en outre, que travail et jouissance peuvent s'identifier, et souligne tout ce qu'il y a d'irrationnel dans l'actuel ordre social qui sépare l'un de l'autre, en faisant du travail un fléau et en rendant les jouissances inaccessibles à la plupart des travailleurs. Il montre, enfin, qu'avec un ordonnancement rationnel, le travail doit devenir ce qu'il est en fait, une joie, chacun pouvant suivre son inclination propre. Je ne peux, évidemment, développer ici toute la théorie du *libre travail* de Fourier, mais je pense avoir montré ainsi aux socialistes anglais que le fouriérisme vaut bien de retenir leur attention.

Un autre mérite de Fourier, c'est d'avoir énoncé les avantages, ou mieux la nécessité de l'association. La simple mention de ce sujet suffirait à convaincre les Anglais de l'importance des questions traitées.

Il y a en revanche chez Fourier une grave contradiction, car il n'abolit pas la propriété privée. Dans ses phalanstères, ou communes sociétaires, on trouve des riches et des pauvres, des capitalistes et des ouvriers. La propriété de tous est mise en fonds commun, l'entreprise s'adonne au commerce, à l'industrie agricole et manufacturière et le produit en est divisé entre les membres : une portion pour la rémunération du travail, une seconde pour récompenser les connaissances et les talents, et une troisième pour le profit du capital. Ainsi donc, après toutes les belles théories sur l'association et le libre travail, après un torrent de déclarations indignées contre le commerce, l'égoïsme et la concurrence, il nous propose pratiquement de nouveau le vieux système de la concurrence selon un plan amélioré, ainsi qu'une bastille édifiée à l'aide de lois sur les pauvres, fondées sur des principes plus libéraux ! Bien sûr, cela ne peut nous satisfaire ; d'ailleurs, les Français n'en sont pas restés là.

Les progrès du fouriérisme ont été lents mais réguliers en France. Les Fouriéristes ne sont pas très nombreux, mais ils forment actuellement une partie importante et active de l'intelligence de la France. Victor Considerant est l'un de ses plus brillants représentants. Ils disposent, en outre, d'un journal, *La Phalange*<sup>24</sup>, qui parut d'abord trois fois par semaine avant de devenir quotidien.

Comme les Fouriéristes sont aujourd'hui représentés en Angleterre par M. Doherty, et y sont donc connus, je pense en avoir dit suffisamment, et je passe maintenant au parti le plus important et le plus radical en France : les *communistes*.

Comme je l'ai dit plus haut, tout ce qui, en France, prétend à une importance nationale doit revêtir un caractère politique, ou est voué à l'échec. Saint-Simon et Fourier n'abordaient pas le problème politique. C'est pourquoi leurs plans ne firent pas partie du domaine commun de la nation, et ne furent l'objet que de discussions privées.

Nous avons vu comment le communisme de Babeuf a surgi par rapport à la démocratie de la première révolution. La seconde révolution — celle de 1830 — a produit un nouveau communisme

plus puissant encore. Ce fut la « Grande Semaine » de 1830, à la suite de l'alliance de la bourgeoisie et de la classe ouvrière, des libéraux et des républicains. Une fois le travail accompli, la classe ouvrière fut renvoyée dans ses foyers, et les fruits de la révolution furent accaparés par la seule bourgeoisie. Les ouvriers se soulevèrent au cours de diverses insurrections pour briser le monopole politique et pour instaurer une république ; mais, ils furent à chaque fois vaincus, car non seulement la bourgeoisie disposait de l'armée, mais elle avait encore formé une Garde Nationale.

Pendant cette période (1834-35), les ouvriers qui avaient été républicains s'assimilèrent une leçon nouvelle : ils reconnurent que, même si leurs plans démocratiques réussissaient, ils continueraient d'être dupés par des chefs plus doués et plus subtils encore, et que leur situation sociale — cause de leur mécontentement politique — ne serait aucunement améliorée par un quelconque changement politique.

Ils retournèrent aux sources vives et à l'étude de la grande Révolution, et s'emparèrent vivement du communisme de Babeuf. C'est tout ce que l'on peut dire avec certitude de l'origine du communisme moderne en France : on en discuta d'abord dans les rues sombres et les ruelles surpeuplées du faubourg Saint-Antoine de Paris ; et ensuite dans les réunions secrètes des conspirateurs. Ceux qui en savent plus long gardent sagement leur savoir pour eux, afin de se soustraire au « bras puissant de la loi ». Quoi qu'il en soit, le communisme se répand rapidement sur Paris, Lyon, Toulouse et les autres grandes villes industrielles.

Toutes sortes de sociétés secrètes se succèdent. Les « Travailleurs Egalitaires » et les « Humanitaires » furent les plus importantes d'entre elles<sup>25</sup>. Comme les babouvistes de la grande révolution, les Egalitaires forment un groupe peu dégrossi : ils se proposent de transformer le monde en une communauté ouvrière, rejetant tout raffinement de la culture, de la science, des beaux-arts, etc... comme un luxe inutile, dangereux et aristocratique<sup>26</sup>. Ce préjugé résultait nécessairement de leur ignorance complète de l'histoire et de l'économie politique.

Les Humanitaires sont connus surtout par leurs attaques contre le mariage, la famille et d'autres institutions analogues. Ces deux partis, comme un certain nombre d'autres, ont connu une vie assez éphémère, et la grande masse de la classe ouvrière française adopta bientôt les principes proclamés par Cabet — le « père Cabet » — et connus sur le continent sous le nom de communisme icarien.

Cette esquisse de l'histoire du communisme en France montre en quoi le communisme français doit se distinguer de l'anglais. Le mouvement de réforme sociale a une origine politique en France. On s'y est rendu compte que la démocratie ne pouvait donner une égalité réelle ; c'est pourquoi on lui a adjoint le système des communes. La masse des communistes français est donc également républicaine : elle souhaite une structure communiste de société, avec une forme de gouvernement républicaine. Eh bien, voyez-vous, je ne pense pas que les socialistes anglais élèvent de graves objections contre ce système ; en effet, bien qu'ils soient plus favorables à une monarchie élective, je les sais cependant assez éclairés pour ne pas vouloir imposer leur forme de gouvernement à un autre peuple. Il est évident qu'une telle tentative entraînerait pour le peuple en question des difficultés et des désordres plus grands qu'il ne s'en produirait avec leur propre forme démocratique de gouvernement, même à supposer que celle-ci fût mauvaise.

Mais, il y a d'autres objections que certains peuvent adresser aux communistes français : ceux-ci entendent renverser par la violence l'actuel gouvernement de leur pays, et cela ils le prouvent en s'organisant toujours sur le plan politique en associations secrètes. C'est vrai.

Même les Icariens qui pourtant dans leurs publications déclarent avoir horreur des révolutions violentes et des sociétés secrètes, sont organisés plus ou moins secrètement et saisiront avec joie chaque occasion d'instaurer une république par la force.

On peut, certes, objecter à cela, et avec raison, que les sociétés secrètes n'admettent pas, pour leurs propres membres, un élémentaire droit de regard sur elles, et que leurs adhérents

s'exposent à d'inutiles persécutions légales. Je n'ai pas l'intention de défendre dans tous les cas une telle politique, mais il suffit de l'expliquer pour qu'elle soit comprise. Et, effectivement, elle s'explique pleinement par les caractéristiques nationales et gouvernementales de la France, qui diffèrent entièrement de celles de l'Angleterre.

Sans interruption, la constitution anglaise a servi de loi à ce pays depuis presque cent cinquante ans. Toute modification, même quelconque, y a été apportée par des moyens légaux, sous forme constitutionnelle. On s'explique donc pourquoi les Anglais éprouvent ce profond respect de la légalité. En France, en revanche, durant ces cinquantes dernières années, un changement violent a succédé à l'autre. Toutes les constitutions, de la démocratie radicale au despotisme ouvert, ainsi que toutes les lois possibles ont été abrogées et remplacées par d'autres : comment un peuple pourrait-il respecter ses lois dans de telles conditions ? Qui plus est, le résultat de toutes ces convulsions, c'est qu'aujourd'hui la Constitution et les lois françaises prescrivent que les riches oppriment les pauvres, et cette oppression est maintenue par la violence : qui peut espérer que les opprimés considèrent avec sympathie leurs institutions publiques et qu'ils ne recourent pas de nouveau à la vieille méthode de 1792 ? Ils savent que s'ils ont un avenir, c'est uniquement parce qu'ils auront répondu à la force par la force, et comme ils ne disposent actuellement d'aucun autre moyen, pourquoi devraient-ils hésiter, même une seconde, à employer ce moyen ?

On peut se demander, en outre, pourquoi les communistes français n'ont pas instauré des communautés comme les Anglais ? Je répondrai tout simplement : c'est parce qu'ils *n'osent pas le faire*. En effet, s'ils le faisaient, les soldats en réprimeraient la toute première tentative. Et, même s'ils avaient le droit de le faire, cela ne leur servirait à rien en fin de compte. En effet, j'ai toujours considéré la fondation d'une communauté — celle, par exemple, d'Owen à « Harmony » — comme une *simple expérience*, tendant à démontrer que ces plans sont applicables à la réalité, afin d'amener l'opinion publique à une conception

plus positive vis-à-vis des plans socialistes destinés à soulager la misère des masses.

Mais, si elle avait lieu, une telle expérience n'aurait aucun effet en France. Ne montrez pas aux Français que vos plans sont réalisables, car cela les laisserait froids et indifférents. Montrez-leur plutôt que vos communes ne placeront pas l'humanité sous le joug d'un « despotisme de fer », comme le disait le chartiste M. Bairstow dans sa discussion avec M. Watts<sup>27</sup>. Montrez-leur que la véritable liberté et la véritable égalité ne sont possibles que dans le système des communes ; montrez-leur que la justice réclame un tel ordre social : ils seront tous, dès lors, à vos côtés.

Mais revenons aux doctrines sociales des communistes icariens. Leur « bible », c'est le *Voyage en Icarie* du père Cabet qui, soit dit en passant, fut autrefois procureur général et membre de la Chambre des députés. Les lignes générales de leur système des communes ne se distinguent que fort peu de celles d'Owen. Ils reprennent tout ce qu'il y a de sensé chez Saint-Simon et Fourier si bien, qu'à cet égard, ils sont très supérieurs aux anciens communistes français. En ce qui concerne le mariage, ils sont exactement du même avis que les Anglais. Tout ce qui est humainement possible sera fait pour assurer la liberté des individus. Les sanctions pénales doivent être éliminées et remplacées par l'éducation de la jeunesse et, pour les adultes, par un traitement mental approprié et rationnel.

Mais, il y a un fait tout à fait curieux : alors que les socialistes anglais sont en général opposés au christianisme, parce qu'ils souffrent de tous les préjugés religieux d'un peuple effectivement chrétien, les communistes français se disent « chrétiens », alors qu'ils font partie d'une nation célèbre pour son athéisme. Voici l'une de leurs formules préférées : « le christianisme, c'est le communisme ». Ils s'appuient sur la preuve biblique : les premiers chrétiens auraient vécu en communautés de biens, etc... Tout cela prouve simplement que ces braves gens ne sont pas de bons chrétiens, même s'ils en prennent l'étiquette. S'ils l'étaient vraiment, ils connaîtraient mieux la Bible et sauraient que, si quel-



ques passages en sont favorables au communisme, l'esprit général lui en est cependant tout à fait opposé, comme il s'oppose d'ailleurs à n'importe quel système rationnel.

Le développement du communisme a été salué par la plupart des esprits éminents de France : le métaphysicien Pierre Leroux, George Sand, qui défend vaillamment les droits de la femme, l'abbé de Lamennais, auteur de *Paroles d'un croyant*, et beaucoup d'autres sont plus ou moins favorables aux doctrines communistes. Cependant, à cet égard, l'écrivain le plus important est Proudhon, un jeune homme, qui publia il y a deux ou trois ans son livre « Qu'est-ce que la Propriété ? ». Il répond : « la propriété, c'est le vol ». C'est le plus philosophique des ouvrages communistes en langue française, et je souhaiterai qu'il soit publié en anglais.

Le droit à la propriété privée et les conséquences de cette institution — la concurrence, l'immoralité et la misère — tout cela y est analysé avec une intelligence puissante et un réel esprit scientifique, dont je n'ai retrouvé depuis lors union aussi heureuse dans aucun autre ouvrage.

Il y fait, en outre, quelques remarques fort importantes sur les formes de gouvernement. Après avoir démontré que toute forme de gouvernement est à rejeter, qu'il s'agisse de démocratie, d'aristocratie ou de monarchie, que toujours le gouvernement s'appuie sur la force et que même dans le meilleur des cas possibles la force de la majorité opprime la minorité plus faible, il en vient à la conclusion : « Nous voulons l'anarchie ! ». Ce dont nous avons besoin, c'est l'anarchie, le gouvernement exercé par nul être humain, la responsabilité de chaque particulier devant personne d'autre que lui-même <sup>28</sup>.

Il me resterait encore beaucoup à dire, mais j'aborderai ce thème plus en détail à propos des communistes allemands. Je n'ai plus qu'une chose à ajouter : on estime le nombre des communistes français icariens à environ un demi-million. Voilà une très respectable phalange, n'est-il pas vrai ? Ils disposent d'un hebdomadaire, le *Populaire*, que publie le père Cabet ; en outre, P. Leroux publie la *Revue Indépendante* <sup>29</sup>, qui

défend les principes du communisme au point de vue philosophique.

Manchester, le 23 Octobre 1843.

## 2. *L'Allemagne et la Suisse.*

*Fr. Engels,*  
« *The New Moral World* »,  
18 Novembre 1843.

L'Allemagne a eu ses réformateurs sociaux dès l'époque de la Réforme. Aussitôt après que Luther eut commencé à demander la réforme de l'Eglise et à soulever le peuple contre la domination *spirituelle*, la paysannerie du Sud et du Centre de l'Allemagne fit une insurrection générale contre ses maîtres *temporels*.

Luther proclamait que son but était de revenir — en doctrine et en pratique — au christianisme primitif ; les paysans adoptèrent la même position, et tout naturellement ils demandèrent la restauration du communisme primitif non seulement dans l'Eglise, mais encore dans la vie sociale. Ils estimaient que l'état de servage dans lequel ils vivaient, était inconciliable avec les doctrines de la Bible. Ils étaient, en effet, opprimés par une bande d'arrogants barons et seigneurs, dépouillés au fur et à mesure qu'ils produisaient, et traités comme du bétail. Nulle loi ne les protégeait, et même s'il s'en trouvait une, personne ne l'aurait jamais appliquée. Il est évident qu'une telle situation différait beaucoup de la communauté des premiers chrétiens et de la doctrine du Christ telle qu'elle se trouve consignée dans certains passages de la Bible.

Ils se soulevèrent donc et engagèrent les hostilités contre leurs seigneurs. Il est évident que cette guerre ne pouvait être qu'une guerre d'extermination. Le prêcheur, Thomas Münzer, qu'ils placèrent à leur tête, lança une proclamation, qui, bien sûr, contenait toutes les absurdités religieuses et les superstitions de son époque, mais elle énonçait aussi les principes suivants : d'après la Bible, nul chrétien n'a le droit de garder par devers soi et exclusivement une propriété quelconque ; la propriété commu-

nautaire est le seul état compatible avec une société de chrétiens ; nul bon chrétien n'a le droit d'exercer une quelconque autorité ou pouvoir de commandement sur d'autres chrétiens, ni même de détenir un quelconque office de gouvernement ou de puissance héréditaire. Au contraire, comme tous les hommes sont égaux devant Dieu, ils doivent l'être également sur terre.

Ces formules n'étaient rien d'autre que des conclusions logiques tirées de la Bible et des écrits de Luther lui-même. Mais, Luther n'était pas disposé à aller aussi loin que le peuple. Malgré le courage dont il fit preuve devant les autorités spirituelles, il ne put se libérer des préjugés politiques et sociaux de son temps. C'est avec la même fermeté qu'il croyait à la Bible et au droit divin dont disposaient les princes et maîtres de ce monde pour tenir le peuple sous leur joug. En outre, comme il eut besoin de la protection de l'aristocratie et des princes protestants, il rédigea un pamphlet contre les insurgés. Non seulement il renia tous les liens qu'il avait noués avec eux, mais il exhorta l'aristocratie à les mater avec la dernière rigueur parce qu'ils se rebellaient contre les lois divines : « Abattez-les comme des chiens ! », cria-t-il. Tout le pamphlet est écrit avec une telle animosité et même une telle rage fanatique contre le peuple, qu'il stigmatisa à jamais la figure de Luther : il démontre qu'il a commencé sa carrière comme un homme du peuple, et l'a achevé au service entier de ses oppresseurs. L'insurrection fut écrasée après une guerre civile très sanglante, et les paysans furent ramenés à leur état antérieur de servitude.

Mis à part quelques cas isolés, dont l'existence n'a pas filtré dans le public, il n'y a pas eu de réformateurs sociaux en Allemagne, de la Guerre des paysans jusqu'à une époque très récente. Au cours de ces cinquante dernières années, l'opinion a été trop préoccupée par des questions, ou bien purement politiques ou bien purement philosophiques. Or, il fallait résoudre ces questions avant de pouvoir aborder la question du socialisme avec objectivité et en toute connaissance de cause. Il se trouve que des hommes, qui se seraient décidément opposés à l'instauration du système communiste, lui ont cependant ouvert la voie<sup>30</sup>.

A présent, c'est au sein de la classe laborieuse allemande que

la réforme sociale est devenue le thème de discussion. Comme l'Allemagne n'a encore qu'une faible industrie manufacturière, la masse de la classe laborieuse se compose de compagnons artisans qui, avant de se fixer comme petits artisans, se déplacent pendant quelques années à travers l'Allemagne, la Suisse et souvent même la France. C'est ainsi qu'un grand nombre de travailleurs allemands sont constamment en route vers Paris ou en reviennent ; ils devaient donc se familiariser avec les mouvements politiques et économiques de la classe ouvrière française. L'un d'eux — Wilhelm Weitling — un simple compagnon tailleur de Magdebourg en Prusse, résolut de créer des associations communistes dans son pays<sup>31</sup>.

Cet homme que l'on considère comme le fondateur du communisme allemand, a passé quelques années à Paris avant d'aller en Suisse pour y travailler à Genève dans un atelier de tailleur : il y prêcha son nouvel évangile à ses compagnons de travail. Il fonda des associations communistes dans toutes les villes, petites ou grandes, du côté suisse du lac de Genève et gagna à ses idées la plupart des Allemands qui travaillent dans cette région.

Après avoir ainsi préparé l'opinion publique, il publia une revue — *La Jeune Génération* — pour étendre son agitation dans le pays. Cette feuille, bien qu'elle soit écrite uniquement pour les travailleurs par un travailleur, est d'emblée supérieure à la plupart des publications des communistes français, et même au *Populaire* du père Cabet. Weitling a travaillé durement pour acquérir un savoir historique et politique, indispensable à tout publiciste, mais dont il a été privé par l'éducation officielle. De même, il a fait les plus grands efforts pour systématiser ses idées et pensées en une théorie complète du communisme. *La Jeune Génération* fut publiée dès 1841. L'année suivante, Weitling publia son ouvrage *Garanties de l'harmonie et de la liberté*, où il critique le vieil ordre social et esquisse les grandes lignes d'un ordre nouveau. Je ferai peut-être quelques extraits de ce livre.

Après avoir formé le noyau d'un parti communiste à Genève et ses environs, il alla à Zurich où certains de ses amis avaient déjà commencé l'agitation chez les ouvriers, comme elle avait

eu lieu dans quelques villes du Nord de la Suisse. Il entreprit donc d'organiser son parti dans ces villes. Sous le nom de « Sociétés de Chant », des groupes furent constitués pour propager et discuter les idées communistes. Weitling annonça son intention de publier son ouvrage *L'Évangile du pauvre pêcheur*. C'est alors que la police interrompit ses activités.

En juillet dernier, Weitling fut arrêté, ses papiers et son livre furent saisis à l'imprimerie même. Le gouvernement de la république chargea une commission d'enquête de préparer un rapport pour le Grand Conseil et les représentants du peuple. Ce rapport, publié il y a quelques mois, affirme que dans toutes les régions de Suisse il existe de très nombreuses associations communistes qui se composent essentiellement de travailleurs allemands ; que Weitling était considéré comme le chef du parti et qu'il recevait des comptes rendus sur les progrès effectués par le mouvement ; qu'il entretenait une correspondance avec des associations similaires d'Allemands à Paris et à Londres, et que tous ces groupes, dont les membres changeaient souvent de résidence, étaient autant de serres chaudes pour les « dangereuses doctrines utopiques », diffusées par leurs adhérents aussi bien en Allemagne, qu'en Hongrie et en Italie, la propagande de ces doctrines captivant l'esprit de tout travailleur.

Le rapport du Dr Bluntschli, un homme imbu de préjugés aristocratiques et fanatiquement chrétien, n'est pas rédigé comme un rapport neutre et officiel, mais comme un pamphlet de parti. Il dénonce le communisme comme une doctrine pernicieuse et subversive en tous points pour les principes sacrés de la société. Ce pieux docteur n'a pas de mots assez forts pour flétrir les blasphèmes abjects de ce peuple frivole et inculte qui trouve moyen de justifier ses doctrines de subversion et de révolution par des citations extraites de l'Écriture Sainte. A ce propos, Weitling et son parti assimilent christianisme et communisme, comme le font les Icariens en France.

Les résultats du procès de Weitling furent très décevants pour les autorités de Zurich. Bien que Weitling et ses amis n'aient pas manqué d'audace dans leurs déclarations, l'accusation ne put retenir contre eux la charge de haute trahison et de conspi-

ration. Ils furent condamnés à six mois de prison et on leur interdit de séjourner à l'avenir en Suisse. Les membres des sociétés zurichoises furent expulsés de leur canton. Le rapport fut communiqué aux gouvernements de tous les autres cantons ainsi qu'aux ambassades étrangères ; cependant, les communistes des autres cantons suisses ne furent guère inquiétés : les persécutions venaient trop tard. Elles ne contribuèrent donc pratiquement pas à détruire le communisme, mais tout au contraire le servirent en suscitant pour lui l'intérêt dans tous les pays de langue allemande. Alors que le communisme était presque inconnu en Allemagne, il retint désormais l'attention de tous.

Mais, un autre parti revendique aussi le communisme en Allemagne. Alors que le parti de Weitling est essentiellement populaire et rassemble, ou a les plus grandes chances de rassembler bientôt, toute la classe laborieuse d'Allemagne, cet autre parti est philosophique : de par son origine, il n'est relié ni au communisme français, ni au communisme anglais, mais il remonte à la philosophie dont l'Allemagne fut si fière au cours de ces cinquante dernières années.

La révolution politique de la France fut accompagnée d'une révolution philosophique en Allemagne. Kant l'inaugura en renversant le système métaphysique de Leibnitz, qui avait été introduit dans toutes les universités du continent à la fin du siècle dernier. Fichte et Schelling s'attelèrent au système nouveau, qui fut complété par Hegel. Jamais la pensée humaine n'avait conçu de système philosophique aussi vaste. La logique, la philosophie du droit, de la religion et de l'histoire ont toutes été unies en un système unique et ramenées à un même principe fondamental. Ce système apparaît comme parfaitement inattaquable de l'extérieur, il ne pouvait être détruit que *de l'intérieur*, par ceux-là mêmes qui étaient hégéliens.

Il va de soi que je ne saurais retracer ici toute l'histoire de ce système ; je me limiterai donc à quelques remarques. De Kant à Hegel, le progrès de la philosophie allemande fut si logique et, si je puis dire, si nécessaire, qu'aucun des autres systèmes mentionnés ci-dessous ne pouvait plus coexister avec lui. Ils ne

suscitaient plus aucun intérêt : on en avait une si piètre opinion qu'on négligea même de les renverser.

Malgré son immense savoir, sa profondeur de pensée et ses analyses abstraites, Hegel négligea de se libérer lui-même des préjugés propres à son temps — temps de restauration des anciens régimes de gouvernement et de religion. Mais ses disciples avaient des conceptions tout autres en la matière.

Hegel mourut en 1831 ; dès 1835 Strauss publia sa *Vie de Jésus*, premier ouvrage progressant au-delà des limites de l'hégélianisme orthodoxe. La voie était ouverte à d'autres. En 1837, des chrétiens s'élevèrent contre les néo-hégéliens, en les dénonçant comme athées et en demandant à l'Etat de sévir contre eux. Cependant, l'Etat n'intervint pas, et la polémique se poursuivit.

A ce moment, les néo-hégéliens étaient si peu conscients des conséquences de leurs propres raisonnements qu'ils repoussèrent l'accusation d'athéisme et se désignèrent eux-mêmes comme chrétiens et protestants, bien qu'ils contestaient l'existence d'un Dieu qui n'était pas homme et proclamaient que l'histoire des évangiles était pure mythologie. Il n'y a guère qu'un an que l'auteur de ces lignes reconnut, dans un pamphlet, que l'accusation d'athéisme était fondée<sup>32</sup>.

Mais l'évolution se poursuivait. Les Jeunes Hégéliens de 1842 furent ouvertement athées et républicains. La revue de ce parti — les *Annales Allemandes* — se fit de plus en plus radicale et amplifia son influence. Un journal politique<sup>33</sup> fut fondé, et toute la presse libérale allemande fut bientôt entièrement entre nos mains. Nous avions des amis dans presque toutes les villes importantes d'Allemagne ; nous procurions à tous les journaux libéraux la matière nécessaire et nous en fîmes indirectement nos organes ; nous inondions le pays de tracts et nous dominâmes bientôt l'opinion publique dans chaque question importante.

Un relâchement temporaire de la censure de presse accrut l'énergie de notre mouvement, qui était totalement nouveau pour une partie importante du public allemand. Nos journaux, publiés

sous l'autorisation d'un censeur gouvernemental, renfermaient des choses qui, en France, eussent été sanctionnées comme relevant de la haute trahison et qui, même en Angleterre, eussent provoqué un procès pour sacrilège.

L'action était si soudaine, si rapide, et elle fut menée si énergiquement que le public et les gouvernements furent un moment déroutés. Mais, cette violence de l'agitation démontrait simplement que nous ne nous appuyions pas sur un parti fort dans le public, sa puissance provenant bien plutôt de la surprise et de la confusion de nos adversaires. Lorsque les gouvernements recouvrèrent leurs esprits, ils prirent des mesures despotiques pour mettre fin à la liberté d'expression. Les tracts, journaux, revues, ouvrages scientifiques furent interdits par douzaines, et l'agitation tomba peu à peu. Il est évident qu'une intervention aussi tyrannique ne saurait arrêter le progrès de l'opinion publique ni étouffer les principes défendus par les agitateurs ; toute cette persécution ne fut d'aucune utilité pour les puissances régnautes, car si *elles* n'avaient pas maté le mouvement, il se serait heurté lui-même à l'apathie du grand public aussi peu préparé à des bouleversements radicaux que celui des autres pays. Qui plus est, même si cela ne s'était pas produit, les agitateurs auraient d'eux-mêmes cessé leur propagande républicaine, car, au fur et à mesure du développement conséquent de leur philosophie, ils étaient devenus communistes.

Au moment même où ils crurent avoir écrasé pour toujours le républicanisme, les princes et souverains d'Allemagne s'aperçurent que le communisme surgissait des cendres de l'agitation politique, et cette doctrine nouvelle leur apparût désormais plus redoutable et dangereuse que celle dont ils savouraient l'apparente défaite.

Dès le mois d'Août 1842, certains d'entre nous estimaient, dans le parti, que les changements simplement politiques seraient insuffisants et ils déclarèrent que *leurs conceptions philosophiques ne pouvaient qu'aller de pair avec une révolution sociale*, fondée sur la propriété collective dans la société. Cependant, les chefs de ce parti, tels les Dr. Bruno Bauer, Feuerbach et Ruge n'étaient pas disposés à franchir ce pas décisif.



Le journal politique du parti — la *Gazette rhénane* — publia quelques articles défendant le communisme, sans toutefois obtenir vraiment le succès escompté. Néanmoins, le communisme est une conséquence si *nécessaire* de la philosophie néo-hégélienne que nul adversaire ne pouvait plus l'écraser : au cours de cette année, nous eûmes la satisfaction d'enregistrer l'adhésion d'un certain nombre de républicains. Il y eut d'abord le Dr. Hess, qui collabora à la *Gazette rhénane*, aujourd'hui interdite, et qui fut pratiquement le premier communiste du parti ; puis d'autres, tels le Dr. Ruge, éditeur des *Annales Allemandes*, la revue scientifique des jeunes hégéliens qui fut interdite par décision de la Diète allemande ; le Dr. Marx, qui fut également rédacteur de la *Gazette rhénane* ; Georg Herwegh, poète, dont la lettre au roi de Prusse, écrite l'hiver dernier, a été traduite par la plupart des journaux anglais. Nous espérons que le reste du parti républicain passera progressivement à nos côtés.

Ainsi, il semble bien que le communisme philosophique se soit fermement enraciné en Allemagne, malgré les efforts des gouvernements pour l'écraser. En utilisant tous les moyens dont ils disposaient, ces gouvernements y ont détruit la presse de progrès ; mais ces efforts furent vains : nous utilisons la presse libre de Suisse et de France, qui circule en Allemagne comme si elle y était directement publiée. Toutes les interdictions et toutes les persécutions se sont avérées inefficaces, et le resteront sans doute. Les Allemands forment une nation philosophique et ne peuvent abandonner le communisme dès lors qu'il repose sur des principes philosophiques sains, et surtout s'il dérive de conclusions inéluctables de *leur propre philosophie*. Telle est la contribution que nous avons à apporter.

Notre parti doit démontrer que tous les efforts philosophiques de la nation allemande, de Kant à Hegel, étaient ou bien inutiles et même néfastes, ou qu'ils devaient aboutir au communisme ; que les Allemands doivent, ou bien rejeter leurs grands philosophes dont le nom glorifie leur nation, ou bien en venir au communisme. Inéluctablement, les Allemands seront poussés dans ce dilemme, et le camp que choisira le peuple ne fait guère de doute.

Les perspectives de fondation d'un Parti communiste parmi les classes cultivées de la société sont meilleures en Allemagne que partout ailleurs. Les Allemands forment une nation très désintéressée ; si, en Allemagne, les principes entrent en contradiction avec les intérêts, ce sont presque toujours les principes qui prennent le pas sur l'intérêt. C'est le même amour pour les principes abstraits, le même détachement de la réalité immédiate et de l'intérêt égoïste qui, ayant jeté les Allemands dans la position actuelle de nullité politique, vont y assurer le succès du communisme philosophique.

Il semblera fort singulier aux Anglais qu'un parti, dont le but est la destruction de la propriété privée, se compose essentiellement de gens possédant une fortune — et pourtant c'est ce qui se produit en Allemagne. Nous recrutons ainsi parmi les classes qui ont bénéficié des privilèges de la culture, autrement dit, chez les universitaires et les hommes d'affaires, qui n'ont pas éprouvé personnellement de grandes difficultés dans la vie.

En ce qui concerne les points particuliers de la doctrine, nous nous accordons mieux avec les socialistes anglais qu'avec n'importe quel autre parti. Comme le nôtre, leur système se fonde sur des principes philosophiques ; comme nous, ils luttent contre les préjugés religieux, tandis que les Français rejettent la philosophie et perpétuent la religion, en l'entraînant jusque dans le projet de la société nouvelle. Les communistes français nous ont surtout aidé au cours de la première phase de notre développement, et nous avons vite découvert que nous en savions plus long que nos enseignants.

En revanche, nous avons beaucoup à apprendre des socialistes anglais. En effet, même si nos principes fondamentaux nous procurent une base bien plus étendue, puisque nous avons recueilli un système philosophique qui embrasse toutes les branches des connaissances humaines<sup>34</sup>, il se trouve que sur le plan de l'économie et des réalités de l'ordre social actuel, les socialistes anglais nous précèdent de loin. Ils ont, pour ainsi dire, fait tout le travail. Quant à moi, je me trouve en accord sur presque toutes les questions avec les socialistes que j'ai rencontrés.

Il m'est impossible d'exposer ici notre système communiste, car mon article deviendrait trop long. J'espère pouvoir le faire bientôt, si la direction de *New Moral World* m'accorde une place dans son journal.

J'en viens à ma conclusion. Nous apprenons de Berlin que M. Edgar Bauer est sous le coup d'une inculpation parce qu'il a collaboré à une publication communiste<sup>35</sup>. A Stuttgart, un autre de nos amis vient d'être condamné pour un crime d'une espèce nouvelle : « la correspondance communiste ». En dépit des persécutions des gouvernements allemands, nous entreprendrons tout ce qu'il faut pour organiser une agitation efficace en faveur de la réforme sociale, pour fonder un nouveau périodique et pour assurer la diffusion de tous les écrits en faveur du communisme.

*Les crises anglaises.*

*Fr. Engels,  
« La Gazette rhénane »,  
9 Décembre 1842.*

La révolution est-elle possible ou même probable en Angleterre ?<sup>36</sup> Tout l'avenir de ce pays dépend de cette question. Posez-là à un Anglais, et il vous prouvera par mille belles raisons qu'il n'en est certes pas question. Il vous dira que l'Angleterre se trouve, sans doute, en ce moment dans une situation critique, mais que sa richesse, son industrie et ses institutions lui assurent les voies et les moyens pour se tirer de ce mauvais pas sans bouleversements violents ; que sa Constitution est assez élastique pour survivre aux batailles qui font subir les heurts les plus violents aux principes opposés, et pour s'adapter à tous les changements qu'imposent les circonstances, sans mettre en cause ses assises mêmes.

Il ajoutera même que la classe la plus basse se rend bien compte qu'elle a tout à perdre dans une révolution, parce que tout trouble de la paix publique entraîne nécessairement l'arrêt des affaires, et par suite le chômage généralisé et la disette. Enfin, il vous exposera tant d'arguments clairs et évidents que vous croirez, à la fin des fins, que la situation n'est pas si

critique en Angleterre, et qu'on a tendance à en exagérer la gravité sur le continent.

Bref, toutes les appréhensions éclatent et s'évanouissent comme bulles de savon quand elles entrent en contact avec la réalité tangible et une connaissance plus précise de la situation anglaise. Et il se trouve qu'on ne saurait avoir d'autre opinion si l'on se place du point de vue national anglais de la pratique immédiate et des intérêts matériels ; autrement dit, si l'on néglige la pensée théorique et la base matérielle pour ne voir que la surface des choses ; bref, si l'on ne voit plus la forêt à force de ne regarder que les arbres.

S'il est une chose que les Allemands trouvent évidente, mais que les Britanniques bornés ne sauraient admettre, c'est que, dans l'histoire, les prétendus intérêts matériels ne représentent jamais à eux tout seuls une fin en soi, et qu'ils n'agissent jamais indépendamment des forces conscientes ou inconscientes, qui sous-tendent la progression de l'histoire et la dirigent, tel un principe.

En fait, l'Etat anglais fait montre d'un exclusivisme politique et d'une auto-satisfaction qui retardent de plusieurs siècles par rapport à ce qui se passe sur le continent ; cet Etat ne connaît de la liberté que l'arbitraire, et se trouve encore plongé jusqu'au cou dans les formes du moyen âge. Or, il est impossible qu'un tel Etat n'entre pas finalement tout de même en conflit avec le développement matériel et spirituel atteint par la société anglaise. Ou cette analyse est-elle fausse ? Existe-t-il un pays au monde où le féodalisme ait maintenu son pouvoir avec une aussi grande continuité, et domine encore incontestablement les esprits dans la vie publique ?

De nos jours, la fameuse liberté anglaise consiste-t-elle encore en autre chose qu'en l'arbitraire le plus formel, c'est-à-dire à faire et à laisser faire tout ce qu'on veut, pourvu qu'on reste dans le cadre formel des lois existantes. Or, chacun sait ce que valent ces lois. C'est un fouillis de prescriptions confuses et contradictoires qui ont abaissé la dignité de la jurisprudence à une pure sophistication, que la justice ne suit jamais parce qu'elles ne correspondent plus à notre époque et permettent — si toutefois

l'opinion publique et l'instinct de justice l'admettaient — qu'un honnête homme ayant accompli l'acte le plus innocent soit catalogué comme criminel. La Chambre des Communes est-elle autre chose qu'un corps élu au moyen de pots-de-vin et totalement en dehors du peuple ? Le Parlement ne foule-t-il pas constamment aux pieds la volonté du peuple ? L'opinion publique a-t-elle la moindre action sur le gouvernement dans les questions importantes ? Son pouvoir n'est-il pas limité aux cas particuliers dans le contrôle de la justice et de l'administration ? Même l'Anglais le plus bouché ne nierait pas forcément tout cela. Or, une telle situation peut-elle encore durer ?

Mais, je vais abandonner le domaine des principes. En Angleterre, du moins entre les partis qui se disputent le pouvoir — les whigs et les tories — on ne connaît pas de luttes de principes, mais uniquement des conflits entre divers intérêts matériels. Nous voulons bien reconnaître ce qui milite en faveur de cet état de choses. Par nature, l'Angleterre est un pays pauvre, qui ne possède pas de richesses naturelles autres que sa situation géographique et ses mines de fer et de charbon, et n'a rien de fertile en dehors de ses quelques verts pâturages. Elle dépend donc essentiellement de son commerce, de sa navigation et de son industrie, et c'est surtout grâce à cette dernière qu'elle a pu se hisser à la première place parmi les nations. Mais, par la force des choses, dès lors qu'un pays est engagé dans cette voie, il ne peut tenir son rang qu'en accroissant continuellement sa production industrielle, car un arrêt de celle-ci équivaut déjà pour lui à un recul.

En outre, un Etat industriel a comme condition préalable que, pour protéger les sources de sa richesse, il lui faut absolument établir un système douanier de prohibition contre les produits industriels des autres pays. Or, comme l'industrie anglaise augmente le prix de ses produits en raison des tarifs douaniers sur les produits étrangers, il s'ensuit nécessairement que les droits de douane augmentent sans cesse, afin d'exclure la concurrence étrangère, conformément au principe admis ci-dessus.

C'est donc de deux côtés à la fois que résulte un procès

sans fin. Or, il s'agit là de contradictions d'intérêt inhérentes à la nature de l'Etat industriel. Nous n'avons donc pas besoin de recourir aux catégories philosophiques pour relever les contradictions qui déchirent l'Angleterre.

Mais, à propos de cette augmentation des produits et des tarifs douaniers, il se trouve que les industriels anglais ne peuvent pas imposer à tous leur volonté. Ainsi, il y a d'abord les pays étrangers qui possèdent, eux aussi, une industrie, et ne sont pas obligés de jouer les dépotoirs pour les produits anglais ; il y a ensuite les consommateurs anglais qui ne tiennent pas à se soumettre à une telle augmentation à l'infini des tarifs douaniers. Or, il se trouve que l'Etat industriel anglais s'est engagé dans un tel processus d'augmentation.

L'étranger ne veut pas de denrées anglaises, dès lors qu'il produit pour ses propres besoins, et les consommateurs anglais réclament unanimement l'abolition des tarifs douaniers prohibitifs. L'Angleterre est donc soumise à un dilemme que l'Etat industriel ne peut résoudre. C'est l'analyse directe des faits qui révèle tout cela.

A propos des tarifs douaniers, on reconnaît en Angleterre même que tous les articles de basse qualité peuvent être fournis mieux et moins chers par les entreprises allemandes et françaises ; il en va de même de quantité d'autres articles pour lesquels la fabrication anglaise est en retard sur celle du continent<sup>37</sup>.

Si le système de prohibition était aboli, l'Angleterre serait aussitôt inondée de ces produits, et l'industrie anglaise frappée à mort. D'autre part, l'Angleterre vient de s'assurer la libre exportation des machines. Comme elle est sans concurrent pour la fabrication de machines, le continent va se trouver en meilleur état de concurrencer les produits anglais grâce à ces machines modernes. Le système des tarifs douaniers de prohibition a ruiné les finances publiques anglaises, et ne serait-ce que pour cela, il faudrait l'abolir. Mais, quel en sera le résultat pour l'Etat industriel ?

10 Décembre 1842.

En ce qui concerne les produits anglais, l'Allemagne et la France ont exprimé assez clairement leur volonté de ne pas sacrifier plus longtemps leur industrie à celle de l'Angleterre. De toutes façons, l'industrie allemande notamment a déjà pris un tel essor qu'elle ne craint plus sa concurrente anglaise, qui a cessé de dominer le marché du continent, et ne conserve plus que le marché de l'Amérique et celui de ses autres colonies ; ce n'est donc que dans ces dernières qu'elle est vraiment assurée contre la concurrence étrangère, grâce à ses lois sur la navigation.

Cependant, les colonies ne suffisent pas à consommer tous les produits de l'immense industrie anglaise, dès lors que celle-ci subit ailleurs la forte concurrence des industries allemande et française. Certes, cette situation n'est pas due à l'industrie anglaise, mais au système de prohibition douanier, qui accroît démesurément le prix de tous les moyens de subsistance, et *donc* aussi des salaires. En effet, ce sont les salaires qui renchérissent les produits anglais par rapport à ceux de l'industrie du continent de sorte que l'Angleterre est menacée de devoir réduire son activité industrielle. Or, il est impossible qu'elle le fasse.

En effet, si l'industrie enrichit un pays, elle crée aussi une classe de non-possédants, de pauvres au sens absolu du terme, de gens qui vivent au jour le jour. Or, cette classe s'accroît à un rythme infernal et ne peut plus disparaître, parce que jamais plus elle ne pourra entrer en possession de biens stables. Le tiers ou presque la moitié des Anglais font aujourd'hui partie de cette classe.

Le moindre engorgement des affaires prive de pain une grande partie de cette classe ; une grande crise commerciale l'affecte tout entière. Dans ces conditions, que peut-elle donc faire, sinon se révolter ? Or, il se trouve qu'en vertu de sa masse, cette classe est devenue la plus puissante d'Angleterre : malheur aux riches d'Angleterre, si elle en prend conscience !

Certes, il n'en est rien encore. Le prolétaire anglais n'a qu'une vague idée de sa puissance ; c'est pourtant cet instinct

qui déclencha l'agitation de l'été dernier<sup>38</sup>. On n'a pas du tout saisi la nature de cette révolte sur le continent, et l'on n'y a pas considéré cette alerte comme sérieuse. Or, sur place on a vu les choses tout autrement.

En fait, toute cette affaire reposait sur une illusion : parce que des propriétaires de fabrique voulaient baisser les salaires, tous les ouvriers du coton, du fer et du charbon se crurent menacés. Or, ce n'était pas le cas. En outre, toute cette affaire n'était ni préparée, ni organisée, ni dirigée. On n'avait pas fixé de but aux grèves, et on ne s'était pas concerté sur l'action à mener. C'est ce qui explique que les grévistes hésitèrent dès que les autorités firent preuve de la moindre résistance, et que les ouvriers furent incapables de surmonter leur respect de la loi.

Lorsque les chartistes s'emparèrent des rênes du mouvement, et qu'ils proclamèrent devant les masses rassemblées la revendication de la Charte du Peuple<sup>39</sup>, il était déjà trop tard.

La seule idée qui animait à la fois les ouvriers et les chartistes, était celle d'une *révolution par la voie légale*, ce qui représente une contradiction dans les termes, une impossibilité pratique : ils échouèrent à vouloir l'exécuter.

Et, de fait, la première mesure qui leur était commune à tous — l'arrêt du travail dans les fabriques — était déjà *violente et illégale*. Toute cette agitation manquant de consistance, elle eût été écrasée dès le début, si les autorités, totalement prises au dépourvu, n'avaient hésité et manqué de moyens importants. C'est pourquoi une force militaire et policière minime suffit à tenir les masses en échec. On a vu à Manchester comment des milliers d'ouvriers furent encadrés et cernés sur une place par quatre ou cinq dragons qui tenaient les issues !

Le principe de la « révolution légale » avait tout paralysé. C'est ainsi que l'entreprise échoua. Tous les ouvriers reprirent leur travail lorsque leurs maigres économies furent dépensées et qu'il ne leur resta plus rien à manger.

La seule chose qui fut et reste utile dans tout cela pour les



sans-réserves, c'est la conscience qu'*une révolution par des voies légales est impossible, et que seule une révolution violente des rapports aberrants de la présente société — c'est-à-dire un renversement radical de l'aristocratie foncière et industrielle — peuvent améliorer la situation matérielle des prolétaires.*

Le respect peu commun qu'éprouvent les Anglais à l'égard de la loi, les empêche encore de faire une révolution violente. Mais, étant donné la situation ci-dessus mentionnée de l'Angleterre, il ne faudra guère attendre pour que les prolétaires en général soient privés de pain : la peur de la mort par inanition sera dès lors plus forte que la peur de la loi.

Cette révolution est inéluctable pour l'Angleterre. Mais, comme pour tout ce qui se passe en Angleterre, ce seront les intérêts — et non les principes — qui mettront en branle la révolution. Or, c'est précisément à partir des intérêts seulement que peuvent se développer les principes ; c'est dire que la révolution n'y sera pas seulement politique, mais encore sociale.

### *Lettre de Londres.*

*Fr. Engels,  
« Schweizerischer Republikaner »,  
27 Juin 1843.*

L'attention tout entière se concentre aujourd'hui sur O'Connell et sa campagne pour rompre les liens unissant l'Irlande à l'Angleterre<sup>40</sup>. O'Connell est un vieil avocat roué, qui, lorsque les whigs étaient au pouvoir, siégeait bien sagement aux Communes et aidait à faire passer des lois « libérales » que la Chambre Haute repoussait à chaque fois. Ce même O'Connell vient de quitter Londres et les débats parlementaires pour exhumer la vieille question de la séparation d'avec l'Angleterre.

Personne n'y songeait plus, et voilà que notre Old Dan débarque à Dublin et repart en campagne avec cette vieille revendication sans cesse ajournée. Rien d'étonnant à ce qu'elle fasse des bulles à force de fermenter ! Le vieux malin va de ville en ville, toujours accompagné de sa garde du corps qu'un roi

lui envierait : une suite de deux cent mille hommes ! Que ne pourrait-on faire de choses si on pouvait exploiter la popularité de O'Connell, ou si celui-ci se rendait mieux compte de ce qui se passe et faisait preuve de moins d'égoïsme et de vanité !

Deux cent mille hommes, et quels hommes ! Des hommes qui n'ont rien à perdre, dont les trois quarts n'ont qu'un lambeau sur le corps, d'authentiques prolétaires et sans-culottes, et en plus des Irlandais, de sauvages, d'indomptables, de fanatiques Gaëls. Il faut avoir vu les Irlandais pour les connaître. *Donnez-moi deux cent mille Irlandais, et je vous fous toute la monarchie anglaise en l'air.*

L'Irlandais est un enfant de la nature ; il est insouciant, gai et mange des pommes de terre. Notre civilisation l'arrache de sa lande où il a grandi dans une misérable chaumière, en vivant de maigres aliments et de thé léger. La faim le pousse vers l'Angleterre. Dans les villes et les fabriques anglaises, au milieu des machines et des égoïsmes glacés, il voit s'éveiller ses passions. Que signifie l'épargne pour cet enfant de la nature, simple et rude, qui a passé sa jeunesse à jouer dans la lande et à mendier sur les grands chemins ? Ce qu'il gagne, il le dépense follement ; puis il a faim jusqu'à la prochaine paie ou jusqu'à ce qu'il retrouve du travail ; mais, il est habitué à la faim. Lorsqu'il retourne chez lui, il va récupérer sa famille sur les grands chemins où elle s'est dispersée pour mendier, et ils se retrouvent si possible tous autour du pot de thé que la mère transporte toujours avec elle.

Mais, il a vu bien des choses en Angleterre : il a fréquenté des réunions publiques et des associations ouvrières. Il sait ce que signifie la séparation d'avec l'Angleterre et ce qu'il en est de Sir Robert Peel. Il n'a pas manqué de se bagarrer avec la police et peut vous en dire long sur les sentiments distingués et l'infamie des flics. Il a beaucoup entendu parler aussi de Daniel O'Connell. Le voilà donc revenu à sa vieille chaumière et à son champ de pommes de terre. Celles-ci sont bonnes à récolter, il les arrache et a de quoi vivre cet hiver. Mais, surgit l'intendant qui réclame le métayage. Dieu du ciel, où

est l'argent ? L'intendant est responsable du métayage devant le propriétaire de la terre : il fait appel à l'huissier. Notre Irlandais se révolte, et le voilà au trou. Enfin, on l'en extrait et on le laisse courir ; bientôt l'intendant, ou l'un de ceux qui a procédé aux enchères, est retrouvé mort dans un fossé.

C'est l'histoire de la vie de tous les jours d'un prolétaire irlandais. Elevé dans une ambiance à demi-sauvage, puis projeté dans un milieu tout civilisé, l'Irlandais entre en contradiction vivante avec lui-même, il est dans un état permanent d'irritation, dans une rage qui le dévore intérieurement, bref, il est donc prêt à tout.

En outre, il porte sur les épaules le joug d'une oppression vieille de plus de cinq siècles, avec toutes les conséquences que cela implique. Faut-il s'étonner qu'il soit toujours prêt à taper dans le tas avec une rage aveugle et que ses yeux manifestent un besoin incessant de vengeance et de destruction, besoin qui peut se réaliser contre le premier venu, bref, qu'il ne cherche qu'à frapper et à casser.

Mais, ce n'est pas tout. Les Gaëls éprouvent une haine nationale féroce contre les Saxons, et leur fanatisme de vieux catholiques est sans cesse attisé par les curés qui savent l'opposer à l'arrogance du clergé protestant : voilà qui permet tous les espoirs. Malheureusement, ces espoirs se trouvent aux mains de O'Connell, et il en dispose massivement : 150 000 hommes à Cork avant-hier ; 200 000 à Nenaph hier ; 400 000 aujourd'hui à Kilkenny, et voilà la série. Une campagne triomphale, un triomphe comme nul Empereur romain n'en organisa jamais.

Si O'Connell voulait vraiment le bien du peuple, s'il voulait vraiment éliminer la misère, et s'il ne poursuivait pas de misérables buts mesquins de juste milieu, qui transpercent dans les clameurs et l'agitation autour de sa séparation d'avec l'Angleterre, je voudrais bien savoir ce que Sir Robert Peel pourrait bien lui refuser, puisqu'O'Connell le lui réclame à la tête de la puissance formidable, dont il dispose pour l'heure !

Mais, que réalise-t-il avec toute cette puissance et ces millions d'Irlandais poussés à bout et aptes à porter les armes ? Il n'est

même pas capable de réaliser sa misérable rupture d'avec l'Angleterre. La cause en est évidemment qu'il ne prend pas la chose au sérieux, car il ne fait qu'utiliser le peuple irlandais, déjà épuisé et opprimé, pour mettre le gouvernement tory dans l'embarras et pour caser de nouveau ses amis dans l'administration. Or, Sir Robert Peel en est parfaitement conscient : c'est ce qui explique que 25 000 soldats suffisent à tenir en bride toute l'Irlande.

Si O'Connell était véritablement l'homme du peuple, s'il avait assez de courage et *s'il n'avait pas lui-même peur du peuple*, autrement dit s'il n'avait pas toute la duplicité d'un whig, mais était simplement un démocrate *conséquent*, il n'y aurait déjà plus un seul soldat anglais en Irlande, il ne se trouverait plus un seul de ces fainéants de pasteurs protestants dans des cantons strictement catholiques, ni aucun baron vieux-normand dans son château.

Mais voilà le hic : Si on lâchait un instant le peuple, Daniel O'Connell et ses aristocrates de la finance seraient eux-mêmes jetés sur la paille, comme il cherche à y mettre les tories. C'est ce qui explique que notre Daniel noue des contacts aussi étroits avec le clergé catholique, et qu'il prévient ses Irlandais contre les dangers du socialisme. C'est pour toutes ces raisons enfin qu'il repousse le soutien que lui proposent les chartistes. Cela ne l'empêche pas de parler, çà et là, de démocratie, comme Louis-Philippe parlait des institutions républicaines. Il est clair qu'il ne parviendra à rien d'autre qu'à développer la conscience politique du peuple irlandais, ce qui, finalement, se retournera dangereusement contre lui-même.

*Discours sur le parti chartiste, l'Allemagne et la Pologne.*

K. Marx et Fr. Engels,  
« *Deutsche Brüsseler Zeitung* »,  
9 Décembre 1847.

*Marx* : L'union et la fraternité des nations est un mot d'ordre que l'on trouve dans la bouche de tous les partis, et notamment des libres échangeistes bourgeois. De fait, il y a une certaine

fraternité entre les classes bourgeoises de toutes les nations. C'est la fraternisation des oppresseurs contre les opprimés, des exploités contre les exploités. De même que la classe des bourgeois d'un pays fraternise et s'unit contre les prolétaires d'un même pays, malgré la concurrence et la rivalité existant entre les membres individuels de la bourgeoisie, de même les bourgeois de tous les pays fraternisent et s'unissent contre les prolétaires de tous les pays, malgré leurs luttes mutuelles et leur concurrence sur le marché mondial.

Pour que les peuples puissent véritablement s'unir, il faut que leur intérêt soit commun. Pour que leur intérêt puisse être commun, il faut abolir les rapports de propriété actuels, car les rapports de propriété actuels déterminent l'exploitation des peuples entre eux. Or, seule la classe ouvrière a intérêt à éliminer les conditions de propriété actuelles, de même qu'elle seule en a les moyens.

La victoire du prolétariat sur la bourgeoisie sera en même temps la victoire sur les conflits des nations et des économies qui, de nos jours, poussent chaque peuple contre l'autre. La victoire du prolétariat sera donc le signal de la libération de tous les peuples opprimés.

La Pologne d'ancien régime est, certes, ruinée, et nous sommes les derniers à vouloir la restaurer. Mais, il n'y a pas que la vieille Pologne qui soit ruinée, la vieille Allemagne, la vieille Angleterre et toute la vieille société sont ruinées. Mais, la ruine de la vieille société n'est pas une perte pour nous, qui n'avons rien à perdre dans la vieille société, comme c'est également le cas pour la grande majorité de la population. Au contraire, nous avons tout à gagner dans la ruine de la vieille société qui conditionne la formation d'une société ne reposant plus sur des oppositions de classes.

De tous les pays, l'Angleterre est celui où l'antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie est le plus développé. La victoire des prolétaires anglais sur la bourgeoisie anglaise sera donc décisive pour la victoire de tous les opprimés sur leurs oppresseurs. C'est pourquoi la Pologne n'est pas à émanciper en

Pologne, mais en Angleterre. C'est pourquoi vous — les chartistes — vous n'avez pas à formuler des vœux pieux pour la libération des nations : renversez vos propres ennemis à l'intérieur, et vous pourrez avoir la fière conscience d'avoir défait toute la vieille société <sup>41</sup>.

*Engels* : Permettez-moi, chers amis, d'intervenir exceptionnellement, pour une fois, à titre d'Allemand. Nous autres démocrates allemands, nous sommes particulièrement intéressés à la libération de la Pologne. Ce furent les princes allemands qui tirèrent avantage du partage de la Pologne, ce sont des soldats allemands qui oppriment aujourd'hui encore la Galicie et la Posnanie. Nous autres Allemands, et nous autres démocrates allemands plus encore, nous devons avoir à cœur d'effacer cette tache de notre nation. *Une nation ne peut pas devenir libre tout en continuant d'opprimer d'autres nations.* La libération de l'Allemagne ne peut donc pas être réalisée sans que l'on libère la Pologne de l'oppression allemande. C'est pourquoi la Pologne et l'Allemagne ont un intérêt commun, et c'est pourquoi les démocrates polonais et allemands peuvent collaborer à l'émancipation des deux nations.

Personnellement, j'ai aussi la conviction que les chartistes anglais frapperont le coup décisif qui donnera la victoire à la démocratie et qui aura pour effet de libérer tous les pays d'Europe. Je suis venu en Angleterre il y a plusieurs années et j'ai aussitôt ouvertement adhéré au mouvement chartiste. Les chartistes anglais se soulèveront les premiers parce que c'est précisément en Angleterre que la lutte entre bourgeoisie et prolétariat est la plus vive <sup>42</sup>. D'où provient cette violence ? En Angleterre, l'industrie moderne, les machines ont rassemblé par la force des choses toutes les classes opprimées en une seule grande classe ayant des intérêts communs, la classe du prolétariat. Du même coup, au pôle opposé, toutes les classes oppresseuses ont, elles aussi, été rassemblées en une seule classe bourgeoise. Tout cela simplifie la lutte, et c'est ce qui permettra d'arriver à la décision en frappant un seul grand coup.

En est-il vraiment ainsi ? L'aristocratie n'a plus de puissance

en Angleterre, la bourgeoisie détient seule le pouvoir et a pris en remorque l'aristocratie. Mais, face à la bourgeoisie, se dresse toute la grande masse du peuple, uni en une terrible phalange, dont la victoire sur les capitalistes régnants approche à grands pas.

C'est aux machines que vous devez la suppression des intérêts opposés qui séparaient autrefois les travailleurs et les compartimentaient en plusieurs fractions, de même vous leur devez le nivellement des conditions de vie de tous les travailleurs. Sans les machines il n'y aurait pas de chartisme. Certes, les machines aggravent momentanément votre situation, mais c'est précisément pourquoi, elles nous permettent aussi de remporter la victoire.

Mais, ce n'est pas seulement en Angleterre, mais encore dans tous les autres pays que les machines ont eu ces effets sur les travailleurs. En Belgique, en Amérique, en France, en Allemagne, elles ont égalisé la situation de tous les travailleurs ou les égalisent chaque jour un peu plus. Dans tous ces pays, les travailleurs ont désormais le même intérêt, à savoir : renverser la classe qui les opprime, la bourgeoisie.

Ce nivellement des conditions de vie, cette identification des intérêts de parti des travailleurs de toutes les nations, voilà le résultat des machines. C'est pourquoi les machines représentent un immense progrès. Que devons-nous en conclure ? Etant donné que la situation des travailleurs de tous les pays est la même, que leurs intérêts sont les mêmes tout comme leurs ennemis sont les mêmes, ils doivent lutter ensemble et ils doivent opposer à la fraternité des bourgeois de tous les pays une fraternité des travailleurs de tous les pays.

# ÉLABORATION DE LA STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE

## *Notice du traducteur*

Etant la science du devenir, le marxisme est prévision du mouvement social futur. Ce n'est pas seulement dans les dernières pages du *Manifeste* qu'il énonce la stratégie à suivre par les divers partis communistes européens, mais encore dans ses premiers écrits. En effet, la prévision se trouve inscrite aussi bien dans les écrits dits philosophiques, qu'économiques ou politiques.

Dans les textes qui vont suivre, nous trouvons d'abord un écrit polémique, qui relève de l'économie et distingue entre deux phases de la révolution socialiste : l'une *politique*, dans la mesure où il faut commencer par détruire les institutions existantes de la société bourgeoise ; l'autre *sociale*, qui caractérise l'activité spécifiquement communiste.

Ce texte suppose, chez son auteur, une claire vision des rouages de la société bourgeoise, et de la place qu'y occupe la violence. Il se relie non seulement à la critique de l'Etat et



du Droit de Hegel, mais encore à celle de l'économie bourgeoise, à laquelle Engels et Marx s'étaient attachés dès 1843. Marx savait déjà que les forces productives du prolétariat avaient créé au sein même de la société bourgeoise les bases du socialisme, démonstration qui rompaît le plus nettement avec le socialisme utopique et fondait la méthode matérialiste de l'histoire et de l'économie : « Les innombrables formes contradictoires de l'unité sociale ne sauraient être éliminées par de paisibles métamorphoses. Au reste, toutes nos tentatives de les faire éclater seraient du donquichottisme, si nous ne trouvions pas, enfouies dans les entrailles de la société telle qu'elle est, les conditions matérielles et les rapports de distribution de la société sans classes » (*Fondements de la Critique de l'économie*, vol. I, p. 97-98).

La phase *politique* de la révolution implique l'édification d'un Etat de la dictature du prolétariat, à seule fin de tenir en échec les survivances du capitalisme et de détruire les entraves au développement du socialisme, qui n'a pas besoin de violence dès lors qu'il est lui-même. Le socialisme ne se construit pas au moyen de l'Etat. Comme le dit le *Manifeste*, il suffit de mesures despotiques contre les anciennes structures et classes sociales.

Ceci étant établi, Marx passera, dans les textes suivants, à la prévision plus immédiate des tâches de la révolution imminente de 1848, au plan stratégique des forces révolutionnaires dans les pays où la révolution serait prolétarienne aussi bien que dans ceux où la révolution bourgeoise devait encore être historiquement progressive.

C'est toute l'histoire vivante qui, au cours des années 1840, suggérait à Marx et à Engels, la prévision des luttes à venir. Ainsi, la révolution française était, pour ainsi dire, un problème plus brûlant pour l'Allemagne d'alors que pour la France. En effet, les Allemands étaient à la veille de leur révolution bourgeoise qui devait être au moins aussi européenne, c'est dire qu'ils espéraient la relancer à une échelle plus vaste encore que la française. Ils avaient *actuellement* aussi les mêmes ennemis que les révolutionnaires français de l'époque.

Tout cela se sentait jusque dans la vie quotidienne de

l'Allemagne. En effet, si la révolution française avait été vaincue par la sinistre Sainte-Alliance, la France n'avait pas perdu, pour l'essentiel, les conquêtes de la révolution, alors que l'Allemagne était plus impuissante que jamais. La révolution y avait balayé les structures surannées du féodalisme et de l'absolutisme, mais la contre-révolution avait restauré pratiquement l'ancien régime et morcelé à nouveau le pays en plus de trente-six petits Etats particularistes. En fait, la Sainte-Alliance pesait plus lourdement sur l'Allemagne que sur la France, désormais bourgeoise.

Marx et Engels se rattacheront tout naturellement aux Buonarrotti, Cloots, ces Italiens, Allemands, etc... qui avaient, avec les hébertistes, enragés et babouvistes, prôné l'extension de la révolution française à toute l'Europe grâce à la guerre révolutionnaire. C'est pourquoi Marx et Engels sauront d'emblée que, dans la révolution imminente de 1848, non seulement le prolétariat des pays avancés, mais encore celui des pays attardés, auront un rôle essentiel. D'emblée, ils seront pessimistes sur le rôle révolutionnaire que jouera encore la bourgeoisie en Europe, après que le capitalisme anglais se fût rangé aux côtés de l'absolutisme féodal en 1793, que la bourgeoisie française fût satisfaite des résultats de la période de 1789-1815 et craignît davantage le prolétariat que ses rivaux capitalistes de l'étranger ou même ses anciens ennemis féodaux.

En effet, l'histoire ultérieure a confirmé que la révolution française satisfaisait, dans ses résultats et son échec final, la bourgeoisie d'Europe occidentale, qui s'était implantée dans les zones défrichées par les révolutionnaires de 1789 et Napoléon I<sup>er</sup> pour y installer son industrie, à savoir l'ossature créée par l'industrie d'armement de la France révolutionnaire et formée par les centres industriels de la Ruhr et de la Rhénanie, de l'Italie du Nord (Milan-Gênes-Turin) pour suivre la ligne de la Lorraine, de la Sarre et du Nord de la France et boucler l'anneau en Belgique, avec le Borinage et Liège. C'est sur cette base économique que s'appuiera désormais la bourgeoisie européenne ainsi que les mouvements nationaux bourgeois.

Marx et Engels et, avec eux, tous les révolutionnaires alle-

mands, italiens, hongrois, polonais, etc... tenteront désespérément d'élargir cet axe vital de la production, dont la bourgeoisie se contentera pratiquement jusqu'à nos jours. Il faudra effectivement une révolution socialiste — celle de 1917 — pour industrialiser l'Est européen. Quoi qu'il en soit, Marx et Engels tenteront sans cesse de déborder la bourgeoisie d'Europe occidentale, soit en la poussant en avant, soit en tentant une révolution plus radicale, où de toutes façons, l'Allemagne était appelée à jouer un rôle primordial, non pas tant au point de vue national qu'international.

Après que Marx et Engels aient critiqué l'économie politique bourgeoise (qui constitue un progrès historique déterminé), ils feront la critique des diverses solutions bourgeoises proposées à l'Allemagne. On peut ramener celles-ci à deux schémas essentiels, qui, théoriquement, étaient progressifs dans l'Allemagne des années 1840.

Il y a d'abord celle républicaine de Börne qui se propose d'imiter purement et simplement la révolution française. Mais, il est facile à Marx et à Engels de la réfuter, et les événements ont déjà confirmé que la révolution nationale allemande devait se faire contre la France, comme la française avait dû se faire contre l'Angleterre. Bien sûr, Napoléon I<sup>er</sup> avait balayé les structures féodales en Allemagne, mais étant devenu impérialiste, les révolutionnaires allemands avaient été obligés de se tourner contre lui pour libérer la nation. Enfin, l'histoire avait déjà démontré que les bourgeois ne seraient jamais révolutionnaires en Allemagne. La bourgeoisie allemande n'était-elle pas parfaitement intégrée au système de la Sainte-Alliance pour les besoins de ses affaires ?

La position de Hegel était plus forte : le renouveau social de l'Allemagne devait prendre des teintes romantiques, anti-rationalistes et anti-françaises. Les mots d'ordre de liberté, d'égalité et de fraternité à la française (en réalité, caractéristiques de la bourgeoisie) ne devaient pas apparaître au grand jour. Le caractère national de la révolution bourgeoise devait l'emporter sur le caractère « universel ». En faisant l'apologie de l'Etat, principe suprême, Hegel se fit le théoricien de la monarchie

absolue et de la Prusse, tout en s'emparant de l'idée de la révolution française (bourgeoise) : il prôna donc la révolution par le haut, c'est-à-dire en s'appuyant non pas sur les masses révolutionnaires, incontrôlables en Allemagne, mais sur la force de l'armée et de l'Etat organisés.

Du point de vue philosophique, Marx put facilement démontrer (dès sa thèse de doctorat) que le système achevé et clos de Hegel demeurait sur un terrain idéaliste abstrait, et procédait par accommodation des contraires au moyen de la catégorie de l'Etat. Marx prônait, en revanche, une philosophie dialectique du mouvement des forces élémentaires (classes) ; il eût tôt fait de rattacher la position de Hegel à l'une des grandes forces officielles existant en Allemagne : l'Etat prussien. L'histoire lui avait appris quelle était la nature de cet Etat et ce que signifierait l'unification allemande réalisée par cette institution, différente par nature de l'Allemagne, c'est-à-dire du but proposé. La solution toute faite d'accommodations aboutirait à la « Realpolitik », sans principe et purement opportuniste, incapable de réaliser une véritable révolution bourgeoise et d'unifier vraiment l'Allemagne.

La solution de Hegel était non seulement infiniment au-dessous de celle de Marx et d'Engels, mais elle n'atteignait même pas le niveau des bourgeoisies révolutionnaires classiques. Il est vrai que la dernière révolution bourgeoise classique avait été faite sur le continent en 1789. Désormais, triomphant ou battu, le spectre du prolétariat révolutionnaire suivait pas à pas la bourgeoisie, et la précipitait au premier péril dans les bras de la contre-révolution et des forces féodales.

Nous avons vu qu'avant 1848, l'épicentre du socialisme se trouvait en Angleterre où le parti chartiste organisait les forces actives du prolétariat : la révolution ne pouvait devenir sérieuse et triompher que si le prolétariat anglais entraînait dans la lutte.<sup>42</sup> La France, aux traditions révolutionnaires si vives, devait donner le signal du combat, tandis que l'attention des communistes se tournaient vers l'Allemagne, où la vieille société traditionnelle était au point de crise le plus profond. Telle fut donc tout logiquement la perspective de Marx et d'Engels pour 1848.

Toute l'œuvre converge vers cette conclusion, que nous trouverons dans le second article reproduit ici, le fragment de l'« Introduction à la Critique de la Philosophie du droit de Hegel » (fin 1843-début 1844), auquel Marx, lui-même, fait allusion dans l'article suivant.

K. Marx,  
« Notes critiques relatives à l'article :  
« Le roi de Prusse et la Réforme sociale.  
Par un Prussien », in « Vorwaerts », 7 Août 1844.

Le numéro 60 du *Vorwaerts* contient un article intitulé « Le roi de Prusse et la réforme sociale », et signé par « un Prussien »<sup>43</sup>.

Ce soi-disant Prussien évoque tout d'abord le contenu de l'ordonnance prise par le Cabinet royal de Prusse à la suite du *soulèvement des travailleurs silésiens*, puis il critique le commentaire qu'en avait fait la *Réforme*. Ce journal français estime que la frayeur et le sentiment religieux du roi expliquent l'ordonnance de son Cabinet, et il y voit l'annonce que de grandes réformes attendent la société bougeoise. Voici ce que le Prussien lui répond :

« Le roi et la société allemande n'en est pas encore à pressentir sa réforme \*. Le soulèvement de Silésie et de Bohème n'ont pas encore créé un tel climat. En effet, il est impossible de considérer la crise *partielle* des régions manufacturières d'un pays aussi *apolitique* que l'Allemagne comme un événement général ni, à plus forte raison, comme préjudiciable à tout le monde civilisé. L'événement a pour les Allemands le même caractère local qu'une famine ou une quelconque calamité naturelle. C'est ce qui explique que le roi n'y ait vu qu'une défaillance de l'*administration* et des services de *bienfaisance*. C'est ce qui explique aussi que des forces militaires peu importantes aient

\* On aura remarqué les incohérences de style et de grammaire : « Le roi et la société allemande n'en est (?) pas encore à pressentir sa réforme » (du roi ou de la société ?). (Marx).

eu raison des faibles tisserands, que les destructions de machines et d'installations n'aient pas provoqué la terreur du roi ni celle de l'administration. Qui plus est, ce n'est pas le sentiment religieux qui a dicté l'ordonnance du Cabinet prussien. Celle-ci n'est que la froide application d'une gestion chrétienne de l'Etat et d'une doctrine qui recourt au remède de la bonne conscience des cœurs chrétiens : la misère et le crime sont deux grands maux : qui peut les guérir ? l'Etat et l'administration ? non pas, mais la communion de tous les cœurs chrétiens. »

Notre soi-disant Prussien nie que le roi ait été effrayé, parce que des forces militaires peu nombreuses l'ont emporté sur de faibles tisserands. Dans un pays où le Cabinet royal éprouve le besoin de promulguer une ordonnance contre un simple banquet où l'on porte quelques toasts libéraux en buvant une coupe libérale de champagne (il suffit de se souvenir de la réunion de Dusseldorf)<sup>44</sup> ; dans un pays où l'on n'a même pas besoin d'un seul soldat pour réprimer les velléités de toute la bourgeoisie libérale en ce qui concerne les libertés de la presse et la Constitution ; dans un pays où l'obéissance passive est à l'ordre du jour ; dans un tel pays n'est-ce pas un événement, ou mieux un événement terrible, que le pouvoir soit obligé d'employer la force armée contre de faibles tisserands ? Or, il se trouve que ces faibles tisserands ont été écrasés par une troupe qui eut besoin de renforts. Le soulèvement d'une masse d'ouvriers n'est-il pas dangereux tant qu'il ne faut pas toute une armée pour l'écraser ? Si notre futé Prussien comparait l'émeute de Silésie aux soulèvements des ouvriers anglais, il trouverait que les tisserands silésiens sont décidément bien forts.

C'est le rapport général entre la *politique* et l'état *social* qui peut nous expliquer pourquoi l'émeute des tisserands n'a pas trop effrayé le roi. En effet, il suffit de savoir qu'elle n'était pas tant dirigée contre le roi de Prusse que contre la bourgeoisie. Etant un aristocrate et un monarque absolu, le roi de Prusse déteste la bourgeoisie. Il n'a donc pas lieu d'être effrayé si celle-ci va lui être encore plus soumise et devient d'autant plus impuissante que ses rapports avec le prolétariat se tendent. On sait que le catholique déteste plus le protestant que l'athée, tout comme

le légitimiste déteste davantage le libéral que le communiste. Ce n'est pas que l'athée et le communiste soient plus proches du catholique et du légitimiste, au contraire, ils leur sont plus étrangers que le protestant et le libéral, parce qu'ils se situent *en dehors* de leur sphère.

Ainsi, en politique, le roi de Prusse trouve une opposition directe chez les libéraux. Pour le roi, l'opposition du prolétariat n'existe pas davantage que le roi lui-même n'existe pour le prolétariat. Il faudrait que le prolétariat eût atteint déjà une puissance décisive pour supprimer ces antipathies et ces oppositions politiques et s'attirer l'hostilité de tous en politique. Enfin, comme le roi adore faire l'intéressant et l'important, il est sans doute agréablement surpris et tout excité d'apprendre qu'un paupérisme, si passionnant et riche d'avenir, fleurit sur ses propres terres, et qu'il trouve ainsi une bonne occasion de faire parler de lui. On peut imaginer la joie qu'il a ressentie en apprenant qu'il avait désormais son paupérisme à lui, un royal et prussien paupérisme !

Quant à notre Prussien, il est tout malheureux d'avoir à dénier au sentiment religieux du roi la cause unique de l'ordonnance du Cabinet prussien. En effet, dit-il, celle-ci est la froide conséquence d'une gestion chrétienne de l'Etat, un « froid » résultat de la doctrine « qui recourt au remède de la bonne conscience des cœurs chrétiens ». Mais, le sentiment religieux n'est-il pas la source de cette gestion chrétienne de l'Etat ? La doctrine qui a ses remèdes dans la bonne conscience des cœurs chrétiens ne repose-t-elle pas sur le sentiment religieux ? Une froide conséquence d'un sentiment religieux cesse-t-elle d'exprimer le sentiment religieux ? Au demeurant, il faut un sentiment religieux très développé pour dénier au seul Etat et à la seule administration le pouvoir de guérir les grands maux sociaux et pour en chercher les remèdes dans la « communion des cœurs chrétiens ». En effet, il faut un sentiment religieux élevé pour trouver que tout le mal provient d'un manque d'esprit chrétien et conseiller à l'administration de renforcer le sens chrétien pour remédier à tous les maux. En fait, notre Prussien reconnaît lui-même que le but de l'ordonnance royale est le sentiment chrétien.

Qu'il soit froid ou chaleureux, le sentiment chrétien est le seul bien : le mal est là où le sentiment chrétien fait défaut. Etant le seul bien, il est aussi le seul à créer le bien : il est donc normal que le sentiment chrétien ayant dicté l'ordonnance royale, celle-ci dicte à son tour le sentiment chrétien. Un politicien ayant une froide conscience chrétienne n'hésiterait pas forcément à demander le concours de pieux prêcheurs afin d'exhorter les consciences à plus de christianisme.

Notre soi-disant Prussien démontre à la *Réforme* que le sentiment religieux n'est pas la seule source de l'ordonnance du Cabinet, en présentant celle-ci comme l'expression du sentiment religieux ! Avec une telle « logique », on ne peut guère attendre de grands résultats de son analyse des mouvements sociaux. Ainsi, notre Prussien bavarde du rapport entre la société allemande, le mouvement ouvrier et la réforme sociale.

Pour notre part, nous introduisons des distinctions dans toutes ces notions. Par exemple, dans la société allemande, nous trouvons le gouvernement, la bourgeoisie, la presse, et enfin les travailleurs eux-mêmes. Notre Prussien en fait une seule masse et la condamne en bloc, à partir de son point de vue élevé. C'est cette « société allemande » qui, selon lui, « n'en est pas encore à pressentir sa réforme ».

Pourquoi cet instinct lui manque-t-il ? Le Prussien répond : « Il est impossible de considérer la crise *partielle* des régions manufacturières d'un pays aussi *apolitique* que l'Allemagne comme un *événement général*, ni, à plus forte raison, comme préjudiciable à tout le monde civilisé. L'événement a pour les Allemands le même caractère *local* qu'une famine ou une quelconque calamité naturelle. C'est ce qui explique que le roi n'y ait vu qu'une défaillance de l'administration et des services de bienfaisance. »

Notre Prussien explique donc la fausse idée que l'on se fait de la détresse des travailleurs par ce que le pays a de *particulier* : être *apolitique*. On nous concèdera que l'Angleterre est un pays *politique*. Or, l'Angleterre est le *pays du paupérisme*, ce mot étant même d'origine anglaise. C'est en nous tournant vers l'Angleterre que nous découvrirons mieux le rapport liant



le paupérisme à un pays organisé de manière *politique*. En Angleterre, la misère des ouvriers n'est pas *partielle*, mais *universelle* ; elle ne se limite pas aux régions industrielles, elle s'étend même aux districts agricoles. Cette évolution n'est pas ici à son début : elle revient cycliquement depuis un siècle environ.

Or, quelle idée se font du paupérisme la bourgeoisie *anglaise*, ainsi que le gouvernement et la presse qui lui sont liés ?

Dans la mesure où la bourgeoisie anglaise reconnaît le paupérisme comme effet de sa politique, les whigs en rejettent la faute sur les tories, et les tories sur les whigs. A en croire les whigs, la source principale du paupérisme, c'est le monopole de la grande propriété foncière et les lois de prohibition contre l'importation du blé. A en croire les tories, tout le mal provient du libéralisme, de la concurrence au sein d'un réseau trop vaste de fabriques. Aucun des deux partis ne trouve la cause dans la politique tout court, mais plutôt dans celle du parti adverse. Aucun d'eux ne songe donc à changer la société.

L'expression la plus nette du paupérisme en Angleterre — du point de vue, bien sûr, de la bourgeoisie et du gouvernement anglais — nous est fournie par *l'économie politique anglaise*, ce reflet scientifique de la situation économique du pays.

L'un des meilleurs et des plus réputés parmi les économistes anglais, MacCulloch, disciple du cynique Ricardo, connaît fort bien la situation actuelle et a une vision d'ensemble de l'évolution de la société bourgeoisie. Lors d'un cours public et au milieu des applaudissements, il s'est permis d'appliquer à l'économie politique ce que Bacon dit de la philosophie :

« Suspendant inlassablement son jugement pour progresser petit à petit, après avoir surmonté l'un après l'autre les obstacles qui, comme des montagnes, arrêtent le cours de ses études, le sage véritable finit par atteindre le sommet de la science, là où l'on jouit du calme et de l'air pur, là où la nature s'offre au regard dans toute sa splendeur, et à partir d'où l'on peut redescendre, par un sentier doucement incliné, aux ultimes détails de la pratique. »

Le bon *air pur*, c'est-à-dire l'atmosphère empestée des taudis

et des sous-sols anglais ! La splendeur de la nature, c'est-à-dire les haillons horribles des miséreux anglais et les corps ratatinés des femmes usées par le travail et la misère, les enfants couchés sur des grabats immondes, les avortons produits par l'excès de travail parmi les machines monotones des fabriques ! Pour ce qui est des très chers *ultimes détails de la pratique* : la prostitution, le crime et la prison !

Même la fraction de la bourgeoisie anglaise qui a le plus conscience des dangers du paupérisme, conçoit ce danger ainsi que les moyens pour y remédier d'une façon non seulement particulière, mais encore, disons-le sans détour, puérile et ingénue.

C'est ainsi que, dans sa brochure *Recent Measures for the Promotion of Education in England*, le docteur Kay ramène tout aux lacunes et négligences de l'éducation. Et devinez pourquoi ? C'est par manque d'éducation que l'ouvrier méconnaît les lois naturelles du commerce, ce qui l'entraîne inmanquablement au paupérisme. C'est, au demeurant, la même raison qui le pousse à se révolter. Or, tout cela pourrait « troubler la prospérité des manufactures et du commerce anglais, ébranler la confiance mutuelle des hommes d'affaires et amoindrir la stabilité des institutions politiques et sociales ». C'est à ce point que la bourgeoisie anglaise et sa presse ignorent le paupérisme, cette maladie nationale de l'Angleterre.

Mais, considérons de plus près les reproches que notre Prussien adresse à la société allemande. La raison du paupérisme se trouve-t-elle dans *l'apolitisme* de l'Allemagne ? Si la bourgeoisie de cette *apolitique* Allemagne ne parvient pas à se hausser à l'intelligence d'une misère *partielle*, nous avons vu que la bourgeoisie *politique* d'Angleterre sait, en revanche, ignorer l'importance générale d'une misère *universelle*. Or, cette misère est universelle d'abord dans le temps, par son retour périodique, puis dans l'espace, par son étendue, et enfin par l'échec qu'ont subi toutes les tentatives faites pour y remédier.

Notre Prussien impute encore à l'apolitique Allemagne le fait que le roi de Prusse attribue la source du paupérisme aux *défaillances de l'administration et de la bienfaisance publiques*,

et il propose en conséquence de remédier au paupérisme grâce à des mesures administratives d'assistance.

Cette conception est-elle propre à la Prusse ? Jetons un coup d'œil sur l'Angleterre, le seul pays dont on puisse dire qu'il ait engagé une vaste action *politique* contre le paupérisme.

L'actuelle législation anglaise sur les pauvres date de la loi promulguée par l'Acte 43 du gouvernement d'Elizabeth \* Quelles mesures y sont donc prévues ? Obligation est faite aux paroisses de secourir les travailleurs indigents ; il y a ensuite la taxe pour les pauvres et l'assistance légale. Cette législation — ou mesures administratives d'assistance — se prolonge depuis deux siècles. Après cette longue et amère expérience, quel est le point de vue du Parlement dans son bill d'amendement de 1834 ?

Il commence par déclarer que l'effroyable accroissement du paupérisme est dû aux *défaillances de l'administration*.

Il réforme donc la gestion des taxes pour les pauvres effectuée jusqu'ici par les fonctionnaires de chaque paroisse ; il regroupe cette administration dans des *Unions* formées d'une vingtaine de paroisses. Le bureau d'assistance aux indigents, dont les fonctionnaires sont élus par les citoyens soumis à la taxe pour les pauvres, doit se réunir à un jour déterminé au siège de l'*Union*, afin de décider de l'attribution des secours. Ces bureaux sont dirigés et contrôlés par des délégués du gouvernement — la Commission centrale de Somerset House — autrement dit le *Ministère du Paupérisme*, selon l'expression frappante d'un Français<sup>45</sup>. Le capital géré par cette Administration atteint presque la somme que coûtent les dépenses militaires en France. Le nombre des sections locales s'élève à cinq cents, et chacune d'elles utilise, au minimum, douze fonctionnaires.

Pendant, le Parlement anglais ne se contenta pas d'une simple réforme *formelle* de l'administration. C'est dans la Loi

\* Il n'est pas utile de remonter ici jusqu'au Statut du travailleur établi sous le règne d'Edouard III. (Marx).

sur les pauvres elle-même qu'il découvrit la source principale du paupérisme aigu en Angleterre : le moyen légal contre la misère sociale — la bienfaisance — favorise la misère sociale ! Quant au paupérisme en général, c'est une loi éternelle de la nature, d'après la théorie de Malthus : « Comme la population tend sans cesse à dépasser les moyens de subsistance, la bienfaisance est pure folie, c'est un encouragement public à la misère. L'Etat n'a rien d'autre à faire qu'à abandonner les miséreux à leur sort et, tout au plus, à faciliter la mort des pauvres. »

Cette théorie humanitaire, le Parlement la complète par l'idée que le paupérisme est un malheur suscité par l'ouvrier lui-même : il n'y a donc pas lieu de l'en prévenir comme d'un malheur, mais de l'en châtier comme d'un crime. Ainsi naquirent les *workhouses*, autrement dit les « maisons de travail pour indigents », dont l'organisation intérieure empêche, par son horreur, les miséreux d'y chercher refuge contre la mort par inanition. Dans ces maisons du travail, la bienfaisance est savamment combinée avec la vengeance de la bourgeoisie contre les miséreux qui font appel à sa charité.

Ainsi, l'Angleterre a tout d'abord essayé d'éliminer le paupérisme grâce à la bienfaisance et aux mesures administratives. Puis elle considéra que le paupérisme faisait des progrès incessants non seulement comme conséquence nécessaire de l'industrie moderne, mais encore par l'effet même de la taxe anglaise sur les pauvres. Elle ne vit plus alors qu'une *particularité* de la législation anglaise dans la misère *universelle*. Ce que l'on attribuait d'abord aux *faiblesses* du système de bienfaisance, on l'attribue maintenant à ses *excès*. C'est pourquoi on imputa finalement aux pauvres la faute de leur misère, et ils furent châtiés en conséquence.

La conclusion générale à laquelle en est arrivée la *politique* en Angleterre, c'est qu'en dépit des mesures administratives, le paupérisme a fini par s'accroître jusqu'à devenir une *institution nationale* si bien qu'on l'a soumise à une véritable administration bien ramifiée et fort étendue, dont la tâche *n'est plus seulement* de l'étouffer, mais de le *discipliner* et de le perpétuer. Cette administration a donc renoncé à tarir activement la source du paupé-

risme : elle se contente à chaque fois qu'elle resurgit à la surface du pays officiel, de lui creuser une tombe mortuaire avec une tendresse toute policière. Loin de dépasser le cadre des mesures de bienfaisance administratives, l'Etat anglais en est revenu en deça. Il ne fait plus qu'administrer les pauvres qui sont assez désespérés pour se laisser capturer et enfermer.

Ce que notre Prussien nous a appris sur les procédés employés par le roi de Prusse n'a rien d'original, comme on le voit. Cependant, il réclame avec une naïveté peu commune la mesure suivante : « Pourquoi le roi n'ordonne-t-il pas tout de suite que soient éduqués tous les enfants abandonnés ? » Pourquoi s'adresse-t-il donc tout d'abord à l'administration et en attend-il les propositions et plans ?

Notre rusé Prussien peut cesser de s'inquiéter, car ici comme ailleurs le roi de Prusse ne fera preuve d'aucune originalité : il s'engagera dans la seule voie que puisse prendre un chef d'Etat.

*Napoléon* a voulu anéantir d'un seul coup la mendicité. Il chargea son administration de dresser un plan en vue d'*extirper la mendicité* de tout le territoire français. Comme le plan se faisait attendre, Napoléon perdit patience : il écrivit à son ministre de l'Intérieur, Crétet, pour lui ordonner de faire cesser la mendicité dans le délai d'un mois : « Il ne faut pas passer sur cette terre sans laisser de traces qui recommandent notre mémoire à la postérité. Cessez de me réclamer trois ou quatre mois pour préparer vos instructions : vous avez de jeunes auditeurs, d'intelligents préfets, d'excellents ingénieurs des Ponts et Chaussées, mettez-les donc à l'œuvre, et ne vous endormez pas sur l'habituel travail bureaucratique ! »

Tout fut prêt en quelques mois. Le 5 Juillet, une loi interdisait la mendicité. Comment ? Par la création de dépôts qui se transformèrent si vite en établissements pénitentiaires que l'indigent n'y parvenait que par la voie du tribunal et de l'agent de police. Il se trouva un membre du Corps législatif, M. Noailles du Gard, pour s'écrier :

« Reconnaissance éternelle au Héros qui a assuré à la misère un refuge et à la pauvreté une nourriture. L'enfance ne sera plus

abandonnée, les familles pauvres ne manqueront plus de ressources, ni l'ouvrier d'encouragement et de travail. Nos pas ne seront plus arrêtés par l'image dégoûtante des infirmités et de la honteuse misère. »

Le cynisme de la dernière phrase est la seule chose qui corresponde à une réalité.

Si Napoléon s'est adressé à ses auditeurs, ses préfets et ingénieurs, pourquoi le roi de Prusse ne s'adresserait-il pas à ses fonctionnaires !

Pourquoi Napoléon n'a-t-il pas décrété aussitôt la suppression de la mendicité ? La question posée par notre Prussien est du même acabit : « Pourquoi le roi n'ordonne-t-il pas tout de suite que soient éduqués tous les enfants abandonnés ? » Notre Prussien sait-il ce que le roi devrait décréter pour résoudre cette question ? Rien moins que la *suppression du prolétariat* ! En effet, pour éduquer ces enfants, il faut les nourrir et les libérer de la nécessité de gagner leur vie. Nourrir et éduquer les enfants abandonnés, ce serait nourrir et élever tout le jeune prolétariat. Cela reviendrait à *éliminer* le prolétariat et le paupérisme.

La *Convention* eut un moment le courage d'ordonner la suppression du paupérisme, mais non pas *immédiatement* comme notre Prussien le réclame à son roi, mais après avoir chargé le Comité de salut public d'élaborer des projets et des plans et après que ce Comité eût pris connaissance des enquêtes de l'Assemblée constituante sur l'état de la misère en France et fait proposer par Barère la création du « Livre de la bienfaisance nationale », etc... Quel fut l'effet de l'ordonnance de la Convention ? Il y eut d'abord une ordonnance de plus dans le monde, et *un an* après des femmes affamées assiégèrent la Convention.

Or, la Convention représente le *maximum d'énergie politique, de pouvoir politique et d'intelligence politique*.

Jamais *aucun* gouvernement du monde n'a pris *directement* une ordonnance sur le paupérisme. Toujours, il lui faut se concerter avec l'administration. Le Parlement anglais envoya même des commissaires dans tous les pays d'Europe afin de recenser tous les moyens administratifs possibles pour remédier au paupérisme.

Mais, tous les Etats, dès lors qu'ils se sont préoccupés du paupérisme, en sont restés aux mesures d'administration et de bienfaisance publiques, à moins qu'ils ne soient retombés en dessous de ces mesures.

L'Etat peut-il procéder autrement ?

L'Etat ne découvrira jamais la *raison des maux sociaux* dans l'Etat et dans l'organisation de la société, comme notre Prussien le réclame à son roi. Lorsqu'il existe des partis politiques, chacun trouve la raison de toute difficulté dans le fait que son adversaire tient les *rênes du pouvoir*. Même les hommes politiques radicaux et révolutionnaires cherchent la cause du mal non pas dans la nature de l'Etat, mais dans une *forme* déterminée d'Etat qu'ils proposent de remplacer par une autre.

L'Etat et l'organisation de la société ne sont pas deux choses différentes du point de vue *politique*, puisque l'Etat est l'organisation de la société. Pour autant que l'Etat reconnaît l'existence d'abus ou de travers sociaux, il en cherche la cause soit dans les *lois naturelles* qu'aucune puissance humaine ne saurait maîtriser, soit dans la *vie privée* qui est indépendante de lui, soit enfin dans le *manque d'efficacité de l'administration* qui dépend de lui.

C'est ainsi que l'Angleterre attribue la misère à une loi naturelle, selon laquelle la population dépasse nécessairement la masse existante de moyens de subsistance. Elle explique, en outre, le paupérisme par la *mauvaise volonté des pauvres*, comme le roi de Prusse l'explique par le *manque de sentiment chrétien chez les riches*, comme la Convention l'a expliqué par la *mentalité contre-révolutionnaire et suspecte des propriétaires*. C'est pourquoi, l'Angleterre *punit les pauvres*, le roi de Prusse *blâme les riches*, et la Convention *guillotine les propriétaires*.

Enfin, tous les Etats cherchent, dans les *défaillances accidentelles* ou *intentionnelles* de l'administration, la cause et donc les remèdes à ses maux, autrement dit, ils recourent aux mesures administratives. En effet, l'administration représente l'activité *organisatrice* de l'Etat.

L'Etat ne peut supprimer la *contradiction* entre le but et la bonne volonté de l'administration d'une part, et ses moyens

et ses pouvoirs d'autre part, sans se supprimer lui-même. En effet, l'Etat repose sur la contradiction entre la *vie publique* et la *vie privée*, entre les *intérêts généraux* et les *intérêts privés*. L'administration se voit donc réduite à une activité formelle et négative, car son pouvoir cesse là où commencent la vie et le travail bourgeois. Qui plus est, la loi « naturelle » de l'administration c'est l'impuissance vis-à-vis des conséquences découlant de la nature anti-sociale de la vie bourgeoise, de la propriété privée, du commerce, de l'industrie, du pillage d'une couche de la bourgeoisie par l'autre.

En effet, ces déchirements, cette bassesse, cet esclavage de la société bourgeoise sont le fondement naturel de l'Etat moderne : la société bourgeoise de l'esclavage a le même fondement naturel que l'Etat antique, l'existence de l'Etat et l'existence de l'esclavage étant indissociablement liées. L'Etat et l'esclavage de l'antiquité — éléments d'une franche et classique contradiction — n'étaient pas moins intimement soudés l'un à l'autre que l'Etat bourgeois et le monde affairiste moderne — éléments d'une hypocrite et chrétienne contradiction.

Si l'Etat moderne voulait mettre fin à l'impuissance de son administration, il lui faudrait supprimer l'actuelle *vie privée*. Or, ce serait se supprimer lui-même, puisqu'il n'existe qu'en opposition à elle. Quoi qu'il en soit, il n'est pas d'être vivant qui consente à voir la source de ses maux dans le principe et la nature même de sa vie ; toujours, il les voit dans des circonstances *extérieures* à sa vie. Le *suicide* est contre nature. L'Etat ne peut donc croire à l'impuissance immanente de son administration, c'est-à-dire à sa propre impuissance. Il ne peut reconnaître que des imperfections formelles et accidentelles, et s'efforcer d'y remédier. Ces amendements s'avèrent-ils vains, eh bien ! le mal social sera une imperfection indépendante des hommes, une loi divine, ou bien la conscience des personnes privées sera trop pervertie pour répondre aux bonnes intentions de l'administration. Et ô combien ces personnes privées ont-elles l'esprit mal fait ! Elles maugréent contre le gouvernement à chaque fois qu'il limite la liberté tout en lui demandant d'empêcher les conséquences nécessaires de cette liberté.



Plus un Etat est puissant et donc politique, moins il est disposé à chercher dans le *principe de l'Etat*, autrement dit dans l'*organisation actuelle* dont l'Etat est lui-même l'expression active, consciente et officielle, la raison des *maux sociaux*, et d'en comprendre le principe général. Le propre de l'esprit politique n'est-il pas justement de penser dans les limites de la politique ? Plus cet esprit sera aigu et vivace, moins il sera capable de saisir les tares de cette société.

La période *classique* de l'intelligence politique est la *révolution française*. Loin de voir dans le principe de l'Etat la source des maux sociaux, les héros de la révolution française voyaient plutôt dans les maux sociaux la source des maux politiques. C'est ainsi que Robespierre ne voit dans l'excès de pauvreté ou de richesse qu'un obstacle à la *démocratie pure*. Il veut donc instaurer une frugalité spartiate universelle.

Le principe de la politique, c'est la *volonté*. Plus l'esprit politique est unilatéral, c'est-à-dire développé, plus il croit à la *toute puissance* de la volonté et ne peut donc voir les *limites naturelles et intellectuelles de la volonté*, afin de découvrir la source des maux sociaux. En voilà assez pour détruire l'espoir ridicule de notre Prussien selon lequel « l'intelligence politique se doit de découvrir quelles sont les racines des tares sociales en Allemagne ».

Il est vain d'attendre du roi de Prusse ce que la Convention et Napoléon réunis n'ont pu réaliser. Il est insensé d'attribuer au roi de Prusse un pouvoir excédant toute politique. Or, notre Prussien lui-même demeure dans les strictes limites de la politique. Il dit d'ailleurs lui-même : « Les bonnes paroles et la bonne conscience sont plus aisées que l'action efficace, or, en l'occurrence celle-ci n'est même pas praticable. »

Mais, admettons que les critiques de notre Prussien sur le gouvernement et la bourgeoisie allemande — celle-ci étant sans doute comprise dans la société allemande — soient entièrement justifiées. Cette fraction de la société serait-elle plus hésitante en Allemagne qu'en Angleterre et en France ? En effet, peut-on être plus hésitant qu'en Angleterre où l'indécision est érigée en système ? Si les ouvriers se soulèvent aujourd'hui dans toute

l'Angleterre, la bourgeoisie et le gouvernement ne sont pas plus fixés sur leur attitude qu'au cours du dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle. Leur seul recours sera la violence matérielle, et comme l'efficacité de celle-ci diminue dans la même mesure que s'étend le paupérisme et que s'éveille la conscience du prolétariat, l'incertitude anglaise croît nécessairement en fonction géométrique.

Enfin, il est faux, comme les faits l'ont prouvé, que la bourgeoisie allemande méconnaisse totalement la signification générale du soulèvement silésien. Dans plusieurs localités, les patrons essaient de s'associer avec leurs ouvriers. Tous les journaux *libéraux*, expressions de la bourgeoisie libérale, débordent d'articles consacrés à l'organisation du travail, à la réforme de la société, à la critique des monopoles et de la concurrence, etc... Et tout cela en raison des émeutes ouvrières. Les journaux de Trèves, d'Aix-la-Chapelle, de Cologne, de Wesel, de Mannheim, de Breslau et de Berlin même publient de nombreux articles sociaux fort compréhensifs : notre Prussien pourrait y compléter son instruction. Qui plus est, de nombreux correspondants d'Allemagne se montrent fort étonnés de la faible résistance que la bourgeoisie oppose aux idées et aux tendances sociales.

Notre Prussien, s'il avait été plus familiarisé avec l'histoire des mouvements sociaux, aurait posé la question inverse : pourquoi la bourgeoisie allemande donne-t-elle à la misère partielle un sens relativement universel ? Et cette question en entraîne directement une autre : Comment se fait-il que la bourgeoisie politique fasse preuve de tant d'animosité et de cynisme vis-à-vis du prolétariat, et qu'une bourgeoisie non politique fasse preuve d'un tel manque de résistance et d'animosité ?

*10 Août 1844.*

Venons-en maintenant aux vaticinations de notre Prussien sur les ouvriers allemands.

« Les Allemands pauvres ne sont pas plus futés que les pauvres Allemands », ironise-t-il. « Nulle part, ils ne voient plus loin que leur maison, leur fabrique, leur district. Toute la question manque encore aujourd'hui de cet esprit politique qui imprègne tout. »

Pour pouvoir comparer la situation des ouvriers allemands à celle des ouvriers de France et d'Angleterre, notre Prussien aurait dû comparer les premières formes ou les débuts du mouvement ouvrier de ces pays avec le mouvement qui vient tout juste de commencer en Allemagne. Mais, il ne procède pas ainsi. Il aboutit donc à des trivialités telles que : l'*industrie* n'est pas encore aussi développée en Allemagne qu'en Angleterre, ou un mouvement qui en est à ses débuts diffère de celui qui est déjà avancé. Bien qu'il se soit proposé d'exposer les *particularités* du mouvement ouvrier allemand, il n'en fait rien.

Mais, s'il se plaçait au juste point de vue, il trouverait qu'*aucun* des soulèvements ouvriers de France ou d'Angleterre n'a eu un caractère aussi *théorique et conscient* que celui des tisserands de Silésie.

En témoigne déjà le *chant des tisserands*, véritable cri de guerre, où il n'est pas question de foyer, ni de fabrique, ni de district, mais où le prolétariat clame d'emblée de façon violente, agressive, impitoyable et frappante son opposition à la société de la propriété privée.

Le soulèvement silésien *commence* exactement là où ont *abouti* les soulèvements des ouvriers anglais et français : la conscience de sa nature prolétarienne. Toute l'action porte la marque de cette supériorité. Les tisserands ne détruisirent pas seulement les machines, ces rivales du travailleur, mais encore les *livres de comptabilité*, les titres de propriété ; et tandis que tous les autres soulèvements ne visaient que les patrons de fabrique, l'ennemi visible, le soulèvement silésien se dirigea aussi contre les banquiers, l'ennemi caché. Enfin, aucun soulèvement d'ouvriers anglais n'a jamais été conduit avec un courage, une endurance et une conscience aussi élevés.

Pour ce qui est de la formation théorique ou des dispositions théoriques des travailleurs allemands en général, il suffit de mentionner les œuvres géniales de Weitling qui, sur le plan théorique, dépassent bien souvent celles de Proudhon lui-même, bien qu'elles n'aient pas leur brillant. Jamais la bourgeoisie allemande — ses philosophes et savants y compris — n'ont écrit un ouvrage comparable à celui de Weitling *Garanties de l'harmonie et de la*

*liberté*, sur l'émancipation de la bourgeoisie, autrement dit, l'émancipation *politique*. Si l'on compare la médiocrité froide et plate de la littérature politique allemande avec le début littéraire immense et éclatant des ouvriers allemands, si l'on compare ces bottes de géant de l'enfant prolétaire avec les chaussures de nain déjà éculées de la bourgeoisie allemande, on ne peut que prédire une *figure athlétique* au cendrillon allemand.

Il faut bien le reconnaître : le prolétariat allemand est le *théoricien* du prolétariat européen, tout comme le prolétariat anglais en est l'*économiste* et le prolétariat français son *politicien*. Il faut le reconnaître : l'Allemagne a une vocation aussi *classique* pour la révolution *sociale*, qu'elle est incapable d'une révolution *politique*. En effet, comme l'impuissance de la bourgeoisie allemande signifie l'impuissance *politique* de l'Allemagne, les dispositions du prolétariat allemand — sans parler de la théorie allemande — correspondent aux dispositions *sociales* de l'Allemagne.

La disproportion entre le développement philosophique et politique de l'Allemagne *n'a rien d'anormal*. C'est une disproportion nécessaire. C'est dans le socialisme seulement qu'un peuple philosophique peut trouver la pratique qui lui corresponde : ce n'est donc que dans le *prolétariat* qu'il pourra trouver l'élément actif de son émancipation.

Mais, je n'ai pas ici le temps, ni l'envie d'expliquer à notre Prussien le rapport entre la « société allemande » et la révolution sociale, rapport qui a pour conséquence d'une part, la faible réaction de la bourgeoisie allemande contre le socialisme, et d'autre part, les excellentes aptitudes du prolétariat allemand pour le socialisme. On en trouvera les premiers éléments dans mon *Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel* \*.

L'intelligence des Allemands pauvres est donc en raison inverse de celle des pauvres Allemands. Mais, à vouloir se livrer à des exercices de style, on aboutit, en ne considérant que la forme, à

\* Nous en publions ci-après les extraits qui se rapportent à cette question (N.d. Tr.).

un contenu tronqué qui porte toutes les marques de la vulgarité. C'est ainsi que notre Prussien a manié l'antithèse à propos des émeutes d'ouvriers silésiens, ce qui l'a amené à une antithèse de la vérité. Face à cette première émeute des travailleurs silésiens, il ne s'agissait pas de jouer au maître d'école, mais d'essayer d'en comprendre le caractère spécifique. Cela suppose évidemment une analyse scientifique pénétrante et du sentiment humain, et non pas une phraséologie toute faite, fondée sur un égotisme creux.

Pourquoi notre Prussien juge-t-il les ouvriers allemands avec tant de mépris ? C'est parce qu'à son avis « toute la question » (à savoir celle de la misère des travailleurs) « manque encore aujourd'hui de cet esprit politique qui imprègne tout ». Voici comment il exprime son amour platonique pour l'esprit *politique* :

« Toutes les émeutes seront étouffées dans le sang et dans l'incompréhension tant qu'elles éclateront dans l'isolement fatal des hommes vis-à-vis de l'Etat existant et tant que les idées de ces hommes seront séparées des principes sociaux. Mais que la misère engendre d'abord l'intelligence et que l'intelligence politique des Allemands leur fasse découvrir la racine de la misère sociale, et alors, même en Allemagne, ces événements seront ressentis comme le symptôme d'une grande révolution. »

On nous permettra d'abord une remarque de style : son antithèse est incomplète. Dans le premier terme, il dit que la misère engendre l'intelligence, et dans le second que l'intelligence politique découvre aux Allemands les racines de la misère sociale. L'intelligence tout court du premier élément de l'antithèse devient l'intelligence *politique* dans le second, comme la misère tout court y devient la misère sociale.

Pourquoi notre « savant styliste » a-t-il si mal balancé les deux éléments de l'antithèse ? Chacun se serait rendu compte de l'absurdité de son antithèse, si le Prussien avait écrit : La misère sociale engendre l'intelligence politique, et celle-ci découvre la racine de la misère sociale. En effet, la simple logique eût demandé que l'intelligence sociale marche de pair avec la misère

sociale, et l'intelligence politique avec la misère politique. Mais, passons au fait.

Ce n'est pas la misère sociale, mais le bien-être social qui engendre l'intelligence *politique*. L'intelligence politique est spiritualiste : elle se donne à celui qui possède déjà, mieux à celui qui est déjà douillettement installé. Notre Prussien ferait bien de méditer ce que dit M. Michel Chevalier :

« Lorsque la bourgeoisie se souleva en 1789, il ne lui manquait, pour être libre, que de participer au gouvernement du pays. L'émancipation consistait pour elle à arracher la direction des affaires publiques, les hautes fonctions civiles, militaires et religieuses des mains des privilégiés qui détenaient le monopole de ces fonctions. Etant *riche et éclairée*, capable de se suffire à elle-même et de se diriger elle-même, elle voulut se soustraire au régime du bon plaisir » <sup>46</sup>.

Nous avons déjà montré que l'intelligence politique était incapable de découvrir la source des maux sociaux. Un mot encore : le prolétariat — à ses débuts tout au moins — gaspille d'autant plus de forces dans des émeutes inintelligentes, vaines et écrasées dans le sang que l'intelligence politique de ce peuple est plus développée et plus générale. Pensant en termes politiques, il voit l'origine de tous les maux dans la *volonté*, et tous les moyens pour y remédier il les voit dans la force et le renversement d'une forme *déterminée* d'Etat. Exemple : les premiers soulèvements du prolétariat français. Les ouvriers de Lyon croyaient qu'ils ne poursuivaient que des buts politiques et qu'ils étaient de simples soldats de la République, alors qu'ils étaient en réalité des soldats du socialisme. C'est ainsi que leur intelligence politique les illusionnait sur la source de leur misère sociale et faussait chez eux la conscience de leur véritable but : leur *intelligence politique trompait leur instinct social*.

Mais, s'il espère que la misère fera naître l'intelligence, pourquoi notre Prussien parle-t-il à la fois de l'« étouffement dans le sang » et de l'« étouffement dans l'incompréhension » ? Si la misère facilite l'intelligence, la misère sanglante doit alors aiguïser l'intelligence. S'il avait été logique avec lui-même notre Prussien

aurait dû dire : l'étouffement dans le sang étouffera l'inintelligence et donnera un puissant essor à l'intelligence.

En outre, notre Prussien déclare que toutes les émeutes seront étouffées « tant qu'elles éclateront dans l'isolement fatal des hommes vis-à-vis de l'Etat existant et tant que leurs idées seront séparées des principes de la société. » Nous avons dit qu'il n'y avait eu aucune coupure entre les idées et les principes d'une société chez les émeutiers de Silésie. Il ne reste donc plus qu'à considérer leur « isolement fatal vis-à-vis de l'Etat existant ». L'Etat existant est évidemment l'Etat politique, et nous retrouvons le vieil argument de l'Allemagne *apolitique*.

Or, toutes les émeutes sans exception aucune n'éclatent-elles pas « dans l'isolement fatal des hommes vis-à-vis de l'Etat existant » ? Toute émeute suppose, évidemment, un tel isolement. Ainsi la révolution de 1789 n'aurait même pas pu se produire si les bourgeois français n'avaient pas été écartés de l'Etat existant. Elle se proposait précisément de mettre fin à cet « isolement ».

Quoi qu'il en soit, l'ordre social dont le travailleur est séparé, possède une ampleur et une réalité tout autres que l'Etat politique. Cet ordre social, dont son propre travail le sépare, c'est la *vie même*, la vie matérielle et intellectuelle, l'humanité, l'activité et la jouissance humaines. La nature humaine est le véritable ordre de la société.

Le fatal isolement de cet être infiniment plus universel est plus insupportable, plus terrible et plus chargé de contradictions que l'isolement vis-à-vis de l'Etat politique en vigueur. C'est pourquoi une émeute en vue d'éliminer l'isolement vis-à-vis de l'ordre social véritablement humain même si elle reste partielle, n'en a pas moins une ampleur infinie, tout comme l'homme lui-même est infiniment plus que le citoyen, et la vie humaine que la vie politique. Une émeute industrielle peut être aussi *partielle* que l'on voudra, elle n'en renferme pas moins une *universalité* entière ; l'émeute politique peut être aussi générale que l'on voudra, elle ne recèle pas moins sous son aspect *colossal* un sens borné.

Notre Prussien termine dignement son article par cette phrase : « Une révolution sociale est impossible sans une âme politique »

(c'est-à-dire une intelligence organisatrice opérant du point de vue de l'ensemble).

Nous l'avons vu, quand bien même elle ne se produirait que dans *un seul* district industriel, une émeute *sociale* se place au niveau de l'ensemble, parce qu'elle est une protestation de l'homme contre l'inhumanité de la vie actuelle, parce qu'elle part du point de vue de chaque individu réel, parce que l'ordre social dont elle s'efforce de ne plus être isolée est l'humanité, l'être humain.

En revanche, l'âme politique d'une révolution consiste dans la tendance des classes privées d'influence politique à mettre fin à leur isolement vis-à-vis de l'Etat et du pouvoir. Son point de vue est celui-là même de l'Etat, cet ensemble abstrait qui n'existe que grâce à sa séparation d'avec la vie réelle, et que l'on ne saurait concevoir sans la *contradiction organisée* entre l'idée générale et l'existence individuelle de l'homme. Une révolution d'esprit politique organise donc une couche dominante de la société aux dépens de la société, conformément à sa nature bornée et double.

Nous allons expliquer maintenant à notre Prussien ce qu'est une « révolution sociale ayant un esprit politique ». Nous lui confierons ainsi le secret auquel il ne saurait atteindre dans ses discours sur le champ limité de la politique.

Une « révolution sociale ayant un esprit politique » est une double erreur, dès lors que notre Prussien oppose la révolution sociale à la révolution politique et attribue à la révolution sociale un contenu politique. Mais, ce n'est qu'une paraphrase, s'il a en vue une « révolution politique » ou une « révolution tout court ». Qu'il choisisse entre une double absurdité et une paraphrase ! Autant c'est une paraphrase et une absurdité de parler d'une « révolution sociale ayant un esprit politique », autant il est juste de parler d'une révolution politique ayant un esprit social. En effet, toute révolution change l'ancienne société, et dans cette mesure elle est sociale ; toute révolution renverse l'ancien *pouvoir*, et en ce sens elle est politique.

La révolution tout court — c'est-à-dire le renversement du



pouvoir existant et la désagrégation des anciens rapports sociaux — est un *acte politique*. Le socialisme ne peut se réaliser sans cette révolution. Il lui faut cet acte politique dans la mesure où il a besoin de détruire et de dissoudre. Mais, le socialisme repousse l'enveloppe *politique* là où commence son *activité organisatrice*, là où il poursuit son but à lui, là où il est lui-même.

Il nous a fallu tous ces développements pour déchirer le tissu d'erreurs contenues dans une seule colonne de journal. Les lecteurs ne peuvent pas avoir tous la formation et le temps nécessaires pour réfuter ce charlatanisme littéraire. Notre Prussien ne devrait-il pas renoncer provisoirement du moins à toute élucubration littéraire ainsi qu'à ses grandiloquences sur la situation allemande, afin d'éclaircir lui-même quelle est sa propre position ?

### *Critique de Hegel.*

*Karl Marx,*  
« Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel. Introduction »,  
in : « Annales Franco-Allemande », 1844.

...Hegel a donné la version la plus conséquente, la plus détaillée et la plus achevée à la critique de la *philosophie allemande de l'Etat et du Droit*. Il a analysé de manière critique aussi bien l'Etat moderne que la réalité qui s'y relie, et il a nié avec force toute forme passée de la conscience politique et juridique de l'Allemagne, conscience dont la philosophie spéculative du Droit est l'expression la plus haute et la plus universelle, en atteignant le niveau de la science. C'est seulement en Allemagne que pouvait naître la philosophie spéculative du Droit et l'abstraite idée transcendante de l'Etat moderne, dont la réalité demeure un au-delà — même s'il se situe simplement de l'autre côté du Rhin. De même, l'idée allemande de l'Etat moderne, qui fait abstraction de l'homme réel, n'était possible que parce que l'Etat moderne fait effectivement abstraction de l'homme réel, ou, s'il porte sur

l'homme total, ce n'est que de manière imaginaire : dans le domaine politique, les Allemands ont *pensé* ce que les autres peuples ont *fait*. L'Allemagne fut leur *conscience théorique*. L'abstraction et la démesure de sa pensée y allèrent toujours de pair avec la mesquinerie et l'unilatéralité de la réalité allemande. Ainsi donc, si le niveau atteint par l'Etat allemand exprime parfaitement l'ancien régime, qui est comme un dard enfoncé au plus profond de la chair de l'Etat moderne, le niveau atteint par la science allemande de l'Etat exprime aussi un Etat moderne imparfait : elle traduit l'infection de ce corps.

Ne serait-ce que parce qu'elle s'oppose résolument aux formes passées de la conscience politique *allemande*, la critique de la philosophie spéculative du Droit ne se perd pas dans ses propres développements, mais se fixe des *tâches* dont la solution implique les moyens *pratiques*.

Mais, on peut se poser la question : l'Allemagne peut-elle se hausser à une pratique qui soit à la *hauteur des principes*, autrement dit à une révolution qui l'élève non seulement au niveau *officiel* des peuples modernes, mais encore au niveau de la société humaine, où ces peuples accèderont dans un proche avenir ?

En fait, *l'arme de la critique ne peut remplacer la critique par les armes*. Il faut renverser la violence \* matérielle par la violence matérielle. C'est pourquoi la théorie ne devient une force matérielle qu'à partir du moment où elle s'empare des masses. Or, la théorie est capable de s'emparer des masses dès lors qu'elle démontre *ad hominem*, et elle procède à des démonstrations *ad hominem* dès qu'elle est radicale. Etre radical signifie : prendre les choses à la racine. Or, la racine pour l'homme, c'est l'homme lui-même.

La preuve évidente du radicalisme de la théorie allemande, c'est-à-dire de son énergie pratique, c'est qu'elle procède de l'abolition résolue et positive de la religion. La critique de la religion aboutit à la doctrine, selon laquelle *l'homme est le but*

\* On pourrait aussi traduire le mot *Gewalt* par pouvoir (d'Etat). (N. d. Tr.).

*suprême pour l'homme.* D'où l'impératif catégorique *de renverser tous les rapports sociaux* au sein desquels l'homme est humilié, asservi, abandonné et apparaît méprisable, rapports que définissent le mieux cette exclamation d'un Français devant le projet d'un impôt sur les chiens : « Pauvres chiens ! Voilà qu'on vous traite comme des hommes ! ».

Même au cours de son histoire, l'émancipation théorique a joué un rôle spécifique et pratique pour l'Allemagne. Le passé *révolutionnaire* de l'Allemagne est en effet théorique : la Réforme. Si jadis la révolution a commencé dans le cerveau du moine, aujourd'hui elle commence dans celui du philosophe.

Certes, Luther a triomphé de la servitude au moyen de la piété en remplaçant la servitude par la conviction de la servitude. Il a brisé la foi en l'autorité en restaurant l'autorité de la foi. Il a transformé les curés en laïcs en transformant les laïcs en curés. Il a ainsi libéré les hommes de la religiosité extérieure en installant la religiosité au cœur de l'homme. S'il a affranchi le corps de ses chaînes, c'est en en chargeant l'âme.

Certes, le protestantisme ne fournissait pas la solution véritable, mais du moins posait-il le problème dans ses véritables termes : Il ne s'agit plus pour le laïc de combattre le curé à l'extérieur, mais le curé qui s'est installé en lui en cléricalisant tout son être. De même que la transformation des laïcs allemands en curés grâce au protestantisme a émancipé les papes laïcs, les *princes* avec toute leur suite de curés, de privilégiés et de philistins, de même la transformation par la philosophie des Allemands cléricalisés en hommes émancipera le *peuple*. Mais, pas plus que l'émancipation ne s'arrêta jadis aux princes, la sécularisation des biens ne s'arrêtera au simple dépouillement de l'Eglise tel que l'a effectué l'hypocrite Prusse.

La Guerre des Paysans qui est l'événement le plus radical de l'histoire allemande, échoua sur l'écueil de la théologie. Aujourd'hui que la théologie elle-même a sombré, l'événement le plus noir de l'histoire allemande, l'équilibre actuel, se brisera sur la philosophie. A la veille de la Réforme, l'Allemagne officielle avait été l'esclave inconditionnelle de Rome. A la veille de sa révolution,

elle est l'esclave inconditionnelle de moins que Rome, de la Prusse et de l'Autriche, des hobereaux et des petits-bourgeois philistins.

Cependant, il semble qu'un obstacle fondamental s'oppose à une révolution *radicale* en Allemagne. En effet, les révolutions dépendent d'un élément passif : de la *base matérielle*.

La théorie ne s'accomplit jamais dans un peuple que pour autant qu'elle réalise ses besoins. L'abîme qui sépare les revendications de la pensée allemande et les réponses possibles de la réalité allemande, ne correspond-il pas précisément au divorce existant entre cette réalité allemande et la société civile avec l'Etat ? Les besoins théoriques deviendront-ils directement des besoins pratiques ? Il ne suffit pas, en effet, que la pensée tende à la réalisation, il faut encore que la réalité tende vers cette pensée.

Or, l'Allemagne n'a pas gravi en même temps que les peuples modernes l'échelon intermédiaire de l'émancipation politique. Ainsi, l'échelon qu'elle a dépassé en théorie, elle ne l'a pas encore atteint dans la pratique. Dès lors, comment franchirait-elle, d'un seul bond périlleux, non seulement ses propres barrières, mais encore celles plus hautes des peuples modernes ? En fait, ces dernières barrières elle les ressentirait déjà, si elles les atteignait, comme libératrices, et il lui faut s'efforcer de les atteindre. Une révolution radicale n'est-elle pas celle de besoins radicaux, dont les prémisses et la base propice semblent faire défaut en Allemagne ?

Pourtant, si l'Allemagne s'est contentée d'accompagner par l'activité abstraite de sa pensée l'évolution des peuples modernes, sans intervenir activement dans les batailles réelles marquant cette évolution, elle a partagé les *douleurs* de cette évolution sans partager ses joies même bornées. A l'activité abstraite correspond une souffrance abstraite.

L'Allemagne s'est trouvée, un matin, au niveau de la décadence européenne, avant même qu'elle ait atteint le niveau de l'émancipation de l'Europe. Elle est tout à fait comparable au fétichiste rongé par les maladies du christianisme.

Considérons tout d'abord les *gouvernements allemands*. Les rapports sociaux, la situation de l'Allemagne, le niveau de la

civilisation allemande ainsi qu'un heureux instinct les ont poussés à allier les *maux de la civilisation* des Etats modernes dont nous ne possédons aucun des avantages, aux *maux barbares* de l'ancien régime dont nous bénéficions pleinement. Ainsi, l'Allemagne se voit contrainte de participer de plus en plus, sinon à la raison, du moins à la déraison d'institutions d'Etat correspondant à un niveau social qu'elle n'a même pas atteint. Existe-t-il par exemple un pays au monde qui partage avec autant de candeur toutes les illusions du régime constitutionnel, sans en tenir les réalités, que l'Allemagne dite constitutionnelle ? Ou bien, n'était-ce pas une trouvaille inévitable d'un gouvernement allemand que d'allier les maux de la censure à ceux des lois françaises de Septembre <sup>47</sup>, qui impliquent la liberté de la presse ? De même qu'on trouvait au Panthéon romain les *dieux* de toutes les nations, on trouvera dans le Saint-Empire Romain Germanique les *péchés* de toutes les formes de gouvernement.

Cet éclectisme ne fera que grandir au-delà de tout ce qu'on peut imaginer : la gourmandise politico-esthétique du roi de Prusse en est le garant. Ce monarque ne tient-il pas à jouer tous les rôles de la royauté, féodale ou bureaucratique, absolue ou constitutionnelle, autocratique ou démocratique, sinon par le truchement du peuple, du moins en sa propre personne, sinon pour le peuple, du moins pour lui-même ? L'Allemagne, ainsi constituée en un monde où s'accumulent les maux de toute la réalité politique contemporaine, ne pourra donc abattre les barrières spécifiquement allemandes sans renverser toutes les barrières de la réalité politique de notre temps.

Ce n'est pas la révolution *radicale*, ni l'émancipation universelle de l'homme qui est un rêve utopique pour l'Allemagne, mais au contraire ce serait une révolution purement politique et partielle qui laisserait debout les piliers de l'édifice. En effet, sur quoi repose une révolution partielle, uniquement politique ? Sur ceci : seule une *partie* de la société bourgeoise s'émancipe et parvient à dominer l'*ensemble* de la société, une classe déterminée entreprenant d'émanciper sur sa base et sa *situation particulières*, l'ensemble de la société. Autrement dit, cette classe libère la société entière, à la seule condition que la société entière se

trouve dans sa situation à elle, en possédant par exemple argent et culture ou en pouvant les acquérir à son gré.

Aucune classe de la société bourgeoise ne peut jouer ce rôle, sans susciter en son sein et dans la masse un moment d'enthousiasme, un moment où elle fraternise et se fond avec la nation tout entière, dont elle est ressentie et reconnue comme le *représentant universel* : c'est le moment où ses revendications et ses droits sont effectivement ceux de la société elle-même, dont elle est à la fois la tête et le cœur. Or, ce n'est qu'en revendiquant les droits universels de la société qu'une classe particulière peut parvenir à la domination sur tous.

Mais, il est évident que l'énergie révolutionnaire et la conscience de soi d'une seule classe ne suffisent pas à conquérir cette position d'émancipation et, par-là, l'exploitation politique de toutes les couches de la société. Pour que la révolution d'un peuple coïncide avec l'émancipation d'une classe particulière de la société civile, pour qu'une classe particulière passe pour toutes les classes de la société, il faut que tous les défauts de la société se concentrent en une *autre* classe, qui doit être l'objet du scandale universel, l'incarnation des faiblesses de cette société ; bref, cette classe sociale doit porter tous les crimes commis par la société entière, de sorte que se libérer de cette classe apparaisse comme une libération universelle. Pour qu'une classe sociale soit par excellence la classe libératrice, il faut donc qu'une autre classe apparaisse ouvertement oppresseuse. Ainsi, la classe universellement négative de la noblesse et du clergé français a déterminé le caractère universellement positif de la classe qui leur était pourtant bien proche mais s'opposait à eux : la bourgeoisie.

Mais, en Allemagne, nulle classe particulière n'a la résolution, la rigueur, le courage et la brutalité qui pourraient la représenter comme la classe négative de la société. De même, nulle classe n'a cette largeur d'esprit qui lui permette de s'identifier, ne serait-ce qu'un moment, à l'âme du peuple ; nulle n'a ce génie qui élève les forces matérielles en pouvoir politique, ni cette audace révolutionnaire qui lance à l'adversaire ce défi : *Je ne suis rien et je devrais être tout.*

La base de la morale et de l'honnêteté allemandes, non seule-

ment des individus, mais encore des classes, c'est cet égoïsme mesquin, qui affiche son étroitesse et s'attire l'inimitié de tous. Les rapports entre les différentes classes sociales allemandes ne sont donc pas de nature dramatique, mais épique. Chaque couche sociale commence à prendre conscience d'elle-même, et s'installe à côté des autres avec ses ambitions propres : si elle ne ressent pas elle-même la contrainte, c'est parce qu'elle en exerce une sur la classe plus basse que les circonstances ont créé sans qu'elle y soit pour quelque chose. Si la classe moyenne allemande a une telle confiance en elle-même, c'est qu'elle représente la mesure moyenne du philistin pour toutes les autres classes.

Ce ne sont donc pas seulement les rois allemands qui accèdent au trône mal à propos, ce sont toutes les classes de la société bourgeoise qui connaissent leur défaite avant d'avoir fêté leur victoire, qui dressent des barrières devant elles, avant même qu'elles aient surmonté les barrières érigées devant elles par les classes qui les précédaient. Bref, toutes ces classes de la société bourgeoise se ratatinent avant même qu'elles aient grandi, laissant ainsi toujours passer l'occasion de jouer un grand rôle avant même qu'elle se présente. Chaque classe, sitôt qu'elle engage la lutte avec celle qui la domine, se voit déjà empêtrée dans la lutte avec celle qui s'est développée au-dessous d'elle. Ainsi, les princes se trouvent en lutte contre la royauté, le bureaucrate en lutte contre la noblesse, les bourgeois en lutte contre tous les précédents, tandis que le prolétaire engage déjà la bataille contre le bourgeois. C'est à peine si la bourgeoisie ose s'emparer de l'idée d'émancipation qui lui est propre que, déjà, l'évolution des conditions sociales et le progrès de la doctrine politique la déclarent périmée ou, tout au moins, problématique.

En France, il suffit qu'une classe existe pour qu'elle veuille être tout. En Allemagne, nulle classe ne peut exister, si elle n'a pas renoncé à tout. En France, l'émancipation partielle sert de base à l'émancipation universelle. En Allemagne, l'émancipation universelle est la condition *sine qua non* de toute émancipation partielle. En France, c'est de la réalité d'une libération par étapes que naîtra l'émancipation totale ; en Allemagne, ce sera

de l'impossibilité d'étapes partielles. En France, chacune des classes du peuple a un idéalisme politique et se sent le représentant des besoins généraux de la société avant d'être une classe particulière. Le rôle d'*émancipateur* passe donc, par un mouvement dramatique, tour à tour à chacune des classes du peuple français jusqu'à ce qu'il parvienne enfin à la classe qui émancipe la société, non plus en supposant déjà remplies certaines conditions extérieures à l'homme bien qu'elles soient produites par la société humaine, mais au contraire en organisant toutes les conditions de l'existence humaine à partir de la société émancipée. A l'inverse, en Allemagne où la vie pratique est aussi dépourvue d'esprit que la vie spirituelle est dépourvue de sens pratique, nulle classe de la société civile n'éprouve le besoin ni n'a la capacité de promouvoir l'émancipation universelle tant qu'elle n'y est pas contrainte par sa situation immédiate, par la nécessité matérielle, par ses chaînes elles-mêmes.

Où se trouve donc, en Allemagne, la possibilité positive de l'émancipation ?

Nous répondrons qu'elle réside dans la constitution d'une classe radicalement opprimée, d'une classe de la société bourgeoise qui n'est pas une classe de cette société, parce qu'elle est dissolution de toutes les classes et possède l'universalité en raison des maux universels qui l'affectent, parce qu'elle ne revendique pas de droit particulier, puisqu'elle ne subit aucune injustice particulière mais l'injustice générale ; bref, une classe qui n'en appelle plus à un titre historique, mais simplement humain. Cette classe n'est pas en opposition unilatérale vis-à-vis des effets de la société allemande, mais se trouve en opposition universelle avec toutes les conditions du régime politique allemand. Elle ne peut s'émanciper sans se libérer de toutes les autres couches de la société et donc sans les émanciper toutes en même temps. Pour tout dire, l'homme étant totalement perdu dans cette classe, celle-ci ne peut se reconquérir sans une reconquête totale de l'homme. Cette dissolution de la société se trouve réalisée dans une classe particulière : le *prolétariat*.

Le prolétariat commence seulement à se former en Allemagne grâce à l'essor industriel : il ne subit pas la pauvreté résultant



de lois naturelles, mais la pauvreté produite par les machines. Il n'est pas opprimé par le poids physique de la société. La masse humaine du prolétariat est, avant tout, le produit du processus de dissolution aiguë de toute la société et, notamment, des classes moyennes, même si les pauvres naturels et les serfs de la société germano-chrétienne viennent également grossir ses rangs.

En annonçant la dissolution de l'ordre en vigueur dans le monde, le prolétariat ne fait qu'exprimer le secret de sa propre existence, car il *est* déjà la dissolution réalisée de cet ordre. En exigeant l'abolition de la propriété privée, le prolétariat ne fait qu'élever en principe de la société ce que la société a élevé en principe en lui, ce qui déjà est incarné en lui comme résultat négatif de la société, sans qu'il y soit pour quelque chose. Dès lors, le prolétaire se trouve par rapport au monde à venir dans la même situation de droit que le roi allemand par rapport au monde déjà existant, lorsqu'il dit que le peuple est le sien comme son cheval lui appartient. En déclarant que le peuple est sa propriété privée, le roi ne fait qu'exprimer que le propriétaire privé règne.

La philosophie trouve dans le prolétariat ses armes *matérielles*, tout comme le prolétariat trouve dans la philosophie ses armes *théoriques*, et dès que l'éclair de la théorie aura frappé jusqu'au cœur cette masse populaire vierge, les Allemands accompliront leur émancipation humaine.

Voici donc, en résumé, notre conclusion :

Pour l'Allemagne, la seule émancipation possible dans la pratique, c'est l'émancipation à partir de la théorie qui proclame que l'homme est le but de l'homme. L'Allemagne ne peut s'affranchir du moyen âge qu'en surmontant en même temps tous les dépassements *partiels* du moyen âge. En Allemagne, on ne saurait briser *aucune* forme de servitude sans en briser *toute* forme. L'Allemagne radicale ne peut faire de révolution sans tout bouleverser. L'émancipation de l'Allemand est celle de l'homme.

La tête de cette émancipation est la philosophie, son cœur le prolétariat. La philosophie ne peut se réaliser sans abolir le prolétariat, le prolétariat ne peut s'abolir sans réaliser la philosophie.

Lorsque toutes les conditions inhérentes à la révolution seront remplies, le jour de la résurrection allemande sera annoncé par le chant de ralliement du coq gaulois.

*Les revendications du parti communiste en Allemagne.*

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »<sup>48</sup>

*Tract rédigé par Marx et Engels, imprimé à Paris le 30 Mars 1848, et diffusé en Septembre à Cologne.*

1. L'Allemagne entière sera proclamée République une et indivisible \*.

2. Tout Allemand de vingt et un ans est électeur et éligible, à condition de ne pas avoir été frappé d'une peine criminelle.

3. Les représentants du peuple seront rétribués, afin que l'ouvrier puisse lui aussi siéger au parlement du peuple allemand.

4. Tout le peuple sera en armes. A l'avenir, les armées seront en même temps des armées d'ouvriers. Ainsi, l'armée ne consommera pas seulement comme par le passé, mais produira encore plus que ce qu'il lui faut pour son entretien. C'est en outre un moyen d'organiser le travail dans la société<sup>49</sup>.

5. L'administration de la justice est gratuite.

6. Toutes les charges féodales, avec toutes ses contributions, corvées, dîmes, etc..., qui ont pesé jusqu'ici sur la population rurale, sont supprimées sans qu'il y ait lieu au moindre dédommagement.

\* Marx écrit dans *La Nouvelle Gazette rhénane* du 7 Juin 1848 : « Nous ne nourrissons pas l'espoir utopique que l'on proclame dès maintenant une République allemande une et indivisible, mais nous demandons au Parti démocrate radical de ne pas confondre le point de départ de la lutte et du mouvement révolutionnaires avec leur but final. Il ne s'agit pas de réaliser telle ou telle opinion, ni telle ou telle politique, il s'agit de comprendre la marche de la révolution. »<sup>50</sup> (N. d. Tr.)

7. Les domaines des princes et autres féodaux, toutes les mines, carrières, etc... seront transformés en propriété d'Etat. Dans ces domaines, l'exploitation agricole s'effectuera en grand avec les procédés les plus modernes de la science au profit de la collectivité entière.

8. Les hypothèques pesant sur les biens des paysans seront déclarées propriété d'Etat. Les paysans paieront à l'Etat les intérêts de ces hypothèques.

9. Dans les régions où le régime des baux à ferme est développé, la rente foncière ou le fermage sera payé à l'Etat sous la forme d'un impôt.

Toutes les mesures indiquées aux numéros 6, 7, 8 et 9 sont prises pour diminuer les charges publiques et autres des cultivateurs et des petits fermiers sans diminuer les ressources nécessaires à l'Etat pour couvrir ses frais, ni compromettre la production. Le propriétaire foncier proprement dit, à savoir celui qui n'est ni cultivateur ni fermier, ne contribue aucunement à la production, de sorte que sa consommation est un simple abus.

10. Une Banque d'Etat, dont la monnaie aura cours forcé, prendra la place de toutes les banques privées.

Cette mesure permettra de régler dans l'intérêt de tout le peuple le système de crédit, et sape la domination des gros financiers. En substituant progressivement à l'or et à l'argent du papier-monnaie, elle fait baisser le coût de l'instrument indispensable au mode de distribution bourgeois, de l'étalon d'échange, et permet d'utiliser l'or et l'argent dans les rapports avec l'étranger. *Cette mesure est finalement nécessaire pour river les intérêts de la bourgeoisie conservatrice à la révolution.*

11. Tous les moyens de transport — chemins de fer, canaux, bateaux à vapeur, routes, postes, etc... — sont pris en mains par l'Etat. Ils seront transformés en propriété d'Etat et les classes les plus démunies pourront les utiliser gratuitement.

12. La seule différence à introduire dans le système de traitements des fonctionnaires, c'est que ceux qui ont une famille, c'est-à-dire plus de *besoins*, touchent un traitement supérieur aux autres.

13. Séparation totale entre l'Eglise et l'Etat. Les ministres de toutes les confessions seront rétribués uniquement par les largesses de leurs coreligionnaires.

14. Restriction du droit de succession.

15. Introduction d'impôts fortement progressifs et suppression des impôts sur la consommation.

16. Création d'ateliers nationaux. L'Etat garantit l'existence à tous les travailleurs et assure l'entretien de ceux qui sont inaptes au travail.

17. Instruction générale et gratuite.

Il est de l'intérêt du prolétariat, des petits-bourgeois et petits cultivateurs allemands d'œuvrer de toute leur énergie à la réalisation des mesures ci-dessus énoncées. C'est uniquement en les réalisant que les millions d'Allemands, exploités jusqu'ici par un petit nombre d'individus désireux de perpétuer l'oppression, pourront obtenir justice et conquérir le pouvoir qui leur revient puisqu'ils produisent toute richesse dans la société.

Le Comité :

Karl Marx, Karl Schapper, Heinrich Bauer,  
Friedrich Engels, Joseph Moll, Wilhelm Wolff.

# **LA RÉVOLUTION DE 1848-1849**

# PREMIERS ENGAGEMENTS

## *La révolution à Paris*

*Fr. Engels,  
« Deutsche Brüsseler Zeitung »,  
27 Février 1848.*

L'année 1848 s'annonce bonne. A peine la révolution sicilienne avec sa longue traînée de Constitutions<sup>51</sup> est-elle passée, que Paris vit une insurrection victorieuse.

Les députés de l'opposition s'étaient engagés publiquement à défendre le droit de réunion par une action courageuse contre les Guizot, Ducâtel et Hébert. Au dernier moment, la salle étant prête et les convives du banquet attendus, voilà qu'au lieu d'agir les poltrons de la Gauche — monsieur Odilon Barrot en tête — reculèrent lâchement. Le banquet fut décommandé. Mais, le peuple de Paris, excité par les grands héros braillards de la Chambre, irrité contre ces lâches épiciers et, surtout, las de la persistance d'un chômage généralisé, le peuple de Paris, lui, ne se laissa pas décommander.

**Mardi après-midi**, tout Paris était dans les rues. Les masses criaient : « A bas Guizot ! Vive la Réforme ! ». Elles manifestèrent devant l'hôtel de Guizot, qui fut protégé à grand peine par la troupe et dont les fenêtres furent brisées à coups de pierres. Mais, les masses défilèrent aussi devant la maison d'Odilon Barrot, en scandant : « A bas Barrot ! », et brisèrent, là encore, les carreaux. Monsieur Barrot, ce lâche instigateur de l'émeute, envoya un émissaire au gouvernement pour demander que l'on assurât sa sécurité !

La troupe était à pied d'œuvre, mais contemplait le spectacle sans réagir. Seule, la Garde municipale intervint avec la plus grande brutalité. Elle est composée en majeure partie d'Alsaciens et de Lorrains, c'est-à-dire de demi-Allemands, qui touchent trois francs et demi par jour, sont gros et gras, étant fort bien nourris. La Garde municipale est le corps militaire le plus abject qui soit ; elle est pire que la gendarmerie et la vieille garde suisse : si le peuple triomphe, elle passera un mauvais quart d'heure.

Vers le soir, le peuple commença à manifester quelque résistance. Des barricades furent dressées, des postes de police assaillis et incendiés. Un mouchard de police fut tué à coups de couteau, place de la Bastille. Des armureries furent pillées.

A 5 heures, on sonna le rassemblement général de la Garde nationale. Seuls, quelques-uns se présentèrent en criant : « A bas Guizot ! ». Tout redevint tranquille au cours de la nuit. Les dernières barricades furent prises, et l'émeute semblait terminée. Mais, le mercredi matin, le soulèvement reprit avec une force accrue. Une grande partie du centre de Paris, à l'Est de la rue Montmartre, se couvrit de puissantes barricades : dès 11 heures, la troupe n'osait plus s'y aventurer. La Garde nationale intervint, mais uniquement pour empêcher la troupe d'attaquer le peuple, et pour crier : « A bas Guizot. Vive la Réforme ! ».

Il y avait 50 000 soldats à Paris, disposés selon le plan de défense du maréchal Gérard à tous les points stratégiques<sup>52</sup>. Or, ces points sont si nombreux que toute la troupe était absorbée à cette tâche, et donc contrainte à l'inaction. Bref, on ne disposait pour l'attaque que de la Garde municipale. L'excellent plan Gérard

s'est ainsi révélé fort utile pour les émeutiers : il paralysait les troupes et favorisait la passivité, à laquelle elles inclinaient de toute façon. Les points fortifiés, qui étaient disséminés un peu partout, ont également desservi le gouvernement. Il fallait les tenir occupés, ce qui enlevait une bonne partie des troupes aux points où l'on se battait. Personne n'eut l'idée de recourir au bombardement. De même, personne ne songeait qu'il existait des bastilles. Tout cela prouve, une fois de plus, que les plans de défense contre un soulèvement massif d'une grande ville ne peuvent être efficaces.

Vers midi, les cris d'hostilité à l'égard du ministère se firent si véhéments au sein de la Garde nationale que plusieurs commandants firent savoir aux Tuileries qu'ils ne pouvaient se porter garants de leurs troupes, si le ministère voulait se maintenir.

A 14 heures, le vieux Louis-Philippe était contraint de laisser choir Guizot et de constituer un nouveau ministère. Dès qu'elle apprit ces nouvelles, la Garde nationale se retira dans ses quartiers et illumina les façades.

Mais, le peuple — les ouvriers — qui avaient été les *seuls* à édifier les barricades, à mener le combat contre la Garde municipale, et à tenir tête aux balles, aux baïonnettes et aux sabots des chevaux, les ouvriers n'avaient aucune envie de se battre uniquement pour messieurs Molé et Billault<sup>53</sup>. Ils continuèrent donc la lutte. Alors qu'on jubilait déjà boulevard des Italiens, on se mitraillait violemment rue Sainte-Avoie et rue Rambuteau. Le combat se poursuivit jusqu'à une heure avancée de la nuit et reprit jeudi matin. Le fait que les rails de tous les chemins de fer menant à Paris aient été arrachés montre bien que c'était les ouvriers qui avaient surtout mené la lutte.

La bourgeoisie a fait sa révolution : elle a renversé Guizot et, avec lui, la domination exclusive des grands financiers de la bourse. Mais, à présent, au second acte de la lutte, ce n'est plus une partie de la bourgeoisie qui combat l'autre, c'est le prolétariat qui s'oppose à la bourgeoisie.

La nouvelle vient d'arriver, selon laquelle le peuple a triomphé



et a proclamé la République. Nous avouons que nous n'avions pas espéré ce résultat brillant du prolétariat parisien.

Trois des membres du gouvernement provisoire appartiennent au parti démocratique le plus radical, dont l'organe est *la Réforme*. Le quatrième est un *ouvrier* — *Albert* — et c'est pour la première fois au monde qu'un ouvrier entre dans un gouvernement. En outre, il y a les Lamartine, Dupont de l'Eure, et deux membres du « National »<sup>54</sup>.

De par cette glorieuse révolution, le prolétariat français s'est, une nouvelle fois, hissé à la pointe du mouvement ouvrier européen. Gloire aux ouvriers parisiens ! Ils ont donné la première impulsion au monde : tous les autres pays entreront peu à peu dans le mouvement. En effet, la victoire de la République en France est le triomphe de la démocratie dans toute l'Europe.

Notre époque est celle de l'essor de la démocratie. Les flammes des Tuileries et du Palais Royal sont l'aurore du prolétariat. Le règne de la bourgeoisie s'effondrera maintenant partout, ou du moins sera ébranlé.

L'Allemagne suivra sans doute. Maintenant ou jamais, elle réagira contre son avilissement. Si les Allemands possèdent quelque honneur et quelque fierté, nous pourrons crier d'ici un mois, nous aussi : *Vive la République allemande !*

*Les héritiers de la révolution allemande de Mars*

Karl Marx,  
« *Le ministère Camphausen* »,  
« *La Nouvelle Gazette rhénane* »  
4 Juin 1848.

On sait que l'Assemblée nationale française de 1789 fut introduite par une Assemblée de notables, composée des états féodaux, comme l'est la Diète unifiée de Prusse. Dans son décret de convocation des Etats Généraux, Necker déféra au vœu des notables. Le ministre français avait ainsi une avance considérable sur notre ministre actuel Camphausen. En effet, il n'avait pas attendu la prise de la Bastille ni la chute de la monarchie

absolue pour rattacher, après-coup, de manière dogmatique, l'ancien régime au nouveau. A plus forte raison, il ne s'est pas donné le mal de sauver les *apparences* : comme si la France était parvenue par *des voies légales* de l'ancien régime à la nouvelle Assemblée constituante.

Il avait encore une autre supériorité : il n'était pas ministre de Lorraine ou d'Alsace, alors que M. Camphausen est ministre de la Prusse, *et non de l'Allemagne*. Et, malgré toute cette supériorité, le ministre Necker ne put transformer le mouvement révolutionnaire en une réforme pacifique. On ne traite pas une grave maladie avec l'eau de rose<sup>55</sup>.

M. Camphausen ne pourra donc modifier la nature du mouvement en élucubrant une théorie qui raccorde d'un trait son ministère à l'ancien régime de la monarchie prussienne : la révolution de Mars, le mouvement révolutionnaire allemand en général, ne se laissent pas transformer par un artifice en un *incident* plus ou moins grave.

Louis-Philippe a-t-il été élu roi des Français, parce qu'il était un Bourbon ? On se souvient que cette question a divisé les partis après la révolution de Juillet. Or, quel était le sens de cette polémique ? C'est que la révolution de 1830 était remise en question, *la classe parvenue au pouvoir et les représentants de la révolution n'exprimant pas l'intérêt de ceux qui avaient fait la révolution*.

La déclaration de M. Camphausen a la même signification : son ministère n'est pas né *de* la révolution de Mars, mais *après* la révolution de Mars.

### *Parodie de guerre au Schlesvig-Holstein*

Fr. Engels,  
« *La Nouvelle Gazette rhénane* »,  
5 Juin 1848.

En vérité, les annales de toute l'histoire ne connaissent aucune campagne militaire aux alternances aussi frappantes entre la violence des armes et les intrigues de la diplomatie, que l'actuelle

guerre d'*unité nationale allemande* contre le petit Danemark. Les hauts faits de l'ancienne armée impériale avec ses six cents commandants, ses états-majors, ses conseils de guerre, les *chamailleries* des chefs de la Coalition de 1792, les *ordres et contre-ordres* de feu le Conseil de guerre de la Cour royale impériale prennent un aspect grave, saisissant, poignant et tragique à côté de la comédie militaire que joue en ce moment la nouvelle armée confédérale allemande<sup>56</sup> au Schlesvig-Holstein sous les éclats de rire sonores de toute l'Europe.

Voici en bref l'intrigue de cette comédie.

Premièrement, les Danois partis du Jutland débarquent leurs troupes dans le Nord du Schlesvig. Les Prussiens et les Hanovrais occupent Rendsbourg et la ligne de l'Eider. Quoi qu'en disent les braillards allemands, les Danois sont un peuple alerte et courageux. Après une attaque rapide, ils rejettent l'armée du Schlesvig-Holstein jusque sur les positions des Prussiens, qui assistent sans coup férir à ce spectacle.

Deuxièmement, l'ordre d'avancer arrive de Berlin. Les troupes allemandes confédérées attaquent les Danois et les écrasent au Schlesvig, en raison de leur supériorité numérique. Ce qui a assuré la victoire, c'est, par ailleurs, l'habileté avec laquelle les gardes poméraniens jouèrent de la crosse, comme autrefois à Grossbeeren et Dennewitz<sup>57</sup>. Le Schlesvig est repris, l'Allemagne est en liesse après cet exploit de son armée.

Troisièmement, la flotte danoise — qui en tout compte à peine vingt navires de quelque importance — s'empare des navires marchands allemands, bloque tous les ports et couvre les passages vers les îles où son armée se retire. Ils abandonnent le Jutland qu'occupent partiellement les Prussiens, qui y lèvent une contribution de deux millions en espèces.

Quatrièmement, avant même qu'un seul thaler n'ait été empoché, l'Angleterre fait des propositions de médiation sur la base d'un retrait des troupes et de la neutralisation du Schlesvig, tandis que la Russie envoie des notes menaçantes. M. Camphausen tombe tout droit dans le piège : sur son ordre, les Prussiens ivres de leur victoire se retirent de Veile en direction de Königsau,

Hadersleben, Apenrade, Flensbourg. Aussitôt les Danois réapparaissent, harcèlent les Prussiens de jour comme de nuit, semant la confusion dans leurs rangs : ils débarquent sur toutes les côtes, battent les troupes du X<sup>e</sup> corps confédéral à Sundewitt, et ne se replient que sous la pression d'une force supérieure. Lors de l'engagement du 30 Mai, ce furent encore les crosses qui décidèrent, brandies cette fois par les poings loyaux des Mecklembourgeois. La population allemande s'enfuit en même temps que les Prussiens, tout le Nord du Schlesvig est livré à la dévastation et au pillage ; à Hadersleben et Apenrade, le drapeau danois flotte de nouveau. Au Schlesvig comme à Berlin, les soldats prussiens de tout grade obéissent aveuglément à la consigne !

Cinquièmement, Berlin envoie un nouvel ordre : les Prussiens doivent une fois de plus avancer, et ils repartent allègrement en direction du Nord. Mais, la comédie n'est pas achevée pour autant. Nous attendons avec curiosité : où les Prussiens devront-ils s'arrêter au prochain ordre de retraite.

Bref, c'est un véritable quadrille, un ballet militaire que le ministère Camphausen fait jouer pour son propre plaisir et la plus grande gloire de la nation allemande. Mais, n'oublions pas que les feux de la rampe sont formés des villages en flammes du Schlesvig, et le chœur des cris de vengeance des harceleurs et francs-tireurs danois.

Le ministère Camphausen a montré à cette occasion comment il entendait représenter l'Allemagne face au monde extérieur. Le Schlesvig, livré par sa faute deux fois à l'invasion danoise, se souviendra avec reconnaissance de la première expérience diplomatique de nos ministres « responsables ». Faisons confiance à l'intelligence et à l'énergie du ministère Camphausen \*.

\* La royauté prussienne s'empara de la direction de la guerre, afin d'y mettre un terme en trahissant la cause des deux duchés, qui furent rendus au Danemark, à l'armistice de Malmö (le 26 Août 1848). L'Assemblée nationale de Francfort fut placée devant le choix suivant : ou bien rejeter l'armistice et déclarer la guerre au roi de Prusse ainsi qu'à la Russie<sup>162</sup>, à l'Angleterre et à l'Autriche<sup>207</sup>, alliées du Danemark ; ou bien proclamer l'impuissance de la révolution et entériner cette constatation. Une assemblée démocra-

tique est incapable de prendre de grandes décisions historiques : celles qui furent prises par la Convention en France le furent sous la pression du peuple en armes.

L'assemblée de Francfort accepta donc l'armistice, et lorsque les révolutionnaires se soulevèrent à Francfort le 18 Septembre, ils furent écrasés par les troupes autrichiennes et prussiennes.

C'était la fin de l'espoir de Marx et d'Engels de voir la révolution poussée en avant par une guerre de la nation allemande. Certes, il y eut en Mai et Juin 1849 des soulèvements armés en Bade, en Saxe et au Palatinat, mais l'absolutisme réussit à localiser ces conflits. (N. d. Tr.)

# LE SOMMET MILITAIRE DE JUIN 1948

## *La Révolution de Juin*

*Fr. Engels,  
« La Nouvelle Gazette rhénane »,  
1<sup>er</sup> et 2 Juillet 1848.*

On commence à avoir une vue d'ensemble de la révolution de Juin. Les informations se complètent, et l'on peut distinguer les faits des rumeurs et des mensonges : le caractère de l'insurrection apparaît de plus en plus clairement. A mesure que l'on saisit mieux les événements dans leur connexion générale, on est frappé par l'ampleur inouïe de l'insurrection, le courage et l'héroïsme des insurgés, la rapidité avec laquelle ils improvisèrent une organisation de combat, et l'unanimité qui règne entre eux.

Il semble que ce soit Kersausie — un ex-officier et ami de Raspail — qui ait dressé le plan de bataille des ouvriers.

C'est pourquoi, les insurgés avancèrent en quatre colonnes sur l'Hôtel de Ville en un mouvement concentrique.

La première colonne, dont la base d'opération était le faubourg Montmartre, les faubourgs de la Chapelle et de la Villette, avança vers le Sud à partir des barrières Poissonnière, Rochechouart, Saint-Denis et la Villette. Elle occupa les boulevards et progressa vers l'Hôtel de Ville par les rues Montorgueil, Saint-Denis et Saint-Martin.

La seconde colonne, dont la base était protégée par le canal Saint-Martin et formée par les faubourgs du Temple et Saint-Antoine, habités surtout par des ouvriers, avança vers le même objectif par la rue du Temple, la rue Saint-Antoine et les quais de la rive droite de la Seine, ainsi que par toutes les rues parallèles du périmètre.

La troisième colonne, partie du faubourg Saint-Marceau, avança vers l'île de la Cité, par la rue Saint-Victor et les quais de la rive gauche.

La quatrième colonne, appuyée sur le faubourg Saint-Jacques et le quartier de l'École de Médecine avança, elle aussi, vers l'île de la Cité en prenant la rue Saint-Jacques. Les deux colonnes firent leur jonction à l'île de la Cité, passèrent sur la rive droite et prirent l'Hôtel de Ville à revers et de flanc.

C'est avec raison que le plan s'appuyait sur les quartiers exclusivement ouvriers de la partie Est de Paris, soit la moitié de la sphère parisienne, qui s'élargit à mesure que l'on va vers l'Est. Il fallait d'abord nettoyer l'Est de Paris de tous les ennemis pour marcher ensuite des deux côtés de la Seine en direction de l'Ouest, dont les centres sont les Tuileries et l'Assemblée nationale.

Ces colonnes devaient s'appuyer sur un grand nombre de petites unités mobiles, disposant d'une grande initiative pour agir aux côtés des colonnes principales ou entre elles, barrant les petites rues parallèles de barricades et assurant la liaison entre les insurgés. En cas de retraite, elles empêchaient l'adversaire de prendre les colonnes à revers au moyen des rues parallèles. Les bases d'opération étaient puissamment retranchées, surtout le Clos Saint-Lazare, le faubourg et le quartier Saint-Antoine ainsi que le faubourg Saint-Jacques.

Si ce plan comportait une erreur, c'est qu'il ne tenait pas

compte de la moitié Ouest de Paris dès le début des opérations. Pourtant, on y trouve, des deux côtés de la rue Saint-Honoré, le long des Halles et du Palais national, plusieurs quartiers très propices aux émeutes, avec des ruelles tortueuses, habitées surtout par des ouvriers. Il eût fallu y établir le cinquième foyer d'insurrection, afin d'isoler l'Hôtel de Ville et immobiliser une grande partie des troupes adverses dans ce bastion avancé.

La victoire dépendait de la rapidité avec laquelle les insurgés pénétreraient dans le centre de Paris pour s'emparer de l'Hôtel de Ville. Il ne nous a pas été possible de déterminer si Kersausie s'est trouvé dans l'impossibilité d'organiser l'insurrection dans ce secteur. Quoi qu'il en soit, jamais encore soulèvement n'a pu réussir s'il n'a pu s'emparer d'emblée de ce centre de Paris qui touche aux Tuileries<sup>58</sup>. Il suffit de rappeler l'émeute qui suivit les funérailles du général Lamarque, en Juin 1832. Les insurgés, comme cette fois-ci, avancèrent jusqu'à la rue Montorgueil, mais furent ensuite refoulés.

Les insurgés progressèrent conformément à ce plan. Ils commencèrent tout de suite à séparer leur terrain — le Paris des ouvriers — du Paris des bourgeois, en édifiant deux barrages importants : les barricades de la Porte Saint-Denis et celle de la Cité. Ils furent délogés des premières, mais purent tenir les secondes. Le premier jour de l'émeute — le 23 Juin — fut un simple prélude. Dès les premières escarmouches du matin, le plan des insurgés était clair (nous l'avons bien compris dans *La Nouvelle Gazette rhénane*, comme le montre notre article du 28 Juin)<sup>59</sup>. Le boulevard Saint-Martin, qui coupait la ligne d'opération de la première colonne fut le théâtre de luttes violentes, dont les forces de l'« Ordre » sortirent victorieuses par suite de conditions locales.

Les issues vers la Cité furent barrées, à droite par une unité mobile qui s'installa dans la rue Planché-Milbray, et à gauche par les troisième et quatrième colonnes, qui occupèrent et fortifièrent les trois ponts Sud de la Cité, où se déroula un très violent combat. Les forces de l'« Ordre » réussirent à s'emparer du pont Saint-Michel et avancèrent jusqu'à la rue Saint-Jacques. Elles se flattaient d'écraser l'émeute avant la nuit.



Si le plan des insurgés se dessinait déjà nettement, celui de l' « Ordre » était plus clair encore. Il consistait tout bonnement à utiliser tous les moyens pour écraser les insurgés. Cette intention leur fut signifiée à coups de boulets et de mitraille.

En fait, le gouvernement croyait avoir affaire à une bande d'émeutiers abrutis et ordinaires, agissant sans aucun plan. Après avoir dégagé les artères principales, il annonça le soir que l'émeute était vaincue, et c'est avec la plus grande négligence qu'il fit occuper par la troupe les quartiers conquis.

Les insurgés surent admirablement exploiter cette défaillance pour engager, après les escarmouches du 23, la grande bataille. C'est avec une rapidité tout à fait prodigieuse que les ouvriers s'assimilèrent le plan des opérations en coordonnant d'une manière parfaite tous leurs mouvements et en utilisant avec adresse un terrain de bataille pourtant complexe. Ce serait tout à fait inexplicable si, dans les ateliers nationaux, les ouvriers n'avaient pas déjà été organisés quasi-militairement<sup>60</sup> et répartis en compagnies. En effet, il ne leur restait qu'à transposer leur organisation industrielle sur le plan militaire pour former aussitôt une armée bien structurée.

Au matin du 24, les insurgés avaient non seulement reconquis tout le terrain perdu, mais encore gagné des positions nouvelles. Certes, la ligne des boulevards jusqu'au Temple restait occupée par la troupe, ce qui coupait la première colonne du centre ; mais, la seconde colonne, partie du faubourg Saint-Antoine, réussit à cerner presque complètement l'Hôtel de Ville. Elle installa son quartier général dans l'église Saint-Gervais à quelque 300 pas de l'Hôtel de Ville. Elle s'empara du cloître Saint-Merri et des rue avoisinantes, avança bien au-delà de l'Hôtel de Ville et l'isola presque entièrement après avoir fait sa jonction avec les colonnes de la Cité. En effet, il ne restait qu'un seul accès ouvert aux forces de l' « Ordre » : les quais de la rive droite. Au Sud, les ouvriers réoccupèrent tout le faubourg Saint-Jacques, établirent les liaisons avec la Cité, renforçant de la sorte cette position en vue du passage sur la rive droite.

Il n'y avait plus de temps à perdre. Ainsi menacé, l'Hôtel de Ville — le centre révolutionnaire de Paris — serait inévitable-

ment tombé, si les mesures les plus draconiennes n'avaient été prises dans le camp adverse.

Effrayée, l'Assemblée nationale désigna Cavaignac comme dictateur, et ce dernier habitué en Algérie à intervenir « avec énergie » savait ce qu'il y avait à faire.

Aussitôt, dix bataillons progressèrent par le large quai de l'École vers l'Hôtel de Ville. Ils coupèrent les liaisons des insurgés de la Cité avec la rive droite, assurèrent la défense de l'Hôtel de Ville et poussèrent même quelques attaques contre les barricades avoisinantes.

La rue Planche-Mibray et son prolongement la rue Saint-Martin furent nettoyés, et la cavalerie se chargea de les garder ouverts. Le pont Notre-Dame, qui mène à la Cité, fut balayé par l'artillerie lourde, si bien que Cavaignac fonça directement sur la Cité pour y intervenir « avec énergie ». Le poste principal des insurgés — la Belle Jardinière — fut bombardé à coups de canon, puis incendié par des fusées. La rue de la Cité fut à son tour conquise à coups de canon. Trois points sur la rive gauche furent pris d'assaut, et les insurgés furent fermement repoussés de cette rive. Entre-temps, les quatorze bataillons stationnés sur la place de Grève et les quais dédagèrent l'Hôtel de Ville déjà assiégé, si bien que le quartier général des insurgés — l'église Saint-Gervais — ne fut qu'un avant-poste peu sûr.

La rue Saint-Jacques ne fut pas seulement attaquée de la Cité par l'artillerie, mais prise de flanc à partir de la rive gauche. Le général Damesme avança le long du Luxembourg vers la Sorbonne, occupa le quartier Latin et lança ses colonnes contre le Panthéon. La place du Panthéon était transformée en une redoutable forterresse. Les forces de l'« Ordre » s'étaient emparées depuis longtemps de la rue Saint-Jacques, mais se heurtaient toujours à ce redoutable barrage. Elles avaient vainement donné du canon et attaqué à la baïonnette. Mais, la lassitude, le manque de munitions et la menace d'incendie lancée par les bourgeois finirent par contraindre les 1 500 ouvriers cernés de toutes parts à se rendre. Au même moment, après une longue et vaillante résistance, la place Maubert tomba aux mains de l'« Ordre » : les

insurgés, chassés de leurs positions les plus puissantes, furent obligés d'évacuer toute la rive gauche.

Pendant ce temps, la troupe et la Garde nationale utilisèrent la position sur les boulevards de la rive droite pour avancer de deux côtés. Le commandant de ce secteur, Lamoricière, fit balayer les rues du faubourg Saint-Denis et Saint-Martin, le boulevard du Temple et la moitié de la rue du Temple, par l'artillerie lourde et y lança de rapides attaques. Il put se flatter d'avoir obtenu jusqu'au soir de brillants résultats : il avait coupé en deux la première colonne et en avait encerclé une grande partie au Clos Saint-Lazare ; il avait repoussé le reste et, en progressant sur les boulevards, il avait avancé un coin dans les rangs ouvriers.

Grâce à quoi Cavaignac avait-il marqué ces points ?

1. Il disposait d'une *supériorité numérique énorme* par rapport aux insurgés : dès le 24, il avait non seulement les 25 000 hommes de la garnison de Paris, les 20 à 25 000 de la Garde mobile plus les 60 à 80 000 disponibles de la Garde nationale, mais encore la Garde nationale de tous les environs de Paris et de plusieurs villes éloignées (20 à 30 000 hommes), sans compter 20 à 30 000 hommes de troupe rappelés en toute hâte des garnisons avoisinantes. Si, au matin du 24, il pouvait compter sur plus de 100 000 hommes, dans la soirée, ce nombre s'était accru de moitié. Or, les insurgés étaient tout au plus 40 à 50 000 !

2. Il utilisa sans vergogne les *moyens les plus brutaux*. Jusque-là, le canon n'avait servi qu'une fois dans les rues de Paris : en Vendémiaire 1795, lorsque Napoléon dispersa à la mitraille les rebelles royalistes de la rue Saint-Honoré. Mais, jamais jusque-là on n'avait utilisé l'artillerie, ni les obus et les fusées incendiaires contre des barricades ou des maisons. Or, le peuple n'était pas préparé à cette forme d'intervention : il n'était pas armé pour y répondre. L'unique riposte, l'incendie, heurtait son sens de la noblesse. Il ne se doutait pas que les méthodes de guerre expérimentées en Algérie seraient utilisées en plein Paris. C'est pour quoi il recula, et ce premier mouvement décida de sa défaite.

Le 25, Cavaignac mit en place des troupes encore bien plus importantes. Les positions des insurgés étaient ramenées à un

seul quartier : les faubourgs Saint-Antoine et du Temple, avec deux postes avancés, le Clos Saint-Lazare et la partie du faubourg Saint-Antoine proche du pont Damiette.

Ayant obtenu de nouveaux renforts de 20 à 30 000 hommes et d'importants parcs d'artillerie, Cavaignac fit d'abord attaquer les avant-postes déjà encerclés, notamment le Clos Saint-Lazare que les insurgés avaient transformé en citadelle fortifiée. Après avoir bombardé et mitraillé le Clos pendant douze heures, Lamoricière parvint enfin à chasser les insurgés de leurs positions et à occuper ce réduit. Il ne put arriver à ses fins qu'après avoir réussi une attaque de flanc par les rues Rochechouart et Poissonnière et fait bombarder les barricades le premier jour par quarante batteries, et le second par un nombre plus considérable encore.

L'un de ses détachements pénétra par le faubourg Saint-Martin dans le faubourg du Temple, mais sans grand résultat. Un autre descendit les boulevards jusqu'à la Bastille, mais il n'alla pas loin non plus : une série de redoutables barricades l'en empêcha. La troupe ne s'en empara qu'après avoir utilisé le canon et brisé une vive résistance. Les maisons des alentours subirent de terribles ravages.

Partie de l'Hôtel de Ville, la colonne Duvivier chassa devant elle les insurgés sous le feu roulant de l'artillerie. Elle occupa l'église Saint-Gervais, nettoya la rue Saint-Antoine jusqu'à une certaine distance de l'Hôtel de Ville. Plusieurs colonnes, avançant le long du quai et des rues parallèles, s'emparèrent du pont Damiette, grâce auquel les insurgés du quartier Saint-Antoine communiquaient avec ceux de l'île Saint-Louis et de la Cité. Le quartier Saint-Antoine étant pris de flanc, il ne restait plus aux insurgés qu'à se retirer directement dans le faubourg. Ils effectuèrent cette retraite en se heurtant violemment à une colonne qui, à partir des quais, progressa jusqu'à l'embouchure du canal Saint-Martin, puis le long du canal sur le boulevard Bourdon. Ayant été isolés, certains insurgés furent massacrés, quelques rares emmenés prisonniers.

Cette opération permit de prendre le quartier Saint-Antoine et la place de la Bastille. Vers le soir, la colonne de Lamoricière

parvint à occuper tout le boulevard Beaumarchais et à opérer sa jonction avec les troupes de Duvivier sur la place de la Bastille.

Après la conquête du pont Damiette, Duvivier put déloger les insurgés de l'île Saint-Louis et de l'ancienne île de Louviers : il réalisa cet exploit en déployant une brutalité aussi sauvage que celle exercée contre les Algériens. Il n'est guère de quartiers, où l'artillerie lourde fit autant de ravages que dans l'île Saint-Louis. Mais qu'importait ? Les insurgés étant refoulés ou massacrés, l'« *Ordre* » triomphait sur les ruines maculées de sang.

Il restait une position à conquérir sur la rive gauche de la Seine : le pont d'Austerlitz qui, à l'Est du canal Saint-Martin, relie le faubourg Saint-Antoine à la rive gauche de la Seine. Les insurgés l'avaient solidement barricadé et flanqué d'une forte tête de pont sur la rive gauche, place Valhubert en face du Jardin des Plantes. Après la chute du Panthéon, c'était le dernier retranchement des insurgés sur la rive gauche. Après une résistance opiniâtre, cette tête de pont fut réduite.

Le 26 Juin, il ne restait donc plus aux insurgés qu'un dernier bastion : le faubourg Saint-Antoine et une partie du faubourg du Temple. Or, ces quartiers ne se prêtent guère aux combats de rue, leurs rues assez larges et presque rectilignes laissant le champ entièrement ouvert à l'artillerie. En outre, s'ils sont parfaitement couverts à l'Ouest par le canal Saint-Martin, ils sont complètement découverts au Nord, d'où cinq à six larges rues conduisent tout droit au cœur du faubourg Saint-Antoine.

Les insurgés avaient établi leurs principaux retranchements à la place de la Bastille et dans la rue la plus importante du quartier, la rue du Faubourg-Saint-Antoine. Ils y avaient dressé de remarquables barricades, en partie maçonnées, au moyen de gros pavés rectangulaires, en partie charpentées au moyen de grosses poutres. Elles formaient un angle tourné vers l'intérieur afin de permettre, d'une part, de réduire les effets des boulets de canon, d'autre part, d'accroître le front des défenseurs qui pouvaient ouvrir un feu croisé plus nourri. Les insurgés avaient percé les murs de refend des maisons afin d'établir un système de communication entre les blocs d'immeubles, si bien qu'ils pouvaient, selon le cas, ouvrir un feu de tirailleur sur la troupe,

ou se retirer derrière leurs barricades. Les ponts et les quais du canal, ainsi que les rues parallèles avaient été puissamment fortifiés. Bref, les deux faubourgs qui restaient entre les mains des insurgés, ressemblaient à un véritable camp retranché, dont chaque pouce de terrain devait être conquis par la troupe au prix d'un combat sanglant.

La lutte devait reprendre le 26 au matin. Mais, Cavaignac n'avait guère envie d'envoyer ses troupes dans ce labyrinthe fortifié. Il menaça les insurgés d'un bombardement, et fit mettre en batterie les mortiers et les obusiers. On parlementa pendant que Cavaignac fit miner les maisons contiguës, dans la mesure où il put le faire, étant donné le peu de temps dont il disposait, et là où il put le faire, étant donné que le canal couvrait une partie du réduit. Il en profita également pour établir des couloirs de communication entre les maisons déjà occupées et les maisons voisines, en perçant des ouvertures dans les murs de refend.

Les pourparlers furent rompus, et la lutte reprit. Cavaignac fit attaquer le général Perrot à partir du faubourg du Temple, et le général Lamoricière à partir de la place de la Bastille. Il fit violemment bombarder les barricades en ces deux points. Perrot progressa assez vite, occupa le reste du faubourg du Temple et parvint en quelques endroits jusqu'au faubourg Saint-Antoine. Lamoricière avança plus lentement. Alors que les premières maisons du faubourg étaient incendiées par ses obus, les premières barricades résistaient à ses canons. Il se mit à parlementer. Montre en main, il attendait la minute où il aurait le plaisir de détruire à coups de canon le quartier le plus peuplé de Paris. C'est alors que finalement une partie des insurgés capitula, tandis que l'autre, attaquée sur ses flancs, abandonnait la ville après un bref combat.

La lutte des barricades du mois de Juin prit fin. On continua de tirer çà et là aux portes de la ville, mais cela n'avait plus d'importance. La cavalerie dispersa les fuyards à l'extérieur de Paris, puis les captura un par un.

Nous avons tenu à faire cet exposé purement militaire du combat pour montrer à nos lecteurs avec quel héroïsme, quel

ensemble, quelle discipline et quel art militaire les ouvriers de Paris se sont battus. Quatre jours durant, 40 000 insurgés ont combattu contre des forces quatre fois plus nombreuses et supérieurement armées, et il s'en est fallu d'un cheveu qu'ils fussent vainqueurs. En effet, ils étaient tout près de prendre pied dans le centre de Paris, de s'emparer de l'Hôtel de Ville et d'instituer un gouvernement provisoire, doublant alors leur nombre non seulement avec les hommes des quartiers conquis, mais encore avec les Gardes mobiles qu'une chiquenaude eût fait passer dans le camp des ouvriers.

Certains journaux allemands prétendent que ce fut la bataille décisive entre la république rouge et la république tricolore, entre ouvriers et bourgeois. Nous sommes convaincus que cette bataille ne décide de rien, sinon de la désagrégation interne des vainqueurs. Au reste, le développement de toute l'affaire prouve que les ouvriers finiront tout de même par l'emporter bientôt, même si nous considérons les choses sous l'angle purement militaire. En effet, si 40 000 ouvriers parisiens ont pu accomplir une action aussi prodigieuse contre une force quatre fois supérieure, que n'accomplira l'ensemble des ouvriers parisiens luttant tous ensemble avec cohésion.

Kersausie est prisonnier et, à l'heure qu'il est, sans doute déjà fusillé. Si les bourgeois le fusillent, ils ne peuvent cependant lui enlever la gloire *d'avoir, pour la première fois dans l'histoire, organisé le combat des rues*. Ils peuvent le fusiller, mais nulle puissance au monde n'empêchera qu'à l'avenir dans tous les combats de rue on utilise les méthodes qu'il a inaugurées. Ils peuvent le fusiller, mais ils ne peuvent empêcher que son nom reste dans l'histoire comme celui du *premier stratège des barricades*.

Le 23 Juin

Fr. Engels,  
« La Nouvelle Gazette rhénane ».  
28 Juin 1848.

Des éléments nouveaux viennent sans cesse s'ajouter à ceux que nous possédons déjà sur les combats du 23. En fait, les matériaux dont nous disposons sont inépuisables. Or, pour faire vite, nous n'en donnerons que les points essentiels et caractéristiques.

Ce qui distingue tout d'abord les luttes de Juin, c'est leur acharnement : Paris et le monde entier n'en ont jamais connu d'une telle intensité. En effet, jusqu'ici, de toutes les révolutions, ce furent les journées de Mars à Milan qui ont été les plus chaudes. Une population de 170 000 âmes, pratiquement sans armes, battit une armée de 20 à 30 000 hommes. Or, les journées de Mars à Milan apparaissent comme un jeu d'enfant auprès de la révolution de Juin à Paris.

Ce qui distingue la révolution de Juin de toutes les révolutions qui ont eu lieu jusqu'ici, c'est l'absence de toute illusion, de tout enthousiasme. Le peuple n'élève pas comme en Février des barricades en chantant « Mourir pour la patrie ». Les ouvriers du 23 Juin se battent pour leur existence : la patrie a perdu toute signification pour eux. La « Marseillaise » et tous les souvenirs de la grande Révolution sont morts. Peuple et bourgeoisie ont le sentiment qu'ils entrent dans une révolution plus importante que celles de 1789 et 1793.

La révolution de Juin est la révolution du désespoir. C'est avec une haine rentrée, avec le sombre sang-froid du désespoir que luttent les révolutionnaires. Les ouvriers savent qu'ils mènent une lutte à mort, et devant la terrible gravité de ce combat, le joyeux esprit français lui-même se tait.

L'histoire n'a connu que deux moments ayant une ressemblance avec la lutte qui se poursuit vraisemblablement encore aujourd'hui à Paris : la guerre des esclaves de Rome et le soulèvement de Lyon en 1834. La vieille revendication lyonnaise — « Vivre en travaillant ou mourir en combattant ! » — a resurgi soudain, après quatorze ans, et a été inscrite sur les drapeaux.



Pour la première fois dans l'histoire, la révolution divise réellement toute la société en deux camps ennemis, représentés par l'Est et l'Ouest de Paris. L'unanimité de la révolution de Février a disparu, cette unanimité poétique, pleine d'illusions fascinantes et de beaux mensonges, si dignement représentée par Lamartine, ce traître beau parleur. L'implacable gravité de la réalité met aujourd'hui en pièces toutes les promesses fallacieuses du 25 Février. Aujourd'hui, les combattants de Février se battent entre eux, et — fait sans précédent — personne ne reste indifférent : tout homme capable de manier une arme participe effectivement à la lutte, *sur* la barricade ou *devant* elle.

Les armées qui s'affrontent dans les rues de Paris sont aussi considérables que celles qui participèrent à Leipzig, à la bataille des nations. Ce simple fait montrerait l'importance extrême de la révolution de Juin.

Mais, venons-en à la description de la lutte elle-même.

D'après les nouvelles dont nous disposions hier, nous pouvions croire que les barricades avaient été dressées sans plan précis. Les informations détaillées d'aujourd'hui prouvent le contraire. Jamais les ouvrages fortifiés des ouvriers n'ont été réalisés avec autant de sang-froid et de méthode.

La ville se divisait en deux camps. La ligne de démarcation commençait aux portes Nord-Est de la ville, allait de Montmartre à la porte Saint-Denis pour descendre la rue Saint-Denis, traverser l'île de la Cité et longer la rue Saint-Jacques jusqu'à la limite Sud de Paris, la barrière d'Enfer \*. Tout ce qui se situait à l'Est de cette ligne était occupé et fortifié par les ouvriers. La bourgeoisie s'appuyait sur la partie Ouest, d'où elle recevait ses renforts pour passer à l'attaque.

Dès les premières heures du matin, le peuple commença en silence à édifier ses barricades. Il les fit plus hautes et plus solides que jamais. Un immense drapeau rouge flottait sur la barricade située à l'entrée du faubourg Saint-Antoine.

\* Aujourd'hui place Denfert-Rochereau (N. d. Tr.).

Le boulevard Saint-Denis était puissamment fortifié. Les barricades de ce boulevard, de la rue de Cléry ainsi que les immeubles avoisinants transformés en véritables forteresses, formaient un système de défense complet. C'est ici qu'éclata la première bataille importante, comme nous l'avons déjà annoncé hier. Le peuple se battit avec un mépris total de la mort. Un important détachement de la Garde nationale attaqua de flanc la barricade de la rue de Cléry, dont la plupart des défenseurs se replia. Seuls sept hommes et deux femmes — deux jeunes et jolies grisettes — restèrent à leur poste. L'un des sept monta sur la barricade, le drapeau au poing, tandis que les autres ouvraient le feu. La Garde nationale riposta, et le porte-drapeau tomba. Aussitôt, l'une des grisettes — une grande belle fille vêtue avec beaucoup de goût, les bras nus, — s'empara du drapeau, monta sur la barricade et marcha sur la Garde nationale. Le tir continua, et les bourgeois de la Garde nationale abattirent la jeune fille, lorsqu'elle fut à portée de leurs baïonnettes. L'autre grisette s'élança aussitôt, se saisit du drapeau, souleva la tête de sa compagne et, la trouvant morte, elle lança, avec rage, des pierres sur la Garde nationale. Elle aussi tomba sous les balles des bourgeois. Mais, la fusillade devint de plus en plus vive : on tirait des fenêtres, des barricades, et les rangs de la Garde nationale s'éclaircirent. Il fallut attendre des renforts pour prendre d'assaut la barricade. Des sept défenseurs, un seul restait en vie : il fut désarmé et fait prisonnier. Ce sont les lions et les loups de la Bourse (2<sup>e</sup> Légion) qui ont accompli cet exploit contre sept ouvriers et deux grisettes.

Un silence de mort suivit la jonction des deux détachements et la conquête de la barricade, mais il fut bientôt interrompu : la brave Garde nationale ouvrit un violent feu de peloton sur la foule désarmée et paisible, massée de l'autre côté du boulevard. Elle se dispersa terrorisée. Mais les barricades n'étaient pas prises. Il fallut que Cavaignac en personne arrivât avec l'infanterie et la cavalerie et livrât une longue bataille pour s'emparer, vers 3 heures, du boulevard jusqu'à la porte Saint-Martin.

Plusieurs barricades étaient édifiées dans le faubourg Poissonnière, et notamment au coin de la rue de Lafayette où plusieurs maisons servaient également de forteresse aux insurgés.

Un officier de la Garde nationale en assurait le commandement. Le 7<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère, la Garde mobile et la Garde nationale leur donnèrent l'assaut. Le combat dura une demi-heure. Les troupes l'emportèrent finalement, mais non sans avoir perdu une centaine de tués et de blessés. Ce combat se déroula après trois heures de l'après-midi.

Devant le Palais de Justice, les insurgés dressèrent aussi des barricades dans la rue de Constantine et les rues avoisinantes, de même que sur le pont Saint-Michel où flottait le drapeau rouge. Ces barricades furent prises à leur tour, après une lutte assez longue.

Le dictateur Cavaignac fit avancer son artillerie sur le pont Notre-Dame pour bombarder la rue Planche-Milbray et la rue de la Cité. Il lui fut aisé de mettre son artillerie en batterie contre les barricades qui barraient la rue Saint-Jacques dont les maisons étaient transformées en véritables forteresses. Seule, l'artillerie pouvait y être efficace, et Cavaignac n'hésita pas un instant à en faire usage. Les canons grondèrent tout l'après-midi, la mitraille balaya les rues. Il ne restait plus qu'une seule barricade à prendre le soir à 7 heures. Il y eut de très nombreux morts.

Les canons furent également utilisés au pont Saint-Michel et dans la rue Saint-André-des-Arts. A l'extrémité Nord-Est de la ville, un détachement se hasarda rue du Château-Landon où une barricade fut aussi démolie à coups de canon.

Au cours de l'après-midi, les combats redoublèrent de violence dans les faubourgs Nord-Est. Les habitants des faubourgs de la Villette, de Pantin, etc... vinrent au secours des insurgés. Des barricades de plus en plus nombreuses furent sans cesse reconstruites.

Dans la Cité, une compagnie de la Garde républicaine faisant mine de fraterniser avec les insurgés, se glissa entre deux barricades et ouvrit le feu. Le peuple furieux se rua sur ces traîtres et les tua l'un après l'autre. Une vingtaine d'entre eux seulement parvinrent à s'échapper.

Partout les combats se firent plus violents. Tant qu'il fit jour, le canon tonna de toutes parts. Plus tard, on n'échangea plus que

des coups de fusils, mais la fusillade dura jusqu'à une heure avancée de la nuit. A 11 heures, on sonnait la générale dans tout Paris, et à minuit on entendait toujours tirer du côté de la Bastille. La place de la Bastille et tous ses accès demeuraient entièrement aux mains des insurgés. Le faubourg Saint-Antoine — centre de leurs forces — était puissamment fortifié. La cavalerie, l'infanterie, la Garde nationale et la Garde mobile étaient massées sur le boulevard allant de la rue Montmartre à la rue du Temple.

A 11 heures du soir, on comptait déjà plus de 1 000 morts et blessés.

Voilà ce que fut le premier jour de la révolution de Juin, jour sans pareil dans les annales révolutionnaires de Paris. Les ouvriers de Paris ont combattu à eux tout seuls la bourgeoisie armée, la Garde mobile, la Garde républicaine réorganisée et les troupes de ligne de toutes armes. Ils ont soutenu le combat avec un courage exceptionnel qui n'a d'égal que la brutalité elle aussi sans exemple de leurs adversaires. *On se prend d'indulgence pour un Hüser, un Radetzky, un Windischgrätz quand on voit comment, sous la direction de Cavaignac, la bourgeoisie parisienne s'adonne, avec un enthousiasme délirant, au massacre des ouvriers.*

Dans la nuit du 23 au 24, la Société des Droits de l'Homme, qui avait été restaurée le 11 Juin, décida d'utiliser l'insurrection au profit du *drapeau rouge* et, en conséquence, d'y prendre part. Au cours de cette réunion, elle a décidé des mesures à prendre et nommé deux comités permanents.

Le 25 Juin

Fr. Engels,  
« *La Nouvelle Gazette rhénane* »,  
29 Juin 1848.

De jour en jour, la lutte se fait plus violente, plus acharnée et plus furieuse. La bourgeoisie devient d'autant plus fanatique à l'égard des insurgés que dans l'immédiat ses brutalités atteignent moins leur but, qu'elle s'épuise dans la lutte, les rondes de nuit, les bivouacs, et qu'elle se rapproche de la victoire finale.

La bourgeoisie proclame que les ouvriers ne sont pas des ennemis ordinaires qu'il suffit de vaincre, mais des *ennemis de la société* qu'il faut exterminer. Elle propage l'idée absurde selon laquelle les ouvriers qu'elle a elle-même acculés de force à l'insurrection n'ont en vue que le pillage, l'incendie et le meurtre si bien qu'il faut abattre cette bande de brigands comme des bêtes sauvages. Et pourtant les insurgés ont occupé pendant trois jours une grande partie de la ville, et ils se sont comportés avec la plus grande correction. *S'ils avaient usé des mêmes moyens de violence que la bourgeoisie et ses valets commandés par Cavaignac, Paris serait en ruines, mais ils auraient triomphé.*

Les bourgeois ont mené la lutte avec une barbarie qui va jusque dans les détails. Sans parler des mitrillages et des bombardements au canon et aux fusées incendiaires, il est notoire que *les bourgeois ne firent pas de quartier sur la plupart des barricades qu'ils prirent d'assaut.* Ils massacrèrent sans exception tous ceux qu'ils trouvaient devant eux. Plus de cinquante insurgés capturés furent fusillés sans autre forme de procès dans l'allée de l'Observatoire, le 24 au soir. L'un des correspondants d'un journal pourtant bourgeois — *l'Indépendance belge* — écrit : « C'est une guerre d'extermination ». On était convaincu sur les barricades que tous les insurgés sans exception seraient massacrés.

Lorsqu'à l'Assemblée nationale Larochejaquelein suggéra de faire quelque chose pour réagir contre cet état d'esprit, les bourgeois lui coupèrent la parole et firent un tel vacarme que le président dut interrompre la séance<sup>61</sup>. Lorsque plus tard, M. Sénard (cf. la séance de l'Assemblée) voulut prononcer quelques mots hypocrites d'apaisement et de conciliation, ce fut le même tollé.

Les bourgeois repoussaient toute idée de modération. Ils étaient tout disposés à perdre une partie de leur propriété dans les bombardements pourvu qu'on liquidât une fois pour toutes les ennemis de l'Ordre, les pillards, les bandits, les incendiaires et autres communistes.

Mais, avec tout cela, ils n'eurent même pas l'héroïsme que leurs journaux s'efforcent de leur découvrir. Il ressort de la séance d'aujourd'hui de l'Assemblée nationale (cf. *La Nouvelle Gazette rhénane* du 29 Juin) qu'au début de l'insurrection la Garde nationale fut paralysée d'effroi. Les comptes rendus des journaux de nuances les plus diverses laissent clairement entendre, en dépit des grandes phrases ronflantes, que les Gardes nationaux se sont montrés très faibles au premier jour, et qu'aux deuxième et troisième jours Cavaignac dut les faire tirer du lit et mener au combat par un caporal et quatre hommes. La lâcheté naturelle des bourgeois ne put être surmontée par leur haine fanatique contre les ouvriers insurgés.

Par contre, les ouvriers se battirent avec un courage sans pareil. Ils n'eurent pas un instant de défaillance, même à mesure qu'ils manquèrent des moyens de remplacer leurs pertes et qu'ils durent reculer sous la pression de forces supérieures. Dès le 25 au matin, ils ne pouvaient pas ne pas se rendre compte que les chances de victoire tournaient résolument contre eux. De toutes les régions affluaient sans cesse de nouveaux renforts en masses compactes. La Garde nationale de banlieue et de villes plus éloignées arrivait en rangs serrés à Paris. Le 25, l'effectif des troupes de ligne qui se battaient, dépassait de plus de 40 000 hommes celui de la garnison habituelle. La Garde mobile, forte de 20 à 25 000 hommes fut engagée dans la bataille, ainsi que plusieurs milliers de gardes républicains. A cette date, l'ensemble des forces armées, opposées aux insurgés, comptait certainement de 150 à 200 000 hommes. Les ouvriers atteignaient au plus le quart de ces effectifs et ils disposaient de moins de munitions, manquaient de toute direction militaire et n'avaient pas de canons en état de servir. Ils se battirent tout de même, en silence et avec le courage du désespoir, contre une force infiniment supérieure.

Par vagues successives, les troupes s'engouffraient dans les brèches ouvertes dans les barricades par l'artillerie lourde : sans une parole, les ouvriers leur faisaient face et combattaient jusqu'au dernier avant que la barricade ne tombe aux mains des bourgeois. A Montmartre, les insurgés crièrent aux habitants : ou bien nous serons taillés en pièces, ou bien c'est nous qui les taillerons en pièces : mais, nous ne reculerons pas. Priez Dieu que nous ayons la victoire, car sinon nous mettrons tout Montmartre à feu. *Cette menace, qui ne fut même pas mise à exécution, passe, bien sûr, pour un « projet abominable », tandis que les obus et les fusées incendiaires de Cavaignac « sont d'habiles mesures militaires, que tout le monde se plaît à admirer » !*

Le 25 au matin, les insurgés tenaient les positions suivantes : le Clos Saint-Lazare, les faubourgs Saint-Antoine et du Temple, le Marais et le quartier Saint-Antoine.

Le Clos Saint-Lazare (où s'élevait autrefois un monastère) est un vaste périmètre, en partie bâti, en partie couvert d'immeubles en construction, de rues encore mal tracées, etc... La gare du Nord se trouve exactement au milieu. L'hôpital Louis-Philippe en construction avait été choisi comme centre par les insurgés. Ceux-ci avaient dressé de redoutables barricades, décrites par des témoins oculaires comme parfaitement imprenables. Ils occupaient le mur d'enceinte de la ville qui couvrait leurs arrières. Leurs retranchements se prolongeaient ensuite jusqu'à la rue Rochechouart où la zone des barrières, dont celle de Montmartre, était puissamment fortifiée. Montmartre était entièrement aux mains des insurgés : 40 canons tonnant contre eux pendant deux jours n'avaient pu en avoir raison. Ces 40 canons continuèrent encore une journée entière à bombarder ce bastion. Enfin, le soir, à 6 heures, la troupe s'empara des deux barricades de la rue Rochechouart, et peu après occupa le Clos Saint-Lazare.

Boulevard du Temple, les gardes mobiles prirent plusieurs maisons d'où les insurgés avaient tiré sur les rangs des assaillants. Les « défenseurs de l'Ordre » avaient presque atteint le boulevard des Filles du Calvaire. Dans l'intervalle, les insurgés avaient été refoulés de plus en plus haut dans le faubourg du Temple ; le canal Saint-Martin fut occupé par endroits ; de là et

du boulevard, l'artillerie canonait violemment des rues assez larges et rectilignes. Le combat fut d'une violence extrême. Les ouvriers savaient parfaitement qu'on les attaquait là au cœur de leur position. Ils se défendirent comme des forcenés. Ils reprirent parfois des barricades d'où l'on venait de les déloger. Mais, après une longue lutte, ils plièrent devant la supériorité du nombre et des armes. Les barricades tombèrent l'une après l'autre. A la fin du jour, non seulement les forces de l'Ordre avaient occupé le faubourg du Temple, mais, à partir du boulevard et du canal, elles dominaient encore le faubourg Saint-Antoine et plusieurs barricades de ce faubourg.

Près de l'Hôtel de Ville, le général Duvivier progressait lentement, mais régulièrement. Des quais, il prit de flanc les barricades de la rue Saint-Antoine, et pilonna en même temps à l'artillerie lourde l'île Saint-Louis et l'ancienne île Louviers. Les combats y furent particulièrement violents. Nous n'en avons pas encore les détails, mais tout ce que l'on sait, c'est que la mairie du IX<sup>e</sup> arrondissement et les rues avoisinantes furent prises vers 4 heures, qu'une barricade après l'autre tombe rue Saint-Antoine, et que le pont Damiette conduisant à l'île Saint-Louis a été occupé. A la tombée du jour, les insurgés étaient refoulés de tout ce secteur, et l'Ordre contrôlait tous les accès de la place de la Bastille.

Les insurgés étaient donc chassés de toutes les parties de la ville, à l'exception du faubourg Saint-Antoine, qui était leur position la plus forte. Ils avaient protégé, avec une habileté exceptionnelle, les nombreux accès de ce faubourg, véritable foyer de toutes les insurrections parisiennes. Des barricades en biais, se flanquant mutuellement, couvertes par le feu croisé des maisons, opposaient un redoutable front à l'attaque. Leur assaut aurait coûté une quantité infinie de vies humaines.

Les bourgeois — ou mieux : leurs valets — campèrent devant ces retranchements. La Garde nationale n'avait pas fait grand chose ce jour-là. L'infanterie et la Garde mobile avaient accompli la plus grande partie de la besogne, tandis que la Garde nationale occupait les quartiers tranquilles et conquis.

Les pires, ce furent les gardes républicains et les gardes



mobiles. On avait réorganisé la Garde républicaine après l'avoir épurée. Elle se battit avec la dernière violence contre les ouvriers, et y gagna ses éperons de garde municipale républicaine.

La Garde mobile — recrutée surtout dans le sous-prolétariat parisien — s'est transformée en peu de temps, grâce à une bonne paie, en garde prétorienne des puissants du jour. Ce lumpenprolétariat organisé a livré bataille au prolétariat travailleur non organisé. Comme il fallait s'y attendre, il s'est mis à la disposition de la bourgeoisie, tout comme les lazzaroni de Naples étaient entrés au service de Ferdinand. Les seules sections qui passèrent de l'autre côté furent celles composées de *vrais* ouvriers de la Garde mobile.

Désormais, tout ce qui se trame à Paris devient méprisable : ces anciens mendiants, vagabonds, filous et petits voleurs de la Garde mobile, que tous les bourgeois, en Mars et Avril, traitaient de canaille prête à toutes les turpitudes et de voyous qu'ils ne pouvaient supporter plus longtemps, sont aujourd'hui adulés, célébrés, récompensés, décorés parce que ces « jeunes héros », ces « gosses de Paris » dont la bravoure est sans pareille, qui escaladent les barricades avec un courage éclatant, etc... ont massacré les ouvriers. *Ce sont les combattants inconscients des barricades de Février 1848, qui tirent sur le prolétariat travailleur avec la même inconscience qu'ils ont tiré auparavant sur la troupe* : s'ils sont fêtés aujourd'hui, c'est qu'ils se sont laissés soudoyer pour trente sous par jour afin de massacrer leurs frères ! Honneur à ces vagabonds mercenaires, parce que, pour trente sous par jour, ils ont massacré la fraction la meilleure et la plus révolutionnaire des ouvriers parisiens !

Les ouvriers se sont battus avec un courage vraiment exceptionnel. Pendant trois jours entiers, 30 à 40 000 ouvriers ont tenu tête à 80 000 hommes de l'armée régulière et à 100 000 de la Garde nationale sous la mitraille, les obus et les fusées incendiaires, le tout dirigé par la noble expérience militaire de généraux qui n'ont pas craint d'utiliser les moyens « algériens ». Les insurgés ont été battus et en grande partie massacrés. Leurs morts n'auront pas les honneurs faits à ceux de Juillet 1830

et de Février 1848, mais l'histoire assignera une tout autre place à ces victimes de la première campagne dans la guerre décisive du prolétariat.

# LA CONTREPARTIE RÉVOLUTIONNAIRE EN EUROPE CENTRALE ET MÉRIDIONALE

*La victoire de la contre-révolution à Vienne.*

*Karl Marx,  
« La Nouvelle Gazette rhénane »,  
7 Novembre 1848.*

*La liberté et l'ordre des Croates ont triomphé* : ils fêtent leur victoire, en assassinant, en incendiant, en profanant, en pillant, avec des méfaits et des infamies sans nom. Vienne est entre les mains des Windischgrätz, Jellachich et autres Auersperg.

Les prévisions les plus sombres de notre correspondant à Vienne se trouvent confirmées, et peut-être est-on en train de l'égorger à l'heure qu'il est ?

Un instant, nous avons espéré que Vienne fût libérée par un coup de main hongrois, et pour l'heure nous ne savons pas encore comment manœuvrer l'armée hongroise.

La chute de Vienne a été préparée par la *trahison* sous toutes

ses formes. Depuis le 6 Octobre, toute l'histoire du Reichstag et du Conseil municipal n'est rien d'autre qu'une longue suite de trahisons. Or, qui était représenté dans ces institutions ? *La bourgeoisie.*

Une partie de la Garde nationale viennoise prit ouvertement parti pour la camarilla dès le début de la révolution d'Octobre. Et, à la fin de cette révolution, \* nous trouvons une autre partie de cette même Garde nationale en lutte contre le prolétariat, tandis que la légion académique<sup>62</sup> noue des liens secrets avec les bandits impériaux. A qui appartiennent ces fractions de la Garde nationale ? A la *bourgeoisie.*

En France, la bourgeoisie a pris la tête de la contre-révolution, après qu'elle eût renversé tous les obstacles sur la voie de son pouvoir exclusif de classe. En Allemagne, elle se trouve, coincée, à la *remorque* de la monarchie absolue et du féodalisme, avant même qu'elle ait réalisé les premières conditions vitales pour ses propres libertés civiles et sa domination. Alors qu'en France, la bourgeoisie agit en despote et accomplit sa propre contre-révolution, en Allemagne, elle agit en esclave et fait la contre-révolution en faveur de ses propres despotes. En France, elle a triomphé pour humilier le peuple, en Allemagne, elle s'humilie pour que le peuple ne triomphe pas. L'histoire entière

\* Le second volet à l'insurrection ouvrière de Paris est la lutte des nations révolutionnaires d'Europe centrale et méridionale, capables de relancer la révolution dans les pays bourgeois d'Autriche, de France et d'Angleterre. Malgré les niveaux sociaux différents, voire opposés, de ces deux combats, puisque l'un tend au niveau socialiste et l'autre au niveau bourgeois, leur liaison est certaine. En effet, d'une part, la crise des pays arriérés peut entraîner les pays avancés dans la guerre ; d'autre part, en cas de succès, leur propre lutte s'assigne pour but le socialisme en passant au degré suivant.

Marx et Engels analysent donc la dialectique du renversement des guerres entre Etats en guerres civiles de classes, en mettant en évidence le lien entre les luttes nationales et les classes sociales. Contrairement aux luttes nationales qui se déroulent au niveau déjà bourgeois et ont pour effet de masquer les rapports de classes (guerres impérialistes), les luttes nationales révolutionnaires ont pour conséquence de dégager et de mettre en évidence les classes sociales et leurs antagonismes, donc de préparer la lutte pour le socialisme (N. d. Tr.).

ne connaît pas de créature *plus abominable et plus infâme que la bourgeoisie allemande.*

Qui s'enfuit en masses compactes de Vienne et abandonna à la générosité du peuple la garde des richesses abandonnées, en le trahissant au cours de la fuite même et en le faisant massacrer dès son retour ? *La bourgeoisie.*

Le thermomètre, qui descend à chaque souffle de vie du peuple viennois, et monte à chaque râle de sa mort, de qui exprime-t-il les secrets les plus intimes ? Qui ne connaît que le langage cabalistique des cours de la Bourse ? *La bourgeoisie.*

*La victoire de l' « ordre et de la liberté croates » à Vienne était conditionnée par la victoire de l' « honnête » république à Paris. Or, qui a triomphé au cours des Journées de Juin ? La bourgeoisie. En effet, la contre-révolution européenne commença à célébrer ses orgies après la victoire de la bourgeoisie à Paris.*

La force armée échoua partout dans les Journées de Février et de Mars. Et pourquoi ? Parce qu'elle ne représentait rien d'autre que les *gouvernements eux-mêmes.* Après les Journées de Juin, elle a partout triomphé, parce que la *bourgeoisie* se trouvait partout en liaison secrète avec elle. En outre, ayant entre ses mains la direction officielle du mouvement révolutionnaire, *la bourgeoisie ne prit que des demi-mesures, dont le fruit naturel est l'avorton.*

Le fanatisme national des Tchèques fut le plus formidable outil au service de la camarilla de Vienne. Or, voilà que *ces deux alliés en viennent déjà aux mains.* Nos lecteurs trouveront dans ce numéro même la protestation des députés de Prague contre les paroles blessantes proférées contre eux à Olmütz. C'est *le premier indice de la guerre qui va commencer entre le parti slave et son héros Jellachich, et le parti de la simple camarilla, qui se situe au-dessus de toutes les nationalités et a pour héros Windischgrätz.* En outre, le peuple allemand des campagnes autrichiennes n'est pas encore pacifié, et sa voix immense dominera les cris de chat des nationalités composant l'Autriche. Enfin, on peut entendre jusqu'à Pest la voix de l' « ami des peuples » qu'est le tsar russe, dont les bourreaux attendent la sentence fatidique dans les principautés danubiennes.

Au reste, la dernière résolution adoptée par l'Assemblée nationale allemande de Francfort sur l'incorporation de l'Autriche germanique dans l'Empire allemand devrait, à elle seule, susciter des conflits gigantesques, à condition, bien sûr, que le pouvoir central et l'Assemblée nationale allemande n'estiment pas avoir accompli leur devoir dès lors que leurs représentants sont montés à la tribune pour se faire huer par le public de toute l'Europe. Malgré leur sainte résignation, la lutte prendra en Autriche des proportions inconnues jusqu'ici dans l'histoire.

A Vienne, vient de s'ouvrir le deuxième acte du drame, dont le premier s'est joué à Paris sous le titre « les Journées de Juin ». A Paris, ce fut la Garde mobile ; à Vienne, la garde croate ; dans les deux cas, des lazzaroni, un lumpenprolétariat armé et soudoyé contre le prolétariat travailleur et conscient. *Nous assisterons bientôt au troisième acte à Berlin.*

Même en admettant que la contre-révolution survive dans toute l'Europe grâce *aux armes*, elle mourrait dans toute l'Europe grâce *à l'argent*. Ce qu'encaisserait la victoire, ce serait la *banqueroute* européenne, la *banqueroute des Etats*. La pointe des baïonnettes se briserait comme du verre contre les « baïonnettes » économiques.

Mais, nous n'aurons pas à attendre le jour où les traites, tirées sur la société européenne par les Etats européens, viendront à échéance. La réaction violente qui triompha de la révolution de Juin à Paris, sera vaincue à son tour. Avec la victoire de la « république rouge » à Paris, les armées des différents pays seront projetées de l'intérieur vers les frontières et se déverseront à l'extérieur : la *puissance réelle* des partis en lutte se révélera dès lors dans toute sa pureté. Nous nous souviendrons alors de Juin et d'Octobre, et nous crierons à notre tour : *Malheur aux vaincus !*<sup>63</sup>.

Les vains massacres depuis les journées de Juin et d'Octobre, les longs sacrifices depuis Février et Mars, le cannibalisme même de la contre-révolution forgeront chez les peuples la conviction qu'il n'existe qu'un *seul moyen de concentrer, d'abrégé* et de simplifier les souffrances d'une vieille société agonisante et les

douleurs sanglantes de l'accouchement d'une société nouvelle : le *terrorisme révolutionnaire*.

### La lutte des Magyars

Fr. Engels,  
« *La Nouvelle Gazette rhénane* »,  
13 Janvier 1849.

Cologne. Janvier. — Alors qu'en Italie le mouvement révolutionnaire amorce une réaction à l'égard de la contre-révolution victorieuse à la fin de l'été et en automne<sup>64</sup>, on assiste dans la plaine hongroise à la dernière phase de l'écrasement du mouvement directement issu de la révolution de Février. Le récent mouvement italien est le prélude du mouvement de 1849, la guerre contre les Magyars est l'épilogue du mouvement de 1848. Mais, il se peut que cet épilogue se prolonge jusqu'au nouveau drame qui se prépare en silence.

Cet épilogue est héroïque, comme les premières scènes, si rapides dans leur succession, de la tragédie révolutionnaire de 48, comme la chute de Paris et de Vienne. Son héroïsme est bénéfique après les intermèdes ternes ou mesquins de Juin à Octobre. Le dernier acte de 1848 se poursuit en 1849 par l'effet du terrorisme.

Pour la première fois dans le mouvement révolutionnaire de 1848, pour la première fois depuis 1793, une nation assaillie de tous côtés par les forces contre-révolutionnaires disposant d'une supériorité écrasante a l'audace d'opposer la passion révolutionnaire à la fureur glacée de la contre-révolution, en recourant à la terreur rouge contre la terreur blanche. Pour la première fois depuis fort longtemps, nous découvrons une figure vraiment révolutionnaire, un homme qui, avec l'énergie du désespoir, ose relever le gant au nom de son peuple, un homme qui, pour sa nation, incarne Danton et Carnot en une seule personne : *Louis Kossuth*.

La supériorité de l'ennemi est terrible : toute l'Autriche et

16 millions de Slaves fanatisés contre 4 millions de Magyars. Dans la Hongrie armée, organisée et embrasée par Kossuth, on retrouve la levée en masse, la fabrication d'armes par toute une nation, les assignats, le procès expéditif de tout ce qui entrave le mouvement révolutionnaire, on retrouve la révolution en permanence, bref tous les traits caractéristiques de la glorieuse année 1793. Cette organisation révolutionnaire qu'il faut pour ainsi dire mettre sur pied en 24 heures sous peine de se voir anéanti, c'est ce qui a manqué à Vienne, sinon Windischgrätz n'y serait jamais revenu. Voyons s'il pénétrera en Hongrie malgré cette organisation révolutionnaire.

Considérons de plus près le conflit et les parties en lutte.

La monarchie autrichienne résulte de la tentative d'unifier l'Allemagne sous une seule monarchie à l'instar de ce qu'ont fait en France les rois jusqu'à Louis XI. La tentative a échoué jusqu'ici en raison du misérable esprit mesquin et localiste des Allemands et des Autrichiens, et du reflet de cet esprit de petit boutiquier dans la dynastie des Habsbourg. Au lieu de gagner toute l'Allemagne, les Habsbourg n'obtinrent que les provinces méridionales d'Allemagne qui se trouvaient en lutte directe avec divers peuples slaves ou les principautés, où un seigneur féodal allemand, allié à une bourgeoisie allemande, dominait le peuple slave asservi. Dans les deux cas, ces provinces allemandes avaient besoin d'un concours extérieur. Cet appui supposait au préalable une association de tous ceux qui opprimaient les Slaves, et cette association se concrétisa par l'union de ces provinces sous le sceptre des Habsbourg.

C'est ainsi que naquit l'Autriche allemande. Le premier bon manuel d'histoire montre comment s'est formée la monarchie autrichienne, comment elle se dissocia sans cesse pour ne se ressouder que dans la lutte contre les Slaves.

La Hongrie touche à l'Autriche allemande. En Hongrie, les Magyars menaient le même combat que les Allemands d'Autriche. Le coin allemand qui s'avancait dans l'archiduché d'Autriche et de Styrie au milieu des barbares slaves, fut donc solidaire du coin magyar enfoncé sur le Leitha. De même qu'au Sud et au Nord, en Bohême, en Moravie, en Carinthie et en Carniole, la



noblesse allemande dominait et germanisait les tribus slaves qu'elle entraînait de la sorte dans le mouvement européen, de même au Sud et au Nord, en Croatie, en Slavonie et dans les Carpathes, la noblesse magyare colonisait les tribus slaves. Les intérêts allemands et magyars convergeaient donc, et leurs adversaires s'alliaient tout naturellement contre eux. Ainsi, les Magyars et les Allemands d'Autriche s'allièrent eux aussi. Il ne manquait qu'un grand événement, une puissante attaque dirigée contre eux deux, pour que cette alliance devînt indissoluble. Cet événement fut créé par la conquête de l'Empire byzantin par les Turcs. Ceux-ci mirent en péril la Hongrie, et, par-delà, Vienne : la Hongrie se lia pour des siècles de manière indissoluble à la dynastie des Habsbourg.

Mais voilà, leurs ennemis communs s'affaiblirent peu à peu. L'Empire ottoman sombra dans l'impuissance, tandis que les Slaves n'eurent plus la force de se soulever contre les Magyars et les Allemands. Dans ces conditions, une fraction de la noblesse allemande et magyare régnant sur les provinces slaves adopta la nationalité slave, si bien que les nations slaves eurent elles-mêmes intérêt au maintien de la monarchie, qui dut protéger de plus en plus la noblesse contre la bourgeoisie allemande et magyare qui, déjà, se développait. Les antagonismes nationaux s'effacèrent, et la dynastie des Habsbourg adopta une autre politique. Alors qu'elle s'était hissée à la couronne impériale allemande après avoir été portée sur l'épaule de la petite-bourgeoisie allemande, elle représenta la noblesse féodale contre la bourgeoisie avec plus de décision qu'aucune autre dynastie n'en manifesta jamais <sup>65</sup>.

Cette politique poussa l'Autriche à participer aux divers partages de la Pologne. Les starostes et les voïvodes galiciens — les Potocki, Lubomirski et autres Csartoryski — trahirent la Pologne au profit de l'Autriche, et devinrent les plus fidèles soutiens de la maison de Habsbourg, qui, en retour, garantit leurs privilèges et leurs biens contre les attaques de la petite-noblesse et de la bourgeoisie.

Mais, la bourgeoisie des villes acquit toujours plus de richesses et d'influence, et l'agriculture progressant au fur et à mesure du

développement de l'industrie, les paysans se trouvèrent dans une position nouvelle vis-à-vis des propriétaires fonciers. Le mouvement des bourgeois et des paysans contre la noblesse se fit de plus en plus menaçant. Cependant, comme les paysans représentent partout les limitations locales et nationales, leur mouvement est aussi, nécessairement, local et national, de sorte qu'ils rallument les anciennes luttes nationales.

Face à cette situation de fait, Metternich réalisa son chef-d'œuvre. Il enleva à la noblesse — hormis les barons féodaux les plus puissants — toute influence dans la direction de l'Etat. Il vida la bourgeoisie de toute force, en gagnant à sa cause les barons les plus puissants de la finance, qu'il était bien obligé de ménager, ayant lui-même les plus graves difficultés financières. Appuyé de la sorte sur la haute-féodalité et la haute-finance ainsi que sur la bureaucratie et l'armée, il réalisa, plus parfaitement que tous ses rivaux, l'idéal conservateur de la monarchie absolue. Dans chaque nation, il tint en bride la bourgeoisie et la paysannerie grâce à la noblesse de leur propre nation et aux paysans de toutes les autres nations, tandis qu'il tenait en respect la noblesse de chaque nation par la crainte que lui inspiraient les paysans et les bourgeois de leur nation. Les divers intérêts de classe, les limitations nationales et les préjugés localistes, si complexes fussent-ils, se tenaient parfaitement en échec mutuel et laissaient à ce vieux coquin de Metternich la plus grande liberté de manœuvre. Les massacres de Galicie<sup>66</sup> sont là pour montrer jusqu'à quel point il a réussi à exciter une nation contre l'autre. Ainsi, Metternich est parvenu à écraser le mouvement démocratique polonais qui défendait l'intérêt des paysans, en lançant contre lui les paysans ruthènes en proie au fanatisme religieux et nationaliste.

L'année 1848 suscita la plus effroyable confusion dans toute l'Autriche, en faisant s'affronter les divers peuples asservis l'un par l'autre au profit de Metternich. Les Allemands, les Magyars, les Tchèques, les Polonais, les Moraves, les Slovaques, les Croates, les Ruthènes, les Roumains, les Illyriens, les Serbes entrèrent en conflit les uns avec les autres, tandis qu'à l'intérieur de chacune de ces nations se déchaînait la lutte entre les diverses classes sociales<sup>67</sup>. Mais, bientôt, la lutte s'ordonna dans ce

chaos. Les combattants se divisèrent en deux grandes armées ennemies : du côté de la révolution, les Allemands, les Polonais et les Magyars ; du côté de la contre-révolution, les autres, à savoir tous les Slaves à l'exception des Polonais, des Roumains et des Saxons de Transylvanie.

Quelle est l'origine de cette division par nations, quels sont les faits qui l'ont provoquée ?

Cette division correspond à toute l'histoire de ces peuples telle qu'elle s'est déroulée jusqu'ici. Or, c'est le début de la lutte qui décide de la vie ou de la mort de toutes ces grandes ou petites nations.

Toute l'histoire passée de l'Autriche le révèle jusqu'à ce jour, et l'année 1848 l'a confirmé : parmi toutes les nations plus ou moins grandes de l'Autriche, il n'en est que trois qui véhiculaient le progrès et intervenaient activement dans l'histoire, en montrant qu'elles étaient douées de vitalité : les Allemands, les Polonais, les Magyars. C'est ce qui explique que ces nations soient aujourd'hui révolutionnaires.

Toutes les autres souches et peuples plus ou moins grands ont, pour l'heure, comme mission de disparaître dans la tempête révolutionnaire universelle, car ils sont aujourd'hui contre-révolutionnaires.

En ce qui concerne les Polonais, nous renvoyons le lecteur à notre article relatif aux débats sur la Pologne à l'Assemblée de Francfort<sup>68</sup>. Pour dompter leur esprit révolutionnaire, Metternich fit appel aux Ruthènes, un peuple différant des Polonais sinon par un dialecte à peine dissemblable, du moins par la religion grecque : ce peuple qui depuis toujours appartient à la Pologne, dut attendre Metternich pour apprendre que les Polonais étaient leurs oppresseurs, comme si, dans la vieille Pologne, les Polonais n'étaient pas opprimés au même titre que les Ruthènes, comme si, sous la domination autrichienne, Metternich lui-même n'était pas leur oppresseur commun !

Mais, c'en est assez de la Pologne et de la Ruthénie, qui, par l'histoire et la situation géographique, sont à ce point séparées de l'Autriche proprement dite, que nous devons absolument les

laisser de côté, si nous voulons voir clair dans le reste du fouillis des peuples de l'Empire autrichien.

Remarquons au passage que les Polonais font preuve d'un grand sens politique et d'un authentique esprit révolutionnaire, en s'alliant maintenant à leurs anciens ennemis, les Allemands et les Magyars, pour affronter la contre-révolution panslaviste. Un peuple slave, qui préfère la liberté au slavisme, démontre de ce seul fait sa vitalité et s'assure l'avenir.

Venons-en maintenant à l'Autriche proprement dite.

Toute la partie autrichienne au Sud des Carpathes, du pays des Sudètes ainsi que de la vallée supérieure de l'Elbe et de la région moyenne du Danube, était, à l'aube du moyen âge, un territoire habité exclusivement par les Slaves. Du point de vue de la langue et des mœurs, ces Slaves appartiennent à la même souche que les Slaves de Turquie, les Serbes, les Bosniaques, les Bulgares et les Slaves de Thrace et de Macédoine, que l'on appelle les Slaves méridionaux à la différence des Polonais et des Russes. En dehors de ces souches slaves apparentées, l'immense territoire allant de la Mer Noire à la Forêt de Bohême et aux Alpes du Tyrol n'était habité, au Sud des Balkans, que par quelques Grecs, et, dans la région inférieure du Danube, que par quelques Valaques dispersés et parlant une langue romane.

C'est dans cette masse slave fort compacte que les Allemands enfoncèrent un coin à l'Ouest, et les Magyars à l'Est. L'élément allemand conquit la partie occidentale de la Bohême et, en longeant les deux rives du Danube, pénétra jusqu'au-delà de la Leitha. L'archiduché d'Autriche, une partie de la Moravie et la plus grande partie de la Styrie furent germanisés et les Tchèques et les Moraves séparés ainsi des Carinthiens et des Carnioles. De même, la Transylvanie et le centre de la Hongrie furent entièrement nettoyés des Slaves et occupés par les Magyars jusqu'à la frontière allemande. Les Magyars séparèrent ici les Slovaques et les régions ruthènes (au Nord) des Serbes, Croates et Slavoniens et se soumirent tous ces peuples. Enfin, après l'avance byzantine, les Turcs se soumirent les Slaves au Sud du Danube et de la Save : *c'en était fait pour toujours du rôle historique des Slaves méridionaux.*

La dernière tentative faite par les Slaves méridionaux pour intervenir par leurs moyens propres dans l'histoire, ce fut la guerre des Hussites, une guerre nationale tchèque des paysans luttant sous la bannière religieuse contre la noblesse germanique et la domination de l'Empereur allemand. La tentative échoua, et depuis les Tchèques sont constamment à la remorque de l'Empire allemand. En revanche, leurs vainqueurs — les Allemands et les Magyars — prirent l'initiative historique dans les régions danubiennes. Sans les Allemands et surtout les Magyars, les Slaves méridionaux fussent devenus turcs, voire musulmans, comme certains d'entre eux, par exemple les Slaves de l'actuelle Bosnie. Or, c'est un service que les Slaves méridionaux d'Autriche et de Hongrie n'ont pas payé trop cher, en échangeant leur nationalité contre l'allemande ou la magyare.

L'invasion turque des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles était la seconde édition de l'invasion arabe du VIII<sup>e</sup> siècle. La victoire de Charles Martel fut, une fois de plus, arrachée de haute lutte sous les murs de Vienne et dans les plaines hongroises. Comme autrefois à Poitiers, et comme plus tard à Wahlstatt<sup>69</sup>, lors de l'invasion mongole, c'était le devenir de l'Europe entière qui était en péril. Or, lorsqu'il s'agissait de le sauver, pouvait-on compter sur des nationalités tombées depuis longtemps en déclin et devenues impuissantes, comme les Slaves d'Autriche ? En fait, elles furent sauvées en même temps que le reste.

Ces nationalités se comportent vis-à-vis de l'extérieur, comme elles se comportent à l'intérieur. La classe qui pousse au mouvement et véhicule le progrès — la bourgeoisie — est partout allemande ou magyare. Les Slaves ont le plus grand mal à se constituer en bourgeoisie nationale. Quant aux Slaves méridionaux, ils n'y sont parvenus qu'en certains rares endroits. Or, avec la bourgeoisie, la puissance industrielle et le capital sont entre des mains allemandes ou magyares ; tandis que la culture allemande se développe, les Slaves tombent intellectuellement aussi sous la férule des Allemands, et ce jusqu'au fond même de la Croatie. Le même phénomène s'est produit, mais un peu plus tard, et donc à une échelle un peu moindre, en Hongrie, où les Magyars se sont emparés avec les Allemands de la direction intellectuelle

et commerciale. Or, en dépit du fait qu'ils conservent l'usage de la langue allemande, les Allemands hongrois sont devenus d'authentiques Magyars de par leur mentalité, leur caractère et leurs mœurs. Seuls font exception les nouveaux colons paysans, les Juifs et les Saxons de Transylvanie qui s'obstinent à conserver en plein pays étranger une nationalité absurde.

Si les Magyars avaient quelque retard du point de vue de la civilisation par rapport aux Allemands d'Autriche, ils l'ont brillamment comblé ces derniers temps grâce à leur activité politique. De 1830 à 1848, il existait, dans la seule Hongrie, plus de vie politique que dans toute l'Allemagne ; les formes féodales de la vieille Constitution hongroise ont été mieux utilisées dans le sens des intérêts démocratiques que les formes modernes des Constitutions d'Allemagne méridionale. Or, qui se trouve à la tête du mouvement ? Les Magyars. Qui soutient la réaction autrichienne ? Les Croates et les Slavoniens.

Face à cette progression magyare et au mouvement politique ressuscité en Allemagne, les Slaves d'Autriche créèrent une ligue séparatiste : le *panslavisme* <sup>70</sup>.

Le panslavisme n'est pas né en Russie ou en Pologne, mais à Prague et à Zagreb. Le panslavisme est l'alliance de toutes les petites nations slaves avec les petites nationalités d'Autriche et, en second lieu, de Turquie en vue de combattre les Allemands d'Autriche, les Magyars et, éventuellement, les Turcs. Les Turcs n'interviennent ici que d'une manière contingente, et peuvent rester en dehors de la question, étant eux-mêmes une nation tombée en décadence. De par ses tendances fondamentales, le panslavisme est dirigé contre les éléments révolutionnaires d'Autriche ; d'emblée, il est réactionnaire <sup>71</sup>.

Le panslavisme montra aussitôt ses tendances réactionnaires par une double trahison : en sacrifiant à ses mesquines limitations nationales la seule nation slave qui, jusqu'ici, se soit comportée en révolutionnaire : la Pologne, et en se vendant lui-même ainsi que la Pologne, au *tsar russe*.

Le but direct du panslavisme est de créer, sous l'égide russe, un Empire slave allant des monts Métalliques et des Carpathes

jusqu'à la Mer Noire, la Mer Egée et l'Adriatique, un Empire, où, en plus de l'Allemand, de l'Italien, du Magyar, du Valaque, du Turc, du Grec et de l'Albanais, on parlerait encore une douzaine de langues slaves et dialectes principaux. Tout cela tiendrait ensemble, non par les éléments qui, jusqu'ici, ont formé l'Autriche et l'ont développée, mais par les vertus abstraites du slavisme et de la prétendue langue slave, qui serait commune à la majeure partie de la population. Mais, où trouve-t-on ce slavisme, sinon dans l'esprit de quelques idéologues ; où trouve-t-on cette « langue slave », sinon dans l'imagination de messieurs Palacky, Gaj et consorts, et, pour l'essentiel, dans les litanies en slave ancien de l'Eglise russe, cette langue qu'aucun Slave ne comprend ?

En réalité, on trouve chez ces peuples les niveaux de civilisation les plus divers : depuis celui qui est assez haut de l'industrie moderne et de la culture de Bohême (développé par les *Allemands*), jusqu'au niveau barbare d'une vie presque encore nomade des Croates et des Bulgares. C'est dire qu'en pratique ces nations possèdent les intérêts les plus opposés et les plus contradictoires. En réalité, la langue slave de ces dix à douze nations se compose d'autant de dialectes le plus souvent incompréhensibles aux autres ; qui plus est, ces dialectes peuvent se ramener aux différentes souches principales (tchèque, illyrique, serbe, bulgare). En raison de l'abandon total de toute littérature et de la barbarie de la plupart de ces peuples, ils sont devenus de simples patois flanqués, à peu d'exceptions, d'une langue *étrangère* non slave servant de langue écrite. L'unité panslaviste est, ou bien une pure chimère, ou bien le *knout russe*.

Quelles sont les nations qui doivent prendre la tête de ce grand Empire slave ? Certainement pas les peuples qui, depuis mille ans, ont été démembrés et dispersés, et se sont vu imposer par des nations non slaves l'apport d'éléments susceptibles de les faire vivre et progresser. Les peuples qui ont été sauvés de la barbarie turque par les armées victorieuses de nations non slaves, ne comptent aujourd'hui que quelques milliers d'âmes (ou au plus deux millions). Séparés l'un de l'autre, ils sont impuissants et privés de leur force nationale. Un exemple de cet affaiblissement nous est donné par les Bulgares qui, au moyen âge,

étaient le peuple le plus viril et le plus redouté et sont aujourd'hui célèbres en Turquie pour leur caractère doux et débonnaire, se faisant une gloire de mériter le nom de *dobre chrisztian*, bons chrétiens ! Où y a-t-il un seul de ces peuples — Tchèques et Serbes y compris — qui disposent d'une tradition nationale historique, vivace dans le peuple et dépassant les minuscules conflits locaux ?

L'ère du panslavisme se situe aux VIII<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup> siècles, lorsque les Slaves méridionaux occupaient encore toute la Hongrie et l'Autriche, et menaçaient Byzance. S'ils n'ont pu ni résister aux envahisseurs allemands et magyars, ni conquérir leur indépendance, en constituant un Empire durable, à un moment où leurs deux ennemis — les Magyars et les Allemands — s'entre-déchiraient encore, comment le pourraient-ils, après un asservissement millénaire et le long processus de leur dénationalisation ?

Tous les pays d'Europe sans exception possèdent à l'une de leurs extrémités, un ou plusieurs fragments de peuple, survivance d'une vieille population locale, refoulée et asservie par la nation, qui devint plus tard le véhicule du progrès historique. Ces restes d'une nationalité impitoyablement foulée aux pieds par le développement historique — ces *débris de peuple* selon l'expression de Hegel — deviennent à chaque fois les véhicules fanatiques de la contre-révolution — et le restent jusqu'à ce qu'ils soient éliminés ou dénationalisés. Au reste, toute leur existence n'est, en général, qu'une protestation contre une grande révolution historique <sup>72</sup>.

Ainsi, en Ecosse, les Gaëls furent les soutiens des Stuart de 1640 à 1745.

Ainsi, les Bretons furent les soutiens des Bourbons de 1792 à 1800.

Ainsi, en Espagne, les Basques furent les partisans de Don Carlos.

Ainsi, nous trouvons en Autriche les *Slaves méridionaux* qui ne sont rien d'autre qu'une *nationalité* mise en pièces au cours d'un *développement millénaire* d'une confusion extrême. Tout



naturellement, ce débris de peuple, au passé désordonné, cherche, lui aussi, son salut dans un inversement de toute l'histoire européenne, qu'il voudrait voir aller d'Est en Ouest, et non d'Ouest en Est, en découvrant l'arme de sa libération et de son unité dans le *knout russe*. Les Slaves méridionaux ont déjà manifesté clairement leur nature réactionnaire, bien avant 1848. Mais, cette année-là, elle s'étala au grand jour.

Lorsque la tempête de Février se déchaîna, qui a fait la révolution autrichienne ? Vienne ou Prague ? Budapest ou Zagreb ? Les Allemands et les Magyars, ou les Slaves ?

Certes, parmi les Slaves méridionaux les plus avancés, il existe un petit parti démocratique. Sans renoncer à leur nationalité, ils consentent à la mettre au service de la liberté. Mais, il s'agit-là d'une illusion, qui réussit à éveiller quelque sympathie jusque chez les démocrates d'Europe occidentale. Cette sympathie fut parfaitement justifiée tant que les démocrates slaves luttèrent avec nous contre l'ennemi commun. C'est le bombardement de Prague qui mit fin à cette illusion. Depuis cet événement et l'avance des Croates, tous les peuples slaves méridionaux se sont mis au service de la réaction autrichienne. Les chefs du mouvement slave méridional qui continuent de radoter sur l'égalité du droit des nations, d'une Autriche démocratique, etc..., sont, ou bien d'indécrottables songe-creux, comme de nombreux journalistes, ou bien des coquins, comme Jellachich. Leurs protestations de démocratisme valent ce que valent les assurances démocratiques de la contre-révolution officielle d'Autriche. C'en est assez ! Dans les faits, la restauration de la nationalité slave méridionale a commencé lors des attaques les plus furieuses et les plus brutales contre la révolution autrichienne et magyare, après qu'elle ait avoué être au service du tsar russe.

En dehors de la haute noblesse, de la bureaucratie et de la soldatesque, la camarilla autrichienne n'a trouvé appui que chez les Slaves. Les Slaves ont décidé de la défaite de l'Italie ; les Slaves ont donné l'assaut à Vienne, les Slaves encore assaillent les Magyars de toutes parts. A leur tête, il y a ceux qui parlent haut : les Tchèques sous Palacky, et ceux qui manient l'épée : les Croates sous Jellachich.

Pour remercier la presse démocratique allemande de ses témoignages de sympathie en Juin aux démocrates tchèques fauchés par la mitraille de Windischgrätz, ils découvrent maintenant leur héros en ce même Windischgrätz.

En résumé : en Autriche, abstraction faite de la Pologne et de l'Italie, les Allemands et les Magyars ont pris l'initiative historique en 1848, comme ils le font depuis mille ans déjà. Ils représentent la *révolution*.

Les Slaves méridionaux, qui depuis mille ans sont pris en remorque par les Allemands et les Magyars, ne se sont soulevés en 1848 pour réaliser leur indépendance nationale qu'en vue de réprimer la révolution allemande et magyare. Ils représentent la *contre-révolution*. Deux autres nations, elles aussi dégénérées depuis longtemps et privées de toute force historique, se sont jointes aux précédentes : les Saxons et les Roumains de Transylvanie.

La maison de Habsbourg, qui tira jadis sa puissance de l'union des Allemands et des Magyars en lutte contre les Slaves méridionaux, vit les derniers mois de son existence, dès lors qu'elle regroupe les Slaves méridionaux en lutte contre les Allemands et les Magyars.

Tel est l'aspect politique de la question. En voici l'aspect militaire.

Le territoire habité exclusivement par les Magyars ne représente même pas le tiers de toute la Hongrie et de la Transylvanie. De Presbourg au Nord du Danube, et de la Tisza jusqu'à la chaîne des Carpathes, on trouve plusieurs millions de Slovaques et quelques Ruthènes. Au Sud, entre la Save, le Danube et la Drave, on trouve les Croates et les Slavoniens. Plus à l'Est, le long du Danube, on trouve une colonie serbe de plus d'un demi-million d'âmes. Ces deux strates slaves sont reliées entre elles par les Valaques et les Saxons de Transylvanie.

Les Magyars sont donc entourés de trois côtés par leurs ennemis naturels. Les Slovaques tiennent les cols de montagne et seraient des adversaires redoutables sur un terrain propice à la guerre des partisans pour peu qu'ils soient moins nonchalants.

Quoi qu'il en soit, au Nord, les Magyars n'ont à repousser que les attaques d'armées venues de Galicie et de Moravie. En revanche, à l'Est, les Roumains et les Saxons les attaquèrent en masse et firent jonction avec le corps d'armée autrichien stationné dans cette région. Leur position est remarquablement bonne, en partie parce qu'ils opèrent dans une région montagneuse, en partie parce qu'ils tiennent la plupart des villes et des forteresses.

Enfin, au Sud, il y a les Serbes du Banat, soutenus par les colons allemands, les Valaques ainsi qu'un corps d'armée autrichien. Leur position, couverte par les immenses marécages d'Alibunar, est presque inexpugnable.

Les Croates sont couverts par la Drave et le Danube, et comme ils ont à leur disposition une puissante armée autrichienne avec toutes ses ressources, ils ont pu pénétrer en territoire magyar dès avant Octobre, et ils tiennent à présent leur ligne de défense sans grand mal sur le cours inférieur de la Drave.

Enfin du quatrième côté — l'Autriche — Windischgrätz et Jellachich avancent en colonnes serrées. Les Magyars sont encerclés de tous côtés par des forces très supérieures.

Leur lutte n'est pas sans évoquer celle de la France en 1793, à cette différence près que le territoire magyar n'étant que faiblement peuplé et bien moins civilisé, il est loin de fournir à ce peuple les moyens de défense dont disposait la République française.

Les armes et les munitions produites en Hongrie sont forcément de qualité fort médiocre. La fabrication d'artillerie notamment ne peut pas être rapide. Le territoire est beaucoup plus petit que celui de la France, si bien que chaque pouce de terrain perdu représente un dommage bien plus grand. Il ne reste donc aux Magyars que leur enthousiasme révolutionnaire, leur courage et leur prompt et énergique organisation sous la direction de Kossuth.

Mais, l'Autriche n'a pas encore gagné pour autant.

« Si nous ne battons pas les Impériaux sur la Leitha, nous les battons sur la Raba ; si nous ne les battons pas sur la Raba, ce sera à Pesth ; si ce n'est pas à Pesth, ce sera sur la Thisza,

mais nous les battons de toute façon »<sup>73</sup>. Voilà ce que dit Kossuth, et il fait tout ce qui est en son pouvoir pour tenir sa promesse.

Même après la chute de Budapest, il reste aux Magyars les immenses landes de la Basse-Hongrie. C'est un terrain tout à fait propice à une guerre de partisans menée par un peuple de cavaliers. Il fournit de nombreux points presque inexpugnables entre les marécages, où les Magyars peuvent se fixer. Or, les Magyars, qui sont presque tous des cavaliers, possèdent toutes les qualités requises pour mener une telle guerre. Si l'armée impériale se hasarde dans cette contrée sauvage, où elle doit faire venir tout son approvisionnement de Galicie ou d'Autriche, parce qu'il n'y a rien sur place, elle aura bien du mal à s'y maintenir. Si ses corps restent en ordre compact, l'armée autrichienne perd toute efficacité, si elle s'éparpille en unités mobiles, elle est perdue. En effet, sa lourdeur la livrerait inmanquablement aux coups des bandes de cavaliers qu'elle serait incapable de poursuivre si d'aventure elle réussissait à les battre. En outre, tout Impérial isolé trouverait un ennemi mortel en tout paysan ou berger. La guerre dans ces steppes ressemble fort à la guerre d'Algérie, et la pesante armée autrichienne aurait besoin de longues années pour la mener à terme. Or, il suffirait que les Magyars tiennent quelques mois pour qu'ils soient sauvés.

La cause magyare est loin d'être aussi compromise que se plaît à le croire l'enthousiasme stipendié des Noirs et Jaunes<sup>74</sup>. Les Magyars ne sont pas encore battus. Mais, s'ils succombent, ils succomberont glorieusement comme les derniers héros de la révolution de 1848, et leur défaite ne sera que de courte durée. Mais, alors, la contre-révolution slave avec toute sa barbarie submergera un instant la monarchie autrichienne, et la camarilla verra quels alliés elle a choisis.

Au premier soulèvement du prolétariat français que Louis-Napoléon semble vouloir provoquer à toute force, les Allemands d'Autriche et les Magyars retrouveront leur liberté et prendront une revanche sanglante sur les barbares slaves. La guerre générale qui éclatera alors, mettra en pièces cette ligue particulariste des Slaves et effacera jusqu'au nom de toutes ces petites nations obstinées.

La prochaine guerre mondiale ne balayera pas seulement de la surface de la terre les classes et dynasties réactionnaires, mais encore des peuples réactionnaires entiers. Et, cela aussi, ce sera un progrès.<sup>72</sup>

*La guerre en Italie et en Hongrie*

*Fr. Engels,*  
*« La Nouvelle Gazette rhénane »,*  
*28 Mars 1849.*

Cologne. 27 Mars. La guerre a commencé en Italie<sup>75</sup>. La monarchie des Habsbourg s'est ainsi chargée d'un fardeau qui risque fort de l'écraser.

Tant que la Hongrie ne s'est pas trouvée en conflit ouvert avec l'ensemble de la monarchie, mais simplement en guerre larvée avec les Slaves méridionaux, il n'était pas difficile à l'Autriche de venir à bout d'une Italie engagée à moitié seulement dans le bouleversement révolutionnaire, divisée et paralysée par la triple trahison des princes. Et alors même, ce n'était pas sans mal ! Ce fut d'abord le Pape, puis le grand-duc toscan qui furent contraints — directement ou indirectement — de retirer leurs troupes de Vénétie, ce fut Charles-Albert et ses généraux en partie vendus, en partie incapables, qui durent trahir la cause italienne, ce furent tantôt les Magyars, tantôt les Slaves méridionaux qu'il fallut calmer ou se concilier, par une politique fourbe et par d'apparentes concessions, pour permettre aux Autrichiens de dégager leurs troupes d'autres théâtres de guerre et de les diriger vers l'Italie afin que Radetzky puisse remporter ses victoires sur le Mincio. Chacun sait que ce sont les régiments de Slaves méridionaux expédiés massivement en Italie qui rendirent à l'armée autrichienne désorganisée sa force combative.

En outre, tant que dura l'armistice avec le Piémont, tant que l'Autriche était simplement obligée de maintenir son armée d'Italie à son effectif courant sans avoir à la renforcer outre mesure, tant qu'elle pouvait diriger la masse principale de ses

600 000 soldats contre la Hongrie, les Autrichiens purent chasser les Magyars d'une position à l'autre et parvenir même, à la fin, grâce à des renforts quotidiens, à écraser la rébellion magyare. La supériorité numérique eût fini par avoir raison de Kossuth, comme elle avait eu raison de Napoléon.

La guerre d'Italie modifie donc considérablement la situation. Dès lors que l'armistice était officiellement rompu, l'Autriche dut renforcer ses troupes en Italie, répartir ses recrues nouvellement levées entre Windischgrätz et Radetzky, sans que l'un ou l'autre n'en ait assez.

Alors que dans les conditions présentes, il s'agit avant tout pour les Magyars et les Italiens de gagner du temps pour se procurer des armes ou en fabriquer, pour exercer au service de campagne leurs miliciens ou leurs gardes nationaux et pour étendre la révolution à tout le territoire, la supériorité de l'Autriche diminue chaque jour par rapport à ses adversaires.

Alors que la guerre entraîne Rome, la Toscane et même le Piémont tous les jours plus profondément dans la révolution et les contraint à faire preuve d'une énergie révolutionnaire plus grande, ils peuvent compter en France sur une crise prochaine et en Autriche sur le troisième élément dissolvant — l'opposition slave — qui gagne quotidiennement du terrain et s'organise de plus en plus. La Constitution octroyée aux Slaves pour les remercier d'avoir sauvé l'Autriche, d'avoir permis un grand recul vis-à-vis de Mars, les innombrables insultes subies par les Slaves de la part d'une bureaucratie abusive et d'une soldatesque déchaînée, tout cela représente des données auxquelles on ne peut plus rien changer.

Dans ces conditions, on comprend aisément que la « Gazette de Cologne »<sup>76</sup> soit si pressée de voir les Impériaux en finir avec la fort désagréable guerre hongroise. Ne nous a-t-elle pas appris hier encore que trois colonnes autrichiennes ont traversé la Thisza. Cette information est si digne de foi qu'elle n'a été confirmée jusqu'aujourd'hui par aucun bulletin. En revanche, on apprend d'une autre source que l'armée magyare avance à marche forcée vers Pesth, avec l'intention manifeste de dégager Komarno, qui, en dépit d'un violent bombardement, résiste courageuse-

ment. Au cours de ce bombardement, les Magyars ne tirèrent pas le moindre coup de feu, mais lorsque les Autrichiens donnèrent l'assaut, un tir de peloton meurtrier les repoussa avec de grandes pertes. On dit que le régiment de lanciers polonais du grand-duc de Cobourg serait passé du côté des Magyars au moment où Dembinski voulait qu'il attaque et faisait jouer l'hymne « Encore n'avons-nous pas perdu la Pologne » !

Ce sont les seules nouvelles du théâtre de guerre hongrois que nous soyons en mesure de rapporter aujourd'hui. Il n'y a pas eu de courrier de Vienne le 23.

Mais, jetons un coup d'œil sur le théâtre de guerre italien. Nous y voyons que l'armée piémontaise forme un large arc le long du Tessin et du Pô. Sa première ligne s'étend d'Arona, Novare, Vigevano, Voghera jusqu'à Castel San Giovanni devant Plaisance. Ses réserves se tiennent quelques milles à l'arrière de cette ligne sur la Sésia et la Bormide, près de Verceil, Trino et Alexandrie. A l'extrémité de l'aile droite, près de Sarzana à la frontière de la Toscane et de Modène, le corps détaché sous La Marmora est prêt à envahir Parme et Modène, à partir des cols de Lunigiane, en s'appuyant à gauche sur l'aile droite du gros de l'armée, et à droite sur l'armée de Toscane et de Rome, ou à traverser, le cas échéant, le Pô et l'Adige afin d'opérer en Vénétie.

Radetzky se tient en face, sur la rive gauche du Tessin et du Pô. Comme on le sait, son armée est composée de deux corps, dont l'un occupe la Lombardie, et l'autre la Vénétie. Alors que, dans cette dernière province, on ne sait pas si les troupes sont divisées par secteurs, on nous dit de tous côtés que Radetzky a concentré toute son armée sur le Tessin. Il a retiré toutes ses troupes de Parme, et n'a laissé qu'une centaine d'hommes dans la citadelle de Modène. Varèse, Come, le val d'Intelvi et la Valteline sont dégarnis de toute troupe, et la garde frontalière a disparu aux postes de douane.

Toutes les forces militaires dont Radetzky dispose, soit 50 000 hommes, sont postées sur le Tessin, de Magenta à Pavie, et sur le Pô, de Pavie à Plaisance.

On dit que Radetzky avait formé le projet, d'une audace folle, de traverser directement le Tessin avec cette armée, et de foncer tout droit sur Turin, en comptant pour se protéger sur l'inévitable confusion qui en résulterait chez les Italiens. On se souvient encore comment, l'an dernier, Radetzky a nourri de tels plans à la Napoléon, et comment cela lui a réussi ! Cette fois-ci, tout le Conseil de Guerre s'est opposé à ce plan, et il fut décidé de reculer, sans livrer de bataille décisive, en direction de l'Adda, de l'Oglio et — si nécessaire — jusqu'à la Chiese, afin d'y recevoir des renforts à partir de la Vénétie et de l'Illyrie.

Il dépend de la stratégie des Piémontais et de l'humeur belliqueuse des Lombards que cette retraite s'effectue avec ou sans pertes, et que les Autrichiens réussissent ou non à retenir assez longtemps les Piémontais. Le versant Sud des Alpes, et notamment la région de Côme, de Brianza, le Bergamasque, la Valteline et la région de Brescia, qui, d'ores et déjà, ont été évacués par les Autrichiens, se prêtent au plus haut point à une guerre nationale de partisans. Les Autrichiens, concentrés dans la plaine, ont été obligés de dégarnir la montagne. Les Piémontais peuvent rapidement y organiser des guérillas pour faire de rapides incursions de troupes légères sur l'aile droite des Autrichiens. Ils pourraient ainsi menacer les flancs adverses et, en cas de défaite d'un corps autrichien, compromettre la retraite des Impériaux, couper leur approvisionnement et étendre la révolution jusque dans le Trentin. Garibaldi serait l'homme de la situation. Mais, il n'aura sans doute aucune envie de se mettre, une fois de plus, aux ordres du traître Charles-Albert.

L'armée de Toscane et de Rome, appuyée par La Marmora pourrait occuper la ligne du Pô de Plaisance à Ferrare, puis, le plus vite possible, traverser le Pô, pour passer ensuite l'Adige, afin de couper Radetzky du corps austro-vénitien en opérant sur son aile gauche, voire sur ses arrières. Cependant, il lui sera difficile d'arriver assez vite pour avoir une influence sur les premières opérations militaires.

Ce qui, en fin de compte, sera décisif, c'est le comportement des Piémontais. L'armée est bonne et ardente au combat,



*mais si on la trahit de nouveau comme l'an dernier, elle sera battue. Les Lombards réclament des armes pour se battre contre leurs oppresseurs, mais, si de nouveau comme l'an dernier un gouvernement bourgeois hésitant paralyse la levée en masse, Radetzky peut espérer, une fois de plus, faire son entrée à Milan.*

Contre la trahison et la lâcheté du gouvernement, il n'existe qu'un remède : la révolution. Peut-être faudra-t-il un nouveau parjure de Charles-Albert, une nouvelle trahison de la noblesse et de la bourgeoisie lombardes pour susciter une révolution italienne qui mènera à son terme la guerre d'indépendance nationale. Mais alors gare aux traîtres !

### *La défaite des Piémontais*

*Fr. Engels,  
« La Nouvelle Gazette rhénane »,  
1<sup>er</sup> et 4 Avril 1849.*

Cologne. 1<sup>er</sup> Avril. — Selon les dernières nouvelles en provenance d'Italie, la défaite des Piémontais près de Novare ne serait nullement aussi décisive que ne l'annonçait la dépêche parisienne. Les Piémontais ont été battus, chassés de Turin et refoulés dans les montagnes : c'est tout.

Si le Piémont était une république, si le gouvernement de Turin était révolutionnaire et avait le courage d'user de moyens révolutionnaires, rien ne serait perdu. Mais l'indépendance italienne est en perdition, non du fait de l'invincibilité des armes autrichiennes, mais de la couardise de la monarchie piémontaise.

Pourquoi les Autrichiens ont-ils vaincu ? Parce que la trahison de Ramorino a isolé deux divisions de l'armée piémontaise des trois autres, de sorte que les Autrichiens en nombre supérieur ont battu ces dernières isolément. Ces trois divisions ont été refoulées jusqu'aux pieds des Alpes Pennines.

Les Piémontais ont commis d'emblée une grave erreur en opposant uniquement une armée régulière aux Autrichiens, c'est-

à-dire en voulant mener contre eux une honnête et traditionnelle guerre bourgeoise. Un peuple qui veut conquérir son indépendance ne doit pas s'en tenir aux moyens de guerre conventionnels. Soulèvements en masse, guerre révolutionnaire, guérilla générale, voilà les seuls moyens dont dispose un petit peuple pour vaincre une grande nation, les seuls moyens permettant à une armée moins forte de tenir tête à une armée plus forte et mieux organisée.

Les Espagnols l'ont prouvé en 1807 et 1812, et les Hongrois sont en train de le prouver en ce moment même.

Chrzanovski a été battu près de Novare et isolé de Turin. Radetzky était à 9 milles de Turin. Dans une monarchie comme le Piémont, même si elle est constitutionnelle, cela suffit à décider du sort de la campagne et lui faire demander la paix à Radetzky. Or, dans une république, *cela n'eût rien décidé du tout*. Si tout n'avait été arrêté par la couardise des monarchies, qui n'ont jamais le courage de recourir aux moyens révolutionnaires les plus extrêmes, *la défaite de Chrzanovski eût été une chance pour l'Italie*.

Si le Piémont avait été une république débarrassée de toutes les traditions monarchiques, il eût trouvé devant lui la voie ouverte pour conduire la guerre de manière toute différente.

Chrzanovski était repoussé vers Biella et Borgomanero. Là où les Alpes suisses rendaient impossible toute retraite ultérieure, où deux ou trois vallées étroites rendent pour ainsi dire impossible toute dispersion de l'armée, il eût été très facile de concentrer toute l'armée et de rendre infructueuse la victoire de Radetzky grâce à un coup audacieux.

Si les chefs de l'armée piémontaise avaient du courage révolutionnaire, s'ils savaient qu'il y a à Turin un gouvernement révolutionnaire décidé à tout, leur conduite eût été très simple.

Près du lac Majeur, il y avait, après la bataille de Novare, 30 à 40 000 soldats piémontais. Ce corps concentré en deux jours pouvait se jeter sur la Lombardie où il n'y avait même pas 12 000 Autrichiens. Il pouvait occuper Milan, Brescia, Crémone, organiser l'insurrection générale, battre l'un après l'autre les corps autri-

chiens débouchant de la Vénétie et faire sauter toute la base d'opération de Radetzky. Celui-ci, au lieu de marcher sur Turin, eût dû faire aussitôt marche arrière et retourner en Lombardie en ayant à ses trousses la levée en masse des Piémontais qui auraient tout naturellement appuyé l'insurrection lombarde.

Cette *véritable* guerre nationale, qui eût été conduite comme celle des Lombards en Mars 1848 lorsqu'ils chassèrent Radetzky au-delà de l'Oglio et du Mincio, cette guerre eût projeté toute l'Italie dans la lutte et eût infusé une tout autre énergie aux Romains et aux Toscans.

Pendant que Radetzky se trouvait encore entre le Pô et le Tessin, en se demandant s'il devait avancer ou reculer, les Piémontais et les Lombards eussent pu pénétrer en Vénétie, dégager Venise, faire la jonction avec La Marmora et les troupes romaines, harceler et affaiblir le feldmaréchal autrichien par de nombreuses actions de guérilla, afin de diviser ses troupes, et le battre finalement. La Lombardie n'attendait que l'arrivée des Piémontais ; mieux, sans attendre, elle s'était déjà soulevée. Seules les forteresses autrichiennes tenaient les villes lombardes en bride. Dix mille soldats piémontais étaient déjà en Lombardie ; avec vingt à trente mille autres, la retraite de Radetzky eût été impossible.

Mais, la levée en masse et l'insurrection générale du peuple sont des moyens devant lesquels la monarchie recule. Comme le prouve 1793, ces mesures ne peuvent être adoptées que par une République. Ce sont des mesures qui impliquent la *terreur révolutionnaire*. A-t-on jamais vu un monarque se résoudre à y recourir ?

Ce qui a donc ruiné les Italiens, ce n'est pas la défaite de Novare et de Vigevano, c'est la modération et la couardise auxquelles la monarchie les contraint. La bataille perdue de Novare n'entraînait qu'un préjudice *stratégique* : la route vers Turin était fermée aux Italiens et ouverte aux Autrichiens. Cet inconvénient eût été sans importance, si la bataille perdue avait suscité une *véritable guerre révolutionnaire*, si le reste de l'armée italienne avait aussitôt proclamé qu'il représentait le foyer de la levée nationale en masse, si l'honnête guerre stratégique de

l'armée s'était transformée en *guerre populaire*, à l'instar de ce que firent les Français en 1793.

Mais, voilà ! La monarchie n'entend rien aux levées en masse et au terrorisme révolutionnaire. Plutôt que de s'allier avec le peuple, elle préfère conclure la paix avec son pire ennemi, pourvu qu'il soit de son rang.

Que Charles-Albert trahisse ou non, c'est une affaire personnelle. En fait, la *couronne* de Charles-Albert, la *monarchie* suffit à ruiner l'Italie. Quoi qu'il en soit, Charles-Albert est un traître. Tous les journaux français rapportent la nouvelle d'un vaste complot contre-révolutionnaire entre toutes les grandes puissances européennes, d'un plan de campagne de la contre-révolution pour obtenir la soumission définitive de tous les peuples européens. La Russie, l'Angleterre, la Prusse, l'Autriche, la France et la Sardaigne ont signé le pacte de cette nouvelle Sainte-Alliance.

Charles-Albert reçut l'ordre de commencer la guerre contre l'Autriche, de se faire battre afin de donner ainsi aux Autrichiens la possibilité de rétablir le « calme » au Piémont, à Florence et à Rome et d'accorder partout des constitutions garanties par la loi martiale. En échange, Charles-Albert obtenait Parme et Plaisance, les Russes pacifiaient la Hongrie, la France devait retrouver un régime impérial, de sorte que le calme serait revenu en Europe. Tel est le plan de la contre-révolution, selon les journaux français. Ce plan explique la trahison de Ramorino en même temps que la défaite des Italiens.

Cependant, la victoire de Radetzky a porté un nouveau coup à la monarchie. La bataille de Novare et la paralysie consécutive des Piémontais démontrent que la monarchie est l'obstacle majeur auquel se heurte un peuple dans les cas extrêmes où son salut dépend de la tension de toutes ses forces. Si l'Italie ne veut pas périr à cause de la monarchie, il faut que la monarchie périsse au plus vite en Italie.

Cologne. 4 Avril. — Les événements de la campagne piémontaise jusqu'à la victoire des Autrichiens près de Novare nous sont rapportés enfin de façon claire et cohérente.

Pendant que Radetzky faisait intentionnellement circuler la fausse rumeur selon laquelle il se tiendrait sur la défensive et se retirerait sur l'Adda, il rassembla en silence ses troupes autour de Sant Angelo et de Pavie. Grâce à la trahison du parti austro-réactionnaire de Turin, il était *parfaitement* informé de tous les plans et de toutes les dispositions de Chrzanovski, de toutes les positions occupées par son armée, alors qu'il avait réussi à tromper entièrement les Piémontais sur les siens. C'est ce qui explique que l'armée piémontaise ait pris position le long des deux rives du Pô, afin de pouvoir avancer de tous les côtés à la fois en un mouvement concentrique vers Milan et Lodi.

Néanmoins, si l'armée piémontaise avait opposé une résistance sérieuse au centre, Radetzky n'aurait jamais pu obtenir des résultats aussi rapides. Si le corps de Ramorino avait tenté de lui barrer la route près de Pavie, il restait suffisamment de temps pour qu'arrivent les renforts susceptibles d'empêcher Radetzky de franchir le Tessin. Dans l'intervalle, on aurait pu compter aussi sur l'arrivée des divisions alignées sur la rive droite du Pô et à Arona. L'armée piémontaise, disposée parallèlement au Tessin, couvrait Turin et était plus que suffisante pour mettre en fuite l'armée de Radetzky. Naturellement, cela supposait que Ramorino fit son devoir. Or, il trahit et permit à Radetzky de franchir le Tessin si bien que le centre piémontais fut enfoncé et les divisions alignées sur l'autre rive du Pô isolées. Cela suffit à décider du sort de la campagne.

Radetzky disposa alors toutes ses forces, de 60 à 70 000 hommes appuyés par 120 canons, entre le Tessin et l'Agogna, et attaqua de flanc les 5 divisions piémontaises alignées le long du Tessin. Grâce à une supériorité numérique écrasante, il repoussa, le 24, les quatre divisions les plus proches près de Mortara, Garlasco et Vigevano, occupa Mortara, contraignant ainsi les Piémontais à se retirer sur Novare. Il menaçait dès lors l'unique route restée ouverte en direction de Turin, celle qui, de Novare, passe par Verceil et Chivasso.

Or, cette route était déjà perdue pour les Piémontais. Pour rassembler toutes leurs troupes et surtout pour permettre leur jonction avec la division Solaroli, qui se trouvait à l'extrémité de l'aile gauche près d'Arona, ils devaient faire de Novare le point central de leurs opérations, alors que dans d'autres conditions ils eussent pu s'aligner sur des positions nouvelles à l'arrière de Sesia.

Etant donc pratiquement coupés de Turin, il ne leur restait plus qu'à accepter la bataille près de Novare ou à passer en Lombardie, afin d'y organiser la guerre populaire, en abandonnant Turin à son sort, aux réservistes et aux gardes nationaux. Dans ce cas, Radetzky se serait bien gardé de faire avancer ses troupes. Mais, cela impliquait qu'une *levée en masse* fût préparée au Piémont même. Or, il n'en fut rien. La garde nationale bourgeoise était armée, tandis que le peuple restait désarmé, bien qu'il réclamât les armes déposées dans les arsenaux. La monarchie n'osait pas recourir aux forces irrésistibles qui avaient sauvé la France en 1793.

Les Piémontais durent donc accepter la bataille près de Novare, malgré leur position défavorable et la grande supériorité numérique adverse. 40 000 Piémontais (10 brigades) avec une artillerie relativement faible firent face à toutes les forces autrichiennes, au moins 60 000 hommes avec 120 canons. L'armée piémontaise était alignée des deux côtés de la route de Mortara, sous les murs de Novare. L'aile gauche, sous Durando, s'appuyait sur une position assez forte, la Bicocca. Au centre, trois brigades, sous Bès, s'appuyait sur un hameau, la Citadella. L'aile droite (deux brigades sous Perrone) s'appuyait sur le plateau de Corte Nuove (route de Verceil). De la réserve, deux brigades sous le duc de Gênes étaient placées à gauche, tandis qu'à droite se trouvaient une brigade et la garde sous le duc de Savoie, l'actuel roi.

L'alignement des Autrichiens ressort de manière moins claire de leur Bulletin. Le second corps autrichien sous d'Aspre attaqua d'abord l'aile gauche des Piémontais, tandis que derrière lui avançaient le troisième corps sous Appel, le quatrième corps et la réserve. Les Autrichiens trouvèrent moyen de déployer entiè-

rement leurs troupes en ordre de bataille et de mener une attaque concentrique sur tous les points du front adverse avec une telle supériorité que les Piémontais furent écrasés.

La clé du front piémontais était la Bicocca : si les Autrichiens s'en emparaient, le centre et l'aile gauche des Piémontais étaient pris entre la ville (non fortifiée) et le canal, de sorte qu'ils devaient être mis en pièces à moins qu'ils ne déposent les armes.

L'attaque principale fut donc dirigée contre l'aile gauche piémontaise, dont le point d'appui le plus important était la Bicocca. La lutte y fut très acharnée, et l'issue en resta longtemps incertaine. La bataille fut également chaude au centre. La Citadella fut perdue et reprise plusieurs fois par Bès. Lorsque les Autrichiens s'aperçurent qu'ils se heurtaient ici à une résistance trop vive, ils tournèrent le gros de leurs forces contre l'aile gauche piémontaise. Les deux divisions piémontaises furent rejetées sur la Bicocca, qui, finalement, fut elle-même conquise. Le duc de Savoie se précipita sur les Autrichiens avec ses réserves, mais en vain. La supériorité numérique des Impériaux était trop grande, la position fut perdue, et le sort de la bataille était joué. Les Piémontais ne pouvaient plus se retirer qu'en une seule direction : les Alpes, par Biella et Borgomanero.

Cette bataille, préparée par une trahison et gagnée par la force du nombre, voici comment l'appelle la « Gazette de Cologne », qui languit si longtemps dans l'attente d'une victoire autrichienne : « une bataille qui brillera (!) à jamais dans l'histoire des guerres, car la victoire remportée par le vieux Radetzky est le résultat de mouvements combinés avec tant d'habileté et un courage si magnifique qu'on en avait plus vu (!?) depuis le temps du grand Napoléon, ce démon de la guerre » (!!!).

Que Radetzky — ou plus exactement Hess, son chef d'état-major — ait fort bien machiné son complot avec Ramorino, nous le concédons volontiers. Depuis la trahison de Grouchy à Waterloo, on n'a pas commis d'infamie comparable à celle de Ramorino. Radetzky n'appartient pas à la classe du « démon de la guerre »

Napoléon, mais plutôt à celle de Wellington : leurs victoires coûtent plus *d'argent comptant* que de courage et d'habileté.

Nous ne nous arrêterons pas sur les autres mensonges diffusés hier soir par la « Gazette de Cologne », selon laquelle les députés démocrates de Turin auraient pris la fuite, les Lombards se seraient comportés comme « une bande de lâches », etc... Les derniers événements ont déjà démenti tout cela. Ces mensonges montrent simplement que la « Gazette de Cologne » est satisfaite de ce que la grande Autriche, en s'aidant de trahisons, ait écrasé le petit Piémont.

*L'armée prussienne et le soulèvement révolutionnaire du peuple*

Fr. Engels,  
« La Nouvelle Gazette rhénane »,  
8 Mai 1849.

Cologne. 7 Mai. — Parmi les éléments en ébullition dans l'Allemagne actuelle, il s'effectue, chaque jour, un tri de plus en plus sévère, qui leur donne un contour toujours plus net. Alors que l'un des centres de la contre-révolution — l'Autriche — est très menacé par les Hongrois, l'autre — la Prusse — envoie ses hordes armées dans toutes les directions contre les soulèvements révolutionnaires des masses populaires.

A *Dresde*, la longanime ville des arts et du luxe, le peuple court aux armes et répond à coups de fusils et en élevant des barricades à la trahison déclarée du gouvernement royal<sup>77</sup>. La plus grande partie de la troupe se range au côté du peuple ; l'issue de la bataille est pour ainsi dire décidée, mais voilà que surgissent les *bataillons prussiens*, qui se rangent au côté des traîtres royalistes, contre le peuple.

Dans le Palatinat, le peuple prend, lui aussi, les armes contre la contre-révolution bavaroise, devenue de jour en jour plus arrogante : ici aussi, les *bataillons prussiens* sont prêts à intervenir au moment voulu, afin de disperser les émeutiers palatins en même temps que l'Assemblée de Francfort<sup>78</sup>.

Et pour qu'en Prusse même et dans les Etats voisins, on n'en vienne pas à manquer de bataillons prussiens, on lève partout



la réserve, conformément à notre majestueuse législation militaire.

C'est ainsi que le centre de la contre-révolution est l'armée, autrichienne ici, prussienne là. La contre-révolution intervient chaque jour plus brutalement et plus systématiquement contre les nouveaux foyers de la révolution.

Encore avons-nous le gouvernement provisoire de Dresde qui rassemble les forces populaires de toute la province.

Encore avons-nous le Comité de la défense militaire du Palatinat, qui regroupe de jour en jour davantage de Palatins autour du drapeau de la révolution.

En Prusse rhénane, la milice territoriale *refuse de marcher*. Même à Elberfeld et dans la noire-blanche Wuppertal<sup>79</sup>, elle refuse d'aller plus loin que le centre de rassemblement<sup>80</sup>.

Mais, le plus important se passe en Autriche : *la révolution magyare y avance irrésistiblement*. Il n'y a pas eu de courrier de Vienne — peut-être parce que les Magyars ont coupé la voie de chemin de fer morave. On sait de source sûre, qu'ils ont *pénétré en Moravie*. On nous écrit de Ratibor qu'on entend depuis huit jours le grondement des canons à Golkowitz, sur la frontière autrichienne, et depuis le 3 Mai aussi à Loslau en Haute-Silésie prussienne. De toute façon, des combats se déroulent du côté Ouest de la Jablunka.

Au reste, la *victoire des Hongrois apparaît plus certaine que jamais*. On dit, de source sûre, que *les Russes n'interviendront pas*. Il suffit donc d'attendre encore quelques jours pour que les Hongrois soient à Vienne, achevant ainsi la révolution magyare et donnant de manière prestigieuse le coup d'envoi de la seconde révolution allemande.

### La Hongrie

Fr. Engels,  
« La Nouvelle Gazette rhénane »,  
19 Mai 1849.

Cologne. 18 Mai. — L'invasion des Russes vient de transformer la guerre magyare en guerre *européenne*<sup>81</sup>. Nous ne

pouvons en ce moment donner de comptes rendus sur les opérations en cours. Tout ce que nous pouvons faire dans ces conditions, c'est de présenter une nouvelle fois à nos lecteurs un bref aperçu de l'évolution de cette splendide guerre révolutionnaire dans l'Est européen.

On se souvient que, dès avant la révolution de Février, en automne 1847, la Diète de Presbourg, sous l'impulsion de Kossuth, a décrété une série de mesures révolutionnaires, comme l'aliénabilité de la propriété foncière, l'émancipation des paysans, l'abolition des charges féodales, l'émancipation des Juifs, l'égalité de toutes les classes devant l'impôt. On se souviendra, en outre, qu'elle accorda officiellement aux Croates et aux Slavoniens le droit d'user de leur propre langue dans les affaires intérieures. Enfin, le jour même où commença la révolution de Février à Paris (le 22), elle revendiqua pour la Hongrie un ministère autonome responsable, faisant ainsi un premier pas vers la *séparation* de la Hongrie d'avec l'Autriche.

La révolution de Février brisa la résistance du gouvernement viennois aux revendications des Hongrois. Le 16 Mars, au lendemain de la révolution de Vienne, un décret accorda l'autonomie au ministère hongrois, ce qui réduisit les liens de la Hongrie avec l'Autriche à une union purement personnelle avec la Couronne.

Dès lors que la révolution magyare fut indépendante, elle avança à pas de géant. Tous les privilèges politiques furent supprimés, le suffrage universel fut introduit, toutes les charges féodales, corvées, dîmes, etc... furent abolies sans que l'on indemnisât les particuliers, mais l'Etat ; on réalisa l'union avec la Transylvanie ; Kossuth fut nommé ministre des finances, tandis que le chef rebelle Jellachich fut démis de ses fonctions.

Mais, dans l'intervalle, le gouvernement autrichien se ressaisit. Tandis que le prétendu ministère responsable de Vienne restait impuissant, la camarilla de la cour d'Innsbruck s'arrogea de plus en plus de pouvoirs, en s'appuyant sur l'armée impériale en Italie, les ambitions nationales des Tchèques, Croates et Serbes, et l'obstination bornée des paysans ruthènes.

Le 17 Juin, ce fut l'insurrection serbe du Banat et du Batchka, fomentée par l'argent et les émissaires de la Cour impériale. Le 20, Jellachich fut reçu en audience par l'Empereur à Innsbruck, et fut rétabli dans ses fonctions de chef de banat. A son retour en Croatie, Jellachich proclama qu'il ne reconnaissait plus l'autorité du ministère hongrois, et lui déclara la guerre le 25 Août.

La trahison de la camarilla habsbourgeoise s'étalait au grand jour. Les Hongrois tentèrent cependant, une fois encore, de faire reprendre à l'Empereur la voie constitutionnelle. Ils envoyèrent à Vienne une députation formée de 200 membres de la Diète : l'Empereur répondit évasivement. L'agitation ne fit qu'augmenter. Le peuple exigea des garanties et obtint un remaniement du Ministère. Les traîtres qui siégeaient même au ministère de Pest furent écartés, et Kossuth fut nommé président du Conseil, le 20 Septembre. Mais, quatre jours avant, le représentant de l'Empereur — le palatin Stephan — s'était enfui à Vienne, et le 26 l'Empereur lança le fameux manifeste aux Hongrois, dans lequel il destituait le ministère et le déclarait rebelle, nommait le boucher des Magyars Jellachich au poste de gouverneur de Hongrie et remettait en question la plupart des conquêtes révolutionnaires de la Hongrie.

Le manifeste ne fut contresigné par aucun ministre hongrois et déclaré nul et non avenu par Kossuth.

Dans l'intervalle, Jellachich avança jusqu'à Székesféhervar, en profitant de la désorganisation et des trahisons courantes dans l'ancien corps d'officiers et l'état-major, qui n'avaient de hongrois que le nom et se rattachaient aux vieilles traditions impériales. Mais, en dépit de la félonie des généraux, Jellachich fut battu à Vélenczé le 29 Septembre, et refoulé en territoire autrichien jusque sous les murs de Vienne. L'Empereur et le vieux traître Latour décidèrent de lui envoyer des renforts, afin de reconquérir la Hongrie avec des troupes germano-slaves. Mais, la révolution de Vienne éclata le 6 Octobre, et mit provisoirement fin aux projets de l'Empereur.

Kossuth courut aussitôt à l'aide de Vienne avec un corps magyar. Mais, il fut arrêté sur la Leitha par suite des hésitations de la Diète viennoise, de la félonie de ses propres officiers et de

la mauvaise organisation de son armée formée en grande partie de soldats de troisième réserve. A la fin, il dut arrêter quelques officiers qu'il transféra à Pesth pour les faire fusiller. C'est après seulement qu'il tenta l'assaut, mais trop tard : Vienne était déjà tombée, et ses troisièmes réserves indisciplinées furent repoussées le 30 Octobre à Schwechat par les réguliers autrichiens.

Une sorte de trêve des armes subsista entre les Impériaux et les Magyars pendant plus de six semaines. Tandis que les deux armées faisaient tout ce qu'elles pouvaient pour se renforcer, la camarilla d'Olmütz exécutait le coup qu'elle avait préparé de longue date : elle fit démissionner le simple d'esprit Ferdinand qui s'était discrédité et usé dans les compromis avec le parti révolutionnaire, et plaça sur le trône un enfant, François-Joseph, le fils de Sophie, qui fut un instrument entre ses mains. La Diète de Pesth rejeta ce changement dynastique, en s'appuyant sur la Constitution hongroise.

Les hostilités commencèrent enfin à la mi-décembre. L'armée impériale, après avoir pour ainsi dire encerclé la Hongrie, attaqua de tous les côtés à la fois.

A partir de l'Autriche, sous le commandement du feldmaréchal Windischgrätz en personne, trois corps d'armée représentant une force d'au moins 90 000 hommes avancèrent au Sud du Danube. A partir de la Styrie, Nugent suivit le cours de la Drave avec quelque 20 000 hommes, tandis qu'à partir de la Croatie, Dahlen longea la rive droite de la Drave en direction du Banat avec 10 000 hommes. Au Banat même, la lutte était menée par plusieurs régiments de frontaliers, la garnison de Tèmesvar, la réserve serbe et le corps auxiliaire serbe de Knitchanine, soit en tout de 30 à 40 000 hommes sous Todorovitch et Roukavina. En Transylvanie, Puchner disposait de 20 à 30 000 hommes et Malkovski, venu de Bukovine, de 10 à 15 000. A partir de la Galicie, Schick avança en direction du cours supérieur de la Thisza avec un corps de 20 à 25 000 hommes.

L'armée impériale disposait donc en tout d'au moins 200 000 hommes de troupes régulières, le plus souvent bien entraînées

à la guerre, sans compter les réservistes et gardes slaves, roumains et saxons, qui participaient à la lutte dans le Sud et en Transylvanie.

A ces puissantes armées, la Hongrie pouvait opposer une armée forte peut-être de 80 à 90 000 hommes exercés à la guerre, dont 20 000 anciens de l'armée impériale. Elle pouvait compter, en outre, sur 50 à 60 000 hommes de la milice et de la réserve, qui n'étaient pas encore organisées. Or, cette armée était commandée par des chefs qui étaient le plus souvent aussi félons que ceux que Kossuth avait fait arrêter sur la Leitha.

Mais, tandis qu'il n'était plus possible de tirer une seule recrue d'une Autriche pliée sous la force, ruinée financièrement et privée de tous moyens financiers, d'immenses ressources s'ouvraient aux Magyars. L'enthousiasme de la liberté des Magyars soulevés par la passion nationale grandit chaque jour et met à la disposition de Kossuth des combattants ardents et volontaires en nombre inouï, eu égard à ce petit peuple, qui ne compte pas plus de 5 millions d'habitants. La planche à billets hongroise lui procurait des moyens monétaires considérables, et tout Magyar acceptait les assignats nationaux comme une monnaie de métal solide. Les fabriques de fusils et de canons étaient en pleine activité. Tout ce qui manquait à l'armée, c'était des armes, de l'entraînement et de bons chefs ; or, tout cela pouvait être créé en quelques mois. Ce qui importait dans ces conditions, c'était de gagner du temps, d'attirer les Impériaux à l'intérieur du pays où l'on pouvait les épuiser par une guérilla incessante, après qu'ils se soient affaiblis eux-mêmes en occupant les garnisons importantes et en détachant des troupes aux quatre coins de l'horizon.

Le plan des Hongrois consistait donc à se replier lentement vers l'intérieur, en fournissant l'occasion à leurs recrues de s'entraîner dans d'incessants accrochages et, si les choses tournaient mal, en plaçant entre eux et l'adversaire la ligne de la Thisza avec ses marécages impraticables, ce fossé naturel entourant le noyau du pays magyar.

D'après tous les calculs, les Hongrois pouvaient tenir le territoire sis entre Presbourg et Pesth pendant deux ou trois mois, même en face d'une force autrichienne supérieure. Mais, voilà que

survint l'hiver glacial, qui recouvrit tous les fleuves et marais d'une épaisse couche de glace permettant pendant plusieurs mois à l'artillerie lourde elle-même de passer. Du coup, c'en était fait de toutes les conditions de terrain favorables à la défense, et tous les retranchements édifiés par les Magyars devenaient inutiles, puisque l'adversaire pouvaient les contourner<sup>82</sup>. Ainsi, en une vingtaine de jours, l'armée hongroise fut-elle refoulée de Sopron et Presbourg vers Raba, puis vers Moor et Pest, qu'elle dut évacuer, de sorte qu'elle se retrouva derrière la Thisza dès le début de la campagne.

Ce qui advint au gros de l'armée advint aussi aux autres corps de l'armée. Au Sud, Nugent et Dahlen se rapprochèrent de plus en plus de la région d'Esseg tenue par les Magyars, et menacèrent de faire leur jonction avec les Serbes sur la ligne du Maros. En Transylvanie, Puchner et Malkovski firent leur jonction près de Tarugu Mures. Au Nord, Schlick avança des Carpathes jusqu'à la Thisza et fit sa jonction avec Windischgrätz près de Miskolcs.

Les Autrichiens semblaient ainsi en avoir fini avec la révolution magyare. Ils s'étaient emparés des deux tiers de la Hongrie et des trois quarts de la Transylvanie, et les Hongrois étaient battus aussi bien sur leur front que sur les deux flancs et leurs arrières. Il eût suffi d'une nouvelle avance de quelques milles pour que tous les corps impériaux se tendissent la main autour d'un cercle de plus en plus étroit dans lequel la Hongrie eût été étouffée comme dans les anneaux d'un boa constricteur.

Il importait maintenant au plus haut point que les Hongrois se dégagent au moins d'un côté pour souffler, à un moment où la Thisza représentait encore provisoirement un fossé infranchissable pour l'ennemi. Ils le firent de deux côtés à la fois : Bem<sup>83</sup> en direction de la Transylvanie, et Görgey en direction de la Slovaquie. Tous deux réussirent des opérations si brillantes qu'on peut ranger leurs auteurs parmi les capitaines les plus géniaux de notre époque.

Bem entra le 29 Décembre à Cluj, le seul point qui restait encore aux mains des Magyars en Transylvanie. Il concentra rapi-

dement les restes battus de l'armée magyare et la soudant aux renforts qu'il apportait, avança en direction de Tarugu Mures, vainquit les Autrichiens et poursuivit d'abord Malkovski à travers les Carpathes jusqu'en Bukovine et même en Galicie, où il atteignit Stanislav. Puis, il retourna rapidement en direction de la Transylvanie, et refoula devant lui Puchner jusqu'à quelques milles de Sibiu. Après quelques engagements, deux ou trois coups rapides portés à droite et à gauche, il se rendit maître de toute la Transylvanie, hormis deux villes, Brasov et Sibiu, qui n'eussent pu lui résister, si l'adversaire n'avait fait appel aux Russes. Le poids des 10 000 hommes de troupe jetés dans la balance obligea Bem à se retirer vers la région de Szekler, où il organisa avec succès le soulèvement de la population. Puchner ayant avancé jusqu'à Segesvar, Bem le tint en haleine en le faisant attaquer par les miliciens de la région insurgée, tandis qu'il contournait sa position, avançant sur Sibiu pour en chasser les Russes avant de battre Puchner arrivé en renfort, et s'emparer de Brasov sans avoir à tirer un coup de fusil.

Ainsi, la Transylvanie était conquise et le dos de l'armée magyare libre. La ligne fortifiée naturelle de la Thisza trouvait maintenant son prolongement et son complément dans la chaîne des Carpathes et des Alpes transylvaniennes, de la Zips à la frontière du Banat.

Au même moment Görgey effectuait une semblable marche triomphale dans la partie Nord-Ouest de la Hongrie. Ayant avancé de Pesth vers la Slovaquie avec son corps d'armée, il tint en échec durant trois mois les corps d'armée des généraux Götz, Csorich et Simunich, qui opéraient contre lui de trois côtés à la fois. Lorsque la supériorité ennemie se manifesta au point de rendre sa position intenable, il ouvrit une brèche à travers les lignes ennemies dans les Carpathes, en direction de Kosice et Presov. Il se trouva alors dans le dos de Schlick qu'il contraignit d'abandonner en toute hâte sa position ainsi que toute sa base d'opération, afin de se retirer vers le gros de l'armée de Windischgrätz. Görgey put alors longer le Hernad jusqu'à la Thisza pour faire sa jonction avec le gros des forces magyares.

Le gros de l'armée commandé maintenant par Dembinski

avait également traversé la Thisza et refoulé l'ennemi partout devant lui. Il s'était avancé jusqu'à Hatvan qui se trouve à 6 milles de Pesth, lorsqu'il se heurta à une puissante concentration de forces adverses qui l'obligea à se replier. Il mena de violentes actions défensives près de Eger, Maklar et Poroszlo avant de traverser la Thisza au moment même où Görgey l'atteignit à Tokaj. La jonction de ces deux corps d'armée donna le signal à une nouvelle et grandiose avance des Hongrois. Des recrues entraînées étaient venues les rejoindre de l'intérieur et renforcèrent l'armée d'opération des Mayars. Des légions polonaises et allemandes furent constituées, d'excellents commandants s'étaient formés ou avaient été engagés : à la place des masses sans organisation et sans chefs du mois de Décembre, les Impériaux trouvèrent subitement devant eux une armée compacte, courageuse, nombreuse, bien organisée et remarquablement dirigée.

Les Magyars franchirent la Thisza avec leurs trois corps d'armée. L'aile droite (Görgey) au Nord contourna près de Presov la division Ramberg qui l'avait talonnée peu avant. Görgey la refoula rapidement de Rimaszombat jusqu'au gros de l'armée impériale. Celle-ci fut battue par Dembinski près d'Erlau, Gyöngyös, Gödöllő et Hatvan, et fut contrainte de se retirer en toute hâte sur Pesth. L'aile gauche (Vetter), enfin, chassa Jellachich de Kecskemét, Szolnok et Szegled, le battit près de Jaszberény, et l'obligea finalement à se retirer également jusqu'aux murs de Pesth. Dès lors, les Impériaux se trouvant sur le cours du Danube, de Pesth à Vac en un vaste demi-cercle, étaient encerclés par les Magyars.

Pour ne pas exposer Pesth à être bombardée depuis Ofen, les Hongrois eurent recours à un moyen éprouvé : chasser de leur position les Autrichiens par une série de manœuvres plutôt que par une attaque frontale directe. Görgey s'empara de Vac et refoula les Autrichiens jusqu'au-delà de l'Estergom et du Danube, vainquit Wohlgemuth entre l'Estergom et la Nitra, et dégagea ainsi Komarno assiégé par les Impériaux. Voyant leur ligne de retraite menacée, les Impériaux durent se résoudre à reculer en toute hâte. Welden, le nouveau commandant en chef, se replia sur Raba et Presbourg, et Jellachich reflua en



toute hâte jusqu'en Slavonie en longeant le Danube, pour empêcher ses Croates de se mutiner. Au cours de leur retraite, ou mieux de leur débandade, Welden (et surtout son arrière-garde sous Schlick) et Jellachich subirent de lourdes pertes. Tandis que le corps d'armée de ce dernier réussit péniblement à se frayer un passage à travers les comitats de Tolna et de Barany, Welden trouva moyen de concentrer les débris de son armée à Presbourg, mais ces restes avaient perdu toute force combative.

Tandis que les Magyars remportaient cette série impressionnante de victoires sur le gros de l'armée autrichienne, Moritz Perczel fonça de Szeged et de Tolna vers Petrovaradin qu'il débloqua, s'empara du Batchka et envahit le Banat où il fit sa jonction avec Bem accouru de Transylvanie. Après s'être emparé de Arad, Bem assiégea Temesvar. Perczel occupa Vrsac sur la frontière turque, après avoir conquis tout le Banat en quelques jours. Pendant ce temps, les milices de Szekler couvraient les cols fortifiés de Transylvanie, et les réserves les cols de la haute Hongrie. De même, Görgey occupa le col de Jablunka, à la frontière moravo-galicienne, avec une armée considérable.

*Bref, il eût suffi de quelques jours encore pour que l'armée magyare victorieuse, poussant devant elle les débris de la puissante armée autrichienne, fit une entrée triomphale à Vienne et anéantit à jamais la monarchie des Habsbourg.*

La séparation de la Hongrie d'avec l'Autriche avait été décidée dès le 14 Avril à Debrecen. L'alliance avec les Polonais avait été ouvertement proclamée à la mi-Janvier : elle s'était concrétisée par l'entrée de 20 à 30 000 Polonais dans l'armée hongroise. L'alliance avec les Autrichiens allemands, qui s'était réalisée depuis la révolution de Vienne du 6 Octobre et au cours de la bataille de Schwechat, fut également sanctionnée et prorogée par l'incorporation de légions allemandes dans l'armée hongroise. Cette alliance était nécessaire aux Magyars en vue d'obtenir la reconnaissance de leur indépendance, qui impliquait la conquête de Vienne et l'extension de la révolution à toute l'Autriche.

De la sorte, la guerre magyare perdit bientôt le caractère national qu'elle avait au début. Or, c'est précisément la première mesure prise par les Magyars, à savoir la déclaration d'indé-

pendance, qui donna à leur guerre un caractère définitivement européen. L'alliance avec la Pologne en vue de libérer les deux pays, l'alliance avec les Allemands en vue de révolutionner l'Allemagne orientale obtinrent leur caractère spécifique en même temps qu'une base solide à partir du moment seulement où la Hongrie se déclara indépendante de l'Autriche, en proclamant la dissolution de la monarchie autrichienne.

*L'indépendance de la Hongrie, la restauration de la Pologne, l'Autriche germanique devenue le foyer révolutionnaire de l'Allemagne, la Lombardie, puis l'Italie tout entière devenues indépendantes, tel était le projet révolutionnaire.* La réalisation de ce plan eût ruiné tout le système des Etats d'Europe orientale : l'Autriche ayant disparu, la Prusse étant dissoute, la Russie eût été refoulée aux frontières de l'Asie.

Il fallut donc que la Sainte-Alliance mobilisât toutes ses forces pour dresser un barrage devant le flot menaçant de la révolution d'Europe orientale. Les armées russes déferlèrent jusqu'aux frontières de la Transylvanie et de la Galicie. La Prusse occupa la frontière de Bohême et de Silésie, et permit aux Russes de traverser son territoire pour occuper Prerov, de sorte qu'au bout de quelques jours le premier corps d'armée russe tenait la Moravie.

Sachant parfaitement qu'ils disposeraient de forces militaires plus nombreuses et plus fraîches au bout de quelques semaines, les Magyars n'ont pas marché aussi vite sur Vienne qu'on l'admettait. En fait, il ne leur était pas possible de s'emparer de Vienne ou de Pesth par une attaque frontale qui les eût forcé de bombarder ces villes : ils ne pouvaient se le permettre. Il leur fallait de nouveau agir comme ils l'avaient fait à Pest : prendre la ville en la contournant, ce qui demandait non seulement qu'ils aient du temps, mais encore qu'ils soient assurés que leurs flancs et leur dos n'étaient pas menacés par l'ennemi. Or, c'est alors que les Russes leur tombèrent dans le dos. Enfin, il est probable que de forts détachements de l'armée de Radetzky eussent surgi de l'autre côté, dès lors que Vienne eût été directement menacée.

Au lieu d'avancer rapidement sur Vienne, les Hongrois ont donc eu parfaitement raison de se contenter de refouler progressivement les Impériaux hors du territoire hongrois, de les déborder

en occupant la position en demi-cercle qui va des petites Carpathes jusqu'au pied des Alpes styriennes, de détacher un corps important au col de Jablunka, de fortifier et de protéger les cols de Galicie, d'attaquer Ofen et de mener rapidement à bien la levée de 250 000 recrues dans les comitats reconquis de l'Ouest. De cette manière, ils sauvegardaient leurs flancs et leurs arrières et rassemblaient une armée, qui leur permettait de ne pas craindre l'assaillant russe, comme ils n'avaient pas craint auparavant la puissante armée autrichienne. En effet, des 200 000 hommes de cette glorieuse armée noire-jaune qui a envahi la Hongrie, il n'en est revenu que 50 000, le reste étant tombé, blessé, malade, prisonnier ou passé de l'autre côté.

Les Russes menacent les Magyars avec des armées bien plus considérables encore : 120 000 hommes auxquels viendront bientôt se joindre 170 000 autres. D'après le « Port franc de Trieste », l'armée d'opération mobile comporterait plus de 500 000 hommes. Mais, on sait que les Russes aiment à exagérer ; en effet, les chiffres avancés officiellement dépassent toujours de moitié ceux qu'on trouve dans les rôles militaires, lesquels expriment toujours le double des effectifs réels. L'Autriche pourra être contente si l'aide russe se monte en réalité à 160 - 170 000 hommes, dont il faut encore déduire les troupes nécessaires à l'occupation de la Pologne. Or, les Magyars pourront avoir raison d'une telle armée.

La guerre magyare de 1849 a beaucoup de traits communs avec la guerre polonaise de 1830-31. Mais, elle s'en distingue en ce qu'elle a maintenant pour elle toutes les chances qui manquaient alors aux Polonais. On sait qu'en 1830 Lelewel réclama avec force, mais sans succès : 1° que l'on enchaînât à la révolution la grande masse de la population en émancipant les paysans et les Juifs ; 2° que l'on transformât en guerre européenne la révolution de la vieille société polonaise, en impliquant dans une guerre toutes les trois puissances qui se partageaient le pays. Ce qui s'imposa en 1831 aux Polonais *alors qu'il était trop tard*, c'est *par quoi commencent aujourd'hui les Magyars*. La révolution sociale à l'intérieur et la destruction du féodalisme, telle fut la

première mesure en Hongrie ; l'implication de la Pologne et de l'Allemagne dans la guerre, telle fut la seconde mesure : dès lors c'était la *guerre européenne*. Celle-ci est un fait accompli avec l'entrée du premier corps d'armée russe en territoire allemand : avec l'entrée du premier bataillon *français* en territoire allemand, elle prendra un tour décisif.

En devenant européenne, la guerre magyare produit une action réciproque sur tous les éléments et phases du mouvement européen. Son cours ne réagit pas seulement sur l'Allemagne, mais encore sur la France et l'Angleterre<sup>84</sup>. Il est vraisemblable que la bourgeoisie anglaise ne tolérera pas que l'Autriche soit transformée en province russe. Il est certain que le peuple français ne gardera pas les bras croisés, si la contre-révolution se fait de plus en plus pesante. Peu importe l'issue des élections en France : l'armée décide en ce moment. Si l'armée veut la guerre — et elle la veut — elle aura lieu.

Et elle viendra. La révolution est imminente à Paris, ou bien à la suite des élections, ou bien à la suite de la fraternisation née des élections entre l'armée et le parti révolutionnaire. Tandis que se forme, en Allemagne du Sud, le noyau d'une armée révolutionnaire qui empêche la Prusse de prendre une part active à la campagne hongroise, la France est toute prête à participer activement à la lutte. Les quelques semaines — et peut-être même les quelques journées — à venir seront décisives. Les armées révolutionnaires de France, de Hongrie, de Pologne et d'Allemagne fêteront bientôt sous les murs de Berlin leur fraternisation sur le champ de bataille.

*Interdiction de « La Nouvelle Gazette rhénane » par la loi martiale*

Karl Marx,  
« La Nouvelle Gazette rhénane »,  
Dernier numéro imprimé en rouge,  
19 Mai 1849.

Cologne. 18 Mai. — Il y a peu de temps, Berlin intimait aux autorités locales de décréter l'état de siège à Cologne. Le but

en était l'élimination de « la Nouvelle Gazette rhénane ». Mais, on se heurta à une résistance inattendue. Par la suite, le gouvernement de Cologne s'adressa au Parquet pour atteindre le même but en procédant à des arrestations arbitraires. Il échoua devant les scrupules juridiques du Parquet, comme il avait déjà échoué auparavant devant le bon sens des jurés rhénans<sup>85</sup>. Il ne lui restait plus qu'à recourir à la *force policière*, et le but est atteint pour le moment : « la Nouvelle Gazette rhénane » cesse provisoirement de paraître. En effet, le 16 Mai, le gouvernement envoya le torchon suivant à notre rédacteur en chef Karl Marx :

« Dans vos dernières pièces (?), « la Nouvelle Gazette rhénane » révéla d'une manière de plus en plus nette son intention de discréditer le gouvernement existant, d'exciter à la révolution violente et à l'instauration de la République sociale. Il y a donc lieu de retirer à son rédacteur en chef, le Dr Karl Marx, le droit d'asile (?) qu'il a si honteusement violé, et, comme il n'a pu obtenir l'autorisation de séjourner plus longtemps dans nos Etats, nous lui enjoignons l'ordre de les quitter dans les 24 heures. S'il ne donnait pas volontairement suite à cet ordre, il y aurait lieu de le transférer de force hors de nos frontières.

Cologne, le 11 Mai 1849.

Gouvernement Royal  
Moeller.

A l'intention du directeur de la police royale, monsieur Geiger.  
En ville. »

A quoi riment ces niaiseries, ces mensonges officiels ?

Les « pièces » les plus récentes de « la Nouvelle Gazette rhénane » ne se distinguent pas d'une virgule du premier numéro, en ce qui concerne tant sa tendance que son langage. En effet, on pouvait lire déjà dans la première « pièce » : « Le projet de M. Hüser (de Mayence) fait partie intégrante du grand plan de la Réaction berlinoise, qui tend... à nous livrer sans défense aux mains de l'armée. »

Eh bien, messieurs, qu'en dites-vous maintenant ?

En ce qui concerne notre tendance, le gouvernement l'ignorait-il ? N'avons-nous pas déclaré devant les jurés que « le devoir de la presse était de miner tous les fondements de la société existante ». En ce qui concerne plus précisément les sous-produits que sont les Hohenzollern, lisez le numéro du 19 Octobre 1848 :

« Le roi est conséquent. Il eût toujours été conséquent, si les journées de Mars n'avaient glissé la feuille de papier fatale entre Sa Majesté et le peuple. Le roi semble de nouveau croire en ce moment, comme avant les journées de Mars, que l'esclavage est inébranlable, et que le peuple de Vienne est le magicien qui transformera le fer en argile. »

Est-ce clair messieurs ?

Et, en ce qui concerne la « République sociale », avons-nous attendu lesdites « dernières pièces » de « la Nouvelle Gazette rhénane », pour la revendiquer ? Aux faibles d'esprit qui n'ont pas vu passer le fil *rouge* à travers tout notre mode de jugement et de présentation du mouvement européen, il suffit de rappeler ces phrases claires et sans équivoque du numéro de « la Nouvelle Gazette rhénane », du 7 Novembre : « Même en admettant que la contre-révolution survive dans toute l'Europe grâce aux *armes*, elle mourrait dans toute l'Europe grâce à l'*argent*. Ce qu'encaisserait la victoire, ce serait la *banqueroute* européenne, la *banqueroute des Etats*. La pointe des baïonnettes se briserait comme du verre contre les « baïonnettes » économiques.

« Mais, nous n'aurons pas à attendre le jour où les traites tirées sur la société européenne par les Etats européens viendront à échéance. La réaction violente qui triompha de la révolution de Juin à Paris, sera vaincue à son tour. Avec la victoire de la « république rouge » à Paris, les armées des différents pays seront projetées de l'intérieur vers les frontières, et se déverseront à l'extérieur : la *puissance réelle* des partis en lutte se révélera, dès lors, dans toute sa pureté. Nous nous souviendrons alors de Juin et d'Octobre, et nous crierons à notre tour : *Malheur aux vaincus !*

« Les vains massacres depuis les journées de Juin et d'Octobre, les longs sacrifices depuis Février et Mars, le cannibalisme même

de la contre-révolution forgeront chez les peuples la conviction qu'il n'existe qu'un *seul moyen* de concentrer, d'*abrégé*r et de simplifier les souffrances d'une vieille société agonisante et les douleurs sanglantes de l'accouchement d'une société nouvelle : le *terrorisme révolutionnaire*. »

Est-ce clair, messieurs ?

Dès le début, nous avons jugé qu'il ne fallait absolument pas cacher nos idées. Lors de notre polémique avec le parquet de Cologne, nous avons proclamé : « la Nouvelle Gazette rhénane n'entrera vraiment dans l'opposition que du jour où la République tricolore sera instaurée »<sup>86</sup>. Nous nous sommes clairement expliqué devant le parquet. C'est avec ces mots que nous résumions la vieille année 1848 dans notre numéro du 31 Décembre 1948 :

« L'histoire de la bourgeoisie prussienne, comme celle de la bourgeoisie allemande en général, de Mars à Décembre, prouve qu'en Allemagne, une *révolution purement bourgeoise* est aussi impossible que l'instauration de la *domination bourgeoise* sous la forme d'une *monarchie constitutionnelle*. La seule alternative possible, c'est la contre-révolution féodale et absolutiste, ou la *révolution sociale républicaine*. »

Pourquoi eussions-nous, dès lors, attendu les « dernières pièces » de « la Nouvelle Gazette rhénane » pour exprimer sans ambages notre tendance sociale-républicaine ? N'avez-vous pas lu dans nos articles sur la Révolution de Juin que *l'âme de la révolution de Juin était celle même de notre journal* ? \*

\* « La Nouvelle Gazette rhénane », bien que portant en sous-titre « organe de la démocratie », puisqu'elle s'adressait à un vaste public dans la phase où la révolution bourgeoise était le prélude à la révolution ouvrière, ne défendait pas le point de vue démocratique (c'est-à-dire bourgeois), mais celui des révolutionnaires socialistes de Juin 1949 à Paris : « Nous n'avons jamais ambitionné l'honneur d'être l'organe de quelque gauche parlementaire que ce soit. Etant donné les éléments disparates composant le parti démocratique en Allemagne, nous avons, au contraire, estimé qu'il était absolument nécessaire de surveiller les démocrates plus étroitement que quiconque » (Engels, « Le débat sur la Pologne à Francfort », 31 Août

Dans ces conditions, à quoi bon vos phrases hypocrites en vue de trouver l'impossible prétexte pour nous condamner ?

*Nous sommes sans pitié, et nous ne vous demandons pas de nous ménager. Lorsque ce sera notre tour, nous ne chercherons pas d'excuses à notre terrorisme.* Mais, les *terroristes royalistes*, les terroristes par la grâce de Dieu et du Droit, s'ils sont brutaux, méprisables et vulgaires dans la pratique, sont lâches, sournois et hypocrites en théorie ; bref, dans les deux cas, ils n'ont pas d'honneur.

Dans le torchon qu'il nous envoie, le gouvernement prussien est assez niais pour parler du « droit d'asile honteusement violé » par le rédacteur en chef de « la Nouvelle Gazette rhénane », Karl Marx.

Il est vrai que « la Nouvelle Gazette rhénane » a honteusement violé le droit d'asile que les intrus pleins d'arrogance que sont les Prussiens (Borussiens) nous ont octroyé à nous les Rhénans sur notre propre terre ! Cependant, en agissant comme nous l'avons fait, nous croyons avoir gagné la reconnaissance de la province rhénane. Nous avons sauvé l'honneur révolutionnaire de notre terre natale. A l'avenir, seule « la Nouvelle Gazette Prussienne » jouira de tous les droits civils en Rhénanie.

En guise d'adieu, rappelons à nos lecteurs la formule de notre numéro du 1<sup>er</sup> Janvier : « *Soulèvement révolutionnaire de la classe ouvrière française, guerre mondiale, telle est la table des matières de l'année 1849.* »

Déjà une armée révolutionnaire formée de combattants de toutes les nationalités mêlées se dresse à l'Est contre la vieille Europe liée à l'armée russe et représentée par elle, tandis que la « république rouge » menace de surgir à Paris !

1848. Cf. « la Nouvelle Gazette rhénane », I, Ed. Soc.). Peut-on dire d'une manière plus claire que le Parti prolétaire revendique ses propres fins, même dans la phase historique où les tâches bourgeoises sont encore progressives, et ce ouvertement, publiquement, comme le veut le *Manifeste* (N. d. Tr.).



# **ENSEIGNEMENTS DES RÉVOLUTIONS DE 1848-1849 ET PERSPECTIVES IMMÉDIATES**

## *Notice du traducteur*

Les articles écrits au fil des événements révolutionnaires par Marx et Engels s'arrêtent le jour même de l'interdiction de leur « Nouvelle Gazette rhénane ». Ces textes nous donnent aussitôt le sentiment que les révolutionnaires de 1848-49 n'ont pas lancé des actions prématurées. Certes, ils ont été battus, mais ils ont eu de nombreuses occasions de vaincre : Londres, Paris, Berlin, Milan, Vienne, la Hongrie, et jusqu'à la fin, ils étaient tout près de renverser le rapport de forces en leur faveur. On ne peut donc invoquer contre eux l'obstacle absolu de l'immaturité des conditions sociales que Marx évoque dans sa Préface de 1859 sur le matérialisme historique :

« Une formation sociale ne disparaît jamais avant que se soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir ; jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que leurs conditions matérielles ne soient écloses dans le sein même de la vieille société.

C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des tâches qu'elle peut remplir, car, à y regarder de plus près, il se trouve toujours que la tâche surgit là où les conditions matérielles de sa réalisation existent déjà, ou du moins sont en voie de devenir. »

Comme on l'a vu, les ouvriers n'ont tenté une révolution socialiste qu'en France, et l'occasion ne se présenta pas vraiment à eux en Angleterre, où la bourgeoisie évita la crise aiguë et tint les masses en échec le 10 Avril. Pour ces deux seuls pays, les conditions matérielles du socialisme existaient déjà : « La société possède trop de civilisation, trop de moyens d'existence, trop d'industrie, trop de commerce » (« Manifeste »).

En revanche, dans tous les autres pays du continent et du monde, l'instauration du capitalisme et la société bourgeoise représentaient encore un progrès. Mais, là aussi, les révolutionnaires furent battus. C'est d'ailleurs ce qui explique que la Russie pré-capitaliste ait été en fin de compte, le principal vainqueur de cette lutte gigantesque, où non seulement la révolution socialiste de France fut vaincue, mais encore la révolution bourgeoise sur le reste du continent.

Si la Russie triompha ainsi, c'est qu'au moment des révolutions, les superstructures de force — partis, armées, Etats, etc... — décident du sort de l'évolution sociale. Or, disposant de l'armée la plus puissante d'Europe, la Russie n'hésita pas à la lancer dans la bataille, ralliant à elle tous les Etats officiels et même les bourgeoisies effrayées par les masses révolutionnaires, les désordres et le spectre du prolétariat socialiste.

L'affrontement révolutionnaire a confirmé le pronostic de Marx et d'Engels sur la nécessité pour les révolutionnaires de répondre à la force par une violence et une dictature plus radicales, résolues, conscientes, systématiques et concentrées.

Pour l'exposé d'ensemble des révolutions et contre-révolutions de 1848-49 et de leurs enseignements généraux, nous renvoyons le lecteur aux ouvrages classiques tels que « les Lutttes de classe en France 1848-50 », « la Campagne pour la constitution du Reich », les articles et revues politiques et économiques de « la Nouvelle Gazette rhénane », « Révolution et contre-révolution en

Allemagne », « le 18 Brumaire de Louis Bonaparte », et, enfin, « la Guerre des Paysans ».

Nous nous bornerons ici à évoquer ce qui relève plus étroitement du domaine de la violence et de l'art militaire, qui étaient passés au premier plan de l'activité sociale, au cours de la crise révolutionnaire.

Les pronostics de Marx et d'Engels sur la débilite politique et révolutionnaire de la *bourgeoisie allemande* se vérifièrent amplement au cours du drame de 1848-49. Cette maladie gagna même depuis lors pratiquement toutes les *bourgeoisies*. Engels en donne la raison dans sa Préface à la « Guerre des Paysans » : « Ce qui distingue la bourgeoisie de toutes les classes qui régnèrent jadis, c'est cette particularité : au cours de son développement, il y a un tournant à partir duquel tout accroissement de ses moyens de puissance économiques — donc, en premier lieu de ses capitaux — ne fait que contribuer à la rendre de plus en plus inapte au pouvoir politique. C'est que derrière la grande bourgeoisie, il y a le prolétariat. La bourgeoisie engendre le prolétariat, dans la mesure même où elle développe son industrie, son commerce et ses moyens de communication. A un certain moment — qui n'est pas nécessairement le même partout, et n'arrive pas forcément au même degré de développement — la bourgeoisie commence à s'apercevoir que son double, le prolétariat, la dépasse à vive allure. A partir de ce moment, elle perd la force de maintenir exclusivement sa domination politique ; elle cherche des alliés » [l'armée, l'Etat national ou l'étranger, les semi-classes récupérables, paysans parcellaires et autres petits-bourgeois] « avec lesquels elle partage son pouvoir ou auxquels elle le cède complètement, selon les circonstances ». (Ed. Soc., 1951, p. 15).

L'une des causes principales de l'échec du prolétariat socialiste et même des mouvements nationaux bourgeois — et donc du succès de la contre-révolution de 1849 — c'est l'indécision et la lâcheté de la *petite-bourgeoisie*. Dans « les Luites de classes en France. 1848-50 », la « Révolution et contre-révolution en Allemagne », Marx et Engels consacrent des chapitres entiers à dénoncer l'engeance petite-bourgeoise, couche nombreuse qui contrebalance la masse ouvrière dans les manœuvres de la contre-

révolution. L'expérience de la révolution de Février, et, plus encore, celle de Juin, ont fait ressortir que seules les classes — bourgeoisie ou prolétariat — et non les sous-produits de classes que sont les petits-bourgeois, pouvaient diriger une révolution sociale en lui imprimant son sceau : « La petite-bourgeoisie, grande en vantardise, est tout à fait incapable d'action et, craintivement, elle recule, quand il faut risquer quelque chose. »

Qui plus est, comme Engels le confirmera dans le « Rôle de la violence dans la constitution du Reich allemand », les libéraux, et les nationaux-démocrates, qui ont surgi en 1848-49 pour le malheur de la révolution, furent incapables de remplir un rôle progressif quelconque, même bourgeois, après 1848. Il faudra donc que les hommes d'Etat — Bismarck et Cavour, etc... — les sortent de leurs contradictions et instaurent la nation, la liberté et la démocratie, dont les seuls et uniques moyens de réalisation (devant lesquels les petits-bourgeois reculent) sont la violence, l'organisation de l'armée et la dictature de l'Etat, qui, d'ailleurs, garantissent aussi par la suite le maintien de la nation, de la liberté et de la démocratie des bourgeois et petits-bourgeois. L'un des effets majeurs de la révolution de 1848-49 fut d'inculquer à Marx et à Engels une haine farouche des chefs et idéologues petits-bourgeois, qui, dans la pratique, ne sont que des mouches du coche.

Ainsi, la révolution de 1848-49 a émoussé en grande partie les capacités révolutionnaires de la bourgeoisie, en même temps qu'elle a consacré la faillite révolutionnaire de ses alliés petits-bourgeois. Mais, il n'en restait pas moins que, dans la plus grande partie de l'Europe et dans le reste du monde, le mode de production et de distribution capitaliste était un progrès encore nécessaire, voire indispensable. Or, pour le réaliser, il ne subsistait, au fond, que *deux grandes forces réelles* après la défaite révolutionnaire : l'armée et l'Etat existants. Bismarck, Cavour et sa maison de Savoie s'appuieront sur l'armée, la bureaucratie de l'Etat de la Prusse et du Piémont, et rechercheront l'alliance des Etats étrangers, en exploitant ou en neutralisant leurs propres forces révolutionnaires. Bref, la bourgeoisie, pour avancer ne serait-ce que d'un seul petit pas, doit se barder de feu et d'acier,

truquer les cartes et s'entourer de garde-fous toujours plus nombreux et encombrants et ne rien laisser à la spontanéité.

Marx et Engels avaient appris, dès leurs premières études sur les superstructures de l'Etat, dans Hegel, que seules les forces concentrées et organisées étaient des instruments efficaces dans l'accomplissement de tâches historiques, d'où leur théorie de la nécessité pour le prolétariat de s'organiser en parti et d'ériger l'Etat de la dictature du prolétariat, qui n'ignore nullement le pouvoir dissolvant de l'anarchie et du désordre *sur l'adversaire*, surpris dans la première phase du processus révolutionnaire.

Ce que la révolution de 1848 enseigne encore, c'est qu'à mesure du développement dans le temps des sociétés de classes, la lutte devient de plus en plus violente, meurtrière, destructrice et totale.

Dans le cas de la société bourgeoise par exemple, le capital développe, dans tous les domaines de la production et de la distribution, des rapports économiques toujours plus rigides, systématiques et contraignants, en même temps que, dans le domaine politique et social, il augmente sans cesse les puissances bureaucratiques, militaires et policières, bref ses superstructures de force, pour compenser le vieillissement de ses rapports sociaux.

Tout au long de la révolution de 1848-49, Marx et Engels ne cessent de répéter que la bourgeoisie ne reculera jamais devant la violence et se révélera plus féroce encore que les régimes absolutistes : cela ressort de chaque page d'Engels sur les luttes de Juin 1848 du prolétariat parisien, et Marx en conclut dans les *Luttes de classes en France* : « Destruction de la bourgeoisie ! Dictature de la classe ouvrière ! Révolution en permanence ! Malheur aux vaincus, quand ce sera notre tour de l'emporter ! »

Depuis 1848, dans les pays capitalistes, le facteur social de la violence et de la dictature, de la guerre et des révolutions se trouve au centre de tous les problèmes de production et d'économie. On le lit déjà dans les descriptions d'Engels et de Marx des journées de Juin 1848, où l'enthousiasme et l'insouciance de Février avaient disparu pour faire place à une gravité et une détermination résolue et farouche en raison de l'implacable hostilité et de l'enjeu terrible du conflit. Marx le répète dans sa lettre

à Engels du 13 Février 1863 : « Toutes les innocentes illusions et l'enthousiasme presque infantile » [comme le disait Lénine, on guérit des maladies infantiles, mais non des maladies séniles] « avec lesquels nous saluions avant 1848 l'ère des révolutions sont allés au diable ! » Après avoir déploré que des camarades aient lâché ou trahi le mouvement, Marx ajoute qu'il a au moins appris à démasquer les coquins qui fourvoient et trompent le mouvement révolutionnaire.

Les conflits sociaux ont perdu à tout jamais leur caractère idyllique, et *la période qui suit immédiatement la révolution de 1848-49 est déjà chargée de nuages menaçants*. Voici ce qu'en disent aussitôt Marx et Engels : « Si donc nous avons été battus, *il ne nous reste qu'à recommencer*. Le temps et le répit probablement courts qui nous sont accordés entre la fin du premier et le début du second acte de la révolution, nous donnent heureusement le loisir de mener à bien une tâche de première nécessité : l'étude des causes qui ont déclenché la dernière explosion et en ont, en même temps, amené *l'échec*. Et ces causes, il ne faut pas les rechercher dans de simples éléments accidentels : efforts malheureux, talents, erreurs, fautes, trahisons de quelques chefs, mais dans l'état social général et les conditions d'existence de chacune des nations impliquées dans l'agitation révolutionnaire. »

Ce ne sont pas seulement les leçons de la révolution, *mais encore l'étude du développement économique* de la société issue des bouleversements de 1848-49, qui annoncent à Marx et à Engels qu'une longue phase de guerres révolutionnaires et contre-révolutionnaires va de nouveau s'ouvrir : « Nous avons très souvent mis en évidence que les douces rêveries qui naquirent des révolutions de Février et de Mars, que les aspirations chimériques de fraternisation générale des peuples, de république fédérée européenne et d'éternelle paix universelle ne sont, au fond, que des formules servant à dissimuler l'indécision et l'inaction des dirigeants d'alors. On ne voyait pas — ou on ne voulait pas voir — ce qu'il fallait faire pour assurer le triomphe de la révolution.

« Une expérience douloureuse a appris que « la fraternité des peuples européens » ne pouvait pas naître de formules creuses ni de pieux souhaits, mais seulement de réformes radicales et

de combats sanglants, et qu'il ne s'agit pas d'une fraternisation de tous les peuples européens sous la bannière républicaine, mais d'une alliance des peuples révolutionnaires contre les nations contre-révolutionnaires, d'une alliance qui ne se conclut pas sur le papier, mais sur les champs de bataille. » (*La Nouvelle Gazette rhénane*, 15 Février 1849).

Pour que les Bismarck, Cavour, Napoléon III, Palmerston, etc... deviennent les « libérateurs des nationalités », il fallut qu'ils utilisent sans cesse la violence et que les révolutionnaires prolétariens fussent, au préalable, liquidés physiquement ou moralement :

« Le 15 Mai n'eut d'autre résultat que d'éloigner de la scène publique, pour toute la durée de la période que nous considérons, Blanqui et ses partisans — les communistes révolutionnaires, c'est-à-dire les véritables chefs du parti prolétarien. » (Marx, *Le 18 Brumaire*.)

Mais, l'histoire de l'humanité, des nations, des classes, etc... n'en continue pas moins à se développer, comme un organisme vit et croît, même après ses maladies, blessures et accidents, à moins d'être sénile et condamné. La volonté des individus n'est pas déterminante ici, mais le cours objectif de la vie et de la production sociales.

C'est pourquoi le marxisme doit absolument étudier de manière approfondie l'histoire et l'économie de chaque société, puisqu'elles déterminent l'action des hommes et expliquent, mieux que leur conscience, le sens de leurs luttes, non pas librement choisies, mais déterminées par la pression du milieu ambiant.

Bref, il n'existe pas deux, cent ou mille *voies* historiques sur lesquelles l'humanité pourrait s'engager, selon les circonstances et la volonté. La preuve en est que la contre-révolution se heurte, sur la même route, à la révolution ; la seule différence — énorme — dans l'issue de ce corps à corps, est que la première arrête ou fait reculer la roue de l'histoire, tandis que la seconde la fait avancer, sur cette même et unique voie. Or, ce qui décide, c'est la *violence*.

Engels a donc pu dire, dans sa Préface à l'édition polonaise de 1892 du *Manifeste* : « La révolution de 1848 devait faire exécuter dans la plupart des pays les *tâches de la bourgeoisie*

par des combattants prolétariens, sous la bannière du prolétariat. » Les prolétaires étant battus, c'est la contre-révolution qui est contrainte d'accomplir les tâches encore progressives de la bourgeoisie, qui sont les conditions préalables à la domination future du prolétariat socialiste : « Elle [la révolution de 1848] a réalisé, par l'intermédiaire de Napoléon III et de Bismarck — ses exécuteurs testamentaires — l'indépendance de l'Italie, de l'Allemagne et de la Hongrie. Quant à la Pologne, qui, depuis 1792, avait fait plus pour la révolution que ces trois nations réunies, elle a été laissée pour compte, et elle succomba en 1863 devant la supériorité des Russes, dix fois plus nombreux que les insurgés polonais. » C'est certainement parce que la Pologne avait plus fait pour la révolution que les autres, du point de vue des intérêts du prolétariat socialiste, que les exécuteurs testamentaires de la contre-révolution européenne ont le moins fait pour elle : Cf. la lettre du 2 Décembre 1856, de Marx à Engels.

*Le déroulement des luttes révolutionnaires de 1848-49 n'a pas contredit, ni démenti le schéma stratégique prévu par Marx et Engels dans les dernières pages du Manifeste.* Malgré la défaite, ils n'ont révisé leur programme, ni au cours des luttes, ni après elles, et ils n'avaient pas à le faire tant qu'il n'était pas réalisé. En effet, ce n'est pas parce que les prolétaires anglais et français ont été tenus en échec ou battus, qu'ils n'ont pas lutté pour une révolution socialiste et ne lutteront pas pour elle à l'avenir. De même, en Europe centrale, la restauration de la Pologne, ou le court prélude de la révolution bourgeoise allemande à la révolution socialiste n'ont pas été démentis, parce que la réaction absolutiste a triomphé : au lieu d'un court prélude, la révolution nationale bougeoise sera un processus long, tortueux, difficile et pénible, qu'il faudra néanmoins traverser. Au lieu d'être réalisée à l'aide de la violence de la classe révolutionnaire et énergique du prolétariat, la révolution bourgeoise avec la systématisation des nations capitalistes modernes, sera entreprise par des forces timorées, hésitantes et louvoyantes, cherchant à prolonger le règne des classes officielles, et tout le battage fait autour de l'homme de fer Bismarck et du militarisme prussien ne changeront rien à cette appréciation du marxisme.



Le caractère de la violence est éminemment changeant, de même que le rythme du progrès qu'elle soutient, mais la tâche historique déterminée par le programme marxiste demeure, et dans ces pays, les prolétaires devront pousser et forcer — en tentant de les déborder sans cesse — ceux qui réalisent malgré eux l'œuvre progressive. Si ceux qui revendiquaient avec le plus de décision l'application de la violence — les prolétaires — sont battus, la violence ne va pas diminuer, mais s'aggraver et devenir une institution européenne et bourgeoise.

La contre-révolution européenne, si elle a pour but premier de combattre les mouvements progressifs, n'est tout de même pas en mesure d'arrêter pour toujours ou pour longtemps les forces productives, d'autant que les contre-révolutionnaires entendent bien les exploiter à leur profit. Or, les puissances productives, en se développant au sein de la base économique sont bientôt à l'étroit dans les superstructures surannées qui en subiront une poussée irrésistible. Afin de prolonger son règne, la contre-révolution essaiera, lorsque ces forces deviendront irrépressibles, de canaliser le progrès — et elle prépare ainsi sa propre perte. Bismarck, qu'Engels appelle l'exécuteur testamentaire de la révolution de 1848, fera ainsi par le haut la révolution, lorsqu'elle ne pourra plus être différée, et cela, pour éviter qu'elle ne soit entreprise par des forces plus révolutionnaires, qui, pour des raisons historiques, étaient faibles et mal organisées en Allemagne.

Marx et Engels n'ont jamais admis que Bismarck — ni qui que ce soit — fût un *grand homme* (au sens où il aurait une part propre dans l'histoire), mais ils ont expliqué son action par le déterminisme des grandes forces historiques, et surtout par l'incroyable maturité économique de l'Allemagne, par ailleurs si arriérée politiquement qu'elle avait 70 ans de retard sur la France. Engels a une expression particulièrement frappante : Napoléon III a été purement et simplement « fabriqué par l'armée » qui, au fond, sert les intérêts de la bourgeoisie, et il ajoute donc : c'est un *parvenu bourgeois*. Effectivement, avec la défaite de l'armée en 1870, cette figure disparaît.

Si la révolution de 1848 s'était fixée telle tâche, ce ne fut pas de par la libre volonté populaire. Toute décisive qu'elle soit

dans la lutte, cette volonté est momentanée : l'armée et la police peuvent briser pour longtemps cette force vitale et politique, *en infligeant aux masses une défaite sanglante.*

Comme on l'a vu, Marx et Engels ont étudié en détail toute l'histoire du passé et, dans toute la mesure du possible, l'économie pour en tirer leurs prévisions historiques ou, selon l'expression, la *mission historique* tracée à l'époque par les forces historiques et économiques irrépessibles.

Marx et Engels n'ont jamais failli à cette tâche essentielle de prévision du parti révolutionnaire, et ils ne se sont jamais trompés dans la détermination de la mission historique : même si la contre-révolution anéantit les forces révolutionnaires sur les barricades et les champs de bataille, cette mission historique ne sera pas détruite, car, tôt ou tard, bien ou mal, elle se réalisera. C'est pourquoi, la stratégie correspondant à la mission historique d'une période historique n'est pas sujette à révision.

Il faut de l'esprit de conséquence, non pour trouver sans cesse des contradictions et des ambiguïtés chez Marx et Engels, mais, au contraire, pour suivre leur rigoureux cheminement théorique. Crier à l'erreur de prévision est une absurdité, surtout de la part d'adversaires qui croient, par ailleurs, à l'infaillibilité du Pape, en celle de la Raison ou en celle des seuls faits.

*Revue Janvier-Février 1850.*

*Karl Marx,  
« Nouvelle Gazette rhénane »  
Revue politique et économique »,  
n° 2, Février 1850.*

A tout seigneur, tout honneur. Commençons par la *Prusse*.

Le roi de Prusse fait son possible, dans l'actuelle situation d'arrangements lénifiants et de compromis insuffisants, pour pousser à la crise<sup>87</sup>. Il octroie une Constitution et, après toutes sortes de tracasseries, il met sur pied deux Chambres, qui s'empressent d'amender sa Constitution. Pour qu'elle ne déplaise en aucune façon à Sa Majesté, elles en éliminent tout article susceptible de

la heurter en quoi que ce soit, en se flattant à la pensée que le roi la confirmera aussitôt. Tout au contraire, afin de donner aux Chambres une preuve de sa « conscience royale », Frédéric Guillaume publie un message dans lequel il propose de nouveaux amendements. S'ils étaient adoptés, on aurait enlevé jusqu'à la dernière apparence d'une prétendue garantie constitutionnelle bourgeoise. Cependant, le roi espérait que les Chambres rejetteraient ses propositions : au contraire. Si les Chambres se sont trompées sur les sentiments du roi, elles s'emploient désormais à ce que la Couronne se trompe sur leurs sentiments à elles. Elles acceptent tout : pairie, tribunal d'exception, armée royale et fidéicommiss, pourvu qu'on ne les renvoie pas à la maison, et elles espèrent contraindre ainsi le roi à un engagement « solide » et solennel. Voilà comment se venge un bourgeois constitutionnel de Prusse. Il ne sera pas facile au roi de trouver à humilier ces Chambres...

Très longtemps, la Prusse a péniblement ajusté son budget en émettant du papier-monnaie, en faisant de pseudo-emprunts maritimes et en raclant les fonds de caisse de l'Etat, si bien qu'elle n'est poussée qu'aujourd'hui dans la voie des emprunts. En revanche, l'Autriche connaît la banqueroute d'Etat dans toute sa splendeur. Au cours des neuf premiers mois de 1849, son déficit a été de 155 millions de florins et il atteindra sans doute 210 à 220 millions à la fin Décembre. Le crédit de l'Etat est complètement ébranlé à l'intérieur et à l'extérieur, après l'échec éclatant du dernier emprunt. Le gouvernement ne dispose plus de ressources financières à l'intérieur, et ne peut plus rien attendre des impôts courants, des contributions militaires et des émissions de papier-monnaie. S'il inflige au pays épuisé de nouveaux impôts de désespoir, on peut prévoir qu'ils ne pourront même pas être perçus. Tels sont les traits essentiels que revêt la sombre crise financière en Autriche. En même temps, le processus de décomposition du corps de l'Etat autrichien va en s'accéléralant. Le gouvernement lui oppose en vain une centralisation spasmodique. La désorganisation a déjà atteint les extrémités avancées du corps de l'Etat ; les tribus les plus barbares qui sont les piliers principaux de la vieille Autriche, les Slaves méridionaux de Dalmatie,

de Croatie et du Banat, ces « fidèles » frontaliers deviennent eux-mêmes une charge insupportable à l'Autriche. Il ne reste plus qu'à tenter un coup désespéré, qui n'offre qu'une faible chance de salut : *une guerre à l'extérieur*. Or, cette guerre à laquelle l'Autriche est poussée irrésistiblement, doit mener rapidement à sa dissolution complète.

La *Russie* n'était pas assez riche non plus pour payer ses lauriers, qu'il lui a fallu acheter comptant. Malgré les fameuses mines d'or de l'Oural et de l'Altaï, malgré les trésors inépuisables des caves de Pétropalovsk, malgré les achats de rentes effectués à Londres et à Paris, soi-disant parce que l'argent est en surabondance, le tsar orthodoxe se voit contraint non seulement de retirer sous toutes sortes de faux prétextes des caves de Pétropavlovsk 5 000 000 de roubles d'argent servant à couvrir le papier-monnaie, mais encore de solliciter de la mécréante City de Londres une avance de 30 millions de roubles d'argent.

Les événements des années 1848 et 1849 ont entraîné la Russie dans la politique européenne de manière si profonde qu'elle doit maintenant réaliser au plus vite ses vieux projets relatifs à la Turquie et à Constantinople, « clé de sa propre maison »<sup>88</sup>, si elle ne veut pas qu'ils deviennent à jamais irréalisables. Les progrès de la contre-révolution et la force chaque jour plus grande du parti révolutionnaire d'Europe occidentale, la situation intérieure en Russie même, et notamment le mauvais état de ses finances, l'obligent à une action rapide. Il y a peu de temps, nous avons assisté au prélude diplomatique d'une nouvelle et importante action des Etats en Orient<sup>89</sup>. D'ici quelques mois, nous assisterons sans doute à l'action elle-même.

La guerre contre la Turquie est nécessairement une guerre européenne. Et c'est tant mieux pour la Sainte-Russie qui trouve ainsi une occasion de prendre solidement pied en Allemagne, afin d'y mener énergiquement la contre-révolution à son terme, d'aider la Prusse à conquérir Neuchâtel et, en dernier ressort, de marcher sur Paris, centre de la révolution.

Dans une telle guerre européenne, l'*Angleterre* ne pourra pas rester neutre. Elle doit nécessairement prendre parti contre la Russie. Or, l'*Angleterre* est l'adversaire le plus dangereux de la

Russie. En effet, les armées de terre du continent sont obligées de se disperser et de s'affaiblir toujours plus, à mesure qu'elles pénètrent en Russie et feraient bien de ne pas avancer au-delà de la frontière orientale de l'ancienne Pologne, si elles ne veulent pas subir un nouveau 1812. L'Angleterre, en revanche, a les moyens de toucher la Russie à son point le plus vulnérable<sup>90</sup>. Abstraction faite de ce qu'elle peut amener les Suédois à reconquérir la Finlande, la flotte peut ouvrir aux Anglais Pétersbourg et Odessa. On sait que la flotte russe est la plus mauvaise du monde, et on peut s'emparer de Cronstadt et de Schlüsselbourg, comme on a déjà pris Saint-Jean-d'Acre et San Juan de Ulua. Or, sans Pétersbourg et Odessa, la Russie est un géant aux mains coupées. De plus, pour ses ventes de matières brutes aussi bien que pour ses achats de produits industriels, la Russie ne peut tenir plus de six mois sans l'Angleterre ; on l'a déjà vu nettement au cours du blocus continental de Napoléon, et c'est encore plus vrai de nos jours. Si elle était coupée du marché anglais, la Russie subirait les convulsions les plus graves au bout de quelques mois. En revanche, l'Angleterre non seulement peut se passer pendant quelque temps du marché russe, mais elle peut encore tirer de ses autres marchés tous les produits bruts qu'elle tire de Russie. Comme on le voit, même si elle est très redoutée, la Russie n'est pas tellement dangereuse. Si c'est une figure si effrayante pour le bourgeois allemand, c'est que la Russie domine directement les princes d'Allemagne. En outre, il a toutes les raisons de craindre que les hordes barbares de Russie ne submergent l'Allemagne sous peu, afin d'y jouer leur rôle « messianique ».

La Suisse se comporte en général vis-à-vis de la Sainte-Alliance comme les Chambres prussiennes vis-à-vis de leur roi en particulier. La seule différence, c'est que la Suisse dispose d'un bouc émissaire, à qui elle peut rendre en double et en triple tous les coups qu'elle reçoit de la Sainte-Alliance, d'autant que ce bouc émissaire est absolument désarmé et entièrement livré à sa merci : les réfugiés allemands<sup>91</sup>. Il est vrai qu'à Genève, à Berne et dans le pays de Vaud, une partie des Suisses « radicaux » se sont élevés contre la politique couarde de la Diète fédérale vis-à-vis de la Sainte-Alliance et des réfugiés ; mais il

n'en reste pas moins vrai que la Diète fédérale a parfaitement raison de prétendre que sa politique est celle « de la majorité écrasante du peuple suisse ». Dans l'intervalle, le pouvoir central continue tout tranquillement à l'intérieur de réaliser de petites réformes bourgeoises — centralisation des douanes, de la monnaie, des postes, des poids et mesures — réformes qui lui assurent la gratitude des petits bourgeois. Certes, il n'ose pas appliquer la décision relative à l'abolition des conventions militaires de mercenariat, de sorte que les Suisses de souche rejoignent aujourd'hui encore en masse le centre de Côme pour s'y faire enrôler dans l'armée napolitaine.

Malgré toute son humilité et son empressement vis-à-vis de la Sainte-Alliance, la Suisse est menacée néanmoins par un orage fatal. Dans le premier enthousiasme consécutif à la guerre de séparation fédérale<sup>92</sup> et, plus encore, à la révolution de Février, les Suisses, par ailleurs si craintifs, se sont laissés aller à des audaces. N'ont-ils pas tenté le diable, en voulant, pour une fois, être indépendants, en se donnant une nouvelle Constitution, à la place de celle que leur avaient octroyée les Alliés en 1814, en reconnaissant l'indépendance de Neuchâtel en dépit des conventions ? Ils seront châtiés pour tout cela, malgré toutes les courbettes, les complaisances et services de basse police. Et, dès lors que la Suisse sera impliquée dans une guerre européenne, sa situation sera des moins confortables, car, d'une part, elle a outragé les Saints-Alliés, et, d'autre part, elle a trahi la révolution.

En France, la bourgeoisie a dirigé elle-même la contre-révolution dans son intérêt propre, et la forme républicaine de gouvernement a permis à cette réaction de se donner libre cours de la manière la plus systématique, de sorte que la répression anti-révolutionnaire y est la plus éhontée et la plus brutale. Au cours de ce simple dernier mois, il y eut coup sur coup le rétablissement de l'impôt sur les boissons qui menace de ruiner une bonne partie de la population campagnarde, la circulaire d'Hautpoul qui transforme les gendarmes en espions supervisant les fonctionnaires, la loi contre les instituteurs, qui permet aux préfets de révoquer à volonté n'importe quel maître de l'enseignement

primaire, la loi de déportation par laquelle la bourgeoisie exhale toute la soif de vengeance qu'elle n'a pas encore assouvie contre les insurgés de Juin : à défaut d'un autre bourreau, elle les livre au climat le plus meurtrier de toute l'Algérie. Par ailleurs, depuis le 13 Juin, les expulsions d'étrangers les plus inoffensifs ne cessent d'augmenter.

Le but de cette violente réaction bourgeoise est naturellement de restaurer un pouvoir monarchique. Mais, ces efforts trouvent un grand obstacle dans le nombre même des prétendants et des partis qu'on trouve dans le pays. Les légitimistes et les orléanistes sont les deux partis monarchistes les plus puissants et se tiennent à peu près la balance égale ; les bonapartistes sont de loin les plus faibles. Malgré ses sept millions de voix, Louis-Napoléon ne dispose même pas d'un véritable parti, il n'a qu'une coterie. Alors que, pour les manœuvres d'ensemble de la réaction, il est toujours soutenu par la majorité de la Chambre, il est abandonné par elle, sitôt qu'il avance ses intérêts particuliers de prétendant. Qui plus est, ce ne sont pas seulement les députés qui le lâchent alors, mais encore ses ministres, qui le convainquent de mensonge et l'obligent à déclarer par écrit dès le lendemain qu'il continue de leur faire confiance. Les démêlés dans lesquels il s'oppose à la majorité peuvent, certes, avoir des conséquences sérieuses, mais jusqu'ici il n'y a eu que des épisodes comiques dans lesquels le président de la république a sans cesse joué le rôle de dupe. Tout naturellement, chaque faction monarchiste conspire avec la Sainte-Alliance, de son propre chef. La feuille monarchiste, « L'Assemblée nationale », est assez cynique pour agiter publiquement devant le peuple la menace russe. Effectivement, certains faits semblent indiquer que Louis-Napoléon manœuvre avec Nicolas.

Dans la mesure où se renforce la réaction, on assiste aussi à une progression des forces du parti révolutionnaire. La grande masse de la population campagnarde, appauvrie par les effets de la parcellisation, par le fardeau des impôts et les charges purement fiscales, nuisibles même du point de vue bourgeois, a été déçue par les promesses de Louis-Napoléon et des députés réactionnaires. Elle est disposée à se jeter dans les bras du parti révo-

lutionnaire et adhère à un socialisme certes encore très fruste et bourgeois. Que les départements les plus légitimistes manifestent un état d'esprit révolutionnaire, c'est ce que prouvent les dernières élections du Gard, ce centre du royalisme et de la « terreur blanche » en 1815, où l'on vient de voter rouge<sup>93</sup>. La petite-bourgeoisie, que pressure le grand capital et qui, dans le commerce et la politique, reprend exactement la même position que sous Louis-Philippe, suit la même voie que les couches campagnardes. Son revirement est si total que même le traître Marrast et le journal des épiciers, le « Siècle », font des déclarations favorables aux socialistes. Le rapport des diverses classes entre elles qui trouve, à un autre niveau, son expression dans le système des partis politiques et leurs relations, ressemble de nouveau à celui du 22 Février 1848. Mais, la situation n'est plus la même ; les travailleurs voient les choses bien plus clairement et surtout une classe jusqu'ici politiquement inerte — celle des paysans — se trouve entraînée dans le mouvement et à la cause de la révolution.

C'est pourquoi il est nécessaire que la bourgeoisie dominante tente aussi vite que possible d'éliminer le suffrage universel. Or, cette nécessité indique à son tour que la révolution peut vaincre bientôt, même si nous faisons abstraction des conditions extérieures.

L'extrême tension de la situation se lit jusque dans les détails les plus comiques : le député Pradié n'a-t-il pas déposé un projet de loi formé de quelque 200 articles, afin que l'Assemblée nationale prévienne, comme par décret, les coups d'Etat et révolutions. A Paris comme dans les autres capitales, la haute finance n'a toujours pas confiance dans l'« ordre » rétabli en apparence : la preuve en est que les différentes branches de la maison Rothschild ont prolongé d'un *an* seulement le contrat de leur société, délai d'une brièveté sans précédent dans les annales du grand commerce.

Alors que le continent était engagé au cours des deux dernières années dans les révolutions et les contre-révolutions, et dans le flot de paroles qui en est inséparable, l'Angleterre industrielle faisait dans un autre article : *la prospérité*. La crise commerciale



qui avait éclaté ici au terme fixé, en automne 1845, fut interrompue deux fois : au début de 1846 par les ordonnances du parlement sur le libre échange<sup>94</sup>, et au début de 1848 par la révolution de Février. Une grande quantité de marchandises déprimant les marchés d'outre-mer finirent par trouver progressivement des débouchés : la révolution de Février élimina justement sur ces marchés la concurrence industrielle du continent. L'industrie anglaise ne perdit pas plus de débouchés sur le continent du fait des révolutions qu'elle n'en eût perdu sans elles, puisque, de toute façon, la crise y sévissait. La révolution de Février qui arrêta presque entièrement l'industrie continentale pour un temps, aida donc en fin de compte les Anglais à mieux passer l'année de crise<sup>95</sup>. Elle facilita l'écoulement des stocks accumulés sur les marchés d'outre-mer, ce qui permit un nouvel essor industriel dès le printemps 1849\*. Cette expansion, qui gagna d'ailleurs aussi une bonne partie de l'industrie continentale, a pris une telle ampleur au cours des trois derniers mois que les industriels prétendent n'avoir jamais connu une telle prospérité : or, on n'entend jamais de tels propos qu'à la veille des crises !

Les fabriques sont surchargées de commandes, et travaillent à des cadences accélérées. On cherche toutes sortes de moyens

\* Dans la *Revue de Mai à Octobre. 1850*, Marx écrit : « De Mars à Juin 1848, l'Angleterre profitait déjà de la révolution, qui fit affluer chez elle les capitaux continentaux. Dès lors, la crise doit être considérée comme tout à fait terminée en Angleterre. » Marx répond ainsi, par ses recherches économiques, aux reproches que certains lui avaient adressés : « De différents côtés, on nous a reproché de n'avoir pas exposé les *rapports économiques* qui constituent la base matérielle des luttes de classes et des luttes nationales d'aujourd'hui. De propos délibéré, nous n'avons évoqué ces rapports-là que s'ils se manifestaient directement en des collisions politiques.

« Il importait avant tout de suivre la lutte des classes dans l'événement quotidien. Il y avait plusieurs faits dont nous tenions à donner la preuve empirique, grâce à la méthode historique disponible et chaque jour renouvelée...

Au cours de 1848, nos lecteurs ont vu la lutte des classes prendre des formes politiques colossales. Le moment est maintenant venu d'examiner de plus près les rapports économiques eux-mêmes. » (K. Marx, *Travail salarié et Capital* [1849].)

Il serait faux de considérer comme imparfaits les écrits où

pour contourner la loi des dix heures et gagner du travail au moyen d'heures supplémentaires. On édifie de nombreuses usines nouvelles dans toutes les régions industrielles, et l'on agrandit les anciennes. L'argent liquide coule à flot sur le marché, et les capitaux inemployés sont à l'affût des profits généralisés. Le taux d'escompte atteint un niveau spéculatif, et s'étend à la production et même au commerce des produits bruts. Presque tous les prix des articles montent de manière absolue, tous de manière relative. Bref, la « prospérité » dans son plein épanouissement comble l'Angleterre, et on peut se demander combien de temps durera cette ivresse. Pas très longtemps, à notre avis.

Certains grands marchés — notamment les Indes orientales — sont déjà pour ainsi dire saturés. D'ores et déjà, l'exportation ne pourvoit pas tant les véritables grands marchés que les entrepôts du marché mondial, à partir desquels les marchandises sont ensuite dirigées vers les marchés les plus favorables. L'industrie britannique a augmenté les forces productives de façon gigantesque de 1843 à 1845, puis de 1846 à 1847 et surtout en 1849. Ainsi, elle ajoute sans cesse de nouvelles forces productives à celles qu'elle vient à peine de développer, de sorte qu'elle aura bientôt saturé les marchés encore disponibles, notamment ceux d'Améri-

Marx et Engels retracent plus particulièrement les collisions politiques ou militaires : les superstructures elles-mêmes sont un moment objectif ayant un caractère économique dans la vision marxiste. Elles peuvent donc être étudiées valablement, sans être expliquées à tout moment par une donnée correspondante de la base économique. C'est la théorie générale qui exige que l'on mette en rapport systématique les faits de tous ordres : or, il est impossible qu'on l'explique entièrement à tout moment et à tout propos.

Dans la même *Revue de Mai à Octobre*, Marx explique comment la crise économique a précédé en Europe et en Angleterre la crise révolutionnaire de 1848, et que l'approfondissement de la crise révolutionnaire qu'il escomptait en 1849, a été contrecarré par la reprise générale des affaires. Cette liaison de la crise économique et révolutionnaire a toujours été mise en évidence par le marxisme, et dans sa *Revue de Mai à Octobre*, Marx termine en écrivant : « Une nouvelle révolution ne sera possible qu'à la suite d'une nouvelle crise : l'une est aussi certaine que l'autre » (la partie politique de cette « revue » a été insérée par Engels dans la réédition de 1895 des « Lutttes de classes en France »). (N. d. Tr.)

que du Nord et du Sud, ou encore d'Australie. Sitôt que surviendra la nouvelle de leur saturation, la panique se répandra parmi les spéculateurs et les producteurs — peut-être déjà vers la fin du printemps, au plus tard en Juillet ou Août.

Cependant, du fait qu'elle coïncidera avec de grands heurts sociaux sur le continent, cette crise portera de tout autres fruits que les crises précédentes. Jusqu'ici, chaque crise a été le signal d'un progrès nouveau, d'une nouvelle victoire de la bourgeoisie sur les propriétaires fonciers traditionnels et la bourgeoisie marchande ; mais la prochaine marquera le début de la moderne révolution anglaise, d'une révolution où Cobden jouera le rôle de Necker.

Nous en venons maintenant à l'Amérique, où est survenu un fait plus important que la révolution de *Février* : la découverte des mines d'or californiennes. Dès à présent — après dix-huit mois à peine — on peut prévoir qu'elle aura des résultats plus considérables que la découverte de l'Amérique elle-même. Trois siècles durant, tout le commerce d'Europe en direction du Pacifique a emprunté, avec une longanimité touchante, le cap de Bonne-Espérance ou le cap Horn. Tous les projets de percement de l'isthme de Panama ont échoué en raison des rivalités et jalousies mesquines des peuples marchands. Dix-huit mois après la découverte des mines d'or californiennes, les Yankees ont déjà entrepris la construction d'un chemin de fer, d'une grande route et d'un canal dans le Golfe du Mexique. Déjà, il existe une ligne régulière de navires à vapeur de New York à Chagres, de Panama à San-Francisco, et le commerce avec le Pacifique se concentre à Panama, la ligne par le cap Horn étant surannée. Le littoral californien, large de 30 degrés de latitude, l'un des plus beaux et des plus fertiles du monde, pour ainsi dire inhabité, se transforme à vue d'œil en un riche pays civilisé, densément peuplé d'hommes de toutes les races, du Yankee au Chinois, du Noir à l'Indien et au Malais, du Créole et Métis à l'Européen. L'or californien coule à flot vers l'Amérique et la côte asiatique du Pacifique, et les peuples barbares les plus passifs se trouvent entraînés dans le commerce mondial et la civilisation.

Une seconde fois, le commerce mondial change de direction.

Ce qu'étaient, dans l'antiquité, Tyr, Carthage et Alexandrie, au moyen âge, Gênes et Venise, et jusqu'ici Londres et Liverpool, à savoir les emporia du commerce mondial, c'est ce que seront maintenant New York et San-Francisco, San-Juan-de-Nicaragua et Léon, Chagres et Panama. Le centre de gravité du marché mondial était l'Italie au moyen âge, l'Angleterre à l'ère moderne, c'est maintenant la partie méridionale de la péninsule nord-américaine. L'industrie et le commerce de la vieille Europe devront faire des efforts terribles \* pour ne pas tomber en décadence comme l'industrie et le commerce de l'Italie au XVI<sup>e</sup> siècle, si l'Angleterre et la France ne veulent pas devenir ce que sont aujourd'hui Venise, Gênes et la Hollande<sup>96</sup>. D'ici quelques années, nous aurons une ligne régulière de transport maritime à vapeur d'Angleterre à Chagres, de Chagres et San-Francisco à Sydney, Canton et Singapour. Grâce à l'or californien et à l'énergie inlassable des Yankees, les deux côtes du Pacifique seront bientôt aussi peuplées, aussi actives dans le commerce et l'industrie que l'est actuellement la côte de Boston à New Orleans. L'océan Pacifique jouera à l'avenir le même rôle que l'Atlantique de nos jours et la Méditerranée dans l'antiquité : celui de grande voie d'eau du commerce mondial, et l'océan Atlantique tombera au niveau d'une mer intérieure, comme c'est le cas maintenant de la Méditerranée.

La seule chance pour que les pays civilisés d'Europe ne tombent pas dans la même dépendance industrielle, commerciale et politique que l'Italie, l'Espagne et le Portugal actuels, c'est qu'ils entreprennent une révolution sociale<sup>97</sup> qui, alors qu'il en est temps encore, transformera l'économie et la distribution

\* Comme on l'a vu, Marx et Engels avaient prévu avant 1848 que l'Amérique du Nord serait entraînée dans la tourmente révolutionnaire. Dans la *Revue de Mai à Octobre*, 1850, Marx explique que la crise de 1836 éclata *en premier* aux États-Unis et y fut la plus violente : elle dura pratiquement jusqu'en 1842. En revanche, la crise de 1847 l'affecta peu, et qui plus est les révolutions de 1848 eurent pour conséquence une forte émigration de capitaux européens vers les États-Unis, parfois ils y arrivèrent avec les émigrants eux-mêmes. Et Marx de conclure que les capitalistes font *le plus confiance à une république bourgeoise*. (N. d. Tr.)

conformément aux besoins de la production découlant des capacités productives modernes afin de permettre le développement de forces de production nouvelles qui assureraient la supériorité de l'industrie européenne et compenseraient ainsi les inconvénients de sa situation géographique.

Enfin, une curiosité caractéristique de la *Chine*, rapportée par le missionnaire allemand bien connu Gutzlaff. La surpopulation lente mais régulière de ce pays avait provoqué depuis longtemps déjà une violente tension des rapports sociaux entre la plus grande partie de la nation. Ce fut ensuite l'arrivée des Anglais qui ouvrirent de force cinq ports à leur libre commerce. Des milliers de navires anglais et américains cinglèrent vers la Chine, qui, en peu de temps, fut inondée de produits britanniques et américains bon marché. L'industrie chinoise, essentiellement manufacturières, succomba à la concurrence du machinisme. L'inébranlable Empire du Milieu subit une crise sociale. Les impôts n'entrèrent plus, l'Etat se trouva au bord de la faillite, la grande masse de la population sombra dans le paupérisme et se révolta. Cessant de vénérer les mandarins de l'Empereur et les bonzes, elle se mit à les malmenier et à les tuer. Le pays se trouve au bord de l'abîme, voire sous la menace d'une révolution violente.

Mais, il y a plus. Au sein de la plèbe insurgée, certains dénoncèrent la misère des uns et la richesse des autres, en exigeant une nouvelle répartition des biens, voire la suppression totale de la propriété privée — et ils continuent aujourd'hui encore de formuler ces revendications. Lorsqu'après vingt ans d'absence, M. Gutzlaff revint parmi les civilisés et les européens, et qu'il entendit parler du socialisme, il s'écria horrifié : « Je ne pourrais donc nulle part échapper à cette pernicieuse doctrine ? C'est exactement là ce que prêchent depuis quelque temps beaucoup de gens de la populace en Chine ! ».

Il est bien possible que le socialisme chinois ressemble à l'européen comme la philosophie chinoise à l'hégélianisme. Quoi qu'il en soit, on peut se réjouir que l'Empire le plus ancien et le

plus solide du monde ait été entraîné, en huit ans, par les balles de coton des bourgeois anglais, au seuil d'un bouleversement social qui doit avoir, en tout cas, les conséquences les plus importantes pour la civilisation \*. Lorsque nos réactionnaires européens, dans leur fuite prochaine, seront enfin parvenus à la Muraille de Chine, aux portes ouvrant sur la citadelle de la réaction et du conservatisme, qui sait s'ils n'y liront pas :

*République Chinoise*

Liberté, Egalité, Fraternité

\* Marx y voit un effet révolutionnaire en retour sur l'Europe elle-même : « Maintenant que l'Angleterre a provoqué la révolution en Chine, la question est de savoir quelle réaction cette révolution va entraîner en Angleterre et, par l'Angleterre, en Europe. Il n'est pas difficile de répondre à cette question... Dans les circonstances actuelles, comme l'industrie britannique a déjà parcouru la majeure partie du cycle économique normal, on peut prévoir que la révolution chinoise mettra l'étincelle à la poudrière toute prête à éclater de l'actuel système économique, et provoquera l'explosion de la crise générale depuis longtemps mûre et qui, en se propageant à l'étranger, sera bientôt suivie de révolutions politiques en Europe. Ce serait, en vérité, un spectacle curieux : la Chine provoquant des désordres dans le monde occidental, au moment même où les puissances occidentales sont en train, avec les navires de guerre anglais, français et américains, de rétablir l' « ordre et la paix », à Changhaï, Nankin et l'embouchure du Grand Canal. » (Karl Marx, « La révolution en Chine et en Europe », in *New York Tribune*, 14 Juin 1853). On trouvera cet article tout entier ainsi que de nombreux articles de Marx et d'Engels sur les guerres coloniales dans *Marx-Engels, Textes sur le colonialisme*, Editions en Langues étrangères, Moscou, 432 p. On trouvera aussi certains articles dans les *Œuvres politiques* des Editions Costes.

Le règne des prétoriens

Karl Marx,  
« New York Daily Tribune »,  
12 Mars 1858.

« Quand Gérard, le tueur de lions, sera-t-il nommé ministre de l'Education nationale ? », telle est la question qu'on se pose, avec malice, dans les faubourgs parisiens depuis que le général Espinasse, le commandant en chef de la campagne de la Dobroutcha de fâcheuse mémoire<sup>98</sup>, a été appelé au poste de ministre de l'Intérieur et de la Sûreté. On sait qu'en Russie un général de cavalerie a la préséance sur le saint synode. Au fond, pourquoi le ministère de l'Intérieur ne reviendrait-il pas à un Espinasse, après que la France soit devenue l'intérieur tenu exclusivement par les prétoriens ?

De telles « anomalies » patentes démontrent que le règne du sabre domine sans conteste, et que Bonaparte entend faire savoir à la France que le régime impérial ne repose pas sur la volonté de la France, mais sur celle de 600 000 baïonnettes. D'où les adresses prétoriennes, qui ont été rédigées par les commandants des différents régiments d'après une formule préparée aux Tuileries, adresses qui évitent de faire la moindre allusion à la prétendue « volonté populaire ». D'où la division de la France en cinq pachaliks ; d'où la transformation du ministère de l'Inté-

Le premier volume des *Ecrits militaires de Marx et d'Engels* ne peut reproduire les textes sur les guerres et campagnes militaires dans les continents où vivaient des peuples colonisés ou dépendants. Nous renvoyons donc le lecteur aux publications déjà existantes. Marx dit lui-même qu'on ne peut faire abstraction de l'évolution des pays extra-européens : « Comme le monde est rond, cette mission — la création par la bourgeoisie du marché mondial — semble achevée depuis la colonisation de la Californie et de l'Australie et l'ouverture du Japon et de la Chine. Dès lors, la question difficile pour nous est celle-ci : sur le continent la révolution est imminente et prendra un caractère socialiste, mais ne sera-t-elle pas forcément étouffée dans ce petit coin du monde ? En effet, sur un terrain beaucoup plus vaste, LE MOUVEMENT DE LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE EST ENCORE ASCENDANT. » (Marx à Engels, le 8 Octobre 1858.)

rier en une annexe de l'armée. Mais, les changements ne sont pas achevés pour autant.

Sous peu, une soixantaine de préfets seront destitués, et remplacés pour la plupart par des militaires. La direction des préfectures doit être confiée à des colonels et commandants en demi-solde.

L'antagonisme entre l'armée et la population doit être le garant de la « sûreté générale » \*, incarnée par la sûreté du héros de Satory<sup>99</sup> et de sa dynastie.

Un grand historien contemporain nous a raconté que, depuis les jours de la Grande Révolution, c'est toujours l'armée qui a disposé de la France : le fait est vrai, quoiqu'on cherche à le dissimuler autant que possible. Certes, ce sont des classes différentes qui ont régné sous l'Empire, la Restauration, Louis-Philippe et la république de 1848. Sous le Premier Empire, régnait la paysannerie, *fruit* de la révolution de 1789 ; sous la Restauration, la grande propriété foncière ; sous Louis-Philippe, la bourgeoisie ; et la république de 1848, non pas conformément aux intentions de ses fondateurs, mais en fait, a été une tentative prématurée

\* Ces deux articles sur le second Empire illustrent le rapport entre la violence et la mise en place de superstructures politiques, juridiques et étatiques qui agissent en retour sur le développement économique. Ce rapport résulte directement de l'issue du conflit entre classes et Etat, qui détermine un équilibre nouveau des rapports sociaux, et donc productifs. Ainsi, dans son article sur le « 25 Juin », Engels mettait en évidence que l'armée était sortie victorieuse des luttes de 1848 en France, qui avaient brisé le prolétariat, écarté la bourgeoisie du pouvoir, et créé un Etat bonapartiste hybride. En outre, il avait noté que l'armée s'était appuyée sur la petite paysannerie, la racaille et le lumpenprolétariat (mendiants, filous, vagabonds et autres petits voyous), et il avait conclu : « Désormais, tout ce qui se trame à Paris devient méprisable », prévoyant ainsi la veulerie et la bassesse du Second Empire.

On remarquera cependant que si les superstructures politiques et juridiques, etc... influent sur l'évolution de l'économie, c'est, en fin de compte, l'essor irrépessible des forces productives, qui régénérera de nouveau les classes et les rapports essentiels de la société, c'est-à-dire les capitalistes et les prolétaires salariés, ceux-ci se rapprochant alors du pouvoir et recommençant la lutte pour sa conquête. (N. d. Tr.)



de diviser le pouvoir en parts égales entre les hommes de la monarchie légitime et les hommes de la monarchie de Juillet.

Quoi qu'il en soit, tous ces régimes s'appuyaient pareillement sur l'armée. La constitution de la République de 1848 n'a-t-elle pas elle-même été élaborée et proclamée sous l'état de siège, autrement dit, sous le règne du sabre ? Cette République n'était-elle pas personnifiée par le général Cavaignac ? N'a-t-elle pas été sauvée par l'armée en Juin 1848, puis à nouveau en Juin 1849, pour être finalement abandonnée par cette même armée en 1851 ? Dès lors, quelle est la nouveauté du régime que Louis Bonaparte vient d'instaurer ? Est-ce le fait qu'il règne en s'appuyant sur l'armée ? Tous ses prédécesseurs ont ainsi régné depuis les Journées de Thermidor.

Dans le passé, la classe dominante, dont la puissance correspondait à un développement spécifique de la société française, s'appuyait en dernier ressort sur l'armée contre ses adversaires, de sorte que son intérêt social spécifique prédominait toujours. En revanche, ce qui prédomine sous le second Empire, c'est l'intérêt de l'armée, qui n'a plus pour tâche de maintenir le règne d'une classe de la nation sur l'autre : elle maintient sa propre domination personnifiée par sa propre dynastie sur le peuple français dans son ensemble.

L'armée représente l'Etat, qui est en contradiction avec la société existante.

### *Le Crédit Mobilier français*

*Karl Marx,*  
« *New York Daily Tribune* »  
24 Juin 1856.

On se souvient que Bonaparte a fait son coup d'Etat pour deux raisons diamétralement opposées : d'une part, il proclamait que sa mission était de sauver la *bourgeoisie* et l'« ordre matériel » de l'anarchie rouge qui allait submerger la France en Mai 1852 ; d'autre part, il prétendait sauver la classe ouvrière du despotisme

des bourgeois, concentrés dans l'Assemblée Nationale. Par ailleurs, il se trouvait lui-même dans l'obligation de payer ses dettes et celles de la respectable racaille de la Société du Dix-Décembre ; autrement dit, il devait s'enrichir, lui et les siens, aux dépens de la bourgeoisie aussi bien que des travailleurs.

Il faut bien le reconnaître, la tâche de cet homme était hérissée de difficultés contradictoires : il devait apparaître à la fois comme le pilleur et comme le bienfaiteur patriarcal de toutes les classes. Il ne pouvait donner quoi que ce soit à une classe sans l'avoir pris à l'autre, et il ne pouvait satisfaire ses besoins à lui et à sa clique sans voler les deux classes à la fois. Au temps de la Fronde, le duc de Guise passait pour l'homme le plus aimable de France, parce qu'il transformait toutes ses terres en fiefs pour ses partisans. De même, Bonaparte se proposait de devenir l'homme le plus obligeant de France, en convertissant toute la propriété et toute l'industrie du pays en obligations personnelles à Louis Bonaparte. Voler la France pour l'acheter — tel était le grand problème que notre homme devait résoudre. Or, dans cette opération où il s'agissait de prendre à la France ce qui devait être rendu à la France, ce qui n'était pas le moins négligeable à ses yeux, c'était le gain qu'il pouvait écrémer pour lui et la Société du Dix-Décembre.

Mais, comment allait-il concilier ces exigences contradictoires ? Comment allait-il résoudre ce délicat problème économique ? Comment allait-il démêler cet écheveau ?

Toute l'expérience passée de Bonaparte lui indiquait que le seul grand moyen de se tirer des difficultés économiques les plus grandes, c'était le *Crédit*. Or, en France, il existait justement l'école de Saint-Simon, qui, de ses origines à son déclin, s'est bercée de cette illusion : tout antagonisme de classes disparaîtra, lorsqu'on aura créé un bien-être universel en mettant au point un système bien calculé de crédit public.

Le saint-simonisme, sous cette forme, n'était pas encore mort à l'époque du *coup d'Etat*. Il y avait Michel Chevalier, l'économiste du *Journal des Débats* ; il y avait Proudhon, qui s'efforçait de dissimuler la partie la plus mauvaise de la doctrine saint-simonienne sous un vernis d'une originalité excentrique. Il y

avait enfin deux Juifs portugais, familiarisés avec la spéculation boursière et liés aux Rothschild. Ils avaient grandi à l'ombre du Père Enfantin et, forts de leur expérience, furent assez hardis pour flairer la spéculation boursière derrière le Socialisme, et Law derrière Saint-Simon. Ces hommes — Emile et Isaac Péreire — sont les fondateurs du *Crédit Mobilier* et les instigateurs du socialisme bonapartiste.

Il existe un vieil adage : « *Habent sua fata libelli* ». De fait, les doctrines ont leur destinée, tout comme les livres. Saint-Simon devint l'ange tutélaire de la Bourse de Paris, le prophète de l'escroquerie, le messie de la corruption générale ! L'histoire ne connaît pas d'ironie plus cruelle, exception faite de Saint-Just, réincarné par le *juste milieu* de Guizot, et Napoléon par Louis Bonaparte.

Les événements vont plus vite que le raisonnement des hommes. Alors que nous nous appuyons sur l'analyse des principes et des conditions de fonctionnement du *Crédit Mobilier* pour prévoir son effondrement inévitable, l'histoire est déjà en train de réaliser notre prédiction. Le 31 Mai, l'un des directeurs du *Crédit Mobilier*, M. Place a fait faillite pour une somme de 10 millions. Quelques jours avant, il avait été « présenté à l'Empereur par M. de Morny » comme un *dieu de la finance* : *Les dieux s'en vont !* Presque le même jour, le *Moniteur* publiait la nouvelle loi sur les *sociétés en commandite*, qui, sous prétexte de mettre un frein à la fièvre de la spéculation, livre ces sociétés à la merci du *Crédit Mobilier*, en faisant dépendre leur fondation de l'accord du gouvernement ou du *Crédit Mobilier*. Et la presse anglaise, qui ne sait même pas distinguer entre *sociétés en commandite* et *sociétés anonymes*, entre en transes devant ce grand « geste éclairé » de la sagesse bonapartiste, alors que les premières sont sacrifiées aux secondes. Et elle s' imagine que les spéculateurs français vont bientôt être aussi solides que les Sadleir, Spader et Palmer d'Angleterre. Au même moment, le fameux *Corps Législatif* vient de voter la loi sur le drainage qui est une infraction directe à la législation antérieure et au Code Napoléon : l'expropriation des débiteurs hypothécaires au profit du gouvernement de Bonaparte. Cette machination doit lui permettre de s'approprier de la terre, tout comme

le *Crédit Mobilier* doit lui servir à s'emparer de l'industrie, et la Banque de France du commerce français — tout cela pour sauver la propriété des dangers du socialisme !

Cependant, nous croyons qu'il n'est pas inutile de poursuivre notre étude sur le *Crédit Mobilier*. Nous pensons que cette institution est appelée à accomplir des exploits plus importants que ceux que nous venons d'évoquer.

Nous avons vu que la première fonction du *Crédit Mobilier* est de fournir des capitaux aux entreprises industrielles, organisées en sociétés anonymes. Citons le rapport de M. Isaac Péreire :

« Le *Crédit Mobilier* joue, à l'égard des valeurs représentant du capital industriel, le même rôle que les banques d'escompte à l'égard des valeurs représentant du capital commercial. Le premier devoir de cette société est de soutenir l'industrie nationale, de favoriser la constitution de grandes entreprises, qui, livrées à elles-mêmes, seraient aux prises à de graves difficultés. Elle remplira d'autant plus facilement sa mission dans ce domaine qu'elle dispose des moyens les plus divers d'information et de recherches. Or, ces moyens échappent aux personnes privées qui ne peuvent apprécier sûrement la valeur réelle ou les possibilités des affaires qui réclament une aide. Dans les moments de prospérité, notre société sera un guide pour le capital à la recherche d'un emploi profitable ; dans les moments difficiles, elle aura pour tâche de fournir des ressources précieuses pour maintenir l'emploi et pour modérer les crises qui résultent de la brusque contraction des capitaux. Soucieuse de n'investir son capital dans toutes les affaires que dans la proportion et dans les limites permettant un retrait rapide, notre Société sera en mesure de multiplier ses activités, de faire fructifier, dans un délai rapide, un grand nombre d'entreprises, et de diminuer les risques de leur concurrence par la diversité de ses placements restreints. »

Voilà comment Isaac développe les idées de Bonaparte. Il importe maintenant de voir de quelle façon Bonaparte commente les idées d'Isaac. On trouvera ce commentaire dans le rapport du ministre de l'Intérieur adressé à Bonaparte le 21 Juin 1854, sur les principes et l'administration du *Crédit Mobilier* :

« De tous les établissements de crédit existant dans le monde, on peut considérer, à juste titre, que la *Banque de France* peut se flatter de la constitution la plus solide. » Elle était si solide que la petite tempête de Février 1848 l'aurait renversée en un jour, si Ledru-Rollin et Cie n'avaient volé à son secours ! En effet, le Gouvernement Provisoire ne leva pas seulement l'obligation pour la Banque de France de payer ses billets en espèces métalliques, de sorte qu'elle endigua la marée des porteurs de billets et de bons qui se pressaient dans la rue menant à la Banque, mais il autorisa encore une émission de billets de 50 francs, alors que même sous Louis-Philippe, la Banque n'eut jamais le droit d'émettre des billets de moins de 500 francs. De la sorte, le Gouvernement Provisoire ne couvrit pas seulement la Banque insolvable de son crédit, mais il lui donna encore en gage les domaines de l'Etat pour le privilège d'obtenir un crédit pour l'Etat.

« La *Banque de France* est à la fois un soutien et un guide pour notre commerce, et son influence morale et matérielle donne à notre marché une très précieuse stabilité. » Cette stabilité est si grande que les Français subissent une véritable crise chaque fois que l'Amérique et l'Angleterre se laissent aller à un petit krach dans leur commerce !

« Grâce à la pondération judicieuse qui préside à toutes ses opérations, notre admirable institution joue le rôle d'un régulateur. Mais, pour accoucher de toutes les merveilles qu'il porte en son sein, le génie commercial a besoin, par-dessus tout, d'être stimulé. Or, du fait même qu'en France la spéculation est maintenue dans les plus strictes limites, il n'y a pas d'inconvénient, mais, au contraire, un grand avantage, à placer au côté de la *Banque de France* un établissement conçu dans un ordre d'idées tout différent et destiné à représenter l'esprit d'initiative dans la sphère du commerce et de l'industrie. Par bonheur, le modèle de cet établissement existait déjà ; il nous vient d'un pays célèbre pour sa loyauté sévère, la prudence et la solidité qui président à toutes ses opérations commerciales. En mettant son capital, son crédit et son autorité morale à la disposition de toutes les idées saines et de toutes les entreprises utiles, la Société

Générale des Pays-Bas a multiplié en Hollande les canaux, le système de drainage et mille autres améliorations qui ont centuplé la valeur de la propriété. Pourquoi la France ne profiterait-elle pas, elle aussi, d'une institution, dont les avantages ont été démontrés par une expérience aussi lumineuse ? Telle est la pensée qui a suscité la création du *Crédit Mobilier* par le décret du 18 Novembre 1852.

« Selon les termes de ses statuts, cette Société peut, entre autres opérations, acheter et vendre des effets publics et des actions industrielles, prêter et emprunter en se servant d'eux comme garanties, lancer des emprunts publics ; en un mot, émettre des effets à long terme, à concurrence des valeurs ainsi acquises.

« Elle a ainsi en mains les moyens de rassembler et de céder à des conditions avantageuses une considérable richesse. La fécondité de l'entreprise dépend du judicieux usage qu'elle fera de ces capitaux. En effet, la Société peut, à son gré, commander l'industrie, prendre des intérêts dans des entreprises, participer à des opérations à long terme, ce que les Statuts de la Banque de France et de l'Office d'Escompte interdisent à ces instituts. En un mot, elle est libre de ses mouvements et peut varier son activité selon les besoins du crédit commercial. Si parmi les entreprises nouvelles qui se créent continuellement, elle sait distinguer celles qui sont bonnes ; si, par l'intervention opportune des immenses fonds dont elle dispose, elle permet l'exécution de travaux qui, bien que hautement productifs par eux-mêmes, languiraient à cause de leur durée inhabituelle ; si son concours est le sûr indice d'une idée utile ou d'un projet bien conçu, la société du *Crédit Mobilier* méritera et recueillera l'approbation publique. Les capitaux disponibles seront drainés par cette Société et, sous son patronage, dirigés en masse vers des placements sûrs. La force de l'exemple et l'autorité attachée à son appui feront plus que l'aide matérielle elle-même. Bref cette Société collaborera à toutes les idées d'utilité générale. De la sorte, elle encouragera puissamment les efforts de l'industrie et stimulera partout l'esprit d'invention. »

A la prochaine occasion, nous montrerons comment ces grandes phrases cachent mal le projet transparent de drainer toute l'industrie de France dans le tourbillon de la Bourse de Paris, et d'en faire la balle de tennis de ces Messieurs du Crédit Mobilier, et de leur patron Bonaparte.

# PROLONGEMENTS MILITAIRES DE 1848-1849

## *Notice du traducteur*

La prévision historique est facile, à condition d'être faite par des révolutionnaires comme Marx et Engels que l'évolution sociale avec tous ses bouleversements n'effrayent pas au point de leur brouiller la vue ou de les aveugler.

Avant 1848, le mode de production et la société capitalistes avaient triomphé en Angleterre et en France, et c'était jeu d'enfant de prévoir qu'ils s'étendraient inévitablement à l'Allemagne, à l'Italie, à l'Europe centrale et orientale. Ce qui était plus difficile, plus profond et plus révolutionnaire, c'était *d'en déduire* les conditions de réalisation historiques au travers des luttes de classes et d'Etat, en admettant que, le féodalisme étant la plus grande entrave à cette progression historique, *il fallait de toute nécessité faire la guerre au bastion de l'ancien régime : la Russie.*

Dès le premier numéro de *La Gazette rhénane*, Marx avait fixé cette tâche révolutionnaire à l'Allemagne, en espérant que



celle-ci aurait plus de chance que Napoléon I<sup>er</sup>, ou mieux, la révolution française et les enrégés dont il était exécuteur testamentaire.

Même si la révolution de 1848-49 avait été battue sur toute la ligne — socialiste aussi bien que bourgeoise — l'histoire ne cessait pour autant de s'assigner cette tâche historique. Sachant que tout progrès *social* passait par l'affaiblissement du pilier russe de la réaction européenne, les ouvriers anglais n'élevèrent aucune objection — au contraire — à ce que leur gouvernement fit à la Russie une guerre qui s'imposait à l'Angleterre et à la France bourgeoises à la suite du rapport de forces issu des heurts de 1848-49.

On sait que les succès militaires de la Russie en 1849 avaient provoqué un premier antagonisme au sein même de la sinistre Sainte-Alliance.

En effet, celle-ci était formée de trois sortes de puissances, qui avaient atteint des niveaux sociaux de production différents, voire contradictoires : d'abord, la Russie qui représente l'ancien régime sous une forme mi-féodale, mi-asiatique, fortement centralisée, et donc très efficace et dangereuse ; ensuite, l'Angleterre et la France, Etats entièrement bourgeois ; enfin, entre ces deux extrêmes, des sociétés en voie de dépasser l'ancien régime pour passer à la forme capitaliste moderne de production, en se constituant en nations unitaires et centralisées bourgeoises : l'Allemagne — Prusse et Autriche — la Hongrie, la Pologne, l'Italie, l'Espagne, etc... Ce dernier groupe de pays (en voie de développement) formait le centre de gravité des luttes nationales progressives de la période de 1848 à 1870, en même temps que le champ où s'affrontaient les impérialismes de la Russie absolutiste et des nations bourgeoises.

Avec la défaite du prolétariat en 1849, la Sainte-Alliance entre puissances d'ancien régime et Etats capitalistes perdit de son urgence et d'une grande partie de son intérêt, du fait même de la défaite de la révolution. Les rivalités entre système bourgeois et système féodal reprirent donc le dessus et dominèrent la scène historique. Dans ces conditions, *la systématisation des nationalités européennes en nations et Etats bourgeois modernes redevint*

une tâche progressive à l'ordre du jour de l'histoire, mais ce furent d'autres forces que le prolétariat qui en prirent la direction.

La défaite de la révolution de 1848-49 sur ses deux fronts, socialiste et national-bourgeois progressif, avait donné à la Russie la suprématie en Europe, non seulement sur les forces révolutionnaires, mais encore sur les Etats officiels de toutes sortes. La Russie absolutiste portait un coup très dur au système social bourgeois — et donc aux puissances bourgeoises anglaise et française — en restaurant le pouvoir des forces d'ancien régime dans les pays d'Europe centrale et en étendant son influence dans le groupe des pays en voie de se constituer en nations bourgeoises modernes.

Au sein de ce groupe, Marx et Engels distinguaient, d'une part, les nations ouvertement révolutionnaires, telle la Pologne (dont la Russie exploite si possible les capacités techniques et culturelles); d'autre part, les nationalités slaves, etc... incapables de s'ériger en nations modernes *par leurs seuls moyens* — comme l'histoire ultérieure l'a confirmé, puisque ce sont essentiellement les grandes puissances qui les y aidèrent beaucoup plus tard, lorsque la période révolutionnaire de la systématisation en nations modernes fut achevée dans cette aire géographique<sup>100</sup>. Ces nations furent plus ou moins les alliées du tsarisme dans ses visées hégémoniques en Europe (panslavisme).

Entre ces deux extrêmes, il y a les nations plus ou moins révolutionnaires : l'Italie, l'Autriche, la Prusse. C'est l'influence au sein de ces dernières que se disputent surtout la Russie et les Etats bourgeois constitués. Le jugement de Marx et d'Engels est forcément plus complexe et nuancé en ce qui concerne ce dernier groupe, dont la politique est fluctuante.

Comme toujours, Marx et Engels distinguent, au sein des nations en voie de développement, entre Etat officiel, classes et partis. Avec l'essor économique et le progrès historique et social, cette distinction gagne encore en importance. Selon leur maturité et les rapports de force politiques et militaires de chaque période, les nations en voie d'effectuer leur révolution nationale-bourgeoise seront à la traîne, ou bien de la Russie réactionnaire, ou bien des impérialismes bourgeois avec lesquels elles pactise-

ront avec plus ou moins de succès, ou enfin elles seront entraînées par la force révolutionnaire des masses et de la bourgeoisie révolutionnaire (Garibaldi, par exemple). Ces situations politiques extrêmement complexes et embrouillées sont d'ailleurs le résultat de la victoire de la contre-révolution sur la claire vision de l'action franchement révolutionnaire, et sont exploitées par la contre-révolution pour tergiverser, mystifier les masses et prolonger le règne de la contre-révolution.<sup>100</sup>

Ainsi, au cours de la guerre de 1859 contre l'Autriche, puissance occupante, l'Italie s'appuiera sur Napoléon III, « libérateur des nationalités » mais chef d'un impérialisme plus puissant encore que celui de l'Autriche visiblement en déclin.

Si Marx et Engels misent plutôt sur l'Autriche que sur la Prusse pour unifier l'Allemagne, ce n'est pas du tout parce que l'Autriche a des traditions plus démocratiques et plus humaines que sa rivale (ce serait plutôt le contraire, puisque c'est l'Etat prussien qui a instauré les revendications bourgeoises du droit de parole, de réunion et d'association, etc...); c'est, pour une bonne part, à cause de sa position géographique ou *stratégique*. En effet, l'Autriche formait le meilleur rempart contre le féodalisme russe. Ainsi, Engels dit que l'hostilité autrichienne à la Russie empêcha celle-ci, au cours de la guerre russo-turque, d'infliger une défaite désastreuse à la Turquie, nation révolutionnaire. De même, il note que, vers les Balkans aussi, l'Autriche avait une position plus avancée que la Prusse. Or, toutes ces régions, habitées surtout par des Slaves, étaient très menacées par la Russie.

Comme la révolution de 1848-49 l'avait démontré, les Autrichiens pouvaient réaliser la jonction non seulement avec les Polonais, mais encore avec la Hongrie révolutionnaire. C'est ce qui explique l'attitude de la Russie, qui soutint en fin de compte la Prusse. Ne serait-ce qu'en restant fidèle à la Russie et neutre dans la guerre de Crimée, la Prusse forma rempart devant une attaque directe des Alliés sur le centre de la Russie.

Tous les critiques de Marx ont souligné qu'il s'était trompé dans ses prévisions relatives au conflit austro-prussien de 1866 puisqu'en général il prit fait et cause pour l'Autriche. Or, pour avoir raison, Marx et Engels devaient-ils prendre parti pour la

solution la plus mauvaise, correspondant le moins aux aspirations révolutionnaires ? Ils devaient indiquer aux forces qu'ils influençaient qu'elle était la véritable voie du progrès historique. Ils ne pouvaient appuyer la solution la plus mauvaise, en lâchant, au moment du combat, le camp le plus révolutionnaire, et surtout ils ne pouvaient brouiller pour l'avenir la vision du parti révolutionnaire — comme le fit Lassalle — en présentant la solution la moins révolutionnaire comme la meilleure, et en maquillant une défaite ou une capitulation en victoire.

La prévision de Marx et d'Engels n'est pas celle de pytho-nisses, qui décrivent un avenir si bien tracé qu'il vaut mieux se croiser les bras pour ne pas contrarier son cours inexorable. La prévision révolutionnaire est la condition préalable de l'intervention des forces révolutionnaires dans le processus historique, qui suppose un heurt et une lutte, qui ne sont jamais gagnés d'avance. Elle suppose l'intervention de forces que le mouvement à venir doit mettre en action. Marx et Engels ne s'appuieront donc pas sur les forces officielles qui existent toujours dans le présent, mais ne sont, dans le meilleur des cas, que des « exécuteurs testamentaires » (Bismarck, Cavour, etc...), des révolutionnaires malgré eux, préoccupés d'aller le plus doucement possible, avec le moins de secousses pour la *société officielle*. Certes, Marx et Engels prônent une lutte farouche contre les ennemis *réactionnaires* de Bismarck et de Cavour, mais ceux-ci ne s'allient-ils pas eux-mêmes aux pires forces réactionnaires, la Russie et l'impérialisme français ? Une lutte conséquente supposait donc qu'on tentât sans cesse de déborder les Bismarck et Cavour. Marx et Engels devaient ainsi conserver leur programme et préserver les possibilités d'une action propre, qui déborda souvent les exécuteurs testamentaires et les força d'accomplir la volonté des véritables révolutionnaires. Les difficultés proviennent du fait qu'au cours de toute cette période, la stratégie portait sur des mesures encore bourgeoises qui pouvaient être exécutées sous la bannière bourgeoise aussi bien que prolétarienne.

Loin d'infirmier le programme marxiste des dernières pages du *Manifeste* de 1848, la défaite l'imposa — pour sa partie bourgeoise — aux classes et aux superstructures de l'armée et de l'Etat capi-

talistes, tant ce programme est objectif et inflexiblement tracé par le cours historique. L'effet de la violence étant lié à la nature de la classe qui l'exerce, ce qui change — en raison de l'indécision des classes bourgeoises — c'est le rythme du progrès social. Pour sa partie socialiste, le prolétariat continue, bien sûr, de la revendiquer et d'y tendre avec les moyens dont il dispose.

La revendication, soutenue par Marx, Engels et les chartistes anglais de 1854, d'une guerre contre la Russie fut réalisée par les gouvernements anglais et français au cours de la campagne de Crimée. Elle eut donc l'approbation du prolétariat révolutionnaire. Cependant, étant menée par des forces peu décidées, la guerre de Crimée perdit une grande part de ses effets progressifs, et il ne pouvait en être autrement. Il n'en reste pas moins qu'Engels vit, dans cette réédition molle, tardive et louvoyante des guerres de Napoléon I<sup>er</sup>, la cause première de l'abolition du servage de 1861, qui, en affranchissant les paysans russes, suscita à l'intérieur même de la Russie une classe révolutionnaire — et donc le début d'une lutte de classes interne, qui devait ébranler la forteresse de la réaction européenne, et mettre finalement un terme au danger de restauration par le tsarisme des anciens régimes au centre de l'Europe.

Marx et Engels n'inventèrent donc pas une nouvelle tactique, grâce à laquelle les prolétaires auraient poussé la bourgeoisie des Etats déjà pleinement capitalistes à remplir des tâches révolutionnaires à leur place et pour leur compte, tandis qu'ils se mettaient eux-mêmes à la remorque de leur classe dominante : ils l'eussent appelée — et l'ont appelée — trahison.

Dans les conditions données (qui ont une limite dans le temps et dans l'espace, comme Marx, Engels, et après eux Lénine, l'ont affirmé), le heurt entre bourgeoisie et absolutisme était encore progressif en Russie. Comme les gouvernements anglais et français ne firent cette guerre que contraints et forcés, il était clair qu'ils devaient la mener avec leurs ressources et leurs moyens propres — l'obligation militaire pour tous n'existait dans aucun des deux pays, qui eût forcé les ouvriers à se battre. Le prolétariat n'avait pas à y engager et à y perdre ses forces, son sang, son énergie et jusqu'à son propre programme.

Marx et Engels mettent constamment en évidence comment les opérations de Crimée furent menées par des bourgeoisies décrépies et sans énergie, et comment dans la réalité les conditions matérielles et objectives eussent permis une action autrement féconde et rapide. C'est dire qu'ils n'attendaient pas que les bourgeois anglais, le bonapartisme ou le tsar fissent cadeau aux paysans russes de l'abolition du servage. Ils en virent bien plutôt la cause dans l'effet physique de la violence politique et militaire. C'est en effet la guerre elle-même qui suscita les ferments de dissolution de la vieille société russe et les germes des futures classes révolutionnaires, au premier rang desquels la paysannerie que Lénine sut si efficacement mener au combat.

En Russie, la guerre eut les effets suivants, qui concoururent tous à ruiner le féodalisme et à préparer l'avènement de la société capitaliste moderne : 1° nécessité pour l'Etat de trouver des moyens financiers pour payer la guerre, en transformant les dîmes en nature en dîmes en argent, c'est-à-dire en faisant un pas vers la mercantilisation des rapports terriens ; 2° modernisation des méthodes de l'agriculture, en augmentant la productivité par des moyens techniques afin de compenser la main-d'œuvre mobilisée dans l'énorme armée ; 3° construction d'un réseau de communications et de transports, infrastructure matérielle de la circulation des marchandises, afin de permettre à l'armée de se déplacer ; 4° création de manufactures de guerre et d'une industrie de produits de substitution pour les produits de première nécessité jusqu'ici importés des pays industriels, notamment d'Angleterre, etc..., etc... Tous ces résultats tendent au même but : centraliser la nation à l'occasion de la coordination indispensable à la poursuite de la guerre, et moderniser l'économie au profit de l'Etat national, ce qui détruit l'éparpillement politique et économique de l'ancien régime féodal.

Si ces résultats ne furent pas plus rapides et radicaux, c'est que le prolétariat n'a pu faire la guerre lui-même, et en fut empêché à plusieurs reprises en 1848-49.

La guerre de Crimée montre bien le rôle de la violence dans l'histoire, cette violence qui change de caractère suivant les classes. Elle est concentrée, vive, rapide et féconde entre les mains

de la classe la plus révolutionnaire, lente, douloureuse, aveugle et peu efficace entre celles de classes moins révolutionnaires. Mais, la guerre ne peut être féconde que si elle peut jouer encore dans un sens quelque peu progressif, et le prolétariat peut alors la « souhaiter », sans la faire lui-même. C'était encore possible dans le cas de la guerre de Crimée, qui fut une limite extrême et révéla déjà de quels carnages la bourgeoisie est capable. Elle annonçait, en effet, les futures guerres impérialistes, où la violence ne perd pas seulement toute efficacité progressive, traîne en longueur et provoque d'immenses massacres et destructions des forces matérielles et vivantes, mais est encore dirigée, à bien y regarder, contre le prolétariat lui-même, comme l'histoire récente, après Marx et Engels l'a enseigné.

### *Le conflit russo-turc*

*Karl Marx,*  
*« New York Daily Tribune »*  
*26 Juillet 1853,*

..Le tsar a toujours veillé jalousement à ce que le démembrement de l'Etat turc se fasse exclusivement sous l'égide russe. Il faut bien le reconnaître : jamais l'Est n'a jeté à la face des puissances occidentales de défi plus cynique, et l'auteur de ce document est encore Nesselrode<sup>101</sup>, dont le nom précisément signifie à la fois ortie et férule, en allemand. En vérité, ce document prouve que l'Europe se courbe sous la férule de la contre-révolution.

Les révolutionnaires peuvent féliciter le tsar de ce chef-d'œuvre. Si l'Europe recule cette fois-ci, ce ne sera pas une simple retraite à la suite d'une banale défaite : elle devra passer sous les fourches caudines.

Or, en ce moment même, la reine d'Angleterre fête les princesses russes, tandis que la bourgeoisie éclairée et l'aristocratie anglaises se prosternent avec humilité aux pieds de l'autocrate barbare. Le prolétariat anglais est donc seul à protester contre l'impéritie et la déchéance des classes dominantes.

Le 7 Juillet, l'école de Manchester<sup>102</sup> tint une grande réunion pacifiste à Halifax, dans l'Odd-Fellows-Hall. L'industriel député Crossley ainsi que tous les « grands hommes » de l'école étaient venus spécialement de Londres pour assister à cette manifestation. La salle était archi-comble, et plusieurs milliers de personnes ne purent y accéder. Il se trouve qu'Ernest Jones séjournait précisément à Durham. On sait que l'agitation de ce chef chartiste trouve un grand écho dans les régions industrielles, comme le prouvent les nombreuses pétitions chartistes présentées au Parlement et les attaques de la presse bourgeoise de province. Les chartistes de Halifax, où déjà la candidature de Jones avait été à deux fois proposée et acceptée à mains levées, lui télégraphièrent de venir à cette réunion, et il arriva juste à temps.

Ces messieurs de l'école de Manchester qui espéraient faire passer une résolution assurant le brave Aberdeen du soutien des districts industriels, se croyaient déjà sûrs de la victoire, quand Ernest Jones se leva et présenta une motion, où il appelait le peuple à la *guerre* et déclarait que la paix serait un crime tant que la liberté n'était pas conquise. Il s'ensuivit une vive discussion, mais la résolution d'Ernest Jones triompha à une grande majorité...

### *La guerre de Crimée*

*Karl Marx,*  
« *Le déroulement de la guerre* »,  
« *New York Daily Tribune* »,  
1<sup>er</sup> Janvier 1855.

Le soleil d'Austerlitz s'est couché. On avait annoncé confidentiellement à Paris et chacun le croyait, qu'une grande bataille devait être livrée pour commémorer le 2 Décembre. Or, comme il ressort d'une dépêche du général Canrobert en date du 3 Décembre : « Il a plu à torrent, les routes sont coupées, les tranchées pleines d'eau, et il a fallu interrompre les travaux de fortification, comme tous les autres. »



Jusqu'ici les Russes avaient, sur la Tchernaiïa, la supériorité de l'initiative offensive, tandis que les Alliés se tenaient sur la défensive, et c'était l'inverse devant les murs de Sébastopol. En d'autres termes : les Russes étaient assez forts pour dominer sur le terrain de la Tchernaiïa, mais les Alliés plus faibles réussissaient à tenir leurs positions. En revanche, devant Sébastopol, les Alliés disposaient de forces suffisantes pour effectuer le siège, cependant que l'adversaire lui tenait la balance presque égale dans la garnison. Dans ces conditions, les opérations ne peuvent guère donner de résultats probants, même si elles ne sont pas freinées de l'extérieur.

Cependant, il semble à présent que le rapport des forces se modifie, et les Alliés semblent parvenir au point où ils sont assez forts pour chasser les Russes de la Tchernaiïa. Après avoir perdu leur position devant Inkermann, il ne resterait alors aux Russes que deux possibilités d'actions : ou bien prendre un détour et occuper le camp retranché du fort septentrional, ou bien replier le gros de leurs troupes à l'intérieur où les Alliés ne pourront pas les suivre. Il sera difficile aux Alliés d'obtenir suffisamment de renforts pour encercler le fort septentrional ou pour refouler une armée en retraite au-delà de Bachtchissari. On peut douter qu'ils soient en mesure de livrer une seconde bataille contre une armée retranchée autour de Simféropol. Dans les deux cas, ils devraient retourner sur la Tchernaiïa, et ce petit jeu de l'avance et du recul se poursuivrait sans doute durant tout l'hiver, à moins que Sébastopol ne cède devant une attaque du flanc Sud. Mais, comme les informations que nous recevons par l'« Atlantic » sur le siège sont fort maigres, tout ce que nous pouvons y ajouter, c'est que les chances d'une telle attaque de flanc sont bien incertaines. Certes, une dépêche du 7 Décembre, publiée par le *Moniteur* parisien et reproduite par des feuilles londoniennes, nous a appris que les armées alliées avaient subitement pris le dessus et, deux jours seulement après les inondations, « auraient pratiquement achevé d'encercler la ville ». Cette dépêche mensongère a manifestement été inventée dans le but de compenser le démenti des prophéties optimistes du 2 Décembre.

Il y a trois mois, nous avons tracé un tableau des forces de l'armée russe et de leur répartition<sup>103</sup>. Nous avons montré alors que, sur les trois quarts de million de soldats russes, le tiers seulement avait été jusqu'ici engagé dans des opérations actives, et que la plus grande partie du reste demeurait concentrée pour *menacer l'Autriche*. Les choses n'ont guère changé depuis, malgré les renforts envoyés en Crimée. Le 4<sup>e</sup> corps d'armée de Dannenberg, envoyé en renfort à Sébastopol, a été prélevé sur l'armée du Danube à laquelle on l'avait envoyé en renfort précédemment.

Dès lors, le seul changement important dans l'alignement de la grande armée occidentale russe — comme nous pouvons appeler le corps d'armée d'environ 300 000 hommes concentrés sur la frontière autrichienne — c'est la moindre dispersion de son aile gauche en direction de la Bessarabie et du Dniéster moyen. Dans cette position, elle peut, en cas de besoin, recueillir les restes de son armée du Danube, s'ils devaient se retirer de Bessarabie. En outre, la grande armée occidentale peut toujours détacher quelques divisions vers le front de Crimée, ou des renforts peu importants vers le Danube, sans que le gros de sa force n'en soit altéré : l'arrivée de la troisième division de la garde retirée de Reval et de quelques autres renforts aura bientôt contrebalancé ces détachements de troupes.

Néanmoins on peut considérer que l'armée du Danube est en pleine décomposition et réduite à un simple corps de parade stationné en Bessarabie, afin de maintenir aussi longtemps que possible l'apparence d'une occupation russe. Le départ de Liprandi, puis de Dannenberg, a privé cette armée de tout le 4<sup>e</sup> corps (10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> divisions). Si l'on retire des cinq divisions restantes — les 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> — les troupes nécessaires à l'occupation des côtes et des garnisons de Bender et Ismail à Cherson et Nicolaiév, et si l'on tient compte des énormes pertes subies durant les deux campagnes danubiennes, ces cinq divisions ne peuvent guère fournir plus de 150 000 hommes aptes à des opérations militaires. Ces troupes étant stationnées près du littoral, la défense russe — si efficace à l'intérieur des terres — ne peut être que très difficile, car pour défendre un grand nombre de places

fortes et de dépôts contre les attaques de la flotte ennemie, il lui faudrait du monde. On comprend que, dans ces conditions, les Russes ne pourraient disposer ailleurs que de la moitié des 35 000 hommes, dont se composent leurs cinq divisions combattantes. Si la Russie ne s'inquiète pas outre mesure de la décomposition de son armée du Danube, c'est qu'elle fait un calcul intelligent, comme toujours quand elle prend de grandes mesures stratégiques d'ensemble, les fautes commençant seulement lors de l'exécution. Comme les Anglais et les Français sont engagés jusqu'au cou en Crimée, les Russes n'ont pas d'adversaire en face d'eux sur le Danube. L'armée d'Omar Pacha ne s'élève qu'à 40 000 hommes après les deux campagnes épuisantes qu'il a menées ; grâce à la diplomatie occidentale, ses troupes n'ont reçu aucun renfort, si bien qu'elles suffisent tout juste à assurer le siège d'Ismail. Les Turcs ne peuvent donc détacher le moindre corps pour renforcer ce siège, ou pour refouler les Russes de ce champ de bataille. Par ailleurs, une attaque contre la Bessarabie, qui, il y a quelques mois, eût constitué une manœuvre de diversion fort efficace, n'aurait plus aucun sens militaire aujourd'hui. On va donc expédier l'armée d'Omar Pacha en Crimée.

En conséquence, la seule force susceptible de menacer les Russes au Sud-Ouest, est désormais l'Autriche qui occupe la Galicie, la Transylvanie et la Moldavie avec une armée forte de 270 000 hommes. Il s'agit avant tout de neutraliser ces troupes. Si elles faisaient la guerre à la Russie, c'est toute la Bessarabie et le territoire jusqu'au Boug qu'elle devrait abandonner, et les opérations s'effectueraient, soit à partir des bases d'attaque du système fortifié polonais, soit à partir des bases de défense de Kiev ou du Dniépr. Dans les deux cas, l'armée du Danube serait isolée, et devrait s'efforcer de trouver une base quelque part dans les steppes du Sud, ce qui n'est pas une tâche facile dans une région qui peut nourrir beaucoup de chevaux et de moutons, mais peu d'hommes.

En revanche, si l'Autriche prenait parti pour la Russie ou dirigeait les pointes de ses baïonnettes neutres contre les Alpes et le Rhin, l'armée polonaise<sup>104</sup> pourrait envahir l'Allemagne

comme renfort des Autrichiens, après avoir dépêché un important corps sur le Danube, à moins que les Autrichiens ne traversent en force le Danube et tentent une marche sur Constantinople. Dans l'une ou l'autre hypothèse, il est superflu pour les Russes de laisser sur le Danube un corps d'armée qui serait autre chose qu'une troupe de parade.

Nous ne pouvons évidemment qu'émettre des *hypothèses* sur l'intervention de l'Autriche dans cette guerre. Le traité d'alliance conclu le 2 Décembre entre l'Autriche, la France et l'Angleterre, bien qu'il fasse grand bruit, n'est rien qu'un os, jeté au Parlement, comme nous l'avons démontré à nos lecteurs dès qu'il fut rendu public. Dans son discours, la reine y fait l'allusion suivante :

« Je vous fais part avec satisfaction que j'ai conclu, ensemble avec l'Empereur des Français, un traité avec l'Empereur d'Autriche, et j'en attends de grands avantages pour la cause commune. »

Mais, pressé de questions par lord Derby, Aberdeen déclara : « Nous proposons simplement à la Chambre qu'elle enregistre avec satisfaction que Sa Majesté a conclu un traité dont elle » (ou mieux : le vieil Aberdeen) « attend de grands avantages. »

C'est toute la satisfaction qu'il avait à donner en partage. Aux Communes, lord John Russel fut contraint par Mr. Disraëli de faire un pas de plus et de reconnaître ouvertement que ce fameux traité d'alliance n'était ni un traité, ni une alliance. Il a avoué qu'il ne liait l'Autriche en aucune manière, alors qu'il imposait aux puissances occidentales un pacte défensif et offensif en sa faveur, à partir du moment où elle voudrait bien déclarer la guerre à la Russie, et enfin qu'il les obligeait de proposer à la Russie, avant la fin de l'année, des conditions de paix basées sur les fameux Quatre Points<sup>105</sup>. En conséquence, l'Autriche pouvait, sans « se parjurer », sortir du contrat, en déclarant « à la dernière minute » qu'elle n'était pas d'accord avec les puissances occidentales sur l'interprétation à donner aux Quatre Points. Le résultat des explications relatives au glorieux traité du 2 Décembre par lord John Russel fut une chute immédiate des valeurs d'Etat à Londres et à Paris.

Il y a un an, les Alliés avaient reconnu qu'ils avaient permis

les massacres de Sinope pour obtenir l'alliance avec les puissances allemandes. Maintenant, ils concluent un simulacre de traité avec l'une de ces deux puissances seulement en faisant à celle-ci, comme contrepartie, le sacrifice non plus d'une flotte turque, mais d'une armée britannique. Même les journaux les plus récents nous assurent que l'ouverture du Parlement britannique a été le signal de la réapparition du spectre de la Conférence de Vienne, et que l'on est tout disposé à remettre une nouvelle fois en marche son pesant mécanisme.

Mais, il n'en reste pas moins que, d'après lord John Russel lui-même, l'Autriche n'exclut pas la possibilité d'être entraînée dans une guerre contre la Russie, et l'alignement de l'armée russe sur la frontière autrichienne est une indication dans ce même sens. Examinons donc l'hypothèse où l'Autriche et le reste de l'Allemagne — y compris la Prusse — auraient l'intention d'intervenir aux côtés des alliés occidentaux. En quoi la Russie est-elle préparée à une telle éventualité ?

L'armée continentale qui envahit la Russie en 1812 était bien plus faible que celle qui apparaîtrait alors à ses frontières en Avril ou en Mai et, en 1812, l'Angleterre était l'alliée de la Russie. Mais, il n'en reste pas moins que la Russie peut se consoler à l'idée que plus les armées qui pénètrent à l'intérieur de son territoire sont grosses, plus il y a de chance pour qu'elles soient rapidement anéanties, sans parler de ce que la Russie a maintenant trois fois plus d'hommes sous les drapeaux.

Ce n'est pas que nous tenions la « Sainte Russie » pour inexpugnable. Au contraire, nous pensons que les ressources militaires de la seule Autriche valent celles de la Russie. C'est dire que l'Autriche et la Prusse ensemble seraient sans doute en mesure de lui imposer une paix humiliante, *si l'on ne considère les perspectives que du point de vue militaire*. Quarante millions d'hommes, *concentrés* sur un territoire de la taille de l'Allemagne proprement dite seraient facilement capables de venir à bout de soixante millions de sujets russes, *dispersés* sur un immense territoire.

La stratégie d'une attaque contre la Russie à partir de l'Ouest a été parfaitement mise au point par Napoléon, et

si des circonstances extérieures aux choses militaires ne l'avaient pas contraint de modifier son plan, l'hégémonie de la Russie et l'intégrité de son territoire eussent été sérieusement compromises en 1813.

Ce plan était le suivant : avancer jusqu'à la Dvina et le Dniépr, organiser une ligne de défense pour les places fortes, les dépôts et les communications, s'emparer des fortifications russes sur la Dvina et différer la marche sur Moscou jusqu'au printemps 1813.

Il fut amené à exécuter ce plan dès la fin de 1812 pour des motifs politiques, à cause des criaileries de ses officiers contre les quartiers d'hiver en Lithuanie et de leur foi aveugle en son invincibilité. Il avança donc sur Moscou, avec le résultat que l'on sait. Le désastre fut aggravé par l'impéritie de l'intendance française et par le manque d'habillements chauds pour les soldats. Si l'on avait prêté plus d'attention à ces choses, Napoléon — lors de sa retraite sur Vilna — fût resté à la tête d'une armée deux fois plus nombreuse que celle que la Russie pouvait alors lui opposer. Ses fautes sont claires pour nous, et il n'en est pas une qui soit telle qu'il n'eût pu l'éviter. Le fait qu'il soit entré à Moscou, de même que la marche de Charles XII sur Poltava, démontrent qu'il est possible d'envahir ce pays d'accès certes difficile.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'approvisionnement d'une armée victorieuse au sein de ce territoire, tout dépend de la longueur des lignes d'opération, de la distance entre les bases que l'on y a installées et de leur sécurité. Si nous voulons considérer la longueur des lignes d'opération sous l'angle des inconvénients pour l'activité d'une armée, nous pouvons dire que la ligne du Rhin à Eylau et à Friedland était à peu près aussi longue pour Napoléon que celle de Brest-Litovsk à Moscou (à condition qu'il se soit emparé des places fortes polonaises dès la première année). Or, dans cette hypothèse, nous ne tenons pas compte du fait que l'on déplacerait par la suite les bases directes d'opération vers Vitebsk, Mohilev et Smolensk, étant donné qu'une avance sur Moscou eût été par trop hasardeuse sans cette précaution préalable.

Certes, la Russie a une population relativement faible et dispersée, mais n'oublions pas que ses provinces centrales — le véritable cœur de la nation russe et sa force effective — ont une densité comparable à celle de l'Europe centrale. En Pologne — c'est-à-dire dans les cinq gouvernements formant le royaume russe de Pologne — la moyenne est sensiblement la même. Les provinces les plus peuplées de Russie — Moscou, Toula, Riazan, Nijni-Novgorod, Kalouga, Jaroslaw, Smolensk, etc... — sont le cœur de la Grande-Russie, et forment un ensemble compact. Ce territoire se prolonge vers le Sud, où nous trouvons les provinces également fort peuplées de la Petite-Russie : Kiev, Poltava, Tchernigov, Voronej, etc... Il y a en tout 29 provinces ou gouvernements, dont la densité est moitié moins forte que celle de l'Allemagne. En revanche, les provinces de l'Est et du Nord ainsi que les steppes du Sud n'ont qu'une très faible densité de population, tout comme, en partie aussi, les anciennes provinces polonaises de l'Ouest — Minsk, Mohilev et Grodno — couvertes d'immenses marécages entre le Boug (polonais) et de Dniéstr. Mais, une armée d'invasion n'a pas à se préoccuper de son ravitaillement, dès lors qu'elle a derrière elle les plaines riches en céréales de Pologne, de Volhynie et de Podolie, et devant elle les plaines de Russie centrale comme théâtre d'opérations : il suffit qu'elle sache régler comme il faut les difficultés, et apprendre des Russes eux-mêmes comment il convient d'utiliser les moyens de transport locaux.

La destruction de toutes les ressources devant une armée battant en retraite — comme cela s'est produit en 1812 — n'est possible que sur la ligne d'opération ou dans son voisinage immédiat. Si Napoléon n'avait pas précipité son avance sur Smolensk au point qu'il dut ensuite s'accorder un répit avant d'achever la campagne, il eût trouvé dans cette région des ressources en surabondance. Mais, comme il était pressé, il ne put rassembler suffisamment de vivres dans les environs immédiats de sa ligne de marche. Il semble, en outre, que les commandos chargés de trouver du fourrage aient vraiment eu peur de pénétrer profondément dans les forêts de pins qui séparent les villages entre eux. Une armée qui peut détacher de fortes unités de cavalerie

pour rechercher des vivres et les nombreuses voitures et charrettes du pays, est facilement en mesure de se procurer tout le ravitaillement nécessaire, et l'on ne brûlera pas Moscou une nouvelle fois. Mais, même dans ce cas, nul ne peut empêcher une retraite vers Smolensk où l'armée trouverait une base d'opération bien aménagée et pourvue de tout le nécessaire.

Mais, il ne faut pas considérer seulement les questions du seul point de vue militaire. Une telle guerre doit aussi être menée à terme par une action politique. Il est possible que la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie devienne le signal de la restauration de la Pologne *par la Russie elle-même*. Nicolas n'admettrait certainement pas une sécession des provinces lithuaniennes et occidentales de la Russie. Cependant, le royaume de Pologne, de Galicie, de Posnanie et peut-être de Prusse occidentale et orientale formeraient un royaume assez vaste. Mais, qui pourrait affirmer qu'une telle restauration de la Pologne soit durable ? Quoi qu'il en soit, une chose est certaine : ce serait une fois pour toutes la fin du faux enthousiasme en faveur de la Pologne de tous ceux qui se disent libéraux et progressistes et qui depuis quarante ans ont partout et toujours hypocritement applaudi à ses efforts de restauration. Les Russes appelleraient sans doute les Hongrois au secours. Or, les Magyars refuseraient sans doute : il ne faut pas oublier que les deux tiers de la Hongrie sont habités par des Slaves, qui considèrent les Magyars comme une insupportable aristocratie dominante. L'Autriche n'hésiterait pas dans ce cas à rétablir la vieille Constitution hongroise dans le but d'effacer la Hongrie de la carte de l'Europe révolutionnaire.

Cela suffit à énoncer les grandes perspectives de caractère militaire et politique qu'entraînerait l'entrée de l'Autriche dans l'alliance occidentale et les conséquences d'une guerre de toute l'Europe contre la Russie. Dans l'hypothèse contraire, on verrait probablement au printemps prochain trois quarts de million de soldats s'aligner contre les puissances occidentales, et une armée austro-prussienne avancer contre la France. Mais, alors *la direc-*



*tion de la guerre échapperait sans aucun doute des mains de leurs actuels commandants en chef\*.*

*La guerre européenne*

Fr. Engels,  
« *New York Daily Tribune* »,  
4 Février 1854.

La stratégie militaire, utilisée jusqu'ici par les alliés occidentaux contre la Russie, a fait complètement faillite. Il n'est pas possible de poursuivre, conformément aux plans, la campagne de cette année, si campagne il y a. Toutes les forces de la France, de l'Angleterre, de la Turquie et de la Sardaigne ont été concentrées en un seul point — en Crimée — alors qu'en utilisant des moyens directs ont eût pu accessoirement s'en emparer. On a combattu durant onze long mois pour ce seul point, dont on a réussi à n'occuper qu'une moitié, et toutes les autres occasions favorables de porter à l'adversaire des coups décisifs ont été négligées au point que la Russie a pu compenser la perte de la partie méridionale de Sébastopol en s'emparant à son tour de Kars. Tout cela pourrait constituer une ou deux campagnes d'une guerre dans laquelle le point le plus vulnérable de l'adversaire est couvert par la neutralité des Etats d'Europe centrale. Mais, cela ne peut durer. Le Conseil de guerre, qui se tient actuellement à Paris, fournit la meilleure preuve qu'il faut désormais, ou bien mener une guerre sérieuse, ou bien interrompre les hostilités.

Jusqu'ici, il n'y a qu'un état de guerre officiel, tempéré par

\* Toutes ces hypothèses découlent d'une analyse objective du rapport des forces et visent à rechercher les causes pour lesquelles les forces militaires allemandes ont été mises en veilleuse pour des raisons de stratégie des puissances contre-révolutionnaires. La peur d'une extension, dans un sens ou dans un autre, a induit les alliés occidentaux à mener une guerre de parodie et à se résigner à la neutralité des pays allemands, sans l'intervention desquels une attaque sérieuse en direction du centre de la Russie était exclue. Dans ces conditions, le compromis final était inévitable. (N. d. Tr.)

des courtoisies exceptionnelles. Nous n'entendons pas ici par « courtoisies » celles qui président aux inévitables négociations entreprises sous le drapeau blanc, mais celles que font à l'adversaire les Conseils de guerre des belligérants. La guerre a éclaté à la suite d'une erreur de calcul du tsar Nicolas : il n'escomptait absolument pas que la France et l'Angleterre marcheraient ensemble pour s'opposer à ses visées sur la Turquie. Il comptait faire une bonne petite guerre avec le sultan, une guerre qui conduirait, une seconde fois, ses troupes devant les murs de Constantinople, et agiterait la diplomatie européenne quand il serait trop tard, de sorte qu'à la fin les diplomates russes trouveraient l'occasion, comme d'habitude, de gagner deux fois plus aux conférences et aux congrès que leurs troupes n'ont pu gagner les armes à la main.

Par malheur, sans s'y attendre ni le vouloir, et avant même de s'en rendre compte, la Russie et les puissances occidentales se trouvèrent empêtrées dans une guerre, et elles durent partir en guerre, bien qu'aucune d'elles ne l'eût voulue. En effet, chacune des parties gardait par devers soi un ultime moyen de manœuvre, grâce auquel elle croyait intimider l'autre, et l'empêcher de recourir au pire, puisqu'il devait s'agir d'une guerre de principes et de caractère plus ou moins révolutionnaire, à laquelle devaient participer l'Allemagne et les pays dépendant d'elle, la Hongrie, la Pologne, l'Italie. L'*ultima ratio* de l'Occident était de déchaîner une lutte des nationalités opprimées de Hongrie, de Pologne, d'Italie et plus ou moins aussi de l'Allemagne. L'*ultima ratio* de la Russie était l'appel au panslavisme, la réalisation du rêve et des aspirations entretenues parmi la population slave d'Europe pendant toutes ces cinquante dernières années.

Mais, ni le gouvernement russe, ni Louis Bonaparte (sans parler du tout de Palmerston <sup>106</sup>) ne peuvent se résoudre à utiliser de tels moyens, à moins d'en être à la toute dernière extrémité. C'est pourquoi, on a mené la guerre de part et d'autre avec plus d'égards et de politesses, que l'on en trouvait chez les monarques légitimistes de vieille race, qui ne sont pas du tout dans la manière de parvenus et d'usurpateurs tels que les Romanoff, Hanovriens et pseudo-Bonaparte. Le littoral de la mer Baltique

fut pratiquement négligé, et les Alliés ne firent aucune tentative pour y prendre pied. Comme sur les côtes de la mer Blanche, ils s'en prirent plus à la propriété privée qu'aux biens de l'Etat. Sur les côtes de Finlande, par exemple, la flotte britannique ne semblait avoir d'autre but que de réconcilier les Finnois avec leurs despotes russes. Les Alliés obéirent aux mêmes principes sur la mer Noire. Leurs troupes s'y employèrent à faire souhaiter aux Turcs la venue des Russes : c'est tout ce qui ressort de leur comportement, de 1854 à nos jours. L'époque la plus anodine, passée par les Alliés en Turquie, fut celle de leur séjour à Varna, où, étant contraints à l'inaction, ils ne purent occasionner de dommages sensibles à la population, mais seulement à eux-mêmes. Finalement, ils s'en allèrent en Crimée, où ils firent tant et si bien que le gouvernement russe a toutes les raisons d'être très satisfait d'eux.

Le duc de Cambridge a récemment distribué de nombreuses décorations aux soldats français rapatriés de Crimée. Mais tous les rubans, médailles, croix, grand-croix, et étoiles que le gouvernement russe pourrait accorder, ne sauraient exprimer toute la gratitude qu'il doit à ceux qui ont dirigé les campagnes de 1854 et 1855.

L'abandon par les Russes de la partie méridionale de Sébastopol a coûté aux Alliés plus de 250 000 morts et blessés, sans compter les millions et les millions d'argent. Bien qu'étant toujours battus sur les champs de bataille, les Russes surpassèrent constamment leurs adversaires grâce à leur esprit de décision, à leur activité, et même à l'adresse de leur ingénieur en chef (Tottleben). Si Inkermann fut une défaite honteuse pour la Russie, la construction par les Russes, au nez et à la barbe des Alliés, de redoutes sur la colline du Sapoun et du Mamelon, fut une honte ineffaçable aussi bien pour les Anglais que pour les Français. En fin de compte, il semble bien que Sébastopol ait épuisé davantage les forces des Alliés que celles des Russes, car cela n'empêcha pas les Russes de s'emparer de Kars.

La prise de Kars a effectivement été l'échec le plus humiliant qui eût pu arriver aux Alliés. Bien qu'ils aient disposé d'une supériorité écrasante sur mer et qu'ils aient eu depuis Juin 1855

la supériorité numérique sur terre, les Alliés n'ont jamais attaqué le point le plus faible de la Russie : les provinces transcaucasiennes. Mieux, ils permirent aux Russes d'y organiser une base d'opération avec une sorte de lieutenance autonome, capable de tenir tête pendant quelque temps à l'attaque de forces très supérieures, même si les communications avec la métropole étaient coupées. Bien que parfaitement au courant et mis en garde par les défaites ininterrompues de l'armée d'Asie des Turcs en 1853 et 1854, ils empêchèrent l'armée d'Omar Pacha d'agir efficacement en Asie, en la retenant en Crimée où elle n'avait pas d'autre tâche que de couper du bois et de puiser de l'eau pour les Alliés. Les Russes eurent tout le temps d'évacuer tous les villages côtiers le long de la route de Kertch à Batoum pour édifier une ligne sur laquelle ils pouvaient à loisir aménager dix ou douze bases contre n'importe quelle opération dans le Caucase ou la Transcaucasie — le point le plus faible de la Russie, comme nous l'avons si souvent montré. Qui plus est, les Alliés n'entreprirent rien jusqu'à ce que Kars fût étroitement encerclé, et comme l'armée était inutilisable à Erzeroum, on permit à Omar Pacha d'entreprendre sa malheureuse expédition vers la Mingrélie. Mais, c'était déjà trop tard.

Cette obstination à concentrer tout le poids de la guerre sur une péninsule à peu près aussi grande que Long Island servit sans doute à esquiver tous les points désagréables : pas de question de nationalités ; pas de panslavisme ; pas de difficultés avec l'Europe centrale ; pas besoin de faire des conquêtes, ni d'obtenir de grands résultats décisifs, qui compliqueraient les tractations de paix futures et auraient pour conséquence d'imposer des sacrifices réels à l'une des parties en cause.

En revanche, tout cela est beaucoup moins agréable pour les soldats effectivement en campagne. Pour eux, du moins pour tous ceux qui sont au-dessous du grade de sergent, la guerre est une dure et impitoyable réalité. Depuis qu'il y a des guerres, jamais courage plus magnifique n'a été gaspillé pour d'aussi piètres résultats que dans cette campagne de Crimée. Jamais encore on a sacrifié de telles masses de soldats de haute valeur, et en si peu de temps, pour obtenir des résultats aussi douteux. Il

est évident qu'on ne peut infliger de nouveau de telles souffrances aux armées : il faut obtenir des résultats tangibles, et non pas une vaine « gloire ». Il n'est pas possible de continuer à combattre, en livrant chaque année deux grandes batailles et quatre ou cinq grands assauts généraux, et de rester malgré tout sur la même position. A la longue, aucune armée ne le supporterait. Nulle flotte ne pourra tenir une troisième campagne, si on la frustre de tout résultat, comme dans les deux précédentes en Baltique et en mer Noire.

Au cas où la guerre se poursuivrait tout de même, nous entendrions parler d'une invasion de la Finlande, de l'Esthonie et de la Bessarabie. On nous promettrait des renforts suédois, et des actions d'éclat autrichiennes. Mais, alors nous entendrions que la Russie a accepté les propositions autrichiennes comme base de négociation<sup>107</sup>. Et même si ces propositions ne réglent pas la question de la paix, on trouverait d'autres moyens d'atteindre ce but.

Il y a donc toutes les chances pour qu'il n'y ait pas de nouvelle campagne. Dans le cas inverse, il faudrait mener une guerre plus vaste et plus conséquente que celle à laquelle nous avons assisté \*.

\* C'est le dernier article sur la guerre de Crimée qu'aient reproduit les éditions russe et allemande des *Œuvres* de Marx et d'Engels. Il y manque les articles suivants : « Les résultats de la guerre », 19 Février 1856, « La paix en Europe », 21 Février 1856, « Les spéculations européennes », 19 Avril 1856.

Le lecteur pourra se reporter aux *Œuvres politiques* de Marx et d'Engels (Ed. Costes) pour toute une série d'articles sur la guerre russo-turque, la campagne de Crimée et la prise de Kars (volumes IV à VIII), ainsi que les notes et commentaires de N. Riazanof. Il y trouvera notamment l'article de Marx intitulé : « La guerre incompréhensible » (tome VIII, p. 206-14). (N. d. Tr.)

**TOPOGRAPHIE ET  
CONFORMATION  
DES ÉTATS MODERNES**

### *Notice du traducteur*

Avec les deux textes d'Engels sur « Pô et Rhin » et « Nice, Savoie et le Rhin » précédés d'une lettre de Marx à Lassalle sur les directives du parti pour la guerre d'Italie, nous passons à des analyses militaires basées en grande partie sur des données *géographiques*. C'est un peu comme si nous passions de l'étude des rapports capitalistes de l'industrie à ceux de l'agriculture (encore que l'industrie elle-même ne puisse s'abstraire du terrain). En effet, il n'est *pas de production sans circulation*, et le capitalisme lui-même considère que la marchandise n'est tout à fait produite qu'en arrivant sur le marché, si bien que les frais de transport sont de véritables frais de production. Un « honnête » capitaliste se préoccupera donc d'obtenir des « avantages de terrain » : proximité du marché, circulation et mobilité de la main-d'œuvre (nombreuse, peu chère, adroite, etc...), continuité des approvisionnements, ce qui implique de bons moyens de transport routier, ferroviaire, maritime ou fluvial. Bref, il voudra dis-

poser de la meilleure infrastructure de communications, qui est une condition préalable en même temps qu'un cadre de la production, et il choisira ou aménagera dans la guerre avec ses concurrents capitalistes, la position la plus efficace pour son entreprise.

Ainsi, la terre, la mer, les fleuves, le climat, le relief et les moyens de communication sont des grandeurs physiques, ou plus exactement des conditions matérielles, qui, dans la théorie marxiste, déterminent les rapports sociaux, de bas en haut, de la production à l'art militaire.

Les nations modernes ne se forment pas en vertu de la réalisation des principes abstraits de la révolution bourgeoise : elles doivent disposer non seulement d'une certaine assise économique, mais encore des moyens politiques et militaires pour centraliser et unifier la nation, en bénéficiant de bonnes conditions élémentaires du terrain.

Les exemples suivants montrent l'importance de ce facteur : une nation insulaire forme tout naturellement un ensemble (Angleterre et Japon) ; un pays continental comme la France doit lutter contre un concurrent bourgeois, libre de ses mouvements, *et* contre des voisins rétrogrades, qui craignent le progrès ; un pays maritime, tel que la Hollande, forme un relais sur les voies commerciales internationales ; un pays immense, tel que les Etats-Unis, dispose d'un sol et d'un sous-sol riches, d'une faible densité de population au km<sup>2</sup>, d'un flot continu de main-d'œuvre étrangère.

Aussi, lorsqu'une nationalité dispose de toutes les conditions préalables pour se former en nation moderne, Marx et Engels considèrent-ils encore *sa position dans le champ de forces réel des autres nations et le poids spécifique de chacune de ses voisines sur telle partie essentielle de son territoire* \*. L'imbrication

\* La raison principale de l'intervention de l'Angleterre capitaliste aux côtés des puissances féodales du continent contre la révolution *bourgeoise* en 1792-93, c'est que l'occupation française de la Belgique (territoire national français, selon Engels) était comme un pistolet braqué directement sur le cœur de l'Angle-



des facteurs économiques, politiques et géographiques rend les questions de terrain de plus en plus complexes à mesure que se développent les moyens techniques pour transformer la nature et compenser les difficultés de terrain par des progrès dans le domaine du transport.

Mais, loin de perdre de son importance, le terrain en gagne à mesure que l'on cherche à en diminuer les effets. L'art de construire en hauteur, par exemple, ne fait qu'aggraver les problèmes de terrain. De même, les armées modernes se créent de tels *impedimenta* en cherchant à accroître leur mobilité, qu'elles s'enlisent dans leur propre appareil technique et moderne.

Dans leurs travaux militaires, Marx et Engels ont étudié la nature du terrain et les points stratégiques, non seulement de l'Europe, mais encore d'autres continents, et ce, pour plusieurs raisons. D'abord, il leur fallait connaître le terrain où se déroulent les guerres et les révolutions, afin de situer le centre de gravité des batailles ; ensuite, le terrain est un facteur fondamental de l'économie, non seulement agricole, mais encore industrielle ; enfin, cette grandeur physique variable agit sur la constitution politique des nations bourgeoises et le système international de rapports entre Etats.

Ces textes n'ont donc pas seulement une valeur immédiate pour la stratégie à utiliser dans les conflits, mais ils ont encore une importance fondamentale pour l'étude des structures et mécanismes des nations modernes. Ils conservent une valeur théorique

terre : Londres, premier port mondial et métropole de l'Empire britannique. C'est pourquoi, l'Angleterre, en plein accord avec la Russie (qui craignait une nation bourgeoise essaimant sur le continent), détacha la Belgique de la France, en 1815, lors de la victoire de la Sainte-Alliance : la France perdit ainsi la partie la plus industrialisée de son territoire, et une partie de l'avantage économique tiré de la révolution politique. En ce qui concerne le niveau de production, au lieu d'être dépassée par la France, plus riche et plus peuplée, l'Angleterre ne fut rejointe qu'en 1913 par l'Allemagne, qui fit sa révolution bourgeoise quelque 70 ans après la France. Tel est l'effet de la violence sur le développement économique. Cette question est traitée en détail dans *La nation et l'Etat belges, produits de la contre-révolution* (cf. notamment p. 36-7 ; 67-73) dans la collection « Le Fil du Temps », J. Angot, B.P. 24, Paris-19<sup>e</sup>.

et pratique dans la phase de transition du capitalisme au socialisme, cette transformation ne pouvant s'opérer sans une connaissance approfondie des structures et rapports à modifier.

Dans sa lettre à Lassalle du 25 Février 1859, Marx résume ainsi la brochure d'Engels sur « Pô et Rhin » : « Voici l'essentiel de son contenu : c'est la démonstration, du point de vue de la science militaire, que toutes les raisons invoquées pour justifier le maintien des Autrichiens sur la ligne du Mincio en vue de la sécurité de l'Allemagne, correspondent exactement aux raisons invoquées par la France pour obtenir la frontière du Rhin en vue de sa protection. Au reste, si l'Autriche a le plus grand intérêt à la ligne du Mincio, l'Allemagne — en tant que puissance unifiée — n'y a pas le moindre. Enfin, l'Italie sera toujours dominée militairement par l'Allemagne, tant que la Suisse n'est pas française. »

Cette dernière phrase de Marx relie déjà la brochure sur « Le Pô et le Rhin » à celle sur « Nice, Savoie et le Rhin », où Engels dénonce les visées de Napoléon III sur le comté de Nice, la Savoie et même la Suisse romande, afin d'assurer l'hégémonie française sur l'Italie et l'Allemagne en voie de formation nationale.

Si Marx et Engels souhaitaient la victoire de l'Autriche sur les troupes du Piémont alliées à Napoléon III, ce n'était pas aux dépens des forces révolutionnaires du mouvement national italien, au contraire.

Une remarque s'impose : Marx et Engels voulaient d'abord que l'Allemagne fasse son unité par un effort collectif des classes progressives ; ensuite, et ensuite seulement, ils admettaient comme *moyen* de parvenir à ce but, que ce soient les forces progressives d'Autriche, qui prennent la tête du mouvement d'unification nationale. Aux yeux de Marx et d'Engels, le moyen le plus inadéquat était la Prusse, parce que l'unité qu'elle réaliserait, devait être forcément incomplète. D'où leur hostilité à la « voie » prussienne.

Déjà, dans un article intitulé « la Question de l'unité italienne » du 24 Janvier 1859, Marx avait reproché aux partisans de l'unité italienne de s'appuyer trop sur les milieux dynastiques du Piémont

liés à la clique bonapartiste, et de compromettre ainsi les efforts de libération nationale<sup>144</sup>. En effet, ils introduisaient eux-mêmes dans le camp national un impérialisme disposant, sur le plan stratégique, d'une position hégémonique, s'il obtenait de la faible Italie en contrepartie de son aide les provinces de Nice et de Savoie.

En revanche, Marx soulignait que l'Allemagne n'avait aucun intérêt à garder la ligne du Mincio et que l'Autriche se détournerait de l'Italie dès lors qu'elle s'engagerait dans la voie révolutionnaire de l'unité allemande, ou que celle-ci se ferait de quelque manière que ce soit. Bref, l'Autriche était infiniment moins dangereuse pour l'Italie que l'impérialisme français, qui venait de s'allier au tsarisme, lors de l'armistice de la guerre de Crimée.<sup>156</sup>

De fait, la Russie permit à Napoléon III de faire sa guerre en Italie<sup>139</sup>, en lui fixant ses buts et ses limites de sorte que l'affaire n'avait plus rien de révolutionnaire pour le Piémont\*.

Il y a une autre raison pour relier l'Italie à l'Autriche — ou mieux à l'Allemagne — qui suit le même processus de développement. Si l'Italie méridionale a été le premier pays capitaliste du monde au XIII<sup>e</sup> siècle (cf. la Préface italienne d'Engels au « Mani-

\* Marx a la même position que Lénine face à l'impérialisme : « utiliser » ses contradictions et tenir compte de son action dans l'évaluation du rapport des forces. Il ne « refusera » donc pas les résultats que la victoire du Piémont et de la France pourront apporter à la cause italienne : « La position du prolétariat allemand dans une guerre nationale progressive ne peut être définie à partir d'antipathies telles que celles de Wilhelm Liebknecht à l'égard de la Prusse. C'est comme si, au moment donné, nous avions élevé nos voix contre la libération « bonapartiste » de l'Italie, comme si nous voulions redresser la *relative* indépendance que l'Italie a obtenue à la suite de cette guerre. » (Marx à Engels, 17 Août 1870.)

Cette position de Marx et d'Engels n'a pas été inventée après coup pour redresser leur prévision révolutionnaire sur la guerre d'Italie, en vue de l'ajuster à une réalité et une politique non révolutionnaires. Elle ne s'applique qu'aux conséquences de l'action impérialiste, que l'on n'a pas soutenu auparavant, ni ne soutiendra ensuite, mais dont on enregistre les conséquences, sous toutes ses formes, en les appréciant *en fonction du point de vue révolutionnaire de toujours*.

festes ») et a connu ensuite le déclin, c'est que les routes commerciales s'étaient déplacées de la Méditerranée à l'Atlantique et que la chrétienté n'avait pu refouler militairement les Arabes des côtes méditerranéennes. L'Italie — comme l'Allemagne — ne pouvait donc resurgir qu'en liaison avec le mode de production capitaliste, implanté en Angleterre et en France et en voie de diffusion vers le Centre, le Sud et l'Est de l'Europe.

Déjà, le grand Napoléon avait essayé de briser le cercle industriel de l'Italie du Nord, de l'Ouest allemand, de la Belgique, du Nord et de l'Est de la France et avait osé s'attaquer aux entraves féodales jusqu'en Russie même et restaurer la Pologne. La révolution italienne se contenterait-elle d'un compromis avec sa sœur latine, au prix que l'on sait, ou bien, au travers de la Vénétie et de Trieste, se relierait-elle au cœur de l'Europe centrale, en se solidarissant avec l'Allemagne, de sorte que la production et la société modernes avanceraient jusqu'aux frontières de l'Europe, tandis que la Méditerranée redeviendrait un foyer de vie économique (Marx ne fondait-il pas les plus grands espoirs sur la Turquie pour tenir tête à la réaction russe et véhiculer le progrès dans sa sphère d'influence ?).

La voie historique unique où se heurtent révolutions et contre-révolutions pour faire avancer ou reculer la roue de l'histoire a un seul et même terrain géographique, qui forme le point de convergence des rapports de forces du champ social global.

Ce n'est pas le champ clos et local de l'Italie qui détermina le caractère et les buts de la guerre italienne de 1859, mais le rapport général des forces de l'Europe. Ainsi, le principal ennemi de l'unité italienne en 1859, ce n'était pas Napoléon III, mais la Russie, et l'on retrouve la préoccupation centrale de Marx et d'Engels : abattre le pilier de la réaction européenne, le *tsarisme*.

Marx le souligne dans sa lettre à Engels du 18 Mai 1859 : « La position la plus révolutionnaire dans l'affaire italienne, c'est de souligner bien plus vigoureusement notre antagonisme à la Russie qu'à Napoléon III. Lassalle aurait dû avoir cette position en face des proclamations anti-françaises de *La Nouvelle Gazette Prussienne*. »

Il ne fallait pas que l'unité allemande entraînant une guerre anti-française, mais anti-russe. Marx et Engels se heurteront à Lassalle, au sujet de la guerre austro-prussienne de 1866, parce que Lassalle y soutiendra Bismarck. Là encore, la solution la moins révolutionnaire l'emportera sur le moment.

Tandis qu'au cours de toute cette période, la tactique des Etats officiels sera de mener des guerres localisées, partielles et successives, Marx et Engels espéreront toujours un élargissement des conflits, une guerre généralisée, provoquant l'entrée en scène de forces nouvelles, plus nombreuses et plus décidées, afin d'étendre les effets révolutionnaires de la violence aussi bien en profondeur qu'en extension dans la société.

*Directives du parti sur la guerre italienne de l'été 1859*

*Karl Marx à Ferdinand Lassalle,  
lettre du 4 Février 1859.*

...A propos de la guerre : On est généralement d'avis ici que la guerre est inévitable en Italie. Ce qui est sûr, c'est que les choses sont sérieuses pour M. Emmanuel, et qu'elles l'étaient pour M. Bonaparte. Ce qui pousse ce dernier, c'est : 1. la crainte du poignard italien<sup>108</sup>. Depuis l'exécution d'Orsini, l'Empereur a sans cesse tramé en secret avec les carbonari, et son neveu Plon-Plon, le futur mari de « Clotilde », la fille de Victor-Emmanuel, joue les intermédiaires. 2. Une situation financière des plus lamentables : effectivement, il est impossible de nourrir plus longtemps l'armée française « en temps de paix ». Or, la Lombardie est grasse. En outre, il serait possible de lancer des « emprunts »

\* Dans ce contexte, se pose le problème de l'implantation industrielle dans le Nord de l'Italie (triangle Gênes-Turin-Milan), alors que le capitalisme mercantiliste avait commencé dans le Sud et, des côtés, avait gagné Florence. Le facteur topographique — proximité des régions industrielles française, suisse, allemande — a, sans doute, influencé le transfert du foyer aussi bien économique que politique du Sud au Nord de l'Italie.

de guerre, à condition qu'il y ait de nouveau une guerre. Tout autre « emprunt » est *impossible*. 3. Au cours de ces deux dernières années, Bonaparte a perdu de plus en plus chaque jour son prestige auprès de tous les partis en France, et ses transactions diplomatiques ont été autant d'échecs. Il *faut* donc qu'il se passe quelque chose pour rétablir le prestige. Même à la campagne, le mécontentement grandit à cause des prix ruineusement bas des céréales, et M. Bonaparte a vainement tenté de faire monter artificiellement le prix du blé par ses décrets sur le stockage du grain. 4. La Russie est derrière le parvenu des Tuileries, et le presse. Avec un mouvement panslaviste en Bohême, Moravie, Galicie, le Sud, le Nord et l'Est de la Hongrie, l'Illyrie, etc... et une guerre en Italie, la Russie serait à peu près certaine de briser la résistance que l'Autriche continue à lui opposer. En effet, la Russie voit avec terreur le spectre d'une révolution agraire à l'intérieur<sup>109</sup>, et une guerre extérieure serait certes la bienvenue pour détourner les coups portés au gouvernement, sans parler de toutes ses autres ambitions diplomatiques. 5. M. Plon-Plon, le fils de l'ex-roi de Westphalie [Jérôme Bonaparte] et toute sa clique (dirigée par Girardin et composée d'un ramassis de pseudo-révolutionnaires hongrois, polonais, italiens, etc...) font tout ce qu'ils peuvent pour pousser à la décision. 6. Une guerre en Italie contre l'Autriche est la seule dans laquelle l'Angleterre reste neutre, parce qu'elle n'est pas directement *pour* le Pape, etc... et ne peut prendre position *contre* la soi-disant liberté. Pour sa part, la Russie tiendrait la Prusse en échec, au cas — peu vraisemblable, à mon avis — où cette dernière aurait l'intention d'intervenir dès le début des hostilités \*.

Par ailleurs, il est absolument certain que M. Louis Bonaparte a une peur bleue d'une guerre véritable et sérieuse : 1. C'est un homme plein d'hésitations et, comme tous les joueurs, irrésolu.

\* Marx espérait, comme on le voit, que la Prusse et l'Autriche feraient finalement cause commune, ce qui aurait changé l'attitude autrichienne vis-à-vis de l'Italie en ce qui concerne ses possessions en Vénétie, Lombardie, etc..., et aurait constitué un grand pas vers la formation non seulement de l'unité allemande, mais encore italienne. (N. d. Tr.)

Il rampe toujours jusqu'au Rubicon, mais les gens qui sont derrière lui doivent à chaque fois l'y précipiter. Lors des événements de Boulogne, Strasbourg et Décembre 1851, il a toujours été *forcé* de prendre enfin ses plans au sérieux. 2. L'accueil glacial réservé à son projet par les Français n'est évidemment guère encourageant. Les masses restent indifférentes. Certains milieux ont directement et sérieusement protesté contre le projet : la haute finance, l'industrie et le commerce, le parti clérical, et enfin des généraux en vue (par ex. Canrobert et Pélissier). En fait, les perspectives militaires ne sont pas brillantes, même si on prend les rodомontades du *Constitutionnel* pour de l'argent comptant. Si la France rassemble, en tout et pour tout, 700 000 hommes, elle ne disposera que de 580 000 hommes aptes à se battre, selon l'estimation la plus élevée. Or, si on en déduit 50 000 pour l'Algérie, 49 000 gendarmes, etc..., 100 000 au minimum pour garder les villes (Paris, etc...) et les places fortes de France, 181 000 au moins comme armée d'observation aux frontières suisse, allemande, belge, il ne reste plus que 200 000 hommes, et cela ne représente pas une force de supériorité écrasante — même si l'on y ajoute la petite armée piémontaise — en face de l'Autriche dans ses solides positions du Mincio et de l'Adige.

Quoi qu'il en soit, si M. Bonaparte recule maintenant, il se discrédite aux yeux de la masse de l'armée française, et sa position est ruinée. Cette considération le déterminera sans doute à marcher finalement.

Tu sembles croire que la Hongrie se soulèverait dans une telle guerre. J'en doute fort. Naturellement l'Autriche déploiera un corps d'armée en observation sur la frontière de Galicie et de Hongrie contre la Russie ; or, cette force tiendra du même coup la Hongrie en respect. Certes, l'Autriche a des régiments hongrois. Mais, elle mêle, le plus souvent, les Hongrois à leurs adversaires tchèques, serbes, slovènes, etc... et l'Autriche a toujours la ressource de les aligner dans les provinces allemandes.

Si elle éclatait, la guerre conduirait naturellement à des résultats sérieux, et certainement, en fin de compte, révolutionnaires. Mais, *son premier effet* sera de consolider le bonapartisme en France, de faire reculer les mouvements intérieurs en Angleterre et en

Russie, de restaurer les passions les plus mesquines des nationalités en Allemagne, etc..., et c'est pourquoi — à mon avis — elle agira d'abord de manière contre-révolutionnaire dans tous les domaines\*.

Quoi qu'il en soit, je n'attends *absolument rien* des émigrés installés en Angleterre. Il s'agit — à l'exception de Mazzini, qui au moins est un fanatique — uniquement de chevaliers d'industrie, dont toute l'ambition se borne à soutirer de l'argent aux Anglais. M. Kossuth est tout à fait en déclin et n'est plus qu'un conférencier ambulancier, qui colporte les mêmes sottises dans les différentes provinces d'Angleterre et d'Ecosse et les vend sans cesse à un auditoire nouveau.

Les chiens sont tous devenus si conservateurs en Angleterre qu'ils ont effectivement mérité leur amnistie. Par exemple, M. Gottfried Kinkel publie ici un hebdomadaire intitulé *Hermann*, en comparaison duquel la *Gazette de Cologne*, elle-même, fait figure de feuille audacieuse et spirituelle...

### *Le Pô et le Rhin*

*Fr. Engels,  
Texte écrit de Février à Mars 1849,  
publié en brochure anonyme à Berlin.*

#### I

Depuis le début de l'année, une grande partie de la presse allemande affirme qu'il faut défendre le Rhin sur le Pô.<sup>110</sup>

Ce mot d'ordre est parfaitement justifié étant donné les menaces et les mesures de mobilisation de Bonaparte. C'est grâce à son instinct juste que l'Allemagne a pressenti que si,

\* D'où l'intérêt de l'Europe officielle de localiser et limiter le conflit. (N. d. Tr.)



pour Louis-Napoléon, le prétexte c'est le Pô, l'objectif final est et demeure le Rhin.

Seule une guerre pour la frontière du Rhin peut, en effet, faire office de paratonnerre contre les deux forces qui menacent le régime bonapartiste en France même : l'« exubérance » patriotique des masses révolutionnaires, et le mécontentement croissant de la « bourgeoisie ». Les premières y trouveraient une mission nationale, et la seconde la perspective d'un marché plus grand.

Le bavardage sur la libération de l'Italie, grâce à Napoléon III, ne pouvait donc abuser quiconque en Allemagne. Voilà bien le moment de dire, avec le vieux proverbe : on tape sur le sac, mais on en veut à l'âne qui s'y trouve enfermé. Si l'Italie en est venue à jouer le rôle du sac, l'Allemagne, pour sa part, n'a aucune envie de prendre la place de l'âne, du moins cette fois-ci.

Dans la présente conjoncture, la défense de la ligne du Pô ne peut se justifier cependant que pour une seule raison : menacée d'une attaque qui, en dernière analyse, vise plusieurs de ses meilleures provinces, l'Allemagne ne peut pas envisager l'idée d'abandonner sans coup férir l'une de ses plus puissantes, voire la plus puissante de ses positions militaires. Mais, c'est uniquement en ce sens que l'Allemagne est intéressée à la défense du Pô : à la veille ou en plein cours d'une guerre, il convient certes d'occuper toute position avantageuse d'où l'on puisse menacer l'ennemi et lui nuire, sans considérer les arguments d'ordre moral, c'est-à-dire sans se demander si cela est conciliable ou non avec la justice éternelle ainsi qu'avec le principe des nationalités. Il s'agit tout bonnement de défendre sa peau.

Mais, cela n'a rien à voir avec la conception en honneur parmi de très nombreux militaires et politiciens allemands, pour lesquels le Pô — autrement dit, la Lombardie et la Vénétie — est une sorte de complément stratégique indispensable, et pour ainsi dire une partie intégrante de l'Allemagne.

Cette théorie a été conçue essentiellement depuis les campagnes d'Italie des années 1848 et 1849. Elle a été défendue, entre autres, par le général von Radowitz à l'Eglise Saint-Paul<sup>111</sup>,

ainsi que par le général von Willisen dans sa « Campagne italienne de 1848 ». Dans la partie méridionale jouxtant l'Autriche, c'est le général bavarois von Hailbronner qui s'est attaché à ce thème avec un certain brio.

Or, à partir de cela, l'argument devient purement politique : l'Italie étant absolument incapable de préserver son indépendance, c'est ou bien l'Allemagne, ou bien la France, qui doit la dominer. Ainsi donc, si les Autrichiens abandonnent aujourd'hui la péninsule, les Français seront demain dans la vallée de l'Adige et aux portes de Trieste, de sorte que tout le flanc méridional de l'Allemagne sera découvert, et livré à l'« ennemi héréditaire ».

C'est pour l'empêcher, et donc au nom et dans l'intérêt de l'Allemagne, que l'Autriche prétend dès lors se maintenir en Lombardie. Comme nous l'avons dit, des autorités militaires de tout premier plan défendent cette conception. Nous devons néanmoins les contester résolument. Cette vision est devenue une sorte d'article de foi, défendu avec un véritable fanatisme par la *Gazette Générale d'Augsbourg*, qui se guide au rôle de « Moniteur » des intérêts allemands en Italie. Cette feuille germano-chrétienne, en dépit de sa haine des Juifs et des Turcs, se ferait circoncire elle-même plutôt que de laisser perdre un bout de territoire « allemand » en Italie !

Ce qui, chez les généraux, n'a qu'une apparence politique puisque ce n'est en fait qu'une position de bonne guerre pour l'Allemagne, cela devient le fondement d'une théorie politique dans la *Gazette Générale d'Augsbourg*, et porte alors le nom de « théorie de la Grande Puissance du Centre de l'Europe ». On cherche ainsi à constituer une Fédération entre l'Autriche, la Prusse et le reste de l'Allemagne sous l'influence hégémonique de l'Autriche, afin de germaniser la Hongrie et les Principautés danubiennes, slaves et roumaines, en les colonisant, en les scolarisant et en leur appliquant une douce violence.

Cela reviendrait à déplacer de plus en plus le centre de gravité vers le Sud-Est, en direction de Vienne, mais n'empêcherait pas de reconquérir à l'occasion l'Alsace et la Lorraine.

Cette « Grande Puissance du Centre de l'Europe » serait

une sorte de réincarnation du Saint-Empire romain de la Nation Allemande et aurait également pour mission de s'incorporer des Etats vassaux tels que les Pays-Bas jadis autrichiens<sup>112</sup>, ainsi que la Hollande. La patrie allemande s'étendrait ainsi à un territoire deux fois plus étendu que celui de langue allemande, et lorsque tout cela aura été accompli, alors l'Allemagne jouera le rôle d'arbitre et de maître de l'Europe. Et déjà l'on a pensé à tout pour que ce projet se réalise. Les peuples latins connaissent une entière décadence ; les Italiens et les Espagnols sont déjà au fond de l'abîme, et les Français sont en ce moment même en pleine dégénérescence. Sur l'autre bord, il y a les Slaves, impuissants à former de véritables Etats modernes et dont la mission historique est de se laisser germaniser : dans cette mission providentielle, l'instrument choisi est encore et toujours l'Autriche régénérée.

Le seul rameau humain qui ait su conserver sa force morale et ses capacités historiques, est donc celui des Germains, parmi lesquels pourtant les Anglais sont tombés si bas dans leur égoïsme insulaire et leur matérialisme qu'il faut soustraire le continent européen à leur influence, à leur commerce et à leur industrie grâce à de hauts tarifs protectionnistes, et à une sorte de système rationnel de blocus continental.

Ainsi, étant donné le sérieux des Allemands, il ne peut manquer d'advenir que, sous peu, la juvénile Grande Puissance centrale ne conquière la domination mondiale, et sur mer et sur terre, en même temps que s'ouvre une nouvelle ère historique, où l'Allemagne, après une longue éclipse, jouerait enfin les premiers violons, tandis que les autres nations danseraient à sa musique.

« La terre appartient aux Russes et aux Français,  
La mer est aux Britanniques ;  
Mais nous possédons,  
Aux royaumes aériens du rêve,  
Une domination incontestée. »<sup>113</sup>.

Nous ne sommes vraiment pas tentés de nous arrêter à l'aspect politique de ces chimères patriotiques. Si nous les avons mentionnées ici, ce n'est guère que pour qu'on ne nous oppose pas,

par la suite, toutes ces grandes trouvailles afin de justifier le maintien d'une domination « allemande » en Italie. Seule nous intéresse ici la question d'ordre militaire : pour sa défense, l'Allemagne a-t-elle besoin de dominer en permanence l'Italie, et notamment d'occuper militairement tout le territoire de la Lombardie et de la Vénétie ?

Réduite à sa plus pure expression militaire, la question est la suivante : pour défendre sa frontière méridionale, l'Allemagne doit-elle posséder l'Adige, le Mincio, le cours inférieur du Pô, ainsi que les têtes de pont des Peschiera et de Mantoue ?

Avant de nous efforcer de répondre à cette question, faisons une brève remarque : lorsqu'on parle de l'Allemagne, il faut entendre une puissance unique, dont l'action et les forces militaires sont dirigées à partir d'un centre ; autrement dit, un corps politique véritable, et non pas une Allemagne idéale. En dehors de cette hypothèse, il n'est pas possible de parler des besoins politiques et militaires de l'Allemagne.

## II

Plus encore que la Belgique, l'Italie du Nord est, depuis de longs siècles, le champ de bataille où Allemands et Français vident leurs querelles. Que les Allemands envahissent la France, ou les Français l'Allemagne, la possession de la Belgique et de la vallée du Pô est nécessaire à l'attaquant. En effet, seule cette possession assure complètement les flancs et les arrières de l'envahisseur. Certes, une neutralité absolument certaine pourrait constituer l'exception à cette règle ; mais cela ne s'est jamais trouvé jusqu'ici.

Si, depuis Pavie, le destin de la France et de l'Allemagne s'est joué de façon indirecte et médiate sur les champs de bataille de la vallée du Pô, celui de l'Italie s'y est décidé de manière directe et immédiate<sup>114</sup>. Etant donné les grandes armées régulières de l'époque moderne, la puissance croissante de la

France et de l'Allemagne, et la décadence politique italienne, la vieille Italie, située au Sud du Rubicon, a perdu toute importance militaire : si l'on possède l'ancienne Gaule cisalpine, on domine du même coup toute la longue et étroite péninsule.

C'est dans le bassin du Pô et de l'Adige, sur la côte gènoise, vénitienne et romagnole que l'on trouve la population la plus dense, l'agriculture la plus concentrée et la plus florissante, l'industrie la plus active et le commerce le plus animé d'Italie. La péninsule, Naples et l'Etat pontifical restèrent stationnaires dans leur développement historique ; comme puissances militaires, ils n'ont plus aucun poids depuis des siècles. En occupant la vallée du Pô, on coupe les communications terrestres de la péninsule avec le reste du continent et on peut, à l'occasion, la dominer tout entière, en ne se donnant que peu de peine. C'est ce que firent, par deux fois, les Français au cours des guerres de la Révolution, et les Autrichiens, par deux fois, au cours de ce siècle. Voilà pourquoi seul le bassin du Pô et de l'Adige a une importance militaire.

Délimité de trois côtés par la chaîne ininterrompue des Alpes et des Apennins, et du quatrième côté, d'Aquilée à Rimini, par la Mer Adriatique, ce bassin constitue un morceau de territoire fortement marqué par la nature et traversé d'Ouest en Est par le Pô. Si la frontière du Sud ou des Apennins n'a ici aucun intérêt pour nous, celle du Nord ou des Alpes en a beaucoup. Or, cette chaîne, couverte de neige, ne peut être traversée qu'en peu d'endroits par des routes carrossables. Même le nombre des chemins muletiers ou autres passages étroits est fort limité ; de longs défilés mènent des vallées aux cols à travers la haute montagne.

La frontière allemande contourne l'Italie du Nord depuis la source de l'Isonzo jusqu'au col du Stelvio, de là c'est la frontière suisse jusqu'à Genève, où la France confine avec la Suisse jusqu'à la source du Var. De la Mer Adriatique au col du Stelvio, plus on va vers l'Ouest, plus chaque col s'enfonce profondément au cœur du Bassin du Pô, et contourne donc toutes les positions prises plus à l'Est par une armée italienne ou française.

La ligne frontière de l'Isonzo est aussitôt contournée par un

premier col, allant de Karfreit (Caporetto) à Cividale. Le col de Pontebba contourne la ligne du Tagliamento, qui peut en outre être prise de flanc par deux sentiers non carrossables de Carinthie et de Cadore. Le col du Brenner contourne la ligne du Piave grâce au col de Pentelst menant de Brunico à Cortina d'Ampezzo et Belluno, la ligne de la Brenta par le Val Sugana vers Bassano, la ligne de l'Adige par la vallée de l'Adige, le Chiese par le Val Giudicarie, l'Oglio par des chemins non carrossables à travers le col de Tonale, et enfin tout le territoire à l'Est de l'Adda grâce au col du Stelvio et la Valteline.

Cette position stratégique est si favorable, qu'on est presque tenté de dire que les Allemands n'ont pas grand intérêt à posséder la plaine menant au Pô. Dès lors que les forces sont égales, on peut se demander où l'armée ennemie peut bien trouver une position pour les arrêter à l'Est de l'Adda ou au Nord du Pô. On peut contourner toutes les positions de l'armée italienne : dès lors qu'elle traverse le Pô ou l'Adda, son flanc se trouve menacé ; se replie-t-elle au Sud du Pô, elle compromet ses liaisons avec Milan et le Piémont ; se retire-t-elle au-delà du Tessin, elle expose ses communications avec la péninsule entière. Si elle est assez téméraire pour tenter une offensive en direction de Vienne, elle peut à tout moment être taillée en pièces et contrainte à livrer bataille, le dos tourné vers le territoire ennemi et le front vers l'Italie. Si elle est alors battue, c'est un second Marengo <sup>115</sup>, les rôles étant interchangeables ; en revanche, si les Allemands sont battus, il faudrait qu'ils soient bien sots pour manquer leur retraite vers le Tyrol.

La construction de la route passant par le col du Stelvio prouve que les Autrichiens ont tiré la leçon de leur défaite de Marengo. Napoléon avait construit la route du Simplon pour se ménager un accès sûr au cœur de l'Italie ; en Lombardie, les Autrichiens complétèrent leur système de défense qu'ils mènent de manière offensive, grâce à la route menant du Stelvio à Bormio. On dira que le col du Stelvio est trop élevé pour être praticable en hiver, que toute cette route est trop difficile puisqu'elle traverse sans discontinuer une zone inhospitalière de haute montagne longue d'au moins cinquante milles allemands <sup>116</sup>

(de Füssen en Bavière à Lecco sur le lac de Côme), et passe sur ce trajet par trois cols de montagne, et qu'enfin elle peut être facilement bloquée, non seulement dans le long défilé vers le lac de Côme, mais encore dans la haute montagne elle-même. Mais, voyons les choses de plus près.

Ce col est certainement le plus élevé de ceux qui traversent la chaîne des Alpes ; il a en effet 8 600 pieds <sup>117</sup>, et en hiver il peut être couvert d'une très épaisse couche de neige. Cependant, il suffit d'évoquer les campagnes de l'hiver 1799-1800 de Macdonald sur le Splügen et le Tonale, pour ne pas attacher trop de valeur à de tels obstacles. Tous les cols alpins sont enneigés l'hiver, et on les passe tout de même. Après l'innovation technique d'Armstrong <sup>118</sup>, qui permet la fabrication d'un canon maniable, chargé par la culasse et tracté, il sera difficile de différer plus longtemps la transformation de toute l'artillerie. L'introduction d'un canon encore plus léger dans l'artillerie de campagne favorisera considérablement la mobilité de celle-ci.

La longue marche en haute montagne et le multiple passage des crêtes représentent des obstacles plus sérieux. Le col du Stelvio ne se situe pas sur la ligne de partage des eaux des fleuves du Nord et du Sud, mais entre les cours d'eau qui se jettent dans l'Adriatique : l'Adige et l'Adda. Il suppose donc que l'on ait au préalable traversé la chaîne principale des Alpes au col du Brenner ou de Finstermünz, pour passer de la vallée de l'Inn à celle de l'Adige. Or, comme l'Inn traverse le Tyrol à peu près d'Ouest en Est, entre deux chaînes de montagne, il faut en outre que les troupes venant du lac de Constance et de Bavière passent par la plus septentrionale de ces chaînes, si bien que nous avons en tout deux ou trois cols à passer sur cette seule route. Même si cette entreprise est difficile, elle ne constitue pas pour autant un obstacle insurmontable pour une armée résolue à entrer en Italie par ce chemin. Cet inconvénient sera réduit au minimum grâce à la voie ferrée dont la construction est déjà achevée dans la vallée de l'Inn, et projetée dans la vallée de l'Adige.

Le chemin qu'emprunta Napoléon par le Saint-Bernard, de Lausanne à Ivree, ne parcourait en fait la haute montagne

que sur une trentaine de milles. En revanche, le chemin reliant Udine à Vienne, dont usa Napoléon en 1797, et où en 1809 Eugène de Beauharnais et MacDonal'd firent leur jonction avec Napoléon, parcourt environ 60 milles de haute montagne et passe également par trois cols alpins. La route de Pont-de-Beauvoisin par le Petit-Saint-Bernard en direction d'Ivrée, qui est la plus directe pour pénétrer profondément de France en Italie en évitant la Suisse, et qui est donc la plus commode pour contourner l'adversaire, se déroule sur 40 milles de haute montagne. Il en va de même de la route du Simplon allant de Lausanne à Sesto-Calende.

Enfin, pour ce qui concerne le barrage de la route dans les cols mêmes ou près du lac de Côme, on n'ose plus guère croire en l'efficacité de telles opérations depuis les campagnes des Français dans les Alpes. En effet, on peut attaquer du haut des montagnes l'adversaire qui cherche à vous barrer la route et on peut, en outre, le contourner. Les Français prirent le plus souvent d'assaut les barrages dressés par l'ennemi et ne furent jamais vraiment arrêtés par les fortifications défendant l'accès des cols. Les Italiens en ont construit, mais on peut les contourner par le Cevedale, le Monte-Corno, le Gavia, le Tonale et l'Aprica. Soit par les nombreux chemins muletiers conduisant de la Valteline aux Alpes Bergamasques, soit par Dervio ou encore par Bellano à travers le Val Sassina, il est possible de contourner le long défilé menant au lac de Côme. De toutes façons, dans la guerre de montagne, on fait toujours avancer plusieurs colonnes à la fois, et il suffit que l'une d'entre elles passe pour que le but recherché soit atteint.

Les campagnes menées dans les Alpes de 1796 à 1801 prouvent amplement que les cols les plus difficiles sont tous plus ou moins praticables en toute saison, à condition que l'on dispose de bonnes troupes et de généraux résolus. Elles prouvent en outre que même des cols secondaires, si minimes et si mal chaussés soient-ils, peuvent néanmoins servir d'excellentes lignes d'opération, notamment pour contourner l'ennemi; bref, elles prouvent amplement que les barrages ne sont pas efficaces.

A cette époque, aucun des cols alpins n'était revêtu d'une



chaussée, et les armées n'en circulaient pas moins dans toutes les directions. En 1799, dès le début du mois de Mars, à la tête d'une brigade française, Loison arriva par des sentiers de montagne sur la ligne de partage des eaux de la Reuss et du Rhin, tandis que Lecourbe passa par le Saint-Bernard et la Via Mala et, de là, franchit le col de l'Albula et du Giulio (haut de 7 100 pieds) et se rendit maître le 24 Mars du défilé de Martinsbruck en le contournant. Il envoya Dessolle à travers la vallée de Munster et les cols de Pizzoc et de Worms (sentier haut de 7 850 pieds) dans la vallée supérieure de l'Adige et, de là, vers le col de Resia. Début Mai, Lecourbe fit de nouveau sa retraite par l'Albula.

En Septembre de la même année, il y eut la fameuse marche de Souvoroff<sup>119</sup>, au cours de laquelle la baïonnette russe pénétra les Alpes, selon l'image vigoureuse de ce vieux soldat. Il expédia la plus grande partie de son artillerie par le col de Splügen, et dépêcha une colonne de contournement à travers le Val Blegno par le col du Lukmanier (sentier grim pant à 5 948 pieds) et de là par le Sixmadun (6 500 pieds environ) dans la haute vallée de la Reuss, tandis que lui-même empruntait la route, alors à peine praticable, du Saint-Gothard (6 594 pieds). Il prit d'assaut (24-26 Septembre) le barrage établi au pont du Diable ; mais, arrivé près d'Altdorf face au lac des Quatre-Cantons, il se trouva cerné de tous côtés par les Français ; il ne lui resta plus qu'à remonter la vallée de Schächen par le Kinsigkalm pour déboucher dans la vallée de la Muota. A ce point, et après avoir abandonné toute son artillerie et ses bagages dans la vallée de la Reuss, il trouva encore une fois les Français en nombre supérieur devant lui, tandis que Lecourbe le talonnait. Souvoroff emprunta le Pragel pour entrer dans la vallée du Klön afin de rejoindre par cette voie la plaine du Rhin. Dans le défilé de Näfels, il se heurta à un barrage insurmontable, et il ne lui resta plus qu'à gagner la haute vallée du Rhin et la voie de passage au Splügen par le sentier du col de Panix à 8 000 pieds d'altitude. L'opération commença le 6 Octobre ; le 10, le Quartier Général était à Ilanz. Ce fut la plus grandiose de toutes les traversées des Alpes de l'époque moderne.

Nous ne dirons pas grand chose du passage de Napoléon par le Grand-Saint-Bernard. Des opérations analogues, effectuées de nos jours, ont été plus remarquables. La saison étant propice, la seule chose qui vaille d'être notée, c'est l'habileté avec laquelle les Français contournèrent le barrage constitué par le Fort Bard.

En revanche, les opérations conduites par MacDonald au cours de l'hiver 1800-1801 méritent une mention particulière. Commandant l'aile gauche de l'armée française d'Italie, il reçut l'ordre de contourner avec ses 15 000 hommes l'aile droite des Autrichiens sur le Mincio et l'Adige et *passa au cœur de l'hiver avec armes et bagages au complet* le Splügen (6 510 pieds). Surmontant les pires difficultés et étant souvent arrêté par des avalanches et des tempêtes de neige, il passa le col à la tête de son armée du 1<sup>er</sup> au 7 Décembre et remonta l'Adda et la Valteline jusqu'à l'Aprica.

Les Autrichiens ne reculèrent pas davantage devant les rigueurs de l'hiver en haute montagne. Ils continuèrent d'occuper l'Albula, le Giulio et le Braulio (col de Worms), et passèrent même finalement à l'attaque pour faire prisonnier un détachement français de hussards à pied.

Après avoir vaincu le col d'Aprica et être passé de la vallée de l'Adda à celle de l'Oglio, MacDonald traversa le très haut col de Tonale et, le 22 Décembre, il attaqua les Autrichiens qui avaient barré le défilé avec des blocs de glace derrière lesquels ils s'étaient retranchés. Ce jour-là, comme lors de la seconde attaque du 31 Décembre (il était donc resté neuf jours en haute montagne !), il fut repoussé et il redescendit par le Val Camonica jusqu'au lac d'Iseo. Il expédia la cavalerie et l'artillerie par la plaine et passa avec l'infanterie les trois crêtes montagneuses qui vont du Val Trompia, au Val Sabbia et au Giudicarie, où il arriva bientôt, le 6 Janvier. Baraguay d'Hilliers était passé au même moment de la vallée de l'Inn à la haute vallée de l'Adige en traversant le col de Resia (Finstermünz).

Si de telles opérations étaient possibles il y a soixante ans, que pouvons-nous faire aujourd'hui où, pour la plupart, les cols disposent d'excellentes chaussées !

Cette brève esquisse suffit à montrer que, parmi tous ces points de barrage, seuls ont offert une certaine possibilité de défense ceux qui n'ont pu être contournés, soit par maladresse, soit par manque de temps. Le Tonale, par exemple, ne pouvait plus être tenu, dès lors que Baraguay d'Hilliers surgissait dans la haute vallée de l'Adige. Par la suite, toutes les campagnes ont montré qu'on pouvait les prendre, soit en les contournant, soit en leur donnant l'assaut, comme ce fut souvent le cas. Luziensteig fut deux ou trois fois pris d'assaut, ainsi que Malborghetto dans le col de Pontebba en 1797 et en 1809. Les points de barrage dans le Tyrol n'arrêtèrent ni Joubert en 1797, ni Ney en 1809. Comme on s'en souvient, Napoléon soutenait que l'on pouvait se battre jusque dans les sentiers où passent les chèvres. Et depuis que l'on fait la guerre de cette manière, on contourne tous les points de barrage.

Il n'est donc pas possible de concevoir qu'une armée italienne de force égale puisse défendre en terrain plat la Lombardie à l'Est de l'Adda contre une armée allemande avançant à travers les Alpes. Il ne lui reste donc plus qu'à prendre position dans les fortifications existantes ou à en édifier, et de chercher à y manœuvrer. Nous considérerons plus loin cette éventualité.

Voyons à présent de quels cols dispose la France pour envahir l'Italie ? Alors que l'Allemagne contourne la moitié de la frontière septentrionale de l'Italie, la frontière française trace une ligne presque droite du Nord au Sud : elle n'entoure ni ne contourne rien. L'armée française doit conquérir la Savoie et un morceau de la Côte Ligurienne pour qu'elle puisse envisager des contournements par le Petit-Saint-Bernard et d'autres cols des Alpes-Maritimes. Mais, le rayon d'action de ceux-ci ne dépasse pas la Sesia et la Bormide, c'est dire qu'il n'atteint ni la Lombardie, ni les Duchés, ni, à plus forte raison, la Péninsule. Seul un débarquement à Gênes — ce qui entraînerait à n'en pas douter de grandes difficultés pour une armée importante — permettrait aux Français de contourner tout le Piémont. Un débarquement effectué plus à l'Est, par exemple à La Spezzia, ne pourrait plus s'appuyer sur les bases du Piémont ou de la France, mais uniquement sur la Péninsule : les Français seraient donc exposés à être

contournés à mesure qu'ils contourneraient eux-mêmes leur adversaire.

Jusqu'ici, nous avons supposé que la Suisse restait neutre. Au cas où la France réussirait à l'entraîner dans la guerre, elle disposerait d'un col de plus : le Simplon (le Grand et le Petit-Saint-Bernard conduisant déjà à Aoste, il n'y aurait aucun avantage nouveau, sauf une ligne plus courte). Le Simplon conduit au Tessin et ouvre ainsi le Piémont aux Français. De la même façon, les Allemands auraient l'accessoire Splügen, qui domine la route du Stelvio en direction du lac de Côme, ainsi que le Saint-Bernard, dont le rayon d'action s'étend jusqu'au Tessin. Le Saint-Gothard pourrait servir, selon le cas, à l'un ou à l'autre des deux partis, mais ne leur offrirait que peu d'avantages pour des manœuvres de flanc.

Nous voyons ainsi que le rayon d'action d'un contournement français aussi bien qu'allemand par les Alpes s'étend jusqu'à l'actuelle frontière entre Lombardie et Piémont, jusqu'au Tessin. Mais, si les Allemands occupent le Tessin, et même seulement Plaisance et Crémone, ils coupent la voie de terre des Français vers la péninsule italienne. En d'autres termes : si la France domine le Piémont, l'Allemagne domine tout le reste de l'Italie.

Cependant, un autre avantage tactique revient encore aux Allemands. Sur toute la frontière allemande, le versant allemand est d'un accès facile — si l'on excepte le col du Stelvio — et le nœud hydraulique est en territoire allemand. La Fella, qui passe par le col de Pontebba, prend sa source en Carinthie ; la Boite qui passe au col de Peutelst, a sa source au Tyrol. Dans cette dernière province, l'avantage est décisif. Les vallées supérieures de la Brenta (Val Sugana) et de la Chiese (Giudicarie) et plus de la moitié du cours de l'Adige appartiennent au Tyrol. Certes, il faut, dans chaque cas, étudier en détail la topographie locale pour décider si la possession des cours d'eau dans les cols de haute montagne entraîne effectivement un avantage tactique. Par contre, on peut affirmer en général qu'il est plus facile de dominer ou de contourner les cols, si l'on occupe les crêtes et une partie du versant qui donne sur le territoire de l'ennemi. Cela permet, avant le déclenchement des hostilités, d'aménager

les passages les moins praticables des cols secondaires pour le transport de toutes les armes. Or, dans le Tyrol, ce fait peut avoir une importance décisive pour les communications. Lorsque le territoire allemand qui avance en pays ennemi sera devenu aussi grand que le territoire fédéral allemand au Sud-Tyrol ; lorsque, là aussi, les deux cols principaux — le Brenner et le Finstermünz — se trouveront loin de la frontière adverse, et lorsque, enfin, les passages secondaires décisifs en direction du Val Giudicarie et du Val Sugana, seront entièrement en territoire allemand — les conditions tactiques d'une invasion de l'Italie du Nord seront si favorables qu'il suffira en cas de guerre d'en user avec intelligence pour s'assurer la victoire.

Pour l'armée allemande, le chemin le plus direct pour opérer contre l'Italie est le Tyrol si la Suisse reste neutre, et le canton des Grisons et le Tyrol (les vallées de l'Inn et du Rhin) dès lors qu'elle n'est plus neutre. C'est par cette dernière ligne que les Hohenstaufen pénétraient en Italie ; ce n'est que par cette voie qu'une Allemagne opérant militairement comme un Etat *unique*, peut agir en Italie de manière décisive, en frappant des coups rapides. Or, la base d'opération n'est pas, dans ce cas, le centre de l'Autriche, mais la Haute-Souabe et la Bavière, du lac de Constance à Salzbourg.

On a procédé ainsi pendant tout le moyen âge. Il fallut que l'Autriche se renforçât sur le cours moyen du Danube, que Vienne devînt le point central de la monarchie, lorsque l'Empire allemand s'écroula, et qu'on ne menât plus en Italie de guerres allemandes, mais strictement autrichiennes, pour que la vieille ligne, brève et directe, d'Innsbruck à Vérone, et de Lindau à Milan, soit abandonnée.

C'est alors seulement qu'on lui substitua la ligne longue, vicieuse et difficile, qui part de Vienne, passe par Klagenfurt et Trévise pour aboutir à Vicence. Cette ligne, l'armée allemande ne l'a empruntée jadis qu'en cas extrême de retraite sous la menace de l'adversaire, mais jamais pour une attaque.

Tant que l'Empire allemand demeura une puissance militaire effective, et donc qu'il utilisait la Haute-Souabe et la Bavière comme bases pour ses attaques contre l'Italie, il lui est arrivé

d'aspirer à la domination de l'Italie du Nord pour des raisons politiques, mais jamais pour des motifs purement militaires.

Au cours des longues luttes d'Italie, la Lombardie a été tantôt allemande, tantôt indépendante, tantôt espagnole, tantôt autrichienne ; mais, ce qu'il ne faut pas oublier, c'est qu'elle était séparée de la Vénétie, qui, elle, était indépendante. Et, bien que la Lombardie possédât Mantoue, elle ne comprenait pas la ligne du Mincio, ni le territoire situé entre le Mincio et l'Isonzo, sans lesquels, nous assure-t-on maintenant, l'Allemagne ne saurait dormir tranquille. L'Allemagne (par l'intermédiaire de l'Autriche) n'est entrée en pleine possession de la ligne du Mincio qu'en 1814. Or, si l'Allemagne, en tant qu'organisme politique, n'a pas joué un rôle des plus brillants aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, ce n'est certes pas faute de la ligne du Mincio !

Certes, le besoin stratégique d'arrondir les Etats et de les délimiter en fonction de lignes propices à la défense s'est développé depuis la Révolution française, et depuis que Napoléon, ayant créé des armées très mobiles, a parcouru l'Europe dans tous les sens. Pendant la Guerre de Sept Ans, le champ d'opérations se limitait encore à une seule province, et l'on manœuvrait pendant des mois pour conquérir quelques fortifications, positions retranchées ou bases d'opération. Aujourd'hui, en revanche, toute guerre prend en considération la configuration du terrain de pays entiers, et l'importance que l'on attachait autrefois à quelques positions tactiques se porte désormais sur de vastes systèmes de fortifications, de longues lignes fluviales et des chaînes de montagne élevées ou fortement tracées. C'est sous ce rapport que des lignes comme celles du Mincio et de l'Adige ont acquis de nos jours une importance bien plus grande qu'autrefois.

Considérons donc ces lignes de plus près.

Tous les cours d'eau qui, à l'Est du Simplon, coulent des Alpes vers la plaine de l'Italie septentrionale jusqu'au Pô ou, directement, à la mer Adriatique, forment avec le Pô, ou à eux tout seuls, une courbe concave vers l'Est. Ils permettent donc une défense plus facile à une armée établie à l'Est qu'à l'Ouest. Observons le Tessin, l'Adda, l'Oglio, la Chiese, le Mincio, l'Adige, la Brenta, le Piave, le Tagliamento : chacun d'eux à lui tout seul,

ou en débouchant sur le Pô, forme un arc de cercle, dont le centre se situe à l'Est. C'est ce qui permet à une armée se tenant sur la rive gauche (orientale) de prendre sa position centrale en retrait, de sorte qu'elle peut atteindre n'importe quel point attaqué sur le fleuve en un temps relativement court : elle tient la « ligne intérieure » de Jomini<sup>120</sup>, marche sur le rayon ou la corde, tandis que l'ennemi doit manœuvrer le long de la circonférence bien plus vaste.

Si l'armée de la rive droite est sur la défensive, cette circonstance lui sera en revanche défavorable : dans ses feintes, l'assaillant peut s'appuyer sur la topographie. En effet, les distances qui sont chaque fois plus courtes entre deux points et la circonférence, et favorisent la défense, assurent maintenant un avantage décisif à l'attaque.

On voit que les lignes fluviales de Lombardie et de Vénétie sont éminemment favorables à une armée allemande qui attaque ou se défend, tandis qu'elles sont dans tous les cas défavorables à une armée italienne ou italo-française. Ajoutons à tout cela l'avantage déjà mentionné que fournit la possibilité de contourner toutes ces lignes par les cols du Tyrol, et alors il n'y a vraiment aucune raison d'être inquiet pour la sécurité de l'Allemagne, même s'il ne reste plus un seul soldat autrichien en Italie. En effet, le territoire lombard nous appartient, sitôt que nous le voulons.

De fait, les lignes fluviales lombardes sont le plus souvent sans importance et ne peuvent être adaptées à une défense sérieuse. Abstraction faite du Pô lui-même, dont nous parlerons plus loin, nous ne trouvons dans tout ce bassin que deux positions vraiment importantes pour la France ou pour l'Allemagne. Les états-majors de ces deux pays ont effectivement saisi leur portée, et elles joueront un rôle décisif dans la prochaine guerre<sup>121</sup>.

Au Piémont, à un mille de Casale, le Pô qui, jusque-là, coulait en direction de l'Est, dévie vers le Sud et prend pendant trois bons milles la direction Sud-Sud-Est, avant de repartir en direction de l'Est. Dans sa courbe septentrionale, il reçoit deux confluent : au Nord, la Sesia ; au Sud, venant du Sud-Ouest, la Bormide. Peu avant que cette dernière se jette dans le Pô, elle

reçoit près d'Alexandrie le Tanaro, l'Orba et le Belbo, et tous ces cours d'eau forment un ensemble de lignes fluviales qui rayonnent autour d'un centre, dont le point de convergence est protégé par le camp retranché d'Alexandrie.

A partir d'Alexandrie, une armée peut se déplacer à loisir d'une rive de ces cours d'eau à l'autre : elle peut défendre la ligne du Pô en avant du front, elle peut traverser le Pô à Casale, ville fortifiée, ou bien opérer sur la rive droite du Pô en direction du cours de ce fleuve. Renforcée par un réseau approprié de fortifications, cette position est la seule qui couvre le Piémont, ou puisse servir de base pour des opérations offensives contre la Lombardie et les Duchés. Toutefois, elle souffre d'un manque de profondeur, car elle peut ou bien être contournée, ou bien être percée de front, ce qui en affaiblit considérablement la valeur stratégique. Une attaque habile et vigoureuse la réduirait bientôt au camp encore précairement fortifié d'Alexandrie ; or, on manque toujours d'éléments objectifs pour apprécier si les défenseurs y trouveraient des conditions satisfaisantes, car on ignore la nature des derniers travaux de fortification et le degré de leur avancement. Napoléon avait déjà reconnu l'importance de cette position pour la défense du Piémont contre les attaques en provenance de l'Est, et, en conséquence, il avait fait construire un nouveau système de fortification à Alexandrie. Les batailles de 1814 ne confirmèrent point l'efficacité défensive de la place ; nous aurons peut être bientôt l'occasion de juger de sa valeur actuelle.

La seconde position qui, pour la Vénétie, représente la même chose et même plus qu'Alexandrie pour le Piémont, en cas d'attaque provenant de l'Ouest, c'est la ligne du Mincio et de l'Adige. Après sa sortie du lac de Garde, le Mincio coule pendant quatre milles en direction du Sud jusqu'à Mantoue, puis il s'élargit et forme une sorte de lac entouré de marais, avant de prendre la direction du Sud-Est pour se jeter dans le Pô. Le parcours du fleuve, des marécages de Mantoue au Pô, est trop bref pour servir au passage d'une armée, car l'ennemi, débouchant de Mantoue, lui tomberait dans le dos et le contraindrait à livrer bataille dans les conditions les plus défavorables. Pour réaliser



un contournement par le Sud, il faudrait effectuer une manœuvre plus ample et traverser le Pô à Revere ou à Ferrare. Au Nord, la position du Mincio est largement protégée contre un contournement grâce au lac de Garde.

En conséquence, la ligne du Mincio qu'il s'agit vraiment de défendre, ne s'étend guère que sur quatre milles, de Mantoue à Peschiera, et s'appuie à chacun de ses flancs sur une forteresse assurant un débouché sur la rive droite. Le Mincio lui-même ne constitue pas un obstacle notable ; les rives surplombent plus ou moins ce fleuve selon la localité. C'est ce qui, dans une certaine mesure, avait donné à cette ligne une piètre réputation avant 1848, et si elle n'avait pas été considérablement renforcée à la suite de certaines circonstances, elle n'aurait sans doute jamais acquis une grande renommée. Or, cette circonstance particulière, c'est qu'un peu à l'arrière, à quatre milles de là, se trouve le second fleuve d'Italie du Nord, l'Adige, qui décrit un arc presque parallèle au Mincio et au cours inférieur du Pô, formant ainsi une deuxième position plus puissante, renforcée encore par deux places fortes édifiées sur l'Adige, Vérone et Legnago. Or, les deux lignes fluviales, avec leurs quatre places fortes, constituent dans leur ensemble pour une armée allemande ou autrichienne, attaquée par l'Italie ou la France, une position de défense d'une puissance sans pareille en Europe. Elle est si avantageuse qu'une armée pouvant encore entrer en action après avoir perdu sa garnison peut, dans cette position, affronter tranquillement l'assaut de forces deux fois supérieures.

En 1848, Radetzky a démontré ce que valait cette position. Après la révolution de Mars de Milan<sup>122</sup>, lorsque les régiments italiens désertèrent et que le Tessin passa aux Piémontais, il se replia sur Vérone avec les troupes qui lui restaient, soit environ 45 000 hommes. Après le départ des garnisons, fortes de 15 000 hommes, il ne disposait donc plus que d'environ 30 000 hommes, auxquels firent face environ 60 000 Piémontais, Toscans, Modensans et Parmesans qui prirent position entre le Mincio et l'Adige. Derrière lui surgit l'armée de Durando formée par les 45 000 hommes des troupes pontificales, napolitaines et les francs-tireurs<sup>123</sup>. Il ne restait à Radetzky qu'une communication avec

le Tyrol, et encore était-elle menacée, à la vérité assez mollement, en haute montagne par des francs-tireurs lombards. Radetzky résista néanmoins. La garde de Peschiera et de Mantoue priva les Piémontais de tant d'hommes qu'ils purent se présenter seulement avec quatre divisions, soit 40 à 50 000 hommes, à l'assaut de la position de Vérone, le 6 Mai (bataille de Santa-Lucia) ; avec la garnison de Vérone, Radetzky put disposer de 36 000 hommes. Si l'on tient compte de la puissante position tactique de défense des Autrichiens, l'équilibre était donc de nouveau rétabli sur le champ de bataille, et les Piémontais furent battus.

La contre-révolution du 15 Mai à Naples débarrassa Radetzky de 15 000 Napolitains et réduisit l'armée de l'arrière-pays vénitien à environ 30 000 hommes, parmi lesquels figuraient seulement 5 000 Suisses de l'armée pontificale et à peu près autant d'Italiens faisant partie des troupes de ligne pontificales, le reste étant composé de volontaires. L'armée de réserve de Nugent, qui s'était concentrée en Avril sur l'Isonzo, se fraya aisément un chemin à travers ces troupes et fit sa jonction le 25 Mai à Vérone avec Radetzky, qui disposa ainsi d'un renfort d'environ 20 000 hommes. Dès lors, le vieux feldmaréchal put enfin sortir de la défense passive. Pour libérer Peschiera, assiégée par les Piémontais, et avoir les coudées plus franches, il entreprit la fameuse marche de flanc sur Mantoue avec toute son armée (27 Mai) ; près de cette ville, il passa sur la rive droite du Mincio, attaqua la ligne ennemie à Curtatone, et avança le 30 sur Goito, à l'arrière et sur le flanc des Italiens. Mais, le même jour, ce fut la chute de Peschiera ; le temps se gâta, si bien que Radetzky ne se sentit pas encore assez fort pour engager la bataille décisive. Il marcha donc de nouveau le 4 Juin sur Mantoue pour se retirer sur l'Adige, après avoir expédié un corps de réserve à Vérone. Avec le reste de ses troupes, il se dirigea à travers Legnago vers Vicence, qui avait été fortifiée par Durando et occupée par 17 000 hommes. Le 10, il attaqua Vicence avec 30 000 hommes, et le 11 Durando capitula, après une défense valeureuse. Le second corps d'armée (d'Aspre) occupa Padoue, la haute vallée de la Brenta et tout l'arrière-pays vénitien, puis il rejoignit le

premier corps d'armée à Vérone ; une seconde armée de réserve dirigée par Welden arriva également de l'Isonzo.

Pendant tout ce temps et jusqu'au moment décisif de la campagne, avec une obstination superstitieuse, les Piémontais concentrèrent toute leur attention sur le plateau de Rivoli, qui leur apparaissait comme la clé de l'Italie depuis la victoire de Napoléon, mais qui, en 1848, n'avait plus aucune importance du fait que les Autrichiens s'étaient ouverts une voie de communication sûre avec le Tyrol à travers la Vallarsa, ainsi qu'une liaison directe avec Vienne à travers l'Isonzo.

Mais, pendant ce temps, les Piémontais voulurent entreprendre quelque chose contre Mantoue, ce qui les amena à bloquer aussi la partie droite du Mincio. Cette opération eut pour but d'étaler au grand jour la perplexité régnant dans le camp piémontais, d'éparpiller l'armée sur tout l'espace de 8 milles entre Rivoli et Borgoforte et, qui plus est, de diviser leurs forces en deux moitiés occupant chaque côté du Mincio si bien qu'elles ne purent se porter une aide mutuelle.

Lorsqu'ils tentèrent donc de bloquer Mantoue par la rive gauche également, Radetzky, qui entre-temps avait accueilli les 12 000 hommes de Welden, décida de percer la ligne piémontaise, affaiblie au centre, et de battre ensuite séparément, les unes après les autres, les troupes qui allaient affluer sur lui. Le 22 Juillet, il lança son attaque sur Rivoli que les Piémontais évacuèrent le 23. Le même jour, il avança lui-même avec 45 000 hommes de Vérone vers la position de Sona et Sommacampagna, défendue seulement par 14 000 Piémontais. Il lui suffit de l'occuper pour faire sauter toute la ligne adverse. L'aile gauche piémontaise fut entièrement rejetée de l'autre côté du Mincio le 24, tandis que l'aile droite, qui entre-temps s'était regroupée pour marcher contre les Autrichiens, fut battue le 25 à Custozza. Le 26 Juillet, l'armée autrichienne, tout entière, traversa le Mincio et battit une nouvelle fois les Piémontais à Volta. C'est ainsi que la campagne s'acheva et ce fut presque sans résistance que les Piémontais reculèrent derrière le Tessin.

Ce bref récit de la campagne de 1848 démontre de façon plus convaincante que tous les arguments théoriques l'importance de

la position du Mincio et de l'Adige. Arrivés dans le quadrilatère formé par les quatre forteresses, les Piémontais durent disperser leurs troupes au point que leur force offensive en fut d'emblée brisée, comme le prouve la bataille de Santa-Lucia. Radetzky, en revanche, sitôt qu'il obtint les premiers renforts, put se mouvoir en toute liberté entre les forteresses, en prenant comme base tantôt Mantoue, tantôt Vérone, pour menacer aujourd'hui l'arrière de l'ennemi sur la rive droite du Mincio et conquérir quelques jours après Vicence, en disposant constamment de l'initiative des opérations. Certes, les Piémontais ont commis erreur sur erreur, mais la force de la position est précisément telle qu'elle sème l'hésitation dans le camp adverse et le contraint pour ainsi dire à faire des erreurs. La garde et, plus encore, le siège des diverses forteresses l'obligent à se diviser et à affaiblir la force offensive, dont il dispose ; les cours d'eau l'obligent à diviser encore ses forces et mettent ses divers corps d'armée plus ou moins dans l'impossibilité de se porter mutuellement secours. Quelles forces faut-il pour assiéger Mantoue, quand une armée prête à la bataille peut à chaque instant surgir des forts avancés de Vérone ?

A elle toute seule, Mantoue réussit en 1797 à bloquer l'armée victorieuse du général Bonaparte. Par deux fois seulement une place forte lui inspira le respect : Mantoue, et dix ans plus tard, Dantzig. Toute la seconde partie de la campagne de 1797 — Castiglione, Medole, Calliano, Bassano, Arcole, Rivoli — tourne autour de Mantoue. Ce n'est qu'après la chute de cette place forte que le vainqueur se hasarda vers l'Est et passa l'Isonzo. A cette époque, Vérone n'était pas fortifiée ; en 1848, seul le mur d'enceinte sur la rive droite de l'Adige était achevé, et la bataille de Santa-Lucia s'engagea sur le terrain où aussitôt après furent édifiées les redoutes autrichiennes et, par la suite, les forts avancés stables. C'est alors seulement que le camp retranché de Vérone est devenu le noyau, le réduit de toute la position, qui a de la sorte gagné beaucoup en puissance.

Comme on le voit, nous n'avons pas l'intention de minimiser l'importance de la ligne du Mincio. Mais, ne l'oublions pas : cette ligne a acquis son importance du jour seulement où l'Autri-

che a mené la guerre pour son propre compte en Italie et où la liaison Bozen-Innsbruck-Munich a été rejetée à l'arrière-plan par celle de Trévisé-Klagenfurt-Vienne. Et, effectivement, la possession de la ligne du Mincio est vitale pour l'Autriche dans sa structure actuelle. Or, cette Autriche est un Etat autonome et entend agir comme une grande puissance européenne, indépendamment de l'Allemagne, et c'est à ce titre qu'il lui faut, ou bien dominer le Mincio et le cours inférieur du Pô, ou bien renoncer à la défense du Tyrol. Le Tyrol serait autrement contourné des deux côtés et ne serait relié que par le col de Toblach avec le reste de l'Empire, la route de Salzbourg à Innsbruck passant par la Bavière.

De vieux militaires estiment que le Tyrol offre de grandes possibilités de défense et qu'il domine aussi bien le Danube que le bassin du Pô. Or, cette opinion repose indubitablement sur des idées fumeuses et nullement sur des faits d'expérience, car une guerre de nature insurrectionnelle, du genre de celle de 1848, n'est pas probante pour juger d'opérations menées par une armée régulière.<sup>124</sup>

C'est Bülow qui, le premier, a soutenu cette opinion. Il l'exprime entre autres dans son *Histoire des campagnes de Hohenlinden et de Marengo*. L'un des exemplaires de la traduction française appartenant à un officier du génie anglais Emmett, commandant de Sainte-Hélène au temps de l'exil de Napoléon, tomba entre les mains de l'Empereur captif, en 1819. Il écrivit quelques remarques en marge du texte et Emmet fit rééditer, en 1831, le livre avec les annotations de Napoléon.

Manifestement, c'est avec un préjugé favorable que l'Empereur commença sa lecture. Lorsque Bülow propose de dissoudre toute l'infanterie pour ne laisser subsister que les tirailleurs, il remarque avec bienveillance : « De l'ordre, toujours de l'ordre — les tirailleurs doivent toujours être soutenus par les lignes » (Fr.). Puis, il écrit à plusieurs reprises : « Bien — c'est bien », et encore « bien ». Mais, à partir de la page vingt, Napoléon est excédé de voir notre pauvre Bülow se fatiguer à expliquer, avec peu de bonheur et pas mal de grossièretés, tous les hauts et les bas de la guerre à la lumière de sa théorie des retraites excentriques

et des attaques concentriques, en vidant de leur signification les coups les plus géniaux avec son interprétation scolaire. Après quelques : « Mauvais — cela est mauvais — mauvais principe », le ton monte : « Cela n'est pas vrai — absurde — mauvais plan, bien dangereux — restez unis si vous voulez vaincre — il ne faut jamais séparer son armée par un fleuve — tout cet échafaudage est absurde, etc... » Et lorsqu'enfin, Napoléon trouve qu'à chaque fois Bülow loue les opérations manquées et trouve à redire sur celles qui sont habilement menées, qu'il attribue aux généraux les motifs les plus stupides et leur donne les conseils les plus aberrants et qu'enfin il veut abolir la baïonnette pour la remplacer par un second rang de lances, Napoléon s'exclame : « Bavardage inintelligible, quel absurde bavardage, quelle absurdité, quel misérable bavardage. Quelle ignorance de la guerre ! » (Fr.).

Bülow reproche à Kray d'avoir conduit l'armée autrichienne du Danube à Ulm, et non au Tyrol. En effet, le Tyrol serait un bastion inexpugnable de monts et de rochers, dominant à la fois la Bavière et une partie de la Lombardie, à condition d'être garni de troupes suffisantes. A quoi Napoléon rétorque : « On n'attaque pas les montagnes, pas plus le Tyrol que la Suisse. On les observe, et on les tourne par les plaines » (Fr). Puis, Bülow reproche à Moreau de s'être laissé arrêter par Kray, à Ulm, alors qu'il aurait dû la contourner pour s'emparer du Tyrol qui était faiblement occupé. En effet, selon Bülow, l'occupation du Tyrol aurait provoqué le renversement de la monarchie autrichienne. Napoléon remarque à ce propos : « Absurde, quand même le Tyrol eût été ouvert, il ne fallait pas y entrer » (Fr.).

Après avoir fini tout le livre, Napoléon commente comme suit le système des retraites excentriques et des attaques concentriques ainsi que la domination des plaines grâce à l'occupation des montagnes : « Si vous voulez apprendre la manière de faire battre une armée supérieure par une armée inférieure, étudiez les maximes de cet écrivain ; vous aurez des idées sur la science de la guerre ; il vous prescrit le contre-pied de ce qu'il faut enseigner » (Fr.).

Trois ou quatre fois, Napoléon donne cet avertissement : « Il

ne faut jamais attaquer les pays de montagne » (Fr.). Cette frayeur des montagnes date évidemment des dernières années de son règne, lorsque ses armées eurent atteint une ampleur colossale et furent liées aux plaines tant pour leur armement et leur ravitaillement que pour leurs évolutions tactiques. Au reste, l'Espagne et même le Tyrol ont sans doute quelque peu contribué à lui faire redouter les montagnes. En effet, en d'autres temps, elles n'avaient guère rebuté Napoléon. Il mena toute la première partie de sa campagne de 1797 en montagne, et les années suivantes Masséna et MacDonald démontrèrent suffisamment qu'en montagne, plus que partout ailleurs, on peut faire beaucoup de choses avec peu de forces.

Quoi qu'il en soit, en général, il faut bien reconnaître que nos armées modernes trouvent le mieux à se mettre en valeur dans les terrains où alternent les plaines et les basses collines. Il faut donc rejeter la théorie qui prescrit de lancer une grande armée en haute montagne pour y prendre position en permanence — et non pas bien sûr pour la traverser — alors qu'elle peut trouver devant elle, à droite et à gauche, des plaines comme celles de la Bavière ou de la Lombardie où une guerre se décide. Une simple question : Combien de temps peut-on nourrir une armée de 150 000 hommes au Tyrol ? Bientôt la faim la ferait descendre dans les plaines où l'ennemi aurait aménagé ses positions à loisir et la contraindrait à se battre dans les conditions les plus défavorables. Au reste, elle ne pourrait trouver dans les vallées étroites une position lui permettant de déployer toutes ses forces.

En conséquence, à peine l'Autriche aurait-elle lâché le Mincio et l'Adige, que le Tyrol lui-même serait un poste perdu. Il lui faudrait, en effet, l'abandonner, sitôt que l'ennemi pousserait une attaque dans sa direction à partir du Nord ou du Sud. En revanche, pour l'Allemagne, le Tyrol contourne la Lombardie, grâce à ses cols conduisant à l'Adda. Agissant séparément, l'Autriche contourne la Lombardie et la Vénétie jusqu'au Brenta, grâce au Tyrol. L'Autriche peut tenir aussi longtemps seulement que la Bavière la couvre au Nord, et qu'elle possède la ligne du Mincio au Sud. La formation de la Confédération rhénane<sup>125</sup>

rendit donc impossible à l'Autriche une défense sérieuse du Tyrol et de la Vénétie dans leur ensemble : Napoléon savait ce qu'il faisait lorsqu'il sépara ces deux provinces de l'Autriche au traité de Presbourg <sup>126</sup>.

La possession de la ligne du Mincio avec Peschiera et Mantoue est donc absolument nécessaire à l'Autriche. En revanche, pour l'Allemagne, dans son ensemble, elle n'est pas du tout nécessaire, bien qu'elle ne cesse de représenter un grand avantage au point de vue stratégique. En effet, cet avantage est évident. Il suffit de dire qu'elle nous procure d'emblée une position de force dans la plaine lombarde, qu'il nous faudrait autrement commencer par conquérir ; en outre, elle arrondit commodément notre position de défense, tout en augmentant grandement notre capacité offensive.

Mais, si l'Allemagne n'avait pas la ligne du Mincio ?

Supposons que l'Italie entière soit indépendante, unifiée et alliée à la France pour une guerre offensive contre l'Allemagne. De tout ce qui précède on peut conclure que dans ce cas la ligne d'opérations et de retraite des Allemands ne serait pas celle de Vienne-Klagenfurt-Trévis, mais celle de Munich-Innsbruck-Bozen et Munich-Füssen-Finstermünz-Glurns, qui débouche en plaine lombarde entre le Val Sugana et la frontière suisse.

Quel est dès lors le point d'attaque décisif ? C'est évidemment la partie de l'Italie septentrionale qui fait communiquer la péninsule avec le Piémont et la France : le cours moyen du Pô entre Alexandrie et Crémone. Or, les cols situés entre le lac de Garde et le lac de Côme suffisent largement à couvrir la progression allemande dans cette région et à leur ouvrir, en cas de retraite, le même chemin, et, dans la pire hypothèse, le col de Stelvio. Dans ce cas, les forteresses du Mincio et de l'Adige, supposées en possession des Italiens, se trouveraient loin du champ de bataille décisif.

La garnison du camp retranché autour de Vérone, ainsi que les forces que l'on y tiendrait prêtes pour une offensive, ne représenteraient qu'une inutile dispersion des forces.

Il y a aussi l'hypothèse où les Italiens se masseraient sur



le haut plateau de Rivoli, si cher à leur cœur, afin de barrer aux Allemands le passage de la vallée de l'Adige. Or, depuis que l'on a construit la route menant au col de Stelvio, le débouché de la vallée de l'Adige a beaucoup perdu de son importance. Mais, admettons que Rivoli représente de nouveau la clé de l'Italie et que la force d'attraction de l'armée italienne, stationnée sur ce plateau, soit suffisante pour pousser les Allemands à l'attaquer. Mais, à quoi servirait alors Vérone ? Elle ne ferme pas la vallée de l'Adige, puisque sinon la marche des Italiens sur Rivoli serait superflue.

Peschiera suffit à couvrir la retraite en cas de défaite. En effet, elle offre un excellent passage du Mincio, et couvre donc la marche ultérieure en direction de Mantoue ou de Crémone. Un déploiement massif de toutes les forces militaires italiennes entre les quatre forteresses, afin d'y attendre l'arrivée des Français en évitant donc jusque-là la bataille, diviserait, dès le début de la campagne, les forces adverses en deux moitiés, ce qui nous permettrait d'avancer jusqu'au point de leur jonction et de foncer avec toutes nos forces sur les seuls Français ; ceux-ci étant défaits, il suffirait ensuite d'entreprendre les opérations, certes un peu longues, pour déloger les Italiens de leurs fortifications.

En Italie, dès lors qu'une attaque venant du Nord ou de l'Est réussit à prendre corps, l'armée nationale se trouve immédiatement placée devant le dilemme suivant : choisir comme base, ou le Piémont, ou la Péninsule. Il est évident qu'un tel pays doit avoir ses grandes installations défensives dans la région où l'armée affronte ce dilemme : aux points où le Tessin et l'Adda se jettent dans le Pô.

Dans son livre *La Campagne italienne de 1848*, le général von Willisen conseille aux Autrichiens de fortifier ces deux points. En dehors du fait que ce n'est pas possible pour la simple raison que l'Autriche ne possède pas le terrain nécessaire (près de Crémone, la rive droite du Pô appartient à Parme, et à Plaisance elle ne dispose que du droit de garnison), ces deux points sont trop avancés pour constituer une importante position de défense,

d'autant qu'il s'agit d'un pays où, à chaque guerre, les Autrichiens sont surpris par une insurrection.

Willisen, qui ne peut voir deux fleuves confluer sans commencer aussitôt à dresser les plans d'un vaste camp retranché, ce même Willisen oublie que ni le Tessin ni l'Adda ne sont des lignes offrant des possibilités de défense, et donc, selon sa propre opinion, elles ne protègent pas l'arrière-pays. Mais, ce qui pour les Autrichiens serait vain gaspillage, n'en serait pas moins pour les Italiens une bonne position. Pour eux, le Pô est la ligne principale de défense. Le triangle Pizzighettone-Crémone-Plaisance, flanqué d'Alexandrie à gauche et de Mantoue à droite, renforcerait efficacement cette ligne de défense et permettrait à l'armée, soit de s'abriter jusqu'à l'arrivée d'alliés éloignés, soit de passer à l'offensive dans la plaine, d'importance décisive, entre la Sésia et l'Adige.

Voici ce que disait le général Radowitz à l'Assemblée Nationale de Francfort : « Si l'Allemagne venait à perdre la ligne du Mincio, elle serait rejetée dans la position d'un pays qui aurait perdu la première campagne de la guerre. Dans ce cas, la guerre se déroulerait directement en territoire allemand. Elle commencerait sur l'Isonzo et le Tyrol italien, de sorte que l'Allemagne devrait mener la guerre sur l'Isar, et non sur le cours supérieur du Rhin ».

Le général von Radowitz semble avoir jugé à sa valeur les connaissances militaires de son public. Il est vrai que si l'Allemagne renonçait à la ligne du Mincio, elle céderait autant de terrain et de positions que les Français et les Italiens en gagneraient s'ils avaient remporté une campagne. Pourtant, même alors, l'Allemagne est loin d'être dans la situation d'un pays qui aurait essuyé une défaite militaire. En effet, une puissante armée allemande, qui, intacte, se concentrerait au pied des Alpes bavaïses et passerait les cols du Tyrol pour entrer en Lombardie, ne peut se comparer à une armée désagrégée et démoralisée par une campagne malheureuse, battant en retraite vers le Brenner, l'ennemi sur les talons. On ne saurait comparer les chances d'une armée ayant devant elle la perspective d'une offensive à partir d'une position, qui à beaucoup d'égards domine le point de jonction entre les Français et les Italiens, avec celles d'une armée

battue, ramenant son artillerie par-delà les Alpes. Avant de tenir la ligne du Mincio, nous avons conquis plus souvent l'Italie que depuis que nous la tenons. Qui douterait que l'on puisse, en cas de besoin, recommencer ce petit jeu ?

Au reste, il est faux de dire que, sans la ligne du Mincio, la guerre se déroulerait immédiatement en Bavière et en Carinthie. Tout notre exposé tend à démontrer qu'en l'absence de la ligne du Mincio, la défense de la frontière méridionale de l'Allemagne *ne peut s'effectuer que d'une manière offensive*. S'il en est ainsi, c'est parce que les montagnes des provinces frontières de l'Allemagne méridionale ne peuvent servir de champ de bataille décisif, et, en outre, parce que la disposition de nos cols alpins nous est favorable. En effet, ils débouchent sur le champ de bataille décisif des plaines, où il nous faut descendre en toute occurrence. Or, nulle puissance au monde ne pourrait nous en empêcher.

Il est difficile d'imaginer un début de campagne plus favorable à une offensive, même dans la pire hypothèse, celle d'une alliance franco-italienne. Notre position peut encore être renforcée, si nous améliorons les routes alpines et si nous fortifions les points de croisement des routes au Tyrol de manière à ce qu'en cas de retraite, nous puissions opposer une résistance suffisante, sinon pour arrêter complètement l'ennemi, du moins pour le contraindre à détacher des forces importantes pour protéger ses communications et liaisons. En ce qui concerne les routes alpines, toutes les guerres menées dans les Alpes démontrent que toutes les variétés d'armes peuvent passer sans trop de peine aussi bien par les principales voies privées de chaussée que par la plupart des sentiers muletiers. Dans ces circonstances, il faudrait qu'une offensive allemande en Lombardie soit préparée de manière à réunir vraiment toutes les chances de succès. Certes, nous pouvons tout de même être battus ; mais c'est alors seulement que se vérifierait le cas énoncé par Radowitz. Qu'advierait-il si Vienne était découverte, et la Bavière menacée d'un contournement par le Tyrol ?

En premier lieu, il est clair qu'aucun bataillon ennemi ne peut se hasarder à traverser l'Isonzo tant que l'armée allemande

du Tyrol n'a pas été repoussée entièrement et irrémédiablement au-delà du Brenner. A partir du moment où la Bavière constitue la base des opérations allemandes contre l'Italie, il devient évident qu'une offensive italo-française en direction de Vienne n'a plus en vérité aucun but et devient une inutile dispersion de forces. Mais, admettons que Vienne reste encore un centre assez important pour que l'ennemi détache le gros de ses forces, afin de s'en emparer : cela démontre simplement que nous devons fortifier Vienne.

La campagne de Napoléon en 1798, l'invasion de l'Italie et de l'Allemagne en 1805 et 1809 auraient pu finir très mal pour les Français, si Vienne avait été fortifiée. Une offensive lancée à de telles distances court toujours le danger d'épuiser ce qui lui reste de forces, s'il lui faut attaquer encore une capitale fortifiée. Au demeurant, même si nous admettons que l'ennemi a rejeté l'armée allemande au-delà du Brenner, il faudrait qu'il dispose d'une marge de supériorité pour être en mesure de distraire des forces suffisantes à une attaque lancée au cœur de l'Autriche.

Considérons le cas où les Français et les Italiens contourneraient toute l'Allemagne méridionale par l'Italie. En vérité, si la Lombardie contourne l'Allemagne jusqu'à Munich, jusqu'où l'Allemagne ne contournera-t-elle pas l'Italie ? En toute occurrence, au moins jusqu'à Milan et Pavie. Les chances sont donc jusqu'ici égales. Mais, en raison de la largeur plus grande de l'Allemagne, il ne serait pas nécessaire qu'une armée se trouvant sur le cours supérieur du Rhin et se faisant « contourner » à Munich par l'Italie, se retire pour autant sur le coup. Un camp retranché en Haute-Bavière ou une fortification temporaire de Munich pourrait accueillir l'armée battue du Tyrol et arrêter bientôt l'offensive de l'envahisseur, cependant que l'armée du Haut-Rhin aurait la possibilité de choisir comme base d'opérations la région d'Ulm ou d'Ingolstadt ou encore le Main, et, dans la pire hypothèse, changer de base d'opérations.

En revanche, il en va tout autrement de l'Italie. Dès lors qu'on a tourné une armée italienne à l'Ouest, par l'intermédiaire des cols tyroliens, il suffit qu'on déloge les Italiens du reste de leurs forteresses pour que tout le pays soit conquis. Dans une guerre

contre la France et l'Italie coalisées, l'Allemagne aura toujours plusieurs armées — au moins trois — et la victoire ou la défaite dépendra du résultat d'ensemble de chacune des trois armées en campagne.

L'Italie n'offre d'espace que pour une seule armée ; toute division de celle-ci serait une faute. Cette seule armée anéantie, l'Italie est conquise. Pour une armée française opérant en Italie, la liaison avec la France est essentielle. Dès lors que sa ligne de communication ne passe plus seulement par le col de Tende et Gênes, elle prête le flanc aux Allemands stationnés au Tyrol, et ce d'autant plus dangereusement que les Français progressent davantage en Italie.

En fait, il nous faut envisager le cas d'une irruption française et italienne en Bavière à partir du Tyrol, dès lors que nous menons de nouveau des guerres *allemandes en Italie*, et que nous déplaçons la base d'opérations d'Autriche en Bavière. Si nous édifions un réseau de fortifications selon le principe moderne qui veut que les forteresses servent aux armées, et non les armées aux forteresses, il sera plus facile de briser la pointe avancée de cette invasion que celle d'une invasion allemande en Italie. Il ne faut donc pas se faire un épouvantail de ce fameux « contournement » de toute l'Allemagne méridionale. Pour tourner l'armée allemande du Haut-Rhin à partir de l'Italie et du Tyrol, l'ennemi doit avancer jusqu'à la mer Baltique, s'il veut jouir des fruits de son opération. Il lui sera bien difficile de renouveler en direction de Munich et de Danzig, la marche que Napoléon a entreprise de Iéna à Stettin.

Nous ne contestons donc nullement que l'Allemagne renonce à une excellente position de défense, si elle abandonne la ligne du Mincio. En revanche, ce que nous contestons, c'est que cette position soit *nécessaire* à la sécurité de la frontière méridionale de l'Allemagne. Certes, si l'on part — comme semblent le faire ceux qui soutiennent l'opinion inverse — de l'hypothèse qu'une armée allemande est battue à chaque fois qu'elle se montre, alors il faut penser que l'Adige, le Mincio et le Pô nous sont absolument nécessaires. Mais, c'est alors en vérité qu'ils ne nous serviront à rien, comme ne serviront à rien toutes

nos forteresses et toutes nos armées : il ne nous resterait plus qu'à passer tout de suite sous les fourches caudines de l'ennemi.

Or, nous avons une tout autre opinion de la puissance militaire de l'Allemagne ; c'est pourquoi nous sommes tout à fait satisfait de ce que notre frontière du Sud offre les meilleurs avantages pour une offensive en territoire lombard.

Mais, c'est ici qu'interviennent des considérations politiques que nous ne pouvons laisser de côté. Depuis 1820<sup>127</sup>, le mouvement national en Italie sort rajeuni et plus puissant de chaque défaite. Il n'y a guère de pays où ce que l'on appelle les frontières naturelles correspond aussi fidèlement aux frontières de la nationalité, et sont toutes deux aussi nettes. A partir du moment où dans un tel pays qui, ne l'oublions pas, compte dans les vingt-cinq millions d'habitants, le mouvement national s'est renforcé, il ne peut plus avoir de cesse tant que l'une de ses provinces les plus riches et les plus importantes politiquement, économiquement et militairement, avec environ le quart de sa population totale, reste asservie à une domination étrangère et anti-nationale.

Et de fait, depuis 1820, l'Autriche ne règne plus en Italie que par la force, en réprimant sans cesse de nouvelles insurrections, par un régime de terreur et l'état de siège. Pour maintenir sa domination en Italie, l'Autriche doit traiter ses adversaires politiques, c'est-à-dire tout Italien se sentant Italien, de manière plus féroce que les délinquants de droit commun. La manière dont ont été traités et sont encore traités bien souvent les prisonniers politiques italiens de la part de l'Autriche est inouïe pour des pays civilisés. Avec une particulière prédilection, les Autrichiens ont cherché en Italie à déshonorer les délinquants politiques, en les rossant à coups de bâton, soit pour leur extorquer des aveux, soit pour leur infliger de prétendues peines. On a versé des fleuves d'indignation morale sur le poignard italien servant à l'assassinat politique, mais on a complètement oublié, semble-t-il, que tout cela est provoqué par la trique autrichienne. La meilleure preuve que la domination autrichienne ne peut durer plus longtemps en Italie nous est fournie par les moyens

mêmes qu'elle est contrainte d'utiliser pour s'y maintenir. Quoiqu'en disent les Radowitz, Willisen et Hailbronner, l'Allemagne n'a pas le même intérêt que l'Autriche à cette domination ; on peut même se demander si cet intérêt est suffisant pour contrebalancer les nombreux inconvénients qu'elle entraîne.

La Haute-Italie est un appendice qui, de toute façon, ne sert à l'Allemagne qu'en cas de guerre, mais ne peut que lui nuire en temps de paix. Les troupes nécessaires au maintien de cette domination sont devenues de plus en plus nombreuses depuis 1820 ; depuis 1848, il faut, en plein cœur de la paix, 70 000 hommes pour occuper en permanence cette terre ennemie, et ils peuvent s'attendre à tout moment à être attaqués.

Les guerres de 1848 et 1849, ainsi que l'occupation de l'Italie jusqu'à ce jour, en dépit des contributions de guerre du Piémont, des contributions renouvelées des Lombards, des impôts forcés et des souscriptions obligatoires, ont certes plus coûté à l'Autriche que ne lui a rapporté l'Italie. Et, en vérité, de 1848 à 1854, ce pays a été systématiquement traité comme une possession tout à fait provisoire, dont il faut tirer tout ce que l'on peut avant de l'évacuer. Ce n'est que depuis la guerre d'Orient que la Lombardie subit pour quelques années un régime moins exceptionnel. Mais, on peut se demander combien de temps cela durera, avec les complications actuelles, à un moment où le sentiment national italien commence à vibrer de toutes ses forces ?

Mais, chose plus importante encore : la possession de la Lombardie vaut-elle la haine et l'hostilité fanatique que nous voue l'Italie tout entière ? Vaut-elle que nous partagions la responsabilité des mesures punitives prises par l'Autriche — au nom et dans l'intérêt de l'Allemagne, comme on nous l'assure — afin d'y maintenir sa domination ? Vaut-elle que l'on s'immisce sans cesse dans les affaires intérieures du reste de l'Italie sans quoi, aux dires des Autrichiens, la Lombardie ne saurait être tenue, en rendant les Allemands toujours plus odieux aux Italiens ?

Dans toutes les considérations militaires que nous avons faites jusqu'ici, nous avons toujours supposé le pire des cas,

celui d'une alliance de la France et de l'Italie. Tant que nous occuperons la Lombardie, il ne fait pas de doute que l'Italie restera l'alliée de la France dans toute guerre française contre l'Allemagne. A peine l'aurons-nous évacuée, que cela cessera. Est-il de notre intérêt d'occuper quatre forteresses et de pousser en contrepartie vingt-cinq millions d'Italiens à une haine féroce contre nous et à une alliance avec les Français ?

Les propos intéressés sur l'incapacité politique des Italiens et la vocation qu'ils ont de vivre sous la domination allemande ou française, ainsi que les diverses spéculations sur la possibilité ou non d'une Italie unifiée, sont tout à fait surprenants dans la bouche des Allemands : y a-t-il si longtemps que nous-mêmes — et pourtant la grande nation allemande compte deux fois plus d'habitants que l'Italie — nous avons perdu notre vocation d'être les sujets des Français ou des Russes ? Et avons-nous résolu à ce jour, dans la pratique, la question de l'unité de l'Allemagne ? Ne sommes-nous pas en ce moment, selon toutes probabilités, à la veille d'événements qui feront mûrir une décision sur les problèmes essentiels de notre avenir : l'Allemagne réussira-t-elle à s'unifier, ou n'y réussira-t-elle pas ? Avons-nous complètement oublié Napoléon à Erfurt ou l'appel des Autrichiens à la Russie lors de la conférence de Varsovie, ou enfin la bataille de Bronzell ? <sup>128</sup>

Mais, admettons un instant que l'Italie reste sous l'influence allemande ou française. Dès lors, outre les sympathies, c'est la situation géographico-militaire qui décide du pays exerçant cette influence. Admettons que la puissance militaire de la France soit égale à celle de l'Allemagne, bien que cette dernière puisse évidemment être bien plus forte. Nous estimons avoir prouvé que, dans le cas le plus favorable, à savoir s'ils restaient ouverts aux Français, le Valais et le Simplon ne domineraient que le Piémont, et il faudrait que nous perdions d'abord une bataille pour qu'ils leur ouvrent le territoire situé plus avant. En revanche, notre rayon d'action s'étend sur toute la Lombardie et sur le point de jonction entre le Piémont et la péninsule, et il faudrait commencer par nous battre pour nous enlever cet avantage. Etant donné que l'avantage pour l'Allemagne repose sur une disposition géographique de domination, elle n'a rien à craindre du rival français.



Le général Hailbronner estimait récemment dans la *Gazette Générale d'Augsbourg* que l'Allemagne avait une autre vocation que celle de servir de paratonnerre aux orages qui s'accumulent sur la tête de la dynastie bonapartiste. C'est avec le même droit que les Italiens peuvent dire : l'Italie a une vocation tout autre que de servir de coussin amortisseur aux coups portés par les Français à l'Allemagne et de recevoir en guise de remerciement la bastonnade des Autrichiens. Si l'Allemagne a vraiment intérêt à y conserver un tel coussin, il lui sera d'autant plus assuré qu'elle entretiendra de bons rapports avec l'Italie, en rendant justice à son mouvement national et en laissant aux Italiens le soin de régler les affaires italiennes, tant qu'ils ne se mêlent pas de celles de l'Allemagne.

Nous avons montré à l'époque, comme il y a trois mois, qu'il était faux de croire avec Radowitz que si l'Autriche abandonnait aujourd'hui la Haute-Italie, la France y règnerait demain. Mais, dans la conjoncture actuelle, il semble que l'affirmation de Radowitz devienne juste, bien que dans le sens opposé à celui qu'il lui attribuait. Si les 25 millions d'Italiens ne parviennent pas à affirmer leur indépendance, les deux millions de Danois, les quatre millions de Belges et les trois millions de Hollandais le pourront encore moins. Cela n'empêche pas les défenseurs de la domination allemande en Italie de se lamenter sur la domination que les Français ou les Suédois exercent sur ces pays. Mais, ne demandent-ils pas simplement à y substituer la domination allemande ?

Voici ce que nous pensons de la question de l'unité : ou bien, l'Italie pourra s'unifier, et elle aura alors une politique propre, qui ne sera ni allemande ni française, et ne pourra donc nuire ni à la France ni à l'Allemagne ; ou bien, elle restera divisée, et alors cette division nous procurera des alliés en Italie dans chaque guerre avec la France.

De toute façon, une chose est certaine : *aussi longtemps que nous serons forts dans notre propre maison*, nous disposerons d'une puissante influence en Italie, que nous tenions ou non la Lombardie. Si nous laissons à l'Italie le soin de régler ses propres affaires, la haine qu'éprouvent à notre égard les Italiens s'éteindra d'elle-

même ; notre influence naturelle sur eux n'en sera que renforcée et pourra même se développer, dans certaines circonstances, en véritable hégémonie. Au lieu donc d'asseoir notre force sur la possession de territoires étrangers et sur l'oppression d'une nationalité, à laquelle seul le préjugé peut dénier la possibilité d'un avenir, nous ferions mieux de nous préoccuper d'être *unis et forts dans notre propre maison* <sup>129</sup>.

### III

Ce qui vaut pour l'un doit valoir aussi pour l'autre. Si nous réclamons le Pô et le Rhin pour nous défendre — non pas tant contre les Italiens, mais contre les Français — nous ne devons pas nous étonner si les Français revendiquent à leur tour la ligne de certains fleuves pour se défendre contre nous.

Il se trouve que le centre de gravité de la France ne se situe pas au milieu du pays sur la Loire près d'Orléans, mais dans le Nord, sur la Seine à Paris. Par deux fois, l'expérience a montré qu'avec Paris, c'est toute la France qui tombait <sup>130</sup>. L'importance militaire de la configuration des frontières françaises varie donc en fonction de la défense qu'elle procure à Paris.

Entre Paris et les villes de Lyon, Bâle, Strasbourg et Lauterbourg, la distance est à chaque fois à peu près égale, soit environ cinquante-cinq milles. Toute invasion de la France à partir de l'Italie et visant Paris, doit nécessairement passer par la région lyonnaise, entre le Rhône et la Loire ou plus au Nord, si elle ne veut pas mettre en danger ses communications. La frontière alpine au Sud de Grenoble ne doit donc pas être prise en considération lors d'une telle attaque sur Paris, qui est entièrement à couvert de ce côté-là.

A partir de Lauterbourg, la frontière française s'éloigne du Rhin et trace par rapport à lui un angle droit en direction du Nord-Ouest ; elle suit une ligne presque droite de Lauterbourg à Dunkerque. L'arc de cercle que nous avons pu décrire avec

le rayon Paris-Lyon, atteint également Bâle, Strasbourg et Lauterbourg, mais se trouve brisé au-delà. La frontière septentrionale de la France constitue plutôt la corde de cet arc, et le segment du cercle au-delà de cette corde n'appartient pas à la France. Ainsi, la ligne de communication la plus courte entre Paris et la frontière septentrionale — la ligne Paris-Mons — est longue seulement de la moitié du rayon Paris-Lyon ou Paris-Strasbourg.

*Ces simples rapports géométriques expliquent pourquoi la Belgique doit être le champ de bataille de toutes les guerres menées dans le Nord entre l'Allemagne et la France.* La Belgique contourne toute la partie orientale de la France, depuis Verdun et la Haute-Marne jusqu'au Rhin. Cela signifie qu'une armée entrant en France par la Belgique peut arriver à Paris avant qu'une armée française, stationnée sur le Rhin, puisse y refluer en passant par Verdun ou Chaumont. L'armée qui avance par la Belgique peut donc, si elle mène une offensive efficace, s'intercaler entre Paris et l'armée française de la Moselle ou du Rhin. Cela est d'autant plus facile que la route menant de la frontière belge aux points névralgiques de la Marne (Meaux, Château-Thierry, Epernay) est plus courte encore.

Mais, ce n'est pas tout. Sur toute la ligne allant de la Meuse à la mer, l'ennemi avançant en direction de Paris ne rencontre pas le moindre obstacle de terrain jusqu'à ce qu'il ait atteint l'Aisne et le cours inférieur de l'Oise, qui suivent au Nord un tracé plutôt défavorable à la défense de Paris ; en 1814 et en 1815, ces rivières n'opposèrent pas de difficultés sérieuses aux assaillants. Mais, même si nous admettons que ces cours d'eau soient inclus dans le système de défense constitué par la Seine et ses affluents, et en 1814 ils y étaient déjà en partie incorporés, cela ne fait que confirmer le fait que la défense de la France septentrionale ne commence véritablement qu'à Compiègne et à Soissons, et que la première ligne de défense couvrant Paris au Nord se trouve à douze milles seulement de la capitale.

Il est difficile d'imaginer un Etat, dont la frontière soit plus vulnérable que celle de la France en face de la Belgique. On sait quels efforts Vauban déploya pour pallier la faiblesse des

moyens de défense naturels par un système défensif, édifié avec les moyens de l'art. Mais, on sait aussi que la triple ceinture de fortifications fut percée en 1814 et 1815 par les assaillants qui n'y trouvèrent pas d'obstacle notable. En effet, en 1815, un seul corps d'armée prussien s'empara d'une forteresse après l'autre, à la suite d'un siège et d'un bombardement extrêmement rapides. Avesnes capitula le 22 Juin 1815, après avoir reçu pendant quelques heures une dizaine d'obus de campagne. Guise se rendit après dix coups de canon, sans avoir tiré elle-même un seul obus. Maubeuge capitula le 13 Juillet après un siège de deux semaines. Landrecies ouvrit ses portes le 21 Juillet, après un siège de trois heures, après que la garnison assiégée ait reçu à peine 126 obus et 52 grenades. Mariembourg n'exigea que pour la forme l'honneur d'un assaut, et il suffit d'un seul obus de 24 livres pour l'amener à capitulation le 28 Juillet. Philippeville résista à un siège de deux jours et à un bombardement d'une heure. Les assaillants creusèrent quelques tranchées autour de Rocroy qu'ils bombardèrent pendant deux heures. Mézières fut seule à tenir pendant dix-huit jours après qu'elle eût été entourée de tranchées. Il sévissait une véritable épidémie de capitulation parmi les commandants, et elle ne le cédait en rien à celle qui s'était répandue en Prusse après la bataille de Iéna. Lorsqu'on avance l'argument que les places fortes enlevées en 1815 n'étaient pourvues que d'une faible garnison et d'un mauvais armement, il ne faut pas oublier toutefois que, sauf exceptions rares, ces forteresses ne peuvent pas ne pas être négligées. La triple ceinture fortifiée de Vauban a perdu toute valeur de nos jours ; qui plus est, elle est positivement dommageable à la France.

Aucune des forteresses à l'Ouest de la Meuse ne couvre par elle-même un quelconque morceau de terrain, et nulle part on ne peut en trouver quatre ou cinq pour former un groupe fortifié au sein duquel une armée puisse à la fois s'abriter et manœuvrer. Cela provient de ce qu'aucune d'elle ne trouve à s'appuyer sur un grand fleuve. La Lys, l'Escaut et la Sambre n'acquièrent d'importance militaire qu'en territoire belge. C'est ainsi que le champ de forces des fortifications françaises, éparses en terrain ouvert, ne dépasse pas la portée de leurs canons.

Abstraction faite de quelques rares dépôts importants qui, à la frontière, servent de base à une offensive en direction de la Belgique, et de quelques points qui, sur la Meuse et la Moselle, ont une importance stratégique, toutes les autres places fortes et fortifications édifiées sur la frontière septentrionale de la France ne font que disperser inutilement les forces disponibles. S'il se trouvait un gouvernement pour les raser, il rendrait service à la France ; mais cela heurterait tous les préjugés traditionnels français.

La frontière septentrionale de la France est donc éminemment défavorable à la défense. En fait, elle est indéfendable ; la ceinture des fortifications de Vauban, au lieu de la renforcer, ne fait que témoigner de sa faiblesse à l'heure actuelle.

Comme les théoriciens de la Grande Puissance du Centre de l'Europe, il est des Français qui cherchent une ligne fluviale au-delà de leur frontière septentrionale pour s'assurer une bonne position défensive. Où peut-on donc la trouver ?

La première ligne qui s'offre à eux, c'est celle du cours inférieur de l'Escaut, puis celle de la Dyle prolongée jusqu'à l'embouchure de la Sambre dans la Meuse. Cette ligne donnerait à la France la moitié — la meilleure — de la Belgique. Elle engloberait pratiquement tous les célèbres champs de bataille belges, où se sont heurtés Français et Allemands : Oudenarde, Jemappes, Fleurus, Ligny, Waterloo. A vrai dire, elle ne constitue pas encore une ligne défensive, car elle laisse ouverte une grande brèche entre l'Escaut et la Meuse, par laquelle l'ennemi peut s'engouffrer sans rencontrer d'obstacles.

La seconde ligne serait formée par la Meuse. Cependant, même si la France possédait la rive gauche de la Meuse, elle n'aurait pas encore une position aussi favorable que celle dont l'Allemagne dispose en Italie sur la seule ligne de l'Adige. En effet, celle-ci fait un contour presque entier, alors que la Meuse ne trace qu'un contour imparfait. En vérité, elle constituerait une ligne frontière bien meilleure, si elle coulait de Namur à Anvers, au lieu de se diriger vers le Nord-Est après

Namur et de dessiner un grand arc après Venloo lorsqu'elle coule vers la Mer du Nord.

Tout le territoire situé au Nord de Namur — entre la Meuse et la mer — ne pourrait être protégé en temps de guerre que par un système de fortifications ; en effet, si l'ennemi traversait la Meuse, il trouverait devant lui l'armée française déployée dans la plaine du Brabant méridional. Même si une offensive française se dessinait en direction de la rive gauche du Rhin, elle se heurterait bientôt à la forte ligne du Rhin et au camp retranché de Cologne. L'angle saillant, formé par la Meuse entre Sedan et Liège, bien qu'il soit couvert par les Ardennes, contribue encore à affaiblir cette ligne. La ligne de la Meuse donne donc trop d'un côté, et pas assez de l'autre pour assurer une bonne ligne de défense à une frontière française. Mais, poursuivons notre analyse.

Si nous posons de nouveau la pointe de notre compas sur Paris pour décrire, avec le rayon Paris-Lyon, un arc allant de Bâle à la mer du Nord, nous trouvons que le cours du Rhin, *de Bâle à la source du Rhin, suit cet arc* avec une précision remarquable. A quelques milles près, tous les points importants du Rhin sont à une égale distance de Paris. *Telle est la véritable raison des visées françaises sur la frontière du Rhin.*

Si la France tient le Rhin, Paris devient vraiment, par rapport à l'Allemagne, le centre de la France. Dès lors, tous les rayons partant de Paris pour aboutir à une frontière attaquée, fût-elle sur le Rhin ou sur le Jura, auraient la même longueur. Partout, ce tracé présenterait à l'ennemi une périphérie circulaire convexe, derrière laquelle il doit manœuvrer par des détours, alors que l'armée française peut se déplacer sur la corde plus brève et donc prévenir l'ennemi. Les lignes d'opérations et de retraite seraient ainsi également longues pour toutes les armées françaises, ce qui faciliterait considérablement une retraite en direction du centre et, en conséquence, la possibilité de rassembler à un point donné deux de ces armées en vue de porter un coup décisif à un adversaire encore divisé.

En occupant la frontière du Rhin, la France disposerait d'un système de défense qui, du point de vue des conditions *natu-*

*relles*, représenterait l'un des cas « idéaux » dont parle le général Willisen, c'est dire qu'il ne laisserait rien à désirer. Le puissant système de défense interne du bassin parisien, avec les fleuves confluant dans la Seine en forme d'éventail — l'Yonne, l'Aube, la Marne, l'Aisne et l'Oise — serait alors uniformément protégé dans toutes les directions. Et l'on sait quelles dures leçons de stratégie Napoléon a su y donner aux Alliés en 1814<sup>131</sup>. L'ennemi, arrivant à peu près au même moment de tous les côtés, peut être arrêté sur les fleuves jusqu'à ce que l'armée française, ayant réuni toutes ses forces, attaque l'une après l'autre les colonnes encore isolées de l'adversaire.

En revanche, sans la ligne du Rhin, la défense ne peut commencer qu'à 12 milles environ de Paris, au point décisif qui se situe entre Compiègne et Soissons. Il n'est aucun territoire en Europe où les chemins de fer n'appuieraient autant la défense en permettant de concentrer rapidement des forces importantes, qu'entre la Seine et le Rhin.

Depuis le centre — Paris — les lignes de chemin de fer rayonnent en direction de Boulogne, Bruges, Gand, Anvers, Maestricht, Liège et Cologne, en direction de Mannheim et Mayence par Metz, et en direction de Strasbourg, Bâle, Dijon et Lyon. A quelque point que l'ennemi surgisse en force, on peut lancer contre lui toute l'armée de réserve amenée de Paris en chemin de fer. La défense interne du bassin de la Seine pourrait être encore renforcée, si tous les rayons du chemin de fer y suivaient la vallée des diverses rivières (Oise, Marne, Seine, Aube, et une partie du cours de l'Oise).

Mais, ce n'est pas tout. Trois arcs concentriques de chemins de fer forment, dans la longueur du moins, un cadran autour de Paris, à des distances à peu près égales : le premier est formé par les lignes ferroviaires de la rive gauche du Rhin, qui vont presque sans interruption de Neuss à Bâle ; le second part d'Ostende ou d'Anvers et continue par Namur, Arlon, Thionville, Metz et Nancy jusqu'à Epinal (il est pour ainsi dire tout aussi achevé que le premier) ; le troisième part de Calais, et passe par Lille, Douai, Saint-Quentin, Reims, Châlons-sur-Marne et Saint-

Dizier pour aller jusqu'à Chaumont. Ce réseau fournit donc, en tous lieux, les moyens de concentrer des troupes importantes à un point quelconque et dans les délais les plus brefs. Grâce à la nature et à l'art, sans aucune fortification, la défense y serait si puissante étant donné les moyens de manœuvrer, qu'une invasion de la France se heurterait indubitablement à une résistance tout autre qu'en 1814-1815 <sup>132</sup>.

Il manquerait cependant quelque chose pour que le Rhin constitue un bon fleuve frontière. Tant qu'une rive est entièrement allemande et l'autre entièrement française, aucun des deux peuples ne domine l'autre. Nul ne pourrait empêcher que l'armée qui est la plus forte — à quelque nation qu'elle appartînt — ne passe le Rhin, comme l'expérience l'a montré cent fois et comme la stratégie l'explique amplement. Si les Allemands lançaient une offensive avec des forces supérieures, les Français ne pourraient l'arrêter que loin en arrière : l'armée du Nord sur la Meuse, entre Venloo et Namur ; l'armée de la Moselle, à l'embouchure de la Sarre par exemple ; l'armée du Haut-Rhin sur le cours supérieur de la Moselle et de la Meuse. Pour dominer complètement le Rhin, pour être en mesure de contrer énergiquement tout passage du Rhin par l'ennemi, il faudrait que les Français disposent de têtes de pont sur la rive droite du Rhin. (C'est dans cette logique que Napoléon a, sans autre forme de procès, incorporé Wesel, Castell et Kehl à l'Empire français.) Dans l'état actuel des choses, pour compléter les belles forteresses que les Allemands lui ont construites sur la rive gauche du Rhin, son neveu réclamerait Ehrenbreitstein, Deutz et, faute de mieux, la tête de pont de Germersheim. Dès lors, le système géographico-militaire de la France serait parfait pour l'offensive comme pour la défensive, et tout nouvel appendice ne lui serait que nuisible.

Les Alliés de 1813 ont démontré avec éclat qu'ils estimaient qu'un tel système avait une base naturelle et allait de soi. En effet, il y avait à peine dix-sept ans que la France s'était aménagé ce système et il semblait déjà si normal que les augustes Alliés tremblèrent à l'idée sacrilège d'y toucher : si des Allemands



attachés à leur nation n'avaient osé l'arracher à la France, le Rhin serait aujourd'hui encore un fleuve français.

Si nous céditions aux Français non seulement le Rhin, mais encore les têtes de pont sur la rive droite, alors les Français auraient rempli leur devoir vis-à-vis d'eux-mêmes (au sens, bien sûr, où l'entendent les Radowitz, Willisen et Hailbronner qui réclament des Allemands qu'ils occupent la ligne de l'Adige et du Mincio ainsi que les têtes de pont de Peschiera et de Mantoue). Dans ce cas, l'Allemagne serait aussi impuissante vis-à-vis de la France, que l'Italie l'est aujourd'hui vis-à-vis de l'Allemagne. Et alors, comme en 1813, la Russie apparaîtrait comme le « libérateur » naturel de l'Allemagne (comme la France ou plutôt le gouvernement français apparaît aujourd'hui comme le « libérateur » de l'Italie). Comme salaire de ses efforts désintéressés, la Russie demanderait seulement quelques lambeaux de territoire pour arrondir ses possessions polonaises, par exemple la Galicie et la Prusse. Ces provinces ne « contournent »-elles pas justement la Pologne !

Le Rhin est pour la France ce que sont pour nous l'Adige et le Mincio, et même quelque chose de plus. Si la Vénétie entre les mains des Italiens — et éventuellement des Français — contourne la Bavière et le Haut-Rhin et ouvre la route en direction de Vienne, la Belgique — et l'Allemagne au travers de la Belgique — contourne tout l'Est de la France et ouvre encore plus directement la route en direction de Paris. De l'Isonzo à Vienne, il y a tout de même l'espace d'une soixantaine de milles en un terrain où la défense peut toujours finir par stopper l'avance ennemie. De la Sambre à Paris, il n'y a que trente milles et ce n'est qu'à une douzaine de milles de Paris — près de Soissons ou de Compiègne — que la défense trouve une ligne fluviale pour se retrancher tant bien que mal.

Si, selon Radowitz, l'Allemagne, en cédant l'Adige et le Mincio, se place d'emblée dans la situation d'un pays qui aurait perdu une campagne militaire, la France, dans ses frontières actuelles, est dans la situation d'un pays qui, après avoir tenu la frontière du Rhin, aurait perdu deux campagnes, la première sur la ligne forti-

fiée du Rhin et de la Meuse, et la seconde en rase campagne, dans la plaine belge.

En conséquence, les Allemands retrouvent, d'une certaine manière, la puissante position des forteresses de Haute-Italie dont ils disposent sur le cours inférieur du Rhin et sur la Meuse. Ne pourraient-ils pas facilement faire de Maestricht, Cologne, Juliers, Wesel et Venloo avec deux ou trois points fortifiés intermédiaires à peine, un puissant réseau retranché couvrant la Belgique et le Brabant septentrional. Tout cela permettrait à une armée française, trop faible pour affronter une bataille en rase campagne, de retenir un moment sur les rivières un adversaire plus fort grâce à des manœuvres, avant de se retirer finalement par le moyen des chemins de fer dans la plaine belge ou vers Douai.

Tout au long de notre analyse, notre hypothèse était que la Belgique demeurerait complètement ouverte à une attaque allemande contre la France et ses alliés. Comme nous devons argumenter du point de vue français, nous avons autant le droit de faire cette hypothèse que nos adversaires à propos du Mincio, lorsqu'ils présupposent qu'en toute occurrence l'Italie — même si elle est unifiée et libérée — doit être hostile aux Allemands. Dans tous les cas de ce genre, il est de règle que l'on envisage tout d'abord la pire hypothèse, afin de s'y préparer. Les Français doivent procéder ainsi, lorsqu'ils recherchent quelle est la capacité de défense et la configuration stratégique de leur frontière septentrionale. Nous n'avons donc pas à tenir compte ici du fait qu'en vertu des traités européens, la Belgique est un pays neutre comme la Suisse. L'expérience historique a encore à démontrer qu'en cas de guerre européenne cette neutralité représente plus qu'une feuille de papier. Quoi qu'il en soit, la France ne pourra jamais y compter au point de considérer, du point de vue militaire, que toute sa frontière avec la Belgique est aussi sûre que si ce pays constituait un bras de mer séparant la France de l'Allemagne. En conclusion, la faiblesse de la frontière reste la même, qu'on la défende d'une manière vraiment active, ou qu'on y détache quelques troupes pour la défendre contre d'éventuelles attaques.

Nous avons ainsi tracé pour l'essentiel le parallèle qui s'établit

entre le Pô et le Rhin. Hormis les dimensions plus considérables du Rhin, qui ne sauraient que renforcer les prétentions françaises, l'analogie est aussi complète que possible. Il ne reste qu'à souhaiter qu'en cas de guerre, les soldats allemands défendent, en pratique, le Rhin sur le Pô avec plus de succès que ne le font, en théorie, les partisans de la Grande Puissance du Centre de l'Europe. En effet, si ceux-ci défendent le Rhin sur le Pô, *c'est uniquement pour les Français.*

Au reste, pour le cas où les Allemands auraient l'« infortune » de perdre leur « frontière naturelle » du Pô et du Mincio, pour ce cas, nous voulons pousser l'analogie encore un peu plus loin. Les Français n'ont possédé leurs « frontières naturelles » que pendant dix-sept ans et ont dû se tirer d'affaire sans elles depuis presque quarante-cinq ans. Durant ce laps de temps, leurs meilleurs théoriciens militaires ont reconnu que les lois modernes de la guerre avaient rendu inutile la ceinture fortifiée de Vauban en cas d'invasion, et donc qu'en 1814 et 1815 ce ne fut ni le hasard ni la fameuse « trahison » qui permit aux Alliés de passer à travers la ligne des forteresses sans le moindre effort. Quoi qu'il en soit, il fallait absolument faire quelque chose pour protéger la frontière septentrionale trop exposée, d'autant qu'il était clair qu'il n'existait aucune perspective de récupérer bientôt la frontière du Rhin. Comment fallait-il s'y prendre ?

Les Français recoururent à un moyen qui fait honneur à un grand peuple : ils fortifièrent Paris. Ils furent les premiers, dans l'histoire moderne, à faire de leur capitale un gigantesque camp retranché. Les experts militaires de la vieille école hochèrent la tête devant cette invraisemblable entreprise. C'était de l'argent jeté par les fenêtres, simplement pour satisfaire la vanité française ! Derrière cette façade, il n'y avait que du vent ! A-t-on jamais vu une forteresse ayant une circonférence de neuf milles et renfermant un million d'habitants ! Comment la défendre sans y tenir en garnison la moitié de l'armée ? Et comment ravitailler tout ce monde ? C'était pure folie, présomption bien française, sacrilège, retour à la tour de Babel ! Tel était le jugement des perruques de la science militaire qui en sont toujours

encore à l'étude de l'hexagone de Vauban et qui, dans l'art de la défense, ne connaissent que la contre-attaque au moyen d'une sortie du peloton d'infanterie entre le chemin couvert et le pied de l'enceinte.

Mais, les Français continuèrent tranquillement à fortifier et, bien que Paris n'ait pas encore eu à affronter l'épreuve du feu, les experts militaires qui ne portent pas perruque, leur ont donné raison. Wellington se mit à dresser des plans pour fortifier Londres, et, si nous sommes bien renseigné, on a commencé à construire des forts avancés autour de Vienne, tandis qu'on discute de la fortification de Berlin. N'a-t-il pas fallu en revenir à l'étude de l'exemple de Sébastopol pour se rendre compte de la force énorme que représente un gigantesque camp retranché<sup>133</sup>, s'il est occupé par une armée entière, sachant mener de manière offensive une défense sur une grande échelle. Or, Sébastopol n'avait qu'un mur d'enceinte et quelques ouvrages de campagne, et ne disposait d'aucune escarpe !

Depuis que Paris est fortifié, la France peut se passer de la frontière du Rhin. Comme l'Allemagne en Italie, elle devra mener sa défense sur la frontière septentrionale de manière tout d'abord offensive. La disposition du réseau ferroviaire prouve que les Français l'ont compris. Si cette offensive est repoussée, l'armée pourra s'arrêter sur l'Oise et sur l'Aisne. Or, cet arrêt a toutes les chances d'être définitif, car une progression ultérieure de l'ennemi serait aventureuse, puisqu'après avoir traversé la Belgique, l'armée d'invasion risque fort de ne plus avoir les moyens d'opérer contre Paris. A l'abri de l'Aisne, en solide liaison avec Paris, et dans le pire des cas, derrière la Marne, l'aile gauche appuyée sur Paris, en position de flanc offensive, l'armée française du Nord pourrait attendre l'arrivée des autres armées. L'envahisseur n'aurait plus d'autre solution que d'avancer sur Château-Thierry et d'opérer contre les communications des armées françaises de la Moselle et du Rhin. Mais, cette action n'aurait plus l'importance décisive qu'elle avait avant la fortification de Paris. Dans le pire des cas, on ne saurait empêcher que les restes de l'armée française ne se replient derrière la Loire<sup>134</sup> ; dès qu'ils s'y regrouperaient, ils seraient toujours encore assez forts

pour mettre en danger l'armée d'invasion, affaiblie et divisée par l'encercllement de Paris, ou même pour s'ouvrir un chemin vers Paris. En un mot : le contournement par la Belgique a perdu de son efficacité depuis que Paris est fortifié. Il n'est plus décisif : il est facile de faire le compte des inconvénients qui en découlent, et des moyens dont les Français disposent pour y parer.

Nous ferions bien d'imiter l'exemple des Français, et de ne pas nous laisser assourdir par les clameurs de ceux qui prétendent que les possessions hors d'Allemagne nous sont indispensables alors qu'en fait elles sont chaque jour plus précaires. Il faudrait donc nous préparer au moment inéluctable où nous devons renoncer à l'Italie. Plus vite nous commencerons à édifier les fortifications nécessaires, mieux cela vaudra. Notre tâche n'est pas ici d'indiquer précisément où et comment il faudra les édifier. Mais, évitons de dresser des points de barrage illusoire et de négliger ensuite les diverses fortifications qui peuvent permettre à une armée en retraite de s'arrêter : il faut des camps retranchés et des groupes de forteresses sur les fleuves.

#### IV

Nous venons de voir où aboutissait la théorie des frontières naturelles des théoriciens de la Grande Puissance du Centre de l'Europe. La France a le même droit sur le Rhin, que l'Allemagne sur le Pô. Si nous voulons éviter que, pour l'amour d'une bonne position militaire, la France ne s'incorpore neuf millions de Wallons, de Hollandais et d'Allemands, il nous faut renoncer nous-mêmes au droit de tenir sous le joug six millions d'Italiens pour l'amour d'une position militaire. En effet, cette frontière naturelle — le Pô — est-elle autre chose qu'une position militaire ? N'est-ce pas à ce seul titre qu'on demande à l'Allemagne de s'y tenir ?

La théorie des frontières naturelles met également fin à la question du Schlesvig-Holstein avec ce seul cri : *Danmark til Eideren!* (Le Danemark jusqu'à l'Eider !). Les Danois deman-

dent-ils autre chose que leur *Pô* et leur *Mincio*, qui s'appelle l'Eider, leur *Mantoue* qui s'appelle Friedrichstadt !

Avec le même droit que l'Allemagne revendique la ligne du Pô, la théorie des frontières naturelles réclame pour la Russie la Galicie et la Bukovine et un arrondissement de frontière sur la Baltique jusqu'au moins la rive droite prussienne de la Vistule. Quelques années après, elle pourra, en se fondant sur le même droit, prétendre que l'Oder est la frontière naturelle de la Pologne russe.

Appliquée au Portugal, la théorie des frontières naturelles exige que ce pays s'étende jusqu'aux Pyrénées, le Portugal s'assimilant toute l'Espagne.

La frontière naturelle de la petite principauté allemande de Reuss-Greiss-Schleiss-Lobenstein devra également être élargie jusqu'aux frontières du territoire fédéral allemand, et même jusqu'au Pô et peut-être jusqu'à la Vistule, si l'on veut respecter les lois de la justice éternelle. Bref, Reuss-Greiss-Schleiss-Lobenstein peut revendiquer comme l'Autriche qu'on lui rende justice.

Si la théorie des frontières naturelles, déterminées uniquement par des considérations militaires, est juste, de quels noms faut-il alors appeler les diplomates allemands qui, au Congrès de Vienne, nous amenèrent au bord d'une guerre d'Allemands contre Allemands, laissèrent échapper de nos mains la ligne de la Meuse, et permirent que l'on découvre notre frontière orientale, en abandonnant à l'étranger le soin de fixer la configuration de l'Allemagne ? Quelle sera la renommée des hommes d'Etat de l'Allemagne de cette époque, si nous jugeons de leur œuvre d'après l'étalon des frontières naturelles ? Or, ce sont précisément ceux qui vivent de la succession de la diplomatie de 1815 et perpétuent la tradition du Congrès de Vienne, qui défendent la théorie des frontières naturelles sur le Pô.

En voulez-vous un exemple ?

Lorsqu'en 1830 la Belgique se détacha de la Hollande, ceux-là mêmes qui font aujourd'hui du Mincio une question de vie ou de mort poussèrent les hauts cris. Ils lancèrent l'anathème contre le morcellement, à nos frontières, de la forte puissance

hollandaise, dont ils auraient voulu qu'elle serve de rempart contre la France. Ils demandèrent que la Hollande s'engageât à s'entourer d'un mince ruban de forteresses, afin d'imiter aujourd'hui ce qui fut à l'époque de Vauban une magnifique ceinture fortifiée. Croire en l'effet de tels engagements, après l'expérience de ces vingt dernières années, relève de la superstition pure et simple ! Comme si les grandes puissances craignaient qu'un beau matin Arras, Lille, Douai et Valenciennes, avec tous leurs bastions, demi-lunes et lunettes puissent envahir la Belgique pour s'y installer à demeure ! A cette époque, les représentants de la tendance obtuse que nous combattons ici pleurnichaient, parce que, considérant la Belgique comme un appendice aboulique de la France, ils y voyaient un ennemi de l'Allemagne : les chères forteresses construites avec l'argent allemand (enlevé aux Français) pour servir de protection contre la France, allaient passer aux ordres des Français et être dirigées contre nous ! Déjà, la frontière française était avancée jusqu'à la Meuse et l'Escaut, et même au-delà, et avant longtemps elle serait installée sur le Rhin. Nombreux sont ceux qui se souviennent encore de ces jérémiades.

Or, qu'est-il advenu ? Depuis 1848 et surtout depuis la restauration bonapartiste, la Belgique s'est détournée de plus en plus nettement de la France, et s'est rapprochée de l'Allemagne. On peut presque la considérer aujourd'hui comme un membre extérieur de la Confédération allemande<sup>56</sup>. Que firent les Belges, lorsqu'ils commencèrent à entrer en une sorte d'opposition avec la France ? Ils rasèrent toutes les fortifications que la sagesse du Congrès de Vienne avait octroyées à leur pays, *parce qu'elles étaient tout à fait inutiles contre la France*. Ils édifièrent autour d'Anvers un camp retranché, suffisamment grand pour contenir toute l'armée afin de pouvoir y attendre le secours anglais ou allemand, en cas d'invasion française. C'est ce qu'il fallait faire du point de vue militaire.

Ces mêmes sages politiciens voulurent en 1830 que la Belgique catholique et parlant surtout français demeurât enchaînée à la Hollande protestante et parlant hollandais. Depuis 1848, ils veulent que l'Italie reste soumise de force au régime autrichien et ils cherchent à faire endosser aux Allemands la respon-

sabilité des forfaits de l'Autriche en Italie. *Et tout cela simplement parce qu'ils craignent la France !*

Tout le patriotisme de ces messieurs semble consister à entrer en transes dès qu'il est question de la France. Il semble qu'ils ne soient pas encore remis des coups que leur a portés le vieux Napoléon, il y a cinquante et soixante ans.

Nous ne sommes vraiment pas de ceux qui sous-estiment les capacités militaires de la France. Ainsi, nous savons fort bien qu'aucune armée d'Allemagne ne peut rivaliser avec l'armée française, en ce qui concerne l'infanterie légère, l'expérience et l'habileté dans la petite guerre et certaines branches de la science de l'artillerie. Mais, nous ne pouvons admettre que ces messieurs disposent comme ils l'entendent d'un million deux cent mille soldats allemands au garde à vous, comme des figures d'échec, avec lesquels monsieur le Dr. Kolb jouerait une partie contre la France dont l'enjeu serait l'Alsace et la Lorraine ; et moins encore, qu'à la première occasion ils prennent peur, comme s'il allait de soi que ce million deux cent mille soldats allemands se fasse toujours rosser par un nombre moins grand de Français, à moins que toute cette masse de soldats allemands ne se retranche dans des positions qui doivent toutes être inexpugnables.

Il serait bon de rappeler à ceux qui prônent une politique de défense toute passive que, même si l'Allemagne devait mener une défensive avec des contre-coups offensifs, la défensive la plus efficace est celle que l'on mène activement et en sens offensif. Il est temps de rappeler à ce propos que nous avons prouvé assez souvent aux Français et à d'autres notre supériorité dans l'attaque. « Au reste, le génie de nos soldats se manifeste dans l'attaque, et nous en sommes fort aise », disait Frédéric le Grand de son infanterie. Rossbach, Zorndorf et Hohenfriedberg<sup>135</sup> peuvent témoigner des capacités d'attaque de la cavalerie. Le fameux ordre du jour de Blücher au début de la campagne de 1815 nous rappelle que l'infanterie de 1813 et de 1814 avait coutume d'attaquer : « Comme l'expérience a montré que l'armée française ne tient pas devant l'attaque à la baïonnette de nos bataillons massés, nous établissons comme règle d'utiliser cette méthode



chaque fois qu'il faut bouter l'ennemi hors de ses positions ou conquérir un poste de combat. »

Nos plus belles batailles, nous les avons menées offensivement. S'il est une qualification qui manque au soldat allemand, mais qui appartient bien au soldat français, c'est sans aucun doute l'art de se nicher dans les villages et les maisons pour se défendre. Dans l'attaque, l'Allemand peut se mesurer au Français, et il l'a souvent démontré.

Pour en revenir à la politique que nous critiquons, voici ce qui la caractérise : en premier lieu, sous prétexte de défendre des intérêts allemands prétendument essentiels, ou poussés jusqu'aux limites de l'absurde, nous nous faisons haïr de tous les petits pays limitrophes, et nous nous indignons ensuite de ce qu'ils se rapprochent trop de la France. Il a fallu cinq années de restauration bonapartiste pour détacher la Belgique de l'alliance française, à laquelle l'avait poussée la politique de 1815, poursuivie en 1830 : *la politique de la Sainte-Alliance*.

En Italie, nous avons préparé aux Français une position qui contrebalance indubitablement les avantages que nous procure le Mincio. Et pourtant la politique française vis-à-vis de l'Italie est obtuse, égoïste et exploiteuse, si bien qu'il suffirait de traiter tant soit peu loyalement les Italiens, pour que ceux-ci veuillent se ranger de notre côté, plutôt que de celui de la France.

De 1796 à 1814, Napoléon, avec ses généraux et ses gouverneurs, ont vidé l'Italie de son argent, de ses biens, de ses trésors artistiques et de ses hommes, si bien qu'en 1814, les Autrichiens furent accueillis en « libérateurs » (la haine que tout Italien porte aujourd'hui aux Allemands montre comment ils ont libéré l'Italie !). Voilà pour ce qui est de la pratique française en Italie. Pour ce qui est de la théorie, il suffit de dire qu'elle obéit à *un seul principe* : *la France ne peut tolérer ni l'indépendance, ni l'unité de l'Italie*. Ce principe est resté invariablement fixe du haut en bas de l'histoire française, c'est-à-dire jusqu'à Louis Napoléon, et pour éviter tout malentendu, La Guéronnière<sup>136</sup> vient encore tout récemment de proclamer qu'il s'agit d'une vérité éternelle.

Il est clair qu'une politique française aussi obtuse et mesquine

se fonde sans pudeur sur le droit de la France à s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Italie. En présence d'une telle politique, nous n'avons vraiment pas à craindre que l'Italie continue de rester au service de la France contre nous, dès lors qu'elle n'est plus sous le joug allemand. Supposer le contraire serait ridicule. En dépit des craintes des années 1830 relatives à la Belgique, celle-ci est venue à nous sans se faire prier. Il en serait de même de l'Italie.

Au demeurant, il ne faut pas oublier que la question de la possession de la Lombardie se pose entre l'Italie et l'Allemagne, et non pas entre Louis-Napoléon et l'Autriche. Par rapport à Louis-Napoléon qui, en Italie, n'a en vue que ses propres intérêts et se mêle d'y soutenir des intérêts anti-allemands, la question pour nous est simplement celle d'une province que l'on peut évacuer, d'une position militaire que l'on abandonne s'il n'y a plus de raison de la tenir. La question militaire prend, dans ce cas, le pas sur la question politique, et si nous sommes attaqués, nous nous défendrons.

Si Louis-Napoléon veut se prendre pour le paladin de l'indépendance italienne, il peut s'épargner une guerre contre l'Autriche. Charité bien ordonnée commence chez soi-même (Fr.). Le « département » de la Corse est une île italienne, italienne même si elle est la patrie des Bonaparte. Qu'il commence donc à rendre la Corse à son oncle Victor-Emmanuel ! Peut-être même pourra-t-il ensuite s'arranger avec nous. Tant qu'il n'aura pas fait ce geste, il ferait bien de ne pas trop manifester son enthousiasme pour l'Italie.

Dans toute l'Europe, il n'est pas une seule grande puissance qui n'ait incorporé à son territoire des parties d'autres nations. La France a des provinces flamandes, allemandes, italiennes. L'Angleterre, seul pays à posséder vraiment des frontières naturelles, déborde dans toutes les directions : elle a réalisé des conquêtes dans tous les pays et, en ce moment même, elle se trouve, elle aussi, en conflit avec l'une de ses possessions — les Iles Ioniennes — juste après avoir réprimé une gigantesque rébellion en Inde<sup>137</sup>, avec des méthodes tout à fait autrichiennes. L'Allemagne a des provinces semi-slaves, des appendices slaves,

magyars, valaques et italiens. Et sur combien de langues le tsar blanc de Pétersbourg ne règne-t-il pas ?

Personne ne soutiendra que la carte de l'Europe soit définitivement tracée. Mais, tous les changements, pour être durables, doivent tendre dans l'ensemble à rendre de plus en plus aux grandes nations européennes, douées de vitalité, leurs frontières naturelles, fixées d'après la langue et les sympathies. En même temps, les fragments de peuple, que l'on trouve encore ça et là, et qui ne sont plus capables de mener une existence nationale, restent incorporés aux grandes nations, soit en s'y dissolvant, soit en se conservant comme de simples monuments ethnographiques sans importance politique. Les considérations militaires n'interviennent qu'en second lieu <sup>138</sup>.

Mais, si la carte de l'Europe doit être révisée, nous autres Allemands nous avons le droit de demander que l'on procède à fond et impartialement, et que l'on ne demande pas, comme de coutume, que l'Allemagne seule fasse des sacrifices, alors que toutes les autres nations n'en tirent que des avantages et ne renoncent à rien. Nous pouvons nous passer de pas mal de choses qui traînent aux frontières de notre pays et qui nous entraînent dans des affaires où nous ferions mieux de ne pas nous immiscer. Mais, cela vaut aussi pour les autres. Qu'ils nous donnent l'exemple du désintéressement, ou qu'ils se taisent !

La conclusion de toute cette analyse, c'est que les Allemands feraient une excellente affaire s'ils pouvaient échanger le Pô, le Mincio, l'Adige et tout le fatras italien contre l'unité allemande, qui nous protégerait de nouveaux Varsovie <sup>152</sup> et Bronzell et qui, seule, nous rendrait forts à l'intérieur comme à l'extérieur. Si nous avons cette unité, nous pourrions cesser de nous préoccuper de notre défense. Nous n'aurons plus besoin alors d'aucun Mincio ; « notre génie » sera de nouveau « dans l'attaque ». Or, il reste encore quelques points pourris, où il serait nécessaire de l'appliquer.

La Savoie, Nice et le Rhin

Fr. Engels,  
Texte écrit en Février 1860, publié à Berlin,  
en brochure anonyme, avec la mention :  
« Par l'auteur de « Pô et Rhin ». »

I

Voici un an déjà que le complot de Bonaparte, du Piémont et de la Russie s'étale au grand jour. Ce fut d'abord le discours du Nouvel An et le cri de douleur de l'Italie, puis l'accouplement de l'« Iphigénie italienne », et enfin l'aveu de Gortchakoff reconnaissant qu'il avait pris des *engagements par écrit* avec Louis-Napoléon, le tout accompagné de mobilisations, de mouvements de troupes, de menaces et de tentatives de médiation. Dès le début, l'Allemagne a senti instinctivement qu'il n'y allait pas du sort de l'Italie, mais de notre peau à nous<sup>139</sup>. En effet, l'affaire commence sur le Tessin et finit sur le Rhin, le but final de toutes les guerres bonapartistes ne pouvant être que la reconquête de la « frontière naturelle » de la France : le Rhin.

Mais voilà : bien qu'elle ait poussé les hauts cris devant les prétentions voilées des Français sur la frontière naturelle du Rhin, la presse allemande, avec en tête la *Gazette Générale d'Augsbourg*, défend avec un fanatisme non moins violent la domination autrichienne en Italie du Nord, sous prétexte que le Mincio et le Pô inférieur constituent la frontière naturelle de l'Allemagne contre l'Italie.

Monsieur Orges de la *Gazette Générale d'Augsbourg* a mis en branle tous les experts en stratégie de son journal pour démontrer que l'Allemagne était perdue sans le Pô et le Mincio, et que l'abandon de l'hégémonie autrichienne en Italie serait une trahison vis-à-vis de l'Allemagne elle-même. C'est tronquer le problème. En effet, ces messieurs soutiennent que la menace sur le Rhin n'est pour nous qu'un simple prétexte, et que nous devons maintenir en Italie le régime de terreur autrichien. La menace sur le Rhin doit donc simplement inciter l'Allemagne à se solidariser avec l'Autriche en vue d'opprimer l'Italie du

Nord. Au demeurant, cette thèse soutient une contradiction ridicule : elle défend sur le Pô ce qu'elle condamne sur le Rhin.

A ce propos, l'auteur de ces lignes a publié, il y a quelques temps, un opuscule intitulé *Le Pô et le Rhin*<sup>140</sup>. Dans l'intérêt même du mouvement national, il s'en prenait à la théorie qui place la frontière allemande sur le Mincio, et il s'efforçait de démontrer, en se basant sur la science militaire, que, pour se défendre, l'Allemagne n'a besoin d'aucune parcelle de territoire italien, et que la France — ne serait-ce que pour des raisons strictement stratégiques — avait des prétentions autrement impérieuses sur le Rhin que l'Allemagne ne pouvait en avoir sur le Mincio. En un mot, il voulait donner aux Allemands la possibilité d'entrer les mains nettes dans le conflit qui va s'ouvrir.

Il ne nous appartient pas de décider dans quelle mesure notre brochure a atteint son but. A notre connaissance, nul n'a tenté de réfuter nos thèses avec des arguments scientifiques. Comme notre brochure était dirigée essentiellement contre la *Gazette Générale d'Augsbourg*, celle-ci avait promis de consacrer un article à nous réfuter. Or, elle se contenta de reproduire trois articles d'un autre journal — le *Courrier Est-Allemand* — dont toute la critique se ramène à nous désigner comme partisan de la Petite-Allemagne, parce que... nous proposons de renoncer à l'Italie. Quoi qu'il en soit, depuis lors, la *Gazette Générale d'Augsbourg* n'a plus, que nous sachions, défendu dans ses colonnes la théorie de la frontière sur le Mincio.

Entre-temps, la tentative de solidariser l'Allemagne avec la domination et la politique autrichiennes en Italie a fourni aux philistins de l'Allemagne du Nord, groupés dans le parti de Gotha, un prétexte commode pour nuire au mouvement national. A l'origine, ce mouvement avait un caractère vraiment national, beaucoup plus même que toutes les cérémonies commémoratives, célébrées en l'honneur de Schiller, d'Arkhangelsk à San Francisco. Il avait surgi tout naturellement, par instinct et spontanément. Peu lui importait que l'Autriche eût tort ou raison en Italie, que l'Italie pût prétendre ou non à l'indépendance, ou que la ligne du Mincio fût nécessaire ou non. Pour que l'union se fasse entre

nous, il suffisait que l'un des nôtres fût attaqué par quelqu'un qui, s'il n'a rien à chercher en Italie, éprouve en revanche un vif intérêt à conquérir la rive gauche du Rhin, et que ce quelqu'un fût Louis-Napoléon, c'est-à-dire l'héritier des traditions du Premier Empire français. L'instinct populaire le savait, et il avait raison.

Mais, depuis longtemps, les philistins libéraux de Gotha ne considèrent plus que l'Autriche allemande soit des « nôtres » : la guerre est pour eux la bienvenue si elle affaiblit l'Autriche et permet ainsi la création de la Petite-Allemagne, ou plus exactement de la Grande-Prusse. Ils ont trouvé des alliés dans la masse des démocrates vulgaires d'Allemagne septentrionale qui spéculent sur la ruine de l'Autriche grâce à Louis-Napoléon, ce qui leur permettrait d'unifier l'Allemagne sous l'hégémonie prussienne. Ils ont trouvé d'autres alliés, peu nombreux, en France et en Suisse, chez des émigrés allemands qui n'ont pas honte de se lier ouvertement au bonapartisme.

Mais, à dire vrai, leur plus puissant allié, c'est la lâcheté du philistin allemand, qui n'ose jamais affronter ouvertement le danger et qui, pour mendier la grâce d'un an, abandonne ses plus fidèles alliés, quitte à être lui-même écrasé plus sûrement ensuite. Cette lâcheté va de pair avec la fameuse « superintelligence » du philistin allemand qui, s'il trouve toujours mille prétextes pour n'avoir pas à agir, n'en est que plus bavard ; il est sceptique en tout, hormis pour ce qui touche à ses prétextes. Ce sont ces « superintelligents » qui saluèrent avec enthousiasme la paix de Bâle ; qui se frottèrent les mains en cachette, lorsque les Autrichiens furent battus à Ulm et à Austerlitz, mais qui ne voient jamais se lever leur Iéna. Ils ont leur quartier général à Berlin. C'est cette alliance qui devait triompher. L'Allemagne lâcha l'Autriche. C'est à ce moment que l'armée autrichienne se battit dans la plaine lombarde<sup>141</sup> avec un courage qui étonna ses adversaires et força l'admiration du monde, hormis, bien sûr, celle de ces messieurs de Gotha et leur suite.

Ni le dressage pour les parades, ni le culte de la caserne et du bouton de guêtre, ni le caporalisme n'avaient réussi à extirper le goût vigoureux du combat, propre à l'Allemand. En

dépit de leurs uniformes étriqués et de leur lourd barda, ces jeunes soldats qui n'avaient pas encore reçu le baptême du feu, ont tenu tête, tels des vétérans, à des Français pourvus d'équipements et d'uniformes légers.

Ce n'est qu'à force d'incapacité et de discordes que l'Etat-major autrichien a réussi le tour de force de laisser battre de telles troupes. Comment donc ? Pour ainsi dire sans laisser sur le terrain de trophées, de canons, ni de prisonniers ; le seul drapeau conquis par l'adversaire fut *trouvé* sur le champ de bataille, sous un tas de morts ; les prisonniers non blessés furent des déserteurs italiens ou hongrois. Du simple soldat au major, l'armée autrichienne s'est couverte de gloire, et cette gloire revient, en tout premier lieu, aux Autrichiens *allemands*. Les Italiens furent inutilisables, et la plupart d'entre eux furent écartés de la bataille ; les Hongrois désertèrent en masse, ou ne furent que peu sûrs. Les Croates se battirent encore plus mal que d'habitude \*. Les Autrichiens allemands ont pleinement le droit de s'attribuer toute la gloire, d'autant qu'ils peuvent invoquer, plus que quiconque, le lamentable échec du commandement.

Celui-ci était de style Vieille-Autriche authentique. Il n'y a pas eu seulement l'incapacité de Gyulai, mais encore le manque d'unité dans le commandement, dû à la camarilla et à la présence de François-Joseph. Gyulai envahit la Lomellina et s'arrêta dès qu'il fut dans le périmètre de Casale-Alexandrie ; toute l'offensive était manquée. Les Français n'eurent aucune peine à effectuer leur jonction avec les Sardes. Au comble de la confusion, Gyulai envoya une reconnaissance en direction de Montebello, comme s'il voulait montrer d'emblée que, dans la conduite de la guerre, l'esprit vieil-autrichien du tâtonnement aveugle et de l'hésitation perpétuelle était toujours aussi vivace que du temps de l'ancien Conseil de guerre impérial<sup>142</sup>. Il laissa toute l'initiative à l'ennemi. Il dispersa son armée, de Plaisance à Vérone, afin de couvrir entièrement tout le terrain, selon la pratique chère aux Autrichiens.

\* Cf. le reportage effectué sur le champ de bataille de Solférino par le correspondant du *Times* dans le camp autrichien. A Cavriana, le vieux feldmaréchal Nugent, qui était présent en amateur, a vainement tenté de faire avancer plusieurs bataillons d'allogènes.

A peine dix ans plus tard, les traditions de Radetzky étaient déjà tombées dans l'oubli. Lorsque l'ennemi attaqua à Palestro, les brigades autrichiennes livrèrent bataille l'une après l'autre, avec une lenteur telle que chacune était repoussée avant l'arrivée de l'autre. Lorsque l'ennemi entreprit sa véritable manœuvre, en exploitant à fond la position stratégique de la Lomellina — la marche de flanc de Verceil à Boffalora — lorsque l'occasion se présenta enfin de parer cette manœuvre hardie en donnant l'assaut à Novare afin d'exploiter la manœuvre risquée de l'ennemi, voilà que Gyulaï perd la tête et se retire en hâte au-delà du Tessin où, par un détour, il se place en travers du front de l'ennemi.

Au milieu de cette retraite, Hess arriva au Quartier général de Rosate le 3 Juin à 4 heures du matin. Le Conseil de guerre impérial, ressuscité à Vérone, semble, au moment décisif, douter des capacités de Gyulaï. Dès lors, il y a eu deux commandements en chef. Sur la proposition de Hess, toutes les colonnes font halte jusqu'à ce que notre stratège se soit persuadé que le moment d'attaquer Novare est passé, et qu'il faut laisser les choses suivre leur cours. Près de cinq heures se passent ainsi, pendant lesquelles les troupes sont immobilisées\*.

Dans la journée du 4, elles arrivent en ordre dispersé à Magenta, affamées, harassées, et néanmoins elles se battent remarquablement et avec succès jusqu'à ce que Mac-Mahon, *en contradiction* avec ses propres instructions — marche directement de Turbigo à Milan — retourne à Magenta et attaque le flanc autrichien. Entre-temps, les autres corps français arrivent, alors que les Autrichiens manquent à l'appel : la bataille est perdue.

La retraite des Autrichiens s'effectue avec une lenteur telle qu'une de leur division est attaquée à Malegnano par deux corps

\* Ces fait sont rapportés par le capitaine Blakeley, premier envoyé spécial du *Times* dans le camp autrichien. La *Darmstädter Allgemeine Militärzeitung* fait l'apologie de Gyulaï : l'arrêt de 5 heures s'expliquerait par un événement indépendant de sa volonté et ne pouvant être divulgué pour des raisons de service. On sait que c'est la cause directe de la défaite. Blakeley nous a communiqué la nature de cet événement.



d'armée français tout entiers. Une seule brigade défend la place pendant plusieurs heures contre six brigades françaises, et recule seulement après avoir perdu plus de la moitié de ses effectifs. Enfin, Gyulai est révoqué.

De Magenta l'armée se retire sur Milan en décrivant un grand arc. Elle n'était même pas poursuivie par l'ennemi puisqu'elle trouva le temps d'atteindre les positions de Castiglione et de Lonate *avant* l'ennemi, qui s'y dirigeait en droite ligne. Cette position, préparée minutieusement par les Autrichiens depuis des années, aurait été choisie, nous dit-on, par François-Joseph lui-même. En fait, elle est depuis longtemps incluse dans le système de défense du quadrilatère fortifié qui se prête admirablement à une bataille défensive, suivie d'une contre-attaque offensive. L'armée y fit sa jonction avec les renforts arrivés entre-temps ou tenus jusqu'alors en réserve ; mais, dès que l'ennemi atteignit l'autre rive de la Chiese, le signal de la retraite fut donné de nouveau, et l'armée franchit le Mincio. Or, à peine cette manœuvre réalisée, l'armée autrichienne retraversa le même Mincio pour arracher à l'ennemi la position qu'elle venait de lui céder volontairement. Ce chaos d'ordres, de contre-ordres et de désordres ayant fortement ébranlé la confiance de l'armée autrichienne en son haut-commandement, voilà que s'engage la bataille de Solférino.

De part et d'autre, c'est un massacre aveugle. On ne saurait parler de direction tactique, ni chez les Français, ni chez les Autrichiens. Ce qui chasse finalement les Autrichiens du champ de bataille, c'est la peur des responsabilités, l'incapacité et la confusion plus grandes des généraux autrichiens, l'assurance plus grande des généraux de brigade et de division français et enfin la supériorité naturelle des Français, parfaite en Algérie, dans les batailles en ordre dispersé et les combats menés dans les villages.

La campagne s'achève ainsi, et nul n'est plus heureux que notre pauvre Monsieur Orges, chargé dans la *Gazette Générale d'Augsbourg* de glorifier contre vents et marées le haut-commandement autrichien et de lui trouver des mobiles stratégiques rationnels.

En fait, Louis-Napoléon lui-même en avait assez. De toute façon, la maigre gloire de Magenta et de Solferino dépassait ce qu'il était en droit d'attendre, car entre les quatre forteresses fatales, il aurait bien pu arriver que les Autrichiens ne se laissent plus battre par leurs propres généraux. De surcroît, la Prusse mobilisait. Or, ni l'armée française du Rhin, ni les Russes n'étaient prêts à la guerre. Bref, on laissa tomber le mot d'ordre de l'Italie libre jusqu'à l'Adriatique.

Louis-Napoléon proposa la paix, et l'on signa le traité de Villafranca. La France n'obtint pas le moindre pouce de territoire ; magnanimement, elle fit don au Piémont de la Lombardie : elle avait fait la guerre pour une idée ! Comment eût-elle pu songer à la frontière du Rhin ? <sup>143</sup>

Entre-temps, l'Italie centrale était rattachée provisoirement au Piémont, et le Royaume de la Haute-Italie devint une puissance respectable :

Les anciennes provinces de la péninsule et l'île de Sardaigne représentent une population de ..	4 730 500 habitants
la Lombardie sans Mantoue, environ .....	2 651 700 habitants
la Toscane .....	1 719 900 habitants
Parme et Modène .....	1 090 900 habitants
la Romagne (Bologne, Ferrare, Ravenne et Forli) .....	<u>1 058 800 habitants</u>

(D'après les chiffres de 1848). Au total .... 11 251 800 habitants

La superficie de l'Etat passait de 1 373 à 2 684 milles carrés allemands. S'il avait eu un caractère définitif, le royaume de la Haute-Italie eût donc constitué la première puissance italienne. En face de lui, il ne subsistait plus que :

la Vénétie .....	2 452 900 habitants
Naples .....	8 517 600 habitants
le reste de l'Etat Pontifical .....	<u>2 235 600 habitants</u>

Au total .... 13 206 100 habitants

Ainsi, l'Italie du Nord aurait eu, à elle seule, presque autant d'habitants que tous les autres Etats italiens. En raison de sa puissance économique et militaire et de la civilisation de ses habitants, cet Etat aurait pu prétendre en Europe à un rang supérieur à celui de l'Espagne ; il serait donc venu tout de

suite après la Prusse. Etant assuré de la sympathie croissante du reste de l'Italie, il n'eût pas été douteux qu'il revendiquât ce rang.

Mais, la politique bonapartiste ne poursuivait pas ce but. Elle proclama ouvertement que la France ne pouvait, en aucun cas, tolérer une Italie unie. Par indépendance et liberté de l'Italie, elle entendait en effet une sorte de Confédération Rhénane, appliquée à l'Italie, sous la protection bonapartiste et la présidence d'honneur du Pape ; en d'autres termes, la substitution de l'hégémonie de la France à celle de l'Autriche.

Au reste, Louis-Napoléon n'avait-il pas l'aimable intention de fonder en Italie centrale un Royaume étrusque, d'après le modèle westphalien, pour l'héritier de Jérôme Bonaparte ? La consolidation de la Haute-Italie mit fin à ces beaux projets. Lors de sa tournée dans les Duchés, Jérôme Bonaparte junior n'obtint aucun résultat, pas même une voix : l'Etrurie bonapartiste s'avéra aussi irréalisable que la Restauration. Il ne restait donc plus que la solution de son rattachement au Piémont <sup>144</sup>.

A mesure que l'unification de l'Italie du Nord se révèle inévitable, l'« idée » pour laquelle la France a mené cette guerre apparaît au grand jour : il s'agit d'annexer la Savoie et le Comté de Nice à la France.

Pendant la guerre, certains avaient déjà laissé entendre que tel était le prix de l'intervention française en Italie. Mais, on ne les écouta pas ! D'ailleurs, le traité de Villafranca ne leur apportait-il pas un démenti ? Quoi qu'il en fût, le monde apprit subitement que deux provinces gémissaient sous le joug étranger, celui du régime national et constitutionnel du *re galantuomo*. Ces deux provinces françaises se tournaient avec nostalgie et les larmes aux yeux vers la grande mère patrie, dont seule la force brutale les séparait. On apprit que Louis-Napoléon ne pouvait rester plus longtemps sourd à l'appel douloureux des Savoyards et des Niçois.

Dès lors, la preuve était faite : Nice et la Savoie seraient le prix de Louis-Napoléon pour le rattachement de la Lombardie et de la Vénétie au Piémont : ne pouvant pour le moment mettre la main sur la Vénétie, il en faisait le prix de son consentement

à l'annexion de l'Italie centrale. Les agents bonapartistes commencèrent aussitôt leur répugnante besogne en Savoie et à Nice, et la presse stipendiée de Paris se mit en chœur à proclamer que, dans ces provinces, le gouvernement du Piémont brimait la volonté d'un peuple souhaitant ardemment son rattachement à la France. Enfin Paris déclara hautement : *les Alpes sont notre frontière naturelle ; la France possède un droit sur les Alpes.*

## II

La presse française affirme que la Savoie est française de par sa langue et ses mœurs. Mais, ne pourrait-on pas en dire autant de la Suisse romande, de la partie wallonne de la Belgique et des îles anglo-normandes de la Manche ? En fait, le peuple savoyard parle un dialecte provençal, tandis que la langue savante et écrite est partout le français. En ce sens, il n'est pas question d'un élément italien en Savoie, puisque la langue populaire française (c'est-à-dire méridionale ou provençale) s'étend bien au-delà des Alpes en direction du Piémont, jusqu'aux vallées supérieures de la Doire Ripaire et de la Doire Baltée.

Avant la guerre [de 1859], on ne pouvait déceler en Savoie la moindre sympathie pour un rattachement à la France. Il y avait tout juste, çà et là, en Basse-Savoie, quelques éléments qui nourrissaient de tels sentiments en raison des relations commerciales de cette région avec la France. La grande masse de la population ne partageait aucunement ces sentiments : il en va ici comme dans les autres régions de langue française avoisinant la France.

De fait, il est caractéristique qu'aucun des pays incorporés à la France de 1792 à 1812 n'ait la moindre envie de se réfugier de nouveau sous les ailes de l'aigle. Si l'on s'est approprié les fruits de la première Révolution française, on est toutefois écœuré de la centralisation rigide de l'administration, de la gestion préfectorale et de l'infaillibilité des apôtres de la civilisation envoyés de Paris. Le bonapartisme eut tôt fait d'étouffer les sympathies

suscitées par les Révolutions de Juillet et de Février <sup>145</sup>. On ne tient pas à importer chez soi Lambèse, Cayenne et la loi des suspects <sup>146</sup>. Au reste, la France se trouve dans un isolement semblable à celui de la Chine vis-à-vis de presque toute espèce de commerce d'importation, et cela rejaillit gravement sur les régions situées à la frontière.

La Première République trouva, à toutes ses frontières, des provinces opprimées et pressurées, ainsi que des peuples divisés et privés de tous leurs intérêts communs naturels. Elle leur apporta l'émancipation de la paysannerie, de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Le Second Empire, lui, trouve à toutes ses frontières des libertés plus grandes qu'il ne peut en offrir lui-même ; en Allemagne et en Italie, il se heurte à un renouveau du sentiment national ; dans les pays plus modestes, à des intérêts séparatifs bien consolidés, qui ont grandi en quarante-cinq ans de développement industriel très rapide et sont liés par mille ramifications au marché mondial. Le Second Empire ne leur offre qu'un despotisme rappelant celui de l'époque romaine des Césars, qu'un commerce et une industrie végétant derrière les barrières douanières, le seul accès libre étant celui qui conduit au pays où pousse le poivre.

Séparée du Piémont par la chaîne principale des Alpes, la Savoie reçoit du Nord — de Genève — les principales marchandises qui lui font défaut, et en fait venir d'autres, moins nombreuses, de Lyon. Quant au Tessin, situé au Sud des cols alpins, il s'approvisionne à Gênes et à Venise. Si c'est là une raison pour séparer la Savoie du Piémont, ce n'en est certainement pas une pour la rattacher à la France. En fait, Genève est la métropole commerciale de la Savoie, du fait non seulement de la situation géographique, mais encore de la stupidité de la législation douanière de la France et des chicanes de ses gabelous.

Malgré la langue, l'affinité raciale et la chaîne des Alpes, les Savoyards n'ont pas, semble-t-il, la moindre envie d'être gratifiés des institutions impériales de la grande mère-patrie française. Leur sentiment traditionnel n'est pas que l'Italie a conquis la Savoie, mais que la Savoie a conquis le Piémont. A partir de

la minuscule Basse-Savoie, le belliqueux petit peuple montagnard s'est concentré en un Etat englobant toute la province, puis est descendu dans la plaine italienne pour annexer successivement, tant par les moyens de la conquête que par ceux de la politique, le Piémont, Montferrat, Nice, la Lomelline, la Sardaigne et Gênes. En se fixant à Turin, la dynastie devint italienne, mais la Savoie resta le berceau de l'Etat. Au reste, aujourd'hui encore, la croix savoyarde demeure le blason de l'Italie du Nord, de Nice à Rimini, et de Sondrio à Sienne.

La Savoie fut conquise par la France au cours des campagnes de 1792 à 1794, et elle s'appela jusqu'en 1814 « département du Mont-Blanc ». Mais, en 1814, elle n'était nullement disposée à rester française. Le problème se posait pour elle en ces termes : rattachement à la Suisse, ou retour aux liens traditionnels avec le Piémont. Néanmoins, la Basse-Savoie resta française jusqu'aux Cent Jours, puis elle fut rendue au Piémont.

Avec le temps, les vieilles traditions historiques s'estompent naturellement. La Savoie demeura quelque peu à l'écart, tandis que les provinces italiennes acquièrent une nette prépondérance, car les intérêts de la politique du Piémont s'orientaient de plus en plus vers le Sud et l'Est. Il est remarquable que la vieille noblesse conservatrice et ultramontaine manifeste les sentiments séparatistes les plus forts, alors qu'elle prétend représenter plus que toute autre classe la tradition historique. Elle aspira au rattachement à la Suisse, tant qu'y dominèrent les vieilles constitutions praticiennes et oligarchiques. Ce n'est que depuis l'instauration générale de la démocratie en Suisse qu'elle semble s'engager dans une autre direction : sous Louis-Napoléon, la France est devenue assez réactionnaire et ultramontaine pour apparaître à l'aristocratie savoyarde comme un rempart devant la politique révolutionnaire du Piémont.

Voici comment la situation se présente aujourd'hui : en général, nul ne désire détacher la Savoie du Piémont. Dans le haut-pays, la Maurienne, la Tarentaise et la Haute-Savoie, la population est nettement pour le statu quo. Dans le Genevois, le Faucigny et le Chablais, on préférerait — s'il fallait changer — le rattachement à la Suisse. Le désir d'un rattachement à la

France se manifeste uniquement en Basse-Savoie, çà et là, mais surtout dans la noblesse réactionnaire. Toutefois, ces voix sont si isolées, qu'à Chambéry même, la très grande majorité de la population s'y opposant énergiquement, l'aristocratie réactionnaire (voir la déclaration de Costa de Beauregard) n'ose y avouer ses sympathies.

Voilà pour ce qui est du problème de la nationalité et de la volonté populaire.

Qu'en est-il maintenant du problème militaire ? Quels sont les avantages stratégiques qu'offre au Piémont ou à la France la possession de la Savoie ? En quoi un changement de possession de la Savoie affecterait-il le troisième Etat frontière, la Suisse ?

De Bâle à Briançon, la frontière française décrit un grand arc fortement saillant : tout un morceau de la Suisse et la Savoie entière avancent en territoire français. Si nous tirons la corde de cet arc, nous trouvons que la surface ainsi délimitée correspond presque exactement à la Suisse romande et à la Savoie. Si la frontière française était déplacée jusqu'à cette corde, elle formerait en gros de Lauterbourg à Fréjus une ligne droite, comme c'est le cas de Lauterbourg à Dunkerque. Mais, cette nouvelle ligne des Alpes aurait pour la défense une tout autre importance que celle du Nord. Alors que la frontière du Nord est entièrement découverte, celle de l'Est aurait sa partie Nord protégée par le Rhin, et sa partie Sud par les Alpes. Certes, de Bâle au Mont Blanc, ce n'est pas la configuration du terrain qui délimiterait la ligne frontière ; en effet, la frontière « naturelle » y serait constituée par le Jura jusqu'à Fort-de-l'Écluse, puis le tronçon des Alpes délimité au Sud, près du Mont Blanc, par la vallée de l'Arve.

Or, si la frontière naturelle forme un arc concave *saillant*, elle ne remplit plus son rôle, et n'est donc plus une frontière naturelle. S'il se trouve, en outre, que cet arc saillant qui repousse notre frontière de manière si peu naturelle, est peuplé d'habitants français de par « la langue, les mœurs et la civilisation », l'erreur commise par la nature ne doit-elle pas être corrigée ? La convexité souhaitable en théorie, ou tout au moins la ligne droite, ne

doit-elle pas être réalisée dans la pratique ? Les Français vivant au-delà de la frontière naturelle doivent-ils être sacrifiés à un *lusus naturae* ? \*

Ces raisonnements bonapartistes ne sont pas gratuits, comme le démontre le Premier Empire, qui alla d'annexion en annexion jusqu'à ce qu'on mit fin à ses entreprises. Même la frontière la plus parfaite a ses points faibles qu'il convient de corriger et d'améliorer, et si l'on n'a pas à se gêner, on peut continuer sans fin le petit jeu de l'annexion. En tout cas, voici à quoi aboutissent ces raisonnements : du point de vue de la nationalité et des intérêts militaires de la France, tout ce que l'on avance pour justifier l'annexion de la Savoie *vaut aussi pour la Suisse romande*.

Les Alpes qui, depuis le col de Tende, s'orientent vers le Nord-Nord-Ouest, tournent à partir du mont Tabor — borne frontière entre le Piémont, la Savoie et la France — en direction générale Nord-Nord-Est pour accentuer encore plus leur courbe vers l'Est à partir du mont Géant, point frontalier entre le Piémont, la Savoie et la Suisse. Du mont Tabor au mont Géant, les Alpes ne pourraient donc constituer une frontière naturelle pour la France que si elles suivaient une ligne droite du mont Géant à Bâle. En d'autres termes : revendiquer le rattachement de la Savoie à la France *signifie revendiquer l'annexion de la Suisse romande*.

Toute la ligne de la crête principale des Alpes formant actuellement la frontière entre les deux Etats n'est traversée que d'une chaussée carrossable : le col du mont Genève. En dehors de lui, il y a le col de l'Argentière menant de Barcelonnette à la vallée de la Stura que l'on peut franchir avec l'artillerie. Sans doute, pourrait-on, avec un peu de mal, rendre carrossables pour toutes les armes d'autres voies de moindre importance. Mais, comme la Savoie et Nice offrent chacune deux passages carrossables à travers la chaîne principale des Alpes, tout assaillant français, tant qu'il n'est pas en possession de ces provinces, aura d'abord à en conquérir au moins un avant de franchir les Alpes.

\* Caprice de la nature. (N. d. Tr.)



Or, il se trouve que, pour une attaque venant de France, le mont Genève permet seul une avance directe sur Turin, alors que le mont Cenis, et plus encore le Petit-Saint-Bernard, tous deux cols savoyards, donnent sur les flancs de l'ennemi.

En revanche, le mont Genève obligerait une offensive italienne à un grand détour pour atteindre le cœur de la France, puisque c'est le mont Cenis qui constitue la voie maîtresse de Turin à Paris. Nul général ne s'aviserait donc d'utiliser le mont Genève à d'autre fin que celle du passage de colonnes auxiliaires. Ainsi donc, la grande ligne opérationnelle passe forcément par la Savoie.

La possession de la Savoie procurerait donc à la France le terrain adéquat pour une guerre d'agression contre l'Italie, terrain qu'il lui faudrait autrement commencer par conquérir au début des hostilités. Une armée italienne sur la défensive n'engagera jamais une bataille décisive pour garder la Savoie, mais elle peut contenir dans une certaine mesure les assaillants dans les hautes vallées de l'Arc et de l'Isère, que traversent les routes du mont Cenis et du Saint-Bernard, elle peut s'appuyer sur les fortifications fermant les cols pour tenir quelque temps le versant septentrional de la chaîne principale des Alpes.

Comme dans toute guerre de montagne, il ne saurait, certes, être ici question de défense absolue : il n'est de bataille concluante que lorsque l'ennemi descend dans la plaine. Cependant, on peut *gagner* aisément un délai, décisif peut-être, pour concentrer les forces en vue de la bataille principale. Or, cela est particulièrement important pour un pays comme l'Italie qui est tout en longueur et est dépourvu d'un réseau ferroviaire développé, en face d'un pays dense et couvert d'un remarquable réseau stratégique de chemins de fer, comme la France. Ce délai est à coup sûr perdu, si la France possède la Savoie dès avant les hostilités.

Mais, l'Italie ne mènera jamais à elle seule une guerre contre la France. Or, si elle a des alliés, il se peut que l'équilibre entre les deux armées s'établisse dès la Savoie. Il s'ensuivra que la lutte pour la conquête de la chaîne des Alpes sera longue ; dans la pire hypothèse, les Italiens conserveront pendant quelque

temps le versant septentrional de la crête et, après sa perte, en disputeront aux Français le versant méridional. Comme on ne domine une crête qu'en en possédant les deux versants et leurs passages, on peut se demander si l'assaillant disposera encore de forces et de décision suffisantes pour suivre les défenseurs dans la plaine.

Les campagnes de 1792 à 1795 en Savoie, bien que menées de part et d'autre de façon molle, incertaine et tâtonnante, nous fournissent l'exemple d'une guerre de montagne dont l'issue reste indécise.

Le 21 Septembre 1792, le général Montesquiou envahit la Savoie. Selon la mode en faveur à l'époque, ses défenseurs — dix mille Sardes — étaient dispersés sur toute une chaîne de postes, de sorte qu'ils ne purent rassembler nulle part de forces suffisantes pour résister efficacement. Chambéry et Montmélian furent occupées, et les Français franchirent les vallées jusqu'au pied de la chaîne principale des Alpes. Quant à la crête, elle resta entièrement aux mains des Sardes. Après quelques escarmouches sous la direction du général Gordon, ils attaquèrent de nouveau, le 15 Août 1793, les Français affaiblis par l'envoi d'une partie de leurs troupes au siège de Lyon, et les refoulèrent de la vallée de l'Arc et de l'Isère, jusqu'à Montmélian. En ce lieu, les colonnes battues firent leur jonction avec leurs réserves ; revenu de Lyon, Kellermann passa immédiatement à l'attaque. Le 11 Septembre, il rejeta sans peine les Sardes jusqu'aux cols alpins. Mais, déjà, il était à bout de forces, et il dut s'arrêter au pied de la chaîne.

En 1794, l'armée des Alpes fut portée à 75 000 hommes, auxquels les Piémontais ne purent opposer que leurs 40 000 soldats et 10 000 Autrichiens incertains. Néanmoins, les premières attaques des Français contre le Petit-Saint-Bernard, puis contre le mont Cenis, restèrent infructueuses. Le premier ne fut pris que le 23 Avril, et le second le 14 Mai. Cela suffit toutefois à leur assurer la domination sur toute la crête des Alpes.

En venant de ce côté, il fallut donc trois campagnes successives pour arracher l'accès de l'Italie aux Piémontais. Certes, de nos jours, une guerre aussi indécise ne pourrait se prolonger sur

un terrain aussi exigü pendant plusieurs campagnes. Cependant, en cas d'équilibre relatif des forces, il sera difficile aux Français de forcer les cols des Alpes, et plus encore de conserver une puissance suffisante pour descendre sans plus dans la plaine. C'est tout ce que la Savoie peut offrir à l'Italie — et c'est beaucoup.

Supposons, à l'inverse, que la Savoie soit réunie à la France. Quelle est alors la position de l'Italie ? Le versant Nord de la chaîne des Alpes se trouvant entre les mains des Français, les Italiens ne peuvent plus défendre que le versant Sud, dont les verrous et les positions sont, ou bien dominés du haut des crêtes, ou bien repérés à vue et souvent contournés aisément. Dans ces conditions, la défense des hauteurs se réduit à des actions désespérées, les moins efficaces et cependant les plus coûteuses. Il devient impossible de réunir des renseignements, comme il le faut dans une guerre de montagne.

Ce n'est pas tout. Tant qu'il fallait tout d'abord *conquérir* la Savoie, la France pouvait, le cas échéant, s'en tenir là, contraignant de ce fait l'Italie à se défendre de manière passive. C'était déjà un premier résultat, d'autant plus précieux que la France pouvait avoir besoin d'utiliser plus efficacement ses troupes sur un autre terrain d'opérations. En effet, elle pouvait avoir intérêt à ne pas engager trop de forces sur ce seul théâtre de guerre.

En revanche, dès lors que la Savoie est définitivement une province française, il n'est pas sans intérêt de la défendre offensivement, à la manière française. L'attaque contre l'Italie peut coûter autant d'hommes que la défense passive du territoire français, et n'exiger guère plus de troupes, mais les résultats éventuels sont bien différents.

Au lendemain de l'annexion, on verra des officiers de l'état-major français sillonner les vallées de l'Arc et de l'Isère, explorer les vallées latérales, escalader les arêtes, questionner les meilleurs guides alpins, relever les distances et les dénivellations, et noter soigneusement le tout, non pas à la manière fantaisiste des touristes, mais selon un plan cohérent que l'on a, certes, déjà préparé. Ils seront bientôt suivis d'ingénieurs et d'entrepreneurs, et l'on ne tardera pas à construire des routes au plus

profond des montagnes et à ériger des bâtisses dont ni l'habitant ni le voyageur ne pourront expliquer la signification. D'ailleurs, tout cela ne regarde pas les paysans, ni les touristes, puisque ces routes et ces bâtisses n'ont qu'un seul but : développer les avantages stratégiques naturels de la Savoie.

Le col du mont Cenis et celui du mont Genève conduisent l'un et l'autre à Suse. Si, à partir d'eux, les colonnes françaises attaquent le versant méridional, les détachements italiens qui les défendent seront inmanquablement pris au piège. En effet, ils ne peuvent savoir de quel côté viendra l'attaque principale, bien qu'ils sachent d'avance une chose : si l'un des cols est enlevé et Suse prise, les troupes qui défendent l'autre col seront coupées de leurs arrières.

Si le mont Cenis tombe le premier, les troupes pourront encore se dégager du mont Genève, mais elles devront abandonner leur artillerie, leurs équipages et leurs chevaux pour emprunter les sentiers conduisant à la vallée de Fenestrelle. Si l'assaillant avance par le mont Genève jusqu'à Suse, la retraite des troupes stationnées au mont Cenis se trouve coupée. Dans ces conditions, la défense de ces deux cols se réduit à une simple démonstration militaire.

Il se trouve que les lignes d'opération des deux armées françaises — la route de Grenoble à Briançon, et celle de Chambéry à Lanslebourg — sont à peu près parallèles, étant simplement séparées par une crête qui se dédouble à partir du mont Tabor et que traversent de nombreux chemins et sentiers. Il suffit que les Français construisent une voie longue de quatre milles allemands à peine pour traverser cette crête. Ils pourront dès lors passer massivement leurs troupes d'un col à l'autre : la souricière sera encore plus efficace, et la défense de la ligne des Alpes contre un assaut italien gagnera énormément en force du côté français.

Mais, poursuivons. La Savoie possède un second col, le Petit-Saint-Bernard. De nombreux experts français prétendent que, pour passer les Alpes, il eût mieux valu que Napoléon l'emprunte, au lieu du Grand-Saint-Bernard. Etant moins élevé, et donc libéré plus tôt des neiges de printemps, il est plus facile à franchir. De

Lyon à Besançon, les colonnes convergent aussi facilement vers Albertville que vers Lausanne, et les deux cols mènent à Aoste et à Ivrée. La valeur stratégique du Petit-Saint-Bernard est démontrée par le seul fait qu'une polémique ait surgi à propos de l'importance relative de chacun d'eux pour les visées de Napoléon lors de sa campagne de 1800.

Certes, il faudrait des conditions toutes particulières pour pouvoir utiliser de nouveau le Petit-Saint-Bernard en vue d'une manœuvre stratégique consistant à tourner Marengo. En effet, de nos jours, les armées sont plus importantes, et elles ne pourraient jamais franchir la haute montagne en ne formant qu'une seule colonne ; tourner l'ennemi avec quelque trente mille hommes seulement mènerait aujourd'hui, dans la plupart des cas, à un échec certain. Tout cela est parfaitement juste pour la première et la seconde campagnes. Mais, si, comme l'expérience le montre, toutes les guerres menées avec persévérance de part et d'autre acquièrent à notre époque un caractère différent, plus complexe, en raison du système des forteresses et des camps retranchés, et si une guerre ne peut plus être réellement menée à son terme, tant que les belligérants ne se sont pas lentement usés réciproquement au cours de plusieurs campagnes — alors finalement nous aurons tout de même des armées d'un effectif réduit.

Prenons le cas d'une guerre menée sans succès décisif pendant plusieurs années dans la plaine d'Italie du Nord. Les Français qui auraient pris à un moment Casale ou Alexandrie, ou les deux, seraient finalement rejetés au-delà des Alpes et, les forces étant de part et d'autre suffisamment ébranlées, le combat s'arrêterait là.

Mais, serait-il difficile, avec les chemins de fer actuels et l'artillerie qui, dès à présent, devient partout moins encombrante, de diriger rapidement sur Ivrée, par le Petit-Saint-Bernard, trente à quarante mille hommes, sinon plus ? D'Ivrée, ils pourraient rejoindre leur dépôt fortifié dans la plaine, où ils trouveraient l'approvisionnement nécessaire et renforceraient la garnison (même s'ils échouaient dans cette dernière opération, la route de Turin et celle de la retraite par les deux cols les plus proches ne

pourraient leur être barrées efficacement, même avec des forces supérieures). Ces trente à quarante mille hommes joints aux garnisons constitueraient donc une force déjà appréciable, et dans la pire éventualité, après avoir bousculé les corps ennemis les plus proches, ils pourraient livrer bataille pour défendre leur camp retranché, avec toutes les chances de succès. Il suffit de rappeler combien les armées de 1814 avaient fondu et de combien peu de forces Napoléon disposait pour réaliser de grands exploits cette année-là.

La route du Grand-Saint-Bernard emprunte, comme nous l'avons vu, la vallée de l'Isère, et celle du mont Cenis la vallée de l'Arc. Ces deux cours d'eau prennent leur source au mont Iseran. Après Bourg-Saint-Maurice, la route du Saint-Bernard quitte la rivière et traverse directement la montagne, tandis que les gorges étroites (val de Tignes) s'orientent tout à droite vers le Sud. Au-deçà de Lanslebourg, près de Termignon, une petite vallée latérale (val Saint-Barthélémy) débouche dans la vallée de l'Arc. Du val de Tignes, trois sentiers traversent la croupe de montagne entre l'Iseran et le mont Chaffequaré pour rejoindre le val Saint-Barthélémy. L'un au moins de ces trois passages peut être rendu carrossable. Si l'on construisait ici une route s'ajoutant à la route transversale mentionnée ci-dessus, le réseau stratégique de la Savoie — devenue province frontalière française — serait parfaitement aménagé.

Juste derrière la crête principale des Alpes, on aurait une route reliant entre eux les trois principaux cols et permettant de transporter, en deux jours, le gros des forces du Saint-Bernard et du mont Genève à proximité du mont Cenis, et, en quatre ou cinq jours, d'un flanc à l'autre. Si ce réseau était en outre complété par une route reliant Moutiers à Saint-Barthélémy et Lanslebourg, par le col de Pralognan, et s'ajoutant à la route de Moutiers à Saint-Jean-de-Maurienne, on se demande ce qui pourrait bien manquer à ce réseau stratégique. Il ne resterait qu'à installer les fortifications nécessaires pour servir d'appui — et non de barrage absolu — et à mettre à l'abri de toute attaque en force la ville de Moutiers, qui est un important carrefour routier

et un dépôt central. Tout compte fait, il s'agirait de construire un réseau routier d'à peine 25 milles allemands.

Comment le versant méridional des Alpes sera-t-il défendu, si l'on exécute ces travaux ou d'autres semblables, pour lesquels au demeurant il ne fait aucun doute que l'état-major français ait déjà préparé un plan destiné à utiliser pleinement la Savoie du point de vue stratégique. Quels coups terribles, en cas de défense, un nouveau Lecourbe, soutenu par un solide dépôt central et un système de petits forts, ne pourrait-il porter à l'ennemi, si un tel réseau routier lui assurait une parfaite mobilité !

Qu'on ne nous dise pas qu'il n'y aura plus de guerre de montagne à l'avenir, parce que nos armées sont trop vastes. Cela se soutient tant que les armées sont réellement grandes et que l'un des belligérants possède une supériorité décisive. Mais, en fait, les armées finiront par s'user contre les forteresses modernes et, bien souvent, la supériorité fera place à l'équilibre des forces. Bien sûr, on ne choisit la montagne qu'en cas de nécessité, mais le chemin de Paris vers l'Italie, et de l'Italie vers Paris, passera toujours par la Savoie ou le Valais.

En résumé, par sa situation géographique et notamment par ses cols alpins, la Savoie — devenue province française — permettrait à une armée française, qui n'aurait pas à être de beaucoup supérieure à celle de l'ennemi, de s'emparer du versant italien des Alpes, de faire des incursions dans les vallées et d'avoir un poids bien plus grand que celui de ses seules forces. Avec une préparation même minime du théâtre de guerre, l'armée française se trouverait dans une position si favorable qu'à forces égales, elle dominerait d'emblée son adversaire. En outre, si le Petit-Saint-Bernard contraint les Italiens à détacher des forces au loin, il fournit aux Français la possibilité d'attaques bien plus décisives.

La Savoie est, aux mains de la France, *un instrument exclusivement offensif* face à l'Italie.

Voyons quels sont les intérêts de la Suisse dans cette affaire. Tant qu'elle n'a comme adversaire qu'un seul de ses voisins, la Suisse peut uniquement être attaquée de front, du moins dans

la situation actuelle. Nous considérons ici, d'une part, l'Allemagne du Sud, et, d'autre part, l'Autriche, puisque nous venons de voir récemment encore que ces deux Etats ne font pas toujours nécessairement cause commune.

L'Allemagne du Sud peut attaquer uniquement sur la ligne Bâle-Constance, et l'Autriche sur la ligne Rheineck-Münster, l'Italie sur la ligne Poschiavo-Genève, et la France sur la ligne Genève-Bâle.

Partout, l'armée suisse dispose donc d'une ligne de retraite perpendiculaire au front, et ses flancs sont à chaque fois couverts par un pays limitrophe, non engagé dans la guerre. Tant qu'un seul de ses voisins l'attaque, la Suisse ne peut être contournée *avant* que ne commence la bataille. L'Autriche seule a une bonne position de flanc sur le canton des Grisons ; mais les Suisses ne livreront jamais aux Grisons la bataille décisive contre les envahisseurs autrichiens ; ils les attendront au Nord-Ouest, sur les premiers contreforts des Alpes. Au demeurant, la cession de la Lombardie par l'Autriche a été très avantageuse pour la Suisse.

Certes, il y a un an, l'Autriche pouvait encore facilement lancer contre le Sud-Ouest de la Suisse une attaque concentrique, qui en haute montagne est souvent efficace si on a la supériorité des forces. Néanmoins, l'effet de cette attaque eût été limité aux Grisons, au Tessin, aux cantons d'Uri et de Glaris, c'est-à-dire à la partie la moins peuplée et la plus pauvre du pays. En outre, elle eût entraîné une forte dispersion des forces adverses si, à partir de l'Italie, elles avaient dépassé le Saint-Gothard. Cette favorable répartition de ses voisins a pour la Suisse plus de valeur que les garanties de neutralité européennes. En cas d'attaque d'un seul de ses voisins, elle lui permet d'étirer au maximum sa ligne de défense, et c'est en fin de compte, le seul atout sérieux d'un pays aussi minuscule.

Du moment que la Savoie est française, ou simplement occupée par les troupes françaises, il ne peut plus être question de défendre toute la Suisse romande, du Jura bernois au Bas-Valais. Genève pourrait, dès à présent, être transformée, en moins de vingt-quatre heures en un dépôt militaire français. Le Jura



serait contourné, de même que la ligne de la Thièle et des lacs de Neuchâtel et de Biemme ; au lieu de se battre dans les défilés pour forcer ensuite l'étroit passage entre ces deux lacs par les grands marais, les Français marcheraient tranquillement à travers le riche territoire vallonné du Vaud. Dès lors, la première position permettant une défense sérieuse serait directement celle où se livrerait la première bataille décisive : devant Berne et derrière la Saane et la Sense. En effet, une colonne, venant de Savoie et contournant les positions suisses par Villeneuve et Vevey, rendrait vaine toute espèce de résistance dans le Vaud.

Jusqu'ici, la première ligne de défense de la Suisse contre la France a été le Jura, terrain excellent pour des milices peu exercées qui connaissent le pays et ont l'appui de la population. Mais, déjà, elle ne pouvait être sérieusement défendue à cause de la frontière en zig-zag coupant souvent transversalement les crêtes qui lui sont parallèles.

La seconde ligne de défense importante est celle de la Thièle, qui relie les lacs de Neuchâtel et de Biemme pour se jeter dans l'Aar après sa sortie du lac de Biemme. Cette ligne se poursuit à droite par le cours inférieur de l'Aar, et à gauche par l'Orbe, qui se jette dans la partie supérieure du lac de Neuchâtel, près d'Yverdon. La Thièle n'est longue que d'un demi-mille entre les deux lacs, et d'un mille du lac de Biemme à l'Aar.

Le front proprement dit de cette position se situe entre les lacs, et il est renforcé par le grand marais qui occupe la dénivellation entre le lac de Neuchâtel et la région d'Aarberg et ne peut être franchi qu'en utilisant la route principale. Si l'ennemi tente de contourner ce front par le flanc droit en passant par Büren, les Suisses peuvent l'arrêter au moyen de forces tenues en réserve près d'Aarberg. Une tentative plus ample de contournement supposerait que l'ennemi jette un pont sur l'Aar et découvre largement ses arrières. Opérée par le flanc gauche, elle n'est possible qu'à travers le Vaud, et les Suisses peuvent l'arrêter, soit sur l'Orbe, soit sur la Mentue, soit sur le Broye. Leur résistance ne peut y être gênée, même si l'assaillant contourne le lac de Genève en direction de Fribourg, car les Suisses, se retirant le

long du lac de Neuchâtel, y disposeraient toujours du chemin le plus court. Ainsi, la position de la Thièle n'est bonne pour une bataille décisive que dans un cas déterminé, celui où l'ennemi commet de graves erreurs. Néanmoins, elle offre tout ce que la Suisse peut en attendre : l'occasion d'arrêter l'ennemi, et surtout de mobiliser ses contingents des régions du Sud-Ouest.

Mais, dès lors que la Savoie est entre les mains de l'ennemi, une colonne avançant de Saint-Gingolph sur Villeneuve et Châtel-Saint-Denis rend vaine toute résistance dans le Vaud, puisque Vevey n'est séparée de Fribourg que par deux milles de plus que la position des Suisses sur l'Orbe : elle peut donc leur barrer la retraite.

De Saint-Gingolph à Fribourg, la distance est d'environ douze milles ; Fribourg se trouve à une journée de marche, derrière le flanc gauche de la ligne de la Thièle entre les lacs, et à trois milles de Payerne, où les colonnes françaises traversant le Vaud peuvent faire leur jonction avec la colonne venue de Savoie. En étant maître de la Savoie, l'assaillant peut en trois ou quatre jours couper la liaison du Valais par la vallée du Rhône, conquérir Genève, le Vaud et Fribourg jusqu'à la Saane, et prendre à revers la position de la Thièle avec le gros de ses forces, ce qui lui livre Bâle, Soleure, le Jura bernois et Neuchâtel. Il ne s'agit pas ici de régions inhospitalières de haute montagne, mais bien des cantons les plus riches et les plus industrialisés de la Suisse.

La Suisse a si fortement conscience de la pression stratégique exercée sur elle par la Savoie, qu'elle acquit, comme on le sait, en 1814 la neutralisation de sa partie septentrionale, et qu'en 1816 elle obtint, au moyen d'un contrat avec la Sardaigne, l'assurance que celle-ci ne céderait le Chablais, le Faucigny et le Genevois à aucune autre puissance qu'à la Suisse. D'ailleurs, Louis-Napoléon ne fait-il pas circuler le bruit qu'il demande seulement la partie méridionale de la Savoie — le Chablais, le Faucigny et la portion du Genevois jusqu'à la rivière des Ussets devant revenir à la Suisse. Puisqu'un cadeau en vaut un autre, l'Empereur se sert — à en croire le *Times* — de M. Vogt pour tâter le Conseil des Etats suisses afin de savoir s'il pourrait

obtenir en échange le libre usage de la route du Simplon. Il laisse ainsi entendre que le Simplon est, lui aussi, une borne frontière naturelle de la France — ce qu'il devint d'ailleurs effectivement sous le Premier Empire.

Supposons que la Suisse s'enrichisse d'un nouveau canton, la Savoie septentrionale. La frontière serait formée par la croupe montagneuse qui, après s'être séparée de la chaîne principale entre le Petit-Saint-Bernard, et le mont Blanc, descend vers le pas de la Cluse (Fort de l'Ecluse). En apparence, elle serait donc tout à fait « naturelle ».

Cependant, à partir de la vallée de l'Isère et du Rhône, les routes suivantes traversent cette croupe montagneuse : 1. Seyssel-Genève ; 2. Annecy-Genève ; 3. Annecy-Bonneville ; 4. Albertville-Sallanches. De Bonneville, comme de Sallanches, plusieurs routes traversent la croupe de montagne au Nord de la vallée de l'Arve en direction de Thonon. Cette région demeure donc entièrement ouverte à une offensive dirigée contre Thonon, située sur la rive méridionale du lac de Genève. Comme il n'y a guère que quinze milles entre Seyssel ou Albertville et Thonon, la possession de la Savoie septentrionale ne ferait gagner à la défense suisse qu'un délai de cinq jours au maximum. Mais, comme on ne peut songer à défendre ce nouveau canton par d'autres troupes que la milice locale, une colonne française pourrait tout aussi bien attaquer directement Thonon à partir de Genève, ce qui fait une distance de cinq milles, après quoi quatre milles à peine la séparent de Saint-Gingolph. Dans ce cas, la Savoie septentrionale ne procurerait plus à la Suisse que trois jours de répit. Au demeurant, elle ne peut servir qu'à fractionner les forces défensives suisses.

La ligne de retraite d'une armée suisse, attaquée par la France passe par Berne à travers la plaine ; si possible le long de l'Aar vers Zurich, sinon vers Lucerne, et, de ces deux villes, vers la haute vallée du Rhin. Par conséquent, l'armée ne doit pas prendre position trop au Sud, car elle risquerait d'être repoussée de ces lignes vers la haute montagne.

Ainsi que nous l'avons vu, le Vaud peut opportunément être englobé dans le système de défense suisse, contrairement à la Savoie septentrionale et au Valais, qui sont à découvert dès que la Savoie cesse d'être neutre.

Mais, il est notoire que, dans un Etat fédéral, exposé à une menace et défendu par une milice, chacun veut que son clocher soit défendu d'abord. On sait que les troupes murmureront et que les Conseils nationaux pousseront les hauts cris, si l'on abandonne sans résistance des villes et des cantons entiers, et à plus forte raison un canton nouveau que la Suisse a eu précisément pour assurer sa défense. A l'état-major même, chacun cherchera à ce que son canton soit particulièrement protégé. Il se trouve en outre que, dans une armée de milice, la discipline, dans le meilleur des cas, est assez relâchée par les joyeuses beuveries du temps de paix. C'est pourquoi, eu égard à toutes ces pressions, il sera déjà difficile au commandant en chef de tenir simplement ses troupes en mains. Dans neuf cas sur dix, il est à parier que le commandant finira par se montrer faible ou devra plier. Ainsi donc, la Savoie septentrionale sera occupée par des troupes, qui ne seront d'aucune utilité pour la défense, mais qui dans tous les cas auront une retraite pénible à effectuer et seront rejetées en partie dans le Valais, d'où elles auront du mal à rejoindre le gros de l'armée, par le Gemmi ou la Fourche.

La seule sécurité pour la Suisse, c'est que la Savoie septentrionale n'appartienne ni à la France ni à elle-même. Alors, en cas de guerre entre ces deux Etats, la Savoie sera effectivement neutre et protégera réellement la Suisse. Si elle appartient à la Suisse, celle-ci n'y gagne pas plus que si elle appartient à la France. Elle vaut tout au plus un gain de trois à cinq jours, dont la majeure partie cependant sera de nouveau perdue ensuite dans la défense du Vaud. Mais, que vaut tout cela à côté de la garantie à la Suisse qu'en tout état de cause, elle ne peut être attaquée qu'entre Bâle et le lac de Genève ?

La Savoie septentrionale n'est pour la Suisse qu'un cadeau de Grec ; qui plus est, ce cadeau est une menace. Dans cette hypothèse, la France domine en effet militairement toute la Suisse romande, et rend toute espèce de défense impossible. Le rattachement de la Savoie méridionale à la France entraîne immédiatement cette autre revendication : l'annexion de la Suisse romande <sup>147</sup>.

### III

Le comté de Nice <sup>148</sup> se trouve, comme on le sait, aux pieds des Alpes maritimes ; du côté de Gênes, sa frontière touche la mer à un mille à l'Est d'Oneglia, près de Cervo. Dans sa moitié occidentale, on parle un dialecte provençal, et dans sa moitié orientale, au-delà de la Roya, un dialecte italien. A l'exception de quelques villages sur le Var, c'est l'italien qui est partout la langue écrite. Dans la ville de Nice seulement, le français lui fait équilibre, en raison de la forte affluence d'étrangers.

Pour traiter correctement de la question de la nationalité, nous devons considérer un instant le problème linguistique dans les Alpes occidentales.

Partout, dans les Alpes, lorsque l'italien se heurte à d'autres langues, il se révèle comme l'élément le plus faible. Nulle part, il ne va au-delà de la chaîne des Alpes : les dialectes romans des Grisons et du Tyrol sont en fait absolument indépendants de l'italien. En revanche, toutes les langues avoisinantes ont gagné du terrain à ses dépens dans le Sud des Alpes.

Dans les districts de montagne, dans la partie Ouest de la province vénitienne d'Udine, on parle le carnirole-slovène. Au Tyrol, l'élément allemand domine sur tout le versant méridional et toute la haute vallée de l'Adige ; plus au Sud, en plein territoire italien, on trouve des îlots de langue allemande des « sette comuni » et des « tredici comuni » <sup>149</sup> ; on parle l'allemand au pied du versant Sud du Gries, tant dans le val di Caverna tessinois que dans le val Formazza, et dans la partie supérieure du val di Vedro, au pied du Simplon ; enfin, sur tout le versant Sud-Ouest du monte Rosa, dans le val de Lys, la partie supérieure du val de Sésia et dans le val Anzasca.

Le pays de langue française commence au val de Lys, et comprend tout le val d'Aoste et le versant oriental des Alpes cottiennes depuis le mont Cenis. On admet communément qu'il englobe la région des sources de toutes les rivières du bassin supérieur du Pô, et qu'il est limité par Demonte (sur la Stura), un peu à l'Ouest du col de Tende, et par le cours de la Roya jusqu'à la mer.

Si l'on peut aisément délimiter les zones linguistiques de l'allemand, du slave et de l'italien, il n'en va pas de même lorsqu'interfèrent deux langues romanes qui, de surcroît, ne sont ni la langue écrite italienne — « *il vero toscano* » — ni le français élaboré du Nord, mais le dialecte piémontais pour ce qui est de l'italien, et de l'un des mille patois dégénérés dans lesquels s'est dissoute la langue des troubadours du Midi de la France, que nous désignerons pour plus de brièveté, du terme imprécis, mais connu de « provençal ».

Quiconque s'est occupé, ne serait-ce que superficiellement, de grammaire comparée des langues romanes ou de littérature provençale ne peut manquer d'avoir noté au premier coup d'œil qu'il existe en Lombardie et au Piémont une grande analogie entre le parler populaire et le provençal. Cette analogie se limite en Lombardie à l'habitus du langage, à l'élosion des voyelles finales du masculin, celles du féminin étant maintenues au singulier. L'élosion de la plupart des voyelles finales dans la conjugaison lui donne une tonalité provençale, tandis que la nasale *n* et la prononciation des *u* et des *œu* évoquent le français parlé dans le Nord. En revanche, la morphologie et la phonétique sont pour l'essentiel italiennes, les dérivés évoquant souvent de façon bizarre le portugais \*, comme dans le rhéto-roman.

Le dialecte piémontais s'apparente pour l'essentiel au lombard, mais se rapproche plus encore du provençal, au point qu'il

\* *Clé* se dit *clavis* en latin, *chiave* en italien, *chave* en portugais et *ciàu* (prononcez : *tchàu*) en lombard. Le correspondant de la *Gazette Générale d'Augsbourg* à Vérone rapportait l'été dernier (cf. les comptes rendus du Quartier Général autrichien) que les gens s'y saluaient dans la rue par « tchau, tchau ». Cette feuille éclairée qui adore les solécismes, se donna le plus grand mal pour relier le mot *clé* à ces « tchau, tchau ». En fait le mot « tchau » est dérivé de « s-ciau » (stchau) qui est la forme lombarde de « schiavo » (esclave, serviteur). Chez nous on salue de même par « votre serviteur », « votre dévoué serviteur », etc... Nous ne nous souvenons que de deux formes véritablement provençales dans le lombard : le participe passé féminin en « -da » (amà, amada) et la première personne du présent en *i* (ami, j'aime ; *saludi*, je salue).

est difficile dans les Alpes cottiennes et maritimes, de l'en délimiter de façon précise \*.

Quoi qu'il en soit, la plupart des patois du Midi de la France ne sont pas plus proches de la langue écrite de la France du Nord que du piémontais. Le parler populaire ne peut donc guère décider ici de la nationalité ; le paysan alpin qui parle provençal, apprend aussi facilement l'italien que le français, mais il n'a besoin que rarement de l'un et de l'autre. Il comprend très bien le piémontais, et cela lui suffit amplement. Si on tient néanmoins à s'appuyer sur une base linguistique pour décider de la nationalité, la langue écrite est la seule à la fournir, et dans tout le Piémont et Nice celle-ci est indubitablement l'italien. La seule exception est, en gros, le val d'Aoste et les vallées vaudaises, où domine par endroit la langue écrite française.

C'est pourquoi il est absurde de vouloir revendiquer d'emblée pour Nice la nationalité française, en se fondant sur le patois provençal, qui, au demeurant, n'est parlé que dans la moitié de la province. Cette prétention est tout bonnement insensée, lorsqu'on sait que la langue provençale s'étend même au-delà des Pyrénées, en Aragon, Catalogne et Valence, et que, dans ces provinces espagnoles, malgré certaines réminiscences castillanes, elle s'est en gros maintenue d'une manière bien plus pure que partout ailleurs en France. Qui plus est, elle s'est conservée comme langue écrite dans la littérature populaire. Que deviendra l'Espagne, si Louis-Bonaparte se met à revendiquer encore ces provinces comme étant de nationalité française ?

\* Voici ce qui distingue en gros les dialectes italiens des parlers provençaux : 1. la vocalisation italienne des *l* après les consonnes (*fiore, più, bianco*) est étrangère au provençal ; 2. la formation du pluriel des substantifs à partir du nominatif latin (*donne, capelli*). Il est vrai que le provençal et le vieux-français formaient de même leur nominatif au moyen âge, alors que tous les autres cas étaient dérivés de l'accusatif latin (désinence *-s*). Tous les dialectes provençaux modernes ne connaissent que cette dernière forme, pour autant que nous sachions. Toutefois, dans les régions frontalières, on ne saurait affirmer avec certitude si la forme du nominatif provient de l'italien ou du provençal.

Il semble qu'il soit encore plus difficile de déceler des sympathies françaises dans le comté de Nice qu'en Savoie. On n'en trouve nulle trace à la campagne ; en ville, toutes les tentatives ont échoué plus lamentablement encore qu'à Chambéry, bien qu'il soit relativement plus facile de concentrer quelques bonapartistes dans cette ville balnéaire. Faire du Niçois Garibaldi un Français, c'est en vérité une belle trouvaille.

Si la Savoie est de la plus haute importance pour la défense du Piémont, Nice l'est encore davantage. Trois routes relient Nice à l'Italie : la route de la Corniche, le long de la côte en direction de Gênes ; celle qui, par le col di Nava, conduit d'Oneglia au Val du Tanaro vers Ceva ; celle qui mène à Cuneo par le col de Tende. Certes, la première est finalement barrée par Gênes, mais elle fournit à une colonne l'occasion de traverser les Apennins sur de bonnes routes, d'abord près d'Albenga, ensuite près de Savone. En outre, elle offre quantité de chemins de traverse et sentiers de montagne. Napoléon a fourni en 1796 la recette pour les utiliser militairement.

La troisième route, par le col de Tende, est à Nice ce que la route du mont Cenis est à la Savoie. Elle mène directement à Turin, mais ne favorise guère les manœuvres de flanc. En revanche, la route moyenne, par le col di Nava, mène tout droit à Alexandrie et joue le même rôle au Sud que le Petit-Saint-Bernard au Nord, mais d'une manière beaucoup plus directe et avec des difficultés moindres. Elle possède en outre l'avantage de se trouver assez près de la route côtière pour en recevoir un appui considérable en cas d'attaque. Une colonne progressant sur la route de Nava peut opérer sa jonction, dès Garesio, avec la colonne qui suit la route côtière jusqu'à Albenga, puisqu'une route transversale relie Albenga à Garesio. Après Ceva, son chemin la conduit à Alexandrie par Carcare (située à mi-chemin entre Ceva et Savone), où elle débouche sur la route de Savone. Mais, entre Ceva, Savone, et Oneglia, s'étend la haute montagne, où les défenseurs ne peuvent se maintenir. Qui plus est, le versant Nord du col di Nava est situé, comme les sources du Tanaro, *en territoire niçois*, de sorte que le col appartient d'emblée à celui qui possède Nice *avant* les hostilités.



Une armée française, qui disposerait de Nice avant le déclenchement de la guerre, menacerait le flanc, l'arrière et les communications de toute division italienne se trouvant à l'Ouest d'Alexandrie. Céder Nice à la France, signifie donc, en cas de guerre, reculer le point de concentration des forces militaires italiennes jusqu'à Alexandrie. En fait, c'est renoncer à la défense du Piémont proprement dit, puisque celle-ci ne peut être assurée qu'à Nice et en Savoie.

Ici encore, l'histoire des guerres de la Révolution nous fournit la meilleure illustration. Le 1<sup>er</sup> Octobre 1792, le général Anselme franchit le Var avec une division forte de 9 000 hommes, tandis que la flotte française (12 navires de ligne et frégates) jetait l'ancre à mille pas de Nice. Les habitants, favorables à la Révolution, s'insurgèrent, et la faible garnison piémontaise (2 000 hommes) se retira en toute hâte au-delà du col de Tende pour prendre position près de Saorge. La ville de Nice accueillit les Français à bras ouverts, mais ceux-ci pillèrent tout le pays, incendièrent les maisons de paysans, violèrent les femmes et ne purent être mis au pas, ni par les ordres du jour d'Anselme, ni par les proclamations des commissaires de la Convention. C'était le noyau de la future armée d'Italie, avec laquelle le général Bonaparte récolta ses premiers lauriers. Ainsi, le bonapartisme semble toujours s'appuyer, à ses débuts, sur la racaille : sans une société du Dix-Décembre<sup>150</sup>, il ne réussirait jamais à s'affirmer.

Les belligérants restèrent longtemps inactifs sur leurs positions respectives ; les Français occupaient la ville et ses alentours, les Piémontais, renforcés par une division autrichienne, restaient maîtres de la montagne et occupaient une position fortement retranchée, qui avait Saorge pour centre.

En juin 1793, les Français procédèrent à quelques attaques généralement infructueuses. En Juillet, ils prirent le col d'Argentera qui menait sur les arrières de l'ennemi. Après la prise de Toulon (Décembre 1793), l'armée d'Italie reçut d'importants renforts, et on lui attacha le général Bonaparte. Au printemps suivant, celui-ci prépara l'attaque du camp de Saorge, qui fut menée à terme, avec un plein succès, le 28 Avril. Bonaparte

proposa alors de réunir l'armée des Alpes à celle de l'Italie, au val de la Stura, et de conquérir le Piémont. Mais son plan fut rejeté.

Peu de temps après, le 9 Thermidor, Bonaparte perdit son protecteur le plus puissant, Robespierre et, par-là, son influence au Conseil de Guerre : il n'était plus que simple général de division. L'armée passa à la défensive. Ce n'est qu'au moment où le général autrichien Colloredo avança, avec la lenteur habituelle, sur Savone pour couper aux Français la très importante jonction avec Gênes demeurée neutre, que Bonaparte trouva l'occasion de se jeter sur lui et de lui infliger une sévère défaite. Néanmoins, la route de Gênes restait menacée, et lorsque la campagne de 1795 s'ouvrit, les Français furent chassés de toute la riviéra gènoise.

Dans l'intervalle, l'armée des Pyrénées orientales devint disponible, grâce à la signature de la paix avec l'Espagne ; elle fut dirigée sur Nice, où son regroupement s'acheva en Novembre. Scherer, qui venait de prendre le commandement dans les Alpes maritimes, passa aussitôt à l'attaque en s'aidant d'un plan élaboré par Masséna. Tandis que Serrurier tenait en haleine les Piémontais au col de Tende, Masséna avança en haute montagne pour encercler Loano, qui fut attaqué de front par Augereau (23 Novembre). Le plan réussit parfaitement ; les Autrichiens eurent 2 000 tués, 5 000 prisonniers et 40 canons enlevés, et leur armée fut totalement coupée de celle des Piémontais. La jonction avec Gênes était de nouveau assurée, et la montagne resta incontestablement aux Français pendant l'hiver.

Au printemps de 1796, Bonaparte obtint enfin le commandement suprême de l'armée d'Italie, et l'affaire prit dès lors une autre tournure. S'appuyant sur Nice et la Riviera du Ponente, qu'il avait déjà en mains, il se dirigea de Savone vers la montagne, battit les Autrichiens à Montenotte, Millesimo et Dego, et les coupa ainsi des Piémontais, qui étaient dès lors contournés et isolés par une force française bien supérieure.

La paix fut signée, après quelques batailles d'arrière-garde. Ainsi, il suffit de quatre engagements heureux dans les hautes vallées de la Bormida et du Tanaro pour que tout le Piémont

tombât militairement entre les mains des Français. Ceux-ci n'eurent pas à lancer directement une attaque sur Turin. La guerre se porta aussitôt en Lombardie, le Piémont étant devenu base opérationnelle des Français.

Durant les trois premières années de guerre, l'Italie avait donc été parfaitement protégée par Nice. C'est à la troisième campagne que les cols des Alpes maritimes furent perdus, et c'est à la quatrième seulement qu'ils devinrent efficaces, mais *alors d'une efficacité directe et décisive.*

Après les engagements menés en montagne dans la première semaine, il suffit en effet d'une simple démonstration de force contre les Piémontais pour qu'ils soient placés dans une situation désespérée et contraints à capituler. L'offensive proprement dite pouvait continuer presque sans interruption jusqu'à Milan ; tout le terrain situé entre le Bormida, le Tessin et les Alpes tomba tout seul entre les mains des Français.

Si Nice est province française, l'Italie est d'emblée vis-à-vis de la France dans la situation où elle se trouvait à la fin de la campagne de 1794. Ce n'est pas seulement la vallée de la Stura qui est ouverte aux Français par le col de Tende, mais encore la vallée du Tanaro, par le col de Nava. Qui plus est, la route vers Albenga et Savone ne peut être disputée à une armée française attaquant avec des forces légèrement supérieures. Comme on le voit, trois ou quatre jours après le déclenchement de la campagne, les Français se trouvent déjà au point où aboutit la campagne de 1796.

On peut se demander, dans ces conditions, où le gros de l'armée italienne trouvera à se déployer en face des Français ? Elle n'a pas de place pour évoluer sur la Riviera italienne ; elle compromet ses communications avec Alexandrie, la Lombardie et la péninsule, si elle prend position à l'Ouest du Belbo et du Tanaro. Il ne lui reste donc qu'à avancer au Sud d'Alexandrie et à attaquer en force les différentes colonnes qui débouchent de la montagne. Or, cela suppose qu'elle abandonne d'emblée la défense sur la frontière des Alpes, faute de quoi, tous les détachements postés au col de Tende ou plus à l'Ouest et au Nord-Ouest seraient isolés. En d'autres termes, la possession de Nice

donne à la France la possession des Alpes, qui cessent d'être un rempart pour l'Italie ; elle assure aux Français la domination militaire du Piémont.

Au Sud, Nice donne à la France les mêmes avantages pour des manœuvres de flanc que la Savoie au Nord, mais d'une manière encore plus complète et directe. S'il suffit de posséder l'une des deux provinces, Nice ou la Savoie, pour découvrir complètement le Piémont, face à l'assaillant français, de quelle puissance offensive la France ne disposera-t-elle pas quand elle possédera les deux !

Le Piémont sera comme enserré dans un étau. Sur toute la ligne du Petit-Saint-Bernard au col de Nava, et par les sentiers de montagne surplombant Savone, le jeu du chat et de la souris peut se poursuivre en mille feintes jusqu'au moment de la véritable attaque à un point quelconque du flanc. Tous les détachements italiens qui se seront trop fortement accrochés aux montagnes, seront isolés.

Il ne restera plus à l'armée italienne qu'à se concentrer près d'Alexandrie et de Casale, où elle sera réduite à surveiller les Alpes pour se jeter de toutes ses forces sur l'ennemi, dès que se dessinera la direction générale de l'attaque. Cela étant admis, on peut dire, en d'autres termes, que non seulement la chaîne des Alpes, mais encore tout le bassin piémontais du Pô sont livrés d'avance à l'ennemi, et que la première position de défense d'une armée italienne contre la France se trouve derrière les remparts d'Alexandrie.

Avec la Savoie et Nice comme avant-postes, le Piémont serait la première base d'opération de l'armée italienne ; sans ces deux provinces, le Piémont, du point de vue militaire, entre dans le champ direct de l'offensive française et doit lui être arraché d'abord par une victoire sur le sol piémontais, puis par la conquête des cols savoyards et niçois.

L'annexion de la Savoie et de Nice équivaut à l'annexion, sinon politique, *du moins militaire*, du Piémont à la France. Lorsqu'à l'avenir Victor-Emmanuel contempera de sa villa della Regina, près de Turin, la magnifique chaîne des Alpes dont aucune

cime ne lui appartiendra plus, il se rendra parfaitement compte de tout cela.

Mais, dit-on, dès qu'un fort Etat militaire s'est constitué en Italie du Nord, la France a besoin de Nice et de la Savoie pour sa défense.

Nous avons vu que la Savoie renforcerait considérablement le système de défense français. Nice lui apporterait un renforcement supplémentaire, ne serait-ce que parce que cette province devrait être conquise grâce à une victoire des Italiens avant l'attaque des actuels départements français des Alpes. La question est donc avant tout la suivante : un vigoureux Etat militaire italien peut-il menacer la France au point qu'elle ait besoin d'une protection particulière contre lui ?

Même si elle était totalement unifiée, l'Italie avec ses 26 millions d'habitants ne pourrait mener de guerre offensive contre la France qu'en alliance avec l'Allemagne. Dans une telle guerre, l'Allemagne fournirait toujours l'essentiel des forces militaires et l'Italie jouerait un rôle subordonné. Cela seul suffirait à déplacer l'axe principal de l'attaque des Alpes sur le Rhin et la Meuse. Au surplus, on sait que le centre décisif de l'attaque est Paris, dans le Nord de la France. L'offensive la plus dangereuse pour la France proviendra toujours de la Belgique, et si celle-ci est neutre, de la rive gauche allemande du Rhin et du Haut-Rhin badois. Toute autre offensive ferait un détour, serait excentrique et non directement dirigée sur Paris. Déjà Clausewitz (*De la Guerre*, livre VI, chap. 23) a raillé l'armée forte de 200 000 hommes qui, en 1814, au lieu de marcher directement sur Paris, se laissa égarer par une folle théorie qui la conduisit au Plateau de Langres après un détour par la Suisse. Que dirait-il de plans de campagne dirigeant l'attaque principale contre Paris à travers l'Italie du Nord, la Savoie et même Nice ?

Toute attaque par la Savoie a un net désavantage vis-à-vis de celle menée par le Rhin, parce que les liaisons y sont bien plus longues et, en outre, passent par les Alpes, parce que le trajet en direction de Paris s'en trouve allongé, et enfin parce que le camp retranché de Lyon risque d'exercer une force d'attraction susceptible d'immobiliser l'offensive. C'est ce qui explique

que, dans la campagne de 1814, les troupes qui avaient pénétré en France par l'Italie, n'aient joué pour ainsi dire aucun rôle.

En fait, avec de tels moyens et à une frontière qui est déjà la mieux protégée, la France n'a besoin d'aucun agrandissement de territoire contre l'un des plus faibles de ses voisins. La France serait inexpugnable, si ses frontières actuelles étaient partout aussi éloignées de Paris et bénéficiaient des mêmes avantages que sa frontière avec l'Italie grâce à la nature, à l'art et aux difficultés de communications qu'éprouve l'adversaire. Or, si le bonapartisme exhibe précisément l'argument des nécessités de la défense française pour revendiquer de prétendues frontières naturelles dans les Alpes, il lui sera plus facile encore de motiver ses prétentions sur le Rhin.

Le comté de Nice restera toujours italien, même s'il passe momentanément à la France. Il est vraisemblable, en revanche, que la Savoie souhaite elle-même plus tard son incorporation à la France, lorsque les grandes nationalités européennes se seront mieux consolidées. Que la Savoie devienne volontairement française, lorsque l'Allemagne et l'Italie auront réalisé leur unité nationale au point de vue politique aussi bien que militaire et profité, de ce fait, d'un accroissement considérable de leur puissance en Europe — c'est une chose. Mais, c'en est une autre qu'un chef d'Etat de l'espèce de Louis-Napoléon, ne vivant que de conquêtes, marchandise la Savoie à une Italie non encore unifiée, afin de perpétuer sa suprématie en Italie, et de créer un précédent à sa théorie des frontières naturelles sur le Rhin.

#### IV

Les tractations relatives à la Savoie et à Nice nous intéressent nous autres Allemands, pour trois raisons.

*Premièrement*, l'interprétation donnée en fait par Louis-Napoléon à l'indépendance italienne, à savoir : l'Italie est divisée en trois et, si possible, en quatre Etats : la Vénétie reste à l'Autriche, et la France, grâce à la possession de la Savoie et de Nice,

met la main sur le Piémont ; les Etats pontificaux, diminués de la Romagne, sépareront complètement Naples de l'Etat de la Haute-Italie, pour empêcher tout agrandissement de ce dernier vers le Sud ; on « garantira » au Pape la possession de ce qui lui reste de territoire.

Si, en même temps, on tient la Vénétie en réserve comme futur appât pour l'Etat de la Haute-Italie, le mouvement national italien continuera de voir en l'Autriche son ennemi principal et direct : et, afin que le nouveau Royaume se mette en mouvement, selon le bon plaisir de Louis-Napoléon, contre l'Autriche, les Français s'empareront de toutes les positions dominant l'Ouest alpin et déplaceront leurs avant-postes jusqu'à neuf milles de Turin.

Telle est la position que le bonapartisme s'est acquise en Italie ; dans une guerre pour la frontière du Rhin, elle équivaut à une armée entière. Elle donne à l'Autriche le meilleur des prétextes pour ne fournir au reste de l'Allemagne qu'un contingent fédéral, et moins encore, en cas de conflit. A cela il n'y a qu'un remède : le renversement complet de la politique allemande vis-à-vis de l'Italie.

Nous pensons avoir démontré ailleurs que l'Allemagne n'a pas besoin de la Vénétie jusqu'au Mincio et au Pô. De même, nous n'avons aucun intérêt au maintien de la souveraineté du Pape et de Naples. Nous aurions au contraire intérêt à ce que l'Italie se constitue en une puissance unique, capable d'avoir sa propre politique. Dans ces conditions, nous pouvons offrir davantage à l'Italie que le bonapartisme ; le moment est peut-être proche où il serait bon de s'en souvenir.

*Deuxièmement*, la proclamation sans équivoque par la France de la théorie des frontières naturelles. Il ne fait aucun doute que la presse française arbore cette théorie, non seulement avec le consentement, mais sur l'ordre exprès du gouvernement. Pour le moment, on n'applique cette théorie qu'aux Alpes. Elle apparaît alors assez anodine : la Savoie et Nice sont de petits territoires n'ayant respectivement que 575 000 et 236 000 habitants et n'accroîtront la population française que de 810 000 âmes. Leur

importance politique et militaire n'apparaît donc pas au premier coup d'œil.

Mais ce qui, dans la revendication de ces deux provinces, nous vise particulièrement nous autres Allemands, c'est que le principe des frontières naturelles est à nouveau proclamé et rappelé au peuple français, afin que toute l'Europe s'habitue une nouvelle fois à ce mot d'ordre, comme ce fut le cas ces dernières dix années pour tant de mots d'ordre bonapartistes, tour à tour proclamés et mis en veilleuse.

Dans le français du Premier Empire, repris ensuite avec tant de zèle par les républicains du *National*, c'est, par excellence, le Rhin qu'on entend par frontière naturelle de la France. Aujourd'hui encore, s'il est question de frontière naturelle, le Français ne pense pas à la Savoie ou à Nice, mais seulement au Rhin. Quel gouvernement, surtout s'il s'appuie dans la nation sur les traditions et les appétits de conquête, oserait évoquer de nouveau les frontières naturelles, et prétendre ensuite satisfaire la France avec Nice et la Savoie ?

Cette proclamation nouvelle de la théorie des frontières naturelles de la France constitue une menace directe pour l'Allemagne. C'est un fait que l'on ne peut méconnaître : il donne raison au sentiment national qui s'est manifesté il y a un an en Allemagne. Certes, ce n'est pas Louis-Napoléon, mais c'est sa presse qui déclare à tout venant qu'il ne s'agit de rien moins que le Rhin.

*Troisièmement*, et c'est le point capital : *la position de la Russie dans toute cette intrigue*<sup>150</sup>. Lorsque la guerre éclata l'an dernier et que Gortchakoff lui-même avoua que la Russie avait pris des « engagements par écrit » avec Louis-Napoléon, il y eut des rumeurs sur leur contenu. Les sources en étaient diverses, mais il ressort en fin de compte que la Russie s'engageait à mobiliser quatre corps d'armée et à les déployer le long des frontières de la Prusse et de l'Autriche. Pour le déroulement de la guerre, trois cas étaient, dit-on, prévus.

L'Autriche fait la paix sur le Mincio : dans ce cas, elle perd la Lombardie et, isolée de la Prusse et de l'Angleterre, elle sera facilement amenée à entrer dans l'alliance franco-russe, dont



les buts (partage de la Turquie, cession à la France de la rive gauche du Rhin) seront ensuite atteints par d'autres voies.

Ou bien, elle continue de se battre pour conserver la Vénétie ; elle sera alors chassée entièrement de l'Italie ; on fera s'insurger la Hongrie qui sera confiée éventuellement à l'archiduc russe Constantin ; la Lombardie et la Vénétie reviendront au Piémont ; la Savoie et Nice, à la France.

Ou enfin, l'Autriche poursuit le combat et la Confédération allemande lui vient en aide ; la Russie entre alors dans la lutte d'une manière directe : la France obtient la rive gauche du Rhin, et la Russie a le champ libre en Turquie.

Ces données sur l'essentiel de ce que contient l'alliance franco-russe étaient, répétons-le, déjà connues et publiées avant que la guerre n'éclate, et les événements en ont confirmé une bonne partie. Il faut donc faire le point.

Etant donné la nature des faits, il est impossible à l'heure actuelle d'en fournir la preuve à l'aide de documents décisifs. Ceux-ci n'apparaissent au jour que si les faits en question sont déjà entrés dans l'histoire. La politique de la Russie, telle qu'elle ressort des faits et documents relatifs aux périodes antérieures (par exemple, les archives russes<sup>151</sup> trouvées à Varsovie en 1830), ne vaut certes qu'à titre d'indication dans ce faisceau d'intrigues ; mais cela suffit amplement.

A deux reprises, la Russie s'est alliée avec la France au cours de ce siècle ; et chaque fois l'alliance avait pour but, ou pour base, la division de l'Allemagne.

La première fois, ce fut sur le radeau de Tilsit. La Russie abandonna complètement l'Allemagne à l'Empereur français ; elle s'empara, comme gage de l'accord, d'une partie de la Prusse et eut le champ libre en Turquie ; elle se hâta de conquérir la Bessarabie et la Moldavie. L'une des causes principales de la guerre de 1812 fut pour la Russie que Napoléon « étudia la question turque » et modifia bientôt considérablement son point de vue sur ce problème.

La seconde fois, ce fut en 1829. La Russie conclut un accord avec la France : celle-ci recevait la rive gauche du Rhin et, en

contrepartie, laissait les mains libres à la Russie en Turquie. Talleyrand mit la main sur le dossier quand on prépara la mise en accusation du gouvernement de Polignac ; il le jeta au feu pour épargner à la diplomatie française et russe un scandale retentissant. Vis-à-vis du public non initié, les diplomates de tous les pays forment une association secrète ; ils ne se compromettent jamais les uns les autres au grand jour.

Lors de la guerre de 1853, la Russie invoqua la Sainte-Alliance qu'elle crut restaurée, grâce à l'intervention en Hongrie et à l'humiliation de Varsovie<sup>152</sup>, et même renforcée par l'animosité de l'Autriche et de la Prusse à l'égard de Louis-Napoléon. Mais, elle se trompait. L'Autriche étonna le monde par l'ampleur de son ingratitude<sup>153</sup> (en fait, elle avait payé entre-temps sa dette envers la Russie avec des intérêts usuraires, au Schlesvig-Holstein et à Varsovie). Qui plus est, elle reprit de manière conséquente sa traditionnelle politique anti-russe sur le Danube. Le calcul des Russes fut ruiné de ce côté ; mais, une fois encore, ils furent sauvés par une trahison dans le camp adverse.

Il devenait clair que l'idée fixe de la conquête de Constantinople ne pouvait se réaliser qu'avec l'accord des Français. Or, jamais il n'avait existé en France de gouvernement qui eût tant besoin de conquérir la rive gauche du Rhin que celui de Louis-Napoléon. La situation était plus favorable encore qu'en 1829. La Russie avait tous les atouts en mains : Louis-Napoléon ne pouvait pas ne pas tirer les marrons du feu.

Il fallait avant tout réduire l'Autriche. Avec la même ténacité que dans la guerre contre les Français de 1792 à 1809, l'Autriche s'était opposée depuis 1814 sur le plan diplomatique aux visées de conquêtes des Russes sur la Vistule et le Danube : c'est là son seul, mais inégalable mérite. En 1848-1849, lorsque la révolution en Allemagne, en Italie et en Hongrie eût mis l'Autriche au bord de la ruine, elle fut sauvée par la Russie : il ne fallait pas qu'elle fût détruite par une révolution qui eût arraché à la politique russe la direction de territoires devenus vacants. Etant devenu une force autonome à partir de 1848, le mouvement des diverses nationalités a rendu l'Autriche incapable de s'opposer à l'avenir

aux Russes. Ainsi disparût l'ultime raison historique de conserver l'Autriche.

Par son caractère anti-autrichien, ce même mouvement national pouvait alors devenir l'instrument pour démanteler l'Autriche. En Italie d'abord, puis, s'il le fallait, en Hongrie. La Russie n'opère pas à la façon du premier Napoléon : en Occident notamment, où elle se heurte à une population dense, dont la civilisation est supérieure à la sienne propre, elle n'avance que lentement. L'assujettissement de la Pologne a commencé sous Pierre-le-Grand et n'est aujourd'hui qu'en partie réalisé. La Russie apprécie autant les succès obtenus lentement mais sûrement, que les coups rapides et décisifs, suivis de résultats considérables. On voit clairement la main russe dans l'utilisation qui a été faite de l'insurrection hongroise, au cours de la guerre de 1859, et dans son retrait en position de réserve pour le second acte.

Si la Russie était satisfaite de l'affaiblissement de l'Autriche par la brève campagne de 1859, n'avait-elle pas cependant prévu d'autres éventualités ? N'avait-elle mobilisé ses quatre corps d'armée que pour obtenir cette satisfaction ? Et si l'Autriche n'avait pas cédé ? Si la combinaison militaire et politique avait contraint la Prusse et le reste de l'Allemagne à intervenir en faveur de l'Autriche — et cela eût été inévitable si la guerre s'était prolongée — que se serait-il passé ? En ce cas, quels étaient les engagements que la Russie pouvait avoir souscrits avec la France ?

Le traité de Tilsit et celui de 1829 nous fournissent la réponse. La France ne doit-elle pas recevoir sa part du butin, si la Russie s'étend le long du Danube et domine directement ou indirectement Constantinople ? La seule contrepartie que la Russie puisse offrir à la France, c'est la rive gauche du Rhin — et c'est encore l'Allemagne qui doit en faire les frais<sup>154</sup>.

La politique, naturelle et traditionnelle, de la Russie est de promettre à la France la rive gauche du Rhin ; le cas échéant, elle lui donne son appui en échange d'une approbation et d'un soutien pour les conquêtes russes sur la Vistule et le Danube. De même, elle appuiera l'Allemagne dans la reconquête de territoires perdus au profit de la France : en remerciement, l'Allemagne

reconnaîtra les conquêtes russes. Evidemment, ce programme ne peut se réaliser qu'à l'occasion de graves crises historiques. On ne voit pas pourquoi ces éventualités n'auraient pas été envisagées en 1859 comme elles l'avaient été en 1829.

Aujourd'hui, il serait ridicule de démontrer, une fois de plus, que la conquête de Constantinople est le but immuable de la politique extérieure russe, et que pour l'atteindre tout lui est bon. Nous ne rappellerons ici qu'un seul fait. Jamais la Russie ne parviendra à démembrer la Turquie sans une alliance avec la France ou l'Angleterre. Lorsqu'en 1844, le moment était propice pour faire des offres directes à l'Angleterre, le tsar Nicolas se rendit à Londres et y présenta lui-même le Mémoire russe relatif au démembrement de la Turquie, dans lequel il promettait, entre autres, l'Egypte à l'Angleterre. Ces offres furent repoussées, mais lord Aberdeen rangea le Mémoire cacheté dans une cassette qu'il remit à son successeur aux Affaires extérieures ; depuis, chacun des ministres des Affaires extérieures a pris connaissance du document et l'a conservé pour son successeur, jusqu'à ce qu'enfin l'affaire devînt publique en 1853, lors des débats de la Chambre des Lords. C'est au même moment que fut publié le fameux entretien du tsar Nicolas avec Sir Hamilton Seymour sur le « malade »<sup>155</sup>, au cours duquel l'Angleterre se vit proposer l'Egypte et Candie, tandis que la Russie semblait se satisfaire d'avantages mineurs. En 1853, les promesses de la Russie à l'Angleterre étaient donc les mêmes que celles de 1844. Pourquoi les promesses faites à la France en 1859 seraient-elle moins généreuses que celles de 1829 ?

De par sa personnalité et sa position, Louis-Napoléon est obligé de servir les desseins de la Russie. Héritier prétendu d'une grande tradition militaire, il a recueilli aussi l'héritage des défaites de 1813-1815. L'armée est son principal soutien ; il doit la satisfaire par de nombreux succès militaires, en châtiant les puissances qui, en ces années-là, ont jeté bas la France, et en rétablissant le pays dans ses frontières naturelles. Il faudra que le drapeau tricolore flotte sur toute la rive gauche du Rhin pour que soit lavée la honte de la double occupation de Paris.

Pour obtenir tout cela, il faut à Louis-Napoléon un puissant

allié, et il n'a de choix qu'entre l'Angleterre et la Russie. Même si tel ministère anglais entre dans ses vues, demeurera-t-il longtemps en place ? L'Angleterre, où le pouvoir est instable, n'est donc pas sûre. Mais la Russie ? En échange d'une compensation modeste, elle a déjà démontré à deux reprises ses bonnes dispositions pour une alliance conclue sur de telles bases.

Jamais il n'y eut d'homme plus enclin à servir la politique russe, jamais situation ne lui fut plus propice. Sur le trône de France, il y a un souverain qui *doit* faire la guerre, qui *doit* faire des conquêtes, ne serait-ce que pour se maintenir, qui a besoin d'une alliance et qui, pour cette alliance, ne peut compter que sur la Russie. Jamais semblable occasion ne s'était offerte auparavant.

Depuis la rencontre de Stuttgart<sup>156</sup>, les ultimes mobiles de la politique française ne doivent plus être recherchés à Paris, chez Louis-Napoléon, mais à Pétersbourg, dans le cabinet du comte de Gortchakoff. L'homme « mystérieux » qui inspire une crainte révérentielle au petit-bourgeois allemand, n'est qu'un instrument dans le jeu de la diplomatie russe. Celle-ci lui permet de s'attribuer toutes les apparences de la grandeur, tandis qu'elle s'accorde les avantages réels.

La Russie, qui sans nécessité absolue ne sacrifie jamais le moindre kopek ni un seul soldat et laisse autant que possible les autres puissances européennes s'entre-déchirer et s'affaiblir mutuellement, la Russie dut d'abord, par le traité de Gortchakoff, permettre à Louis-Napoléon de se poser en libérateur de l'Italie.

Bientôt, les rapports sur l'état d'esprit en Pologne russe devinrent si sombres qu'il devint périlleux de tenter la moindre révolte dans le pays voisin, la Hongrie ; la tentative de mobilisation des quatre premiers corps d'armée révéla que la Russie était encore dans un état de grand épuisement ; l'agitation paysanne ainsi que l'opposition de la noblesse prirent de telles proportions qu'elles menaçaient d'être dangereuses en cas de guerre extérieure : un lieutenant-général du tsar russe se présenta alors au Quartier Général français, et la paix de Villafranca fut aussitôt conclue.

Pour le moment, la Russie avait eu des résultats suffisants. L'Autriche était durement châtiée pour son « ingratitude » de 1854, bien plus durement même que la Russie n'avait pu l'espérer. Ses finances qui, avant la guerre, étaient en voie de se rétablir, furent ruinées pour des décennies ; son système de gouvernement fut irrémédiablement détruit à l'intérieur ; sa domination en Italie ébranlée, son territoire amputé, son armée démoralisée et frustrée de toute confiance en ses chefs. Les Hongrois, les Slaves et les Vénitiens avaient fait de si grands progrès dans leur mouvement d'indépendance qu'ils proclamaient ouvertement leur but : la séparation d'avec l'Autriche. Dès lors, la Russie pouvait négliger totalement l'opposition de l'Autriche et compter en faire à l'avenir l'un de ses instruments. Tels furent les succès de la Russie ; Louis-Napoléon n'en tira qu'une gloire assez maigre pour son armée, très douteuse pour lui-même, et d'assez vagues promesses d'annexion de la Savoie et de Nice — deux provinces qui, dans le meilleur des cas, sont des cadeaux de Grecs et l'enchaînent encore plus fortement à la Russie.

Ces derniers projets sont certes ajournés, mais non pas abandonnés. Pour combien de temps ? Cela dépendra de la situation internationale en Europe, du temps pendant lequel Louis-Napoléon saura tenir en laisse son armée de prétoriens, et de l'intérêt que la Russie trouvera à une nouvelle guerre.

La fameuse circulaire que le comte Gortchakoff a adressée l'an dernier aux petits Etats allemands<sup>157</sup> nous indique assez clairement le rôle que la Russie entend jouer vis-à-vis de nous autres Allemands. Jamais pareil langage n'avait été tenu à l'Allemagne. Espérons que les Allemands n'oublient jamais que la Russie a eu l'audace de leur interdire de venir en aide à un Etat allemand attaqué.

Ce n'est pas tout. Les Russes resteront dans notre mémoire (espérons-le du moins) pour bien d'autres raisons.

En 1807, par la paix de Tilsit, la Russie se fit céder une partie du territoire de son allié prussien, le district de Bialystock et abandonna l'Allemagne à Napoléon.

En 1814, lorsque l'Autriche elle-même (cf. les *Mémoires* de Castlereagh) affirma la nécessité d'une Pologne indépendante, la

Russie s'incorpora la presque totalité du Grand-Duché de Varsovie (c'est-à-dire de provinces naguère autrichiennes et prussiennes)<sup>158</sup> et prit ainsi une position offensive contre l'Allemagne : cette menace pèsera sur nous jusqu'à ce que nous ayons réussi à l'en chasser. Le russophile Haxthausen lui-même reconnaît que le cordon de forteresses de Modlin, Varsovie et Ivangorod, édifié en 1831, constitue une menace directe pour l'Allemagne.

De 1814 à 1815, la Russie a tout fait pour que soit signé, dans sa forme actuelle, le Traité confédéral allemand<sup>159</sup>, dont le but est d'entretenir l'impuissance de l'Allemagne vis-à-vis de l'extérieur.

De 1818 à 1848, l'Allemagne se trouvait placée sous l'hégémonie directe de la Russie. Certes, l'Autriche s'opposait à la Russie sur le Danube, mais exécuta toutes les volontés tsaristes en Europe occidentale, lors des congrès de Laibach, Troppau et de Vérone<sup>160</sup>. Cette hégémonie de la Russie était une conséquence directe du Traité confédéral allemand. Lorsque la Prusse tenta de s'y soustraire en 1841 et 1842, elle fut bientôt contrainte de plier et de rentrer dans le rang. Quand éclata la révolution de 1848, la Russie envoya une circulaire dans laquelle le mouvement d'Allemagne était traité à la façon d'une révolte dans un jardin d'enfants<sup>161</sup>.

En 1829, la Russie conclut avec le ministre Polignac le traité préparé dès 1823 par Chateaubriand (et reconnu publiquement par celui-ci), dans lequel la rive gauche du Rhin faisait l'objet d'un maquignonnage au profit de la France.

En 1849, la Russie ne soutint l'Autriche en Hongrie qu'à condition que celle-ci instituât la Cour Fédérale et brisât la résistance du Schlesvig-Holstein ; le protocole de Londres<sup>162</sup> assura à la Russie la succession dans la monarchie danoise à la première occasion, et lui ouvrit donc la perspective recherchée depuis Pierre-le-Grand : entrer dans la Confédération Germanique (ex-Empire).

En 1850, la Prusse et l'Autriche furent citées à comparaître par le tsar, en son tribunal de Varsovie, pour qu'il leur signifiât son verdict. L'humiliation ne fut pas moins grande pour l'Autriche

que pour la Prusse, bien qu'aux yeux des politiciens de cabaret la Prusse fût seule à la subir.

En 1853, lors de son entretien avec Sir H. Seymour, le tsar disposa de l'Allemagne comme si elle lui appartenait de droit héréditaire. Il pouvait, dit-il, être sûr de l'Autriche. Quant à la Prusse, il ne lui fit même pas l'honneur d'une mention.

En 1859, la Sainte-Alliance parut dissoute, lors du traité avec Louis-Napoléon ; la France attaqua l'Autriche, avec l'approbation et l'appui de la Russie, et Gortchakoff lança sa circulaire interdisant à l'Allemagne, sur le ton le plus insolent, de porter un secours quelconque à l'Autriche.

Voilà ce dont les Russes nous ont gratifié depuis le début du siècle et ce dont il faut espérer que les Allemands sauront se souvenir.

Aujourd'hui encore, l'alliance franco-russe nous menace. A elle seule, la France ne peut être dangereuse qu'à certains moments ou à condition d'être alliée à la Russie. Mais, la Russie nous menace et nous insulte constamment, et dès que l'Allemagne se rebelle, elle met en branle le gendarme français avec ses visées sur la rive gauche du Rhin.

Devons-nous — nous qui sommes quarante-cinq millions d'hommes — supporter plus longtemps que l'une de nos provinces la plus belle, la plus riche et la plus industrielle serve tout le temps d'appât entre les mains de la Russie au gouvernement prétorien de la France ? La Rhénanie n'aurait-elle d'autre vocation que d'être perpétuellement ravagée par la guerre, afin que la Russie ait le champ libre sur le Danube et la Vistule ?

Telle est la question. Nous espérons que l'Allemagne y répondra bientôt, l'épée à la main. Unissons-nous, et nous saurons alors répondre aux prétoriens français et aux *kapoutchiks* (mangeurs de choux) russes.

Dans l'intervalle, nous avons trouvé un allié dans le serf russe <sup>163</sup>. La lutte qui vient de s'ouvrir en Russie entre les classes dominantes et les classes opprimées de la campagne mine, d'ores et déjà, tout l'échafaudage de la politique extérieure russe, qui, du reste, n'est concevable qu'aussi longtemps qu'il n'y a



aucun développement politique à l'intérieur de la Russie. Or, ces temps sont révolus.

Le développement de l'agriculture et de l'industrie, stimulé de toutes les façons possibles par le gouvernement et la noblesse, s'est accru au point qu'il est incompatible plus longtemps avec les conditions sociales existantes. Leur élimination est inéluctable ; qui plus est, cette élimination ne peut se réaliser sans changement violent. En même temps que s'écroulera la Russie telle qu'elle exista de Pierre-le-Grand à Nicolas, s'écroulera aussi sa politique extérieure.

Selon toute vraisemblance, il appartiendra à l'Allemagne d'expliquer ces choses-là aux Russes : la plume n'y suffira pas ; il y faudra l'épée. Si les choses *vont jusque-là*, l'Allemagne sera lavée des ignominies politiques qu'elle a commises pendant des siècles.

**STRATÉGIE DANS  
LA PÉRIODE DES LUTTES  
NATIONALES PROGRESSIVES**

### *Notice du Traducteur*

La partie consacrée à la guerre italienne nous a permis d'illustrer l'incidence des facteurs « topographiques », exploités militairement, sur la systématisation des nations européennes ; nous passons maintenant à l'exposé de *la stratégie du prolétariat dans la phase progressive d'instauration des nations et des institutions bourgeoises modernes.*

De règle, cette stratégie générale est liée à des développements et bouleversement bien déterminés, qui sont communs au passage des *différentes* sociétés précapitalistes à la société bourgeoise moderne. Donc, au fur et à mesure de la maturation des révolutions, on voit se rétrécir le champ de la stratégie indirecte plus ou moins passive, pour obtenir les conditions économiques et sociales permettant la lutte frontale entre capital et salariat.

Ce qui vaut pour la succession des grandes périodes historiques vaut également pour l'évolution à l'intérieur de chacune

d'elles : on y trouve des cycles d'avance et de recul. Ainsi, après la guerre d'Italie, la période la plus noire de la contre-révolution va s'achevant, et l'initiative de la lutte échappe non seulement de plus en plus à la Russie réactionnaire, mais encore aux bourgeoisies anglaise et française, qui, conservatrices par rapport aux bourgeoisies progressives de l'Europe centrale, se rapprochent maintenant de la Russie tsariste, sans pouvoir renverser en leur faveur le rapport des forces général. En résumé : si, en 1793, l'Angleterre, déjà entièrement capitaliste, s'est alliée à la Russie féodale contre la France révolutionnaire, l'histoire a changé tout cela en 1859, pour ce qui est des rapports entre ces trois pays. Cependant, le schéma stratégique de la situation de 1793 reste toujours valable, quoiqu'il se déplace dans le temps et dans l'espace, d'Ouest en Est. La fidélité de Marx et d'Engels à ce schéma fondamental leur a permis, comme on l'a vu dans le texte précédent, de distinguer qu'au cours de la guerre italienne, l'adversaire principal des révolutions capitalistes allemande, italienne, polonaise, etc... restait le féodalisme russe, allié désormais à la France devenue conservatrice et tenant le rôle de l'Angleterre en 1793.

L'épicentre du capitalisme progressif se trouve maintenant en Allemagne, sur laquelle nous axerons les textes qui vont suivre, pour exposer quelle est la stratégie classique du prolétariat dans une telle situation.

Cependant, ce n'est pas un événement allemand qui marque la fin de la sombre période de la contre-révolution, c'est l'insurrection polonaise de fin 1862-début 1863 dans la partie russe du pays. Marx écrit aussitôt à Engels : « En tout cas, une chose est certaine : l'ère des révolutions gagne de nouveau tout doucement l'Europe, et la situation générale s'avère bonne ». (12 Février 1863.)

Un « exécuteur testamentaire » à la Bismarck ou à la Cavour n'accélérera pas le cours révolutionnaire des choses, mais le maintiendra dans les limites les plus étroites possibles. La façon mi-révolutionnaire mi-contre-révolutionnaire de canaliser le progrès sera donc l'une des cibles principales du parti révolutionnaire de Marx et d'Engels. Mais, ce n'est pas la seule. En effet, Marx et Engels ont toujours présent à l'esprit les rapports historiques

et sociaux généraux, et voient le problème allemand dans le contexte international dominé par la Russie.

Engels avait achevé sa brochure sur *La Savoie, Nice et le Rhin* en estimant que la position la plus efficace (et la plus révolutionnaire) pour unifier l'Allemagne et y faire la révolution bourgeoise, était de suivre la grande voie européenne et historique, tracée par la Révolution française : balayer les vestiges de l'ancien régime à l'intérieur en renversant en même temps le féodalisme sur tout le continent européen *grâce à une guerre contre la Russie*, ou mieux — puisque l'histoire avait entre-temps progressé — contre le tsarisme, *étant donné qu'on trouvait désormais en Russie des classes antagoniques, une opposition intérieure à la politique traditionnelle.*

Dès 1860, dans son ouvrage contre Vogt, Marx estimait qu'en conséquence la nécessité de l'existence de l'Autriche diminuerait avec le temps, si bien que la Prusse et l'Autriche, unies dans une guerre contre la Russie tsariste se fondraient toutes deux dans l'Allemagne : « La seule raison d'être de l'Etat autrichien, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, est qu'il oppose une résistance à la progression russe en Europe orientale. Certes, cette résistance a été faible, inconséquente, lâche, mais elle a été tenace. »

Dans ce même ouvrage, Marx dénonçait l'activité de l'agent bonapartiste Karl Vogt parmi les libéraux allemands au bénéfice de l'impérialisme français (désireux de perpétuer la division et la débilité de son voisin allemand) et au détriment de l'Autriche, le rempart contre la Russie. Cependant, Marx craignait moins la France que la Russie tsariste. Le principe « bonapartiste » des nationalités n'était-il pas lui-même au service des ambitions russes sur la Bohême et la Moravie, cette région stratégique décisive pour toute l'Europe centrale, orientale et méridionale, comme l'a expliqué von Clausewitz ?

Marx écrivit : « Voyons comment le Reich à la Vogt protégera la frontière orientale de l'Allemagne après que la Bohême et la Moravie aient été incorporées à la Russie » (en vertu du principe des nationalités qui voulait que l'on rattache à la Russie tous les territoires habités par des Slaves, alors que même du point de vue ethnologique la notion de slave était très contestée :

cf. la lettre de Marx à Engels, 24 Juin 1865). « La Bohême russe ? Mais, la Bohême se trouve *en pleine Allemagne*, séparée par la Silésie de la Pologne russe. L'Allemagne serait en outre séparée de la Galicie et de la Hongrie russifiées par Vogt grâce à la russification de la Moravie. Ainsi la Russie obtiendrait un morceau de territoire fédéral allemand d'environ 360 km de long et 220 km de large. Elle avancerait en tout sa frontière d'environ 450 km vers l'Ouest, et comme il n'y a guère que 330 km en ligne droite entre Eger et Lauterbourg en Alsace, l'Allemagne du Nord serait entièrement séparée de l'Allemagne du Sud par le coin français d'une part, et plus encore par le coin russe d'autre part : *la division de l'Allemagne serait consommée*. Le chemin direct entre Vienne et Berlin passerait *par la Russie*, comme celui de Munich à Berlin. Dresde, Nuremberg, Ratisbonne, Linz seraient villes frontières allemandes contre la Russie. Notre position par rapport aux Slaves dans le Sud serait en gros la même qu'*avant Charlemagne* (cependant Vogt ne permettrait pas pour autant que nous reculions à l'Ouest jusqu'à Louis XV !) : nous pourrions effacer mille ans de notre histoire.

« Le rôle qu'a joué la Pologne pour les intérêts russes, ce rôle la Bohême le jouerait mieux encore. Prague serait fortifiée ainsi que les embouchures de la Moldau et de l'Eger dans l'Elbe : l'armée russe en Bohême pourrait attendre tranquillement l'arrivée de l'armée allemande, divisée d'emblée, à partir de la Bavière et de l'Autriche, le gros se heurtant aux forteresses et le reste étant mis en pièces ailleurs...

« Dans ces conditions, l'Autriche allemande, l'Allemagne du Sud et celle du Nord ne pourraient jamais agir en commun — *à moins que ce ne soit sous la direction russe*, et on en viendrait nécessairement là. »<sup>166</sup>.

Lassalle affirmait qu'il voulait, lui aussi, que l'Allemagne fit la guerre à la Russie, mais estimait que Bismarck pourrait la faire, alors que Marx et Engels pensaient au contraire que l'homme d'Etat prussien en était l'obstacle. Réaliste, Lassalle « faisait confiance » aux forces officielles, tandis que Marx et Engels croyaient en une certaine dynamique des forces historiques qui, une fois déchaînées *même par les cercles officiels*,

échapperaient aux puissances en place, débordées par des forces vraiment révolutionnaires. Ils pensaient que le cours tumultueux de la crise mettrait en branle des forces plus radicales, qui arracheraient la direction des opérations aux Etats officiels autrichien et prussien et unifieraient l'Allemagne de tout autre manière que Bismarck.

Tout se ramenait d'abord à la question de savoir si la situation était vraiment révolutionnaire ; autrement dit, si l'Allemagne était à la veille de bouleversements qui allaient la doter de l'unité nationale et d'institutions modernes ? Une fois cela admis, il fallait déterminer les forces qui permettraient le mieux au mouvement de se déployer en profondeur et en étendue. Certes, Marx et Engels n'ignoraient pas que le processus révolutionnaire est complexe dans son déroulement : « Le nom sous lequel une révolution est engagée, n'est jamais celui qu'elle portera sur son drapeau *le jour de son triomphe*. Pour s'assurer les chances de succès, les mouvements révolutionnaires sont forcés, dans la société moderne, d'emprunter leurs couleurs, au début, aux éléments de la nation qui, tout en s'opposant au gouvernement officiel, vivent en totale harmonie avec la société existante. Bref les révolutions doivent obtenir leur billet d'entrée sur la scène publique des mains des classes dominantes elles-mêmes. » (Marx, *New York Daily Tribune*, 27 Juillet 1857.)

On ne pouvait attendre ce *billet d'entrée* de Bismarck, ou pire encore de l'Etat prussien, qui était la force la mieux organisée et la plus puissante. En leur faisant *confiance*, c'était la garantie du plus faible résultat de la crise révolutionnaire à venir. De fait, Bismarck ne fit pas la guerre à la Russie, mais à l'Autriche, qu'il chassa de l'Allemagne pour faire une unité nationale tronquée ; qui plus est, il fit la guerre à la France, centre de gravité du mouvement ouvrier de cette époque. C'est pourquoi, lorsque Lassalle conclut un pacte d'alliance formel avec Bismarck, Marx écrivit à Kugelmann, le 23 Février 1865 : « Il s'avéra très vite que Lassalle avait, en fait, *trahi* le parti, et nous en reçûmes bientôt la preuve. Il avait conclu un accord formel avec Bismarck (et naturellement sans recevoir de ce dernier aucune espèce de garantie). Il devait se rendre à

Hambourg, fin Septembre 1864 pour y rencontrer l'imbécile de Schramm et l'espion de police prussien Marr, afin de pousser Bismarck à annexer le Schlesvig-Holstein, en proclamant cette annexion au nom des « ouvriers », etc... Bismarck avait promis en contrepartie le suffrage universel<sup>181</sup> et quelques mesures pseudo-socialistes. Dommage que Lassalle n'ait pu jouer cette comédie jusqu'au bout. »

C'est à quoi mène la stratégie *élucubrée* par les chefs à la recherche de l'efficacité immédiate et du succès de masse. Marx et Engels ont connu et parlé de l'opportunisme que Trotsky, dans son 1905 définit non comme une volonté consciente de trahir chez tel ou tel individu, mais comme l'incapacité de se tenir fermement sur la ligne historique : « On prendra peut-être pour un paradoxe l'affirmation qui consiste à dire que la caractéristique de l'opportuniste, c'est qu'il est *incapable d'attendre*. L'opportunisme invente des formules spéciales d'action à l'usage du libéralisme, il picore dans le tas de fumier quelques perles de démocratie : il a besoin d'alliés. »

Marx et Engels appliquaient tout au contraire, une stratégie déterminée par l'ensemble de la phase historique et par les rapports internationaux fondamentaux. C'est pourquoi, ils « fondèrent » la Première Internationale, qui regroupa les ouvriers de tous les pays, de ceux où ils luttèrent directement contre leur bourgeoisie comme de ceux où ils devaient encore appuyer la lutte bourgeoise en vue d'instaurer une société où la lutte pourrait devenir frontale ensuite.

De ce simple fait, Marx ne pouvait d'un côté pactiser avec la bourgeoisie, et de l'autre l'attaquer. En effet, jamais on ne peut admettre que le parti, où que ce soit, pactise avec la bourgeoisie et arrête la lutte de classe sur un front : ce serait trahir le prolétariat de ce pays et de ceux de tout le reste du monde. Le prolétariat des pays avancés lutte contre sa classe dominante, comme celui des pays encore précapitalistes lutte contre les siennes, à savoir d'abord les forces d'ancien régime et l'impérialisme étranger, dont il consoliderait les positions, s'il prenait pour cible principale sa bourgeoisie, encore embryonnaire. Étant la force révolutionnaire principale, la classe ouvrière des pays



précapitalistes (prolétarisés) doit lutter sur deux fronts : avec les armes contre la force militaire des puissances d'ancien régime liées à l'impérialisme étranger, et sur le plan *organisationnel et programmatique* contre les prétentions de la bourgeoisie nationale à diriger cette lutte. Si la bourgeoisie nationale entre effectivement dans la lutte contre la réaction intérieure et ses alliés étrangers, le prolétariat luttera à ses côtés en « une alliance qui ne se conclut pas sur le papier, mais sur les champs de bataille », comme l'écrit Engels le 15 Février 1849 dans *La Nouvelle Gazette rhénane*.

Du point de vue de l'organisation et du programme, il faut donc une autonomie entière du parti communiste vis-à-vis de toutes les organisations et institutions *des autres classes*, même dans les pays précapitalistes. En dernière page du *Manifeste* où Marx et Engels énoncent la stratégie à utiliser dans la révolution de 1848-49, on lit : « En Allemagne, le parti communiste *lutte ensemblement* \* avec la bourgeoisie, lorsqu'elle agit révolutionnairement contre la monarchie absolue, la propriété féodale et les ambitions de la petite-bourgeoisie. Mais, ce parti ne néglige aucune occasion de *dégager* \*\* chez les travailleurs la conscience

\* Nous avons retraduit ce passage, pour plus d'exactitude. Ainsi, « *kämpft zusammen mit der Bourgeoisie* », nous l'avons rendu par « *lutte ensemblement avec la bourgeoisie* », au lieu de « *lutte d'accord avec la bourgeoisie* » ou « *fait front commun avec la bourgeoisie contre* », etc...

\*\* De même, nous avons traduit « *herausarbeiten* » (« faire sortir par un travail ») par « *dégager* » au lieu d'« éveiller », qui suggère l'idée que le parti a un rôle créateur, alors qu'il doit dégager, de manière systématique, claire et cohérente, ce qui existe déjà dans le prolétariat et y a sa base, en appliquant la méthode matérialiste et historique.

Enfin, dans le passage qui précède celui que nous avons reproduit ici, nous ne traduirions pas : « En France les communistes se rallient (*schliessen sich an*) au Parti démocrate-socialiste. » Au lieu de « *se rallier* », c'est-à-dire passer au programme et dans les rangs d'un autre parti, nous dirions « *s'adjoindre* » à ce parti, en se mettant à sa suite comme deux partis ou syndicats se succèdent dans une même manifestation sans se fondre en une seule organisation. Ce n'est qu'en gardant intègre son programme, et autonome son organisation que le Parti peut, au contraire, rallier les autres sur ses positions et les incorporer à lui.

aussi claire que possible de l'antagonisme radical de la bourgeoisie et du prolétariat, afin que, l'heure venue, les ouvriers allemands sachent tourner aussitôt en autant d'armes contre la bourgeoisie les conditions sociales et politiques que la bourgeoisie doit introduire en même temps que sa domination. Ainsi, dès la chute des classes réactionnaires en Allemagne, la lutte pourra s'engager contre la bourgeoisie elle-même. »

Le principe de l'autonomie du programme et de l'organisation détermine la stratégie du prolétariat *dans toutes les situations historiques*, puisqu'il vaut pour le parti communiste même s'il n'existe encore que sous sa forme embryonnaire \*. Certes, une souplesse commode et apparemment efficace, la nécessité de faire vite en période révolutionnaire et le manque de coordination et d'homogénéité d'une vaste organisation internationale sollicitent parfois à des entorses au principe central : ce sont des faiblesses que l'on dit alors de tactique, mais qui sont de mauvaise augure, surtout lorsque ces manquements sont officialisés par les statuts ou par des accords formels avec des organismes d'autres classes. Il s'agit alors du reniement d'un point fondamental, puisqu'il porte sur l'ordre de bataille des prolétaires tout au long de la guerre des classes.

En ce qui concerne les analyses psychologiques avancées pour expliquer l'hostilité finale de Marx vis-à-vis de Lassalle (le premier étant jaloux du succès remporté par le second auprès des ouvriers allemands et enviant le parti de masse « créé » en Allemagne par l'agitation lassallienne), disons simplement que Marx pouvait être satisfait d'avoir « fondé » la Première Internationale des travailleurs de tous les pays du monde. Bref, Marx est avant tout internationaliste, comme est la condition des prolétaires, dont le

\* Lénine suit exactement la voie tracée par Marx et Engels, en fondant la Troisième Internationale, et en précisant au « Congrès des peuples d'Orient » de Bakou, en 1920, que le parti devait absolument préserver son autonomie, même dans sa toute première phase de formation, dans les pays pré-capitalistes. Cependant, les pires entorses furent bientôt faites, *durablement*, et sanctionnées *officiellement* par l'Internationale, qui finit par dégénérer et se dissoudre en 1943, lors du pacte américano-russe.

rapport social — économique et fondamental — avec le capital est toujours de fond international. Sa vision n'est pas déterminée par le succès à remporter momentanément et localement à n'importe quel prix. Elle doit être cohérente et justifiable, non seulement pour le prolétariat d'un pays ou d'une période historique, mais pour l'ensemble du prolétariat de tous les pays, et surtout elle doit s'accorder avec le but final du communisme. C'est pourquoi, Marx devait penser à l'avenir du mouvement, même dans les conditions sociales où les structures bourgeoises étaient encore progressives. Autrement dit, il devait relier la lutte du prolétariat avancé d'Angleterre et de France à celle des pays attardés du continent, ou, plus concrètement, relier la lutte contre le tsarisme et les régimes absolutistes d'Europe centrale avec l'insurrection ouvrière, la Commune, afin que tout au long de ces luttes complexes, le prolétariat ne soit pas désorienté à un moment donné.

Six faits essentiels jalonnent la voie menant à la réalisation de l'unité nationale de l'Allemagne par Bismarck à Versailles et à la fin de l'époque progressive des luttes nationales et bourgeoises en Europe occidentale : 1. l'insurrection polonaise de 1862-63 ; 2. la guerre menée en commun par l'Autriche et la Prusse en 1864 contre le Danemark pour le Schlesvig-Holstein ; 3. le conflit militaire en Prusse pour donner à celle-ci les moyens de faire l'unité ; 4. les luttes ouvrières menant à la fondation de l'Internationale ; 5. la guerre austro-prussienne de 1866 ; 6. la guerre franco-prussienne suivie par la Commune.

Chacun de ces événements confirme la thèse de Marx sur la possibilité et la nécessité de déborder le cadre étroit dans lequel les « exécuteurs testamentaires » tiennent les luttes nationales et les luttes ouvrières en général. Tous ces faits démentaient la politique réaliste menée par Lassalle, et démontraient que les petits pas en avant réalisés par Bismarck pouvaient être enregistrés par l'histoire, sans que le parti prolétarien s'identifiât à lui, en renonçant à sa mission propre.

Comme on l'a vu, l'insurrection polonaise de 1862-63 marqua le renouveau pour les forces révolutionnaires après le long règne de la contre-révolution depuis 1849. Aussitôt, Marx rédigea la proclamation en faveur de la Pologne, dont nous reproduisons le texte ci-

après. Dans ses travaux préparatoires, Marx avait défini comme suit le rôle de la Pologne pour le mouvement révolutionnaire : « Restaurer la Pologne, c'est ruiner l'actuelle Russie et détruire ses prétentions à l'hégémonie mondiale. Restaurer la Pologne, c'est libérer l'Allemagne du joug des Moscovites, qui pèse sur elle depuis le partage de la Pologne en 1795. En revanche, son absorption définitive dans la Russie éliminerait la seule barrière pour l'Allemagne entre les Slaves de Russie et ceux d'Europe centrale. Ce serait donc la fin de l'Allemagne et la confluence de tous les éléments slaves. Toute la politique extérieure se résume donc pour l'Allemagne en ce seul problème : restauration de la Pologne. C'est le mot d'ordre que le peuple allemand formula instinctivement sur les barricades berlinoises en 1848. Mais l'Allemagne, ce n'est pas la Prusse, ni la Prusse l'Allemagne. La Pologne fut le lieu où naquit la Prusse et où se renforça la Russie. Elle exprime la loi fondamentale du développement russe et prussien, et le principe vital de la monarchie de Prusse. Pas de Prusse sans Russie, bien que le danger russe subsiste même sans la Prusse. »

En Allemagne, seul le gouvernement de Prusse — Bismarck — prit ouvertement parti contre les insurgés polonais et pour les Russes<sup>206</sup>. En effet, Bismarck tentait de se rapprocher au maximum de la Russie, avant d'entreprendre ses guerres d'unification nationale contre « ses » ennemis extérieurs. Lassalle, tout en glorifiant les insurgés polonais, soutint indirectement Bismarck, en faisant des réserves sur l'action révolutionnaire polonaise dans la zone d'occupation prussienne, car la Prusse pourrait restaurer la Pologne grâce à une guerre menée par Bismarck<sup>167</sup>.

La guerre pour le Schlesvig-Holstein fut un autre démenti infligé à Lassalle en 1864 : les événements *forcèrent* la Prusse et l'Autriche à *faire cause commune* contre l'étranger, ce qui était assurément un pas important sur la voie de l'unité allemande. On lira dans le texte sur « Economie et violence dans la constitution du Reich », à quoi Bismarck utilisa cette guerre. Lassalle passa aux côtés de Bismarck, à l'occasion de la guerre du Schlesvig-Holstein.

Pour Marx et Engels, la guerre contre la Russie, ce n'était pas soutenir la Prusse, mais le moyen d'en finir avec elle (et avec

l'Autriche), c'était en outre restaurer aussi bien la Hongrie, l'Italie (vidée des Autrichiens), la Pologne que l'Allemagne, et c'était enfin le soulèvement des paysans en Russie même. L'insurrection polonaise de 1863 devait en être le signal, comme elle fut, par ailleurs, pour Marx et Engels, l'occasion de fonder la Première Internationale ouvrière, au moment des meetings de protestation des ouvriers français et anglais en faveur de la Pologne. Dans l'Internationale, Marx et Engels s'en prendront ensuite au nationalisme et au chauvinisme — conscients ou inconscients — des dirigeants français.

Au moment où le conflit austro-prussien va commencer, Marx écrira à Engels qu'il a expliqué aux ouvriers anglais et français qu'une guerre nationale n'était progressive que dans des conditions sociales données, mais qu'il ne fallait pas s'abandonner au nationalisme : « La clique proudhonienne (« Courrier français ») prêche parmi les ouvriers que la guerre est un moyen dépassé, que les nationalités sont une absurdité, et ils attaquent Bismarck et Garibaldi, etc... Leur campagne peut s'expliquer et se justifier comme polémique contre le chauvinisme. Mais, elle est grotesque dans la mesure où ces adeptes de Proudhon (mes très bons amis d'ici, Lafargue et Longuet, ont les mêmes sympathies) croient que toute l'Europe doit rester tranquillement assise sur ses fesses pour attendre que ces messieurs en France aient aboli la misère et l'ignorance ».

Marx fera donc adopter l'adresse suivante sur la guerre austro-prussienne de 1866 : « Le Conseil central de l'Association Internationale des Travailleurs considère la présente guerre sur le continent comme une guerre entre gouvernements. Il conseille aux ouvriers de rester neutres et de s'unir entre eux dans le but d'utiliser la force née de cette union pour conquérir leur émancipation politique et sociale. » (17 Juillet.)

Cette prise de position, *fondamentale* pour toutes les classes ouvrières, n'empêche pas que Marx et Engels *souhaitent* la victoire de l'Autriche (si leur souhait ne se réalise pas, ce ne sera qu'un souhait déçu, mais le parti n'aura envoyé aucun prolétaire se faire tuer pour une cause perdue et ambiguë). De toute façon, lorsque l'Internationale refuse tout appui à des forces politiques

ou à certains Etats belligérants, il faut, néanmoins, dans l'analyse historique et sociale, chercher à prévoir les effets possibles et variables du conflit, selon que l'une ou l'autre force en sortira victorieuse. En effet, l'alignement des forces et le rapport entre les classes peut en être affecté diversement (plus ou moins favorablement pour le prolétariat qui reprendra un jour sa lutte propre). Selon l'issue du combat, l'ennemi de classe du prolétariat peut se trouver renforcé ou affaibli, et les conditions de la reprise révolutionnaire en seront aggravées ou facilitées. Il faut donc faire une différence entre les prises de position publiques (*Adresses* de l'Internationale, etc...) ou les travaux personnels de Marx et d'Engels (manuscrits inédits ou correspondance privée). Mais, ces positions ne sont jamais antagoniques, mais complémentaires.

L'un des événements qui poussa l'unité allemande dans la voie bismarckienne fut le conflit surgi en février 1860 à la Diète prussienne, lorsque la majorité bourgeoise libérale rejeta le plan de réorganisation de l'armée en vue de lui donner les moyens d'être efficace dans l'œuvre d'unification allemande. Elle refusa en Mars 1862 de voter les crédits militaires, de sorte que le gouvernement dut dissoudre la Diète et procéder à de nouvelles élections. C'est alors que Bismarck forma son gouvernement, et régla à sa manière le conflit. A cette occasion, la majorité bourgeoise montra qu'étant incapable de donner au pays les moyens pour s'unifier, elle cédait les pleins pouvoirs à Bismarck pour le faire à sa place.

Dans sa brochure *La Question militaire prussienne et le Parti ouvrier allemand*, Engels traite de ce conflit, et il note qu'il entend renouer avec la politique qu'il préconisait de 1846 à 1851 pour l'Allemagne : pas de tournant nouveau donc ! Lorsqu'il présente cette brochure dans *Hermann* (18 Mars 1865), Marx note que le service militaire obligatoire peut, en ce qui concerne ses effets, être mis en parallèle avec les lois coercitives de l'Etat relatives à la durée du travail. On sait que la réglementation des fabriques est l'un des moyens d'organiser le prolétariat en classe unie et efficace dans sa lutte contre la bourgeoisie : « L'application de plus en plus conséquente de

L'obligation militaire de tous est le seul point qui intéresse la classe ouvrière d'Allemagne dans l'organisation prussienne de l'armée. » L'obligation militaire pour tous est non seulement, comme le disent Marx et Engels dans le *Manifeste* (cf. passage cité ci-dessous) l'une des « armes contre la bourgeoisie que la bourgeoisie doit introduire en même temps que sa domination, mais encore un moyen (transitoire) d'organiser la production aussitôt après la révolution : « 8. Travail obligatoire pour tous, constitution d'armées industrielles, notamment dans l'industrie. » (Cf. les mesures de transition énoncées dans le *Manifeste*). Ici encore, la position marxiste ne changera pas, même plus tard, et en 1878 elle est énoncée très explicitement pour le militarisme monstrueux de l'époque impérialiste : « L'armée est devenue le but principal de l'Etat : elle est devenue un but en soi. Les peuples ne sont plus là que pour fournir des soldats et les nourrir. Le militarisme domine et dévore l'Europe. Mais, ce militarisme porte aussi en lui le germe de sa propre ruine. La concurrence des divers Etats entre eux les oblige, d'une part, à dépenser chaque année plus d'argent pour l'armée, la flotte, les canons, etc..., donc à accélérer de plus en plus l'effondrement financier, d'autre part, à prendre de plus en plus au sérieux le service militaire obligatoire et, en fin de compte, à familiariser le peuple tout entier avec le maniement des armes, donc à le rendre capable de faire à un moment donné triompher sa volonté en face de la majesté du commandement militaire. Et ce moment vient dès que la masse du peuple — ouvriers de la ville et des champs, et paysans — a une volonté. A ce point, l'armée dynastique se convertit en armée populaire ; la machine refuse le service, le militarisme périclète de la dialectique de son propre développement. Ce que la démocratie bourgeoise de 1848 [et de 1862-6, etc..., etc..., etc...] n'a pu réaliser précisément, parce qu'elle était *bourgeoise* et non prolétarienne, à savoir l'acte de donner aux masses laborieuses une volonté dont le contenu correspondît à leur situation de classe, le socialisme y parviendra infailliblement. Et cela signifie l'éclatement *par l'intérieur* du militarisme et avec lui de toutes les armées permanentes ». Plus loin, Engels précise que « le parti peut être contraint à des

actes révolutionnaires pour la sauvegarde des lois données par la bourgeoisie elle-même. D'où le service militaire obligatoire de notre temps, et il devrait être utilisé par tous pour apprendre à se battre, mais particulièrement par ceux à qui leur instruction permet d'acquérir la formation militaire d'officier comme volontaire d'un an. » (*Anti-Dühring*, éd. soc. p. 203 et 388.)

La brochure d'Engels sur *La Question militaire prussienne et le parti ouvrier allemand* n'est donc en rien pacifiste. Elle a pour thème central la nécessité pour le parti ouvrier d'empêcher la Prusse de faire pour son compte l'unification de l'Allemagne et constitue un ultime rempart contre la voie de Bismarck. Il semble que la bourgeoisie allemande ait senti le danger qui la guettait, et céda sa place à Bismarck. Tout cela explique les faiblesses de l'unité allemande, qui dota l'Allemagne d'institutions politiques et sociales fort imparfaites et gênantes même pour son évolution économique : la bourgeoisie temporisait pour prolonger son règne et faire reculer l'assaut décisif du prolétariat.



# UNITÉ ALLEMANDE ET RÉVOLUTION

*Proclamation de l'Association culturelle  
des ouvriers allemands de Londres  
en faveur de la Pologne*

*Karl Marx,  
Octobre 1863.*

En accord avec un représentant du gouvernement national polonais, l'Association culturelle des ouvriers allemands de Londres a chargé notre Comité d'organiser une quête pour la Pologne parmi les ouvriers allemands d'Angleterre, d'Allemagne, de Suisse et des Etats-Unis. Si nous ne pouvons apporter une aide matérielle considérable aux Polonais, du moins leur donnerons-nous un important soutien moral.

La question polonaise, c'est la question allemande. Sans une Pologne indépendante, pas d'Allemagne unifiée et indépendante, ni d'émancipation allemande de l'hégémonie russe, dont l'origine remonte au premier partage de la Pologne. Depuis longtemps,

L'aristocratie allemande voit en secret dans le tsar le véritable père tutélaire de l'Allemagne. La bourgeoisie allemande, muette, passive et indifférente, assiste au massacre du peuple héroïque, qui seul protège l'Allemagne du raz-de-marée moscovite. Aujourd'hui, la Pologne trouve ses ennemis les plus zélés parmi les coryphées libéraux de la Ligue Nationale (*Nationalverein*)<sup>205</sup>.

Une partie de la bourgeoisie se rend compte du danger, mais elle sacrifie volontiers l'intérêt allemand aux intérêts particularistes des petits Etats allemands, dont la conservation est liée à la division de l'Allemagne et au maintien de l'hégémonie russe. Une autre partie de la bourgeoisie considère que l'autocratie à l'Est et l'Empire issu du coup d'Etat à l'Ouest sont les piliers indispensables de l'Ordre. Une troisième partie, enfin, est si préoccupée de faire de l'argent, qu'elle en a perdu toute compréhension et toute vision des grands événements historiques.

En 1831 et 1832, vos vibrantes protestations en faveur de la Pologne, avaient encore forcé les bourgeois allemands à exercer une pression sur la Diète fédérale pour engager une action énergique. De nos jours, la Pologne trouve ses adversaires les plus zélés parmi les coryphées libéraux de la prétendue Ligue Nationale, qui sont donc les instruments les plus efficaces de la Russie. Chacun sait, plus ou moins, que cette russophilie se rattache à la *direction de la Prusse*. En cette heure de danger, la classe ouvrière allemande a le devoir, vis-à-vis de la Pologne, de l'étranger et de son propre honneur, de protester avec énergie contre la trahison allemande à l'égard de la Pologne, qui est aussi une trahison vis-à-vis de l'Allemagne et de l'Europe. La *restauration de la Pologne* doit être inscrite en lettres de feu sur son drapeau, après que les libéraux bourgeois aient effacé de leur drapeau ce mot d'ordre glorieux.

La classe ouvrière anglaise s'est acquis un honneur ineffaçable dans l'histoire, en brisant, par ses enthousiastes manifestations de masse, les tentatives répétées des classes dominantes d'intervenir au côté des esclavagistes américains, bien que la poursuite de la guerre civile américaine fasse peser sur un million d'ouvriers anglais les souffrances et les sacrifices les plus terribles<sup>168</sup>.

Si l'Etat policier interdit à la classe ouvrière d'organiser en

Allemagne des manifestations d'une telle ampleur, il ne l'oblige cependant nullement à une honteuse complicité qui la déshonorerait aux yeux du monde entier, si elle ne réagissait pas ou se taisait.

Le comité reçoit les envois d'argent adressés au siège de l'Association, à Mr. Bolleter, 2 Nassau Street, Soho, London. L'utilisation des fonds s'effectuera sous le contrôle de l'Association, et elle en rendra un compte public dès que la quête sera close.

Signé par

Bolleter, Berger, Eccarius, Krüger,  
Lessner, Limberg, Linden, Matzrath,  
Tatschky, Touns, Wolff.

*La question militaire prussienne  
et le Parti ouvrier allemand.*

*Fr. Engels,  
brochure parue en 1865  
à Hambourg.*

Jusqu'ici la question militaire a été débattue exclusivement entre le gouvernement et le parti féodal d'un côté, la bourgeoisie radicale et libérale de l'autre. Maintenant que la crise est proche, il est temps que le Parti ouvrier dise enfin son mot<sup>169</sup>.

Dans la critique des faits militaires en question, nous ne pouvons partir que des données de fait actuelles. Ainsi, nous ne pouvons empêcher que le gouvernement de Prusse agisse autrement que du point de vue prussien, tant que subsistent les conditions actuelles en Allemagne et en Europe. De même, nous ne pouvons empêcher l'opposition bourgeoise de partir d'un point de vue autre que celui des intérêts proprement bourgeois.

Dans toutes les questions entre réaction et bourgeoisie, le

parti des travailleurs est en dehors du conflit proprement dit. Il a donc l'avantage de pouvoir les traiter en tout sang-froid et sans parti pris. Il est le seul à pouvoir les traiter scientifiquement, historiquement, comme si elles appartenaien<sup>t</sup> déjà au passé, anatomiquement, comme si c'étaient déjà des cadavres.

## I

Comment se présentait l'armée prussienne dans le système antérieur ? Après les essais de mobilisation en 1850 et 1859, il ne saurait y avoir deux opinions à ce sujet. Depuis 1815, la monarchie absolue ne peut, sans autorisation publique, lever aucun impôt nouveau, ni contracter aucun emprunt sans l'accord préalable de la représentation nationale. Rompre cet engagement était impossible, car sans cette autorisation aucun emprunt n'avait la moindre chance de succès. Quant aux impôts, ils étaient, en général, calculés de sorte que le produit n'en augmentait nullement en proportion de la richesse croissante du pays. L'absolutisme était pauvre, très pauvre, et les dépenses extraordinaires résultant des orages de 1830<sup>170</sup> suffisaient à le contraindre à la plus grande parcimonie. En conséquence, le service fut fixé à deux ans, et les économies devinrent systématiques dans toutes les branches de l'administration militaire pour maintenir au plus bas niveau, en quantité et en qualité, le matériel disponible en cas de mobilisation. Pourtant, il fallait maintenir la Prusse au niveau d'une grande puissance. Pour cela, il fallait, dès le début d'une guerre, disposer d'une première armée de campagne aussi forte que possible : à cet effet, on la grossit des premiers contingents de landwehr. A la première menace de guerre, c'était donc la mobilisation et l'effondrement de tout le système. C'est ce qui advint en 1850, et ce fut le fiasco le plus complet de la Prusse.

Mais, on se rendit compte seulement des déféctuosités matérielles, car, en 1850, le conflit prit fin avant que les tares du système aient pu ressortir. Les fonds accordés par les Chambres

furent employés à remédier autant que possible aux défauts matériels. Autant que possible, car il est absolument exclu de mettre en place le matériel de façon qu'en quinze jours les réserves puissent être incorporées, et qu'après quinze autres le premier ban de landwehr soit armé et prêt à se battre. On sait que la ligne comprenait au plus trois classes, et la réserve neuf classes avec le premier ban. Pour trois soldats de ligne prêts au combat, il fallait donc en incorporer et en équiper sept en un mois.

Vint la guerre d'Italie en 1859, et ce fut une nouvelle mobilisation générale. On s'aperçut de nombreuses défauts matériels, mais, c'était peu de chose eu égard aux tares inhérentes au système, qui alors seulement apparurent au grand jour du fait de la plus longue durée de la mobilisation. La landwehr avait été négligée, c'est indéniable ; la plupart de ses bataillons manquaient de cadres qu'il fallut d'abord former. Beaucoup d'officiers étaient inaptes au service en campagne, mais l'eussent-ils été, il n'en restait pas moins que les officiers étaient nécessairement étrangers à leurs hommes, étrangers surtout en ce qui concerne leurs capacités militaires, celles-ci étant chez la plupart trop faibles pour que les bataillons pussent marcher avec confiance sous de tels officiers contre des troupes aguerries. Certes, les officiers de landwehr se sont très bien battus dans la guerre danoise, mais on sait qu'il y a une grande différence entre un bataillon possédant quatre officiers de ligne sur cinq et un officier de landwehr sur cinq, et vice versa.

Mais, il y avait une autre chose encore. On s'aperçut tout de suite d'un fait que l'on aurait pu savoir d'avance : la landwehr se bat bien, lorsqu'il s'agit de défendre le pays, mais elle ne peut, en aucun cas, faire une démonstration de guerre. La landwehr est conçue pour la défense ; elle ne peut passer à l'offensive que si elle a repoussé une invasion, comme en 1814 et 1815.

Une levée constituée par des hommes de 26 à 32 ans, mariés pour la plupart, ne peut rester oisive pendant des mois à la frontière, tandis que journellement parviennent des lettres de détresse de leur femme et enfants, car les secours alloués à leurs familles sont incroyablement bas. Qui plus est, les hom-

mes ne savaient pas contre qui ils auraient à se battre. En effet, les Français, pas plus que les Autrichiens, n'avaient alors fait de tort à la Prusse. Pouvait-on, avec ces troupes démoralisées par un mois d'inertie, attaquer des armées bien organisées et aguerries ?

De toute évidence, il fallait un changement. La Prusse devait, dans sa situation, organiser plus solidement sa première armée de campagne. Qu'a-t-on fait ?

On garda provisoirement les 36 régiments d'infanterie de landwehr sous les drapeaux, et on les transforma graduellement en régiments de ligne. Peu à peu, on augmenta aussi la cavalerie et l'artillerie en proportion de l'infanterie, et on sépara finalement l'artillerie de forteresse de celle de campagne, ce qui représente en tout état de cause une amélioration, notamment pour la Prusse. En un mot, l'infanterie fut doublée, la cavalerie et l'artillerie augmentées de moitié environ. Pour maintenir l'armée à ce niveau, on proposa de prolonger le temps de service dans la ligne de 5 à 7 ans, soit 3 ans sous les drapeaux (dans l'infanterie) et 4 ans dans la réserve, et, en revanche, de réduire de 4 ans l'assujettissement au second ban de landwehr. Enfin, on proposa d'élever le nombre des recrues annuelles de 40 000 à 63 000. Mais, pendant tout ce temps, la landwehr fut entièrement négligée.

L'augmentation des bataillons, escadrons et batteries, telle qu'elle était ainsi fixée, répondait presque exactement à l'accroissement de population de la Prusse, passée de 10 millions en 1815 à 18 millions en 1861. La richesse de la Prusse ayant, dans l'intervalle, augmenté plus rapidement encore, et les autres grands Etats européens ayant, depuis 1815, renforcé leurs armées dans une proportion bien plus forte, une telle augmentation des cadres n'était assurément pas exagérée. Au reste, le projet n'aggravait que les charges du service militaire des classes les plus jeunes, tandis que les charges de la réserve étaient allégées de moitié dans le service de landwehr pour les classes les plus âgées ; il supprimait en fait presque entièrement le second ban, le premier prenant pratiquement en charge les tâches fixées auparavant au second.

On pouvait faire au projet les objections suivantes :

Le service militaire obligatoire pour tous — par parenthèse, la seule institution démocratique qui existe en Prusse, quoiqu'encore sur le papier — est un progrès si important sur tous les systèmes militaires antérieurs que, là où il a été introduit, ne fût-ce qu'en application imparfaite, il ne peut plus être durablement supprimé. Nos armées modernes ne peuvent avoir que deux bases bien définies : l'enrôlement — moyen périmé qui ne peut subsister que dans des cas exceptionnels, comme l'Angleterre — ou le service obligatoire pour tous. Toutes les conscriptions et le tirage au sort ne sont que des formes très imparfaites de ce dernier système. Le principe de la loi prussienne de 1814 est que tout citoyen physiquement apte est obligé de porter les armes pendant ses années de service pour la défense du pays. Or, ce principe est très supérieur à celui de l'achat de remplaçants des pays appliquant le système de conscription, et il ne succombera certainement pas après 50 ans d'existence, parce que la bourgeoisie est désireuse de rétablir le « commerce de chair humaine », comme disent les Français.

Dès lors que la constitution militaire prussienne est fondée sur le service obligatoire pour tous, sans remplacement, elle ne peut être développée, dans son esprit et de façon bienfaisante, que si son principe fondamental est appliqué avec une rigueur de plus en plus grande. Voyons ce qu'il en est.

En 1815, sur 10 millions d'habitants, 40 000 recrues, soit 4 ‰. En 1861, sur 18 millions, 63 000 recrues, soit 3,5 ‰. Recul par conséquent, quoique progrès par rapport à la situation d'avant 1859, où on ne leva que 2 3/9 ‰. Ne serait-ce que pour atteindre le pourcentage de 1815, il faudrait lever 72 000 hommes. (Nous verrons qu'il entre effectivement chaque année dans l'armée un effectif de cet ordre, sinon plus grand). Mais, la force militaire de la nation prussienne est-elle épuisée par un annuel recrutement de 4 ‰ de la population ?

L'*Allgemeine Militärzeitung* de Darmstadt<sup>171</sup> a démontré à plusieurs reprises par les statistiques des Etats d'Allemagne centrale que la moitié à peine des jeunes Allemands en âge de servir y sont reconnus aptes. Ainsi, en 1861, le nombre de

ces jeunes gens était de 227 005, d'après la *Zeitschrift des preussischen statistischen Bureaus* (Mars 1864). Cela donnerait annuellement 113 500 recrues aptes au service. Nous pouvons encore retrancher 6 500 inaptes pour des raisons diverses ; il reste alors 107 000. Pourquoi ne reste-t-il en fin de compte que 63 000 hommes, ou, au plus, de 72 à 75 000 hommes ?

Le ministre de la guerre von Roon communiquait en 1863 à la commission militaire de la Chambre le tableau suivant sur la levée de 1861 :

Chiffre total de la population (recensement de 1858)	17 758 823
Hommes de 20 ans soumis à l'obligation militaire . . . .	217 438
Hommes soumis à l'obligation militaire dans les années précédentes, sans qu'une décision définitive ne soit encore intervenue à leur sujet . . . . .	348 438
	565 802
Dont :	
1. Non inscrits . . . . .	55 770
2. Partis dans d'autres districts, où ils sont devenus disponibles . . . . .	82 216
3. Défaillants inexcusés . . . . .	10 960
4. Engagés volontaires pour 3 ans . . . . .	5 025
5. Admis au volontariat d'un an . . . . .	14 811
6. Réformés ou libérés comme théologiens . . . . .	1 638
7. Assujettis au service dans la marine . . . . .	299
8. Rayés comme moralement inaptes . . . . .	596
9. Déclarés provisoirement inaptes par la Commission de district . . . . .	2 489
10. Déclarés définitivement inaptes par la commission de district . . . . .	15 238
11. Passés à la réserve :	
a) au-dessus de 5 pieds après 3 examens . . . . .	8 998
b) au-dessous de 5 pieds 1" 3" . . . . .	9 553
c) temporairement inaptes . . . . .	46 761
d) pour raison de famille . . . . .	4 213
e) disponibles après 5 examens . . . . .	291
	69 816
12. Désignés pour le train, en plus des hommes qui y sont déjà . . . . .	6 774
13. Sursitaires d'un an :	
a) inaptitude temporaire . . . . .	219 136
b) raisons de famille . . . . .	10 013
c) peines infâmantés et instruction judiciaire . . . . .	1 087
	230 236



## *Stratégie dans la période des luttes nationales progressives*

Bref, tout cela donne en tout .....	495 686
Restent à recruter .....	69 934
Effectivement recrutés .....	59 459
En disponibilité .....	10 475

Si imparfaite que soit cette statistique, si obscur que soit le tableau du fait que, pour chacun des treize postes, les hommes de la classe 1861 sont confondus avec ceux des deux classes antérieures restés disponibles, on y trouve cependant quelques aveux très précieux.

59 459 recrues ont été incorporées. On compte 5 025 comme engagés volontaires pour trois ans. 14 811 étaient aptes au service d'un an. Comme on le sait, on n'est pas très exigeant pour l'aptitude au service des volontaires d'un an, parce qu'ils ne coûtent rien. On peut donc admettre que la moitié, soit 7 400, ont été effectivement incorporés. Notre estimation est très faible. En effet, les hommes qui veulent faire le service d'un an sont pour la plupart valides ; d'emblée, les inaptes ne se donnent pas le mal de solliciter le service. Mais, admettons 7 400. Ainsi, en 1861, 71 884 hommes sont entrés dans l'armée.

Nous poursuivons. Pour la période de trois ans, 1 638 hommes ont été écartés ou libérés en tant que « théologiens ». Nul ne sait pourquoi ces Messieurs les théologiens ne servent pas ? Une année de service dans l'armée, la vie en plein air et le contact avec le monde extérieur ne sauraient que leur être profitables. Incorporons-les donc tranquillement : les trois quarts de ces théologiens étant inaptes — cela donne tout de même en année courante 139 hommes, bons à prendre.

On a écarté 18 551 hommes parce qu'ils étaient trop petits. Certes, on ne les a pas écartés du service en général, mais on les a mis dans la réserve. En cas de guerre, ils seraient appelés. Seul le service de parade du temps de paix leur reste donc interdit : ils ne font pas bel effet. On avoue néanmoins que ces petits bons-hommes sont tous aptes au service, et qu'on se propose de les utiliser en cas de besoin. L'armée française, où les hommes servent jusqu'à 4 pieds et 8 pouces, prouve que ces petits hommes-là peuvent être de fort bons soldats. Nous les rangeons absolu-

ment parmi les ressources militaires du pays. Le chiffre ci-dessus ne comprend que ceux qui ont été refusés définitivement après trois examens en raison de leur taille insuffisante ; c'est donc un chiffre que l'on retrouve d'année en année. Nous biffons la moitié d'entre eux, inaptes à nos yeux pour d'autres motifs, et il nous reste donc 9 275 petits gars, dont un officier adroit ferait sûrement très vite de magnifiques soldats.

Nous trouvons en outre que l'on a désigné 6 774 recrues pour le train, *en plus* des hommes qu'on y lève. Le train n'appartient-il pas à l'armée ? On ne voit pas pourquoi ces hommes ne feraient pas un court temps de service de six mois dans le train, ce qui serait avantageux, et pour eux et pour le train.

Nous avons donc :

Hommes effectivement entrés en service .....	71 884
Théologiens .....	139
Hommes valides n'ayant pas une taille suffisante ..	9 275
Hommes désignés pour le train .....	6 774
	<hr/>
Soit au total .....	88 072 hommes

qui, *du propre aveu* de la statistique de von Roon, pourraient entrer chaque année dans l'armée, si on appliquait sérieusement le service militaire obligatoire.

Examinons maintenant les inaptes.

On écarte, chaque année, comme temporairement inaptes .....	219 136 hommes
après 3 examens, on place comme tels en réserve ..	46 761 hommes
comme inaptes définitifs, on raye seulement .....	17 727 hommes
	<hr/>

Soit au total .....

283 624 hommes

si bien que les hommes *définitivement* inaptes pour cause d'infirmités corporelles réelles ne constituent pas même 7 % du total des hommes écartés du service à titre d'inaptes, soit moins de 4 % du total des hommes qui se présentent annuellement au conseil de révision.

Près de 17 % des inaptes temporaires sont chaque année, après trois examens, versés dans la réserve. Ce sont donc des hommes de vingt-trois ans, d'un âge où la constitution corporelle commence seulement à se fixer. Nous n'exagérons certainement pas si nous

admettons qu'un tiers de ces hommes seront parfaitement aptes au service lorsqu'ils auront vingt-cinq ans, soit 15 587 hommes. Le moins qu'on puisse attendre de ces hommes, c'est que, pendant deux ans, ils fassent chaque année trois mois de service dans l'infanterie, en suivant au moins l'école des recrues. Cela reviendrait à augmenter l'armée de 3 897 hommes en temps de paix.

Tout le système des examens médicaux des recrues a été aiguillé en Prusse sur une voie bien étrange. On dispose constamment de plus de recrues qu'on en incorpore, et l'on veut tout de même donner l'apparence qu'on applique le service militaire obligatoire pour tous. Le plus commode n'a-t-il pas été de choisir les hommes les meilleurs en nombre voulu, et de déclarer les autres inaptes sous un prétexte quelconque ? Dans ces conditions qui, notons-le bien, ont existé et existent encore en Prusse depuis 1815, la notion d'inapte y a pris une ampleur tout à fait anormale, comme le montre à l'évidence la comparaison avec les Etats d'Allemagne centrale. Dans ces Etats où subsistent la conscription et le tirage au sort, il n'y a aucune raison de déclarer inaptes ceux qui ne le sont pas. Les conditions de vie y sont les mêmes qu'en Prusse. Dans certains Etats, la Saxe par exemple, elles sont pires, car le pourcentage de la population industrielle y est plus élevé. L'*Allgemeine Militärzeitung* a démontré à maintes reprises que, dans tous les Etats du Centre, une bonne moitié des hommes qui se présentent au conseil de révision sont aptes au service, et il devrait en être de même en Prusse. Qu'une guerre sérieuse éclate, et nous assisterons en Prusse à une révolution dans la détermination de l'aptitude au service. L'expérience apprendra alors, mais à son dam, combien on a laissé échapper de forces utilisables.

Mais, voici le plus étonnant. Parmi les 565 802 hommes soumis à l'obligation militaire, on a :

Non recensés .....	55 770 hommes
Ayant changé de district et recrutables en leur nouvelle résidence .....	82 216 hommes
Défaillants sans excuse .....	10 960 hommes
Total .....	148 946 hommes

Ainsi, en dépit du fameux contrôle prussien— et quiconque a été astreint au service militaire en Prusse sait ce que cela veut

dire — il disparaît chaque année jusqu'à 27 % des astreints ! Comment est-ce possible ? Que deviennent donc les 82 216 hommes rayés des listes, parce qu'ils ont « changé de district et sont recrutés en leur nouvelle résidence » ? Suffit-il de nos jours de passer de Berlin à Potsdam pour être exempt du service ? Nous voulons admettre — le bon Homère sommeille quelquefois — que messieurs les fonctionnaires ont commis une gaffe dans leurs statistiques, ces 82 216 hommes figurant *deux fois* dans le total général de 565 802 : d'abord dans leur district d'origine et ensuite dans celui où ils ont émigré. Il faut souhaiter que l'on éclaircisse ce point. La commission militaire de la Chambre en a la meilleure occasion, car une réduction à 483 586 du nombre des astreints au service militaire modifierait sensiblement tous les pourcentages. Si nous admettons qu'il en est ainsi, il reste toujours 66 730 hommes qui, chaque année, s'évanouissent dans la nature sans que les contrôleurs et policiers prussiens ne réussissent à les fourrer dans l'armée. Ils constituent environ 14 % des astreints au service. Comme on le voit, toutes les entraves à la libre circulation qui existent en Prusse sous le prétexte du contrôle de l'obligation militaire sont *absolument vaines*. L'émigration réelle hors de Prusse est, comme on le sait, très minime, et n'est en proportion aucune avec le nombre des recrues disparues. Ces 67 000 hommes n'émigrent pas tous. La majorité reste purement et simplement dans le pays ou s'expatrie provisoirement. Bref, toutes les mesures préventives contre ceux qui se soustraient au service militaire sont inefficaces, ou — ô ironie — poussent les jeunes gens à émigrer temporairement. Mais, quoi qu'il en soit, la plupart d'entre eux ne peut émigrer. On pourrait se passer de tout le fatras d'affiches et de circulaires, et l'on aurait davantage de soldats, si l'on faisait faire, rigoureusement et sans pitié, leur service militaire aux jeunes gens qui se sont ainsi soustraits à l'incorporation.

Mais, admettons, comme le démontrent les chiffres que M. von Roon avance dans ses statistiques, que, sans compter les volontaires d'un an, 85 000 jeunes gens puissent être incorporés chaque année. Or, l'actuelle armée de paix comprend environ 210 000 hommes. Pour un service de deux ans, nos 85 000 hommes

donnent pour l'année 170 000 hommes, auxquels il faut ajouter 25 à 30 000 hommes servant comme officiers, sous-officiers et rengagés, soit en tout 195 à 204 000 hommes et, avec les volontaires d'un an, de 202 à 212 000 hommes. Ainsi, le simple service de deux ans pour l'infanterie et l'artillerie à pied (nous parlerons plus tard de la cavalerie), pourrait porter à leur plein effectif du temps de paix les cadres de l'armée réorganisée, et ce d'après la propre statistique du gouvernement.

En appliquant *vraiment* le service obligatoire pour tous, on obtiendrait facilement, pour un temps de service de deux ans, 30 000 hommes de plus. Pour ne pas dépasser l'effectif de 200 à 210 000 hommes, on pourrait donc en libérer une partie au bout d'un an ou d'un an et demi. Cette libération anticipée, conçue comme prime de zèle, serait plus utile à toute l'armée que les six mois de service en plus.

L'effectif de guerre s'établirait comme suit :

4 classes donnent, conformément au Plan de réorganisation, à raison de 63 000 chacune l'an, 252 000 réservistes ; 3 classes à raison de 85 000, 255 000 réservistes, ce qui serait donc aussi favorable que le plan de réorganisation. (Comme il ne s'agit ici que de la *proportion*, il importe peu que nous fassions abstraction du déchet des classes d'âge de la réserve.)

Voici le point faible du Plan de réorganisation : sous couleur de revenir à l'obligation militaire pour tous d'antan, qui d'ailleurs ne peut exister sans landwehr comme puissante armée de réserve, il s'oriente en réalité sur le système des cadres de l'Autriche et de la France<sup>172</sup>. Il introduit ainsi le trouble dans la constitution militaire de la Prusse, ce qui ne peut manquer d'avoir les pires conséquences. On ne peut pas mélanger ces deux systèmes pour s'assurer les avantages, et de l'un et de l'autre. Il est indéniable — et nul ne l'a jamais contesté — qu'un système de cadres, avec un long temps de service et de présence dans l'armée, assure de grands avantages au début de la guerre. Les hommes se connaissent mieux ; même les permissionnaires, dont l'absence est à chaque fois courte, continuent de se considérer pendant leur congé comme des soldats et sont toujours prêts à être rappelés sous les drapeaux — ce qui assurément n'est pas le cas des

réservistes prussiens. Il est indubitable que les bataillons ont ainsi une meilleure tenue quand ils vont pour la première fois au feu. Mais, si l'on veut attacher à cet élément le plus d'importance, c'est le système anglais de dix ans de service sous les drapeaux qu'il faut adopter. En réalité, les campagnes d'Algérie et les guerres de Crimée et d'Italie ont été bien plus profitables aux Français que le long temps de service ; enfin, avec ce système des cadres, on ne peut former qu'une partie des hommes en état de porter les armes, c'est dire qu'on est loin de mettre en action toutes les forces de la nation. Au reste, comme l'expérience le prouve, le soldat allemand s'habitue très vite au feu, et trois bons engagements, même s'ils sont menés avec des succès divers, font autant pour un bataillon de bonne valeur que toute une année de temps de service supplémentaire.

Le système des cadres n'est absolument pas adapté à un Etat comme la Prusse. Avec ce système, la Prusse pourrait disposer au maximum d'une armée de 300 à 400 000 hommes et, en temps de paix, de 200 000 hommes. Or, c'est l'effectif dont elle a besoin, si elle veut rester une grande puissance, pour mettre en marche la première armée de campagne, c'est dire qu'il lui faut, avec les garnisons des forteresses, les troupes de réserve, etc..., de 500 à 600 000 hommes pour mener une guerre sérieuse.

Si les 18 millions de Prussiens veulent, pour la guerre, mettre en ligne une armée à peu près aussi nombreuse que celle des 35 millions de Français, des 34 millions d'Autrichiens et des 60 millions de Russes, ils ne le peuvent qu'avec l'obligation générale du service militaire, avec un temps de service court, mais intensif et une obligation de landwehr relativement longue. Avec ce système, on sacrifiera toujours quelque peu la force d'assaut et même la valeur combattante des troupes au premier moment de la guerre : Etat et politique prendront un caractère neutre, défensif. Mais, on se souvient que l'offensive hardie du système des cadres a conduit d'Iéna à Tilsit, tandis que la modeste défensive du système de la landwehr, avec service militaire obligatoire, a mené de la Katzbach à Paris.

Ainsi donc : ou bien conscription et remplacement, avec sept à huit ans de service, dont quatre environ sous les drapeaux, sans

obligation ultérieure de landwehr ; ou bien service militaire pour tous avec service de cinq et à la rigueur six ans, dont deux sous les drapeaux, puis obligation de landwehr, selon le système prussien ou suisse. Mais, la masse de la nation ne doit, à aucun prix, supporter d'abord le poids du système de la conscription, puis celui du système de la landwehr. Aucune nation européenne, et pas même la turque qui fournit pourtant dans sa barbarie guerrière l'effort d'endurance maximal, ne saurait le supporter. Beaucoup d'hommes entraînés avec un service court et une obligation longue, ou bien peu d'hommes avec service long et obligation courte — voilà la question. Il importe de choisir l'un ou l'autre.

William Napier, qui, bien entendu, proclame que le soldat anglais est le meilleur du monde, dit, dans son *Histoire de la guerre de 1807 à 1814*, que le fantassin anglais est, après trois années de service parfaitement formé à tous les exercices. Or, on sait que les éléments qui entraient dans l'armée anglaise au commencement de ce siècle étaient plus médiocres que dans toute autre nation. Actuellement, ces éléments sont bien meilleurs, mais ils sont néanmoins infiniment moins bons, du point de vue moral et intellectuel, que ceux dont dispose l'armée prussienne. Or, ce que les officiers anglais ont fait de cette gueusaille en trois ans, ne peut-on le faire en Prusse en deux ans, puisque l'on a ce fonds de recrues façonnables à l'extrême, sinon en partie déjà formées ?

A la vérité, le soldat doit apprendre davantage de nos jours. Mais, cela n'a jamais été une objection sérieuse contre le service de deux ans. On s'en est toujours tenu à l'argument selon lequel le véritable esprit de corps ne se développerait qu'au cours de la troisième année de service. C'est là, si les gens parlent loyalement et si nous faisons abstraction de la valeur offensive plus grande des bataillons (que nous avons admise plus haut), un argument plus politique que militaire.

Le véritable esprit de corps s'éprouve plus devant les difficultés intérieures qu'extérieures. Nous n'avons jamais vu que le soldat prussien ait appris dans la troisième année de service quelque chose de plus qu'à s'ennuyer, à tirer des conscrits des

verres de schnaps et à faire de mauvaises plaisanteries sur ses supérieurs. Si la plupart de nos officiers avaient fait ne serait-ce qu'un an de service comme simples soldats ou sous-officiers, ils n'auraient manqué de le remarquer. Dans la mesure où il est de nature politique, le « véritable esprit de soldat » s'en va très vite au diable pour ne jamais revenir, comme l'expérience le prouve. L'« esprit militaire », lui, reste, même après deux années de service.

Deux ans suffisent donc largement pour former nos soldats au service d'infanterie. Depuis que l'artillerie de campagne est séparée de celle de forteresse, il en est de même de l'artillerie à pied. Des difficultés de détail pourraient, en ce domaine, être levées, soit par une division du travail encore plus grande, soit par la simplification, désirable en tout état de cause, du matériel de l'artillerie de campagne. Un recrutement plus important de rengagés ne soulèverait pas davantage de difficultés, mais cette catégorie de soldats n'est pas bien vue dans l'armée prussienne, dès lors qu'ils ne servent pas comme sous-officiers : quel témoignage *contre* le temps de service long !

Ce n'est que pour l'artillerie de forteresse *avec* son matériel très complexe, ou pour le génie avec ses multiples branches d'activité très liées cependant entre elles, que des rengagés intelligents seraient précieux, mais ils sont combien rares. A l'artillerie montée, il faudra le temps de service de la cavalerie.

En ce qui concerne celle-ci, un temps de service court suffit pour des cavaliers nés ; il doit, en revanche, être long pour une cavalerie qu'il faut instruire entièrement. Comme nous n'avons que peu de cavaliers nés, nous avons certainement besoin du temps de quatre ans prévu par le Plan de réorganisation. La seule forme de combat de la cavalerie, c'est l'attaque en groupe compact à l'arme blanche, qui exige beaucoup de courage et la plus totale confiance mutuelle. Ces soldats doivent donc savoir qu'ils peuvent se fier les uns aux autres et à leurs chefs. Il y faut le temps de service long.

Par ailleurs, sans confiance du cavalier dans son cheval, la cavalerie ne vaut rien ; l'homme doit donc savoir bien monter et pour obtenir qu'il soit sûr de bien maîtriser sa bête, c'est-à-



dire en gros tout cheval qu'on lui confie, il faut aussi le temps de service long. Dans cette arme, les rengagés sont vraiment les bienvenus, et plus ce sont de vrais paysans, mieux ce sera, aussi longtemps du moins qu'ils aiment leur métier.

L'opposition ne manquera pas de nous faire le reproche que ce serait là créer une cavalerie faite de mercenaires, qui prêterait main forte à tous les coups d'Etat. Nous répondrons : c'est possible, mais dans la situation actuelle la cavalerie est toujours réactionnaire (qu'on se souvienne des dragons badois de 1849)<sup>173</sup>, tout comme l'artillerie est toujours libérale. C'est dans la nature des choses, et quelques rengagés de plus ou de moins n'y changeront rien.

Enfin, on ne peut pas employer utilement la cavalerie dans les combats de barricades : or, c'est la lutte sur les barricades des grandes villes, et surtout l'attitude qu'y adoptent l'infanterie et l'artillerie qui, de nos jours, décide du sort de tous les coups d'Etat.

Outre l'augmentation des rengagés, il existe bien d'autres moyens d'élever la force combative et la cohésion interne d'une armée à temps de service court. Comme le ministre de la guerre von Roon l'a lui-même indiqué, les camps d'entraînement compensent la réduction du temps de service. Nous dirons qu'une formation militaire plus rationnelle serait plus efficace et, à cet égard, il reste encore beaucoup à faire en Prusse. C'est pure superstition de croire que l'on peut compenser le temps de service court, avec la mise au point parfaite du pas de parade, avec le service « martial » et la ridicule élévation des jambes « en articulant bien la hanche » comme pour faire un trou dans les airs. On a si longtemps répété ces choses dans l'armée prussienne, qu'on en a fait finalement un axiome incontesté. Quel avantage y a-t-il à ce que dans le maniement du fusil les hommes appliquent l'arme contre l'épaule avec une véhémence telle qu'ils en tombent presque à la renverse, tandis qu'un vacillement très peu militaire parcourt les rangs, ce qui n'existe dans aucune autre armée.

Enfin, ce qui compenserait vraiment le temps de service court, c'est une meilleure éducation physique de la jeunesse, et c'est

l'essentiel. Mais, encore faut-il, là aussi, prendre bien garde à faire réellement quelque chose. On a, il est vrai, installé dans toutes les écoles de villages des barres et des chevalets, mais nos pauvres maîtres d'école ne peuvent pas en faire grand-chose. Qu'on installe dans chaque district au moins un sous-officier en retraite, qualifié dans l'enseignement de la gymnastique, et qu'on lui confie la direction de l'enseignement dans ce domaine. Qu'on se préoccupe de familiariser, dès l'école, la jeunesse avec la marche en rangs et en files, les mouvements de section et de compagnie et les commandements correspondants. D'ici six à huit ans, on en sera largement récompensé, et on aura des recrues plus nombreuses et plus fortes.

Dans notre critique du Plan de réorganisation, nous nous sommes tenus exclusivement, comme nous l'avons dit, aux conditions politiques et militaires existantes. Dans les circonstances actuelles, la fixation légale du service à deux ans pour l'infanterie et l'artillerie à pied représente la limite extrême du temps de service court. Nous sommes d'avis qu'un Etat comme la Prusse commettrait la plus grave des fautes — quelque parti qui soit au gouvernement — s'il raccourcissait encore davantage, en ce moment, le temps de service normal. Tant que nous avons l'armée française d'un côté, l'armée russe de l'autre, et la possibilité d'une attaque combinée des deux armées au même moment, il nous faut des troupes qui n'aient pas à recevoir les premiers enseignements de l'art militaire devant l'ennemi.

Nous rejetons purement et simplement les élucubrations relatives à une armée de milice avec un temps de service pour ainsi dire nul. Pour un pays de 18 millions d'habitants, aux frontières très exposées, elle est aujourd'hui une impossibilité, et même dans d'autres conditions, elle n'est pas réalisable telle qu'on la conçoit <sup>174</sup>.

De tout ce qui précède, les principes du Plan de réorganisation sont-ils acceptables pour une Chambre des députés se plaçant au point de vue prussien ? Pour des raisons militaires et politiques, nous dirons que l'augmentation réalisée des cadres, le renforcement de l'armée de paix de 180 000 à 200 000 hommes, le passage du premier ban de la landwehr dans la grande réserve de l'armée ou la seconde armée de campagne (voire garnison des

forteresses) étaient acceptables à une condition : c'est que le *service obligatoire pour tous soit appliqué strictement, que le temps de service soit fixé par la loi à deux ans pour l'active, à trois pour la réserve et jusqu'à la 36<sup>e</sup> année pour la landwehr*, et enfin que les cadres de la landwehr du premier ban soient rétablis. Ces conditions pouvaient-elles être réalisées ? Ceux qui ont suivi les débats, pensent généralement que c'était possible avec l'« ère nouvelle »<sup>175</sup>, et même peut-être ensuite. Or, quelle fut l'attitude de l'opposition bourgeoise ?

## II

Etant la partie la plus évoluée de toute la bourgeoisie allemande, la bourgeoisie prussienne a le droit de la représenter dans ce débat, même si elle aussi mène une existence politique languissante en raison d'un manque de courage qui n'a pas son pareil dans l'histoire d'une classe déjà peu courageuse par nature. Sa seule excuse se trouve dans les événements extérieurs contemporains. En Mars et Avril 1848, la bourgeoisie était à la barre, mais, à peine sentit-elle les premiers soubressauts d'une action indépendante de la classe ouvrière, qu'elle prit peur et alla se réfugier sous l'aile de la bureaucratie et de la noblesse féodales qu'elle venait tout juste de vaincre avec l'aide des ouvriers. La période Manteuffel<sup>176</sup> en fut la conséquence inévitable.

Enfin, vint — sans que l'opposition bourgeoise y fût pour rien — l'« ère nouvelle ». Ce coup de chance inespéré tourna la tête aux bourgeois. Ils oublièrent complètement la position qu'ils s'étaient faite eux-mêmes en révisant sans cesse la Constitution, en se soumettant à la bureaucratie et aux féodaux (jusqu'à rétablir les Etats provinciaux et les Etats de district, institutions féodales), et en cédant lâchement jour après jour. Ils crurent être désormais à la barre, oubliant complètement qu'eux-mêmes avaient restauré tous les pouvoirs de leurs ennemis qui, maintenant fortifiés, détenaient véritablement le pouvoir de l'Etat, comme avant 1848.

La bourgeoisie n'a que deux moyens de s'assurer le pouvoir politique. Comme elle est une armée d'officiers sans soldats, et

qu'elle ne peut se procurer ces soldats que chez les ouvriers, elle doit ou bien se procurer l'alliance des ouvriers, ou bien acheter bribe par bribe le pouvoir politique aux autorités supérieures en place, notamment à la royauté. L'histoire des bourgeoisies anglaise et française montre qu'il n'existe pas d'autre voie.

Or, la bourgeoisie prussienne avait — et sans aucun motif — perdu toute envie de conclure une alliance loyale avec les ouvriers. En 1848, le parti ouvrier allemand, alors encore au début de son développement et de son organisation, était prêt à faire la besogne pour la bourgeoisie à un prix peu élevé, mais la bourgeoisie craignait plus le moindre mouvement indépendant du prolétariat que la noblesse féodale et la bureaucratie. La tranquillité achetée au prix de la servitude lui sembla plus désirable que la liberté avec la *perspective* d'une lutte. Cette sainte terreur des ouvriers était traditionnelle chez les bourgeois, jusqu'au jour où M. Schultze-Delitzsch commença sa campagne des tire-lires<sup>177</sup>. Il entendait démontrer aux ouvriers qu'ils ne pouvaient avoir de bonheur plus grand que d'être exploités toute leur vie, eux et même leurs enfants, par la bourgeoisie industrielle. On leur demandait de contribuer eux-mêmes à cette exploitation, en se procurant, par toutes sortes d'associations industrielles, un salaire d'appoint pour donner ainsi aux capitalistes la possibilité d'abaisser les salaires. A l'heure actuelle, la bourgeoisie industrielle est, avec les lieutenants de cavalerie, la classe la plus inculte de la « nation allemande », et sa propagande n'avait, a priori, aucune chance de succès durable, auprès d'un peuple intellectuellement développé comme le peuple allemand. Les esprits les plus perspicaces de la bourgeoisie devaient eux-mêmes comprendre qu'il ne pouvait rien en sortir, et l'alliance avec les ouvriers échouait une fois encore.

Restait le marchandage avec le gouvernement en vue du pouvoir politique qu'on paye comptant, naturellement de la poche du peuple. Le véritable pouvoir de la bourgeoisie dans l'Etat consistait uniquement dans le droit — et encore très étroitement réglementé — de voter l'impôt. C'est là qu'il eût fallu appliquer le levier, et une classe qui excellait dans le maquignonnage avait toutes les chances d'y trouver son avantage.

Mais non ! L'opposition bourgeoise de Prusse — tout au rebours notamment de la bourgeoisie classique d'Angleterre des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles — voyait la chose ainsi : marchander le pouvoir, *sans* le payer pour autant.

Du point de vue purement bourgeois, et en tenant pleinement compte des circonstances dans lesquelles on lui proposait de réorganiser l'armée, quelle devait être la politique de l'opposition bourgeoise ? Considérant ses forces, alors qu'elle venait à peine de se relever de l'abaissement où l'avait tenue le régime Manteuffel — et vraiment sans qu'elle y fût pour rien — elle devait savoir qu'elle n'était vraiment pas de taille à empêcher l'exécution pratique du plan qui, du reste, était déjà en cours d'application. Elle devait savoir qu'après chaque session infructueuse, l'institution nouvelle, existant de fait, serait plus difficile à supprimer, que, d'année en année, le gouvernement offrirait moins pour obtenir l'assentiment de la Chambre. Elle devait savoir qu'elle était encore bien loin de pouvoir faire et défaire les ministères, et, qu'en conséquence, plus longtemps le conflit durerait, moins elle trouverait de ministres disposés à des compromis. Enfin, elle devait savoir que son intérêt était de ne pas pousser les choses à bout. En effet, un conflit sérieux avec le gouvernement devait nécessairement, étant donné l'état de développement du prolétariat allemand, susciter un mouvement autonome des ouvriers, et lui poser de nouveau, comme cas extrême, le dilemme : ou une alliance avec les ouvriers, mais cette fois à des conditions bien plus défavorables qu'en 1848 ; ou alors à genoux devant le gouvernement, et : *pater peccavi* !

En conséquence, la bourgeoisie libérale et progressiste aurait dû soumettre le projet de réorganisation de l'armée, et l'élévation des effectifs du temps de paix qui y est étroitement liée, à un examen technique impartial, qui l'aurait probablement menée à des résultats semblables aux nôtres. De plus, elle devait savoir qu'elle ne pouvait empêcher l'application en cours de la réforme, ni en retarder l'instauration définitive, du simple fait que le plan contenait tant d'éléments justes et utilisables. Avant toutes choses, elle aurait dû éviter de s'engager d'emblée dans une attitude

directement hostile à la réorganisation. Elle aurait dû, au contraire, profiter de cette réorganisation et du vote des crédits pour arracher au gouvernement de l' « ère nouvelle » le maximum de compensations, et transformer pour elle-même les neuf ou dix millions d'impôts nouveaux en autant de pouvoir politique que possible.

Et que ne restait-il à changer ! Il y avait la législation Manteuffel sur la presse et le droit d'association ; le pouvoir administratif et policier entièrement hérité de la monarchie absolue ; la paralysie des tribunaux due aux conflits de compétence ; les Etats provinciaux et de districts ; et surtout, l'interprétation dominante de la Constitution sous Manteuffel, à laquelle il fallait opposer une pratique constitutionnelle nouvelle ; les atteintes portées à l'autonomie municipale par la bureaucratie, et encore cent autres choses que toute autre bourgeoisie aurait volontiers, dans la même situation, achetées par une augmentation d'impôt d'un demi-thaler par tête et que l'on pouvait avoir toutes, si l'on procédait avec quelque adresse.

Mais, la volonté de l'opposition bourgeoise était tout autre. En ce qui concerne la liberté de la presse, d'association et de réunion, les lois Manteuffel avaient précisément fixé la mesure satisfaisante pour la bourgeoisie. Elles lui permettaient légalement de gentilles manifestations antigouvernementales ; tout accroissement des libertés lui donnait moins d'avantages qu'aux ouvriers. Or, plutôt que de donner aux ouvriers la liberté de former un mouvement indépendant, la bourgeoisie préférait se voir imposer plus de contraintes par le gouvernement. Il en était de même pour la limitation des pouvoirs administratifs et policiers. La bourgeoisie croyait que la bureaucratie lui était déjà soumise grâce au ministère de la « nouvelle ère » et voyait avec satisfaction que la bureaucratie avait les mains libres contre les ouvriers. Mais, elle oubliait complètement que la bureaucratie était de loin plus forte et plus vivace que n'importe quel ministère favorable à la bourgeoisie. Bref, elle se figurait qu'à la chute de Manteuffel succédait le millénium bourgeois, et qu'il ne lui restait qu'à engranger la mûre moisson de toute la puissance bourgeoise, sans bourse délier.

Les sommes qu'on lui proposait de voter lui semblaient un

peu grosses. Depuis 1848, on lui avait demandé tant d'argent et trop augmenté à son gré la dette publique, et donc élevé les impôts.

Or, Messieurs, vous êtes les députés de l'Etat constitutionnel le plus jeune du monde, et vous ne savez pas que le constitutionnalisme est la forme de gouvernement au monde la plus chère, presque aussi chère que le bonapartisme, qui — après moi le déluge ! — couvre les dettes anciennes par de nouvelles et escompte ainsi en dix ans les ressources d'un siècle ? Vous avez toujours devant les yeux l'absolutisme impuissant et enchaîné. Or, cet âge d'or est révolu à jamais.

Mais, n'y avait-il pas certains articles de la Constitution permettant de lever les impôts une fois qu'ils ont été votés ? On sait combien timide était le gouvernement de la « nouvelle ère » en ce qui concerne ses demandes d'argent. En échange de concessions dûment consignées par écrit, il avait fait entrer dans le budget ordinaire les dépenses de la réorganisation, et dès qu'il s'agissait du vote d'impôts nouveaux devant servir à couvrir ces dépenses, il était possible de marchander. Or, on ne pouvait souhaiter un meilleur ministère que celui de la « nouvelle ère ». On conservait donc les mêmes avantages qu'auparavant, et on pouvait étendre sa main-mise sur de nouveaux organes du pouvoir public.

Etait-ce renforcer la réaction, que de doubler son principal outil, l'armée ?

Sur ce point, les bourgeois progressistes entrent dans les conflits les plus insolubles avec eux-mêmes. Ils réclament de la Prusse qu'elle joue le rôle d'un Piémont allemand. Pour cela, il faut une armée forte et prête au combat. Ils ont le ministère de la « nouvelle ère », qui nourrit en secret les mêmes desseins. C'est le meilleur ministère qu'ils puissent avoir dans les circonstances présentes. Néanmoins, ils *refusent* à ce ministère le renforcement de l'armée. Ils n'ont tout le jour, du matin au soir, à la bouche que la gloire de la Prusse, la grandeur de la Prusse, le développement de la puissance de la Prusse, mais ils *refusent*

que la Prusse renforce son armée dans le même rapport que les autres grandes puissances depuis 1814.

Et pourquoi ? C'est qu'ils craignent que ce renforcement profite uniquement à la réaction, relève les officiers de la noblesse ruinée et, d'une façon générale, donne au parti féodal et bureaucratique de l'absolutisme les moyens d'enterrer par un coup d'Etat tout le système constitutionnel.

Les bourgeois progressistes ont-ils eu raison de ne pas fortifier la réaction, dont l'armée était le meilleur soutien ? En fait, la meilleure occasion de mettre l'armée sous le contrôle de la Chambre était justement cette réorganisation proposée par le ministère le plus favorable à la bourgeoisie que la Prusse ait jamais connu en temps de paix. Dès lors qu'on se déclarait disposé à voter, sous certaines conditions, le renforcement de l'armée, ne pouvait-on pas discuter des écoles de cadets, du privilège nobiliaire et de tous les autres points en litige en vue d'obtenir des garanties de démocratisation plus grande du corps d'officiers ? La « nouvelle ère » n'avait qu'une idée bien arrêtée : il fallait réaliser ce renforcement. Le fait qu'elle usa de tous les détours possibles pour introduire en contrebande cette réorganisation, prouve mieux que tout sa mauvaise conscience et sa peur des députés. L'occasion était à saisir des deux mains ; la bourgeoisie ne pouvait espérer le retour d'une pareille chance avant longtemps. Que n'eussent-ils arraché, bribe par bribe, à ce ministère, si les bourgeois progressistes n'avaient pas conçu les choses en chipoteurs, mais en grands spéculateurs !

Et que dire des conséquences pratiques de la réorganisation sur le corps des officiers lui-même ? Il fallait doubler le nombre des officiers. Dès lors, les écoles de cadets étaient largement insuffisantes. Jamais en temps de paix on n'avait été plus libéral : on offrait les postes de lieutenant en prime aux étudiants, aux médecins et à tous les jeunes gens cultivés. Le corps des officiers était méconnaissable après la réorganisation de l'armée prussienne. Il ne s'agit pas ici d'ouï-dire, mais d'expérience propre. Le jargon particulier aux lieutenants était mis au rancart, les jeunes officiers parlaient leur langue maternelle ; ils ne formaient plus une caste fermée, mais représentaient, plus que jamais depuis



1815, toutes les classes cultivées et toutes les provinces de l'Etat. Ici, la position était déjà gagnée, par la force même des choses ; il ne s'agissait plus que de la maintenir et de l'utiliser. Mais, des bourgeois progressistes semblèrent l'ignorer et continuèrent à parler comme si tous ces officiers étaient des cadets de noblesse. Et pourtant jamais, depuis 1815, il n'y avait eu plus d'officiers bourgeois.

Soit dit en passant, nous attribuons la brillante conduite des officiers prussiens devant l'ennemi, lors de la guerre du Schlesvig-Holstein, à cette infusion de sang nouveau. La vieille classe d'officiers subalternes n'aurait osé prendre autant d'initiatives. Le gouvernement attribue à la Réorganisation l'« élégance » des succès obtenus, mais nous ne voyons pas à quel autre point de vue elle a pu encore avoir un effet sur les Danois.

Enfin, l'objection capitale, c'est que la réorganisation de l'armée en temps de paix favoriserait les coups d'Etat.

De fait, les armées sont les instruments grâce auxquels se font les coups d'Etat, et tout renforcement de l'armée en augmente la possibilité. Mais, la force armée dont a besoin une grande puissance ne se calcule pas d'après la perspective plus ou moins grande de coups d'Etat, mais, d'après le potentiel armé des autres grands Etats. Quand on a dit A, il faut aussi dire B. Quand on accepte un mandat de député prussien, quand on écrit sur son drapeau : Force et grandeur de la Prusse en Europe, on doit aussi en accepter les moyens de réalisation. Si ces moyens ne peuvent être obtenus sans faciliter les coups d'Etat, tant pis pour Messieurs les progressistes. Si, en 1848, ils ne s'étaient pas montrés ridiculement lâches et maladroits, le temps des coups d'Etat serait vraisemblablement depuis longtemps passé. Mais, dans les circonstances présentes, il ne leur reste plus qu'à accepter en fin de compte le renforcement de l'armée sous une forme ou sous une autre, et qu'à garder par devers eux leurs inquiétudes.

Mais, on peut considérer l'affaire sous d'autres aspects encore. Premièrement, il eût été plus raisonnable de négocier le vote

de cet instrument de coups d'Etat avec un ministère de la « nouvelle ère » plutôt qu'avec un ministère Bismarck.

Deuxièmement, il est évident que tout pas nouveau vers la réalisation effective du service militaire obligatoire pour tous rend l'armée prussienne moins apte à servir d'instrument de coups d'Etat. Dès que la masse de la population est pénétrée du désir de se gouverner elle-même et voit la nécessité de lutter contre tous les éléments récalcitrants, les jeunes gens de 20 à 21 ans sont forcément pris, eux aussi, dans le mouvement, de sorte qu'en dépit de leurs officiers féodaux et absolutistes, un coup d'Etat est de plus en plus difficile à exécuter. Plus le sens politique se développe dans un pays, plus l'esprit critique croît chez les recrues incorporées. La lutte actuelle entre gouvernement et bourgeoisie devrait déjà le démontrer.

Troisièmement, le service de deux ans est un contrepoids suffisant à l'augmentation de l'armée. Si le renforcement de l'armée augmente pour le gouvernement les moyens matériels de coups d'Etat, le service de deux ans en diminue les moyens moraux. Certes, dans la troisième année de service, le constant rabâchage des doctrines absolutistes et les habitudes d'obéissance peuvent, pour un temps, donner quelques fruits chez les soldats. Les soldats n'ont alors presque plus rien à apprendre du point de vue militaire, de sorte que les hommes astreints au service obligatoire soi-disant pour tous prennent les habitudes des soldats incorporés pour de longues années dans les systèmes français et autrichien. Ils prennent alors certaines allures propres aux soldats de métier, si bien qu'il est bien plus facile de les utiliser à n'importe quelle tâche. La libération des hommes de la troisième année de service devrait être compensée par l'incorporation de 60 000 à 50 000 hommes. Voilà pour ce qui concerne l'objection des coups d'Etat.

Mais, voici un autre point décisif. Comme nous connaissons fort bien notre bourgeoisie, nous ne nions pas qu'il puisse se produire une situation où, même sans mobilisation, avec le simple effectif du temps de paix de l'armée, un coup d'Etat soit cependant possible. Mais, ce n'est pas vraisemblable. Pour faire un

grand coup, il faudra presque toujours mobiliser. Et c'est alors que se produira le tournant. Certes, l'armée prussienne du temps de paix peut devenir un instrument docile entre les mains du gouvernement pour un coup de force à l'intérieur ; l'armée prussienne du temps de guerre certainement non. Quiconque a vu un bataillon d'abord sur le pied de paix, puis sur le pied de guerre, sait la différence énorme qui les sépare en ce qui concerne l'attitude des hommes et la nature de chaque ensemble. Les hommes qui étaient entrés, demi-enfants, dans l'armée y retournent cette fois-ci en hommes ; ils apportent avec eux une provision de respect d'eux-mêmes, de confiance en soi, de sûreté et de caractère, qui profite à tout le bataillon. Les rapports des hommes avec les officiers, des officiers avec les hommes changent aussitôt. Le bataillon y gagne militairement beaucoup, mais politiquement il devient peu sûr — pour des fins absolutistes. On a pu le constater après leur entrée dans le Schlesvig. A la grande surprise des correspondants de presse anglais, les soldats prussiens participaient ouvertement à toutes les manifestations politiques et y exprimaient sans façon des opinions absolument non orthodoxes. Si l'armée mobilisée est politiquement gâtée à des fins absolutistes — nous le devons principalement à la période Manteuffel et à l'ère la « plus nouvelle ». En 1848, il en était tout autrement.

L'un des côtés les meilleurs de la Constitution prussienne — avant comme après la Réorganisation — c'est qu'avec sa législation militaire, la Prusse ne peut ni faire une guerre impopulaire, ni exécuter un coup d'Etat, avec des chances de durée. Même si l'armée du temps de paix se laissait aller à un petit coup d'Etat, la première mobilisation et le premier danger de guerre suffiraient à remettre en question toutes les « conquêtes ». Sans la ratification de l'armée de temps de guerre, les exploits de l'armée du temps de paix dans les « difficultés intérieures » ne peuvent être que de courte portée, et plus cette ratification tarderait, plus elle serait difficile à obtenir. Des feuilles réactionnaires ont, par opposition aux Chambres, déclaré que l'« armée » était la véritable représentation nationale. Naturellement, elles n'entendaient par là que les officiers. S'il arrivait jamais que ces messieurs

de la *Gazette de la Croix* fissent un coup d'Etat demandant l'intervention de l'armée *mobilisée*, cette dernière représentation nationale leur ménagerait quelques surprises — ils peuvent y compter.

En effet, il faut chercher ailleurs la principale garantie contre un coup d'Etat. Aucun gouvernement ne peut, grâce à un coup d'Etat, organiser une Chambre qui lui vote des impôts et emprunts nouveaux, et même s'il se fabriquait une Chambre qui les consentit, nul banquier en Europe ne lui accorderait son crédit dans de pareilles conditions. Dans la plupart des pays d'Europe, il en serait autrement. Mais, depuis les promesses de 1815 et les nombreuses vaines manœuvres faites jusqu'en 1848 pour se procurer de l'argent, il est notoire qu'on ne peut prêter un sou à la Prusse sans une décision juridiquement valable et incontestable des Chambres. M. Raphaël von Erlanger lui-même, qui a pourtant prêté aux confédérés américains, confierait difficilement de l'argent comptant à un gouvernement prussien issu d'un coup d'Etat. Cet avantage, la Prusse le doit exclusivement à la bêtise de l'absolutisme.

La force de la bourgeoisie, c'est que si il a des embarras d'argent — et cela arrive inmanquablement — le gouvernement est obligé de faire appel à cette puissance financière. Certes, la représentation politique de la bourgeoisie, sait, en fin de compte, qu'elle est là pour payer, mais c'est la haute finance qui conclura l'affaire avec le gouvernement et mesurera sa capacité de crédit à la même aune que celle de n'importe quel particulier. Or, il ne lui importera en rien que l'Etat prussien ait peu ou prou besoin de soldats. Ces messieurs n'escomptent de billets qu'avec trois signatures ; si, outre le gouvernement, la Chambre-Haute seule sans la Chambre des députés, a donné sa signature, ou si c'est une Chambre d'hommes de paille, ils regarderont cela comme des billets de complaisance et s'excuseront de ne pouvoir conclure l'affaire.

La question militaire s'achève au point où commence le problème constitutionnel. Peu importent les fautes et les manœuvres pour lesquelles l'opposition bourgeoise est dorénavant acculée à l'alternative suivante : mener jusqu'au bout la bataille sur

la question militaire, ou perdre le reste de pouvoir politique qu'elle possède encore. D'ores et déjà, le gouvernement a mis en question le droit qu'elle a d'accepter le budget. Or, si le gouvernement doit tôt ou tard faire la paix avec sa Chambre, la meilleure politique n'est-elle pas de tenir simplement jusque-là ?

Parvenu à ce point, le conflit exclura toute solution intermédiaire. En effet, il est plus que douteux que l'on puisse conclure un arrangement sur des bases acceptables avec ce gouvernement. En surévaluant ses forces, la bourgeoisie s'est mise dans une situation où elle doit éprouver, sur cette question militaire, si elle est dans l'Etat l'élément décisif, ou n'est rien. Si elle est victorieuse, elle conquiert le pouvoir de faire et de défaire les ministères, comme l'a en Angleterre la Chambre des communes. Si elle succombe, elle n'arrivera plus jamais par des voies constitutionnelles à avoir un poids quelconque.

Mais, c'est mal connaître le courage de nos bourgeois allemands. En politique, le courage de la bourgeoisie est toujours en rapport exact avec l'importance qu'elle a dans la société civile. En Allemagne, la puissance sociale de la bourgeoisie est beaucoup moindre qu'en Angleterre et même en France. Elle ne s'est pas alliée avec la vieille aristocratie comme en Angleterre, ni ne s'en est débarrassée avec l'aide des paysans et des ouvriers comme en France. En Allemagne, l'aristocratie féodale est toujours une force qui s'oppose à la bourgeoisie et s'allie au gouvernement. L'industrie usinière est la base de toute la puissance sociale de la bourgeoisie moderne. Or, elle est bien moins développée en Allemagne qu'en France et en Angleterre. Certes, il y a eu un progrès considérable depuis 1848. Mais, les énormes accumulations de capitaux en peu de points, si fréquentes en Angleterre et même en France, sont plutôt rares en Allemagne. En fait, c'est ce qui explique le caractère petit-bourgeois de notre bourgeoisie tout entière. Le milieu où elle vit, les horizons qui s'ouvrent devant elle sont mesquins. Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que tout soit mesquin chez elle. D'où tirerait-elle le courage de mener le combat jusqu'au bout ? La bourgeoisie prussienne n'ignore pas que son industrie dépend fort du gouvernement : concessions<sup>179</sup> et contrôle administratif pèsent sur elle comme un cauchemar. A cha-

que entreprise nouvelle, le gouvernement peut lui mettre des bâtons dans les roues. Et dans le domaine politique ! Dans le conflit sur la question militaire, la Chambre bourgeoise ne peut avoir qu'une attitude négative, elle est réduite à la défensive, tandis que le gouvernement attaque, interprète à sa guise la Constitution, frappe les fonctionnaires libéraux, annule les élections municipales libérales, met tous les ressorts de sa puissante bureaucratie en mouvement pour convaincre les bourgeois de leur situation de sujets, s'empare effectivement une à une des positions et conquiert ainsi une situation que Manteuffel lui-même n'avait pas. Entre-temps, les dépenses hors budget et la levée des impôts vont tranquillement leur train, et la réorganisation de l'armée gagne, à chaque année qui passe, une force nouvelle. Bref, la victoire finale de la bourgeoisie suppose d'année en année des mesures plus révolutionnaires, du fait même que, se multipliant de jour en jour dans tous les domaines, les victoires de détail du gouvernement prennent de plus en plus figure de faits accomplis. A cela s'ajoute un mouvement ouvrier tout à fait autonome vis-à-vis de la bourgeoisie et du gouvernement : la bourgeoisie est donc obligée, soit de faire aux ouvriers des concessions fort gênantes, soit de se résigner à agir sans les ouvriers au moment décisif. Dans ces conditions, la bourgeoisie prussienne peut-elle avoir le courage de tenir jusqu'au bout ? Il faudrait que, depuis 1848, elle se fût merveilleusement améliorée — dans son propre sens — et la nostalgie des compromis qui s'exhale quotidiennement du parti progressiste depuis l'ouverture de la présente session ne l'indique pas. Nous craignons que, cette fois encore, la bourgeoisie n'ait aucun scrupule à se trahir elle-même.

#### IV

Quelle est maintenant l'attitude du Parti ouvrier à l'égard de cette réorganisation de l'armée et du conflit qui en résulte entre le gouvernement et l'opposition bourgeoise ?

Pour déployer une pleine action politique, la classe des travailleurs a besoin d'un champ beaucoup plus vaste que ne l'offre

le morcellement actuel des Etats allemands. La multiplicité des Etats entrave le mouvement du prolétariat : elle ne saurait donc se justifier ni être prise au sérieux. Le prolétariat allemand ne se préoccupera jamais de Constitutions fédérales, de pointe et d'hégémonie prussiennes, de triade<sup>180</sup>, et d'autres choses semblables, sinon pour en faire table rase. Il lui importe peu de savoir « combien il faut de soldats à l'Etat prussien pour continuer à végéter comme grande puissance » ? La réorganisation aggrave-t-elle ou non le fardeau militaire est de peu de conséquence pour la classe ouvrière *en tant que classe*.

En revanche, ce qui ne lui est nullement indifférent, c'est de savoir si le service militaire obligatoire pour tous est strictement appliqué ou non. Plus il y aura d'ouvriers exercés dans les armes, mieux cela vaudra. Le service militaire obligatoire pour tous est le complément nécessaire et naturel du suffrage universel ; il met les électeurs à même d'imposer leurs décisions, les armes à la main contre toutes les tentatives de coup d'Etat.

L'application de plus en plus conséquente de l'obligation militaire pour tous est le seul point qui intéresse la classe ouvrière d'Allemagne dans la réorganisation de l'armée prussienne.

Le plus important, c'est cette question : Quelle attitude doit prendre le parti ouvrier dans le conflit surgi entre gouvernement et Chambre ?

L'ouvrier moderne, le prolétaire, est un produit de la grande révolution industrielle qui, surtout depuis le siècle dernier, a totalement bouleversé dans tous les pays civilisés l'ensemble du mode de production, d'abord de l'industrie, puis de l'agriculture, et à la suite de laquelle il n'y a plus dans la production que deux classes fondamentales : celle des capitalistes, qui se trouvent en possession des instruments de travail, des matières premières et des moyens de subsistance, et celle des ouvriers qui ne possèdent ni instruments de travail, ni matières premières, ni moyens de subsistance, mais sont contraints de les acheter aux capitalistes en échange de leur travail. Le prolétaire moderne n'a donc directement affaire qu'à une seule classe sociale, qui s'oppose à lui en ennemie et qui l'exploite : la classe des capitalistes, des « bour-

geois ». Dans les pays où cette révolution industrielle est complètement réalisée, comme en Angleterre, l'ouvrier n'a effectivement affaire qu'aux capitalistes, car même dans les campagnes, le gros fermier n'est autre chose qu'un capitaliste ; l'aristocrate qui ne fait que consommer la rente foncière de ses propriétés, n'a nulle part de contacts sociaux avec l'ouvrier.

Il en va autrement dans les pays où cette révolution industrielle n'est qu'en voie de réalisation, comme en Allemagne. Il y subsiste encore de l'état féodal et postféodal une foule d'éléments sociaux qui, pour ainsi dire, perturbent le milieu social et enlèvent à la société allemande ce caractère simple, limpide, classique qui caractérise celui de l'Angleterre. Dans un milieu qui va se modernisant chaque jour davantage et même entre capitalistes et ouvriers tout modernes, il continue de circuler vivants les plus étonnants fossiles antédiluviens : seigneurs féodaux, tribunaux patrimoniaux, hobereaux, bastonnades, conseillers de gouvernement et de province, jurandes, conflits de compétence, juridiction pénale, administrative, etc... En outre, dans la lutte pour le pouvoir politique, tous ces fossiles vivants se regroupent contre la bourgeoisie, qui, classe la plus puissante de l'époque moderne par sa propriété, réclame d'eux, au nom de l'époque nouvelle, la domination politique.

En plus de la bourgeoisie et du prolétariat, la grande industrie moderne produit encore une sorte de classe hybride : la petite-bourgeoisie. Celle-ci se compose pour partie des restes de l'archaïque monde petit-bourgeois moyenâgeux (*Pfahlbürger*), pour partie de travailleurs parvenus. Sa position lui vient moins de la production que de la répartition des marchandises ; le commerce de détail est son principal domaine. Alors que la petite-bourgeoisie d'antan était la couche la plus stable, la petite-bourgeoisie moderne est la classe la plus changeante de la société ; la faillite est devenue chez elle une institution. Par sa petite propriété capitaliste, elle participe aux conditions d'existence de la bourgeoisie ; par l'insécurité de son existence à celles du prolétariat. Sa position politique est, comme son existence sociale, pleine de contradictions ; d'une façon générale, cependant, la « démocratie pure » en est l'expression la plus correcte. Sa mission politique est de



pousser en avant la bourgeoisie dans sa lutte contre les survivances de la vieille société et surtout contre sa propre faiblesse et sa propre lâcheté, en l'aidant à conquérir les libertés — liberté de la presse, d'association et de réunion, suffrage universel, autonomie de l'administration locale. Bien qu'il s'agisse-là d'institutions purement bourgeoises, il s'est avéré qu'une bourgeoisie timorée pouvait parfaitement s'en passer, alors que, sans elles, jamais les ouvriers ne pourront conquérir leur émancipation.

Au cours de la lutte entre les restes de la vieille société antédiluvienne et la bourgeoisie, survient, tôt ou tard, un moment où les deux belligérants se tournent vers le prolétariat et recherchent son appui. Ce moment coïncide, en général, avec celui où la classe ouvrière commence elle-même à s'éveiller. Les représentants féodaux et bureaucratiques de la société en voie de disparition invitent les ouvriers à donner avec eux l'assaut aux exploités, aux capitalistes, les seuls ennemis de l'ouvrier ; les bourgeois font voir aux ouvriers qu'ils représentent tous deux la société moderne et que, par conséquent, ils ont en toute occurrence un même intérêt en face de la *vieille* forme de société en voie de disparition. A ce moment, la classe ouvrière commence à prendre petit à petit conscience qu'elle est une classe particulière, ayant ses intérêts à elle et son propre avenir indépendant. C'est la question qui s'est imposée tour à tour en Angleterre, en France et en Allemagne : comment le parti ouvrier doit-il se comporter vis-à-vis des classes en lutte ?

Tout d'abord, cette attitude dépendra des buts visés par le parti ouvrier, c'est-à-dire par la fraction de la classe ouvrière parvenue à la conscience des intérêts communs de sa classe.

Pour autant qu'on le sache, les ouvriers les plus avancés posent comme revendication en Allemagne : émancipation des ouvriers à l'égard des capitalistes par le transfert du capital d'Etat aux travailleurs associés, afin d'effectuer la production en compte commun à l'exclusion des capitalistes. Le moyen de réaliser ce but, c'est de conquérir le pouvoir politique au travers du suffrage universel direct <sup>181</sup>.

Une chose est parfaitement évidente : ni le parti féodal bureau-

cratique qu'on a coutume d'appeler tout court la *réaction*, ni le parti radical et libéral bourgeois ne sont disposés à admettre volontiers ces revendications. Or, le prolétariat devient une puissance dès lors qu'il se constitue en parti ouvrier indépendant, et il faut alors compter avec lui. Les deux partis ennemis le savent et seront, au moment donné, disposés à faire aux ouvriers des concessions apparentes ou réelles. De qui les ouvriers peuvent-ils obtenir les concessions les plus importantes ?

La simple existence des bourgeois et des prolétaires est déjà, pour le parti réactionnaire, une sérieuse épine. Il tire sa puissance, en effet, de la stagnation criminelle de l'évolution sociale ou de son ralentissement, sans quoi toutes les classes possédantes se transformeraient peu à peu en capitalistes, et toutes les classes opprimées en prolétaires, le parti réactionnaire disparaissant de lui-même. La réaction, si elle est logique, voudra bien supprimer le prolétariat. Pour ce faire, elle n'aidera pas les travailleurs à progresser vers l'association, mais elle voudra les retransformer plus ou moins en compagnons de corporations et en serfs de la glèbe.

Un tel changement serait-il profitable à nos prolétaires ? Rêvent-ils de se trouver à nouveau sous la férule paternelle du « maître » et du « gracieux seigneur » — si cela était réalisable ? Certainement pas ! C'est bien plutôt parce que la classe ouvrière a été séparée de toute pseudo-propriété et de tous les pseudo-privilèges, qu'il s'est développé une opposition directe entre capital et travail et qu'il devient possible aux ouvriers de former une seule et grande classe, ayant des intérêts communs, avec un mouvement et un parti ouvrier distincts de tous les autres. Quoi qu'il en soit, faire ainsi rebrousser chemin à l'histoire est une impossibilité pure et simple. Les machines à vapeur, les métiers mécaniques à filer et à tisser, les charrues à vapeur, les batteuses mécaniques, les chemins de fer, les télégraphes électriques et les presses à vapeur de l'époque moderne n'admettent pas un retour en arrière aussi absurde. Au contraire, ils détruisent peu à peu impitoyablement tous les vestiges du féodalisme et des corporations, réduisant toutes les petites oppositions sociales, héritées du passé en une seule grande opposition historique entre capital et travail.

La seule tâche historique de la bourgeoisie, c'est d'accroître en tous sens ces gigantesques forces productives et moyens de communication de la société moderne en les stimulant au maximum ; c'est d'accaparer dans ses mains, grâce à ses associations de crédit, les moyens de production hérités d'époques antérieures, notamment la propriété foncière ; c'est d'exploiter toutes les branches de production avec des moyens modernes et faire disparaître tous les vestiges de la production et des rapports féodaux afin de réduire toute la société à l'opposition simple entre classe des capitalistes et classe des travailleurs sans propriété. A mesure que les oppositions entre classes sociales se simplifient ainsi, la puissance de la bourgeoisie augmente, tandis que la force et la conscience de classe des ouvriers augmentent dans une proportion plus forte encore, en accroissant les chances de victoire du prolétariat. Seule une augmentation du pouvoir de la bourgeoisie amène graduellement le prolétariat à devenir la majorité prépondérante dans l'Etat, comme il l'est dès à présent en Angleterre, mais nullement encore en Allemagne, où, à la campagne, les paysans de tout genre et, à la ville, les petits maîtres-artisans ou boutiquiers le dépassent en nombre.

Par conséquence, chaque victoire de la réaction freine le développement social et recule inmanquablement le moment où les ouvriers pourront vaincre. En revanche, toute victoire de la bourgeoisie sur la réaction est aussi, en un certain sens, une victoire des ouvriers ; elle contribue à la chute finale de la domination capitaliste, et rapproche le moment où les ouvriers triompheront de la bourgeoisie.

Rappelons la position du parti ouvrier allemand de 1848 et d'aujourd'hui. Il y a encore en Allemagne assez de vétérans qui ont coopéré aux premiers débuts de la fondation d'un parti ouvrier allemand avant 1848, qui ont, après la Révolution, aidé à le parfaire autant que les circonstances le permettaient. Ils savent tous le mal qu'il faut se donner, même au cours des périodes les plus agitées, pour le maintenir en mouvement, pour en écarter les éléments corporatifs réactionnaires, et comment toute l'entreprise entre en veilleuse, après quelques années. Si, à présent, le mouvement ouvrier est né pour ainsi dire de lui-même,

d'où cela vient-il ? De ce que, depuis 1848, la grande industrie bourgeoise en Allemagne a fait des progrès inouïs, de ce qu'elle a supprimé une foule de petits patrons et autres intermédiaires entre ouvriers et capitalistes, mis une masse de travailleurs en opposition directe avec le capitaliste, bref, de ce qu'elle a créé un important prolétariat, là où auparavant il n'en existait pas ou peu. Un parti et un mouvement ouvriers sont, par suite de ce développement industriel, devenus une nécessité inéluctable.

Il y a cependant des circonstances où la réaction juge qu'il est indiqué pour elle de faire des concessions aux ouvriers. Mais, ces concessions sont toujours d'un genre particulier, non politiques. Jamais la réaction féodale et bureaucratique n'étendra le droit de suffrage, n'accordera la liberté de la presse, d'association et de réunion, ni ne réduira la puissance de la bureaucratie féodale. Ses concessions sont toujours dirigées directement contre la bourgeoisie, et conçues pour n'accroître en rien la force politique des ouvriers. En Angleterre, la loi des dix heures pour les ouvriers de fabrique a été instaurée contre la volonté des industriels. Il serait possible de réclamer, voire d'obtenir du gouvernement de la Prusse l'exacte application des ordonnances sur le temps de travail dans les usines, qui n'existent actuellement que sur le papier, de même, en ce qui concerne le droit de coalition des ouvriers, etc...<sup>182</sup>. Mais, il est de règle pour toutes les concessions de la part de la réaction que les ouvriers les acceptent sans fournir aucune contrepartie, et c'est juste ainsi, car il suffit que la réaction ait rendu la vie dure aux bourgeois pour qu'elle ait pleinement atteint son but, et les ouvriers ne lui doivent, et d'ailleurs ne lui donnent, aucun remerciement.

Récemment, un genre de réaction a eu grand succès et est très prisé par certains : le « bonapartisme ». Le bonapartisme est la forme nécessaire de l'Etat dans un pays où la classe ouvrière, très développée dans les villes, mais numériquement inférieure aux petits paysans à la campagne, a été vaincue dans un grand combat révolutionnaire par la classe des capitalistes, la petite-

bourgeoisie et l'armée. Lorsqu'en France, les ouvriers de Paris furent écrasés dans la lutte gigantesque de Juin 1848, la bourgeoisie se trouva, elle aussi, complètement épuisée par sa victoire. Elle se rendit compte qu'elle ne pouvait supporter une seconde victoire pareille. Elle ne régna plus que de nom, étant trop faible pour exercer le pouvoir. L'armée, véritable vainqueur, prit la tête, appuyée sur la classe où elle se recrutait de préférence : les petits paysans, qui voulaient avoir la tranquillité face aux trublions des villes. La forme de cette domination est, naturellement, le despotisme militaire, et son chef naturel, Louis Bonaparte, en fut l'héritier légitime.

La caractéristique du bonapartisme vis-à-vis des ouvriers comme des capitalistes, c'est qu'il les empêche de se battre entre eux. Autrement dit, il défend la bourgeoisie contre les attaques violentes des ouvriers, favorise les petites escarmouches pacifiques entre les deux classes, tout en enlevant aux uns comme aux autres toute espèce de pouvoir politique. Pas de droit d'association, pas de droit de réunion, pas de liberté de la presse. Le suffrage universel, sous la pression de la bureaucratie, rend impossible toute élection de l'opposition. C'est un régime policier jamais atteint auparavant, même dans la France pourtant policière.

Une partie de la bourgeoisie, comme des ouvriers, est directement achetée. L'une par les filouteries colossales du crédit, qui font passer l'argent des petits capitalistes dans la poche des grands ; l'autre, par de grands travaux nationaux, qui concentrent dans les grandes villes, à côté du prolétariat normal et indépendant, un prolétariat artificiel et impérial, soumis au gouvernement. Enfin, le bonapartisme flatte la fierté nationale par des guerres en apparence héroïques, mais, qui, en réalité, sont entreprises avec l'autorisation supérieure de l'Europe contre le bouc émissaire du moment — et dans des conditions telles que la victoire est assurée d'avance.

Tout ce qu'un tel régime puisse apporter aux ouvriers et à la bourgeoisie est qu'ils se reposent de la lutte et que l'industrie se développe puissamment (si les conditions s'y prêtent), de

sorte que se forment les éléments d'une nouvelle lutte, plus violente encore ; bref, que cette lutte éclate dès que le besoin d'un tel temps de repos disparaît. Le comble de la stupidité serait d'attendre davantage, pour les ouvriers, d'un régime qui n'existe que pour les tenir en laisse en face de la bourgeoisie.

Revenons maintenant au cas qui nous préoccupe. Qu'est-ce que la réaction peut offrir en Prusse au parti ouvrier ?

Peut-elle offrir à la classe ouvrière une part effective au pouvoir politique ? — Absolument pas. Premièrement, il n'est jamais arrivé dans l'histoire moderne, ni d'Angleterre ni de France, qu'un gouvernement réactionnaire l'ait fait. Deuxièmement, il s'agit justement, dans le conflit qui se déroule actuellement en Prusse, de savoir si le gouvernement détiendra tout le pouvoir effectif, ou s'il le partagera avec le Parlement. Il est évident que le gouvernement ne s'acharne pas à enlever le pouvoir à la bourgeoisie pour en faire cadeau ensuite au prolétariat !

L'aristocratie et la bureaucratie féodales peuvent maintenir en Prusse leur pouvoir réel, même sans représentation parlementaire. Leur position traditionnelle à la Cour, à l'armée, dans la fonction publique, leur garantit ce pouvoir. Elles ne sauraient vouloir une représentation particulière, car même les Chambres de la noblesse et des fonctionnaires, telles qu'elles existaient sous Manteuffel, ne peuvent subsister durablement de nos jours en Prusse. Aussi vouent-elles au diable tout le système des Chambres.

En revanche, bourgeois et ouvriers ne peuvent exercer un véritable pouvoir politique régulier qu'avec la représentation parlementaire ; et celle-ci n'a d'ailleurs de valeur que si elle a son mot à dire et décide dans les affaires, en d'autres termes, si elle peut « serrer les cordons de la bourse ». Or, c'est justement ce que Bismarck veut empêcher, et il ne s'en cache pas. La question se pose dès lors : Est-il de l'intérêt des ouvriers que ce Parlement soit privé de tout pouvoir, alors qu'ils peuvent y entrer, s'ils conquièrent le suffrage universel direct et qu'ils espèrent y être un jour la majorité ? Est-il de leur intérêt de mettre

en mouvement tous les leviers de l'agitation pour en arriver à une assemblée qui n'aura finalement rien à dire ? Certainement non !

Mais, l'actuel gouvernement ne peut-il changer la loi électorale existante, et octroyer le suffrage universel direct ? On entre ici dans le domaine des hypothèses. Pourtant, *si* le gouvernement faisait ce coup bonapartiste et si les ouvriers s'y laissaient prendre, ils auraient du coup reconnu au gouvernement le droit de supprimer à nouveau le suffrage universel direct au moyen d'un décret, quand bon lui semblerait. Quelle valeur aurait dès lors le droit du suffrage universel direct ?

Si le gouvernement octroyait le suffrage universel direct, il commencerait par le formuler de telle sorte qu'il ne serait plus le suffrage universel direct.

Enfin, l'exemple de la France montre comment on peut réaliser des élections dociles, si l'on dispose d'une nombreuse population rurale abêtie, d'une bureaucratie bien organisée, d'une presse soigneusement contrôlée, d'associations parfaitement tenues en bride par la police — et sans aucune réunion politique. Combien de représentants des ouvriers, le suffrage universel direct fait-il entrer dans la Chambre française ? Et pourtant, disposant d'une concentration bien plus grande et d'une plus longue expérience de lutte et d'organisation, le prolétariat français a de l'avance sur le prolétariat allemand.

Cela nous mène à un autre point encore. En Allemagne, la population des campagnes est deux fois plus importante que celle des villes, c'est dire que les deux tiers de sa population vivent du sol et un tiers de l'industrie. Et comme en Allemagne la grande propriété foncière est la règle et le petit paysan parcellaire l'exception, cela signifie que, si un tiers des travailleurs est soumis aux capitalistes, deux tiers sont aux *ordres du seigneur féodal*. Ceux qui s'en prennent sans cesse aux capitalistes, mais ne soufflent mot contre les féodaux, feraient bien d'y réfléchir. Les féodaux exploitent en Allemagne deux fois plus de travailleurs que les bourgeois ; ils y sont les ennemis tout aussi directs des ouvriers que les capitalistes.

Mais, ce n'est pas tout, tant s'en faut. Dans les anciens domaines féodaux, le régime patriarcal impose au journalier agricole ou au paysan sans terre une dépendance héréditaire vis-à-vis de son « gracieux seigneur », et rend très difficile au prolétaire agricole son entrée dans le mouvement des travailleurs urbains. A quoi s'ajoutent les curés, l'abrutissement systématique des campagnes, la méchante éducation scolaire, le cercle clos de la vie rurale. Le prolétariat agricole est la partie de la classe ouvrière la plus mal lotie et elle sera la dernière à prendre conscience de ses intérêts, de sa position sociale, bref, elle restera le plus longtemps un instrument inconscient dans la main de la classe privilégiée qui l'exploite. Or, quelle est cette classe ? En Allemagne, ce n'est pas la bourgeoisie, mais la noblesse féodale.

En France, où il n'existe pratiquement que des paysans libres, propriétaires de leur terre, où l'aristocratie féodale est depuis longtemps privée de tout pouvoir politique, le suffrage universel n'a pas fait entrer les ouvriers dans les Chambres, mais, tout au contraire, les en a pratiquement exclus. Quel serait le résultat en Allemagne, où la noblesse féodale est encore effectivement une puissance sociale et politique, et où il y a deux travailleurs agricoles pour un ouvrier d'industrie ? Combattre la réaction féodale et bureaucratique — formant actuellement en Prusse un couple indissoluble — c'est combattre pour l'émancipation intellectuelle et politique du prolétariat rural. Tant que ce dernier ne sera pas entraîné dans le mouvement, le prolétariat des villes ne peut rien obtenir. Loin d'être une arme pour lui, le suffrage universel direct ne sera qu'un piège.

Cette analyse très franche, mais nécessaire, incitera-t-elle les féodaux à introduire le suffrage universel ? — Tant mieux.

Croit-on que le gouvernement restreindra-t-il, pour l'opposition bourgeoise seulement, les droits relatifs à la presse, l'association et les réunions (s'il reste encore quelque chose à restreindre actuellement !), alors qu'il accordera aux ouvriers les droits en question ? Quoi qu'il en soit, le mouvement ouvrier poursuit tranquillement son petit bonhomme de chemin.



C'est là que git le lièvre ! Le gouvernement *sait* — et la bourgeoisie le sait aussi — que tout le mouvement ouvrier actuel en Allemagne est simplement *toléré*, et ne se développe que tant qu'il *plaît* au gouvernement. Tant qu'il est utile au gouvernement que de nouveaux adversaires indépendants s'élèvent contre l'opposition bourgeoise, il le tolérera. Dès l'instant où ce mouvement fera des ouvriers une puissance autonome et dangereuse pour le gouvernement, ce sera fini. Puisse la manière dont la propagande est interdite aux progressistes dans la presse, les associations et les réunions, servir d'avertissement aux ouvriers ! Les mêmes lois, ordonnances et mesures peuvent, du jour au lendemain, être retournées contre eux et mettre un terme à leur propagande, et c'est ce qui se produira dès qu'elle deviendra dangereuse. Il importe au plus haut point que les ouvriers en soient conscients, et ne tombent pas dans l'illusion de la bourgeoisie sous le régime de l'« ère nouvelle », où elle aussi était simplement *tolérée*, alors qu'elle se figurait être déjà bien en selle. Ceux qui s'imaginent que le gouvernement actuel affranchira, de leurs présentes entraves, la presse, les droits de réunion et d'association font partie des gens avec lesquels il n'est plus possible de parler.

Sans libertés de la presse, d'association et de réunion, pas de mouvement ouvrier possible. Le gouvernement actuel, en Prusse, n'est pas assez simplet pour se couper la tête lui-même. Et si la réaction en venait à jeter en appât quelques semblants de concessions au prolétariat allemand, il faut espérer que celui-ci saura répondre par les fières paroles de la vieille chanson de Hildebrand :

« Mit gèrû scal man geba infâhan, ort widar orte. »

« C'est avec l'épieu qu'il faut recevoir les présents, pointe contre pointe. »

À l'égard des concessions *sociales* que la réaction pourrait faire aux ouvriers (réduction du temps de travail dans les usines, meilleure application des lois sur les fabriques, droit de coalition, etc...), l'expérience de tous les pays prouve que la réaction prend ces mesures sans que les ouvriers aient à offrir la moindre chose

en retour. La réaction a besoin des ouvriers, mais les ouvriers n'ont pas besoin de la réaction. Par conséquent, tant que les ouvriers tiendront ferme sur ces points dans leur agitation indépendante, ils pourront s'attendre à ce que les éléments réactionnaires mettent en avant ces mesures, ne serait-ce que pour faire la niche aux bourgeois. De la sorte, les ouvriers emportent des avantages sur la bourgeoisie, sans devoir à la réaction le moindre remerciement.

Mais, si le parti ouvrier n'a rien à attendre de la réaction sinon de petites concessions qu'elle lui fera sans qu'il ait besoin de les mendier, qu'a-t-il à attendre de l'opposition bourgeoise ? <sup>182</sup>

Nous avons vu que bourgeoisie et prolétariat sont enfants d'une époque nouvelle, que tous deux tendent dans leur action sociale à éliminer le fatras hérité de l'ancien régime. Ils ont, il est vrai, à mener entre eux une lutte très sérieuse, mais cette lutte ne peut être livrée à fond qu'à partir du moment où ils se trouvent seuls en face l'un de l'autre. Le vieux bataclan doit être jeté par-dessus bord pour que le navire soit « paré pour le combat », à cela près que le combat ne se livre pas, cette fois, entre deux navires, mais à bord du même bâtiment, entre officiers et équipage.

La bourgeoisie ne peut conquérir le pouvoir politique, le traduire en Constitution et en lois, sans mettre en même temps des armes entre les mains du prolétariat. Elle doit inscrire sur ses drapeaux les Droits de l'homme en face des vieux ordres et états différenciés par la naissance, la liberté du commerce et de l'industrie en face du régime des corporations, la liberté d'action et l'autonomie administrative en face de la tutelle bureaucratique. Logiquement, elle doit donc réclamer le suffrage universel direct, les libertés de la presse, d'association et de réunion, l'abolition de toutes les lois d'exception contre certaines classes de la population.

Mais, c'est là tout ce que le prolétariat doit attendre d'elle. S'il ne peut pas demander que la bourgeoisie cesse d'être bourgeoisie, il peut espérer qu'elle applique, d'une façon conséquente, ses propres principes. Le prolétariat reçoit, dès lors, toutes les armes dont il a besoin pour sa victoire finale. Par la liberté de

la presse, les droits d'association et de réunion, il conquiert le suffrage universel, par le suffrage joint aux autres moyens d'agitation, il conquiert tout le reste.

Il est donc de l'intérêt des ouvriers de soutenir la bourgeoisie dans sa lutte contre tous les éléments réactionnaires, *tant qu'elle reste fidèle à elle-même*. A cette condition, toute conquête que la bourgeoisie arrache à la réaction finit par profiter à la classe ouvrière. Les travailleurs allemands en ont d'ailleurs eu le juste instinct. Ils ont, à bon droit, voté dans tous les Etats d'Allemagne pour les plus radicaux des candidats ayant une chance de passer.

Mais, si la bourgeoisie devient infidèle à elle-même, si elle trahit ses propres intérêts de classe et les principes qui en découlent ?

— Alors, il reste aux ouvriers deux voies à prendre.

Ou bien, ils pousseront en avant la bourgeoisie contre sa volonté pour la forcer, autant qu'il est possible, à étendre le droit de suffrage, les libertés de la presse, d'association et de réunion, procurant ainsi au prolétariat un champ d'action pour se mouvoir et s'organiser. C'est ce qu'ont fait les ouvriers anglais depuis le *Reform-bill* de 1832, les ouvriers français depuis la révolution de Juillet 1830, et c'est en utilisant ce mouvement, dont les buts immédiats sont de nature purement bourgeoise, qu'ils ont fait plus progresser leur développement et leur organisation propre que par n'importe quel autre moyen. Ce cas se présentera toujours, car, étant donné son manque de courage politique, la bourgeoisie deviendra partout, de temps à autre, infidèle à elle-même.

Ou bien les ouvriers se retireront complètement du mouvement bourgeois, abandonnant la bourgeoisie à son sort. Ce cas s'est présenté en Angleterre, en France et en Allemagne après l'échec de 1848-1850. Ce n'est possible qu'après les efforts violents et momentanément infructueux, lorsque la classe a besoin de repos. Dès lors que la situation de la classe ouvrière est saine, c'est impossible. Cela équivaldrait à une totale abdication politique. Or, à la longue, une classe courageuse par nature, une classe qui n'a rien à perdre et tout à gagner, en est incapable.

Même au cas extrême où, par peur des ouvriers, la bourgeoisie se réfugierait dans le giron de la réaction en faisant appel à la puissance de ses ennemis pour se protéger des ouvriers, il ne resterait au parti ouvrier qu'à poursuivre, en dépit des bourgeois, l'agitation trahie par eux en faveur des libertés bourgeoises, de la presse, du droit d'association et de réunion. Sans ces libertés, il ne peut avoir lui-même les coudées franches ; il y lutte pour son élément vital, pour l'air qu'il lui faut afin de respirer.

Il va de soi que, dans toutes ces hypothèses, le parti ouvrier n'interviendra pas en simple appendice de la bourgeoisie, mais, en parti indépendant, absolument distinct d'elle. En toute occasion, il rappellera à la bourgeoisie que les intérêts de classe des travailleurs sont diamétralement opposés à ceux des capitalistes, et que les ouvriers en ont conscience. Il maintiendra et perfectionnera son organisation propre en face de l'organisation de la bourgeoisie, et ne parlera avec celle-ci que de puissance à puissance. C'est de cette façon seulement qu'il s'assurera une position imposant le respect, qu'il éclairera les travailleurs sur leurs intérêts de classe et qu'il sera prêt à l'action pour le prochain orage révolutionnaire, ces orages revenant maintenant avec la régularité des crises commerciales et des tempêtes d'équinoxe.

La politique du parti ouvrier dans le conflit constitutionnel prussien s'en déduit, tout logiquement :

— Avant tout, maintenir l'organisation du parti ouvrier, autant que le permettent les circonstances actuelles ;

— Pousser autant que possible le parti progressiste à progresser *réellement* ; l'obliger à radicaliser son programme et à s'y tenir ; mettre en évidence, sans pitié, chacune de ses inconséquences et ses faiblesses, et les tourner en ridicule ;

— Laisser la question militaire proprement dite suivre son cours, en sachant bien que le parti ouvrier fera un jour, lui aussi, sa « réorganisation » *allemande* de l'armée ;

— Répondre aux offres alléchantes, mais hypocrites, de la réaction : « C'est avec l'épieu qu'il faut recevoir les présents, pointe contre pointe » <sup>183</sup>.

*La guerre austro-prussienne de 1866.*

Fr. Engels,  
« *Considérations sur la guerre en Allemagne* »,  
in « *The Manchester Guardian* »,  
20, 25 et 28 Juin, et 3 et 6 Juillet 1866.

I

Notre analyse a pour but de juger l'actuel conflit de manière impartiale et à partir du point de vue purement militaire, afin de rechercher, autant que faire se peut, l'influence possible des opérations en cours sur le déroulement ultérieur de la guerre.

Les premiers coups décisifs ont été portés, par la force des choses, dans la région frontière, entre Saxe et Bohême. La guerre en Italie ne pourra pas donner de résultats décisifs tant que le quadrilatère fortifié ne sera pas investi, ce qui exige des opérations assez longues. Il est possible que des combats assez importants se déroulent en Allemagne occidentale, mais, à en juger par l'alignement des forces, leurs résultats n'auront qu'une importance secondaire par rapport à ceux que donneront les opérations sur la frontière de Bohême. C'est pourquoi nous fixerons, pour commencer, toute notre attention sur ce théâtre de guerre.

Etant donné le but de nos articles, il suffit, pour juger de la puissance des deux parties belligérantes, de considérer la force de l'infanterie, en tenant compte que, du point de vue numérique, la cavalerie autrichienne dépasse d'un tiers celle des Prussiens. Chez les deux armées, l'artillerie est dans le même rapport vis-à-vis de l'infanterie : près de trois canons pour mille hommes.

L'infanterie prussienne se compose de 253 bataillons de ligne, 83 et demi bataillons de réserve et 116 bataillons de landwehr (première levée formée d'hommes de 27 à 32 ans). Les bataillons de réserve et la landwehr fournissent les garnisons des places fortes et sont prévus pour tenir en échec les petits Etats allemands, tandis que les troupes de ligne concentrées en Saxe autour de cette province font face à l'armée-nord de l'Autriche. En enlevant les quelque 15 bataillons occupant le Schlesvig-

Holstein et les 15 autres constituant jusqu'ici les garnisons de Rastatt, Mayence et Francfort et présentement concentrés autour de Wetzlar, il reste donc 220 bataillons composant l'armée principale. Si l'on y ajoute la cavalerie et l'artillerie ainsi que les parties de la landwehr pouvant être retirées des places fortes environnantes, cette armée pourrait être forte de 300 000 hommes répartis en neuf corps d'armée.

L'armée-nord d'Autriche comprend sept corps d'armée, dont chacun est bien plus fort que son équivalent prussien. Nous n'avons que peu de renseignements sur leur composition et leur organisation, mais nous avons toutes les raisons de croire que l'armée autrichienne est forte de 320 à 350 000 hommes. Il semble donc que les Autrichiens soient assurés de la supériorité numérique.

L'armée prussienne est sous le commandement suprême du roi Guillaume I<sup>er</sup>, autrement dit d'un soldat de parade, faisant montre, dans le meilleur cas, de capacités faibles, voire médiocres, et d'un certain entêtement. Il sera entouré premièrement d'un état-major dirigé par le général Moltke, un remarquable officier ; deuxièmement d'un « cabinet militaire secret », constitué par les favoris du roi ; troisièmement d'autres généraux tenus en réserve et susceptibles d'être appelés à former un conseil de guerre. On ne saurait inventer de meilleur système pour battre une armée dès l'organisation de son grand quartier général. Il s'instaurera tout naturellement une rivalité entre l'Etat-major de l'armée et le cabinet royal ; chacun luttera pour avoir une influence prédominante et cherchera à élucubrer ses propres plans de campagne et à les imposer. Ce seul fait rend pour ainsi dire impossible l'unité de but et une action conséquente. C'est la perspective d'interminables conseils de guerre, qui sont inévitables dans de telles circonstances et finissent, dans neuf cas sur dix, par l'adoption de demi-mesures, ce qui est la pire des choses dans une guerre. Dans ces cas, il est courant que les ordres d'aujourd'hui contredisent ceux d'hier, et si la situation se complique ou menace de se détériorer, il n'y aura plus d'ordres du tout, si bien que les choses suivront leur cours. « Ordre, contre-ordre, désordre », aimait à dire Napoléon. Personne n'est responsable,

parce que l'irresponsable roi se charge de toute la responsabilité. C'est pourquoi, nul n'agit sans un ordre exprès.

La campagne de 1806 fut menée de cette manière par le père de l'actuel roi. Le résultat en fut les défaites de Iéna et d'Auerstedt, et la destruction de l'armée prussienne en trois semaines. Il n'y a pas de raison d'admettre que l'actuel roi ait plus de courage que son père. S'il a trouvé, sur le plan politique, en Bismarck un homme qu'il peut suivre sans hésitation, il n'y a personne dans l'armée qui jouisse d'une position de premier plan et puisse s'attribuer la direction exclusive des opérations militaires.

L'armée autrichienne est sous le commandement unique du général Benedek, un officier expérimenté, qui a l'avantage de savoir ce qu'il veut. Le commandement suprême est nettement meilleur chez les Autrichiens.

Les forces prussiennes sont divisées en deux « armées » : la première, sous le prince Frédéric-Charles, est composée des 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4 et 7<sup>e</sup> corps. La seconde sous le prince-héritier Frédéric-Guillaume est composée des 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> corps. La garde qui constitue la réserve, sera vraisemblablement incorporée à la première armée. Cette division ne brise pas seulement l'unité de commandement, mais conduit très souvent à faire opérer les deux armées sur deux lignes différentes, ce qui exige une coordination de leurs mouvements et expose leurs points de contact aux coups de l'ennemi. En d'autres termes, elle tient les deux armées séparées, alors qu'elles devraient former autant que possible un tout. C'est dans des conditions assez semblables que les Prussiens opérèrent en 1806, et les Autrichiens en 1859 : tous deux furent battus. En ce qui concerne les commandants en chef, on ignore la valeur militaire du prince-héritier ; quant au prince Frédéric-Charles, il s'est avéré un capitaine peu doué dans la guerre danoise.

L'armée autrichienne ne connaît pas cette division. Les chefs de corps d'armée dépendent directement du général Benedek. Les Autrichiens bénéficient donc d'une supériorité sur leurs adversaires en ce qui concerne l'organisation de l'armée.

Les soldats prussiens, surtout ceux de la réserve et de la ligne (et il y aura de nombreux vides) partent en guerre de mau-

vaie grâce, et attendent à contrecœur l'ordre de marche. Les troupes autrichiennes ont un moral plus élevé.

Depuis cinquante ans, la Prusse n'a pas fait de guerre importante. En gros, son armée est une troupe de temps de paix avec tout le pédantisme et les idées arrêtées que cela implique. Indubitablement, on a beaucoup fait ces derniers temps, et notamment depuis 1859, pour se débarrasser de cet esprit, mais on ne saurait éliminer si vite des habitudes qui se sont implantées depuis quarante ans. C'est précisément aux postes les plus importants — parmi les officiers d'état-major — qu'on trouve le plus grand nombre d'incapables et de pédants. Les Autrichiens ont été guéris de ce mal grâce à la guerre de 1859, et l'on peut penser qu'ils ont mis à profit une expérience aussi chèrement payée. Il est certain que les Autrichiens ont un avantage sur les Prussiens, en ce qui concerne les détails d'organisation, le savoir militaire et l'expérience du combat.

En dehors des Russes, les Prussiens sont les seuls à opérer en formations de combat traditionnelles, en colonnes serrées et compactes. Si l'on rassemble les huit compagnies d'un bataillon anglais en une colonne aux distances intérieures réduites au quart et dont le front n'est pas formé par une, mais deux compagnies, de sorte que les quatre rangs de chacune de ces deux compagnies forment la colonne — on obtient la « colonne d'attaque prussienne ». On ne saurait trouver de meilleure cible pour des armes à feu rapides, et comme les canons rayés peuvent envoyer une grenade dans une telle colonne à partir de 2 000 yards, il est presque impossible à une telle formation de parvenir jusqu'à l'ennemi. Il suffit qu'un seul obus explose au milieu de cette masse pour que, de la journée, ce bataillon ne soit plus bon à rien.

Les Autrichiens ont appris chez les Français à former une colonne aérée et ouverte, que l'on ne peut même plus qualifier vraiment de colonne. En effet, elle ressemble plus à une ou deux lignes se suivant à une distance de 20 à 30 yards. Elle est à peine plus exposée au feu de l'artillerie qu'une ligne déployée. Les Autrichiens ont donc aussi l'avantage de la formation tactique.



Les Prussiens n'ont que deux points à opposer à tous ces avantages des Autrichiens. Leur intendance est infiniment meilleure, si bien que leurs troupes seront mieux approvisionnées. L'intendance autrichienne, comme toute l'administration autrichienne, est le foyer de la corruption et des détournements : elle est à peine meilleure que la russe. On sait qu'en ce moment même les troupes sont approvisionnées de façon médiocre et irrégulière. Ce sera pire encore en campagne et sur le front. Ainsi, l'administration autrichienne pourrait être plus dangereuse pour les places fortes du quadrilatère fortifié que l'artillerie italienne.

Le second point pour les Prussiens, c'est la supériorité de leur armement. Mais, bien que leur artillerie rayée soit bien meilleure que celle des Autrichiens, elle ne jouera pas un grand rôle en rase campagne. La portée, la trajectoire et la précision des fusils prussiens et autrichiens sont à peu près les mêmes ; cependant les Prussiens chargent leur fusil par la culasse et obtiennent un feu constant et précis à raison d'au moins quatre coups à la minute. La grande supériorité de cette arme s'est révélée dans la guerre danoise, et il ne fait pas de doute que les Autrichiens en auront plus encore à souffrir. Nous apprenons que Benedek a donné l'ordre aux Autrichiens de ne pas perdre de temps à tirer au fusil, mais d'attaquer aussitôt à la baïonnette. Dans ce cas, les pertes autrichiennes seront énormes. Dans la guerre du Danemark, les pertes prussiennes n'atteignaient jamais le quart des pertes danoises, et elles ne s'élevaient parfois qu'au dixième. Or, comme un correspondant militaire du *Times* le faisait remarquer fort justement il y a quelque temps, les Danois furent presque toujours battus par un adversaire numériquement inférieur.

Mais, malgré le fusil à percussion, les Prussiens n'auront pas la supériorité. Il faudrait qu'ils soient d'un bois tout autre que celui dont est faite une armée ayant vécu cinquante ans de paix pour ne pas être battus dès la première grande bataille par la supériorité autrichienne en matière de commandement, d'organisation, de formation tactique et de moral, ou par la faute de leur propres chefs militaires.

## II

Le grand public commence à s'impatienter du fait de l'inaction manifeste des deux grandes armées à la frontière de Bohême. En fait, ce retard se justifie parfaitement. Les Autrichiens comme les Prussiens se rendent parfaitement compte de l'importance du heurt imminent, qui décidera du sort de toute la campagne. Les deux belligérants envoient en hâte toutes les troupes disponibles au front. Les Autrichiens mettent en avant leurs nouvelles formations (les quatrième et cinquième bataillons de régiments d'infanterie), les Prussiens les parties de landwehr prévues initialement pour le service de garnison.

Au même moment, on semble, de part et d'autre, vouloir manœuvrer l'armée adverse dans des positions stratégiques favorables à l'engagement de la campagne. Pour bien saisir le sens de ces opérations, nous devons jeter un coup d'œil sur la carte afin de situer le territoire où s'alignent les deux armées. Etant donné que Berlin et Vienne représentent normalement les points de retraite des deux armées et que les Autrichiens s'efforceront donc de s'emparer de Berlin et les Prussiens de Vienne, il y a trois lignes de marche sur lesquelles les belligérants peuvent opérer. Une grande armée doit disposer d'un vaste territoire pour obtenir les ressources dont elle a besoin au cours de son avance. Pour progresser rapidement, elle doit marcher en plusieurs colonnes sur des routes parallèles ; la largeur de son front peut donc augmenter et osciller, mettons, de 100 à 25 km selon la proximité de l'ennemi et la distance entre les routes. Ce point a son importance.

La première ligne de marche sur la rive gauche de l'Elbe et de la Moldau conduit de Leipzig à Prague ; on voit que, sur cette ligne, les deux belligérants auraient à traverser deux fois le fleuve ; la seconde ligne conduit à proximité de l'ennemi. Si l'une des deux armées essayait de contourner l'adversaire pour le prendre de flanc, ce dernier pourrait toujours arriver sur la ligne du fleuve avant celui qui le contourne, parce qu'il dispose du chemin le plus court et le plus direct. S'il parvenait à repousser ces forces, il pourrait foncer directement sur la capitale adverse. Cette

ligne de marche est uniformément défavorable à chacun des belligérants, c'est pourquoi nous l'écartérons.

La seconde ligne de marche suit la rive droite de l'Elbe, entre le fleuve et le pays des Sudètes qui sépare la Silésie de la Bohême et de la Moravie. Elle conduit tout droit de Berlin à Vienne ; la ligne de chemin de fer de Löbau à Pardubitz traverse le territoire qui sépare actuellement les deux armées. Cette ligne de chemin de fer passe par la partie de la Bohême, délimitée au Sud et à l'Ouest par l'Elbe, et au Nord-Est par les Monts. Il y a de nombreuses bonnes routes dans cette région, et si les deux armées avançaient sur cette ligne, le heurt se produirait à cet endroit.

La troisième ligne de marche passe par Breslau, puis par les Sudètes. La ligne des montagnes à la frontière morave n'est pas très haute ; en outre, elle est traversée de plusieurs bonnes routes, mais les pentes deviennent plus hautes et plus escarpées dans les Monts des Géants, à la frontière de Bohême. On ne trouve ici que de rares routes de montagne. Dans toute la partie Nord-Ouest, entre Trautenau et Reichenberg, c'est-à-dire sur une distance de 65 km, aucune route de valeur stratégique quelconque ne franchit la crête montagneuse. La seule route qu'on y trouve conduit de Hirschberg dans la vallée de l'Iser et finit à la frontière autrichienne. Il s'ensuit que toute une barrière de 65 km de long est infranchissable, du moins pour une grande armée suivie d'un train considérable. Or, il faudrait absolument franchir les hauteurs du Sud-Ouest des Monts des Géants si l'on veut avancer vers ou par Breslau.

Quelle est la situation des deux armées, en ce qui concerne leurs moyens de communication, si les opérations militaires s'effectuaient sur cette ligne de marche ?

Si à partir de Breslau les Prussiens avançaient tout droit en direction du Sud, ils découvriraient leurs communications avec Berlin. Si les Autrichiens étaient assez forts pour que la victoire leur apparaisse comme pratiquement sûre, ils pourraient laisser progresser les Prussiens jusqu'au camp fortifié d'Olmütz, qui arrêterait ces derniers, tandis qu'eux-mêmes pourraient marcher sur Berlin, puisqu'ils seraient assurés de pouvoir rétablir chaque

communication momentanément interrompue grâce à une victoire décisive ; ou bien, ils pourraient attaquer les colonnes prussiennes isolées au fur et à mesure qu'elles descendraient des montagnes et, si les combats se déroulaient favorablement, les rejeter sur Glogau et Posen, si bien que Berlin et la plus grande partie du territoire prussien se trouveraient entre leurs mains. En conséquence, une avance par Breslau ne serait à conseiller aux Prussiens que s'ils disposaient d'une importante supériorité numérique.

Les Autrichiens sont dans une situation toute différente. Leur avantage, c'est que la majeure partie du royaume se trouve au Sud-Est de Breslau, c'est-à-dire dans le *prolongement direct* d'une ligne qui va de Berlin à Breslau. Etant donné qu'ils ont fortifié la rive nord du Danube près de Vienne afin de protéger la capitale d'une attaque surprise, ils peuvent sacrifier, pour un temps même assez prolongé, leurs communications directes avec Vienne et obtenir des renforts en hommes et en matériel à partir de la Hongrie. C'est pourquoi ils peuvent opérer sans risque grave en direction aussi bien de Löbau que de Breslau, au Nord ou au Sud des Monts. Bref, ils ont une liberté de manœuvre bien plus grande que leur adversaire.

D'autres raisons encore incitent les Prussiens à la prudence. La distance entre la frontière nord de la Bohême et Berlin représente à peine la moitié de celle qui sépare cette frontière de Vienne : Berlin se trouve donc très exposée. Vienne est protégée par le Danube, derrière lequel une armée battue peut trouver abri. En outre, elle est défendue par les forteresses construites au Nord du fleuve et par la place forte d'Olmütz que les Prussiens ne sauraient passer sans y laisser des plumes, si le gros de l'armée autrichienne devait s'y retrancher après une défaite.

Berlin ne dispose d'aucune protection en dehors de l'armée de campagne. Dans ces conditions et dans celles que nous avons exposées dans notre premier article, il est clair que les Prussiens devront se tenir sur la défensive. Les mêmes raisons et aussi une nécessité politique urgente pousseront l'Autriche à opérer en un sens offensif. Une seule victoire peut lui assurer de grands succès, tandis qu'une défaite ne briserait pas sa force de résistance.

En conséquence, le plan stratégique de la campagne est très simple dans ses grands traits. Quel que soit celui qui attaque le premier, il n'a qu'une alternative ; ou bien un simulacre d'attaque au *Nord-Ouest* des Monts des Géants, et la véritable attaque au Sud-Est, ou bien l'inverse.

La barrière longue de soixante-cinq kilomètres est la partie décisive du théâtre de guerre : les deux armées devront opérer autour d'elle. On nous annoncera bientôt des combats à leurs points extrêmes, et quelques jours après se dessinera la direction de l'attaque véritable et, de ce fait aussi, le sort de la première campagne. Nous estimons que, pour deux armées aussi peu mobiles, le chemin le plus direct est le plus sûr. De fait, il serait difficile et dangereux de faire passer des corps de troupes en colonnes séparées sur différentes routes, à travers une zone montagneuse difficile. Ainsi donc, on peut être assuré que les deux armées ennemies emprunteront la ligne de Löbau à Pardubitz.

Jusqu'ici nous avons assisté aux mouvements de troupes suivants : dans la première semaine de Juin, les Prussiens ont concentré leur armée saxonne le long de la frontière de Saxe, de Zeitz à Görlitz, et leur armée silésienne de Hirschberg à la Neisse. Ces deux armées se rapprochèrent l'une de l'autre vers le 10 Juin : leur aile droite atteignit Tergau sur l'Elbe, et l'aile gauche Waldenburg. Du 12 au 16 Juin, l'armée silésienne, composée du 1<sup>er</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> corps de la garde, étirait son front vers l'Est jusqu'à Ratibor, c'est-à-dire jusqu'à l'angle extrême au Sud-Est de la Silésie. Il semble qu'il s'agisse d'une manœuvre de feinte, comme le laisse à penser l'alignement de la garde, qui reste d'habitude auprès du gros de l'armée. Mais, s'il ne s'agit pas d'une feinte et si d'autres mesures ne sont pas prises pour ramener bientôt ces quatre corps par les voies les plus rapides à Görlitz, cette concentration de plus de 120 000 hommes dans un angle éloigné serait une faute manifeste. Ces forces pourraient être coupées de toutes les voies de retraite et perdre toute liaison avec le reste de l'armée.

Nous ne tenons qu'un seul renseignement sur ce que font les Autrichiens, à savoir qu'ils se concentrent autour d'Olmütz.

Le correspondant du *Times* qui se trouve dans ce camp, communique que leur 6<sup>e</sup> corps, fort de 40 000 hommes, a quitté Weisskirch le 19 Juin pour rejoindre Olmütz, ce qui indique une progression en direction de l'Ouest. Il ajoute que le quartier général aurait été transféré le 21 Juin à Trübau, à la frontière entre la Moravie et la Bohême. Ce transfert va dans le même sens. Mais, il s'agit sans doute d'un « canard » lancé à Londres, afin qu'il soit retransmis par télégraphe au quartier général prussien pour l'induire en erreur. Un général aussi circonspect et hostile aux correspondants de guerre des journaux que Benedek n'a certainement pas divulgué le 19 Juin où se trouverait son quartier général le 21, à moins d'avoir de bonnes raisons de le faire.

Enfin qu'il nous soit permis de jeter un coup d'œil sur les opérations dans le Nord-Ouest de l'Allemagne. Les Prussiens y ont aligné plus de troupes qu'on nous l'a dit antérieurement. Ils disposaient de 15 bataillons au Holstein, de 12 à Minden et 18 à Wetzlar. Grâce à des mouvements concentriques rapides, au cours desquels les troupes firent montre de capacités tout à fait inattendues pour les marches forcées, elles occupèrent en deux jours tout le territoire situé au Nord-Est de la ligne Coblenche-Eisenach ainsi que toutes les lignes de communication entre les provinces orientales et occidentales du royaume. Les troupes hessoises fortes de 7 000 hommes réussirent à s'échapper, mais les 10 à 12 000 Hanovriens se virent couper leur ligne de retraite directe vers Francfort, et dès le 17 Juin le reste du 7<sup>e</sup> corps d'armée prussien, soit 12 bataillons avec les deux bataillons de Cobourg, atteignit Eisenach et l'Elbe. Ainsi, les Hanovriens semblent encerclés de toutes parts et ne pourraient plus s'échapper que par un miracle ou par la bêtise des Prussiens. Dès que leur sort sera réglé, une armée forte de 50 bataillons prussiens sera disponible contre l'armée confédérale, alignée près de Francfort et commandée par le prince Alexandre de Darmstadt. L'armée confédérale se compose de quelque 23 000 soldats du Wurtemberg, 10 000 de Darmstadt, 6 000 de Nassau, 13 000 de Bade (qui commence seulement à mobiliser) et 7 000 de Hesse ainsi que de 12 000 Autrichiens, qui viennent de quitter Salzbourg, soit en tout environ 65 000 hommes, qui seront peut-être renforcés par 10 à 20 000

Bavarois. On nous informe que 60 000 hommes environ sont concentrés autour de Francfort. On dit que le prince Alexandre aurait tenté une pointe en direction de la Hesse qu'il aurait réoccupée le 22 Juin. Mais, ce fait ne tire pas à conséquence. Les Prussiens attendront d'avoir amassé suffisamment de forces pour l'attaquer. Or, dès lors qu'ils disposeront de 70 000 hommes de toutes armes et d'une puissance de feu supérieure, ils auront tôt fait de régler son compte à une armée aussi hétéroclite.

### III

La première grande bataille ne s'est pas déroulée en Bohême, mais en Italie et le quadrilatère fortifié a de nouveau donné une leçon de stratégie aux Italiens.

Comme c'est le cas de toutes les positions fortifiées ayant une certaine importance, la force de ce fameux quadrilatère fortifié ne réside pas tant dans la grande capacité défensive de ses quatre forteresses. Il faut bien plutôt rechercher cette force dans les caractéristiques militaires découlant de la position qui induit presque toujours l'assaillant — ou mieux : le contraint pour ainsi dire — à diviser ses forces et à attaquer sur deux points, tandis que le défenseur jette toutes ses forces concentrées contre le premier de ces assaillants, de sorte qu'il peut l'anéantir grâce à une force numériquement supérieure et se tourner ensuite contre le second. L'armée italienne a commis cette faute. Cependant que le roi se tenait sur le Mincio avec onze divisions, Cialdini en alignait cinq autres sur le cours inférieur du Pô, près de Ponte Lagoscuro et Polesella.

Une division italienne se compose de 17 bataillons comprenant chacun 700 hommes. En conséquence, Victor-Emmanuel disposait d'au moins 125 000 hommes avec la cavalerie et l'artillerie, et Cialdini de la moitié environ. Alors que le roi franchit le Mincio le 23 Juin, Cialdini devait franchir le Pô inférieur et opérer dans le dos des Autrichiens. Cependant, nous n'avons pu obtenir à ce jour des nouvelles nous permettant de savoir avec certitude si

cette dernière manœuvre a été exécutée. Quoi qu'il en soit, les 60 000 hommes dont la présence à Custozza eût été décisive le dimanche, n'ont pas obtenu des avantages susceptibles de compenser la défaite dans une grande bataille.

Le lac de Garde se trouve entre deux contreforts des Alpes, qui, au Sud du lac, forment deux hauteurs montagneuses entre lesquelles le Mincio se fraie un passage vers le marais de Mantoue. Ces deux hauteurs constituent une puissante position militaire. Leurs versants méridionaux dominent la plaine lombarde, qui est à portée de leurs canons. Ces hauteurs sont fameuses dans l'histoire des guerres. La hauteur située à l'Ouest, entre Peschiera et Lonato, a été le théâtre des batailles de Castiglione et de Lonato en 1796, et de la bataille de Solférino en 1859 ; la hauteur située à l'Est, entre Peschiera et Vérone, a été disputée trois jours durant en 1848, et la bataille de dimanche dernier s'y est également déroulée.

Cette dernière hauteur donne d'un côté sur le Mincio, et la plaine commence près de Valeggio. L'autre versant forme un vaste coude vers le Sud-Est jusqu'à l'Adige qu'il touche à Busso-lengo ; il est divisé, du Nord au Sud, en deux parties à peu près égales, par un défilé profond où coule la rivière Tione. Une armée venant du Mincio doit donc d'abord forcer le passage de la rivière et se trouve, aussitôt après, arrêtée par l'un des côtés du défilé. Au bout du versant à proximité de la plaine, à l'Est du défilé, on trouve les villages suivants : tout au Sud, Custozza, plus loin au Nord, Sommacampagna, Sona et Santa Giustina. La ligne de chemin de fer de Peschiera à Vérone passe entre les montagnes près de Sommacampagna et croise la route près de Sona.

En 1848, les Piémontais encerclèrent Mantoue après avoir conquis Peschiera, de sorte qu'ils étirèrent la ligne de front de leur armée jusqu'à Rivoli et le lac de Garde, en prenant les hauteurs en question comme position centrale. Le 23 Juillet, Radetzky arriva de Vérone avec sept brigades, perça au centre cette ligne démesurément étirée et occupa à son tour les hauteurs. Le 24 et 25, les Piémontais tentèrent de reconquérir la position, mais ils furent battus de manière décisive le 25, de sorte qu'ils



se retirèrent aussitôt sur le Tessin au-delà de Milan. La première bataille de Custoza décida du sort de toute la campagne de 1848.

Les télégrammes du quartier général italien sur la bataille de dimanche dernier sont assez contradictoires. Mais, si nous les complétons par les télégrammes autrichiens, nous obtenons une vue assez claire des conditions dans lesquelles la bataille s'est déroulée. Victor-Emmanuel ordonna à son premier corps (général Durando à la tête de 4 divisions, soit 68 bataillons) de prendre position entre Peschiera et Vérone, afin de parer à un éventuel siège de Peschiera. Cette position devait forcément passer par Sona et Sommacampagna. Le deuxième corps (général Cucchiari à la tête de 3 divisions, soit 51 bataillons) et le troisième corps (général Della Rocca à la tête d'une force de même importance que la précédente) devaient franchir le Mincio en même temps, afin de couvrir les opérations du premier corps. Celui-ci à dû franchir le fleuve près de Salionze ou au Sud de cette localité, et progresser aussitôt en direction des montagnes. Le second semble avoir traversé le fleuve à Valeggio, et le troisième près de Goito pour avancer vers la plaine. Tout cela s'est passé le dimanche 23 Juillet. La brigade autrichienne Pulz formant l'avant-garde sur le Mincio se retira lentement sur Vérone ; mais, le dimanche, le jour anniversaire de Solférino, toute l'armée autrichienne déboucha de Vérone et avança sur l'ennemi. Elle semble être arrivée à temps pour occuper avant les Italiens les hauteurs de Sonna et de Sommacampagna ainsi que le côté Est de la gorge du Tione. Dans ces conditions, la lutte se concentrait essentiellement sur le passage de la gorge. Les deux corps dans la plaine, avançant à l'extrémité sud, purent opérer en même temps que le premier corps italien, qui occupait les hauteurs, c'est ainsi qu'ils s'emparèrent de Custoza. Les Italiens avancèrent lentement dans la plaine en direction de Vérone, afin d'attaquer les Autrichiens de flanc et de dos. Ceux-ci envoyèrent des troupes à leur rencontre. En conséquence, les lignes de front des deux armées, dirigées à l'origine d'Est en Ouest, se déplacèrent d'un quart de tour : le front des Autrichiens était maintenant tourné au Sud, et celui des Italiens au Nord. Mais, comme les montagnes

vont vers le Nord-Est à partir de Custozza, le mouvement de flanc des deuxième et troisième corps des Italiens ne put avoir d'effet immédiat sur le premier corps installé dans les montagnes, car il ne put se développer sans mettre en danger les troupes mêmes qui effectuaient la manœuvre de flanc. C'est pourquoi il semble que les Autrichiens n'aient engagé, contre les deuxième et troisième corps, que les troupes nécessaires à briser leur premier assaut, tandis qu'ils jetaient tous les hommes disponibles contre le premier corps qu'ils écrasèrent grâce à leur supériorité numérique. Ils y réussirent pleinement. Le premier corps fut repoussé après une bataille acharnée, et les Autrichiens enlevèrent enfin Custozza. C'est ainsi que l'aile droite des Italiens, qui s'était avancée au-delà de Custozza en direction de l'Est et du Nord-Est, dut être sérieusement menacée, et ce fut une nouvelle bataille pour le village, au cours de laquelle il semble que les Italiens rétablirent leur communication entre eux et arrêtaient la progression autrichienne au-delà de Custozza. Cependant, ce village resta aux mains des Autrichiens, et les Italiens durent se replier au-delà du Mincio au cours de la nuit.

Cette description de la bataille ne prétend pas être historique, ne serait-ce que parce que beaucoup de détails importants nous font encore défaut. C'est un simple essai pour faire concorder les différents télégrammes relatifs à la bataille, en nous aidant d'une carte et de quelques connaissances militaires. Si les télégrammes disent vrai, nous sommes assurés qu'en gros la bataille s'est déroulée comme nous l'avons esquissée ici.

Les Autrichiens perdirent environ 600 prisonniers, les Italiens quelque 2 000 et plusieurs canons. Cela démontre que la bataille a été perdue, mais n'a pas tourné à la catastrophe. Les forces ont dû être sensiblement les mêmes, mais on peut admettre que les Autrichiens disposaient de moins de troupes sur le champ de bataille que leurs adversaires. Les Italiens ont tout lieu de se féliciter qu'ils n'aient pas été refoulés sur le Mincio. La position du premier corps était, en effet, des plus périlleuses, car il était coincé entre ce fleuve et le défilé sur une bande de terrain large de 3 à 7 km en face d'un ennemi supérieur.

Indubitablement, c'était une erreur tactique que d'envoyer le

gros des forces dans la plaine, tandis que les hauteurs dominantes — points décisifs — étaient négligées. Mais, comme nous l'avons dit au début, la plus grande faute fut faite lorsqu'on divisa l'armée, en laissant Cialdini avec 60 000 hommes sur le Pô inférieur, pour attaquer avec le reste. Cialdini aurait contribué à une victoire devant Vérone et franchi bien plus facilement le Pô inférieur pour rejoindre le gros de l'armée, s'il avait fallu de toute nécessité exécuter cette manœuvre combinée. En fait, il semble aujourd'hui encore se tenir dans la même zone qu'au premier jour, et il se heurtera désormais à des forces bien plus importantes qu'auparavant. Entre-temps, les Italiens semblent s'être aperçus qu'ils avaient en face d'eux un adversaire extrêmement coriace.

A Solférino, Benedek, avec 20 000 Autrichiens, tint une journée entière en échec une armée piémontaise deux fois plus nombreuse, jusqu'à ce que la défaite essuyée par l'autre corps devant les Français le força à la retraite. L'armée piémontaise d'autrefois était bien supérieure à celle d'aujourd'hui ; elle était mieux entraînée, plus homogène et disposait d'officiers meilleurs. L'armée actuelle vient tout récemment d'être mise sur pied, et elle souffre naturellement de toutes les faiblesses d'un troupe inexpérimentée. En revanche, l'actuelle armée autrichienne dépasse de loin celle de 1859. L'enthousiasme national est un fait remarquable et favorable, à condition qu'il aille de pair avec la discipline et l'organisation sans lesquelles on ne saurait gagner de bataille. Même les « mille » de Garibaldi n'étaient pas seulement soulevés d'enthousiasme ; c'était une troupe exercée, qui avait appris en 1859 à obéir aux ordres et à tenir ferme sur ses positions.

Il est à souhaiter que le commandement de l'armée italienne, dans son propre intérêt, s'abstienne d'entreprendre des opérations irréfléchies contre une armée qui, bien qu'inférieure en nombre à l'armée italienne, lui est néanmoins bien supérieure et s'appuie sur l'une des positions stratégiques les plus puissantes d'Europe.

IV

Admettons qu'à son examen de lieutenant, on pose à un jeune enseigne ou cornette la question suivante : quel est le plan le plus sûr pour envahir la Bohême à partir de la Prusse ? Admettons que notre jeune officier réponde : « Le mieux, serait de diviser l'armée en deux forces sensiblement égales, et d'envoyer l'une à l'Est des Monts des Géants, l'autre à l'Ouest de sorte qu'elles opèrent leur jonction à Gitschin ».

Que dirait l'examineur ? Il ferait remarquer au jeune homme que ce plan viole les deux lois principales de la stratégie : 1. ne jamais diviser ses troupes en sorte qu'elles ne peuvent s'appuyer l'une l'autre ; en effet, il faut les maintenir ensemble le plus possible ; 2. si l'on avance par plusieurs routes, il faut réaliser la jonction des différentes colonnes à un point qui ne soit pas à portée de l'ennemi. Il ajouterait que, pour toutes ces raisons, le plan proposé est le plus mauvais qu'on puisse imaginer ; qu'il ne pourrait être pris en considération que si la Bohême était libre de toute troupe ennemie ; bref, que l'officier qui propose un tel plan de campagne, ne mérite même pas son diplôme de lieutenant.

Il se trouve cependant que c'est exactement le plan adopté par le sage et savant état-major de l'armée prussienne. C'est à peine croyable, mais c'est vrai. La faute que les Italiens étaient obligés de commettre à Custozza, les Prussiens viennent de la répéter, et ce dans des circonstances qui la rendent dix fois plus grave. Les Italiens au moins savaient qu'avec leurs dix divisions, ils seraient néanmoins plus nombreux que les Autrichiens. Les Prussiens ne pouvaient pas ignorer que leurs neuf corps concentrés en une seule armée seraient dans le meilleur des cas de même force numérique que les huit corps de Benedek, et donc qu'en divisant leurs troupes en deux armées ils les livreraient à un échec presque certain, du fait qu'elles seraient battues l'une après l'autre par des forces numériquement supérieures.

Il a fallu que le roi Guillaume soit personnellement le commandant en chef, pour qu'un tel plan fût conçu par les officiers

indubitablement compétents qui forment l'état-major prussien. Ils ne l'auraient même pas envisagé, discuté, ni, à plus forte raison, arrêté. Nul ne pouvait supposer que les conséquences fatales d'une situation dans laquelle le roi et les princes ont la direction, se feraient sentir si vite et si nettement. Les Prussiens sont, dès à présent, engagés dans une bataille à mort en Bohême. Il suffit que la jonction des deux armées ne puisse se réaliser près de Gitschin, que chacune des deux armées soit battue, repoussée de Bohême ou obligée de se séparer encore davantage l'une de l'autre au cours de cette retraite, pour qu'il faille considérer que la campagne soit en gros terminée. Benedek pourrait alors négliger l'armée du prince-héritier au cours de sa retraite sur Breslau et poursuivre avec toutes ses forces l'armée du prince Frédéric-Charles, qui, dans ces conditions, ne pourrait sans doute pas échapper à la destruction totale.

La question est de savoir si les Autrichiens ont pu empêcher la jonction des Prussiens. Nous n'avons pas de nouvelles sur les événements qui se sont déroulés depuis vendredi soir, le 29 Juin. Les Prussiens qui, sous le commandement du général Edelsheim, furent refoulés de Gitschin le 28 Juin, prétendent avoir pris d'assaut cette localité le 29, et nous manquons d'informations depuis lors. La jonction n'était donc pas réalisée. A ce moment, au moins quatre corps d'armée autrichiens et une partie du corps d'armée saxon étaient engagés contre cinq ou six corps d'armée prussiens.

Lorsque les diverses colonnes de l'armée du prince-héritier descendirent des hauteurs vers les vallées de Bohême, les Autrichiens les attaquèrent au point le plus favorable pour eux, à l'endroit où la vallée s'élargit et où ils peuvent faire face, sur un front assez large, aux colonnes prussiennes empêchées, elles, de se déployer. Les Prussiens tentèrent, dans la mesure du possible, d'envoyer des détachements par les vallées latérales, afin de saisir l'adversaire de flanc ou de dos. C'est la guerre de montagne classique : elle explique le grand nombre de prisonniers.

Cependant, les armées du prince Frédéric-Charles et de Herwarth von Bittenfeld semblent avoir franchi les passages sans se heurter à une résistance ennemie. Les premiers heurts se

produisirent sur la ligne de l'Iser, c'est-à-dire pratiquement à mi-chemin entre les points de sortie des deux armées. Il n'est absolument pas possible de se faire une idée claire à partir des télégrammes tout à fait discordants et souvent invraisemblables qui nous sont parvenus ces trois ou quatre derniers jours.

La bataille se déroula avec des fortunes diverses pour les deux parties : à chaque fois que l'une d'elles recevait des renforts, la victoire penchait de son côté. Jusqu'à vendredi cependant, le résultat des combats semble, en gros, être favorable aux Prussiens. S'ils se sont emparés de Gitschin, ils auront opéré leur jonction samedi ou dimanche, et auront alors conjuré le plus grand péril.

La bataille décidant de cette jonction a sans doute été livrée avec des masses de troupes concentrées de part et d'autre, et son issue décidera du déroulement ultérieur de la campagne. Si les Prussiens ont triomphé, ils auront surmonté d'un seul coup toutes les difficultés qu'ils s'étaient créées eux-mêmes. Mais, ils auraient pu atteindre les mêmes résultats, voire de meilleurs, s'ils ne s'étaient pas exposés à des dangers inutiles.

La bataille semble avoir été très violente. La brigade « noire-jaune » qui au Schlesvig avait pris d'assaut le Mont Royal près de Oberselk la veille de l'évacuation de Danewerk, engagea la bataille contre les Prussiens. On l'appelle noire-jaune d'après les parements et les insignes des deux régiments qui la composent. Elle a la réputation d'être la meilleure brigade de l'armée. Elle fut cependant battue par le fusil à percussion, et, après cinq assauts inutiles contre les lignes prussiennes, cinq cents hommes du régiment Martini furent faits prisonniers. Dans un autre engagement, le drapeau du 3<sup>e</sup> bataillon du régiment Deutschmeister fut conquis. Ce régiment, dont le recrutement se fait uniquement à Vienne, est considéré comme le meilleur de toute l'armée. Il semble donc que les meilleures troupes aient déjà été engagées.

Les Prussiens se sont brillamment battus avec leur armée d'un temps de paix prolongé. A partir du moment où la guerre fut déclarée, c'est un esprit tout autre qui s'est manifesté dans l'armée : il est dû essentiellement à l'élimination des petits poten-

tats du Nord-Ouest de l'Allemagne. Cela a fait croire aux troupes — à tort ou à raison, peu importe, puisque nous constatons simplement le fait — qu'elles portaient cette fois en guerre pour unifier l'Allemagne, si bien que les hommes râleurs et mécontents de la réserve et de la landwehr franchirent la frontière autrichienne en criant hurrah ! C'est sans doute la raison principale de leur excellent comportement au feu, encore qu'il faille attribuer une bonne partie de leurs succès au fusil à percussion. En effet, c'est ce fusil qui les aura tirés des difficultés dans lesquelles leurs généraux les ont conduits avec tant de légèreté.

Les comptes rendus sont unanimes à souligner le rôle joué par le fusil à percussion. Un sergent du régiment Martini, fait prisonnier par les Prussiens, dit au correspondant de la *Gazette de Cologne* : « Nous avons fait tout ce que l'on peut demander à un bon soldat, mais on ne peut rien contre le tir rapide ».

Si les Autrichiens ont été battus, il ne faut pas tant en faire le reproche au général Benedek ou Ramming, le responsable en est le « fusil à percussion ».

Au Nord-Ouest, les Hanovriens se sont rendus, après que leur position soit devenue intenable à la suite d'une attaque de l'avant-garde du général Manteuffel, dirigée par le général Flies. De ce fait, 59 bataillons deviennent libres pour attaquer les troupes confédérales. Il était grand temps que cette décision intervienne, car la Bavière est sur le point d'achever ses préparations de guerre de sorte que les Prussiens eussent eu besoin de troupes bien plus importantes pour se soumettre l'Allemagne du Sud-Ouest. Comme on le sait, la Bavière prépare très lentement et avec retard la mobilisation, mais, si celle-ci est terminée, elle pourra envoyer de 60 à 80 000 bons soldats en campagne. Il sera sans doute bientôt question d'une concentration rapide des Prussiens sur le Mein et d'opérations offensives contre le prince Alexandre de Hesse-Darmstadt et son armée.

V

La campagne, commencée par les Prussiens avec une grossière erreur stratégique, a ensuite été menée avec une énergie tactique si impétueuse qu'elle en est à son terme victorieux après huit jours à peine.

Dans notre dernier article, nous avons écrit que le plan prussien d'une invasion de la Bohême au moyen de deux armées traversant séparément les Monts des Géants ne pouvait se justifier que si la Bohême était libre de toute troupe ennemie. Le mystérieux plan du général Benedek semble avoir consisté essentiellement à créer une telle situation. Il semble qu'il n'y ait eu en Bohême que deux corps d'armée autrichiens — le premier de Clam-Gallas, et le sixième de Ramming — alors qu'on attendait qu'y soient menées des actions décisives. S'il voulait attirer les Prussiens dans un piège, Benedek a si bien réussi sa manœuvre qu'il y est tombé lui-même. Quoi qu'il en soit, les Prussiens ont progressé en deux colonnes séparées par un territoire infranchissable de 65 à 80 km avant de faire leur jonction à un point éloigné de deux pleins jours de marche et situé à portée des lignes ennemies. Dans tous les cas et dans toutes les circonstances, cette avance a été une opération si hasardeuse qu'elle eût pu s'achever par une déroute complète, si Benedek n'avait pas fait preuve d'une singulière lenteur, les Prussiens d'une fougue offensive inattendue et leur fusil à percussion d'une efficacité remarquable.

Les trois corps du prince Frédéric-Charles (les 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et le 2<sup>e</sup> comme réserve) ont passé par Reichenberg situé au Nord d'une chaîne difficilement franchissable à l'extrémité méridionale de laquelle le général Herwarth avançait à la tête d'un corps et demi (le 8<sup>e</sup> et une division du 7<sup>e</sup>). Et au même moment, le prince-héritier à la tête des 1<sup>er</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> corps et de la Garde se trouvait dans les montagnes à Glatz. L'armée était donc divisée en trois tronçons : 45 000 hommes à l'aile droite, 90 000 au centre et 120 000 à l'aile gauche. Or, aucune de ces colonnes ne pouvait venir à l'aide des autres, du moins avant quelques jours. Jamais l'occasion n'était plus favorable pour un général disposant au



moins d'un même nombre de soldats de battre son adversaire par tronçon. Mais, il semble que l'on n'ait rien entrepris de semblable.

Le 26 Juin, le prince Frédéric-Charles eut un premier et sévère engagement à Turnau avec une brigade du 1<sup>er</sup> corps, à l'issue duquel il réalisa sa jonction avec Herwarth ; ce dernier prit Münchengrätz le 27, tandis qu'une première colonne de l'armée du prince-héritier — le 5<sup>e</sup> corps d'armée — progressa au-delà de Nachod, et infligea une défaite sévère au 6<sup>e</sup> corps autrichien de Ramming. Le 28 — le seul jour quelque peu malheureux pour les Prussiens — l'avant-garde du prince Frédéric-Charles s'empara de Gitschin, tandis que le 1<sup>er</sup> corps d'armée du prince-héritier en fut refoulé par la cavalerie du général Edelsheim, et que le 1<sup>er</sup> corps d'armée du prince-héritier fut arrêté à Trautenau par le 1<sup>er</sup> corps autrichien de Gablenz et subit quelques pertes. Il ne fut dégagé que par l'avance de la Garde en direction d'Eipel, sur la route située entre le 1<sup>er</sup> et 5<sup>e</sup> corps prussiens. Le 29, le prince Frédéric-Charles donna l'assaut à Gitschin, et l'armée du prince-héritier anéantit complètement les 6<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> corps d'armée autrichiens. Le 30, les Prussiens repoussèrent avec brio une nouvelle tentative de Benedek de reconquérir Gitschin avec le 1<sup>er</sup> corps et l'armée saxonne, de sorte que les deux armées prussiennes purent réaliser leur jonction. Les Autrichiens perdirent la valeur d'au moins un corps et demi, tandis que les Prussiens n'eurent qu'un quart de ces pertes.

Nous voyons donc que les Autrichiens ne disposaient plus le 27 Juin que de deux corps d'armée d'environ 33 000 hommes chacun, le 28 de trois, le 29 de quatre et, si les informations d'un télégramme prussien sont exactes, d'une partie d'un cinquième corps (le 4<sup>e</sup>) ; c'est le 30 seulement que le corps d'armée saxon arriva en renfort. En conséquence, il manquait pendant tout ce temps deux sinon trois corps sur le champ de bataille, tandis que les Prussiens avaient concentré toutes leurs forces en Bohême.

De fait, jusqu'au soir du 29, la masse des troupes autrichiennes était à peine plus nombreuse sur les champs de bataille que celle des deux armées prussiennes. Etant donné que les Autri-

chiens furent conduits les uns après les autres au combat et que les renforts n'arrivèrent qu'après la défaite des troupes déjà engagées, le résultat fut désastreux.

Le 3<sup>e</sup> corps d'armée (grand-duc Ernst), qui avait combattu à Custoza, a été expédié dès la fin de cette bataille par chemin de fer vers le Nord, et certains communiqués mentionnent sa présence aux côtés des troupes qui opérèrent sous les ordres de Benedek. Mais, ce corps, qui avec les Saxons eût porté l'armée autrichienne à neuf corps, ne pouvait arriver à temps pour intervenir dans les combats de fin Juin.

Quelles qu'aient été les erreurs commises par les Prussiens dans leur plan d'opération, ils les compensèrent bientôt par la rapidité et la résolution de leurs actions. Les opérations de chacune des deux armées prussiennes ne donnent prise à aucune critique. Tous leurs coups étaient brefs, incisifs et énergiques et furent couronnés de succès. Cette énergie ne se relâcha pas, même après la jonction des deux armées : les Prussiens continuèrent leur progression et, dès le 3 Juillet, toute leur armée se heurta aux forces concentrées de Benedek, à qui elle infligea une ultime et écrasante défaite <sup>184</sup>.

On a toutes les raisons de croire que Benedek ne voulut pas de cette bataille. C'est indubitablement la poursuite rapide des Prussiens qui l'empêcha de s'accrocher avec toute son armée à une forte position, afin d'y regrouper ses troupes et de prendre une avance d'un jour pour le repli de son train. En outre, il ne s'attendait pas à être attaqué avec une force concentrée le jour-même, et il espérait pouvoir se replier pendant la nuit. Dans sa situation, avec quatre corps d'armée entièrement battus et des pertes matérielles aussi importantes, personne n'eût envisagé d'engager immédiatement la bataille décisive, tant que subsistait la possibilité d'une retraite sûre. Ainsi, les Prussiens semblent l'avoir contraint à se battre, et le résultat fut la défaite complète des Autrichiens, qui, au cas où l'armistice n'est pas encore conclu, tenteront de se replier, dans des conditions extrêmement difficiles, sur Olmütz ou Vienne, car toute tentative prussienne de contourner l'aile droite des Autrichiens devraient couper de nombreux détachements autrichiens de leur ligne de marche

directe et les refouler vers les montagnes de Glatz où ils seraient faits prisonniers. L' « armée-nord », l'une des meilleures d'Europe il y a dix jours encore, a cessé d'exister.

Indubitablement, le fusil à percussion et à tir rapide a beaucoup contribué à ces succès. Sans ce fusil, il est probable que les deux armées prussiennes n'eussent pas pu opérer leur jonction. Il est absolument certain que leur immense et rapide succès n'aurait pu être obtenu sans leur supériorité de feu, d'autant que l'armée autrichienne a, en général, moins tendance à la panique que la plupart des armées européennes.

Cependant, d'autres circonstances furent décisives dans cette victoire. Nous avons déjà mentionné l'excellent comportement et l'énergie militaire des deux armées prussiennes au moment de l'invasion de la Bohême. Nous pouvons ajouter qu'au cours de cette campagne les Prussiens abandonnèrent leur système de colonne et firent avancer la troupe en lignes déployées, afin d'utiliser chaque fusil et de protéger les soldats de la mitraille ennemie. Il faut reconnaître que les mouvements durant la marche aussi bien que devant l'ennemi, ont été exécutés avec un ordre et une précision qui étonnent dans une armée et un commandement chargés de la rouille de cinquante années de paix. En fin de compte, le monde entier fut surpris par la résolution dont ces jeunes troupes firent preuve lors de tous les engagements sans exception.

Certes, les fusils à percussion ont décidé de la campagne, mais ils ne partent pas tout seuls et ils ont besoin d'un cœur valeureux et d'un bras fort pour les diriger. Les Prussiens ont souvent combattu un ennemi supérieur, et toujours ils ont attaqué. Les Autrichiens avaient donc le choix du terrain. Or, dans l'assaut de positions puissantes et de places fortes, les avantages du fusil à percussion disparaissent presque complètement. C'est la baïonnette qui fait alors presque tout le travail, et ces sortes de combat furent fréquentes.

Au reste, la cavalerie fit preuve du même esprit de décision. Or, ses seules armes dans l'attaque sont l'acier nu et la rapidité des chevaux. Les canards français prétendent que la cavalerie prussienne mitraillait d'abord l'adversaire avec ses fusils ou autres

armes à tir rapide, et attaquait ensuite seulement l'ennemi à l'arme blanche. Or, ce truc n'est possible que si l'adversaire est solidement retranché de sorte qu'il peut facilement repousser les assaillants.

Il n'est pas exagéré de dire que l'armée prussienne a conquis en une seule semaine la meilleure position qu'elle ait jamais eue. Elle peut être assurée d'être maintenant plus forte que n'importe quel autre adversaire. Il n'y a pas, dans l'histoire, de campagne où un succès aussi éclatant ait été obtenu en si peu de temps, sans qu'ait été enregistré le moindre revers notable, exception faite de Iéna, où toute l'armée prussienne de l'époque a été anéantie, et de Waterloo, si nous faisons abstraction dans ce dernier cas de la défaite de Ligny<sup>185</sup>.

*Caractère de la guerre franco-prussienne de 1870.*

*Lettre de Fr. Engels à K. Marx,  
15 Août 1870.*

Il me semble que les choses se présentent comme suit \* : l'Allemagne a été entraînée par Badinguet dans une guerre pour sa constitution nationale. Si elle succombait, le bonapartisme serait consolidé pour longtemps, et l'Allemagne serait fichue pour des années, voire des générations. Il ne pourrait plus être question d'un mouvement ouvrier indépendant en Allemagne, la revendication de l'existence nationale absorbant alors toutes les énergies. Les ouvriers allemands seraient pris en remorque, dans

\* Nous ne reproduirons ici que deux courts textes sur la guerre franco-prussienne, puisque notre premier volume se limite à la phase des guerres nationales progressives, qui mettent en place les structures sociales et productives modernes. En cas de crise sociale grave, une phase historique peut se renverser rapidement, au cours de la lutte, en son contraire. Au départ, Marx et Engels ont défini la guerre franco-prussienne d'impérialiste du côté français et de nationale-révolutionnaire du côté prussien. Mais, sitôt cette phase réalisée, la guerre impérialiste française se transforma en révolution sociale prolétarienne, tandis que la guerre nationale révolutionnaire se mua en guerre impérialiste du côté allemand.

le meilleur des cas, par les ouvriers français. Si l'Allemagne triomphait, le bonapartisme français serait fichu en toute occurrence ; les sempiternelles chamailleries autour de la réalisation de l'unité allemande étant enfin écartées, les ouvriers allemands pourraient s'organiser à l'échelle nationale, ce qu'ils ne pouvaient faire jusqu'ici, et les ouvriers français — quel que soit le gouvernement issu de ce bouleversement — auraient certainement les coudées plus franches que sous le bonapartisme. Toute la masse du peuple allemand et toutes les classes ont reconnu qu'il y allait avant tout de l'existence nationale, et elles ont aussitôt réagi. Il me semble que, dans ces conditions, il ne soit pas possible qu'un parti politique allemand prêche l'obstruction totale, en plaçant toutes sortes de considérations secondaires au-dessus de l'essentiel, comme le fait Wilhelm [Liebknecht].

Il y a, en outre, le fait que Badinguet n'eût pu mener cette guerre sans le chauvinisme des masses de la population française, des bourgeois, des petits-bourgeois, des paysans et du prolétariat impérial du bâtiment, issu de paysans chargés dans les villes de réaliser les plans à la Haussmann. Tant que ce chauvinisme n'en prend pas un bon coup, il n'est pas de paix possible entre l'Allemagne et la France. On aurait pu s'attendre à ce qu'une révolution prolétarienne se charge de cette tâche, mais depuis qu'il y a la guerre, il ne reste plus aux Allemands qu'à s'en charger eux-mêmes sur le champ.

Venons-en maintenant aux considérations secondaires : si cette guerre est dirigée par Lehmann, Bismarck et Cie, et sert, pour le moment du moins, leur gloire ; s'ils parviennent à la gagner, nous

Fr. Engels a analysé en détail, au fur et à mesure du déroulement des combats<sup>186</sup>, la guerre franco-prussienne à titre de correspondant de la *Pall Mall Gazette* qui publia une soixantaine d'articles entre le 29 Juillet 1870 et le 18 Février 1871 : cf. la traduction française dans *Notes sur la guerre de 1870-1871*, Ed. Costes, 1947, XXVIII-307 p.

On trouvera un exposé de l'évolution de ce conflit en guerre civile, avec la Commune de Paris, dans la série des « Questions militaires » publiées par *Il Programma Comunista*, n<sup>os</sup> 3 et 4 de 1966 : « La quistione militare : Fase di costituzione del proletariato in classe dominante (Comune di Parigi. 1871) ». (N. d. Tr.)

le devons à cette lamentable bourgeoisie allemande. Certes, c'est écœurant, mais il n'y a rien à y changer. Dans ces conditions, il serait absurde, pour cette seule raison, de faire de l'anti-bismarckisme le principe directeur unique de notre politique. Tout d'abord, jusqu'ici — et notamment en 1866 — Bismarck n'a-t-il pas accompli une partie de notre travail, à sa façon et sans le vouloir, certes, mais en l'accomplissant tout de même. Il nous procure une place plus nette qu'auparavant. Et puis, nous ne sommes plus en l'an 1815. Les Allemands du Sud ne manqueront pas, à présent, d'entrer au Reichstag, ce qui créera un contre-poids au prussianisme. En outre, il y a des devoirs nationaux, qui lui incombent et — comme tu l'as déjà écrit — empêchent d'emblée une alliance avec la Russie. Bref, il est absurde de vouloir, comme Liebknecht, que l'histoire tout entière fasse marche arrière jusque 1866 parce qu'elle lui déplaît. Ne connaissons-nous pas les citoyens modèles que sont les Allemands du Sud. Tout cela est absurde.

J'estime que nos gens peuvent :

1. se joindre au mouvement national dans la mesure où il se limite à la défense de l'Allemagne et tant qu'il s'y tient (ce qui n'exclut pas, au demeurant, l'offensive jusqu'à la paix). Dans sa lettre, Kugelmann a montré combien ce mouvement national était puissant.

2. souligner la différence entre les intérêts nationaux de l'Allemagne et les intérêts dynastiques et prussiens.

3. s'opposer à toute annexion de l'Alsace-Lorraine (Bismarck laisse percer maintenant son intention de la rattacher au pays de Bade et à la Bavière).

4. agir en faveur d'une paix honorable dès l'instauration à Paris d'un gouvernement républicain, non chauvin.

5. mettre sans cesse en évidence l'unité d'intérêts des ouvriers allemands et français, qui n'ont pas approuvé la guerre, et ne se font pas la guerre<sup>187</sup>.

6. la Russie, comme il en est question dans l'Adresse internationale<sup>188</sup>. Wilhelm (Liebknecht) est amusant lorsqu'il déclare que la véritable position, c'est de rester neutre, parce que

Bismarck a été dans le temps le compère de Badinguet. Si telle était l'opinion générale en Allemagne, nous en serions de nouveau à la Confédération rhénane, et notre noble Wilhelm serait étonné de voir quel rôle il pourrait y jouer, et ce qui resterait du mouvement ouvrier. L'idéal pour faire la révolution sociale, ce serait alors un peuple qui ne reçoit que des coups de pied et des coups de bâton et se trouve coincé dans une série de ces petits Etats chers à Wilhelm !... )

*Manifeste en faveur de la paix et contre l'annexion du Comité exécutif du parti ouvrier démocrate-socialiste.*

*Lettre de K. Marx au Comité de Brunswick  
rédigée fin Août-début Septembre.*

A tous les travailleurs allemands !

Les événements ont pris subitement une tournure nouvelle. Napoléon est prisonnier des Allemands. La République a été proclamée à Paris, où s'est installé un gouvernement provisoire.

Après avoir subi pendant vingt ans la honte du second Empire, le peuple français s'est ressaisi au plus fort du péril, et a pris en main ses destinées. Il s'est débarrassé de l'homme qui l'a asservi depuis vingt ans et qui, finalement, a déchaîné le désastre sur la France.

Vive la République française !

Nous espérons que la nouvelle tournure prise par les événements assurera la fin de la guerre \*. Tant que les armées de Napoléon menaçaient l'Allemagne, notre *devoir* d'Allemands était la *guerre défensive*, la guerre pour l'indépendance de l'Allemagne.

\* Le texte cité par Kautsky dans *Sozialisten und Krieg*, 1937, p. 199-201 commence avec cette phrase. Nous reproduisons tout le Manifeste, bien qu'un fragment seulement soit, de façon certaine, de la main de Marx. Le texte est reproduit d'après la brochure de Jules Guesde et Paul Lafargue, *la Démocratie socialiste allemande devant l'histoire*, Imprimerie ouvrière, 1893.

Pareille guerre n'exclut pas l'offensive, puisqu'il s'agit d'obliger l'ennemi à faire la paix<sup>189</sup>. C'est pourquoi, nous avons dû souhaiter le triomphe des armées allemandes, alors même que les frontières allemandes n'étaient plus directement menacées, et que notre courageuse armée avait pénétré au cœur de la France. Nous nous sommes réjouis des glorieux succès et de la bravoure inouïe de nos frères allemands, du mépris de la mort dont ils ont fait preuve\*.

Mais, aujourd'hui, que nous sommes victorieux, il est plus que jamais de notre devoir de ne pas nous laisser griser par le succès, et d'examiner avec tout notre sang-froid ce que nous avons à faire *MAINTENANT*\*\* . C'est là un devoir que nous impose la tournure nouvelle qu'ont pris les événements.

*Le nouveau gouvernement provisoire devra, et voudra, chercher à conclure la paix avec l'Allemagne ; il devra, et voudra, retirer la déclaration de guerre faite par Napoléon.*

Est-ce le peuple français qui nous a déclaré la guerre ? Non ! c'est Napoléon. L'épée allemande en a délivré la France, et la France en est définitivement débarrassée. Ne nous laissons pas induire en erreur par le fait que la marche victorieuse des troupes allemandes a poussé les Français de plus en plus dans la guerre. Une grande nation ne peut pas supporter l'ennemi sur son sol. Autant était légitime l'enthousiasme unissant le peuple allemand dans la pensée du sol à préserver et de la patrie allemande à défendre, autant s'explique l'ardeur des Français, oubliant momentanément l'homme qui avait causé leur malheur pour ne plus penser qu'à libérer le pays envahi. Aujourd'hui encore que la

\* Kautsky saute les trois phrases précédentes dans son texte.

\*\* *MAINTENANT* manque dans le texte de Guesde et de Lafargue. Ce mot est important, parce qu'il marque un tournant dialectique dans la guerre progressive de l'Allemagne : le but étant atteint, c'est la fin de la guerre nationale révolutionnaire ; si la paix n'intervient pas à ce stade précis, la guerre devient impérialiste ou se transforme en guerre civile de classe.



France est redevenue maîtresse de ses destinées, cette pensée dominera les cœurs français\*.

Mais, le gouvernement provisoire actuel saura que Français et Allemands sont deux peuples frères, ayant tous deux les mêmes intérêts, le même devoir sacré de marcher de l'avant dans l'esprit des temps modernes et de rivaliser dans les arts de la paix. C'est en faisant la paix que le gouvernement provisoire cherchera à délivrer la France de l'« ennemi ».

Mais encore faut-il que cette paix soit *possible*, autrement dit : il faut offrir à ce gouvernement une paix *honorable*.

La France est assez punie d'avoir si longtemps supporté la honte du second Empire, et c'est le *devoir* — *tout autant que l'intérêt* — du peuple allemand d'accorder une paix honorable à la République française. C'est son devoir, car le peuple allemand sait qu'il n'a pas à écraser un grand peuple frère, ni à s'épuiser dans des luttes fratricides, mais que son devoir est bien le même que celui de la France vis-à-vis de l'Allemagne, le devoir de travailler avec la France dans l'esprit des temps modernes. Une paix honorable est dans l'intérêt allemand, parce qu'une paix honteuse ne serait qu'une trêve jusqu'à l'heure où la France serait assez forte pour laver sa honte.

*Avant tout, c'est le devoir des ouvriers allemands*, pour qui la communauté d'intérêts des deux peuples est devenue une conviction sacrée. En effet, les ouvriers allemands ne voient dans les travailleurs français que des frères ayant des destinées et des aspirations identiques. Il est donc de leur devoir de réclamer cette paix pour la République française. Il appartient aux ouvriers allemands de proclamer que, dans l'intérêt de l'Allemagne comme de la France, *ils n'entendent pas tolérer qu'on outrage le peuple français*, après qu'il ait fait justice à l'infâme violateur de la paix.

Si cette paix ne se faisait pas, ou bien ce serait l'écrasement de la République française dans le sang des républicains et du peuple français — et il en rejaillirait sur l'Allemagne une honte

\* Ce dernier alinéa manque chez Kautsky.

éternelle — ou bien ce serait la libre France, comme au temps de la grande révolution, triomphant glorieusement de l'étranger. C'est une raison supplémentaire de réclamer une paix honorable pour la France. Mais, certains veulent enlever à la France l'Alsace et la Lorraine.

De Londres, un de nos meilleurs et de nos plus anciens camarades nous écrit \* : La camarilla militaire, les professeurs, les bourgeois, les politiciens de bistrot, prétendent tous que ce serait le meilleur moyen de protéger l'Allemagne contre la France. Ce serait, au contraire, le plus sûr moyen de transformer la guerre en une institution européenne, d'éterniser, dans l'Allemagne moderne, le despotisme militaire, jugé nécessaire pour tenir en mains cette *Pologne occidentale* — l'Alsace-Lorraine. C'est le moyen infailible de transformer la prochaine paix en une simple trêve, jusqu'à ce que la France se sente assez forte pour revendiquer les territoires perdus. C'est, enfin, le moyen le plus infailible pour que la France et l'Allemagne se ruinent et s'entredéchirent mutuellement.

Les coquins et les imbéciles, qui ont découvert ces garanties pour la paix perpétuelle devraient au moins savoir, par l'histoire de la Prusse et par le traité de Tilsit, que de telles mesures d'arbitraire pour dompter un peuple vivace vont toujours à l'encontre du but poursuivi. Bien plus, même après la perte de

\* Les trois précédents alinéas ne sont pas reproduits par Kautsky. Les éditions de Moscou ou de Berlin-Est en notre possession (*Euvres, Lettres choisies, Lettres de Marx-Engels à Bebel, Liebknecht, etc...*) attribuent formellement à Marx la partie qui suit. Il importe d'en tenir compte. Au reste, les rédacteurs du *Manifeste* se sont appuyés eux-mêmes sur l'autorité de Marx, ne serait-ce que pour mettre en lumière l'importance de ces passages. Les autres parties — les plus ronflantes — du *Manifeste* ne sont pas de la plume de Marx et ne correspondent qu'approximativement à sa pensée : pour en juger, on peut se référer à la lettre d'Engels à Marx du 18 Août 1870, reproduite ci-dessus et à propos de laquelle Marx écrivit à Engels le 18 Août 1870 : « Ta lettre correspond exactement au plan de la réponse (au Comité de Brunsvick), que j'avais préparé dans ma tête ». Par exemple, un reproche que Marx adressa aux rédacteurs du *Manifeste*, c'est d'avoir inopinément rapporté que le centre de gravité du mouvement ouvrier se déplaçait de France en Allemagne (à Engels, 10 Septembre 1870).

l'Alsace-Lorraine, la France peut-elle se comparer à la Prusse après Tilsit ?

Tant que subsistaient les anciennes frontières des Etats européens, le chauvinisme français avait une certaine raison d'être matérielle du fait que, depuis 1815, Paris — et par suite toute la France — se trouvait à la merci de la moindre bataille perdue. A quelle flambée de chauvinisme ne faut-il pas s'attendre, si les frontières étaient ramenées aux Vosges pour l'Est, et à Metz pour le Nord ?

Que les Alsaciens et les Lorrains aspirent au bonheur d'être gouvernés par les Allemands, le Teuton le plus enragé n'oserait l'affirmer. C'est le principe du pangermanisme et de la sécurité des frontières qu'on proclame : du côté de l'Est — la Russie — il donnerait de beaux résultats pour l'Allemagne et pour l'Europe !

Quiconque n'est pas complètement étourdi par les clameurs du moment et n'a pas intérêt à égarer le peuple allemand comprendra *qu'une guerre entre l'Allemagne et la Russie doit naître de la guerre de 1870 aussi fatalement que la guerre de 1870 elle-même est née de la guerre de 1866. Je dis fatalement, sauf le cas peu probable où une révolution éclaterait auparavant en Russie. En dehors de ce cas peu probable, la guerre entre l'Allemagne et la Russie peut, d'ores et déjà, être considérée comme un fait accompli* \*.

La guerre actuelle sera un bien ou un mal, selon la conduite qu'adopteront les vainqueurs allemands. S'ils prennent l'Alsace et la Lorraine, la France *s'alliera à la Russie*, pour combattre l'Allemagne. Inutile d'insister sur les funestes conséquences d'une telle éventualité.

S'ils concluent une paix honorable avec la France, cette guerre délivrera l'Europe de la dictature moscovite, permettra à l'Allemagne d'absorber la Prusse, et à l'Europe occidentale de se développer librement, elle hâtera enfin l'avènement de la révolution sociale en Russie — qui n'attend qu'une impulsion du dehors — et, de la sorte, cette guerre servirait aussi au peuple russe.

\* Cet alinéa manque chez Kautsky.

Mais, je crains bien que les coquins et les imbéciles n'accomplissent leurs desseins criminels sans rencontrer d'obstacle, à moins que la classe ouvrière en masse n'élève sa voix pour protester.

Non ! ceux qui prônent l'annexion verront leurs calculs déjoués. *Au nom du Parti ouvrier démocrate socialiste de l'Allemagne, nous protestons contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine.* Or, nous savons que nous sommes en accord avec les travailleurs allemands. Dans l'intérêt de l'Allemagne comme de la France, dans l'intérêt de la paix et de la liberté, dans l'intérêt de la civilisation occidentale contre la barbarie cosaque, *les travailleurs allemands ne toléreront pas l'annexion de l'Alsace-Lorraine* \*.

La guerre actuelle, nous écrit notre camarade, ouvre une époque historique nouvelle du fait que l'Allemagne a prouvé que, même sans l'Autriche-allemande, elle peut, indépendamment de l'étranger, avoir une action propre. Si, tout d'abord, elle trouve son unité sous la direction, ou mieux dans la caserne, de la Prusse, c'est là évidemment un malheur, mais elle ne l'a que trop mérité. Quoi qu'il en soit, nous aurons au moins ce résultat : des mesquineries, telles que le conflit entre les nationaux-libéraux d'Allemagne du Nord et le Parti populaire d'Allemagne du Sud, ne barreront plus inutilement la route. Les événements se développeront sur une échelle plus grande et se simplifieront. Si, après cela, la classe ouvrière allemande ne remplit pas le rôle qui lui incombe, tant pis pour elle. *Cette guerre a déplacé le centre de gravité du mouvement ouvrier ; elle l'a transféré de France en Allemagne.* C'est pourquoi, une plus grande responsabilité pèse désormais sur la classe ouvrière allemande \*\*.

\* Cet alinéa manque chez Kautsky et dans les éditions de Moscou et de Berlin-Est. Sans doute, le Comité a-t-il incorporé ce passage grandiloquent.

\*\* Marx et Engels eussent préféré (cf. lettre du 10 Septembre 1870) que ce passage ne figurât pas dans un Manifeste de portée internationale, où les susceptibilités nationales ont tôt fait de ressurgir et peuvent être exploitées par l'adversaire. La suite du texte a été rédigée par le Comité de Brunswick.

Camarades ! Travailleurs d'Allemagne !

En liaison fraternelle avec nos frères, les ouvriers de tous les pays civilisés, faisons cause commune.

Vive la lutte internationale du Proletariat !

Et aujourd'hui que nous voyons comment un grand peuple s'est ressaisi et a repris en main ses destinées, que nous voyons la République instaurée, non plus seulement en Suisse et par-delà l'Atlantique, mais encore en France, poussons ce cri de joie : Vive la République ! ce cri qui, le jour venu, devra proclamer, pour l'Allemagne aussi, l'aurore de la liberté.

Brunswick, le 5 Septembre 1870.

Le Comité du Parti Démocrate-Socialiste \*.

\* Sur l'ordre du général Vogel von Falkenstein, les membres du Comité de Brunswick furent arrêtés dès le 9 Septembre 1870. Ils furent transférés, enchaînés, à la forteresse de Loze, sur la frontière russe. En Novembre de la même année, ils furent ramenés à Brunswick et jugés sous l'inculpation de haute trahison. Ces arrestations furent étendues à un grand nombre de membres du Parti, qui avaient assuré la diffusion du manifeste. Bebel et Liebknecht, qui avaient refusé de voter les crédits de guerre, restèrent le plus longtemps en prison.

Du 21 Septembre jusqu'à la conclusion de la paix, tous les numéros du *Volksstaat*, organe officiel du Parti, portèrent en tête en caractères gros d'un demi-centimètre : PAIX HONORABLE AVEC LA REPUBLIQUE FRANÇAISE ! PAS D'ANNEXION ! CHATIMENT DE BONAPARTE ET DE SES COMPLICES !

# **RÉVOLUTION ET STRUCTURES DE L'ÉTAT NATIONAL**

### *Notice du traducteur*

Le texte suivant sur le *Rôle de la violence et de l'économie dans l'instauration de l'Empire allemand moderne* est un manuscrit inachevé d'Engels, une illustration historique de la théorie de la violence exposée au chapitre III de la seconde partie de l'*Anti-Dühring*.

Pour notre premier tome, il représente une sorte de synthèse et de conclusion. En effet, la mise en place des institutions politiques, juridiques et étatiques modernes concrétise les efforts révolutionnaires d'une nation en même temps qu'elle clôt toute une période de son histoire. Dans notre premier tome, c'est une conclusion, car les faits considérés coïncident avec la fin de la période de systématisation nationale de l'Europe occidentale en nations modernes.

Ce texte met en évidence que la révolution est un fait impersonnel (imposé à Bismarck par « une pression extérieure », écono-

mique) et, lorsqu'elle est bourgeoise, inconscient : « Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur la conscience qu'elle a d'elle-même » (Marx, Préface de la *Contribution*, etc..., de 1849).

Bismarck n'est qu'un prête-nom pour certaines classes composant l'Etat prussien, dont, tour à tour, il sera l'instrument inconscient, car si la bourgeoisie allemande est débile, la classe des hobereaux l'est également, de sorte que les institutions issues de cette révolution par le haut seront encore un compromis bâtard entre ces deux classes. La classe des hobereaux n'a pas fait en Allemagne la révolution *bourgeoise*, même si elle en a profité pour survivre longtemps. Ainsi, au cours des récentes révolutions anti-coloniales, certains se sont évertués à découvrir l'auteur de la révolution (qui dans le marxisme n'a pas d'intérêt), et ils ont trouvé la classe bureaucratique ! En fait, comme le montre Engels, ce qui importe, c'est de définir *la nature de classe de la révolution*, en déterminant les forces économiques qui ont poussé les hommes et les rapports sociaux qui résultent de la révolution.

De toute façon, s'il s'agit d'une révolution bourgeoise, les sujets n'en ont pas conscience ou n'en ont qu'une conscience fautive. La révolution est un acte matériel : la base économique exige l'instauration de superstructures politiques, juridiques et idéologiques nouvelles. Cet acte politique est indispensable au triomphe et à l'essor de la production et de la société nouvelles.

Dès lors, les institutions et superstructures sociales sont adaptées aux rapports sociaux qui ont germé au sein de l'ancien mode de production. Ce n'est qu'au jour de la révolution que *le modèle de la société à édifier s'impose aux hommes*, lorsqu'il s'agit d'officialiser les rapports sociaux, désormais prépondérants de la base économique. C'est alors que les hommes adaptent les superstructures aux rapports de production qui triomphent ainsi, les révolutions étant les grandes accoucheuses des sociétés modernes.

Comme l'illustre le texte suivant, la violence permet de don-



ner aux superstructures une forme plus achevée, et donc plus féconde pour l'évolution ultérieure des forces productives de la nation. Suivant le succès plus ou moins grand des forces révolutionnaires ou contre-révolutionnaires, les institutions seront plus ou moins adéquates au développement des forces productives. C'est donc au cours de la crise brève et aiguë des révolutions et des guerres que surgissent au grand jour les superstructures et que se décide l'évolution plus ou moins riche et rapide de l'avenir.

La crise — guerre ou révolution — qui modèle ou remodèle les rapports sociaux, sert toujours de point de départ à Marx pour prévoir l'évolution future, correspondant à la maturation des forces productives et révolutionnaires, mises au jour par la crise. Il voit ainsi dans le rapport de forces issu de la guerre de 1866 les batailles qui se livreront en 1870, et à l'issue de la guerre et de la révolution de 1870-71 l'avenir qui attend l'Europe en 1914 et 1917. Cependant, Marx distingue entre révolutions et guerres révolutionnaires d'une part, et guerres impérialistes d'autre part. Les premières suscitent des rapports sociaux nouveaux, tandis que les secondes, de manière stérile, restructurent simplement ce qui existe déjà et, à l'échelle des nations du monde, effectuent un repartage des zones d'influence et de dépendance.

Le texte d'Engels montre brillamment le rapport dialectique entre économie et violence : d'une part, comment l'industrie est freinée par le manque d'unité nationale et l'éparpillement des superstructures féodales (petits Etats particularistes, régionalisme, barrières locales, diversité des législations, des poids et mesures, des monnaies, etc...); d'autre part, comment un certain essor industriel suscite les superstructures aptes à renverser les obstacles traditionnels. En outre, l'exemple allemand montre, de manière classique, la façon dont l'impérialisme étranger empêche une nation de réaliser son unité et donc de développer son économie. Enfin, à la lumière du cas luxembourgeois et alsacien-lorrain, Engels relie les nationalités marginales aux forces économiques et historiques déterminées, et notamment aux révolu-

tions qui démontrent la vitalité d'une nationalité et son appartenance à tel ou tel ensemble économique.

Dans un court passage, Engels définit la dialectique entre violence et politique : lorsque la politique étrangère domine la scène publique, c'est la question militaire qui prévaut sur l'économie. Mais, ce n'est pas tout : Machiavel disait déjà que les princes édifiaient les forteresses non pas contre l'ennemi extérieur, mais contre l'ennemi intérieur, de sorte que le danger étranger ne représente qu'une diversion et une mystification des luttes de classes intérieures. Bismarck l'a fort bien compris : l'annexion de l'Alsace-Lorraine inaugure la phase impérialiste, en mettant à l'ordre du jour la lutte entre les classes au sein de la nation et en rejetant à l'arrière-plan les questions nationales. Engels n'en a pas été dupe : « Si les Alsaciens-Lorrains, à la veille d'une révolution manifestement imminente, voulaient provoquer une guerre entre la France et l'Allemagne en excitant les deux peuples l'un contre l'autre et en ajournant de la sorte la révolution, je leur dirais : Halte-là ! Vous pouvez avoir autant de patience que le prolétariat européen. Lorsque celui-ci s'émancipera, vous deviendrez libres, mais, jusque-là, nous ne tolérerons pas que vous mettiez les bâtons dans les roues du prolétariat en lutte. » (Engels à Bernstein, 22 Février 1882.)

Ce verdict n'est pas seulement dicté par des nécessités d'ordre militaire au sens immédiat du terme : il ne faut pas que la bourgeoisie prenne l'initiative de la guerre, de sorte que les partis ouvriers surpris soient incapables de répondre efficacement à l'attaque. Ce verdict a une signification de principe : désormais, dans les pays devenus pleinement capitalistes, la question nationale n'est plus qu'un moyen de mystifier les masses. Le prolétariat doit donc faire passer ses intérêts généraux représentant ceux de tous les opprimés, avant ceux des oppositions locales et contingentes.

Comme on le voit, les préoccupations militaires ne sont pas seulement dictées par les rapports de force momentanés et locaux au sein de la lutte des classes, mais découlent directement de la théorie fondamentale, sur laquelle tout compromis ou

marchandage conduit à abandonner le marxisme et à trahir les forces qu'il représente. Cette clarification des rapports fondamentaux entre les classes, nous dit Engels, est le résultat des luttes confuses pour la systématisation nationale, qui ont eu lieu de 1848 à 1870 dans les pays d'Europe centrale et méridionale où il fallait appliquer la stratégie *indirecte*, les tâches bourgeoises étant encore progressives et indispensables à la lutte *directe* pour le socialisme, qui s'instaure avec le règne de la bourgeoisie. Désormais, les questions de principe sont encore plus nettes et plus fondamentales dans la lutte des classes, et sont, au sens propre du terme, des moyens de combat irréfragables.

\*  
\*\*

\*  
\*\*

\*  
\*\*

*Le rôle de la violence dans l'histoire. Violence et économie, dans la formation du nouvel Empire allemand. (Quatrième section de la théorie de la violence.)*

*Fr. Engels,  
manuscrit inachevé,  
écrit entre Décembre 1887 et Mars 1888.*

Il s'agit d'appliquer maintenant notre théorie à l'histoire de l'Allemagne contemporaine et à la pratique de la violence par le fer et par le feu qui l'a marquée. Il nous apparaîtra clairement que la politique de fer et de sang, si elle a pu donner des résultats pendant un certain temps, n'en est pas moins destinée à s'effondrer<sup>190</sup>.

### *1. Perspectives et tentatives d'unification avant 1860*

En 1815, le Congrès de Vienne avait divisé et manipulé l'Europe d'une façon qui démontra au monde entier l'incapacité totale des autocrates et des hommes d'État. Le soulèvement général des nations contre Napoléon avait constitué la réaction du sentiment national, bafoué chez tous les peuples. Mais, comme pour remercier les peuples d'avoir entrepris cette guerre, les princes et diplomates du Congrès de Vienne foulèrent aux pieds plus ignominieusement encore ce sentiment national. La moindre des dynasties pesa davantage dans la balance que le plus grand des peuples. L'Allemagne et l'Italie furent, une fois de plus, morcelées en petits États ; la Pologne subit son quatrième partage ; la Hongrie demeura sous le joug. Et l'on ne peut même pas dire qu'on ait fait injure à ces peuples ; pourquoi s'étaient-ils laissés faire, et pourquoi avaient-ils donc accueilli le tsar russe en libérateur ?

Quoi qu'il en soit, cela ne pouvait durer. Depuis le déclin du moyen âge, l'histoire travaille à dessiner l'Europe en suivant

le tracé des grands Etats nationaux. Seuls, de tels Etats forment la constitution politique normale de la domination bourgeoise en Europe. Ils représentent, en outre, l'une des *conditions préalables* à une collaboration harmonieuse entre les nations et à la domination du prolétariat<sup>191</sup>. En effet, si l'on veut assurer la paix internationale, il faut d'abord que soient éliminées toutes les frictions nationales qui sont évitables ; il faut que chaque peuple soit indépendant et maître chez lui. A mesure que se développaient le commerce, l'agriculture, l'industrie — et donc la puissance de la bourgeoisie dans la société — le sentiment national s'est accru partout, et les nations divisées et opprimées se mirent à réclamer leur unité et leur indépendance<sup>192</sup>.

C'est pourquoi, dans toute l'Europe, hormis la France, la révolution de 1848 tendit à satisfaire aussi bien les revendications nationales que les exigences de liberté. Or, la bourgeoisie ayant récolté la victoire, dès le premier assaut donné par le prolétariat, qui, en fait, avait lutté et arraché la décision, on vit partout se dresser, derrière la bourgeoisie, le spectre menaçant du prolétariat. Dès lors, la bourgeoisie se vit poussée dans les bras de l'adversaire qui venait tout juste d'être vaincu : la réaction monarchiste, bureaucratique, semi-féodale et militaire. C'est devant elle que la révolution de 1848 succomba finalement. En Hongrie, la réaction intérieure n'avait pas réussi à prendre le dessus ; ce furent les Russes qui intervinrent et abattirent la révolution. Mais, ce n'était pas tout, le tsar ouvrit son tribunal à Varsovie pour y arbitrer le sort de l'Europe<sup>152</sup>. Il désigna Christian de Glucksbourg, sa créature docile, comme prétendant à la succession du trône de Danemark<sup>207</sup>. Il humilia la Prusse comme jamais elle ne l'avait été, en lui interdisant jusqu'aux moindres velléités d'exploiter à son profit les tentatives d'unification de l'Allemagne. Il la força de rétablir la Diète fédérale et de se soumettre à l'Autriche<sup>193</sup>. A première vue, tout le résultat de la Révolution semblait donc être que l'Autriche et la Prusse fussent gouvernées sous une forme constitutionnelle, mais selon l'esprit d'ancien régime, et que le tsar dominât plus que jamais l'Europe.

En réalité, cependant, la Révolution avait eu pour effet de tirer la bourgeoisie de sa léthargie séculaire, même dans les

pays divisés et, notamment, en Allemagne. La bourgeoisie avait obtenu une part, certes modeste, du pouvoir politique, mais, chaque succès politique était exploité en vue d'un essor industriel. La « folle année », qui était heureusement passée, avait démontré, d'une manière tangible, que la bourgeoisie devait rompre définitivement avec sa routine traditionnelle et sa léthargie d'antan. Diverses circonstances, dont le flot d'or de Californie et d'Australie, contribuèrent à étendre le réseau du commerce mondial et à stimuler les affaires, comme jamais on ne l'avait vu jusqu'ici. Il s'agissait d'y participer et de s'assurer un morceau du gâteau. Les débuts de la grande industrie datent de 1830 et surtout de 1840 en Rhénanie, en Saxe, en Silésie, à Berlin et en diverses villes du Sud. L'extension en fut rapide et continue. L'industrie à domicile prit une ampleur toujours plus grande dans les campagnes. On accéléra la construction des chemins de fer, et l'émigration, qui néanmoins grossit considérablement, suscita un réseau transatlantique de navigation à vapeur, qui se passa de subventions. Plus que jamais, les commerçants allemands s'établirent solidement dans tous les comptoirs d'outre-mer et prirent une part croissante dans les transactions sur le marché mondial. Ils assurèrent des débouchés non seulement aux produits anglais, mais encore progressivement à l'industrie allemande.

Le système des petits Etats en Allemagne, avec la multiplicité des législations commerciales et industrielles, dut devenir bientôt une entrave insupportable à cette industrie en essor puissant, ainsi qu'au commerce qui s'y rattachait. On se heurtait, en effet, tous les deux ou trois milles, à un autre système de change, à d'autres conditions régissant l'art et l'industrie, et partout à des chicanes et chausse-trapes bureaucratiques et fiscales, souvent même à des barrières corporatives qu'aucun accommodement ne permettait de lever tant soit peu. Et avec tout cela, les innombrables législations intérieures des multiples Etats, les restrictions de séjour empêchaient absolument les capitalistes de concentrer une quantité suffisante d'ouvriers — au demeurant disponibles — aux endroits où le minerai, le charbon, l'énergie

hydraulique et autres avantages naturels imposaient l'établissement des entreprises industrielles. Or, la faculté d'exploiter en masse et en toute liberté la main-d'œuvre nationale est la condition première de l'essor industriel. Néanmoins, la police et l'administration d'assistance aux pauvres s'opposaient partout à l'installation des ouvriers autour des usines où les patriotes fabricants les eussent drainés à partir de tout le pays. Un Droit civil unique, une pleine liberté de circulation pour tous les citoyens de l'Empire allemand ainsi qu'une législation uniforme pour l'industrie et le commerce, tels n'étaient plus les rêves patriotiques d'étudiants exaltés, mais les conditions d'existence indispensables à l'industrie.

En outre, il existait dans chaque Etat et avorton d'Etat une autre monnaie, d'autres poids et mesures ; qui plus est, souvent deux et même trois systèmes coexistaient dans un seul Etat. Or, aucune de ces innombrables sortes de monnaie, de poids et de mesure n'avait cours sur le marché mondial. Est-il surprenant, dans de telles conditions, que les commerçants et fabricants qui traitaient sur le marché mondial ou concurrençaient les articles d'importation, dussent avoir, en outre, recours aux monnaies, poids et mesures de l'étranger ; que les fils de coton fussent calculés en livres anglaises, que les soieries fussent confectionnées au mètre, et les comptes pour l'étranger libellés en livres sterling, dollars ou francs ? Comment pouvait-on créer de grands établissements de crédit dans des zones d'échange aussi minuscules, avec des billets de banque notés ici en florins, là en thalers prussiens, ailleurs en thalers-or, en thalers « nouveaux deux-tiers », en marks de banque, en marks courants, sans parler des titres de vingt ou de vingt-quatre florins, ce qui entraînait des calculs et des oscillations de cours pouvant aller à l'infini.

Même si, finalement, on venait à bout de toutes ces difficultés, que de forces gaspillées, sans parler des pertes de temps et d'argent ! Or, on commençait enfin à s'apercevoir en Allemagne que, de nos jours, le temps, c'est de l'argent.

C'est sur le marché mondial que la jeune industrie allemande devait faire ses preuves, car elle ne pouvait grandir qu'en exportant. Mais, il fallait pour cela qu'elle jouît à l'étranger de la

protection du droit international. Le négociant anglais, français ou américain a toujours les coudées plus franches à l'étranger que dans son propre pays. Son ambassade intervient pour lui et, en cas de nécessité, un ou deux vaisseaux de guerre. Mais qu'en est-il du négociant allemand ? Au Moyen Orient, l'Autrichien pouvait compter à peu près sur son ambassade ; mais, elle ne lui était d'aucun secours ailleurs. En revanche, si le négociant prussien à l'étranger se plaignait auprès de son ambassade d'un tort qu'il avait subi, on lui répondait invariablement : « C'est bien fait pour vous ; qu'allez-vous chercher dans ce pays ? Pourquoi ne retournez-vous pas gentiment chez vous ? ». Quant au sujet d'un tout petit Etat, il était plus encore privé de droit. Sous toutes les latitudes, le négociant allemand se plaçait sous une protection étrangère, française, anglaise, américaine, ou bien il se faisait naturaliser au plus vite dans sa nouvelle patrie \*. Quoi qu'il en soit, même si son ambassade eût voulu s'employer pour lui, à quoi cela eût-il servi ? Les représentants diplomatiques allemands n'étaient-ils pas eux-mêmes traités outre-mer comme des cireurs de bottes ?

Tout cela montre que la revendication d'une « patrie » unitaire avait une base tout à fait matérielle. Ce n'était plus l'aspiration nuageuse de corporations d'étudiants organisant la fête de la Wartburg <sup>194</sup>, où « courage et force enflammaient les cœurs allemands » et où, sur une mélodie française, « l'adolescent était emporté par le souffle de la tempête afin de combattre et de mourir pour la patrie » en vue de rétablir le romantique et fabuleux Empire du moyen âge, en attendant de devenir, sur ses vieux jours, le laquais tout commun, piétiste et absolutiste de quelque prince.

Ce n'était plus l'appel à l'unité, déjà bien plus proche des réalités de ce monde, de l'avocat et autres idéologues bourgeois de la commémoration de Hambach qui croyaient aimer la Liberté et l'Unité pour elles-mêmes sans se rendre compte que l'Allema-

\* En marge du texte, Engels avait noté ici : « Weerth », le poète allemand, ami de Marx et d'Engels, qui était négociant. Sans doute, Engels voulait-il, le cas échéant, se référer à l'expérience et aux témoignages de Weerth.



gne rétablie sur le modèle suisse d'une république formée de petits cantons, à laquelle aboutissaient les aspirations des moins confus d'entre eux, était tout aussi irréalisable que l'Empire des Hohenstaufen des étudiants d'antan.

Il s'agissait désormais d'une revendication surgie du monde et des besoins des affaires et formulée par le négociant et l'industriel engagés dans la pratique : en finir avec le fatras des petits Etats traditionnels et historiquement dépassés, afin de permettre le libre essor du commerce et de l'industrie ; briser toutes les entraves inutiles que l'homme d'affaires allemand devait d'abord écarter dans son propre pays avant d'accéder au marché mondial, entraves dont étaient libérés tous ses concurrents. Bref, l'unité allemande était devenue une nécessité économique, et les gens qui la revendiquaient maintenant savaient ce qu'ils voulaient. Ils faisaient du commerce et avaient grandi dans le commerce ; ils s'entendaient à négocier et on pouvait négocier avec eux. Ils savaient qu'il faut demander le plus, mais qu'il faut ensuite être large dans la concession. Ils chantaient la « Patrie Allemande » en y englobant la Styrie, le Tyrol et l'Autriche « d'honneur et de victoires riche », de même que :

« De la Meuse jusqu'au Memel, de l'Adige jusqu'à la Baltique,

Allemagne, Allemagne par-dessus tout, par-dessus tout au monde ! ».

Mais, pour cette patrie qui devait devenir toujours plus grande, ils étaient prêts à consentir un très important rabais — de 25 à 30 % — contre paiement comptant. Leur plan d'unité était arrêté et immédiatement réalisable.

Mais voilà, l'unité de l'Allemagne n'était pas une question exclusivement allemande. Depuis la Guerre de Trente ans, pas une affaire publique allemande n'avait été décidée, sans que l'étranger ne s'y immisce par la force \*. En 1740, Frédéric II avait conquis la Silésie avec l'aide des Français. En 1803, la France et la Russie

\* En marge du texte, Engels avait noté : « Paix de Westphalie (1648) et de Teschen (1779) », sans doute pour étayer sa démonstration.

avaient dicté en toutes lettres la restauration du Saint Empire romain germanique par le recez de la Diète d'Empire de Ratisbonne<sup>195</sup>. Puis, Napoléon avait découpé l'Allemagne à sa guise. Enfin, au Congrès de Vienne\*, la Russie d'abord, l'Angleterre et la France ensuite la divisèrent de nouveau en trente-six Etats et en plus de deux cents lambeaux de territoires particuliers, plus ou moins grands. Comme en 1802-1803, à la Diète impériale de Rastibonne, les dynastes y apportèrent leur collaboration et contribuèrent à aggraver le démembrement de l'Allemagne.

En outre, certaines parties de l'Allemagne avaient été livrées à des princes étrangers. Ainsi, non seulement l'Allemagne se trouvait sans force ni appui, s'usant en rivalités internes et condamnée au néant sur le plan politique, militaire et même industriel, mais — pire encore — la France et la Russie s'étaient arrogé, par de multiples précédents, le droit de diviser l'Allemagne, comme la France et l'Autriche s'arrogeaient le droit de veiller à ce que l'Italie restât morcelée.

C'est ce prétendu droit que le tsar Nicolas fit valoir en 1850 lorsque interdisant de la façon la plus grossière toute modification de la Constitution, il exigea le rétablissement de la Diète Fédérale, qui est l'expression directe de l'impuissance de l'Allemagne.

Il fallut donc que l'unité allemande fût arrachée de haute lutte non seulement contre les princes et autres ennemis de l'intérieur, mais encore contre l'étranger, ou bien... avec l'aide de l'étranger. Or, quelle était à cette époque la position de l'étranger ?

En France, Louis Bonaparte avait mis à profit la lutte entre les bourgeois et les ouvriers pour se hausser à la présidence avec l'aide des paysans, puis au trône impérial avec l'aide de l'armée. Mais, un nouvel Empereur fabriqué par l'armée ne pouvait subsister dans les limites de la France de 1815. En effet, la résurrection de l'Empire napoléonien signifiait l'extension de la France jusqu'au Rhin, la réalisation du vieux rêve du chauvinisme français. Or, le Rhin était, pour l'instant, hors d'atteinte pour

\* Engels note ici : « Allemagne-Pologne ».

Louis Bonaparte, car toute tentative dans cette direction eût suscité une coalition européenne contre la France.

En revanche, une occasion s'offrit pour améliorer la position de force française et procurer à l'armée de nouveaux lauriers : la guerre menée aux côtés de presque toute l'Europe contre la Russie, qui avait mis à profit la période révolutionnaire en Europe occidentale pour occuper, à la dérobee, les principautés danubiennes et préparer une nouvelle guerre de conquête en direction de la Turquie. L'Angleterre s'allia à la France et l'Autriche leur fut favorable, tandis que la chevaleresque Prusse fut la seule à flatter le knout russe qui, la veille encore, l'avait châtiée, et garda une neutralité bienveillante vis-à-vis de la Russie. Mais, ni l'Angleterre ni la France ne voulaient une défaite sérieuse de l'adversaire. C'est ainsi que la guerre finit par une légère humiliation de la Russie et par une alliance franco-russe contre l'Autriche\*.

Dans la défensive, la Russie bénéficie de l'immensité de son territoire peu peuplé, privé de communications et pauvre en res-

\* La guerre de Crimée ne fut qu'une gigantesque comédie de qui-proquos, où l'on se demande à chaque scène nouvelle : Qui sera la dupe ? Mais, cette comédie détruisit d'immenses richesses et, au moins, un million de vies humaines. A peine la lutte engagée, les Autrichiens envahirent les principautés danubiennes, tandis que les Russes se replièrent devant eux. En restant neutre, l'Autriche rendait impossible une guerre contre la Turquie sur la frontière russe. Or, l'Autriche était acquise comme alliée dans une guerre aux frontières russes, mais, il eût fallu mener sérieusement la guerre pour restaurer la Pologne et pour reculer durablement les frontières occidentales de la Russie. Dans cette hypothèse, la Prusse elle-même eût dû apporter son concours à l'Autriche ; mais, elle continuait à assurer le transit en Russie des denrées dont celle-ci avait besoin. Or, bloquée sur terre comme sur mer, la Russie n'eût pas tardé à étouffer. Mais, tel n'était pas le but des alliés. Ils étaient, au contraire, bien aises de ne pas devoir mener une guerre : Palmerston proposa de déplacer le théâtre de la guerre en Crimée — comme la Russie le désirait — et Louis-Napoléon fut tout heureux de le suivre. Là, une guerre ne pouvait rester qu'une parodie de guerre, mais cela arrangeait les principaux belligérants. Or, voilà que l'empereur Nicolas se mit dans la tête de mener en Crimée une guerre sérieuse, en oubliant que le terrain propice à un simulacre de guerre ne l'était pas pour une guerre sérieuse.

sources. Mais, cet avantage se retourne contre elle dès qu'elle prend l'initiative d'une guerre offensive, surtout en direction de la Crimée. En effet, les steppes de la Russie méridionale, qui auraient pu être le tombeau de l'assaillant, devinrent celui des armées russes, que Nicolas, avec une bêtise brutale et impitoyable, lança l'une après l'autre — et pour finir en plein hiver — en direction de Sébastopol. Lorsque le dernier corps d'armée rassemblé en hâte, à peine équipé et insuffisamment nourri, eut perdu, en cours de route, les deux tiers de son effectif — des bataillons entiers disparurent dans la tempête de neige — et que le reste fut incapable de bouter l'ennemi hors du territoire russe, la tête creuse de Nicolas se dégonfla lamentablement, et il s'empoisonna. Dès lors, la guerre redevint ce qu'elle était, un simulacre, et les belligérants s'empressèrent de conclure la paix.

La guerre de Crimée fit de la France la puissance hégémonique de l'Europe, et de l'aventurier Louis-Napoléon le grand homme du jour — ce qui ne signifie pas grand-chose en vérité. En effet, la guerre n'avait procuré à la France aucun agrandissement territorial, alors qu'elle était grosse d'une nouvelle guerre, susceptible de réaliser la vocation effective de Louis-Napoléon, celle d'« extenseur du territoire national ». On avait déjà manigancé cette guerre nouvelle au cours de la première, en autorisant la Sardaigne à rejoindre l'alliance des puissances occidentales comme satellite de l'Empire français, et plus précisément comme avant-poste de celui-ci contre... l'Autriche. On poursuivit sa préparation à la conclusion de la paix, par le rapprochement entre Louis-Napoléon et la Russie <sup>196</sup>, ravie de châtier l'Autriche.

Louis-Napoléon devint alors l'idole de la bourgeoisie européenne. Non seulement parce qu'il avait « sauvé la société » le 2 Décembre 1851 en éliminant la bourgeoisie du pouvoir politique dans le but de préserver sa domination sociale ; non seulement parce qu'il avait montré comment le suffrage universel peut être transformé, dans des conditions adéquates, en instrument d'oppression des masses ; non seulement parce que, sous son règne, l'industrie et le commerce, notamment la spéculation et l'escroquerie boursière, avaient pris un essor sans précédent ; mais, avant tout parce que la bourgeoisie reconnaissait en lui le pre-

mier « grand homme d'Etat », qui fût la chair de sa chair, la moelle de ses os : comme tout vrai bourgeois, c'était un parvenu.

« Rompu à toutes les astuces », conspirateur carbonariste en Italie, officier d'artillerie en Suisse, bohème de haute volée, perclus de dettes, agent de la police auxiliaire en Angleterre<sup>197</sup>, mais, toujours et partout prétendant. Il s'était, par ce passé aventureux et par ses mœurs dissolues, affichées dans tous les pays, préparé à devenir Empereur des Français et à diriger le destin de l'Europe, tout comme le bourgeois modèle — l'Américain — se prépare à devenir millionnaire par une série de faillites tant honnêtes que frauduleuses. A la tête de l'Empire, il ne mit pas seulement la politique au service du profit capitaliste et des coups en Bourse, mais il pratiqua encore la politique elle-même selon les pures règles de la Bourse des valeurs. Il spécula ainsi sur le « principe des nationalités ».

La division de l'Allemagne et de l'Italie avait été, jusqu'alors, le droit imprescriptible et fondamental de la politique française. Louis-Napoléon se mit en devoir de marchander aussitôt ce droit, morceau par morceau, contre de prétendues compensations. Il était tout disposé à contribuer à l'élimination des divisions de l'Italie et de l'Allemagne, en monnayant chaque pas effectué sur la voie de l'unité par une cession de territoire. Ainsi, non seulement le chauvinisme français était satisfait de ce que l'Empire rentrait progressivement dans ses frontières de 1801, mais encore de ce que la France renouait avec sa mission spécifique de puissance éclairée et libératrice des peuples, Louis-Napoléon se posant en protecteur des nationalités opprimées. Toute la bourgeoisie éclairée, et acquise au principe des droits nationaux, parce qu'intéressée au plus haut point à l'élimination des entraves au commerce sur le marché mondial, acclamait en bloc cette politique d'émancipation universelle des peuples. Ce fut d'abord le tour de l'Italie\*. Depuis 1849, l'Autriche y dominait en maître absolu : elle était alors le bouc émissaire de l'Europe. Les maigres résul-

\* Engels a inscrit ici en marge : « Orsini », qui perpétra un attentat contre Napoléon III en janvier 1858.

tats obtenus par la guerre de Crimée ne furent pas attribués à l'irrésolution des grandes puissances occidentales, qui n'avaient voulu qu'une guerre de simulacre, mais à l'attitude indécise de l'Autriche pour laquelle nul n'était plus responsable que les puissances occidentales elles-mêmes. Quant à la Russie, elle avait été si offensée de l'avance sur le Pruth des Autrichiens — qui manifestaient ainsi leur reconnaissance pour l'aide russe de 1849 en Hongrie — encore que cette opération eût sauvé la Russie, qu'elle accueillait avec joie toute attaque contre l'Autriche. La Prusse ne comptait plus : le Congrès de paix de Paris l'avait déjà traitée *en canaille* (Fr.). C'est ainsi que fut manigancée, en collaboration avec la Russie, la guerre pour l'indépendance de l'Italie « jusqu'à l'Adriatique », engagée au printemps 1859 et achevée sur le Mincio, dès l'été. L'Autriche ne fut pas boutée hors de l'Italie, et celle-ci ne fut ni libérée « jusqu'à l'Adriatique », ni unifiée. La Sardaigne avait obtenu un morceau de territoire, tandis que la France obtenait finalement la Savoie et le comté de Nice, c'est-à-dire face à l'Italie — et contre elle —, les frontières de 1801.

Evidemment, cela ne pouvait pas satisfaire les Italiens. A l'époque, c'était encore la manufacture tout court qui prédominait en Italie, la grande industrie étant encore dans un état embryonnaire. Dans son ensemble, la classe des travailleurs était encore loin d'être expropriée et prolétarisée : dans les villes, elle détenait toujours ses instruments de production, et, dans les campagnes, le travail industriel était un gagne-pain auxiliaire des petits paysans propriétaires ou métayers. Dans ces conditions, l'énergie de la bourgeoisie n'était pas encore brisée par son antagonisme avec un prolétariat conscient et moderne. En outre, comme en Italie la division ne subsistait que par la domination étrangère de l'Autriche, qui protégeait les princes dans leur gabe-gie administrative, la grande noblesse foncière comme la masse des citadins se rangèrent aux côtés de la bourgeoisie, luttant à la tête du mouvement d'indépendance nationale.

Or, la domination étrangère avait été secouée en 1859, sauf en Vénétie. La France et la Russie avaient rendu impossible le maintien ultérieur de l'Autriche que nul ne redoutait plus.

Et l'Italie avait en Garibaldi un héros de caractère antique, capable de faire des prodiges, et qui les fit. Il balaya tout le royaume de Naples avec ses mille francs-tireurs : il unifia en fait l'Italie, et mit en pièces la trame spacieuse de la politique bonapartiste. L'Italie fut libérée et unifiée de fait par la Révolution, et non par les intrigues de Louis-Napoléon.

Depuis la guerre d'Italie, la politique extérieure du second Empire français n'était plus un mystère pour personne : les vainqueurs du grand Napoléon devaient être châtiés — mais, *l'un après l'autre* (Fr.). La Russie et l'Autriche ayant eu leur lot, c'était maintenant le tour de la Prusse. Or, celle-ci était plus méprisée que jamais ; son attitude pendant la guerre d'Italie avait été aussi lâche et vile qu'au temps de la Paix de Bâle en 1795. Sa « politique des mains libres »<sup>198</sup> l'avait amenée à un isolement total en Europe ; ses voisins, petits et grands, se réjouissaient de la voir réduite à l'impuissance, ses mains n'étant plus libres que pour céder la rive gauche du Rhin à la France.

En effet, après 1859, on était convaincu partout — et notamment en Rhénanie — que la rive gauche tomberait inévitablement entre les mains de la France. Ce n'est pas qu'on le souhaitât, mais, on le voyait venir comme une fatalité inéluctable, et — pour être franc — on ne le redoutait plus guère. Chez les paysans et les petits-bourgeois se réveillaient les vieux souvenirs du « temps des Français », qui avait réellement apporté la liberté. Au sein de la bourgeoisie, l'aristocratie financière — surtout à Cologne — était déjà fortement mêlée aux spéculations du Crédit mobilier de Paris et autres sociétés de filouterie bonapartistes, et elle réclamait bruyamment l'annexion\*.

Mais, la perte de la rive gauche du Rhin devait affaiblir non seulement la Prusse, mais encore l'Allemagne. Or, celle-ci était plus divisée que jamais. L'Autriche et la Prusse n'avaient

\* Marx et moi-même, nous avons pu nous convaincre sur place que tel était bien alors l'état d'esprit général en Rhénanie. Des industriels de la rive gauche me demandaient déjà, par exemple, quel serait l'effet des règlements douaniers français sur leurs affaires.

jamais été aussi étrangères l'une à l'autre qu'après la neutralité prussienne dans la guerre d'Italie. L'engance des petits princes, partagés entre la crainte et la convoitise, lorgnait du côté de Louis-Napoléon, comme protecteur d'une confédération rhénane renouvelée<sup>125</sup> — telle était la situation de l'Allemagne officielle. C'était justement le moment où seule l'union de toutes les forces de la nation eût pu détourner la menace d'un démembrement.

Mais, comment unir les forces de toute la nation ? Il s'offrait trois voies après l'échec des tentatives de 1848 qui, si elles furent souvent nébuleuses, contribuèrent néanmoins à dissiper plus d'une nuée.

La première voie était l'unification réelle par l'élimination de tous les Etats particuliers, autrement dit, la voie ouvertement révolutionnaire. S'étant engagée dans cette voie, l'Italie venait d'atteindre son but : la dynastie de Savoie ayant adhéré à la Révolution, y avait gagné la couronne d'Italie. Mais, nos princes de Savoie d'Allemagne — les Hohenzollern — et même leurs plus hardis Cavour à la Bismarck, étaient absolument incapables d'une décision aussi audacieuse. Il eût fallu que le peuple entreprît tout par lui-même ; or, dans l'éventualité d'une guerre pour la rive gauche du Rhin, il eût été en mesure de le faire. L'inévitable retraite des Prussiens en-deçà du Rhin, le siège des places fortes du Rhin, la trahison inévitable des princes d'Allemagne méridionale — tout cela eût suffi à déclencher un mouvement national devant lequel tout le système dynastique se fût évanoui. Dans ce cas, Louis-Napoléon aurait été le premier à remettre l'épée au fourreau. En effet, le second Empire ne pouvait prendre pour adversaires que les Etats réactionnaires, en face desquels il apparût comme le continuateur de la Révolution française et le libérateur des peuples. Mais, même s'il engageait les hostilités, il était réduit à l'impuissance par un peuple engagé dans le processus de la révolution. Or, la révolution allemande victorieuse pouvait amorcer l'effondrement de l'Empire français. Telle est l'hypothèse la plus favorable ; dans la pire — celle où les dynastes se rendaient maîtres du mouvement — la rive gauche était perdue et rattachée pour un temps à la France :



la trahison ouverte ou cachée des dynastes était dévoilée aux yeux de tous et suscitait une crise où il ne restait à l'Allemagne d'autre issue que la révolution, l'expulsion de tous les princes et l'instauration d'une République allemande une et indivisible.

Dans la situation donnée, la voie vers l'unité de l'Allemagne passait avant tout par une guerre de Louis-Napoléon pour la frontière du Rhin. Or, pour les raisons que nous évoquerons bientôt, cette guerre n'eut pas lieu. De ce fait, l'unité nationale cessa d'être la question vitale, qui ne souffrait pas d'être remise, qu'il fallait résoudre sur l'heure, sous peine de mort. Bref la nation pouvait attendre.

La deuxième voie était l'unification sous l'égide de l'Autriche. Celle-ci avait su garder, en 1815, l'organisation que lui avaient imposée les guerres napoléoniennes, celle d'un Etat au territoire compact et bien délimité. Elle ne revendiquait plus ses anciennes possessions d'Allemagne méridionale et se contentait d'annexer des territoires anciens ou nouveaux, susceptibles de s'adapter géographiquement et stratégiquement au noyau restant de la monarchie. La séparation de l'Autriche allemande du reste de l'Allemagne, inaugurée par les mesures de protection douanière de Joseph II, fut aggravée par le régime policier de François I<sup>er</sup> en Italie, et poussée à son comble par la dissolution de l'Empire allemand et la création de la Confédération rhénane. Elle persista encore de fait après 1815. Metternich entoura son Etat d'une véritable muraille de Chine du côté de l'Allemagne : la douane interdisait l'entrée des produits matériels, et la censure celle des produits intellectuels en provenance de l'Allemagne ; un contrôle chicanier des passeports réduisait au minimum la circulation des personnes. A l'intérieur, l'arbitraire sans précédent, même en Allemagne, protégeait l'absolutisme contre toute agitation politique, si faible fût-elle. Ainsi, l'Autriche resta absolument étrangère à tout le mouvement libéral bourgeois de l'Allemagne. La révolution de 1848 fit tomber, du moins en partie, la cloison intellectuelle, mais les événements de cette année-là et leurs conséquences n'étaient guère faits pour rapprocher l'Autriche du reste de l'Allemagne. Au contraire, l'Autriche se prévalut avec toujours plus d'ostentation de sa position de grande puissance

autonome. En dehors de quelques princes allemands petits ou moyens, personne ne pensait plus vraiment à une unification de l'Allemagne sous l'égide de l'Autriche, bien que les soldats autrichiens des forteresses fédérales fussent aimés et les prussiens haïs et tournés en dérision et que l'Autriche restât populaire et appréciée dans tout le Sud et l'Ouest à prédominance catholique.

Au reste, il ne pouvait en être autrement. L'Autriche le voulait ainsi, bien qu'elle nourrît en secret des rêves romantiques d'Empire. Entre-temps, la frontière autrichienne était demeurée la seule cloison à l'intérieur de l'Allemagne, et elle n'en était ressentie que plus vivement. Sa politique de grande puissance indépendante était absurde, car elle sacrifiait les intérêts allemands au profit d'intérêts spécifiquement autrichiens, c'est-à-dire italiens, hongrois, etc... Ainsi, l'Autriche resta après la révolution ce qu'elle avait été auparavant : l'Etat le plus réactionnaire d'Allemagne, l'Etat le plus hostile aux courants modernes, et, de plus, la dernière grande puissance spécifiquement catholique. A mesure que le gouvernement d'après Mars<sup>199</sup> restaurait l'ancien régime des curés et des jésuites, il empêchait l'extension de son hégémonie à un pays aux deux tiers protestant. Enfin, l'unification allemande sous l'égide de l'Autriche impliquait la dissolution de la Prusse. Bien qu'en elle-même, elle ne constituait pas un malheur pour l'Allemagne, la dissolution de la Prusse par l'Autriche eût été aussi néfaste que celle de l'Autriche par la Prusse, avant la victoire imminente de la révolution en Russie, qui la rendait superflue, car alors l'Autriche, devenue inutile, se dissolvait inmanquablement d'elle-même.

Bref, l'unité allemande sous l'aile autrichienne n'était qu'un rêve romantique, et l'on s'en aperçut lorsque les petits et moyens princes allemands se réunirent en 1863 à Francfort pour proclamer François-Joseph empereur d'Allemagne. Il suffit que le roi de Prusse restât à l'écart, pour que toute la comédie impériale tombe à l'eau<sup>200</sup>.

Il reste la troisième voie : l'unification sous l'égide de la Prusse. Celle-ci s'étant vérifiée, elle nous fait descendre du domaine de la spéculation sur le terrain plus solide, bien qu'assez sordide, de la « politique réaliste » qui fut pratiquée.

2. *La Prusse : sa « vocation allemande », la ligue nationale et Bismarck*

Depuis Frédéric II, la Prusse n'a vu dans l'Allemagne comme dans la Pologne qu'un simple terrain de conquêtes, dont on prend ce qu'on peut et qu'il faut — cela va de soi — partager avec d'autres. Depuis 1740, la « vocation allemande » de la Prusse fut donc de partager l'Allemagne avec l'étranger — et d'abord avec la France. « Je vais, je crois, jouer votre jeu ; si les as me viennent, nous partagerons » (Fr.), c'est ce que dit Frédéric à l'ambassadeur français Beaurau au moment de partir pour sa première campagne militaire. Toujours fidèle à sa « vocation allemande », la Prusse trahit l'Allemagne en 1795 à la paix de Bâle ; au traité du 5 Août 1796, elle souscrivit à la cession de la rive gauche du Rhin à la France contre l'assurance d'un éventuel accroissement de territoire, et elle encaissa effectivement le salaire de cette trahison envers l'Empire lors du recez de la Diète imposé par la Russie et la France. En 1805, elle trahit une nouvelle fois ses alliés, la Russie et l'Autriche, dès que Napoléon lui promit le Hanovre — un appât auquel elle a toujours mordu. Mais, avec sa sottise habileté coutumière, elle s'y prit de telle sorte qu'elle entra néanmoins en guerre contre Napoléon, et reçut à Iéna le châtement mérité. Cette punition la marqua si fort qu'après les victoires de 1813 et 1814, Frédéric-Guillaume III était tout disposé à renoncer à tous les avant-postes d'Allemagne occidentale, à se contenter des possessions d'Allemagne du Nord, et, comme l'Autriche, à se retirer le plus possible de l'Allemagne — ce qui aurait fait de l'Allemagne occidentale une nouvelle Confédération du Rhin sous protectorat russe et français. Ce dernier projet échoua, et c'est contre la volonté du roi qu'on lui imposa la Westphalie et la Rhénanie et, avec elles, une nouvelle « vocation allemande ».

Pour le moment, il n'était plus question d'annexer, mais seulement d'acheter quelques bribes de territoire. A l'intérieur, le vieux régime des bureaucrates et des junkers se mit à reflleurir ; les garanties constitutionnelles, accordées au peuple au plus profond de la crise, furent progressivement levées.

Néanmoins, la bourgeoisie progressait de plus en plus, même en Prusse, car, sans industrie et sans commerce, l'arrogant Etat prussien lui-même eût été parfaitement inexistant. Il fallut donc faire des concessions économiques à la bourgeoisie, mais, à contre-cœur, lentement et à doses homéopathiques. Ces concessions ouvraient une nouvelle perspective d'élargir la « vocation allemande » de la Prusse : pour supprimer les barrières douanières entre ses deux moitiés, la Prusse invita les Etats allemands voisins à former une union douanière. Ainsi, naquit l'« Union Douanière », qui, jusqu'en 1830, resta à l'état d'un vœu pieux (la seule Hesse-Darmstadt y ayant adhéré), mais qui, ensuite, annexa économiquement à la Prusse la plus grande partie de l'Allemagne centrale<sup>201</sup>. Dès lors, l'évolution politique et économique se fit plus rapide. Les territoires non-prussiens du littoral restèrent à l'écart jusqu'après 1848.

L'Union Douanière fut un grand succès pour la Prusse. Elle signifiait pour le moins une victoire sur l'influence autrichienne. L'effet le plus clair en était de ranger toute la bourgeoisie des moyens et petits Etats aux côtés de la Prusse. En dehors de la Saxe, il n'y avait aucun Etat allemand dont l'industrie se fût autant développée que celle de la Prusse. Or, cela n'était pas dû seulement aux conditions naturelles et historiques, mais encore à l'élargissement de l'Union Douanière et du marché intérieur. A mesure que l'Union Douanière s'étendit et fit passer les petits Etats à l'intérieur de ce marché, la bourgeoisie montante de ces Etats s'accoutuma à l'idée que la Prusse était leur suzerain économique, et donc aussi politique.

Il suffit que les bourgeois sifflent pour que les professeurs dansent. Ce que les Hégéliens érigèrent à Berlin en système philosophique — à savoir : une Prusse appelée à prendre la tête de l'Allemagne — les disciples de Schlosser, notamment Häusser et Gervinus le démontrèrent par l'histoire à Heidelberg. On supposait, bien sûr, que la Prusse changerait tout son système politique pour réaliser les aspirations des idéologues bourgeois\*.

\* C'est de ce point de vue que la *Gazette rhénane* de 1842 discuta de la question de l'hégémonie de la Prusse. Dès l'été 1843, Gervinus me dit à Ostende que la Prusse devait prendre la tête de l'Alle-

On ne s'engagea pas sur cette voie en vertu d'une prédilection particulière pour l'Etat prussien, mais, à l'exemple des bourgeois italiens, qui acceptèrent l'hégémonie de l'Etat piémontais, après qu'il ait pris ouvertement la direction du mouvement national et constitutionnel. Cela se fit à contre-cœur : la Prusse était un moindre mal pour les bourgeois, car l'Autriche les tenait à l'écart de son marché, et la Prusse, comparée à l'Autriche, avait tout de même certains traits bourgeois, ne serait-ce que sa ladrerie financière.

La Prusse avait, sur d'autres grandes puissances, l'avantage de deux bonnes institutions : le service militaire obligatoire et l'instruction scolaire pour tous. Elle les avait créées au moment du plus grand péril, et elle se contenta, aux jours meilleurs, de les dépouiller de ce qu'elles pouvaient avoir de dangereux, soit en négligeant leur administration, soit en restreignant volontairement leur champ d'application. Quoi qu'il en soit, elles continuaient d'exister sur le papier, de sorte que la Prusse gardait la possibilité de développer l'énergie potentielle qui sommeillait actuellement dans la masse populaire, mais qui, au moment voulu, dépasserait celle de tout autre pays ayant une population du même ordre.

La bourgeoisie trouvait son intérêt dans tout cela : l'obligation personnelle du service d'un an, qui touchait aussi les fils de bourgeois, était libérale et assez facile à tourner par des pots de vin dans les années 1840, d'autant plus que le gouvernement n'attachait que peu de prix aux officiers de l'armée de ligne recrutés dans les milieux commerçants et industriels<sup>202</sup>.

L'instruction obligatoire, qui fournit à la Prusse un grand nombre d'individus pourvus de connaissances élémentaires \*, était au plus haut point profitable à la bourgeoisie. Avec le pro-

magne, mais, pour cela, il fallait qu'elle fit trois choses : promulguer une Constitution, accorder la liberté de la presse, et adopter une politique extérieure énergique.

\* Engels évoque en marge la nécessité de créer en outre des « Ecoles moyennes pour la bourgeoisie ».

grès de la grande industrie, elle finit même par être insuffisante \*. C'est surtout la petite-bourgeoisie qui se plaignait du coût élevé de ces deux institutions et de l'aggravation fiscale consécutive. La bourgeoisie progressive calculait que les dépenses, fâcheuses, mais inévitables pour devenir une « grande puissance » seraient largement compensées par des profits accrus.

Bref, les bourgeois allemands ne se faisaient pas d'illusions sur l'amour que méritait la Prusse. Si, après 1848, l'hégémonie prussienne eut leur faveur, c'était uniquement parce que la bourgeoisie prussienne, à la suite du développement économique plus rapide, fut portée économiquement et politiquement à la tête de la bourgeoisie allemande. C'était parce que les Rotteck et Welcker du Sud à vieux régime constitutionnel étaient rejetés dans l'ombre par les Camphausen, Hansemann et Milde du Nord prussien, comme les avocats et les professeurs l'étaient par les négociants et fabricants. Le fait est qu'on sentait chez les libéraux prussiens des années 1842-1848, surtout en Rhénanie, un souffle tout autrement révolutionnaire que chez les libéraux des petits cantons du Sud. C'est à ce moment que furent composées les deux chansons populaires politiques les meilleures depuis le XVI<sup>e</sup> siècle : la chanson du bourgmestre Tschech et celle de la baronne Droste-Fischering dont l'esprit criminel indigna sur leurs vieux jours ceux qui les chantaient gaillardement en 1846 :

Qui jamais eut tant de déveine  
Que notre bourgmestre Tschech ?  
De ne pouvoir, à deux pas,  
Abattre ce gros lard ! <sup>204</sup>

Mais, cela changea bientôt, avec la Révolution de Février, les Journées de Mars à Vienne, et la Révolution du 18 Mars à Berlin. La bourgeoisie avait triomphé sans avoir vraiment combattu ; mais quand la bataille sérieuse arriva, elle n'en voulut pas, car elle qui avait flirté peu de temps auparavant avec le socialisme

\* Encore à l'époque du *Kulturkampf* <sup>203</sup>, certains fabricants se plaignaient, en ma présence, de ne pouvoir utiliser comme contre-maîtres certains ouvriers au demeurant excellents, mais manquant de connaissances scolaires. C'était surtout le cas dans les régions catholiques.

et le communisme de l'époque (notamment en Rhénanie), s'aperçut soudain qu'elle n'avait pas seulement produit et multiplié des travailleurs, mais une *classe* ouvrière tout entière. Il est vrai que ce prolétariat était encore tout fumeux de rêves, mais il se réveille doucement et il est profondément révolutionnaire par nature. Or, ce prolétariat, qui avait remporté partout la victoire au profit de la bourgeoisie, élevait déjà, notamment en France, des revendications inconciliables avec l'ordre bourgeois dans son ensemble : la première bataille entre les deux classes s'engagea sans pitié le 23 Juin 1848 ; le prolétariat succomba après quatre jours de luttes. A partir de ce moment, la masse de la bourgeoisie passa, dans toute l'Europe, aux côtés de la réaction et s'allia avec ceux qu'elle venait tout juste d'abattre avec l'aide des ouvriers — bureaucrates, curés et féodaux absolutistes — contre les nouveaux ennemis de la société : ces mêmes ouvriers.

En Prusse, cela se passa ainsi : la bourgeoisie laissa tomber ses propres représentants élus et assista, avec une joie secrète ou avouée, à leur dispersion par le gouvernement en Novembre 1848. Le gouvernement des bureaucrates et des hobereaux, qui depuis lors s'étala en Prusse, fut bien obligé de régner sous une forme constitutionnelle, mais se vengeait en mettant au point tout un système de brimades et de chausse-trapes mesquines, inconnues jusqu'alors, même en Prusse, sous lequel la bourgeoisie pâtit plus que quiconque. Celle-ci, contrite en elle-même, supporta humblement les coups de pieds et de poings qui s'abattaient sur elle pour la punir de ses velléités révolutionnaires d'antan : elle était en train d'apprendre la dure vérité qu'elle exprima plus tard : « Des chiens, voilà ce que nous sommes ! »

Vint ensuite la Régence. Pour prouver son loyalisme à la couronne, Manteuffel avait entouré l'héritier du trône, l'actuel Empereur Guillaume I<sup>er</sup>, de tout un essaim d'espions, comme de nos jours Puttkammer en entoure la rédaction du *Social-démocrate*. Lorsque l'héritier devint régent, Manteuffel fut aussitôt congédié à coups de pieds, et ce fut l'Ere nouvelle. Ce ne fut qu'un changement de décor. Le Prince-Régent daigna permettre aux bourgeois de redevenir libéraux. Les bourgeois, tout heureux, se mirent en devoir de profiter de cette permission, mais ils se

figurèrent qu'ils allaient désormais avoir la haute main dans la nation et mener l'Etat prussien à la baguette. Or, telles n'étaient pas du tout les intentions des « hautes sphères compétentes », comme disent ceux qui aiment ramper.

La réorganisation de l'armée était le prix que les bourgeois libéraux devaient payer pour l'Ere nouvelle. Le gouvernement demandait simplement que le service militaire obligatoire fût appliqué comme il l'était en 1816. Du point de vue de l'opposition libérale, il n'y avait pas le moindre argument à y opposer, à moins de heurter de front toute la phraséologie de la bourgeoisie elle-même sur la position hégémonique de la Prusse et sa vocation allemande. Cependant, l'opposition libérale subordonna son accord à la condition que le temps de service légal soit au maximum de deux ans. C'était, en soi, absolument rationnel, mais elle eût dû se demander si elle était capable d'obtenir satisfaction ; autrement dit, si la bourgeoisie libérale était disposée à mettre en jeu ses biens et son sang pour cette condition. Le gouvernement ne voulut pas démordre de son projet des trois ans, la Chambre s'accrocha au système des deux ans : le Conflit éclata <sup>175</sup>. Or, dès lors qu'un conflit éclate à propos de questions militaires, c'est la politique extérieure qui redevient décisive pour la politique intérieure\*.

Nous avons vu comment la Prusse avait perdu ce qui lui restait d'honneur et de considération, à la suite de son attitude dans les guerres de Crimée et d'Italie. Sa pitoyable politique trouvait une certaine justification dans l'état lamentable de son armée. En effet, celle-ci manquait constamment de moyens financiers et elle déclinait en raison d'une ladrerie sans bornes. Or, avant 1848 déjà, on ne pouvait ni lever d'impôts nouveaux, ni contracter d'emprunts sans l'assentiment des états, mais jamais on ne voulut convoquer lesdits états à cet effet. L'esprit de parade et de culotte de peau, inauguré sous le règne de Frédéric-Guillaume III, fit le reste. Dans son livre, le comte de Waldersee explique combien cette armée de parade était démunie en 1848

\* Engels a laissé ici un blanc pour une intercalation éventuelle.



sur les champs de bataille du Danemark. En 1850, l'ordre de mobilisation connut un échec total : on manquait de tout, et ce qu'on avait était, le plus souvent, inutilisable.

Il est vrai que les crédits votés ensuite par les Chambres remédièrent quelque peu à cette situation : l'armée fut tirée de son laisser-aller traditionnel, le service en campagne remplaça, en partie du moins, les exercices de parade. Mais, l'armée restait à son niveau de 1820, tandis que tous les autres grands Etats, la France surtout dont venait le danger dans l'immédiat, avaient considérablement accru leur puissance militaire. Avec tout cela, le service militaire obligatoire était en vigueur en Prusse. Sur le papier, tout Prussien était soldat, mais, en réalité, les cadres de l'armée étaient insuffisants pour accueillir et former plus d'un tiers des hommes en état de servir. Or, la population était passée de dix millions et demi en 1817 à dix-sept millions trois quarts en 1858.

Comme nous l'avons vu, le gouvernement réclamait en 1860 que l'on renforçât l'armée en proportion de l'accroissement de population survenu depuis 1817, et voilà que les députés libéraux se mirent à lésiner, à marchander, et refusèrent d'accorder quoi que ce soit au-delà du service de deux ans. Ces mêmes libéraux n'en réclamaient pas moins à cor et à cri que le gouvernement prît la tête de l'Allemagne, affirmât la puissance de l'Allemagne à l'extérieur, et rétablît son prestige au sein des nations ! Quoi qu'il en soit, avaient-ils la force d'imposer une volonté affichée avec tant d'obstination ? Avaient-ils l'appui de la population, ou même simplement de la bourgeoisie, prête à se battre ?

Il n'en était rien. La bourgeoisie acclamait leurs discours incendiaires contre Bismarck, mais, par ailleurs, elle organisait un mouvement qui en fait — et quoiqu'elle n'en eût pas elle-même conscience — était dirigé contre la politique de la majorité de la Chambre prussienne. Les atteintes du Danemark à la Constitution du Holstein, les tentatives de danisation par la force au Schlesvig, indignaient le bourgeois allemand. Certes, il était habitué à être brimé par les grandes puissances, mais il était furieux de recevoir les coups de pieds du petit Danemark.

On fonda la Ligue Nationale (*Nationalverein*)<sup>205</sup>, dont la force vive était précisément constituée par la bourgeoisie des petits Etats. Or, toute pétrie qu'elle fût de libéralisme, cette Ligue Nationale commença par réclamer l'unité nationale sous la direction de la Prusse — d'une Prusse libérale si possible, et de la Prusse traditionnelle si nécessaire. Ce qui importait, c'était d'aller de l'avant une bonne fois, d'en finir avec le système qui écartait du marché mondial les Allemands traités en mortels de seconde zone, c'était de châtier le Danemark et de montrer les dents aux grandes puissances dans l'affaire du Schlesvig-Holstein. C'est là, précisément, ce que réclamait la Ligue Nationale.

La revendication de la « Prusse en tête » était ainsi débarrassée de toutes les équivoques et chimères dont elle fut infectée jusqu'en 1850. On sut, dès lors, très précisément qu'elle signifiait l'expulsion de l'Autriche hors d'Allemagne, l'élimination effective de la souveraineté des petits Etats, et que ces deux choses ne pouvaient être acquises que par la guerre civile et la division de l'Allemagne. Or, on ne redoutait plus la guerre civile, et la division de l'Allemagne sanctionnait simplement l'existence du cordon douanier séparant l'Autriche et l'Allemagne. L'industrie et le commerce de l'Allemagne avaient pris un tel essor, le réseau allemand des sociétés commerciales couvrant le marché mondial était devenu si étendu et si dense qu'on ne pouvait plus supporter le système des petits Etats à l'intérieur et l'absence de droits et de protection à l'extérieur. Or, voilà que les députés marchandèrent à Berlin sur le temps de service, au moment même où la plus puissante organisation politique, dont la bourgeoisie allemande ait jamais disposé, leur opposait pratiquement un vote de défiance !

Telle était la situation lorsque Bismarck prit en mains la politique extérieure.

Bismarck, c'est Louis-Napoléon, la version allemande de l'aventureux prétendant au trône français : le junker des campagnes prussiennes doublé de l'étudiant allemand de corporation. Tout comme Louis-Napoléon, Bismarck a une grande intelligence pratique et beaucoup d'astuce. C'est un homme d'affaires né et retors qui, dans d'autres circonstances, eût, à la bourse de New

York, rivalisé avec les Vanderbilt et autres Jay Gould, et qui, d'ailleurs, a su fort bien mener ses petites affaires personnelles. Mais, à cette intelligence aiguë dans le domaine de la vie pratique il allie le plus souvent une étroitesse de vues tout aussi aiguë, et, en cela, Bismarck surpasse son devancier français. En effet, celui-ci n'a-t-il pas élucubré lui-même ses « idées napoléoniennes » au temps de sa bohème, dont, au demeurant, elles se ressentent, alors que Bismarck n'a jamais produit l'ombre d'une idée politique qui lui soit propre, mais n'a fait que combiner à propos les idées toutes faites des autres, comme nous allons le voir.

Mais, il se trouve que cette étroitesse de vues fut précisément sa chance. Sans elle, il ne fût jamais arrivé à se représenter toute l'histoire du monde d'un point de vue typiquement prussien. Et, de fait, sitôt que cette conception du monde spécifiquement prussienne présentait une faille par où pénétrait la lumière du jour, il perdait le fil de sa mission, et c'en était fait de son prestige. A la vérité, dès qu'il eût rempli à sa façon la mission particulière qui lui avait été prescrite par la force des choses, il se trouva au bout de son latin. Nous verrons que son absence totale d'idées rationnelles et son incapacité à saisir la situation historique pourtant créée par lui-même l'amènèrent aux pires égarements.

Si, de par son passé, Louis-Napoléon était habitué à ne pas être difficile dans le choix de ses moyens, Bismarck apprit de l'histoire de la politique prussienne, notamment celle du soi-disant grand Prince-Electeur (Frédéric-Guillaume) et de Frédéric II, à avoir moins de scrupules encore, ce qui lui permettait d'avoir l'exaltante conscience de rester fidèle en politique à la tradition nationale. Son sens des affaires lui apprenait à réprimer, quand il le fallait, ses lubies de hobereau ; mais, lorsque ce n'était plus indispensable, elles réapparaissaient au grand jour ; c'était là le signe de son déclin. Sa méthode politique était celle de l'étudiant de corporation. Au Parlement, il appliquait sans façons à la Constitution prussienne l'interprétation burlesquement littérale du « Code de la Bière » grâce à laquelle l'étudiant des corporations se tire d'affaire dans les réunions de beu-

veries. Toutes ses innovations en matière de diplomatie sont empruntées au système corporatif des étudiants.

Mais, si Louis-Napoléon hésitait souvent dans les moments décisifs, comme au moment du coup d'Etat de 1851, où Morny dut positivement lui faire violence pour qu'il achevât ce qu'il avait commencé, ou comme à la veille de la guerre de 1870, où son incertitude compromit toute sa position, il faut reconnaître que cela n'est jamais arrivé à Bismarck. Lui ne s'est jamais départi de sa force de volonté ; au contraire, elle se changeait en une franche brutalité. C'est en cela surtout que réside le secret de ses succès.

En Allemagne, toutes les classes dirigeantes, des bourgeois aux hobereaux, ont perdu jusqu'au dernier reste d'énergie et il est devenu si normal dans l'Allemagne cultivée de ne pas avoir de volonté, que le seul homme parmi elles qui en eût, est devenu leur grand homme et leur tyran, devant qui elles sont disposées, contre leur science et leur conscience, à « marcher à la trique », comme elles le disent elles-mêmes. A la vérité, l'Allemagne « non-cultivée » n'en est pas encore là : la masse ouvrière a montré qu'elle avait une volonté dont ne vient pas à bout celle de Bismarck, si forte soit-elle.

Une brillante carrière s'ouvrait à notre hobereau de la Vieille-Marche, pourvu qu'il eût du courage et du savoir-faire. Louis-Napoléon n'était-il pas devenu l'idole de la bourgeoisie pour avoir simplement dissous le Parlement, et augmenté ses profits ? Et Bismarck n'avait-il pas les mêmes talents d'homme d'affaires que les bourgeois admiraient tant chez la fausse copie de Napoléon ? N'était-il pas attiré par Bleichröder, comme Louis-Napoléon par Fould ? L'Allemagne de 1864 ne manifestait-elle pas une contradiction entre les députés bourgeois de la Chambre qui s'efforçaient de rogner sur le temps de service militaire, et les bourgeois de la Ligue Nationale qui voulaient à tout prix des mesures nationales impliquant l'intervention des militaires ? C'était exactement la même contradiction qu'en France, lorsqu'en 1851 les bourgeois de la Chambre voulurent brider les pouvoirs du Président tandis que dans le pays les bourgeois réclamaient l'ordre, un gouvernement fort et la paix à tout prix. Or, Louis-

Napoléon n'avait-il pas résolu tout simplement cette contradiction, en dispersant les bavards du Parlement et en donnant la paix à la masse des bourgeois ? En Allemagne, la situation était encore plus propice à un coup hardi.

La bourgeoisie n'avait-elle pas fourni elle-même tout achevé le plan de Réorganisation de l'armée, et ne réclamait-elle pas à cor et à cri de l'énergique homme d'Etat prussien qu'il l'exécutât, en excluant l'Autriche de l'Allemagne et en rassemblant les petits Etats sous la férule prussienne ? Ne pouvait-on pas violenter quelque peu la Constitution et bousculer, comme ils le méritent, les idéologues à l'intérieur et à l'extérieur de la Chambre, en s'appuyant, comme Louis-Napoléon, sur le suffrage universel ? Quoi de plus démocratique que l'instauration du suffrage universel ? Louis-Napoléon n'avait-il pas démontré qu'il est absolument sans danger, si l'on s'en sert correctement ? En outre, il se trouve que le suffrage universel offrait le moyen d'en appeler à la grande masse du peuple, et donnait l'occasion de flirter avec le mouvement social renaissant, pour le cas où la bourgeoisie se montrerait récalcitrante.

Bismarck saisit la balle au bond. Il s'agissait pour lui de répéter le coup d'Etat de Louis-Napoléon, de rendre palpables à la bourgeoisie allemande les rapports réels de force et de dissiper par la violence ses illusions libérales, afin de réaliser ses revendications nationales qui coïncidaient désormais avec les desseins de la Prusse.

C'est le Schlesvig-Holstein qui, le premier, offrit l'occasion d'agir. Le terrain de la politique extérieure était préparé. Le tsar Alexandre II était acquis, grâce au rôle de bourreau que Bismarck avait joué pour lui contre les insurgés polonais en 1863<sup>206</sup>. On avait également travaillé Louis-Napoléon, qui pouvait justifier son indifférence, sinon sa bienveillance tacite, pour les plans de Bismarck par son cher « principe des nationalités ». En Angleterre, Palmerston était premier ministre et n'avait placé le petit lord Russel aux Affaires Extérieures que pour qu'il s'y couvrît de ridicule. L'Autriche était en concurrence avec la Prusse pour l'hégémonie en Allemagne et, dans cette affaire,

elle pouvait d'autant moins se laisser damer le pion par la Prusse, qu'en 1850 et 1851, elle avait eu une conduite encore plus ignoble qu'elle au Schlesvig-Holstein, où elle avait joué le rôle de bourreau au profit du tsar Nicolas<sup>207</sup>. La situation était donc particulièrement favorable.

En dépit de la haine que Bismarck vouait à l'Autriche et en dépit de l'envie que l'Autriche ressentait de passer sa colère sur la Prusse, les deux puissances allemandes durent intervenir en commun contre le Danemark — avec l'autorisation tacite de la Russie et de la France — à la mort de Frédéric VII de Danemark. Si l'Europe restait neutre, le succès était assuré d'avance. Or, elle le resta, et les Duchés furent conquis et cédés par le traité de Paix.

Dans cette guerre, la Prusse avait eu comme but accessoire d'expérimenter devant l'ennemi son armée formée depuis 1850 selon des principes nouveaux, renforcée et réorganisée en 1860. Contre toute attente, elle s'était fort bien comportée, et jusque dans les situations militaires les plus diverses. L'engagement de Lyngby dans le Jutland, où quatre-vingt Prussiens postés derrière un rideau d'arbres et de haies avaient mis en fuite, grâce à un feu nourri, des Danois trois fois plus nombreux, prouva non seulement que le fusil à aiguille était bien supérieur au fusil à baguette, mais encore qu'on savait l'utiliser. En même temps, les Prussiens purent constater que les Autrichiens avaient appris dans la guerre d'Italie et de la manière de combattre des Français que l'important n'est pas de tirer, mais que le vrai soldat charge aussitôt l'ennemi à la baïonnette. Les Prussiens en prirent bonne note, car ils ne pouvaient souhaiter chez leur prochain adversaire une tactique plus bienvenue devant leurs fusils à tir rapide. Et, afin de mettre au plutôt les Autrichiens à même de s'en convaincre sur le terrain, le traité de paix confia les duchés à la souveraineté commune de l'Autriche et de la Prusse, ce qui créa une situation purement provisoire et grosse de conflits futurs, si bien que Bismarck eut tout loisir de fixer le moment et l'occasion de frapper un grand coup contre l'Autriche.

Selon la bonne tradition politique de Prusse qui veut que l'on « exploite sans vergogne et à fond » une situation favorable,

comme le dit M. von Sybel, il fallait que l'on annexât quelque deux cents mille Danois du Schlesvig septentrional sous prétexte de les affranchir du joug danois. Celui qui, dans l'affaire, s'en retourna bredouille, ce fut le candidat au trône du Schlesvig-Holstein proposé par les petits Etats et la bourgeoisie allemande : le duc d'Augustenbourg.

C'est ainsi que Bismarck réalisa dans les duchés la volonté de la bourgeoisie allemande... contre la volonté de celle-ci. Il en avait refoulé les Danois ; il avait bravé l'étranger, sans qu'il réagît. Mais, à peine libérés, les Duchés furent traités en pays conquis ; on ne prit même pas la peine de leur demander leur avis : on les partagea en un tour de main — tout provisoirement — entre l'Autriche et la Prusse.

La Prusse était redevenue une grande puissance ; elle avait cessé d'être la cinquième roue du char de l'Europe ; les aspirations nationales de la bourgeoisie étaient en bonne voie de réalisation, mais, ce n'était pas la voie libérale de la bourgeoisie. Le conflit militaire continua donc en Prusse, et devint même toujours plus insoluble. Le rideau se levait sur le second acte de la grande œuvre bismarckienne.

La guerre contre le Danemark avait réalisé une partie des aspirations nationales. Le Schlesvig-Holstein était « libéré », le protocole de Varsovie et de Londres, où les grandes puissances avaient scellé l'humiliation de la Prusse devant le Danemark, venait d'être déchiré et jeté à leurs pieds sans qu'elles aient bronché. L'Autriche et la Prusse faisaient de nouveau cause commune ; leurs troupes avaient vaincu côte à côte ; nul potentat ne s'aviserait plus de toucher au territoire allemand. Il n'y avait plus aucune chance pour que se réalisent les visées de Louis-Napoléon sur la rive gauche du Rhin, jusqu'ici reléguées à l'arrière-plan par d'autres tâches : la révolution italienne, le soulèvement polonais, les complications danoises et, enfin, l'expédition du Mexique. Un homme d'Etat conservateur prussien eût été fort aise d'une telle situation mondiale à l'extérieur. Mais, jusqu'en 1871 et, à plus forte raison à ce moment, Bismarck ne fut pas conservateur, et la bourgeoisie n'en était nullement satisfaite.

Les bourgeois allemands continuaient de se mouvoir dans leur fameuse contradiction : d'un côté, ils revendiquaient le pouvoir politique pour eux seuls, c'est-à-dire pour un ministère choisi par la majorité libérale de la Chambre (mais un tel ministère aurait eu besoin de dix ans de luttes contre l'ancien système représenté par la couronne pour faire reconnaître définitivement sa nouvelle position dans l'Etat, soit dix ans d'affaiblissement intérieur) ; d'un autre côté, ils réclamaient une transformation révolutionnaire des structures de l'Allemagne, ce qui ne pouvait se faire qu'à l'aide de la violence, donc par une véritable dictature.

Or, depuis 1848, la bourgeoisie avait, coup sur coup, fourni à chaque moment décisif la preuve qu'elle n'avait pas l'ombre de l'énergie nécessaire pour réaliser l'une ou l'autre de ces tâches, et encore moins les deux. *En politique, il n'y a que deux puissances décisives : la force organisée de l'Etat — l'armée — et la force élémentaire et inorganisée des masses populaires. En 1848, la bourgeoisie avait désappris d'en appeler aux masses, qu'elle craignait plus encore que l'absolutisme. Or, l'armée n'était pas à sa disposition, mais bien à celle de Bismarck.*

Dans le conflit constitutionnel qui durait toujours, Bismarck combattit à outrance les revendications parlementaires de la bourgeoisie. En revanche, il brûlait de réaliser ses aspirations nationales, qui étaient en harmonie avec les vœux les plus chers de la politique prussienne. Si Bismarck réalisait, une fois encore, la volonté de la bourgeoisie contre la volonté de celle-ci, en unifiant l'Allemagne comme la bourgeoisie le désirait, le conflit s'éteignait de lui-même, et Bismarck devenait l'idole des bourgeois, comme l'était son modèle : Louis-Napoléon.

La bourgeoisie lui fournit le but, Louis-Napoléon la voie à suivre, il restait à Bismarck d'exécuter l'ouvrage.

Pour placer la Prusse à la tête de l'Allemagne, il fallait non seulement chasser par la force l'Autriche de la Confédération allemande, mais encore se soumettre les petits Etats. La guerre fraîche et joyeuse des Allemands contre les Allemands avait été de tout temps, pour la politique prussienne, le moyen essentiel d'agrandir son domaine : un brave Prussien ne recule pas devant cette perspective. Le second moyen ne lui répugnait pas davan-



tage : s'allier avec l'étranger contre les Allemands. On avait déjà dans sa manche le sentimental Alexandre de Russie. Louis-Napoléon n'avait jamais été contre la « mission piémontaise » de la Prusse en Allemagne, et il était tout disposé à marchander avec Bismarck. Ne valait-il pas mieux, finalement, recevoir ce qu'il convoitait par une voie pacifique, sous forme de compensations ? Il ne lui fallait pas non plus toute la rive gauche du Rhin d'un seul coup. Si on lui la donnait pièce par pièce, à raison d'un morceau pour chaque nouveau progrès de la Prusse, l'opération était moins voyante et n'en conduisait pas moins au but. C'est qu'aux yeux des chauvins français, un mille carré sur le Rhin valait toute la Savoie et Nice.

On commença donc les tractations avec Louis-Napoléon afin qu'il autorisât un agrandissement de la Prusse et la création d'une Confédération de l'Allemagne du Nord \*. Il ne fait pas de doute qu'on lui offrit en échange un morceau de territoire allemand sur le Rhin. Dans ses négociations avec Govone, Bismarck parla de la Bavière rhénane et de la Hesse rhénane<sup>208</sup>. Certes, il l'a nié plus tard. Mais, un diplomate, surtout s'il est prussien, a des idées bien à lui sur les limites dans lesquelles on a le droit — voire le devoir — de faire une douce violence à la vérité. Après tout, pense le hobereau, la vérité est femme, et elle aime qu'on lui fasse une douce violence.

Louis-Napoléon n'était pas bête au point de permettre l'agrandissement de la Prusse, sans que celle-ci ne lui promît une compensation : un Bleichröder eût plus facilement prêté de l'argent sans intérêts ! Mais, Louis-Napoléon ne connaissait pas assez ses Prussiens, et il finit par être dupé. Bref, après que l'on se soit couvert de ce côté, on s'allia avec l'Italie pour « le coup au cœur ».

Cette façon de procéder a profondément indigné le philistin de divers pays, mais, à tort : *A la guerre comme à la guerre* (Fr.). Cette expression démontre simplement que Bismarck a pris la guerre civile allemande de 1866 pour ce qu'elle fut en réalité :

\* Engels a écrit ici dans l'interligne : « Partage — ligne du Main ».

une *révolution*. C'est dire qu'il était prêt à mener cette révolution avec des moyens révolutionnaires. Et c'est ce qu'il fit.

Sa façon de procéder vis-à-vis de la Diète confédérale fut révolutionnaire. Au lieu de se plier à la décision tout à fait constitutionnelle des autorités confédérales, il leur jeta à la face — pur subterfuge — que c'était elles qui bafouaient la Constitution, et il dispersa la Diète de Francfort en proclamant une Constitution nouvelle et un Reichstag élu au suffrage universel révolutionnaire. Il organisa en Haute-Silésie une légion hongroise sous les ordres du général révolutionnaire Klapka et d'autres officiers révolutionnaires, dont les troupes composées de déserteurs et de prisonniers de guerre hongrois, feraient la guerre à leur chef militaire légitime\*.

La Bohême conquise, Bismarck lança « aux habitants du glorieux royaume de Bohême » une proclamation, dont le contenu heurtait de front toutes les traditions légitimes. En pleine paix, il s'empara au profit de la Prusse des possessions de trois princes légitimes de la Confédération allemande ainsi que d'une ville libre, sans que cette chasse aux princes — qui n'étaient pas moins de « droit divin » que le roi de Prusse — n'affectât en quoi que ce soit sa conscience chrétienne et légitimiste. Bref, ce fut une complète révolution, accomplie avec des moyens révolutionnaires. Nous sommes, bien sûr, les derniers à lui en faire grief. Ce que nous lui reprochons, c'est, au contraire, de ne pas avoir été suffisamment révolutionnaire, de n'avoir été qu'un Prussien faisant la révolution par le haut, d'avoir engagé une révolution complète sur une position qui ne permettait de faire qu'une demi-révolution, de s'être contenté de quatre malheureux Etats alors qu'il était bien lancé dans la voie du rattachement.

Mais, voilà que le petit Napoléon s'en vint en clopinant pour réclamer son salaire. Au cours de la guerre, il aurait pu prendre sur le Rhin tout ce qui lui plaisait : non seulement tout le territoire, mais encore ses forteresses étaient entièrement décou-

\* Engels écrit ici en marge : « Serment ! ». En effet, les déserteurs autrichiens et hongrois incitèrent les soldats de l'armée autrichienne à violer le serment de fidélité à leur drapeau.

vertes. Mais, il avait hésité, en escomptant que la guerre serait longue et épuiserait les deux belligérants, alors qu'avec quelques coups rapides, l'Autriche fut vaincue en huit jours.

Il réclama d'abord ce que Bismarck avait désigné au général Govone comme compensation possible : la Bavière rhénane et la Hesse rhénane avec Mayence. Or, dans les conditions présentes, il était impossible à Bismarck de les céder, même s'il l'eût voulu. Les immenses succès de la guerre lui imposaient des obligations nouvelles. A l'heure où la Prusse prenait l'Allemagne sous son aile tutélaire, elle ne pouvait céder à l'étranger la clé du Rhin moyen : Mayence. Bismarck refusa. Louis-Napoléon consentit à traiter : il ne réclamait plus que le Luxembourg, Landau, Sarrelouis et le bassin houiller de Sarrebruck. Mais, cela non plus, Bismarck ne pouvait le céder, d'autant moins qu'on demandait cette fois des terres prussiennes. Et puis, pourquoi Louis-Napoléon ne s'était-il pas servi lui-même au bon moment, lorsque les Prussiens étaient immobilisés en Bohême ? En d'autres termes, il ne restait plus rien pour les compensations de la France. Qu'il en résulterait une guerre ultérieure avec la France, cela Bismarck le savait, mais cela lui convenait parfaitement.

Lors des pourparlers de paix avec l'Autriche, la Prusse n'exploita pas à fond et sans vergogne la situation favorable, comme elle avait coutume de le faire quand la chance la servait. Mais, ce ne fut pas sans de bonnes raisons. La Saxe et la Hesse-Darmstadt furent incorporées à la nouvelle Confédération de l'Allemagne du Nord, et c'était une raison de les épargner. La Bavière, le Wurtemberg et le Bade devaient être traités avec modération, parce que Bismarck avait besoin de conclure avec eux une alliance de caractère défensif et offensif. Quant à l'Autriche, Bismarck ne lui avait-il pas rendu service en brisant les attaches traditionnelles qui la liaient à l'Allemagne et à l'Italie ? Ne venait-il pas de lui donner enfin la position de grande puissance autonome, dont elle rêvait depuis si longtemps ? N'avait-il pas, en fait, mieux su que l'Autriche elle-même ce qui la servait, lorsqu'il la vainquit en Bohême ? L'Autriche ne reconnaîtrait-elle pas elle-même, à moins d'être aveuglée, que la situation géographique et la limitation respective des deux pays devaient faire de

l'Allemagne unifiée par la Prusse son alliée naturelle et indispensable ?

C'est ainsi que, pour la première fois dans son histoire, la Prusse put s'auroler de magnanimité, parce qu'elle... donnait un œuf pour avoir un bœuf.

### 3. *L'accomplissement : 1870-71*

L'Autriche ne fut pas la seule vaincue sur les champs de bataille de Bohême, la bourgeoisie allemande le fut aussi. Bismarck lui avait administré la preuve qu'il savait mieux qu'elle ce qui lui était profitable. Il devint impensable que la Chambre poursuivît le conflit. Les aspirations libérales de la bourgeoisie étaient enterrées pour longtemps, mais ses revendications nationales se réalisaient chaque jour davantage. Bismarck exécutait son programme national avec une promptitude et une précision qui soulevaient son admiration. Après lui avoir démontré de façon tangible, *in corpore vili*, sa mollesse et son manque d'énergie, et, en fin de compte, son incapacité totale à réaliser elle-même son propre programme, il joua les magnanimes vis-à-vis d'elle, en venant solliciter de la Chambre pratiquement désarmée qu'elle amnistiat le gouvernement dans le Conflit qui l'avait opposé à la Constitution. Touché jusqu'aux larmes, le parti progressiste, désormais inoffensif, le ratifia <sup>209</sup>.

Bismarck rappela quand même à la bourgeoisie qu'elle aussi avait été vaincue à Sadowa. La Constitution de l'Allemagne du Nord fut taillée sur le patron de celle de la Prusse conformément à l'interprétation qu'elle avait reçue lors du Conflit. Interdiction fut faite de refuser le vote de l'impôt. Le chancelier fédéral et ses ministres furent nommés par le roi de Prusse, en dehors de toute majorité parlementaire. L'autonomie de l'armée vis-à-vis du Parlement, acquise lors du Conflit, fut maintenue devant le nouveau Reichstag. En revanche, les membres du Reichstag eurent l'exaltante conscience d'être élus dorénavant au suffrage universel. Le spectacle de deux socialistes — Bebel et Liebknecht — siégeant parmi eux le leur rappela, désagréablement il est vrai.

Pour la première fois, des députés socialistes, représentant le prolétariat, paraissaient dans un corps parlementaire. Funeste présage !

Tout cela ne semblait guère tirer à conséquence. Mais, ne s'agissait-il pas maintenant d'aménager et d'exploiter l'unité retrouvée de l'Empire — du moins au Nord — dans l'intérêt de la bourgeoisie, et d'attirer par-là à leur tour les bourgeois du Sud dans la nouvelle Confédération.

La Constitution fédérale retirait pour l'essentiel aux Etats particuliers le droit de légiférer en matière économique, et en attribuait la compétence à la Confédération : Droit civil commun et liberté de circulation sur tout le territoire confédéral, droit général de citoyenneté, législation nationale pour l'industrie, le commerce, les douanes, la navigation, la monnaie, les poids et mesures, les chemins de fer, les voies fluviales, les postes et télégraphes, les patentes, les banques, la politique extérieure tout entière, les consulats, la protection du commerce à l'étranger, la réglementation de la médecine, le droit pénal, la procédure judiciaire, etc...

On légiféra rapidement — et, dans l'ensemble, d'une manière libérale — sur la plupart de ces objets. On supprima — enfin ! — les pires effets du système des petits Etats, les entraves les plus tenaces à l'évolution capitaliste d'une part, et aux visées hégémoniques de la Prusse de l'autre. Mais, ce ne fut pas une conquête marquant une date dans l'histoire universelle, comme le claironnait le bourgeois qui maintenant devenait chauvin. Ce n'était qu'une imitation, bien tardive et imparfaite, de ce que tous les autres pays civilisés avaient repris depuis longtemps. Il eût été séant, au contraire, que l'Allemagne si « hautement cultivée » eût honte d'y être arrivée bonne dernière !

Pendant toute la période de la Confédération de l'Allemagne du Nord, Bismarck se montra bien disposé à l'égard de la bourgeoisie dans le domaine économique ; qui plus est, dans le règlement des litiges parlementaires, il ne fit sentir sa poigne de fer que sous un gant de velours. Ce fut sa période la meilleure. On en vint presque à douter qu'il eût cette étroitesse de

vues prussiennes et qu'il fût incapable de saisir qu'il existe au monde des puissances autres et plus fortes que les armées et la diplomatie fondée sur elles.

Que la paix avec l'Autriche portât dans son sein la guerre avec la France, cela Bismarck non seulement le savait, mais il le voulait. En effet, cette guerre devait fournir le moyen de parfaire cet Empire prusso-allemand que la bourgeoisie lui prescrivait de réaliser\*.

Les tentatives pour transformer progressivement le Parlement douanier<sup>210</sup> en Reichstag et pour attirer peu à peu les Etats du Sud dans la Confédération de l'Allemagne du Nord échouèrent devant le mot d'ordre lancé avec force par les députés de l'Allemagne méridionale : « Pas d'extension de compétences ! » L'état d'esprit des gouvernements qui venaient d'être vaincus sur les champs de bataille n'était pas meilleur. Il fallut donc leur administrer une nouvelle fois la preuve palpable que la Prusse non seulement était beaucoup plus puissante qu'eux, mais, encore assez puissante pour les protéger, c'est-à-dire entreprendre une nouvelle guerre panallemande, pour les amener promptement à capituler. La ligne de démarcation du Main<sup>211</sup>, qui avait fait l'objet d'un accord secret entre Bismarck et Louis-Napoléon, ne semblait-elle pas, après les victoires de Bismarck, avoir été imposée par Napoléon III à la Prusse. Réaliser l'union avec l'Allemagne méridionale signifiait donc violer le « droit » reconnu cette fois formellement aux Français de diviser l'Allemagne.

C'était un cas de guerre.

Effectivement, Louis-Napoléon cherchait s'il ne trouverait pas

\* Bien avant la guerre contre l'Autriche, interpellé par le ministre d'un Etat moyen sur sa politique allemande démagogique, Bismarck répondit qu'en dépit de tous les bavardages, il chasserait l'Autriche de l'Allemagne et dissoudrait la Confédération. — « Et les Etats moyens, croyez-vous qu'ils verront cela d'un bon œil ? » — « Vous, les Etats moyens, vous ne ferez rien du tout ! » — « Et qu'advient-il alors des Allemands ? » — « Alors, je marcherai sur Paris, et là, je ferai leur unité. » Ce fait fut rapporté à Paris avant la guerre contre l'Autriche, par l'homme d'Etat mentionné, et fut publié pendant cette guerre, dans le *Manchester Guardian*, par sa correspondante parisienne, Mme Crawford (Note d'Engels).

quelque part sur la frontière allemande un morceau de territoire qu'il reçût en compensation de Sadowa. Lors de la restauration de la Confédération de l'Allemagne du Nord, le Luxembourg était resté à l'écart : il formait une union personnelle avec la Hollande, mais il était, par ailleurs, tout à fait indépendant. En outre, il était presque aussi francisé que l'Alsace, et il avait un net penchant pour la France, tandis qu'il haïssait ouvertement la Prusse.

Le Luxembourg est un exemple frappant de ce que la lamentable politique de l'Allemagne depuis le moyen âge a fait des pays frontières entre l'Allemagne et la France. L'exemple est d'autant plus frappant que le Luxembourg fit nominalement partie de l'Allemagne jusqu'en 1866. Jusqu'en 1830, il avait une partie française et une partie allemande, mais la moitié allemande se laissa de bonne heure gagner par l'influence de la culture supérieure de la France. Les empereurs allemands de la maison du Luxembourg<sup>212</sup> étaient français de langue et d'éducation. Depuis son incorporation au duché de Bourgogne en 1440, le Luxembourg, comme le reste des Pays-Bas, ne garda qu'un lien purement nominal avec l'Allemagne ; même son admission dans la Confédération germanique en 1815 n'y changea rien. Après 1830, la partie française ainsi qu'un beau morceau de la partie allemande échurent à la Belgique. Même dans le reste du Luxembourg germanique, tout demeura sur un pied français : tout se traitait en français dans les tribunaux, l'administration et la Chambre ; tous les actes publics et privés, et tous les registres du commerce étaient rédigés en français ; tout l'enseignement secondaire se faisait en français, la langue de culture était et resta le français — naturellement un français qui souffre de la mutation consonantique du haut-allemand. Bref, on parlait deux langues au Luxembourg : un dialecte franco-rhénan et le français ; mais l'allemand tout court restait une langue étrangère. La garnison prussienne de la capitale n'améliorait rien. Tout cela est assez vexant pour l'Allemagne, mais, c'est la stricte vérité. Au reste, cette francisation volontaire des Luxembourgeois met sous leur véritable jour les faits analogues d'Alsace et de Lorraine germanique.

Le roi de Hollande, prince souverain du Luxembourg, fort bien au courant de la valeur de l'argent, se montrait tout disposé à vendre le duché à Louis-Napoléon. Les Luxembourgeois auraient accepté sans difficulté leur incorporation à la France, comme l'a prouvé leur attitude pendant la guerre de 1870. La Prusse ne pouvait rien y objecter du point de vue du droit des peuples, puisqu'elle avait provoqué elle-même l'éviction du Luxembourg de l'Allemagne. Ses troupes tenaient garnison dans la capitale, qui était une place forte fédérale. Pourquoi ne rentrèrent-elles pas dans leurs foyers, et pourquoi Bismarck ne put-il consentir à ce rattachement ?

Il ne le pouvait du simple fait que les contradictions dans lesquelles il s'était empêtré, apparaissaient maintenant au grand jour. *Avant 1866*, l'Allemagne n'était pour la Prusse qu'un territoire à annexions, que se partageaient Prussiens et étrangers. *Après 1866*, l'Allemagne était devenu un *protectorat* de la Prusse, qu'il fallait défendre des griffes de l'étranger. Certes, pour des considérations strictement prussiennes, on avait exclu des parties entières de la prétendue Allemagne restaurée. Or, le droit de la nation allemande à l'intégralité de son territoire imposait désormais à la Couronne de Prusse le devoir d'empêcher que ces territoires de l'ancienne Confédération ne fussent incorporés à des Etats étrangers, le devoir de préserver la possibilité de leur rattachement futur au nouvel Etat prusso-allemand.

C'est pourquoi, l'Italie avait été arrêtée à la frontière du Tyrol<sup>213</sup> ; c'est pourquoi le Luxembourg ne devait plus passer maintenant à Louis-Napoléon. Un gouvernement ouvertement révolutionnaire eût pu le proclamer ouvertement, mais non le « révolutionnaire » loyal au roi de Prusse, qui, en fin de compte, n'avait réussi qu'à transformer l'Allemagne en un « concept géographique » à la Metternich. Du point de vue du droit des peuples, il s'était mis lui-même dans son tort, et il ne pouvait plus se tirer d'affaire qu'en interprétant le droit des peuples à la manière des étudiants des corporations.

Si Bismarck n'a pas sombré dans le ridicule, c'est uniquement parce qu'au printemps de 1867, Louis-Napoléon n'était



pas prêt pour une guerre sérieuse. On tomba d'accord à la Conférence de Londres : les Prussiens évacuèrent le Luxembourg, la forteresse de la capitale fut rasée, le duché déclaré neutre<sup>214</sup>... la guerre était, une fois encore, ajournée.

Louis-Napoléon ne trouva donc pas d'apaisement ici. Il se serait parfaitement accommodé du renforcement de la puissance prussienne, s'il avait obtenu ses compensations sur le Rhin. Il voulait bien se contenter de peu et en aurait même rabattu. Mais, il n'avait rien touché du tout. Il avait été complètement berné. Or, un Empire bonapartiste n'était possible en France que s'il avançait graduellement la frontière jusqu'au Rhin et si la France demeurait l'arbitre de l'Europe — sinon dans la réalité du moins dans ses chimères.

Louis-Napoléon n'ayant pu déplacer la frontière sur le Rhin, sa position d'arbitre était, d'ores et déjà, compromise : la presse bonapartiste se mit à crier à la revanche de Sadowa. Si Louis-Napoléon entendait garder son trône, il devait rester fidèle à son rôle, et prendre de force ce qu'en dépit de tous les services rendus il n'obtenait pas de gré.

De part et d'autre, on se mit donc fiévreusement à préparer la guerre, du point de vue diplomatique aussi bien que militaire.

Voici ce qui se passa sur le plan diplomatique : L'Espagne cherchait un candidat au trône. En Mars 1869, l'ambassadeur de France à Berlin — Bénédicti — eut vent d'une candidature du prince Léopold de Hohenzollern. Paris le chargea d'obtenir des précisions à ce sujet. Le sous-secrétaire von Thile lui jura que le gouvernement prussien n'était au courant de rien. Lors d'une visite à Paris, Bénédicti apprit le point de vue de l'Empereur : « Cette candidature va à l'encontre de nos intérêts nationaux ; le pays ne l'admettra pas ; il faut l'empêcher ».

Soit dit en passant, Louis-Napoléon prouva qu'il était déjà fortement sur le déclin. Pouvait-on rêver, en effet, d'une plus belle « revanche de Sadowa » que le règne d'un prince prussien en Espagne, avec tous les inévitables désagréments, l'implication de la Prusse dans les affaires intérieures des partis espagnols, et peut-être même la guerre et une défaite de la minuscule flotte

prussienne ? Bref, la Prusse se serait mise devant l'Europe dans une situation des plus grotesques. Mais, Louis-Napoléon ne pouvait plus se payer le luxe d'un tel spectacle. Son prestige était déjà si ébranlé qu'il se sentait lié au point de vue traditionnel, selon lequel un prince allemand sur le trône d'Espagne placerait la France entre deux feux, ce qui est intolérable : or, depuis 1830, ce point de vue est péuéril.

Bénédicti alla donc trouver Bismarck, pour obtenir plus d'éclaircissements et lui exposer le point de vue de la France (11 Mai 1869). Bismarck ne lui dit rien de précis, mais il apprit ce qu'il voulait savoir : que la candidature de Léopold provoquerait aussitôt une guerre avec la France. Ainsi, Bismarck tenait en mains l'occasion de faire éclater la guerre quand cela lui conviendrait.

Et, de fait, la candidature de Léopold fut exhumée une nouvelle fois en Juillet 1870, et déclencha aussitôt la guerre, bien qu'elle répugnât à Louis-Napoléon. Non seulement il voyait qu'il était tombé dans un piège, mais encore il savait qu'il y allait de son Empire. En effet, il n'avait guère confiance en la bande de vauriens bonapartistes, qui lui assurait que tout était prêt jusqu'au dernier bouton de guêtre, et pas confiance du tout en leurs talents militaires et administratifs. Mais, les conséquences logiques de son propre passé le poussa à sa perte ; son indécision même hâta sa ruine.

En revanche, Bismarck était fin prêt pour la guerre, et, de plus, il avait, cette fois, vraiment derrière lui le peuple, qui, à travers tous les mensonges diplomatiques des deux filous, ne voyait qu'une chose : c'est une guerre non seulement pour le Rhin, mais encore pour l'existence nationale. Pour la première fois depuis 1813, réservistes et troupes de ligne se rangèrent sous les drapeaux de bonne grâce et avec la volonté de vaincre. Qu'importait l'acheminement des événements ou la promesse vraie ou fausse de Bismarck à Louis-Napoléon de lui céder tel ou tel morceau du territoire national deux fois millénaire ! Il importait, en effet, de montrer, une fois pour toutes, à l'étranger qu'il n'avait pas à s'immiscer dans les affaires intérieures allemandes et que la vocation de l'Allemagne n'était pas de sou-

tenir le trône chancelant de Louis-Napoléon en lui cédant des terres allemandes. Dans cet élan national, on vit disparaître toutes les différences de classe. Ce fut aussi la fin de toutes les velléités des Cours d'Allemagne méridionale de former une Confédération du Rhin et de toutes les tentatives de restauration des princes détrônés et chassés.

Les deux belligérants se mirent en quête d'alliés. Louis-Napoléon pouvait compter sur l'Autriche et le Danemark, et probablement aussi sur l'Italie, Bismarck avait avec lui la Russie. Mais, comme toujours, l'Autriche n'était pas prête et ne put intervenir avant le 2 Septembre — or, ce jour-là, Louis-Napoléon était prisonnier des Allemands et la Russie avait informé l'Autriche qu'elle l'attaquerait, dès que celle-ci attaquerait la Prusse. En Italie, Louis-Napoléon expia sa politique de duplicité : il avait voulu appuyer l'unité nationale, mais, en même temps, il avait protégé le Pape contre cette même unité. Il avait fait occuper Rome par des troupes qui lui firent défaut en France même, et qu'il ne pouvait retirer sans exiger que l'Italie respecte Rome et la souveraineté pontificale. Comme c'était inacceptable pour l'Italie, celle-ci ne put lui apporter son soutien. Enfin, la Russie ordonna au Danemark de se tenir tranquille. Mais, les coups rapides des armes allemandes à Spickeren, Woerth (Reichshoffen) puis à Sedan furent plus décisifs que toutes les négociations diplomatiques pour obtenir que le conflit restât localisé. Les troupes de Louis-Napoléon furent défaites à chaque combat et les trois quarts de son armée finirent en captivité allemande. Ce n'était pas la faute des soldats, qui s'étaient bravement battus, mais bien celle des chefs et de l'administration. Mais, Louis-Napoléon n'avait-il pas édifié son Empire avec l'aide d'une bande de canailles et ne l'avait-il pas maintenu pendant dix-huit ans en livrant la France à leur exploitation ? N'avait-il pas cédé tous les postes décisifs de l'Etat aux membres de sa bande, et les postes subalternes à leurs acolytes ? Il est clair que, dans ces conditions, il ne pouvait engager de lutte à la vie et à la mort sans risquer de se voir abandonné par tout ce beau monde.

Il ne fallut pas cinq semaines pour que s'écroulât tout l'édifice impérial, si longtemps admiré par les philistins d'Europe. La

révolution du 4 Septembre ne fit qu'en balayer les débris, et Bismarck, qui était entré en guerre pour fonder l'Empire de la Petite-Allemagne, se trouva un beau matin fondateur de la République française.

D'après une proclamation de Bismarck lui-même, la guerre n'était pas dirigée contre le peuple français, mais contre Louis-Napoléon<sup>215</sup>. Sa chute eut dû mettre un terme à la guerre. C'est ce que se figura aussi le gouvernement du 4 Septembre — qui, par ailleurs, n'était pas si naïf — et il fut tout étonné de voir resurgir chez Bismarck le hobereau prussien.

Personne au monde ne déteste autant les Français que les hobereaux prussiens. D'abord, ceux-ci étaient exempts d'impôt jusqu'à leur arrivée en Prusse. Ensuite, ils eurent fort à souffrir de la correction que les Français leur infligèrent de 1806 à 1813 pour l'excès de leur présomption. Enfin, et c'est le plus grave, ces athées de Français ont tant et si bien tourné les têtes par leur Révolution sacrilège, que l'antique souveraineté des hobereaux en fut ruinée, même dans la Vieille-Prusse, de sorte que nos malheureux hobereaux durent mener jour après jour un dur combat pour sauver les restes de leur splendeur d'antan et qu'une grande partie d'entre eux tomba bientôt au rang de minable noblesse parasitaire.

Il fallait donc tirer vengeance de la France, et les junkers de l'armée dirigée par Bismarck s'en chargèrent. On avait confectionné la liste des contributions de guerre levées par les Français en Prusse afin de fixer le tribut à prélever dans les villes et les départements français, en tenant compte, bien sûr, du fait que la France était bien plus riche. On réquisitionna vivres, fourrages, vêtements, chaussures, etc... en affichant une impitoyable rigueur. Un maire des Ardennes reçut vingt-cinq coups de bâtons sans autre forme de procès pour avoir déclaré qu'il n'était pas en mesure d'effectuer une livraison. Le gouvernement français en a publié la preuve officielle.

Où qu'on les prit, on fusilla sans pitié les francs-tireurs, qui agissaient aussi exactement d'après les prescriptions des lois militaires prussiennes de 1813 sur le landsturm<sup>16</sup> que s'ils les avaient apprises par cœur. Même les histoires de pendules envoyées au

pays sont vraies, la *Gazette de Cologne* elle-même en a fait état. Certes, dans l'esprit de nos Prussiens, ces pendules n'étaient pas volées, mais simplement trouvées comme biens sans maître dans les maisons de campagne situées autour de Paris et vidées de leurs habitants; de plus, ne furent-elles pas annexées pour les chers parents demeurés au pays.

C'est ainsi que les hobereaux, sous la direction de Bismarck, se sont employés — malgré l'attitude irréprochable aussi bien des hommes de troupe que d'une grande partie des officiers — à marquer cette guerre du sceau spécifiquement prussien, et à faire admettre aux Français que l'armée tout entière était responsable des mesquines et odieuses rancunes des hobereaux.

Mais, il fut réservé à ces hobereaux de témoigner au peuple français un honneur qui n'a pas son pareil dans toute l'histoire. Quand toutes les tentatives de débloquer Paris furent repoussées et toutes les armées françaises battues, après l'échec de la dernière offensive de Bourbaki contre les lignes de communication allemandes, quand toute la diplomatie d'Europe eut abandonné la France à son sort sans lever le petit doigt, il fallut bien que Paris affamé capitulât enfin. Les cœurs des hobereaux battirent plus fort, lorsqu'ils purent enfin pénétrer dans ce nid d'athées et tirer pleine vengeance de ces fieffés rebelles de Parisiens. La pleine vengeance qui leur avait été refusée en 1814 par Alexandre de Russie et en 1815 par Wellington, ils la tenaient maintenant, et ils allaient pouvoir châtier à cœur joie le foyer et la patrie de la révolution.

Paris capitula et paya 200 millions de tribut de guerre. Les forts furent livrés aux Prussiens. La garnison dut déposer les armes devant les vainqueurs et livrer son artillerie de campagne, tandis que les canons des remparts furent démontés de leurs affûts. Toutes les pièces pouvant servir à la résistance et appartenant à l'Etat furent saisies sans exception, *mais* on ne toucha pas aux véritables défenseurs de Paris — la Garde nationale et le peuple en armes. Personne n'osa imaginer qu'ils livreraient leurs armes, canons \* aussi bien que fusils. Pour que le monde

\* Le 18 Mars 1871, Thiers donna l'ordre d'aller voler aux Parisiens les canons appartenant à la Garde nationale, et non à l'Etat, qui

entier sût que l'armée allemande victorieuse s'était respectueusement arrêtée devant le peuple parisien en armes, les vainqueurs n'entrèrent pas dans la ville, mais se contentèrent d'occuper pendant trois jours... les Champs-Élysées, un jardin public, en étant gardés, surveillés et cernés par des Parisiens en faction ! Pas un soldat allemand ne mit les pieds dans l'Hôtel de Ville, pas un ne se risqua sur les boulevards, et les rares qui furent admis au Louvre pour y admirer les trésors artistiques avaient dû en demander l'autorisation. Agir autrement, c'eût été rompre l'accord de capitulation.

La France était écrasée, Paris affamé, mais le peuple de Paris s'était assuré ce respect en raison de son glorieux passé : nul n'osait le désarmer, nul n'avait le courage d'aller le trouver chez lui et de profaner ses rues — champs de bataille de tant de révolutions — par un défilé triomphal. C'était comme si l'Empereur allemand tout frais émoulu avait tiré son chapeau devant les révolutionnaires vivants de Paris, comme jadis le fit son frère à Berlin devant les combattants morts dans la révolution de Mars, comme si toute l'armée allemande, derrière lui, présentait les armes.

Mais, ce fut le seul sacrifice que Bismarck fut contraint de s'imposer. Sous prétexte que la France n'avait pas de gouvernement qui pût signer la paix avec lui — ce qui n'était ni plus vrai ni plus faux le 4 Septembre que le 20 Janvier — il avait, en bon Prussien, exploité ses succès jusqu'au bout et ne s'était déclaré prêt à faire la paix qu'après l'écrasement total de la France. Dans le traité de paix aussi, il « exploita sans vergogne et à fond la situation favorable » : non seulement il extorqua à la France la somme fabuleuse de cinq milliards comme indemnité de guerre, mais il lui arracha l'Alsace et la Lorraine germanique avec Metz et Strasbourg pour les incorporer à l'Allemagne. En procédant à ces annexions, Bismarck appliqua pour la première fois sa politique propre. Il n'exprimait plus, à sa façon, un programme prescrit de force par les conditions existantes, mais

avait livré les siens aux Prussiens. C'est ce qui occasionna l'insurrection d'où surgit la Commune. (Note d'Engels.)

traduisait dans les faits les chimères de son propre cerveau. C'est ainsi qu'il commit sa première lourde gaffe... \*

#### *4. L'annexion de l'Alsace-Lorraine*

La majeure partie de l'Alsace avait été conquise par la France durant la guerre de Trente Ans. A cette occasion, Richelieu avait abandonné le solide principe de Henri IV : « Que la langue espagnole soit à l'Espagnol, l'allemande à l'Allemand ; mais où l'on parle français, c'est mon lot ». Il s'appuya sur le principe de la frontière naturelle du Rhin, frontière historique de l'ancienne Gaule. C'était évidemment absurde ; mais l'Empire germanique, qui englobait les territoires linguistiques français de Lorraine, de Belgique et même de Franche-Comté, n'avait pas le droit de reprocher à la France l'annexion de pays de langue allemande.

Certes, en 1681, Louis XIV s'empara de Strasbourg en pleine paix avec l'aide du parti français local. Mais il sied mal à la Prusse de s'en indigner, après qu'en 1796 elle eût fait le même coup — mais sans succès — à la libre ville impériale de Nuremberg, sans même y avoir été appelé par un parti prussien \*\*.

\* Engels a laissé ici un blanc dans son manuscrit.

\*\* On reproche à Louis XIV d'avoir fait émettre en pleine paix à ses Chambres de réunion<sup>216</sup> des prétentions sur des territoires allemands qui ne lui appartenaient pas. L'esprit le plus envieux et le plus malveillant ne saurait lui-même reprocher un tel fait aux Prussiens ! Voyons donc ! En 1795, après qu'en violation directe de la Constitution d'Empire, ils eussent conclu une paix séparée avec la France et rassemblé autour d'eux, à l'abri de la ligne de démarcation, leurs petits voisins transfuges comme eux, pour former une première Confédération de l'Allemagne du Nord, ils profitèrent de la situation difficile des Etats impériaux du Sud qui continuaient désormais seuls la guerre aux côtés de l'Autriche, pour tenter d'annexer certains districts de Franconie. Ils établirent à Anspach et Bayreuth (alors prussiennes) des Chambres de réunion à l'image de celles de Louis XIV, et élevèrent sur une série de pays limitrophes des prétentions en comparaison desquelles les prétextes juridiques de Louis XIV étaient lumineusement convaincants. Lorsque les

A la paix de Vienne, en 1735, la Lorraine fut vendue par l'Autriche à la France, qui en prit définitivement possession en 1766. Depuis des siècles, elle n'appartenait plus que nominale-ment à l'Empire germanique, ses ducs étaient français à tous égards et s'alliaient pratiquement toujours avec la France.

Dans les Vosges, il existait jusqu'à la Révolution une série de petites seigneuries qui étaient des fiefs directs de l'Empereur allemand, mais reconnaissaient la souveraineté de la France. Elles tiraient avantage de cette situation double. Comme l'Empire germanique le tolérait, au lieu d'exiger des comptes de messieurs les dynastes, il n'avait pas à se plaindre, qu'en vertu de sa souveraineté de fait, la France prît les habitants de ces terri-toires sous sa protection contre les dynastes qui en avaient été chassés.

Dans l'ensemble, ce territoire allemand n'était pratiquement pas francisé jusqu'à la Révolution. En Alsace du moins, l'allemand continuait d'être la langue scolaire et administrative (dans les relations intérieures). Le gouvernement français était bienfaisant pour les provinces allemandes qui, après de longues guerres dévas-tatrices, n'eurent plus à subir d'invasion ennemie depuis la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Les éternelles guerres intestines qui déchiraient l'Empire germanique n'étaient vraiment pas faites pour inciter les Alsaciens à revenir au sein de la mère patrie. Avec les Fran-çais, on a au moins le calme et la paix, et on sait à quoi s'en tenir : tels sont les insondables desseins de Dieu que partagent les philistins qui donnent le ton. Après tout, le sort des Alsaciens n'était pas sans exemple : les habitants du Holstein se trouvaient aussi sous la domination étrangère du Danemark.

Allemands vaincus battirent en retraite et que les Français entrè-rent en Franconie, les libérateurs prussiens occupèrent Nuremberg, y compris les faubourgs jusqu'aux murs d'enceinte et tirèrent des bons bourgeois flageolant de peur, un traité (2 Septembre 1796), par lequel la ville se soumettait à la domination prussienne, à la condition que... les Juifs ne seraient jamais admis dans ses murs ! Mais, peu après, le grand-duc Charles revenait après avoir battu les Français près de Wurzburg les 3 et 4 Septembre. Voilà comment se dissipa en fumée cette tentative d'inculquer aux citoyens de Nuremberg l'idée d'une « mission allemande » de la Prusse.



Survint la Révolution française. Ce que l'Alsace et la Lorraine n'avaient jamais osé espérer de l'Allemagne, la France le leur donnait. Les entraves féodales furent brisées. Le paysan asservi et corvéable à merci devint un homme libre, dans bien des cas propriétaire de sa ferme et de sa terre. La domination patricienne et les privilèges corporatifs furent éliminés dans les villes. La noblesse fut chassée. Dans les domaines des petits princes et seigneurs, les paysans, suivant l'exemple de leurs voisins, chassèrent dynastes, chambres de gouvernement et noblesse, et se proclamèrent libres citoyens français. Nulle part en France, le peuple n'adhéra avec autant d'enthousiasme à la Révolution que dans les régions de langue allemande. Et lorsqu'ensuite l'Empire germanique déclara la guerre à la Révolution, et que les Allemands, non seulement continuèrent à porter docilement leurs chaînes, mais se laissèrent encore utiliser pour imposer de nouveau aux Français l'ancienne servitude et aux paysans d'Alsace les seigneurs féodaux qu'ils venaient tout juste de chasser, c'en était fait de la nationalité allemande des Alsaciens et des Lorrains. Dès lors, ils apprirent à détester et à mépriser les Allemands ; la Marseillaise fut composée à Strasbourg et chantée en premier par les Alsaciens ; bientôt, ces Franco-Allemands, malgré leur langue et leur passé, formèrent un seul peuple avec les Français de nationalité en luttant pour la révolution sur des centaines de champs de bataille.

La grande Révolution n'a-t-elle pas accompli le même miracle pour les Flamands de Dunkerque, les Celtes de Bretagne, les Italiens de Corse ? Et lorsque nous nous plaignons de ce qu'il en fut de même pour les Allemands, avons-nous donc oublié que toute notre histoire a permis cela ? Avons-nous oublié que toute la rive gauche du Rhin, qui n'avait pourtant participé que d'une manière passive à la Révolution, était francophile lorsque les Allemands y revinrent en 1814, qu'elle est restée francophile jusqu'en 1848, où la Révolution de Mars réhabilita les Allemands aux yeux des Rhénans, et enfin que l'enthousiasme de Heine pour les Français et même ses sentiments bonapartistes étaient l'écho d'un sentiment général des habitants de la rive gauche du Rhin.

Lorsque les Alliés envahirent l'Alsace et la Lorraine germanique en 1814, ils se heurtèrent à la plus franche hostilité et à la résistance la plus opiniâtre au sein du peuple : il sentait la menace de redevenir Allemand par la force. Et pourtant, on n'y parlait pratiquement que l'allemand. Mais, lorsque le danger d'une séparation d'avec la France fut passé, lorsque les romantiques chauvins d'Allemagne eurent abandonné leur velléité d'annexion, on comprit qu'il était nécessaire à l'avenir de s'intégrer plus totalement à la France, même sur le plan linguistique. On procéda à la francisation des écoles, comme les Luxembourgeois l'avait fait volontairement chez eux. Quoi qu'il en soit, l'œuvre de transformation fut très lente. Seule, l'actuelle génération de la bourgeoisie est réellement francisée ; ouvriers et paysans continuent de parler allemand. La situation est à peu près la même qu'au Luxembourg : l'allemand écrit (exception faite pour une partie de l'Eglise) est évincé par le français ; mais le dialecte germanique n'a perdu de terrain que sur la frontière linguistique et on l'emploie davantage comme parler usuel que dans la plupart des campagnes d'Allemagne.

Tel est le pays que Bismarck et les hobereaux prussiens, forts de la résurgence d'un romantisme chauvin inséparable de toute question allemande, ont entrepris de germaniser de nouveau. Vouloir rendre allemande Strasbourg, la patrie de la « Marseillaise » est aussi absurde que de vouloir rendre français le comté de Nice, la patrie de Garibaldi. Encore se trouve-t-il qu'à Nice, Louis-Napoléon observa du moins les convenances, en soumettant l'annexion à un vote — et la manœuvre réussit. Les Prussiens ont de fort bonnes raisons pour ne pas aimer ce genre de consultations car il n'est jamais arrivé que la masse du peuple ait demandé, en quelque endroit, son annexion à la Prusse. Qui plus est, ils savaient parfaitement que la population de ces provinces tenait à la France plus unanimement que les Français de nationalité eux-mêmes. C'est pourquoi le coup ne fut pas sanctionné par autre chose que la force. On se vengeait un peu de la Révolution française, en annexant un territoire que, précisément, la Révolution avait soudé à la France.

L'annexion a, certes, un but du point de vue militaire. Grâce

à Strasbourg et à Metz, l'Allemagne obtient un front de défense d'une force sans pareille. Tant que la Belgique et la Suisse restent neutres, la France ne peut attaquer en force que sur l'étroite bande de terre allant de Metz aux Vosges. Or, elle s'y heurtera au quadrilatère fortifié le plus important et le plus puissant du monde, celui que constituent Coblenze, Metz, Strasbourg et Mayence. Comme le quadrilatère autrichien en Lombardie, il se trouve pour la moitié en pays ennemi, où les forteresses sont des moyens d'asservir la population. Il y a plus : pour le compléter, il a fallu s'emparer d'un territoire habité par un quart de million de Français nationaux, au-delà du pays de langue allemande.

L'importance de l'avantage stratégique est donc la seule excuse que l'on puisse trouver à l'annexion. Mais, cet avantage est-il en proportion quelconque avec le préjudice causé ?

Le hobereau prussien n'a point d'yeux pour le grand préjudice moral que s'est causé le jeune Empire allemand, en proclamant ouvertement et sans fard que son principe fondamental était la force brutale. Au contraire, il lui faut des sujets récalcitrants et tenus en bride par la violence. Cela ne démontre-t-il pas que la puissance prussienne, qui n'a jamais eu d'autres sujets, a encore grandi ?

Mais, ce à quoi il eut dû prendre garde, c'est aux conséquences politiques de l'annexion. Or, celles-ci sont évidentes. Avant même que l'annexion eût pris force de loi, Marx proclama à la face du monde dans une circulaire de l'Internationale : « *L'annexion de l'Alsace et de la Lorraine fait de la Russie l'arbitre de l'Europe* ». Et, du haut de la tribune du Reichstag, les sociaux-démocrates l'ont répété assez souvent, jusqu'à ce qu'enfin, Bismarck lui-même en reconnut la vérité dans son discours du 6 Février 1888, en pleurnichant devant la toute-puissance du Tsar, maître de la paix et de la guerre <sup>217</sup>.

C'était pourtant clair comme le jour : en arrachant à la France ses deux provinces les plus fanatiquement patriotes, on la poussait dans les bras de quiconque lui ouvrirait la perspective de leur récupération, et on se faisait de la France une ennemie éternelle. Bismarck représente dignement et consciencieusement le philis-

tin allemand, lorsqu'il exige des Français qu'ils renoncent non seulement juridiquement, mais encore moralement à l'Alsace-Lorraine et qu'ils se réjouissent même de voir ces deux morceaux de la France révolutionnaire « rendus à leur vieille patrie », alors que les Alsaciens et les Lorrains ne le veulent à aucun prix. Mais, hélas ! les Français ne sont pas disposés à l'accepter, pas plus que les Allemands pendant les guerres napoléoniennes n'ont renoncé moralement à la rive gauche du Rhin, qui, pourtant, ne soupirait guère après eux. Tant que les Alsaciens et les Lorrains réclameront leur retour à la France, celle-ci devra tendre à les récupérer et chercher autour d'elle tous les moyens pour y parvenir. Pour cela, il lui faut des alliés, et, contre l'Allemagne, son allié naturel est la Russie.

Si les deux nations les plus grandes et les plus fortes du continent occidental se neutralisent réciproquement par leur hostilité, et, qui plus est, s'il y a entre elles une éternelle pomme de discorde pour les pousser à se combattre, qui en tirera avantage sinon la Russie, dont les mains n'en sont alors que plus libres ? Or, la Russie a d'autant moins à se gêner face à l'Allemagne dans ses visées de conquête qu'elle a toutes les raisons d'attendre de la France un appui inconditionnel. En effet, Bismarck n'a-t-il pas mis la France dans une posture où il lui faut mendier l'alliance de la Russie, où elle abandonnera volontiers Constantinople à la Russie, pourvu que celle-ci lui promette ses provinces, perdues ? Si, malgré tout cela, la paix a été sauvegardée pendant dix-sept ans, n'est-ce pas uniquement parce que le système militaire introduit en France et en Russie exige au moins seize ans, et même vingt-cinq, après les récentes mesures allemandes, pour mettre sur pied l'ensemble des classes ayant subi leur formation militaire ? Voilà dix-sept ans que l'annexion domine toute la politique européenne, et, en ce moment même, n'est-elle pas la cause première de toute la crise qui menace le continent entier d'une guerre ? Otez ce fait, et la paix est assurée !

Le bourgeois alsacien, ce stupide hybride qui parle français avec son accent haut-allemand, se veut plus français que n'importe quel Français de souche. Il n'a que condescendance pour Goethe et s'enflamme pour Racine, mais ne peut se débarrasser

de la mauvaise conscience de son germanisme rentré. C'est pourquoi, il se croit obligé de déblatérer contre tout ce qui est allemand. Bref, il ne peut même pas servir de médiateur entre l'Allemagne et la France. Qu'il soit manufacturier à Mulhouse ou journaliste à Paris, ce bourgeois alsacien n'est qu'un individu méprisable. Mais, qui a engendré ce bâtard, si ce n'est l'histoire de l'Allemagne des trois derniers siècles ? Jusqu'à une époque très récente, presque tous les Allemands à l'étranger, notamment les négociants, étaient de véritables Alsaciens qui, de leur plein gré, reniaient leur germanisme et s'inoculaient, au prix d'une véritable auto-vivisection, la nationalité étrangère de leur nouvelle patrie, en se rendant au moins aussi ridicules que les Alsaciens qui peuvent invoquer plus ou moins la contrainte des circonstances ? En Angleterre, par exemple, tout le négoce allemand, immigré de 1814 à 1840, est presque sans exception anglicisé. Tout ce monde ne parle guère que l'Anglais entre soi, et aujourd'hui encore, il circule à la Bourse de Manchester par exemple toute une bande de vieux philistins allemands, qui donneraient la moitié de leur fortune afin de passer pour des Anglais de souche. C'est depuis 1870 seulement qu'un changement s'est produit ici comme ailleurs : depuis que les lieutenants de réserve vont en Angleterre et que Berlin y envoie même son contingent, si bien que la servilité d'autrefois a fait place à une morgue toute prussienne qui ne nous rend pas moins ridicules à l'étranger.

Enfin, depuis 1871, a-t-on mis au goût des Alsaciens leur rattachement à l'Allemagne ? Au contraire. On les a placés sous un régime dictatorial, tandis que, tout à côté, en France, c'était la République. On a introduit chez eux l'administration prussienne des Conseils régionaux avec son pédantisme importun, en comparaison de laquelle, quoi qu'on en dise, l'administration préfectorale française, si rigoureusement réglée par la loi, est de l'or pur. On a promptement supprimé le dernier vestige de la liberté de presse, du droit de réunion et d'association. On décréta la dissolution des conseils municipaux récalcitrants et on remplaça les maires par des bureaucrates allemands. En revanche, on flatta les « notables », c'est-à-dire les nobles et les bourgeois entièrement francisés, que l'on protège dans leur exploitation des paysans et

des ouvriers, qui, s'ils ne sont pas de caractère germanique, parlent du moins l'allemand et constituent donc les seuls éléments susceptibles de servir d'amorce à une éventuelle réconciliation. Or, qu'en a-t-on tiré ? Lorsqu'en Février 1887<sup>218</sup>, toute l'Allemagne se laissa intimider et envoya au Reichstag une majorité bismarckienne, l'Alsace-Lorraine ne choisit que des députés résolument français et écarta quiconque était simplement soupçonné de sympathies pro-allemandes.

Ainsi donc, si les Alsaciens sont ce qu'ils sont, avons-nous le droit de leur jeter la pierre ? Nullement. Leur hostilité à l'annexion est un fait historique qu'il ne s'agit pas de briser, mais qu'il faut expliquer. Et nous devons commencer par nous demander : Combien de fautes — et de fort graves — l'Allemagne a-t-elle commises au cours de l'histoire pour que ces sentiments soient possibles en Alsace ? Quelle impression notre nouvel Empire allemand éveille-t-il à l'étranger, si après dix-sept ans de tentatives de regermanisation, les Alsaciens nous répondent en chœur : Epargnez-nous cela ? Comment imaginer que deux succès militaires et dix-sept ans de dictature bismarckienne suffisent à effacer toutes les conséquences de trois siècles d'ignominies ?

##### *5. L'édification et la structuration du nouvel Empire allemand*

Bismarck touchait au but. Son nouvel Empire prusso-germanique fut solennellement proclamé à Versailles dans la Galerie des Glaces de Louis XIV. La France gisait à ses pieds, désarmée ; l'indomptable Paris auquel il n'avait pas osé toucher, avait été poussé par Thiers au soulèvement de la Commune, et terrassé ensuite par les soldats de l'ex-armée impériale libérés de captivité.

Tous les philistins d'Europe admiraient Bismarck, comme ils avaient admiré son modèle — Louis Bonaparte — après 1850. Grâce à l'aide de la Russie, l'Allemagne était devenue la première puissance d'Europe, et toute la puissance de cette Allemagne se trouvait entre les mains du dictateur Bismarck. Il s'agissait main-

tenant de voir comment il saurait utiliser cette puissance. S'il avait jusqu'alors exécuté les plans d'unité de la bourgeoisie avec des moyens plutôt bonapartistes que bourgeois, ce but était maintenant plus ou moins atteint. Il fallait maintenant qu'il montre quels étaient ses propres projets et quelles idées il pouvait tirer de lui-même. C'est ce qui devait se manifester dans l'organisation intérieure du nouvel Empire.

La société allemande se compose de grands propriétaires fonciers, de paysans, de bourgeois, de petits-bourgeois et d'ouvriers. Tout cela forme, à son tour, trois classes principales.

La *grande propriété foncière* se trouve entre les mains d'un très petit nombre de magnats (notamment en Silésie) et d'un grand nombre de propriétaires moyens (surtout dans les provinces de la Vieille-Prusse, à l'Est de l'Elbe). Ce sont ces hobereaux prussiens, qui dominent plus ou moins toute la classe des propriétaires fonciers. Ils sont eux-mêmes des agriculteurs, encore qu'ils fassent cultiver leurs domaines la plupart du temps par des intendants ; en outre, ils possèdent bien souvent des distilleries d'eau-de-vie et des fabriques de sucre betteravier. Leur propriété foncière reste fixée autant que possible dans la famille, grâce au système du droit d'aînesse. Les cadets prennent du service dans l'armée ou dans l'administration civile, si bien qu'à cette petite noblesse terrienne se rattache aussi une noblesse plus basse encore d'officiers et de fonctionnaires, mais qui augmente grâce à de généreux anoblissements d'officiers et de fonctionnaires supérieurs issus de la bourgeoisie. A la limite inférieure de toute cette gente noble, il se forme tout naturellement une nombreuse noblesse parasitaire — sorte de sous-prolétariat noble — qui vit de dettes, d'expédients douteux, d'importunité, de mendicité et de mouchardage politique. Tout cela forme ce qu'on appelle la caste des hobereaux prussiens, qui constitue l'un des principaux piliers du vieil Etat prussien.

Or, il se trouve que même le noyau des propriétaires fonciers de cette caste de hobereaux repose sur une assise extrêmement fragile. Le devoir de vivre conformément à son rang devient chaque jour plus dispendieux ; il faut, en outre, de l'argent pour

entretenir les cadets jusqu'à ce qu'ils aient accédé au grade de lieutenant ou d'assesseur, et doter les filles à marier. Or, comme ces obligations passent avant toutes les autres tâches, il n'est pas surprenant que les revenus n'y suffisent pas, qu'on signe des reconnaissances de dettes et prenne des hypothèques. Bref, tout ce beau monde des hobereaux se trouve continuellement au bord de l'abîme : tout accident, que ce soit guerre, mauvaise récolte ou crise commerciale, menace de l'y précipiter. Faut-il, dès lors, s'étonner que, depuis plus d'un siècle, il n'ait été sauvé de la ruine que grâce à l'aide de l'Etat sans lequel il ne pourrait continuer de vivre. Cette classe artificiellement conservée est vouée à la ruine, et aucune aide de l'Etat ne peut à la longue la garder en vie. Or, avec elle, disparaîtra aussi le vieil Etat prussien.

Le *paysan* est un élément peu actif en politique. Quand il est lui-même propriétaire, il périlite de plus en plus, en raison des mauvaises conditions de production qui s'imposent aux cultivateurs d'une parcelle privée de l'ancien domaine collectif ou de la vaine pâture commune, sans lesquels il ne peut élever de bétail. S'il est métayer, sa situation est pire encore. La petite exploitation agricole suppose la prépondérance de l'économie naturelle. Or, elle est ruinée par l'économie monétaire. Il résulte de tout cela un endettement croissant, des expropriations massives par les créanciers hypothécaires et un recours général à l'industrie à domicile, simplement pour ne pas être chassé entièrement de la glèbe<sup>219</sup>. Du point de vue politique, la paysannerie est le plus souvent indifférente ou réactionnaire ; en Rhénanie, elle est ultramontaine par haine traditionnelle du Prussien ; dans d'autres régions, elle est particulariste ou protestante-conservatrice. Dans cette classe, le sentiment religieux continue d'exprimer les intérêts sociaux ou politiques.

Nous avons déjà traité de la *bourgeoisie*. Elle a bénéficié depuis 1848 d'un essor économique prodigieux. L'Allemagne a pris une part croissante dans l'extension inouïe de l'industrie après la crise commerciale de 1847, suscitée par la création de la navigation océanique à vapeur, par le gigantesque développement des chemins de fer et par les flots d'or de Californie et



d'Australie. C'est son besoin irrépessible d'éliminer les obstacles aux échanges dressés à l'intérieur de l'Allemagne par le système des petits Etats et d'obtenir l'égalité de conditions avec ses concurrents étrangers sur le marché mondial, qui a mis en branle la révolution bismarckienne. Maintenant que les milliards français ont inondé l'Allemagne, il s'est ouvert pour la bourgeoisie une nouvelle période de fiévreuse activité rémunératrice au cours de laquelle elle s'est affirmée pour la première fois comme une grande nation industrielle en subissant un krach s'étendant à toute l'Allemagne<sup>220</sup>. Economiquement, elle était alors déjà la classe la plus puissante de la population : il fallut donc que l'Etat obéît à ses intérêts économiques. La révolution de 1848 avait amené l'Etat à la forme constitutionnelle, qui permet le mieux à la bourgeoisie d'exercer son règne politique et d'organiser sa domination. Cependant, elle était encore fort éloignée de la domination politique véritable. Elle ne sortit pas victorieuse de son conflit avec Bismarck. Ce conflit, résolu grâce à la révolution de l'Allemagne par le haut, lui avait appris en outre que, pour le moment encore, le pouvoir exécutif ne dépendait d'elle que d'une manière très indirecte, qu'elle ne pouvait ni déposer ni imposer de ministres, ni enfin disposer de l'armée. Avec cela, elle était lâche et veule, en face d'un pouvoir exécutif énergique. Certes, les hobereaux l'étaient aussi, mais la bourgeoisie avait plus d'excuses qu'eux du fait de son opposition économique directe avec la classe révolutionnaire des ouvriers de l'industrie. Mais, il est indubitable qu'à la longue elle devait détruire économiquement la classe des hobereaux ; en effet, de toutes les classes possédantes, elle était la seule qui eût encore une perspective d'avenir.

La petite-bourgeoisie se composait premièrement de résidus de l'artisanat médiéval, résidus plus nombreux dans cette Allemagne longtemps retardataire que dans le reste de l'Europe occidentale ; deuxièmement, de bourgeois déchus ; troisièmement, d'éléments issus de la population pauvre et parvenus jusqu'au petit commerce. A mesure que la grande industrie se développait, l'existence de toute cette petite-bourgeoisie perdait ce qui lui restait de stabilité : le changement de métier ainsi

que la faillite périodique devenaient la règle. Cette classe, jadis si stable, qui avait été la troupe d'élite du philistinisme allemand, était en train de glisser de son état antérieur de satisfaction, de bien-être, de dévotion et d'honorabilité vers le relâchement, le désordre et le ressentiment vis-à-vis du sort que Dieu lui réservait. Ce qui restait de l'artisanat réclamait à cor et à cri le rétablissement des privilèges corporatifs, ou bien virait doucement au progressisme démocratique, ou enfin se rapprochait de la social-démocratie et, par endroits, adhérait même directement au mouvement ouvrier.

Enfin, les *ouvriers*. A la campagne, du moins à l'Est, de nombreux travailleurs vivaient encore dans les conditions d'un demi-servage et n'étaient pas capables de discernement. En revanche, parmi les ouvriers des villes, la social-démocratie avait fait des progrès foudroyants, et elle grandissait à mesure que la grande industrie prolétarisait les masses populaires et poussait à son paroxysme l'opposition de classe entre capitalistes et ouvriers. Quoique les travailleurs social-démocrates fussent encore divisés en deux partis qui se combattaient<sup>221</sup>, depuis la publication du *Capital* de Marx, leur opposition de principes était, pour ainsi dire, effacée. Le *lassallisme* orthodoxe, avec sa revendication de « coopératives de production subventionnées par l'Etat » entraînait progressivement en sommeil et s'avérait de moins en moins apte à former le noyau d'un parti ouvrier bonapartiste, revendiquant un socialisme d'Etat. Le bon sens des masses avait redressé les déviations que tel ou tel chef avait introduites dans ce domaine. Il était certain que, dans un avenir proche, on assisterait à l'unification des deux tendances social-démocrates, qui n'était freinée que par des questions de personnes. Or, pendant cette scission et en dépit d'elle, le mouvement avait été assez puissant pour effrayer la bourgeoisie industrielle et pour la paralyser dans sa lutte contre le gouvernement qui était encore indépendant d'elle : jamais depuis 1848, la bourgeoisie allemande n'avait pu s'affranchir du spectre rouge.

A cette division des classes correspondait la division en partis au Parlement et dans les Diètes régionales. Les grands propriétaires fonciers et une partie de la paysannerie formaient la masse

des conservateurs ; la bourgeoisie industrielle fournissait l'aile droite du libéralisme bourgeois (les nationaux-libéraux), tandis que l'aile gauche — le faible parti démocratique ou le soi-disant parti du progrès — était constituée par les petits-bourgeois, soutenus par certaines couches de la bourgeoisie et de la classe travailleuse. Enfin, les ouvriers avaient un parti indépendant des autres, la social-démocratie, à laquelle adhéraient aussi certains petits-bourgeois.

De par sa situation et son passé, un homme comme Bismarck eût dû se dire — s'il avait quelque intelligence de l'état des choses — que les hobereaux, tels qu'ils étaient, ne constituaient pas une classe viable ; que, de toutes les classes possédantes, seule la bourgeoisie pouvait prétendre à un avenir, et que, par conséquent, son nouvel Empire promettait d'avoir une existence d'autant mieux assurée qu'il préparait par degrés la transition à un Etat bourgeois moderne. (Evidemment, nous ne songeons pas à lui demander de comprendre la mission historique du prolétariat et de miser sur son avenir.) Il n'est pas davantage question de lui demander ce qui était impossible de réaliser dans les circonstances données. En effet, passer directement au régime parlementaire, avec un Reichstag doté d'un pouvoir souverain (comme en Angleterre) n'était ni possible, ni même avantageux pour le moment. La dictature exercée par Bismarck sous des formes parlementaires devait lui paraître encore nécessaire pour l'instant, et nous ne lui tiendrons pas rigueur de l'avoir laissé subsister au début ; nous demanderons seulement à quoi elle était utilisée. Or, on ne peut guère douter que l'unique moyen d'assurer une base tant soit peu solide au nouvel Empire et un développement interne paisible eût été de mettre peu à peu en place des institutions analogues à celles de la Constitution anglaise. Même s'il abandonnait à leur ruine imminente la majeure partie des hobereaux de sa caste, il lui était toujours possible de laisser se former avec le restant grossi d'éléments nouveaux une classe de grands propriétaires fonciers autonomes, qui ne serait elle-même qu'une flèche ornementale de la classe bourgeoise ; autrement dit, d'une classe à laquelle la bourgeoisie doit abandonner la représentation dans l'Etat et donc les postes

les plus gras et les plus influents, même lorsque la bourgeoisie jouit de la plénitude du pouvoir. Bref, il eût fallu faire à la bourgeoisie les concessions politiques qui ne pouvaient lui être refusées à la longue : c'est du moins le jugement qui eût dû s'imposer aux classes possédantes. En lui faisant peu à peu, et même à petites doses, ces concessions, on eût mené le nouvel Empire pour le moins sur la voie où il pouvait suivre les autres Etats d'Europe occidentale, politiquement fort en avance. Ainsi, il aurait pu secouer enfin les derniers restes du féodalisme et la tradition philistine qui dominait encore fortement la bureaucratie, et on le rendait capable de marcher tout seul le jour où ses fondateurs qui étaient loin d'être jeunes, auraient fait leur temps.

Au demeurant, tout cela n'était pas difficile à réaliser. Les hobereaux comme les bourgeois avaient une énergie plus que médiocre. Les hobereaux l'avaient démontré depuis soixante ans ; c'est l'Etat qui faisait le travail pour eux et servait leur intérêt en dépit de la propre opposition de ces Don Quichotte. La bourgeoisie, que de longs siècles d'histoire avaient déjà rendue souple, n'était pas encore remise de l'échec qu'elle avait subi dans son conflit avec Bismarck dont les succès n'avaient fait que briser encore sa force de résistance, et sa peur du mouvement ouvrier grandissant fit le reste. Dès lors, il n'était pas difficile à l'homme qui avait réalisé les aspirations nationales de la bourgeoisie, de réaliser, au rythme qu'il lui plairait, ses aspirations politiques d'ailleurs fort modestes dans leur ensemble. Il lui suffisait d'avoir une vue claire du but.

Du point de vue des classes possédantes, c'était la seule position rationnelle. Du point de vue de la classe ouvrière, il s'avère qu'il était déjà trop tard pour instaurer un pouvoir bourgeois durable. La grande industrie, et avec elle la bourgeoisie et le prolétariat, se formèrent en Allemagne à une époque où le prolétariat pouvait presque en même temps que la bourgeoisie entrer sur la scène politique de façon autonome, si bien que la lutte entre ces deux classes commençait avant même que la bourgeoisie ait conquis le pouvoir politique pour son compte exclusif ou pour une part prédominante. Quoi qu'il en soit, même s'il

était trop tard pour qu'un règne paisible et solide de la bourgeoisie allemande fût possible, la meilleure politique dans l'intérêt de l'ensemble des classes possédantes était de cingler après 1870 vers ce pouvoir bourgeois. C'était la seule possibilité d'en finir avec les innombrables survivances de l'époque de décomposition du féodalisme qui pullulaient encore dans la législation et l'administration. C'était la seule possibilité d'acclimater en Allemagne tous les résultats de la grande Révolution française, bref, de couper à l'Allemagne le bout de sa perruque qui était prodigieusement longue et de la mettre consciemment et définitivement sur la voie de l'évolution moderne, en adaptant ses conditions politiques à son état industriel. Si, finalement, l'inévitable affrontement entre bourgeoisie et prolétariat survenait alors, il s'effectuerait au moins dans des conditions normales, où chacun verrait clairement de quoi il s'agit, et non pas dans la confusion, l'obscurité, la convergence de certains intérêts et la perplexité que nous avons connus dans l'Allemagne de 1848. Cette fois-ci, au contraire, la désorientation serait uniquement dans le camp des possédants, la classe ouvrière sachant ce qu'elle veut.

Dans les conditions allemandes de 1871, un Bismarck était effectivement voué à mener une politique de louvoiement entre les diverses classes : il n'y avait donc rien à lui reprocher sur ce plan. La seule chose qui importait cependant, c'était de savoir quel but poursuivait sa politique. Si, quelque fût son rythme, elle allait, consciemment et résolument, vers le règne final de la bourgeoisie, elle était en harmonie avec l'évolution historique, pour autant bien sûr que celle-ci restait compatible avec l'existence de classes possédantes.

Si elle se proposait la conservation du vieil Etat prussien et la prussification graduelle de l'Allemagne, elle était réactionnaire et vouée à l'échec final. Si elle visait simplement à perpétuer le règne de Bismarck, elle était bonapartiste et devait avoir la même fin que le bonapartisme.

La première tâche était de donner une Constitution à l'Empire. Le matériel dont on disposait à cet effet était, d'une part, la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord,

d'autre part, les Traités conclus avec les Etats de l'Allemagne du Sud<sup>222</sup>. Les facteurs grâce auxquels Bismarck avait créé la Constitution impériale étaient, d'une part, les dynastes représentés à la Diète confédérale, d'autre part, le peuple représenté au Reichstag. La Constitution de l'Allemagne du Nord aussi bien que les Traités avaient déjà limité les prétentions des dynastes. En revanche, le peuple pouvait prétendre à une part plus grande du pouvoir politique. N'avait-il pas conquis sur le champ de bataille l'indépendance contre les immixtions de l'étranger, et l'unité nationale (dans la mesure où elle avait été réalisée, bien sûr). C'était à lui avant tout de décider à quoi devait servir cette indépendance et comment l'unité acquise devait être réalisée et mise en valeur dans le détail. Quand bien même le peuple reconnaîtrait les bases juridiques préexistantes de la Constitution de l'Allemagne du Nord et des Traités, cela n'empêchait nullement qu'il reçût une part de pouvoir plus grande dans la nouvelle Constitution que dans l'ancienne. Le Reichstag était le seul corps qui représentât en réalité la nouvelle « unité » : plus la voix du Reichstag aurait de poids, plus la Constitution serait libre par rapport aux constitutions régionales — et plus solide devait être la structure intérieure du nouvel Empire, mieux le Bavaurois, le Saxon et le Prussien se fondraient dans l'Allemand.

Il suffisait de voir un peu plus loin que le bout de son nez pour que tout cela soit d'une clarté aveuglante. Mais, Bismarck ne le voyait pas ainsi. Au contraire, il profita de l'ivresse patriotique, déchaînée par la guerre pour amener le Reichstag à renoncer non seulement à toute extension, mais même à la simple fixation précise des droits du peuple, et se contenta de calquer directement la Constitution impériale sur le modèle de la Constitution de l'Allemagne du Nord et des Traités. Il repoussa toutes les tentatives des petits partis pour y faire figurer les droits de libertés populaires, jusque et y compris la proposition du Centre catholique de reprendre les articles de la Constitution prussienne concernant la garantie des libertés de la presse, d'association et de réunion, ainsi que la séparation de l'Eglise. Bien qu'elle ait subi deux ou trois amputations, la Constitution de

la Prusse restait donc plus libérale que celle de l'Empire. Les impôts ne furent pas votés chaque année, mais fixés une fois pour toutes « par la loi » : le Reichstag n'avait donc pas le pouvoir de refuser l'impôt. On appliquait ainsi à l'Allemagne la doctrine prussienne, inconcevable au monde constitutionnel non-allemand, à savoir que les représentants du peuple ont uniquement le droit de refuser les dépenses sur le papier, tandis que le gouvernement empoche les recettes en monnaie sonnante et trébuchante.

Mais, en même temps que le Reichstag était ainsi frustré des meilleurs instruments de pouvoir et rabaissé à la position humiliante où se trouva la Chambre prussienne, à la suite des révisions de 1849 et 1850, des manipulations de Manteuffel, et des coups de force du Conflit et de Sadova, le Conseil fédéral jouit d'à peu près toutes les prérogatives du pouvoir que l'ancienne Diète fédérale possédait nominalement, et il en jouit réellement, puisqu'il est affranchi des entraves qui paralysaient la Diète. En effet, il n'a pas seulement un rôle décisif à côté du Reichstag en matière législative, mais il est encore la plus haute instance administrative puisqu'il fixe les modalités d'application des lois d'Empire et statue, en outre, « sur les lacunes dans l'exécution des lois d'Empire », c'est-à-dire sur les cas où il faut une loi nouvelle dans les autres pays civilisés (art. 7, paragraphe 3, qui ressemble fort à un cas de conflit juridique).

On le voit, Bismarck n'a pas cherché à s'appuyer sur le Reichstag qui représente l'unité allemande, mais sur le Conseil fédéral qui représente la division et le particularisme. Il n'a pas eu le courage — lui qui se posait en représentant de l'idée nationale — de se mettre vraiment à la tête de la nation ou de ses représentants. Il voulut que la démocratie fût à son service, et non pas lui au service de la démocratie. Plutôt que de se fier ouvertement au peuple, il employa, dans les coulisses, des méthodes tortueuses et des artifices diplomatiques, en usant tour à tour du bâton et de la carotte, pour se fabriquer au Conseil fédéral une majorité qui demeure revêche. La mesquinerie et la bassesse de cette façon de concevoir les choses répondent entièrement au caractère de l'homme tel que nous avons

appris à le connaître jusqu'ici. Nous aurions pu, cependant, espérer que les grands succès qu'il a remportés l'élevèrent, du moins pour un temps, au-dessus de lui-même.

Mais, ce qu'on voulait, c'est axer toute la Constitution d'Empire autour d'un seul pivot : le chancelier impérial. Le Conseil fédéral devait être conçu de façon à rendre impossible tout autre pouvoir exécutif responsable que celui du chancelier, en excluant la possibilité même d'une responsabilité ministérielle. De fait, toutes les tentatives en vue de réglementer l'administration d'Empire par un ministère responsable se heurtèrent à une résistance insurmontable ; on prétexta que les droits du Conseil fédéral en eussent été entravés. On s'en aperçut bientôt : la Constitution avait été « taillée sur mesure » pour Bismarck. Elle représentait un pas de plus sur la voie de sa dictature, après que fut réalisé le balancement des partis au Reichstag et assuré la prédominance des Etats particularistes au Conseil fédéral. Bref, c'était un pas de plus vers le bonapartisme.

Pour le reste, on ne peut pas dire que — sauf quelques concessions à la Bavière et au Wurtemberg — la nouvelle Constitution d'Empire opère un véritable recul, encore qu'il faille être bien indulgent pour l'affirmer. Les besoins économiques de la bourgeoisie étaient, dans l'ensemble, satisfaits ; mais, ses revendications politiques — si tant est qu'elle en eût encore — se trouvaient bloquées, comme à l'époque du Conflit. Il est indéniable, en effet, qu'entre les mains des nationaux-libéraux ces revendications avaient rétréci comme une peau de chagrin, et chaque jour rétrécissaient davantage. Loin d'exiger que Bismarck facilitât une collaboration entre eux, ces messieurs s'efforçaient de prévenir ses volontés quand c'était possible, parfois quand ce ne l'était point, ou même quand ce n'aurait pas dû l'être. Personne ne peut reprocher à Bismarck de les mépriser — tout ce qu'on peut dire, c'est que ses hobereaux ne sont pas meilleurs ni plus virils.

Dans l'immédiat, il s'agissait de faire l'unité de l'Empire dans le domaine monétaire : les lois de 1873 et de 1875 sur la monnaie et les banques s'en chargèrent. L'adoption de l'étalon-or fut un progrès considérable, mais on ne l'introduisit dans la



pratique que timidement et après de multiples hésitations, de sorte qu'aujourd'hui encore (1888) ce système n'est toujours pas bien assuré. Le système monétaire adopté — le tiers du thaler devenu l'unité appelée *mark*, avec la division décimale — est celui que Soetbeer avait proposé peu avant 1840, la pièce servant effectivement d'unité étant alors la pièce d'or de vingt marks. Il aurait suffi d'une modification de valeur presque insignifiante pour la mettre à parité avec le souverain anglais, la pièce de vingt-cinq francs-or ou la pièce américaine de cinq dollars, et assurer ainsi sa liaison avec l'un des trois grands systèmes monétaires du marché mondial. Mais, on préféra créer un système à part, en compliquant inutilement les opérations de change et le calcul des cours. Les lois sur les billets de banque et les institutions bancaires limitèrent les spéculations sur les billets des petits Etats et de leurs banques. Du fait du krach survenu entre-temps, ces lois restaient timorées, comme il fallait s'y attendre, l'Allemagne étant encore fort inexpérimentée dans ce domaine. Ici encore, les intérêts économiques de la bourgeoisie furent préservés dans l'ensemble.

Il restait enfin l'unification des lois judiciaires. La résistance des Etats moyens à l'extension de la compétence impériale dans le domaine du droit civil fut surmontée ; mais le Code civil est encore en élaboration, alors que le Code pénal, la procédure civile et criminelle, la législation commerciale, la réglementation sur les faillites et l'organisation judiciaire ont été unifiés. Il fallait supprimer d'urgence les multiples règles juridiques, formelles ou matérielles, des petits Etats pour permettre un développement progressif de la bourgeoisie. Ces lois nouvelles ne valent pas tant par ce qu'elles contiennent que par ce qu'elles ont supprimé la disparité des anciennes législations particularistes.

Le juriste anglais s'appuie sur un passé juridique, qui a sauvé, par-delà le moyen âge, toute une partie de l'ancienne liberté germanique, incompatible avec un Etat policier (étouffé dans l'œuf par les deux révolutions du XVII<sup>e</sup> siècle) de sorte que l'on aboutit à deux siècles de développement constant de liberté bourgeoise.

Le juriste français s'appuie sur la grande Révolution qui, après avoir entièrement détruit le féodalisme et l'arbitraire policier de l'absolutisme, a traduit les conditions de vie économiques de la société moderne dans la langue des normes juridiques : le classique Code civil proclamé par Napoléon.

En revanche, sur quelle base historique le juriste allemand peut-il s'appuyer ? Rien d'autre que sur une lente dissolution des restes du féodalisme, procès purement passif pendant des siècles pour ce qui concerne les Allemands et réalisé essentiellement sous la poussée de l'étranger, de sorte qu'il n'est pas encore achevé aujourd'hui, sur une société économiquement arriérée, hantée par le hobereau féodal et le maître-artisan des corporations en quête d'un corps nouveau, sur un appareil juridique entravé par l'arbitraire policier qui subsiste, malgré l'élimination en 1848 de l'arbitraire princier. C'est de ces écoles — les pires de toutes — que les auteurs des nouveaux codes de la justice impériale sont sortis : leur ouvrage s'en ressent évidemment.

Abstraction faite de l'aspect purement juridique, les libertés politiques sortent très éprouvées de ces codes. Si les tribunaux de métiers mettent entre les mains de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie un moyen de collaborer au maintien de l'oppression de la classe ouvrière, l'Etat se protège autant que possible contre le danger d'une nouvelle opposition bourgeoise en limitant la sphère des tribunaux de jurés. Les paragraphes politiques du Code pénal sont le plus souvent d'une imprécision et d'une élasticité telles qu'ils semblent taillés pour la juridiction impériale actuelle, et celle-ci sur eux. Même s'il se faisait circoncire, Stoecker n'arriverait plus aujourd'hui à fabriquer un code aussi abominable que celui de la Prusse, ce qui montre le progrès du droit nouveau. Mais, les provinces qui ont connu jusqu'ici le Droit français ne sentent que trop la différence entre la copie édulcorée et l'original classique. En abandonnant leur programme, les nationaux-libéraux ont permis ce renforcement du pouvoir exécutif aux dépens des libertés bourgeoises, ce qui constitue un premier et véritable recul.

Il convient de mentionner encore la législation impériale sur la presse. Le Code pénal avait déjà réglementé pour l'essentiel

la matière juridique relative à cette question. Le seul progrès que contient cette législation, c'est qu'elle instaure les mêmes dispositions formelles pour tout l'Empire et supprime les cautions et les droits de timbres qui subsistent encore çà et là.

Pour prouver, une fois de plus, que la Prusse est un Etat modèle, on y instaura ce qu'on appelle l' « autonomie administrative ». Il s'agissait d'écarter les survivances les plus choquantes du féodalisme tout en laissant subsister, en fait, le plus possible l'état de choses ancien. On créa le système des districts à cette fin. Le pouvoir domanial de police de messieurs les hobereaux étant devenu un anachronisme, on le supprima nominalement — comme privilège féodal — pour le rétablir dans son contenu, en créant des districts domaniaux autonomes, au sein desquels le propriétaire foncier lui-même dispose des pouvoirs de prévôt communal, ou bien nomme ce dernier. On confia de même l'ensemble des pouvoirs de police et de juridiction pénale du district à un préposé administratif qui, à la campagne, est naturellement presque toujours un grand propriétaire terrien de sorte que les communes rurales se trouvent placées sous sa férule. On a ainsi retiré le privilège féodal au particulier pour transférer à la classe entière les pouvoirs qui s'y rattachent. C'est par un tour de passe-passe semblable que les grands propriétaires fonciers anglais se sont transformés dans les campagnes en juges de paix et en chefs de l'administration, de la police et des juridictions subalternes et ont continué, sous un titre nouveau et moderne, à jouir des postes essentiels du pouvoir qui ne pouvaient plus subsister sous la vieille forme féodale. Mais, c'est aussi la seule ressemblance entre l'autonomie administrative anglaise et allemande. On peut imaginer l'accueil que recevrait un ministre anglais qui oserait faire ce qui est désormais légal en Allemagne, à savoir : proposer au Parlement de confirmer par sanction gouvernementale les fonctionnaires municipaux élus et les remplacer par des suppléants imposés par l'Etat en cas de ballottages répétés ; doter les fonctionnaires d'Etat des pouvoirs d'un landrat, d'un gouverneur de district ou d'un oberpraesident prussiens ; s'immiscer, comme le prévoit la réglementation prussienne de district, dans les affaires intérieures des communes, cantons et arron-

dissements, et enfin — ce qui est proprement inconcevable dans les pays de langue anglaise et de droit anglais — supprimer le droit de recours en justice, comme l'admet presque à chaque page le code des districts. En fait, les assemblées de districts aussi bien que les assemblées de province sont toujours composées, comme sous la féodalité, de représentants des trois ordres : grands propriétaires fonciers, villes et communes rurales. En Angleterre, c'est un ministère ultra-conservateur qui introduisit une proposition de loi transférant toute l'administration des comtés à des autorités élues pour ainsi dire au suffrage universel<sup>223</sup>.

On s'aperçut que Bismarck n'avait nullement l'intention de fondre la Prusse dans l'Allemagne lorsqu'il déposa, en 1871, le projet d'organisation administrative pour les six provinces orientales. Au contraire, il tenait à consolider plus encore la solide forteresse de la Vieille-Prusse, formée justement par ces six provinces. Sous d'autres noms, les hobereaux conservaient l'essentiel de leur pouvoir, tandis que les îlotes de l'Allemagne, les ouvriers agricoles de ces régions — domestiques ou journaliers — restaient soumis à l'antique servage, et n'étaient admis qu'à deux fonctions publiques : être soldats et servir de bétail électoral aux hobereaux lors des élections au Reichstag. Le service que Bismarck a rendu par là au Parti socialiste révolutionnaire est inestimable, et nous lui adressons tous nos remerciements.

On peut juger de la stupidité de messieurs les hobereaux au fait qu'ils se mirent à taper du pied et à regimber comme des nigauds contre cette organisation administrative confectionnée dans leur seul intérêt, combinée pour sauvegarder le plus longtemps possible leurs privilèges féodaux sous des noms quelque peu modernisés. La Chambre des Pairs, ou mieux la Chambre des hobereaux, avait commencé par rejeter ce projet qui, déjà, avait été ajourné pendant une année entière. Elle ne l'adopta qu'après la création d'une fournée de vingt-quatre nouveaux « pairs ». Une fois de plus, les hobereaux prussiens s'avérèrent des réactionnaires mesquins, bornés et incurables, incapables de former, à l'instar des grands propriétaires fonciers anglais, un grand parti indépendant, ayant une vocation historique dans la vie de la nation. La démonstration était faite : ils étaient dépourvus

de toute intelligence politique et sociale. Bismarck put bientôt étaler aux yeux du monde entier leur absence totale de caractère : il suffit d'une légère pression, adroitement exercée, pour faire d'eux un parti Bismarck inconditionnel.

C'est à quoi servit le *Kulturkampf* <sup>203</sup>.

La réalisation du plan d'Empire prusso-allemand devait nécessairement avoir pour effet de rassembler en un seul parti tous les éléments anti-prussiens, issus de l'évolution particulariste d'antan. Ces éléments bigarrés trouvèrent un drapeau commun dans l'ultramontanisme <sup>224</sup>. Toutes les forces militantes du catholicisme furent obligées de se regrouper plus étroitement, le bon sens d'innombrables catholiques même de stricte orthodoxie étant heurté par le dogme nouveau de l'infailibilité du Pape d'une part, la suppression des Etats de l'Eglise et la prétendue captivité du Pape à Rome d'autre part <sup>225</sup>. C'est ainsi qu'au cours même de la guerre — en automne 1870 — on vit se constituer à la Diète prussienne le parti spécifiquement catholique du Centre. Il n'eut que 57 députés au premier Reichstag allemand de 1871, mais il se renforça à chaque élection nouvelle, jusqu'à dépasser la centaine. Il est formé d'éléments les plus divers. En Prusse, il tire sa force des petits paysans de la Rhénanie, qui se considèrent toujours comme des « Prussiens malgré eux », puis des grands propriétaires fonciers et paysans catholiques des évêchés de Westphalie, Münster et Paderborn, et enfin des catholiques de Silésie. Le second grand contingent est fourni par les catholiques de l'Allemagne du Sud, notamment de Bavière.

Le Centre ne tire pas tant sa force de la religion catholique que des antipathies des masses populaires contre le régime spécifiquement prussien qui prétend désormais à la domination en Allemagne. Ces antipathies sont particulièrement vivaces dans les régions catholiques ; il s'y mêle, en outre, des sympathies pour l'Autriche, maintenant chassée de l'Allemagne. Etant le reflet fidèle de ces deux courants populaires, le Centre est résolument particulariste et fédéraliste.

Cette attitude essentiellement antiprussienne du Centre fut aussitôt reconnue par les autres petites fractions du Reichstag, qui en voulaient à la Prusse pour des raisons locales, et non

générales et nationales, comme c'est le cas des social-démocrates. Le Centre ne bénéficia pas seulement du renfort des catholiques polonais et alsaciens, mais encore de l'appui direct des guelfes protestants.

Certes, la fraction libérale de la bourgeoisie ne s'est jamais clairement rendu compte des motivations réelles des prétendus ultramontains, mais elle a révélé qu'elle en avait le vague sentiment, en dénonçant le Centre comme « sans-patrie » et « ennemi de l'Empire »... \*

### *Plan de la partie finale*

**LES TROIS CLASSES** : deux classes minables, dont l'une décadente, l'autre ascendante, et les ouvriers qui ne demandent qu'un *fair play* bourgeois. Il peut sembler qu'on se borne à louvoyer entre ces deux classes, mais non !

En ce qui concerne la politique : fortifier le pouvoir de l'Etat en général, et *surtout* le rendre financièrement indépendant (étatisation des chemins de fer, monopoles), Etat policier et justice selon les principes du droit civil.

L'élément « libéral » et « national », cet hybride de 1848, survit dans l'Allemagne de 1870-1888.

Bismarck aurait dû s'appuyer sur le Reichstag et le peuple, et reconnaître en conséquence la pleine liberté de presse, de parole, d'association et de réunion, ne fût-ce que pour donner l'orientation.

*Superstructures* \*\*: 1° a) Législation économique : piètre loi monétaire.

b) *Politique* : rétablissement de l'Etat policier et lois judiciaires anti-bourgeoises (1876), mauvaises copies du Code fran-

\* Le manuscrit s'interrompt ici. (N.d.R.)

\*\* Nous avons traduit ici par *superstructures* le mot allemand *Ausbau* qui signifie *aménagement, édification, achèvement*, au sens où l'on parfait la construction d'un édifice dont on tient déjà les fondements et le gros œuvre. (N. du Tr.)

çais. Incertitudes dans le domaine juridique. Le comble : la Cour de justice impériale (1879).

2° *L'absence d'imagination éclate dans les jeux autour de Bismarck et les injures qui lui sont adressées*<sup>226</sup> : Kulturkampf. Le curé catholique sous l'aile du gendarme et du policier. Jubilation de la bourgeoisie ; désespoir ; marche vers Canossa<sup>227</sup>.

Seul résultat raisonnable : le mariage civil !

Parti inconditionnel de Bismarck.

3° *Spéculation et krach* : sa participation. Basse et conservatisme des hobereaux, aussi vils que les bourgeois.

4° *Bismarck tourne complètement en hobereau* ;

a) Protectionnisme, etc... Coalition des bourgeois et des hobereaux, qui se taillent la part du lion.

b) Tentatives d'instaurer le monopole du tabac (1882).

c) Spéculations coloniales.

5° *Politique sociale de type bonapartiste* :

a) Loi contre les socialistes, et destruction des associations et caisses ouvrières.

b) Merde des réformes sociales.

*Politique extérieure* : Danger de guerre ; effet des annexions ; augmentation des effectifs de l'armée ; septennat<sup>228</sup> ; ensuite, retour à la circonscription d'avant 1870 pour conserver la supériorité quelques années encore.

*Résultat* : a) Une situation qui prend fin avec la mort de deux personnes (Bismarck et Guillaume I<sup>er</sup>). En effet, pas d'Empire sans empereur ! Le prolétariat poussé à la révolution. Expansion sans précédent de la social-démocratie, après l'abolition de la loi contre les socialistes — le chaos.

b) Une paix, pire que la guerre, sera, dans le meilleur des cas, le résultat de tout cela, ou encore une guerre mondiale.

**FIN DE LA PHASE NATIONALE  
EN EUROPE OCCIDENTALE,  
SES DÉBUTS  
EN EUROPE ORIENTALE**



### *Notice du traducteur*

Le développement incessant de l'économie, la désagrégation de la Sainte-Alliance et l'affaiblissement progressif du bastion de la réaction tsariste préparent la période de succès relativement importants des efforts d'unification nationale en Europe centrale et méridionale. C'est la mise en place des structures politiques et sociales du capitalisme moderne : l'Allemagne est unifiée par Bismarck après la victoire de Sedan en 1870 ; il en est de même pour l'Italie<sup>225</sup>, les Italiens recevant Rome et l'Allemagne un Empereur national. En Espagne, un grand soulèvement populaire introduisit la République en 1873. L'Angleterre et la France étaient unifiées depuis longtemps, et les Etats suisse, belge, hollandais, plus ou moins instaurés directement par la contre-révolution, sont des sociétés dont les normes, les institutions et les rapports économiques dominants sont bourgeois.

Si imparfaite que fût cette œuvre, elle était accomplie. Après 1871, c'était tant mieux si la bourgeoisie améliorait son œuvre,

mais le prolétariat révolutionnaire ne devait plus appuyer dans ces pays ce qui allait dans le sens bourgeois ; il devait mener une lutte frontale contre le système capitaliste tel qu'il était instauré en Europe occidentale<sup>86</sup>. En effet, les imperfections de la construction capitaliste étaient elles-mêmes utilisées désormais pour mobiliser le prolétariat au profit de sa bourgeoisie et le détourner de son opposition directe avec le système dominant. A ces sollicitations de la bourgeoisie, transmises au prolétariat par les dirigeants ouvriers plus ou moins vendus consciemment ou non, le prolétariat devait répondre : l'Europe officielle est ton œuvre propre : si la France veut récupérer l'Alsace et la Lorraine, qu'elle restitue Nice et la Corse à l'Italie ; si l'Angleterre reproche à l'Allemagne d'empiéter sur d'autres pays d'Europe et d'ailleurs, qu'elle cesse d'occuper Gibraltar, Malte, Chypre, etc...

Comme le dit Lénine, nous sommes entrés dans la *phase impérialiste* où le capitalisme, ayant atteint sa maturité, doit céder la place au socialisme. Tout cela est sanctionné par l'événement historique de la Commune de 1871, dont Marx tira la leçon suivante : 1. Il n'est plus possible de conquérir de l'intérieur les institutions et l'Etat officiels, il faut détruire la machinerie d'Etat capitaliste avant de construire l'Etat de la dictature du prolétariat ; 2. « Le plus grand effort d'héroïsme dont la vieille société soit encore capable est une guerre nationale : or, il est démontré qu'elle n'est plus désormais qu'une pure mystification des gouvernements, destinée à différer la lutte des classes. En effet, la guerre nationale s'arrête sitôt que la lutte des classes éclate en guerre civile. La domination de classe ne peut plus se cacher sous l'uniforme national : les gouvernement nationaux ne font plus qu'UN contre le prolétariat »<sup>164</sup>.

Cependant, si les Etats nationaux et les institutions bourgeoises sont en place dans la zone d'Europe occidentale (qui domine le reste du monde, de sorte que Lénine parle désormais de *phase générale de l'impérialisme*), ces conditions préalables à la lutte frontale n'existent pas encore en 1871 dans la partie orientale de l'Europe, ni dans les continents de couleur, de sorte que la phase de systématisation nationale reste encore progressive

dans cette partie du monde : pour que triomphe le socialisme en Europe, il faut y appuyer le mouvement national progressif, dirigé d'ailleurs en grande partie contre les bourgeoisies impérialistes blanches.

L'époque de l'impérialisme capitaliste, dit Lénine, « est mûre au point de devoir céder la place au socialisme. La période qui va de 1789 à 1871 a été l'époque du capitalisme progressif et de l'absolutisme ; la libération du joug étranger figuraient à l'ordre du jour de l'histoire. C'est sur cette base, et sur cette base SEULEMENT, que l'on pouvait admettre « la défense de la patrie », c'est-à-dire la lutte contre l'oppression. Aujourd'hui encore (1916), on pourrait appliquer cette idée à la guerre contre les grandes puissances impérialistes, mais il serait ABSURDE DE L'APPLIQUER A UNE GUERRE ENTRE GRANDES PUISSANCES IMPERIALISTES, dans laquelle il s'agit de savoir qui saura spolier davantage les pays balkaniques, l'Asie mineure, etc... »<sup>165</sup>

#### *La guerre russo-turque de 1877-78*

*Lettre de Marx à Wilhelm Liebknecht du 4 Février 1878, publiée en annexe à la brochure « A propos de la question orientale, ou l'Europe doit-elle devenir cosaque ? » de W. Liebknecht.*

...Nous prenons résolument parti pour les Turcs pour deux raisons :

1. parce que nous avons étudié le *paysan turc* — et donc la masse du peuple turc — et nous avons vu en lui le représentant indubitablement le plus actif et le plus moral de la paysannerie d'Europe.

2. parce que *la défaite des Russes accélérerait considérablement la révolution sociale en Russie, et partant la révolution dans toute l'Europe* \*.

\* Etant fondé sur une analyse historique, le point de vue de Marx et d'Engels est remarquablement continu et cohérent, et il tient compte de l'évolution intervenue dans les sociétés de l'Est euro-

Les événements ont pris un autre cours. Pourquoi ? En raison de la *trahison de l'Angleterre et de l'Autriche*.

L'Angleterre — ou plus exactement le gouvernement anglais — a, par exemple, sauvé les Serbes, alors qu'ils étaient battus<sup>229</sup>. En leur faisant miroiter toutes sortes de fausses promesses, elle a incité les Turcs à arrêter la guerre sous prétexte que (par le truchement de l'Angleterre) les Russes ont *offert un armistice, dont la première condition était l'arrêt des hostilités*. Cette manœuvre seule a rendu possible la victoire soudaine des Russes. Sans quoi, leur armée eût été décimée par la faim et le froid : seule, l'ouverture des routes menant en Rumélie où elle trouva (et rafla) de quoi se ravitailler, et où le climat était plus doux, permit à la Russie de s'échapper de la souricière bulgare où elle avait concentré ses troupes qui se déversèrent ainsi massivement vers le Sud. Disraëli a été (et est encore) paralysé au sein de son propre gouvernement par l'agent russe, le marquis de Salisbury,

péen. Alors que la grande majorité des sociaux-démocrates avaient pris position pour les nationalités serbe et monténégrine qui s'étaient révoltées contre l'oppression autrichienne et turque, en se battant courageusement, la vision de Marx et d'Engels était plus vaste : ce qui était en jeu, c'était la révolution russe qui ferait faire un grand bond en avant aux forces de progrès (à condition que le tsarisme soit battu) et porterait la société moderne jusqu'aux confins de l'Europe du Sud-Est, avec la victoire de la Turquie. On évitait ainsi l'effritement des nationalités impuissantes d'Europe centrale et des Balkans, qui empêchait tout progrès historique et économique, en même temps qu'il favorisait les manœuvres impérialistes des grandes puissances capitalistes, anglaise, française, allemande. On sait, en effet, que la défaite turque consolida le tsarisme et repoussa de plusieurs décennies la révolution russe. Tandis que l'Empire des tsars s'agrandit en direction de l'Ouest, l'Autriche s'empara de la riche Bosnie et de la Herzégovine, l'Angleterre annexa Chypre, la France occupa la Tunisie, et l'Allemagne commença sa pénétration économique et impérialiste en Turquie. Bref, la nation arabe était divisée, et réduite à l'impuissance pour longtemps. Cf. « les Causes historiques du séparatisme arabe », in « Programme communiste », n° 4, p. 9-22. Dans sa brochure « la Crise de la Social-Démocratie », de Janvier 1916, Rosa Luxembourg montre l'effet catastrophique de l'impuissance de la II<sup>e</sup> Internationale devant l'impérialisme et le colonialisme, notamment en Egypte, en Tunisie et au Maroc, et son lien avec la faillite de 1914 devant le militarisme européen.

l'ami intime d'Ignatcheff, le grand-prêtre de Common place, le comte de Derby et le comte de Canarvon, aujourd'hui démis de ses fonctions.

L'Autriche a empêché les Turcs d'exploiter leurs victoires dans le Montenegro, etc...

Enfin — et c'est la raison principale de leur défaite — les Turcs ont négligé de faire une révolution à Constantinople, ce qui permit à l'incarnation de l'ancien régime de sérail — Mahmoud Damad — le gendre du sultan, de prendre en main la direction de la guerre, ce qui correspond à une situation dans laquelle le cabinet russe aurait mené la guerre directement contre lui-même. Ce gaillard a systématiquement paralysé et compromis les opérations de l'armée turque, et tous les détails de la campagne le prouvent. Or, chacun en est conscient à Constantinople, et cela aggrave la faute historique des Turcs. Un peuple qui, au moment crucial de la crise, ne sait pas agir de manière révolutionnaire, est perdu. Le gouvernement russe savait combien Damad lui rendait service : il a usé de plus de stratégie et de tactique pour éloigner Pacha Midhat de Constantinople et pour maintenir Damad au pouvoir que pour conquérir Plevna.<sup>230</sup>

A l'arrière-plan du succès russe, on trouve naturellement Bismarck, qui créa le Pacte des Trois Empereurs, grâce auquel l'Autriche est tenue en laisse. Même après la chute de Plevna, l'Autriche n'avait que 100 000 hommes pour entrer en campagne ; mais cela aurait suffi pour que les Russes dussent se retirer en silence ou se contenter de succès plus modestes. D'emblée, la démission de l'Autriche fit que la partie russophile prit le dessus en Angleterre, étant donné que la France n'existe plus pour l'Angleterre comme puissance militaire sur le continent, depuis la catastrophe consécutive à Sedan et la politique de l'ancien premier ministre Gladstone.

La conséquence en est le *démembrement de l'Autriche*. Il est inévitable, si les conditions de paix russes sont adoptées. Dès lors, la Turquie (du moins en Europe) n'existera plus que formellement. Or, la Turquie représentait le barrage de l'Autriche contre la Russie et sa suite slave. Au moment voulu, on réclamera la Bohême.

Mais la Prusse en tant que Prusse — c'est-à-dire dans son antagonisme spécifique vis-à-vis de l'Allemagne — a encore d'autres intérêts : la Prusse en tant que telle représente la dynastie en Allemagne, et *elle devenue* ce qu'elle est grâce à *l'appui* russe. Une défaite russe et la révolution en Russie sonneraient le glas pour la Prusse.

Sans cela, après la grande victoire sur la France et après que la Prusse soit devenue la première puissance militaire d'Europe, M. Bismarck n'eût sans doute pas rangé la Prusse dans la même position vis-à-vis de la Russie qu'en 1815, lorsqu'elle servit de cinquième roue à la Sainte-Alliance européenne.

Enfin, des grands hommes tels que Bismarck, Moltke, etc... ne sont pas du tout insensibles à l'importance que peut donner à leur personne la perspective qu'ouvre désormais la succession des guerres en Europe.

Il est clair que la Prusse demandera à l'occasion une « contrepartie » pour les *succès russes* qu'elle seule rend possibles. C'est ce qui ressort de l'attitude des Russes vis-à-vis du gouvernement roumain, qui a *sauvé* ces mêmes Russes à Plevna et leur a permis d'attendre les renforts moscovites. En guise de remerciement, Karl de Hohenzollern devra rendre aux Russes la partie de la Bessarabie qui fut cédée à la Prusse après la guerre de Crimée. On sait fort bien à Pétersbourg que Berlin ne peut l'admettre sans façons et les Russes sont donc prêts à une honnête compensation.

Mais, toute cette histoire a encore d'autres aspects : La *Turquie* et l'*Autriche* étaient les derniers remparts de l'ancien ordre officiel de l'Europe, qui fut de nouveau restauré en 1815 et qui s'écroulera avec *leur* ruine. Cet effondrement, qui se produira au cours d'une série de guerres localisées ou d'une guerre générale, accélèrera la *crise sociale*, en même temps que la fin de toutes ces fausses puissances qui traînent le sabre.

*Ce qui attend l'Europe*

*Fr. Engels,*

*Londres, 15 Décembre 1887*

*in « Sozialdemokrat », 15 Janvier 1888.*

Le texte des « Patriotes de la terreur » parut dès la fin de la guerre franco-prussienne dans l'organe social-démocrate *Volksstaat*, puis en brochure à part<sup>231</sup>. Cet ouvrage sert d'excellent antidote contre l'ivresse où la victoire a plongé les super-patriotes de l'Allemagne officielle et bourgeoise. En fait, il n'est pas de meilleur remède pour les dégriser que d'évoquer l'époque où la Prusse — que l'on porte aujourd'hui aux nues — s'effondrait lamentablement, dans la honte et le déshonneur, devant l'assaut victorieux des Français aujourd'hui méprisés pour une guerre perdue. Ce moyen agit d'autant plus énergiquement que le récit des événements tragiques en a été extrait de l'ouvrage d'un général prussien, qui est, par ailleurs, directeur de l'École de guerre officielle et qui a analysé cette époque d'humiliation d'après des documents prussiens officiels, de façon objective et impartiale, comme chacun se plaît à le reconnaître.

A l'instar de toute autre grande institution sociale, il ne peut rien arriver de meilleur à une armée importante ayant subi une grave défaite que de faire retour sur soi-même et faire pénitence pour ses fautes passées. C'est ce qui advint à la Prusse après Iéna, puis une nouvelle fois en 1850, où elle ne subit pas, à vrai dire, de grave défaite, mais où il apparut clairement à elle-même et au monde — tout au long d'une série de petites campagnes au Danemark et en Allemagne du Sud — que son appareil militaire était délabré et s'effondrait à la première grande mobilisation. Son armée ne fut sauvée d'une défaite réelle que par l'humiliation politique subie par la Prusse à Varsovie et à Olmütz. Elle fut contrainte de soumettre son propre passé à une critique impitoyable pour apprendre à se mieux conduire. Cet examen de conscience, si indispensable, donna un nouvel essor à sa littérature militaire, qui avait trouvé en Clausewitz une étoile de première grandeur, mais n'avait cessé ensuite de décliner. L'un des fruits de cette prise de conscience

fut le livre de Höpfner, dont Borkheim reprit la partie documentaire dans sa brochure.

Aujourd'hui encore, il est bon de se remémorer cette époque de l'humiliation et des défaites, de l'impéritie royale et de la sottise diplomatique d'une Prusse engluée dans sa propre duplicité, qui culmina dans la plus lâche des trahisons des officiers braillards de la noblesse, dans l'effondrement complet d'un appareil d'Etat fondé sur le mensonge, l'hypocrisie et l'absence de tout lien avec le peuple. La petite-bourgeoisie philistine (dont la noblesse et les princes font partie en Allemagne) est, si possible, encore plus outrecuidante et chauvine qu'alors, les diplomates sont devenus bien plus arrogants, tout en gardant leur duplicité d'antan. Les officiers de la noblesse sont plus nombreux par le cours naturel aussi bien qu'artificiel des choses, de sorte qu'ils ont, pour ainsi dire, retrouvé leur ancienne prédominance au sein de l'armée. L'Etat devient de plus en plus étranger aux intérêts des grandes masses populaires et se transforme en un consortium des agrariens, des financiers et des grands industriels dans le but d'exploiter le peuple. Il n'en reste pas moins que s'il survenait une nouvelle guerre, l'armée prusso-allemande bénéficierait d'importants avantages sur ses adversaires aussi bien que sur ses alliés, ne serait-ce que parce qu'elle a servi de modèle d'organisation à toutes les autres. Mais, ces avantages ne seront plus aussi considérables qu'au cours des deux dernières guerres (1866 et 1870).

Ainsi, il sera difficile de retrouver, par exemple, l'unité du commandement suprême telle qu'elle existait alors, qui était due à un concours de circonstances particulièrement heureux et avait pour effet une obéissance absolue des officiers d'état-major. L'affairisme des compères de la bourse et de l'armée, qui s'étend désormais par le truchement de la noblesse agrarienne et militaire jusque dans l'intendance et la maison militaire impériale, peut rapidement devenir fatal à l'approvisionnement des armées en campagne.

L'Allemagne aura des alliés, mais, à la première occasion, elle les lâchera, comme ses alliés lâcheront l'Allemagne.

Enfin, pour la Prusse-Allemagne, il ne peut plus y avoir d'autre



guerre que mondiale, ou mieux, une guerre mondiale d'une ampleur et d'une intensité jamais connues. Huit à dix millions de soldats s'entr'égorgeront en vidant l'Europe de toute substance, comme jamais un essaim de sauterelles n'a dépouillé un pays. Les dévastations de la Guerre de Trente ans, concentrées sur trois ou quatre ans, s'étendront à tout le continent. Les famines, les épidémies et la misère aiguë ramèneront à la barbarie les armées comme les masses populaires. Le chaos indescriptible de l'activité humaine dans le commerce, l'industrie et les communications entraînera la banqueroute générale. Les vieux Etats avec leur sagesse traditionnelle s'effondreront ; des dizaines de couronnes rouleront sur le pavé, et personne ne daignera les ramasser. Il n'est pas possible de prévoir comment tout cela finira, et lequel des belligérants sortira victorieux du combat. Un seul résultat est absolument sûr : tout le monde sera épuisé, et nous aurons les conditions pour la victoire finale de la classe ouvrière.

Telle est la perspective : lorsque le système des surenchères mutuelles dans l'armement de guerre aura atteint son comble, il donnera inévitablement ses fruits. Voilà, messieurs les Princes et hommes d'Etat, où votre sagesse aura poussé la vieille Europe. Et, lorsqu'il ne vous restera plus d'autre issue que la dernière grande danse de la guerre, qu'à cela ne tienne, nous n'aurons rien à y redire. La guerre nous repoussera peut-être pour un temps à l'arrière-plan, et nous arrachera sans doute mainte position déjà conquise. Mais, lorsque vous aurez déchaîné les puissances que vous ne pourrez plus maîtriser, les choses suivront implacablement leur cours propre : à la fin de la tragédie, vous serez ruinés, et la victoire du prolétariat sera, ou bien acquise, ou bien elle sera finalement inévitable. \*

\* Lénine a été le fidèle continuateur de la théorie et de la prévision marxiste. En effet, il proclamait en Avril 1917 : « La révolution russe de Février-Mars a marqué le début de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Cette révolution a fait le *premier* pas vers la cessation de la guerre. Seul le *second* pas — le passage du pouvoir au prolétariat — peut en assurer la cessation. Ce sera, dans le monde entier, le début de la rupture du front — du front

des intérêts du Capital — et ce n'est qu'en rompant ce front que le prolétariat *peut* soustraire l'humanité aux horreurs de la guerre, lui procurer les bienfaits d'une paix durable. » (*Œuvres*, 24, p. 59-60).

Lénine ne se contente pas de dire, en bon marxiste, qu'on ne peut rien contre la bourgeoisie, si l'on n'utilise pas la violence, il montre encore que la paix à laquelle il aspire, en prenant le pouvoir en Russie, ne doit rien à un pacte de coexistence pacifique avec la bourgeoisie : « Quand le pouvoir passera aux Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, les capitalistes se prononceront contre nous : contre, le Japon ; contre, la France ; contre, l'Angleterre ; dans tous les pays, les gouvernements se prononceront contre nous. Les capitalistes seront contre nous ; nous aurons pour nous les ouvriers ». *Ibid.*, p. 432. (N. d. Tr.)

1. *Saint Empire romain de la Nation allemande*, nom donné à l'ancien Empire germanique lors du couronnement de Otton I<sup>er</sup>, après qu'il eût conquis l'Italie. Celui-ci renoua avec la tradition a-nationale de Charlemagne, qui voulait conjuguer l'élément tudesque et velche, comme cela se faisait au niveau historique et social antérieur à la *formation des nationalités* au moyen de pactes de fédération entre peuples de race plus ou moins proche. Déjà, l'Empire de Charlemagne s'était écroulé, parce qu'il niait le principe des nationalités particulièrement vif en France. Cf. Fr. Engels, *L'Origine de la famille* etc..., Ed. Soc., p. 140-44 et 240-43.

2. La centralisation joue un rôle essentiel dans la formation des nations. Elle est liée au phénomène de la violence pour autant qu'à l'heure du danger (guerre, révolution, crise), la société doit prendre des mesures d'urgence pour se défendre, en faisant prévaloir certains intérêts généraux sur des intérêts locaux et particularistes. La permanence du danger extérieur exige le maintien et l'officialisation des mesures centralisatrices. Engels remarque qu'un péril intense entraîne une centralisation plus forte. La guerre d'expansion soude moins la nationalité pour une double raison : parce qu'elle renforce la classe qui l'entreprend, parce qu'elle agit moins directement sur les structures internes de la société.

3. Sur le rôle de la violence et de la monarchie absolue dans la

genèse du capitalisme, cf. « La Décadence de la féodalité et l'essor de la bourgeoisie », en annexe à *L'Anti-Dühring*, Ed. Soc., p. 464-79.

4. Engels expose la situation allemande à l'intention des ouvriers anglais dans le principal journal chartiste, comme il expose la situation anglaise et irlandaise dans différents journaux du continent. Cette activité pratique est inséparable de l'œuvre théorique. Dans les très rares pays où les œuvres (à peu près complètes) de Marx et d'Engels sont publiées, on trouve toute une littérature sur leur activité militante, leurs efforts de coordination entre les organisations ouvrières, leur activité politique à la tête de journaux de parti, leur influence sur les partis ouvriers des divers pays, etc... Cette littérature est difficilement concevable en France : une grande partie des écrits de Marx et d'Engels y étant inédite, il y manque la prémisses d'études de détail sur le contexte historique, économique et social de leur œuvre et sur l'effet de celle-ci sur le mouvement social. Ainsi, le sens et la portée des polémiques de Marx avec Hegel, Feuerbach, les « socialistes vrais », Weitling, Kriege, etc... ne peuvent, de ce fait, être vraiment saisis. Les lacunes dans la publication des œuvres de Marx et d'Engels portent souvent sur leurs activités les plus engagées dans les mouvements de leur époque. Elles facilitent les interprétations subjectives, qui détachent Marx et Engels des réalités pour en faire des faiseurs de systèmes.

5. Le duché de Bourgogne échut à la France après la défaite de Charles le Téméraire devant les Français soutenus par les Suisses et les Lorrains. Toul et Verdun furent rattachés à la France en 1552. En 1670, la France entra en possession de toute la Lorraine ; Louis XIV fit occuper les villes impériales d'Alsace en 1674 et Strasbourg en 1681.

6. La lutte en vue de détacher la Suisse de l'Empire germanique commença dès les XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles. La Suisse devint indépendante lors de la paix de Bâle, signée en 1499 entre la Suisse et le Saint-Empire romain de la Nation allemande.

7. En 1477, la Belgique échut à la dynastie des Habsbourg à la suite du mariage de la fille de Charles le Téméraire avec le futur Empereur allemand Maximilien. Lorsqu'en 1516 le successeur de celui-ci — Charles-Quint — monta sur le trône d'Espagne sous le nom de Charles I<sup>er</sup>, elle passa aux mains de l'Espagne. En 1555, Charles-Quint laissa la Belgique (ou mieux les Pays-Bas espagnols) à son fils Philippe II d'Espagne.

8. La Cour impériale de justice était, jusqu'à sa dissolution en 1806, le tribunal suprême en Allemagne, à côté du Conseil de la Cour impériale d'obédience autrichienne. Elle fut créée en 1495 à la suite de la proclamation d'une trêve de dieu permanente. Elle fut tout d'abord itinérante, puis s'installa à partir de 1525 à Spire et s'établit à Wetzlar de 1693 à 1806.

9. Notamment, la Constitution de 1791, qui fit de la France une monarchie constitutionnelle. La révolution restait ainsi tout à fait acceptable pour le philistin allemand.

10. Le 10 Août 1792, le peuple de Paris prit d'assaut les Tuileries ; la conséquence en fut le renversement de la monarchie française et la convocation d'une Convention nationale, élue au suffrage universel.

11. De par ses conditions de vie réelles, le prolétariat est habitué à la misère, la discipline de fer et aux sacrifices. Depuis Marx et Engels, le Parti révolutionnaire ne peut pas ne pas proclamer ouvertement que la révolution est un processus (drame social) douloureux, même pour le prolétariat érigé en classe dominante. Marx a affirmé, dès 1847 : « Plus que de son pain, le prolétariat a besoin de son courage, de sa confiance en soi, de sa fierté et de son esprit d'indépendance ». Cette formule qui rend compte de la situation historique générale de la « classe la plus nombreuse et la plus déshéritée » ne néglige pas les revendications économiques pour des conditions de vie meilleure (possible uniquement pour une fraction de la classe ouvrière des pays capitalistes développés, et seulement au cours de la phase de prospérité). En effet, pour obtenir de « hauts » salaires ou pour défendre le minimum vital, les ouvriers doivent mener une lutte acharnée, autrement dit, mettre le courage et les sacrifices avant le pain. Dans l'Internationale, Marx défendit l'idée selon laquelle il était possible aux ouvriers d'arracher des salaires meilleurs contre ceux qui déclaraient que les salaires ne pouvaient dépasser le minimum vital. Pour appuyer sa thèse, Marx mit en évidence que le rapport entre salaire et profit ne se modifiait en faveur des salaires qu'au moyen des luttes revendicatives faisant baisser le taux des profits (cf. K. Marx, *Salaire, prix et profit*, 1865). En revanche, Marx récuse la thèse selon laquelle les salaires s'élèveraient en fonction de la haute productivité des ouvriers (de l'intensification de leur travail) : dans ce cas, la valeur du travail diminue, et cette baisse ne peut être freinée que par la force.

12. Dans leurs premiers écrits, Engels et Marx insistent, avant tout, sur le caractère positif (révolutionnaire) de Napoléon I<sup>er</sup>. A d'autres moments, ils insisteront plus sur ses aspects négatifs. Cette contradiction n'est pas due à un revirement d'opinion de Marx et d'Engels, ni à des confusions dans leur esprit ; elle est dictée par le personnage lui-même. Ainsi, Marx et Engels ont jugé positive l'action de Napoléon qu'ils ont appelé « le père de la bourgeoisie allemande », mais ils étaient réservés, voire hostiles à la politique qu'il a menée en France. Napoléon I<sup>er</sup> était, à leurs yeux, l'expression d'une force sociale opposée à une autre force sociale. Napoléon I<sup>er</sup> fera œuvre révolutionnaire, s'il s'oppose aux forces féodales ; il sera conservateur et contre-révolutionnaire lorsqu'il s'oppose au prolétariat.

Si, au fur et à mesure, Marx et Engels se montrent de plus en plus hostiles vis-à-vis de Napoléon, c'est que l'histoire a avancé et met de plus en plus à l'ordre du jour les revendications du prolétariat par rapport auxquelles Napoléon n'est pas révolutionnaire. Il serait donc parfaitement vain de faire une synthèse logique du personnage de Napoléon pour se former un jugement de « juste milieu ». Non seulement le personnage est contradictoire, mais ce

qu'il a de positif ne le reste pas éternellement, puisque l'histoire a atteint les buts qu'il se proposait et les a même dépassés, si bien que ceux qui revendiquent sa politique lui donnent un contenu opposé (Napoléon III par rapport à son oncle). Cependant, il arrive parfois qu'après un échec du prolétariat, l'histoire retarde par rapport à ce que se fixait la révolution au point qu'une mesure à la Napoléon constitue encore un pas en avant. La révolution bourgeoise était déjà faite lorsque Napoléon I<sup>er</sup> commença sa carrière. Si Napoléon I<sup>er</sup> balaya le féodalisme en Europe centrale et méridionale, c'est en relançant la révolution par rapport aux Thermidoriens et au Directoire, et en reprenant l'héritage des enragés et de Babeuf, qu'il n'appliqua qu'à l'extérieur en en faisant un programme bourgeois dirigé uniquement contre le féodalisme. Pour ce faire, il canalisa les énergies populaires en mobilisant les masses dans les appareils de l'Etat et de l'armée, afin de les tenir en main et d'éviter tout débordement. S'il accomplit le début de l'œuvre révolutionnaire en Allemagne en y balayant le féodalisme, ce ne fut pas pour la nation allemande, mais pour son propre pays, au profit de l'impérialisme français. Au commencement, Napoléon fait œuvre révolutionnaire en Allemagne, mais il devient bientôt un obstacle qu'il faut combattre — guerres de libération nationales de 1813-15 — si l'on veut achever l'œuvre commencée. Enfin, Napoléon I<sup>er</sup> représente les limites de l'efficacité des superstructures politiques de contrainte dans la révolution bourgeoise, et la nécessité de prendre, tôt ou tard, les masses en mains, afin de ne pas outrepasser les limites tracées à l'action historique de la bourgeoisie. Cf. note n° 17.

13. Ces textes datent de 1870, et non de la période de genèse du marxisme. Si nous les avons placés ici, c'est qu'ils donnent une vue synthétique de la situation allemande de cette période. Il faut, cependant, noter que Marx et Engels considéraient en 1842-48 la situation allemande en fonction de la révolution de 1848, qui devait évoluer au socialisme, alors qu'en 1870 l'Allemagne était en pleine lutte pour l'unité nationale bourgeoise.

Hegel a théorisé la tentative de 1813-15 de révolution bourgeoise par le haut, c'est-à-dire par le moyen des forces dont dispose l'Etat prussien. Marx s'y oppose dès le début, avec sa « Critique de la philosophie de l'Etat de Hegel » de 1843 (qui est fondamentale en ce qui concerne la stratégie militaire) et sa « Contribution à la critique de la philosophie du Droit de Hegel », dont nous publions un extrait (où il oppose à Hegel sa théorie de la prééminence du prolétariat dans la révolution allemande). La violence et le sort des armes décidera, si l'histoire opérera rapidement et radicalement dans le sens de Marx, ou si les accommodations de Hegel feront traîner en longueur la phase historique bourgeoise. Quoi qu'il en soit, Hegel représente un progrès partiel (mais combien chèrement payé et insuffisant) dans l'Allemagne de cette période. Dans un article du *Telegraph für Deutschland*, Engels remarque, en Janvier 1841, que Hegel passe du port paisible de la théorie à l'océan tempétueux de l'histoire concrète, lorsqu'il défend ceux qui ont

lutté en Prusse pour la libération nationale en 1813-15 contre les forces de conservation de l'ancien régime.

14. Une loi de 1868 avait créé en France une Garde nationale *mobile* et une autre *sédentaire*. La première était formée d'hommes aptes au service militaire actif et affectés à la surveillance des frontières, au service à l'arrière ou en garnison. Lorsqu'éclata la guerre de 1870-71, ce corps mobile n'existait que d'une manière embryonnaire ; pendant la guerre, un certain nombre d'hommes de 20 à 40 ans furent appelés dans la Garde mobile.

Ceux qui étaient exempts du service actif, ou les classes plus âgées, pouvaient être appelés dans la Garde nationale *sédentaire*.

C'est la Garde nationale qui constitua le noyau des troupes françaises, après la défaite de l'armée française régulière. La Garde nationale fut dissoute en 1872.

Les premiers francs-tireurs français surgirent, au cours de la révolution, à la fin du XVIII<sup>e</sup> et début du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque les troupes de la Coalition envahirent la France. En France, comme ailleurs, le système militaire obligatoire pour tous a pris racine dans le soulèvement général et spontané de la population au cours de la révolution bourgeoise, qui avait à lutter contre la réaction étrangère, et marqua le début des guerres modernes qui entraînent toute la population dans la lutte. Plus tard, la bourgeoisie a peur de cette forme spontanée — et toute naturelle — de la défense militaire, parce qu'elle dégénère rapidement en lutte contre elle-même. Mais, elle est parfois assez habile pour en tirer profit : c'est ainsi que les partisans furent utilisés par la bourgeoisie française après la défaite de 1940 pour restaurer l'Etat français et l'armée officielle. De même, Hitler utilisa, en 1945, le vieux *volksturm* pour les travaux de fortification de l'arrière-pays et assurer une ultime défense.

Dans les conditions modernes, c'est pure hypocrisie que de vouloir localiser et « humaniser » les guerres, en prétendant les limiter aux seuls combattants en uniforme : la moindre avance, et même le premier engagement, affectent déjà la population civile. De même, est-il hypocrite d'interdire au peuple de manifester avec les armes — si besoin est — pour défendre ses propres revendications contre la classe des exploiters, puisque la bourgeoisie ne recule devant aucun moyen pour se défendre, à l'extérieur comme à l'intérieur.

15. Le fac-similé, dont parle Engels, se trouve aux pages 120-121 de l'édition de 1865 de l'ouvrage de G.H. Pertz, *Leben des Feldmarschalls Grafen Neithardt von Gneisenau*, vol. 2 (1810 à 1813).

C'est à la conférence de Carlsbad des ministres des Etats allemands en Août 1819 que fut lancée l'épithète de « démagogues ». L'étudiant Sand venait d'assassiner Kotzebue, un partisan de la Sainte-Alliance qui était, par ailleurs, un espion au service du tsar. Ce fut le prétexte de représailles contre ceux qui voulaient poursuivre la lutte pour la libération nationale des années 1813-15.

16. Cf. le plan de Gneisenau dans l'ouvrage ci-dessus mentionné de G.H. Pertz, p. 112-142. La loi sur le *landsturm* se trouve dans *Gesetz-Sammlung für die königlichen Preussischen Staaten*. 1813, Berlin, p. 79-89, et dans l'ouvrage de M. Blumenthal, *Der preussische Landsturm von 1813*, Berlin 1900, p. 163-178.

On a beaucoup écrit, de nos jours, sur les partisans, la guérilla, etc..., mais on connaît mal les « classiques » qui ont théorisé l'expérience des années 1813-15. Leur mérite est d'avoir considéré d'une pièce la genèse, le développement et l'aboutissement des mouvements de défense spontanée, leur liaison aussi bien avec les besoins élémentaires de la révolution qu'avec les institutions officielles, qui en sont issues plus tard et qui ne sont plus révolutionnaires, mais restent à l'occasion capables d'exploiter les forces populaires élémentaires. Dans l'appréciation de ces mouvements, il faut donc tenir compte de leur objectif social (de classe).

17. Le babouviste Buonarroti, par exemple, a théorisé l'extension de la révolution au-delà des frontières nationales dans son ouvrage *Conspiration pour l'Egalité dite de Babeuf*, deux tomes, Ed. Soc., Cf. aussi J. Juypers, *Buonarroti et ses sociétés secrètes. Les Egalitaires en Belgique*, Bruxelles, 1960.

18. Il s'agit de l'article publié par Kautsky dans la *Neue Zeit* : « Die Klassengegensätze in Jahre 1789. Zum hundertjährigen Jubiläum der grossen Revolution ».

19. Dans l'Introduction, nous avons vu que, dans la révolution bourgeoise, le prolétariat ne pouvait aller au-delà de sa constitution en classe distincte des autres en s'organisant en parti politique. Mais, en intervenant avec la violence dans le processus révolutionnaire, il accélère le cours de la révolution et accroît ses effets progressifs. L'immaturité des conditions économiques est donc, en quelque sorte, une arme de guerre en faveur de la bourgeoisie. Cependant, il ne faut pas généraliser abusivement cette donnée historique, comme l'a fait Kautsky en opposant aux bolcheviks que la révolution russe ne pouvait être que bourgeoise. Cf. la remarquable réponse de Trotsky à cet argument, in *Terrorisme et communisme*, 10/18, et, notamment, au chapitre « Rapport des forces ».

20. La discussion qu'Engels engage avec les autres tendances du socialisme ne doit pas aboutir à un moyen terme, le dialogue engendrant la vérité (ou une partie de celle-ci). Ce n'est pas d'un compromis intellectuel progressif que s'est dégagé le marxisme. Au contraire, celui-ci part de l'idée qu'en France, en Angleterre, en Allemagne un même communisme est né de conditions matérielles, certes différentes, mais assez semblables et développées pour créer la même théorie. Il y a deux réponses complémentaires en ce qui concerne les effets « créateurs » de la discussion : la théorie est inflexiblement le reflet intellectuel des conditions matérielles, et ne souffre pas d'être modifiée par la discussion ; cependant, il n'est pas possible à un parti de gagner les masses, si la discussion est étouffée au sein du parti lui-même où les niveaux de compréhension sont différents suivant les individus. En fait, un véritable parti révolutionnaire doit constamment convaincre et mobiliser ceux pour qui le marxisme ne représente aucune autorité, et peut même être considéré avec méfiance. Devant, jour après jour, mettre en mouvement des masses stagnantes de l'opinion, il doit jeter sur la place publique ses thèses pour en démontrer la validité et la justesse, et les voir confirmées par les événements réels.



21. Les caractéristiques de classe jouent un rôle décisif sur le champ de bataille : les revendications d'une vie meilleure ne galvanisent pas seulement l'énergie de ceux qui combattent, elles les recrutent et les suscitent, et chaque victoire renforce la position des combattants : il importe donc de les définir dans toute leur ampleur.

Dans ce texte, la critique d'Engels rejoint celle de Marx qui, dans la « Question Juive », par exemple, démystifie les valeurs politiques de liberté, de démocratie, et leur dénie une existence dans le socialisme. Nous sommes donc au niveau supérieur de la critique marxiste, qui oppose la société communiste à la société capitaliste, et non un progrès partiel à une situation sociale attardée. En se plaçant du point de vue des principes finaux, Marx, Engels et Lénine (cf. *L'Etat et la révolution*, chap. 6 : « Engels et la suppression de la démocratie ») sont des anti-démocrates, puisque appartenant à un « parti dont le but politique final est la suppression de tout Etat et, par conséquent, de la démocratie ».

On oppose à cette conception la formule de la « conquête de la démocratie » par le prolétariat (cf. « Manifeste »). Or, cette conquête ne correspond qu'à un stade transitoire de la lutte. En effet, tant qu'il y a prolétariat, il y a d'autres classes, et donc possibilité de démocratie (coexistence — tout autre que pacifique — des classes, sous la dictature du prolétariat).

Cette question étant complexe et très controversée, nous citerons encore un passage de la série d'articles d'Engels sur la « Situation de l'Angleterre : « La Constitution anglaise » (octobre 1844, in « Vorwärts ! »), où Engels n'introduit aucune opposition entre le fait de *conquérir* la démocratie et celui de la détruire : ces actes se suivent et sont liés. Ce passage montre, en outre, qu'à cette période, le prolétariat anglais était le plus avancé d'Europe du point de vue de la maturité de ses conditions sociales : « le *proche avenir* de l'Angleterre sera la démocratie. Mais, quelle démocratie ! Non pas celle de la révolution française qui s'opposait à la monarchie et au féodalisme, mais la démocratie qui s'oppose à la classe bourgeoise et aux classes possédantes. C'est ce qui découle de toute l'évolution antérieure. La classe des bourgeois et des possédants tient le pouvoir ; les pauvres sont privés de droits, opprimés et exploités, la Constitution est niée et la loi bafouée : la lutte de la démocratie contre l'aristocratie est en Angleterre la lutte des pauvres contre les riches. La démocratie vers laquelle l'Angleterre s'achemine, c'est la démocratie *sociale*. Mais, la simple démocratie est incapable de remédier aux maux sociaux. L'égalité démocratique est une chimère : la lutte des pauvres contre les riches ne peut donc être menée jusqu'à son terme ultime sur le terrain de la démocratie ou de la politique en général. Cette phase n'est donc qu'un point de transition, c'est le dernier moyen purement politique que l'on puisse employer, car, aussitôt après, il faut que se développe un élément nouveau, un principe dépassant tout élément politique : celui du socialisme ».

Chacun de ces stades détermine non seulement les alliés et les ennemis, mais, encore la stratégie à utiliser dans la lutte de

classes ; mais, toujours, le prolétariat doit avoir un programme et un parti autonomes, et se doit de critiquer ses alliés, afin de préserver, dès à présent, ses capacités de luttes futures et maintenir la liaison avec tous les stades de la lutte, en évitant les tournants qui déconcertent et embrouillent les combattants.

22. Il s'agit d'un groupe de socialistes utopistes anglais qui, en 1842, avait fondé à Ham-Common (près de Londres) une communauté du nom de « Concordium ». Ces socialistes, qui se rattachaient au mystique anglais G.P. Greeves, prêchaient la perfection morale et un mode de vie ascétique. Cette colonie ne connut qu'une brève existence.

23. Dans la *Critique du Programme de Gotha* (1875), Marx indique quelles seront les solutions au cours des différentes phases du socialisme. Il convient de ne pas oublier que la critique de Marx s'applique à un programme déjà rédigé et correspondant à la situation de l'Allemagne de 1875, où le prolétariat se trouvait dans la phase « idyllique » du capital et pouvait parvenir au pouvoir sans catastrophe sociale entraînant l'économie dans une ruine complète, comme cela se produit lorsque le prolétariat s'empare du pouvoir après une guerre impérialiste. Le programme n'en est pas changé pour autant, mais la révolution part de prémisses économiques plus ou moins avancées.

24. *La Phalange*, organe des Fourieristes, parut de 1832 à 1849 à Paris. Elle changea à plusieurs reprises de titre, de format et de rythme de publication (de 1840 à 1843, elle était tri-hebdomadaire). Lorsqu'en Août 1843, les Fourieristes publièrent un quotidien *la Démocratie pacifique*, *la Phalange* devint leur revue théorique.

25. Les « Travailleurs Egalitaires » est le nom d'une société secrète de communistes français se rattachant à Babeuf, et créée en 1840. Elle regroupait essentiellement des ouvriers. Les « Humanitaires » appartenaient à la même tendance et se groupaient autour du journal *l'Humanitaire*. Ces sociétés étaient sous l'influence de Théodore Dézamy, dont la tendance était révolutionnaire et matérialiste.

26. Engels critique ici le babouvisme au nom du programme final du communisme, où les classes auront disparu. Le programme babouviste correspond, dans l'ensemble, aux premiers stades du socialisme (cf. les *Manuscrits parisiens de 1844*, Ed. Soc., p. 87). Pour Marx, ce communisme est une première abolition de la propriété privée et demeure un stade politique, démocratique ou despotique. Au demeurant, le marxisme révolutionnaire se base sur ces éléments « grossiers » dans la lutte au sein de la société capitaliste : « Seule, la partie de la nation anglaise que l'on ne connaît pas sur le continent, à savoir, la classe des ouvriers, des parias et des pauvres d'Angleterre, est vraiment respectable, en dépit de toute sa grossièreté et de ses mœurs dissolus. C'est d'elle que viendra le salut de l'Angleterre, c'est en elle que l'on trouve encore une matière susceptible de se modeler et d'évoluer. Elle n'a aucune culture, mais elle est sans préjugés ; elle a encore la force d'accomplir une grande tâche nationale, elle a encore un avenir. » (*La situation de l'Angleterre*, in : « Annales Franco-Allemandes » de 1844.)

« L'Angleterre révèle ce fait remarquable : plus une classe est basse dans une société, plus elle est « inculte » au sens commun du terme, plus elle est proche du progrès, plus elle a donc un avenir. Dans l'ensemble, c'est la caractéristique de toute époque révolutionnaire. C'était déjà le cas, notamment, lors de la révolution religieuse qui engendra le christianisme, et qui révéla « heureux sont les pauvres », « la sagesse de ce monde est devenue folie », etc... » (« Lettres de Londres », in : *Schweizerischer Republikaner*, 16 Mai 1843). Cf. notes n<sup>os</sup> 49 et 186.

27. Les 11, 12 et 13 Octobre 1843 eut lieu, à Manchester, une discussion publique entre le chartiste Jonathan Bairstow et John Watts, qui était alors un propagandiste owénite très actif. Engels a, manifestement, participé à cette discussion.

28. Engels fait sa critique à partir du communisme supérieur. Les rapports ultérieurs du marxisme et du proudhonisme confirment que le marxisme n'a pas plagié la conception d'une société sans Etat d'origine anarchiste. Cette revendication est trop fondamentale pour n'être pas propre au communisme. En effet, elle correspond à l'aspiration profonde des masses, qui, ayant quitté la société sans classes et sans Etat du communisme primitif, en gardent une nostalgie, qui s'exprime sous des couleurs utopiques tant que les conditions matérielles et les forces sociales ne sont pas réalisées pour remettre à l'ordre du jour cette revendication profondément ancrée dans les humains.

Tout logiquement et inexorablement, Proudhon devait lui-même renier la revendication de l'abolition de l'Etat en prônant le maintien d'un Etat fort (Cf. « Carnets » de Proudhon de 1848, t. II, p. 344 sq.). Mais, dès le début, son *système des échanges* de marchandises n'impliquait-il pas la machinerie étatique ? Dans un article sur « La revendication de l'abolition de l'Etat » d'octobre 1850, Engels cite un passage de la *Nouvelle gazette rhénane, Revue* (IV), qu'il avait écrit en collaboration avec Marx : « L'abolition de l'Etat n'a de sens que chez les communistes qui y voient le résultat nécessaire de l'abolition des classes. Avec leur suppression, disparaît aussi le besoin du pouvoir organisé d'une classe afin de se soumettre les autres. »

Alors que Babeuf représente, selon Marx, le parti authentiquement communiste, surgi au cours de la révolution anti-féodale, mais n'exprime qu'une phase de la lutte pour l'avènement complet du communisme, Proudhon représente la classe petite-bourgeoise et sa convergence avec le marxisme n'est qu'apparente, comme Marx le démontrera dans la *Misère de la philosophie* (1847). A l'instar de Fourier, Proudhon décrit sous une forme idéalisée ce qui est la réalité de la société bourgeoise, ou bien il donne un contenu bourgeois à une revendication socialiste. C'est ce qu'il fait de son abolition de l'Etat.

29. *Le Populaire de 1841*, organe pacifiste et utopique, publié de 1841 à 1852, à Paris, et rédigé par E. Cabet jusqu'en 1849, se distingue de l'hebdomadaire radical *Le Populaire* publié par Cabet de 1833 à 1835.

*La Revue indépendante*, publication mensuelle de Novembre 1841 à Février 1848 sous la direction de P. Leroux, G. Sand et L. Viardot.

30. Ces « précurseurs » du marxisme ne sont pas des représentants du parti communiste, ni du socialisme utopique. Ils sont le dernier maillon avant le communisme, d'où le jugement radical d'Engels sur leur refus de se dégager des positions bourgeoises, dont ils sont les représentants extrêmes, comme le fut Ricardo ou Robespierre, par exemple. Il est évident que cette attitude prête plus à confusion dans le domaine politique que dans celui de l'économie.

Au cours de la révolution bourgeoise de 1525, Luther fit, lui aussi, un pas vers le communisme de Münzer, mais il s'arrêta et recula bientôt. L'expérience a montré que plus ces éléments sont proches du communisme, plus ils représentent un danger s'ils acquièrent une influence : il faut donc provoquer le pas dans un sens ou dans un autre. On ne saurait, en aucun cas, considérer leur situation comme définitive, car elle risquerait de cristalliser des forces sur cette position ambiguë.

Après sa critique de Hegel, Marx s'est attaqué à tous les représentants de cette tendance au cours d'une longue polémique allant de « la Sainte-Famille » à « l'Ideologie allemande ». Cf. note n° 43.

31. Engels analyse, comme on le voit, les rapports de classes réels de l'Allemagne, dont les conditions de décomposition avancée permettent une conscience plus avancée. Ainsi, Engels put dire de l'artisan allemand de cette époque : « Bien que l'artisan allemand de ce temps-là était encore pourri d'une foule d'idées héritées des anciennes corporations, ce qui lui fait le plus honneur, c'est que n'étant pas encore un prolétaire dans toute l'acception du terme, puisqu'il constituait encore un appendice de la petite-bourgeoisie en train d'évoluer vers le prolétariat moderne, il fut déjà capable d'anticiper instinctivement son développement futur et de se constituer, bien que ce ne fût pas encore avec une pleine conscience, en parti du prolétariat, comme le fit Weitling dès 1843 ». (« Révélations sur le procès des communistes de Cologne ». Préface de 1885).

32. Engels fait allusion à un écrit anonyme qu'il publia en Avril 1842 à Leipzig, « Schelling et la Révélation. Critique de la tentative la plus récente de réagir contre la philosophie libre ».

33. Engels précise, à la page suivante, qu'il s'agit de la *Gazette Rhénane* à laquelle Marx et lui-même collaborèrent. Cela confirme la thèse, selon laquelle Marx et Engels furent, dès le début de leur activité politique, des communistes, la *Gazette Rhénane* n'étant pas un journal libéral, mais un journal de leur parti. Dans les conditions arriérées de l'Allemagne de cette époque, où les bourgeois étaient incapables d'assumer leur propre révolution, il fallait qu'ils fussent remplacés dans cette phase transitoire par des partisans de l'Etat prussien ou par des représentants du communisme. Si ceux-ci présentèrent dans l'immédiat des mots d'ordre partiels, adaptés à la réalité existante, ils les relièrent cependant aux mots d'ordre finaux du communisme. Ce difficile processus créé, certes, de nombreuses illusions et confusions du fait de l'imbrication des intérêts de diverses classes et de la communauté d'action qui peut

subsister entre les couches bourgeoises, petites-bourgeoises et ouvrières.

En ce qui concerne les détails sur la *Gazette Rhénane* et les *Annales allemandes*, cf. l'édition complète des Œuvres de Marx-Engels, préparée par Riazanof (MEGA), Première Section, volume 1.

34. Ce système de connaissances embrasse non seulement toutes les disciplines scientifiques, mais, encore, toutes les activités matérielles et productives de la société humaine : cf. Marx *Manuscripts de 1844* (Ed. Soc. p. 94-97). Ce système unitaire permet de saisir et de relier entre eux les phénomènes les plus divers et les plus complexes : il s'oppose à la division bourgeoise de la science en compartiments isolés et particuliers que relie une théorie de la connaissance, qui justifie, avec plus ou moins de bonheur, les prémisses des différentes sciences. Pour Marx, l'histoire de l'industrie et l'existence objective de celle-ci représente le livre ouvert des forces humaines essentielles. Ainsi, la psychologie humaine s'explique au moyen des produits de l'industrie en général. Cet ensemble cohérent est formé par l'histoire de la nature extérieure et de l'évolution humaine, l'homme étant issu de la nature et en étant son mode conscient. Les efforts intellectuels sont ainsi solidement reliés aux efforts productifs de l'humanité, qu'ils s'effectuent dans le procès de travail, dans la lutte de classes ou à la table de travail : la question militaire n'est pas une science particulière, ayant ses propres lois. Elle acquiert ses caractéristiques et son efficacité de l'ensemble des rapports.

35. Edgar Bauer fut condamné à quatre ans de prison, après que le gouvernement prussien eût placé sous scellé son livre *La polémique de la critique contre l'Eglise et l'Etat*.

36. Cet article, publié dans la *Gazette Rhénane*, illustre le caractère international du socialisme scientifique : il tire les leçons d'une réalité anglaise, qui reste obscure aux Anglais, et les expose aux Allemands. Il conclut à la nécessité d'une révolution violente en Angleterre. Nous ne pensons pas que cette conclusion soit en contradiction avec l'affirmation ultérieure de Marx et d'Engels, admettant qu'en Angleterre, au cours de la phase pré-impérialiste, le pouvoir pourra être conquis « pacifiquement » pendant une période historique limitée (celle où la bourgeoisie ne dispose pas d'une armée, police, bureaucratie très importantes, et où le prolétariat dispose de puissants moyens légaux, qui sont, bien souvent, une forme légale de la violence). Au demeurant, c'est seulement après 1849 que la bourgeoisie, enfin parvenue au pouvoir sans partage, a inauguré, en Angleterre, un système politique ouvrant la période limitée de conquête « pacifique » du pouvoir. Mais, même alors, ce n'est qu'un prélude : « Le suffrage universel qui fut, en 1848, en France, une formule de fraternisation générale est en Angleterre un cri de guerre. En France, le contenu immédiat de la révolution fut le suffrage universel ; en Angleterre, le contenu immédiat du suffrage universel, c'est la révolution ». (« K. Marx, *Neue Oder-Zeitung*, 8 juin 1855 »).

En effet, la conquête du pouvoir n'est qu'une phase de la révolution,

qui aboutit au communisme et réclame de toute nécessité la dictature du prolétariat et les mesures despotiques, que Marx cite dans le *Manifeste*. Le processus révolutionnaire dépasse de loin la simple prise du pouvoir (cf., par exemple, les dernières pages de la *Misère de la Philosophie*).

37. De récentes études ont mis en évidence que la population et le revenu national de la France dépassaient *quantitativement* ceux de l'Angleterre au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Cela explique, d'une certaine manière, que le besoin d'expansion était moins fort en France, « où l'on vivait bien ». Cf. Les Cahiers de l'ISEA, Juillet 1965, « Etude comparative entre l'économie française et anglaise de 1789 à 1913 ». Dans le VI<sup>e</sup> chapitre inédit du *Capital*, Marx dresse un tableau comparatif de l'industrie anglaise et française en 1854, d'où il ressort que l'Angleterre avait une forte avance *qualitative* sur la France dans le domaine de la concentration des entreprises, des machines utilisées par nombre d'ouvriers, etc...

38. Dans le *Capital*, Marx se plaint de ce que la bourgeoisie anglaise ait mis sous le boisseau les écrits révolutionnaires du prolétariat anglais. Après ces silences et quelques autres, il sera plus facile de présenter les ouvriers anglais comme des « réformistes ».

Engels fait allusion ici à la tentative des ouvriers anglais d'organiser une grève générale dans différentes régions industrielles (Lancashire, Yorkshire, etc...) en Août 1842. Dans toute une série de localités, la troupe, la police et les ouvriers s'affrontèrent les armes à la main. Ce qu'Engels ressent comme une faiblesse du prolétariat anglais est le côté fort du prolétariat français : le maniement de l'arme politique. Engels reproche aux dirigeants ouvriers de lancer « le vieux cheval de bataille anglais de la grève générale expropriatrice », c'est-à-dire une arme purement économique, au moment où il faut renverser le pouvoir politique des bourgeois. En effet, la grève générale s'arrête devant les institutions politiques de la domination bourgeoise à laquelle elle ne touche pas, bien que la bourgeoisie soit ébranlée par l'arrêt général de l'activité économique. C'est à quoi les anarchistes petits-bourgeois rattachent leur « arme » de la grève générale expropriatrice.

39. La Charte du peuple contient les revendications des chartistes. Rédigée le 8 Mai 1838 sous forme d'un projet de loi devant être soumis au Parlement, elle présente six revendications : suffrage universel (pour les hommes de plus de vingt et un ans) ; vote parlementaire annuel ; vote au scrutin secret ; égalité des circonscriptions électorales ; abolition du cens d'éligibilité ; paiement des députés.

40. L'union de l'Irlande à l'Angleterre fut imposée par le gouvernement anglais, après l'écrasement de la révolte irlandaise de 1798. Elle entra en application le 1<sup>er</sup> Janvier 1801, détruisit les derniers vestiges d'autonomie de l'île et supprima le Parlement irlandais. Dès 1820, la revendication de l'autonomie devint très forte dans le peuple. Comme le montre Engels, O'Connell fourvoya le mouvement et n'obtint que des avantages minimes qu'usurpa la bourgeoisie irlandaise. En 1845, O'Connell fit un compromis avec les whigs

anglais et cessa toute agitation. En 1848, les chartistes tentèrent — avec O'Connor — de prendre l'agitation en main ; Engels écrivit pour la *Réforme* du 8 Janvier 1848 : « Il ne fait pas de doute que, s'il accomplit ce projet, O'Connor ne soit, en moins de six mois, à la tête du peuple irlandais. Réunissant alors dans ses mains la direction de la démocratie des trois royaumes, il se verra placé dans une position qu'aucun agitateur, pas même O'Connell, n'a occupée avant lui ».

Ainsi, dès avant 1848, les chartistes — et par eux Marx et Engels — ont connu le problème de la liaison entre le prolétariat et un peuple luttant pour disposer de lui-même. Marx posera plus tard cette question à l'ordre du jour de la Première Internationale en même temps que la question polonaise. Marx résume son point de vue sur l'importance *sociale* de la question *nationale* irlandaise dans sa lettre à Kugelman du 29 Novembre 1869, et reproduit des textes de l'Internationale sur cette question dans sa lettre du 28 Mars 1870. Cf. Karl Marx, *Lettres à Kugelman. 1862-1847*, avec une préface de Lénine, Paris, 1930. Rééd. Anthropos, 1969.

41. Marx se place à un autre niveau politique : il complète le discours d'Engels, en montrant la liaison qui existe entre l'oppression du prolétariat et celle d'une nation asservie par une bourgeoisie impérialiste. Dans le feu de la révolution de 1848, Marx et Engels lanceront le mot d'ordre selon lequel la libération nationale allemande est liée à celle de la Pologne, de la Hongrie, de l'Italie, etc... C'est le prolétariat anglais qui fournit, sur ce point, l'exemple au socialisme moderne.

42. Effectivement, le 10 Avril 1848, les chartistes engagèrent la bataille contre leur bourgeoisie, qui leur opposa une force écrasante.

Au cours de la révolution de 1848-49, Marx attribua toujours une place décisive au parti chartiste : « Ce n'est qu'au moment où les chartistes seront à la tête du gouvernement anglais que la révolution sociale passera du domaine de l'utopie à celui de la réalité. *Toute guerre européenne* où l'Angleterre se trouve mêlée, devient une guerre mondiale. Elle sera menée au Canada comme en Italie, en Inde Orientale comme en Prusse, en Afrique comme sur le Danube. Or, une guerre européenne est la conséquence directe et première d'une révolution ouvrière triomphant en France. Comme à l'époque de Napoléon, l'Angleterre sera à la tête des armées contre-révolutionnaires, mais, de par la guerre elle-même, elle sera projetée à la tête du mouvement révolutionnaire et se lavera des crimes qu'elle a commis contre la révolution du XVIII<sup>e</sup> siècle ». (Karl Marx, « Le mouvement révolutionnaire », in la *Nouvelle Gazette rhénane*, 1<sup>er</sup> Janvier 1849).

43. Ce « Prussien » n'est autre qu'Arnold Ruge, publiciste allemand, jeune-hégélien et directeur, avec Marx, des *Annales Franco-Allemandes* (1844). C'était un bourgeois radical et démocrate ; en 1848, il fut membre de l'Assemblée Nationale de Francfort (aile gauche) ; après 1866, il fut national-libéral. Dans sa lettre à Marx, Engels écrit le 19 Novembre 1844 : « Nombreux sont ceux qui ne veulent pas admettre qu'il existe entre Ruge et nous une différence de principes. Ils ne voient que des divergences personnelles. Si nous leur disons

que Ruge n'est pas communiste, ils ne le croient pas vraiment, ou estiment qu'il est regrettable de jeter au rebut une « autorité littéraire aussi considérable ». Que faut-il faire ? Il faut attendre que Ruge dise une grosse bêtise pour que nous puissions le leur démontrer de manière tangible ».

44. Marx fait allusion à un décret pris par le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV le 18 Juin 1843 à la suite d'un banquet organisé par les libéraux en l'honneur de la septième session de la Diète rhénane à Dusseldorf. Il fut interdit aux fonctionnaires de participer désormais à de telles manifestations.

45. *Somerset House* est un vieux palais de l'Ouest de Londres, où l'on avait casé différents services ministériels. C'est Eugène Buret qui a créé l'expression de « ministère du paupérisme ».

46. Marx cite ici un extrait de l'ouvrage de Michel Chevalier, un saint-simonien des années 1830 : *Des intérêts matériels de la France*, publié à Paris et Bruxelles en 1838.

47. Marx connaissait bien la question de la censure : dès ses débuts à la *Gazette Rhénane*, il en fut victime. Ce ne fut pas la dernière fois qu'il fut censuré par les autorités, par la direction d'un journal ou par des « socialistes ». Marx affirme que le système allemand alliait les méthodes prussiennes de censure aux méthodes bourgeoises plus évoluées de répression des écrits « subversifs » : les amendes et les poursuites judiciaires. La loi française de 1835 intimida, en effet, la presse par des menaces d'amendes énormes et introduisit la censure pour les illustrations et les caricatures.

48. Ces revendications se rattachent à ceux du *Manifeste* et des *Principes du communisme* (cf. p. 95-97 et 152-54 de l'édition Costes du *Manifeste communiste* de 1953, qui reproduit également les revendications du Parti communiste en Allemagne, p. 220-23). Engels a eu une grande part dans leur élaboration.

On peut les comparer à celles de Lénine en Avril 1917 : cf. « Les tâches du prolétariat dans notre révolution », in : Lénine *Œuvres choisies en deux volumes*, t. II, 1<sup>re</sup> partie, p. 18-54.

On voit que toutes ces revendications tournent autour de l'instauration d'un puissant Etat central, qui, aux mains des forces révolutionnaires, est une arme efficace pour faire triompher leurs revendications et abattre, à l'intérieur et à l'extérieur, les forces d'ancien régime. Il dégage de la sorte une large base pour la diffusion et l'extension des rapports productifs nouveaux.

Certes, en Allemagne, il s'agissait d'introduire tout d'abord un Etat national bourgeois. C'était donc renforcer le prochain adversaire du prolétariat ? En réalité, comme l'expérience de la Révolution française l'avait démontré, l'instauration d'un Etat central bourgeois est le meilleur moyen d'assurer la continuation de la lutte des classes, en permettant au prolétariat (qui est bientôt la classe la plus importante de la société) de se déployer et de s'organiser à l'échelle nationale contre un ennemi concentré, que l'on peut frapper à la tête. Un Etat décentralisé ou fédéral est plus difficile à abattre et obtient plus facilement un renfort de la réaction étrangère, des organes de l'ancien Etat continuant toujours



de subsister dans quelque province éloignée qui sert de base pour la reconquête du reste du pays. L'expérience politique française a sans cesse guidé Marx et Engels dans le choix des mesures révolutionnaires à proposer au prolétariat international.

49. La question de la militarisation de la classe ouvrière est fondamentale, du fait qu'elle met aux mains des travailleurs la puissance militaire de l'État, et en fait la force décisive, non seulement dans la production, mais encore dans la société (vis-à-vis des autres classes sociales). La militarisation des bataillons du travail remet donc le pouvoir de décision au prolétariat organisé, qui a désormais le fusil en main. Dans l'actuelle société bourgeoise, les millions de travailleurs étrangers que le développement économique attire dans les grands pays capitalistes sont non seulement désarmés, mais, encore, « hors la loi », n'étant même pas admis, dans la nation où ils produisent, comme « citoyen à part entière ».

On retrouve la même idée de militarisation dans les mesures du *Manifeste* ou des *Principes du Communisme* : « Obligation de travail égale pour tous les membres de la société jusqu'à la suppression complète de la propriété privée. Formation d'armées industrielles, en particulier pour l'agriculture ». Cette militarisation des travailleurs fut revendiquée par la révolution de 1917, et, notamment, par Lénine et Trotsky.

Contrairement au socialisme utopique, le marxisme tire les moyens de l'émancipation de la réalité existante et de la structure actuelle des forces de la société. Ainsi, l'autorité et la discipline (nécessaires à la dictature du prolétariat) sont ancrées dans la nature même du prolétariat industriel, né des conditions réelles de la production moderne.

Les mesures du premier stade du socialisme tendent à propager à tous les hommes les conditions souvent « grossières » du prolétariat. Si cette perspective est effrayante, c'est surtout pour les classes autres que celle des ouvriers : d'où, entre autres, la nécessité de la dictature du prolétariat. Dans son article « De l'autorité » (1874), Engels écrivait : « Au moins durant les heures de travail, on peut écrire sur les portes de l'usine : *Vous qui entrez ici, abandonnez tout esprit d'indépendance!* Si l'homme, avec la science et le génie inventif, s'est soumis les forces de la nature, celles-ci se vengent de lui en le soumettant, indépendamment de tout ordre social, à un véritable despotisme, dès lors que l'homme les utilise ». L'homme trouvera, certes, des moyens pour réduire à fort peu de choses les heures de travail dans les grandes usines automatisées, mais on en sera loin, à l'échelle mondiale, lorsque la bourgeoisie sera renversée. Le moyen le plus rapide pour arriver à une mécanisation poussée de tous les secteurs qui s'y prêtent, c'est de mettre tout le monde au travail productif. L'armée ne cessera pas de représenter un certain modèle pour la collectivisation non seulement des forces productives, mais encore des besoins, du moins dans les premières phases du socialisme.

Marx écrivait à Engels, le 25 Septembre 1857 : « Mieux que n'importe quoi, l'histoire de l'armée illustre la justesse de notre conception sur la connexion entre les forces productives et les rapports

sociaux. En général, l'armée est importante pour le développement économique. Ainsi, chez les Anciens, c'est en premier dans l'armée que le salaire fut d'abord complètement développé. De même, chez les Romains, le *peculium castrense* fut la première forme juridique qui reconnut la propriété meuble de ceux qui n'étaient pas pères de famille. De même, les jurandes tiennent de la corporation des *fabri* (artisans formant un corps autonome dans l'armée, comme le génie de nos jours). On y trouve, en outre, la première utilisation en grand des machines. La valeur particulière des métaux et leur utilisation monétaire semblent à l'origine — sitôt que l'âge de pierre de Grimm est révolue — reposer, elles aussi, sur une fonction guerrière. Enfin, la division du travail *au sein* d'une même branche a été réalisée tout d'abord dans les armées. On y trouve résumée de manière frappante toute l'histoire des sociétés bourgeoises ». Cf. note n° 186.

50. Il n'y avait rien d'utopique à espérer le triomphe de la révolution allemande en Mars 1848. En effet, la victoire militaire fut bientôt remportée par le prolétariat, mais « la bourgeoisie ayant récolté la victoire dès le premier assaut donné par le prolétariat qui, en fait, avait lutté et arraché la décision, on vit partout se dresser, derrière la bourgeoisie, le spectre menaçant du prolétariat. Dès lors, la bourgeoisie se vit poussée dans les bras de l'adversaire qui venait tout juste d'être vaincu : la réaction monarchiste, bureaucratique, semi-féodale et militaire », cf. Fr. Engels, *Le rôle de la violence dans l'histoire*, 4<sup>e</sup> Section de la Théorie de la violence.

51. De Sicile, le mouvement révolutionnaire gagna bientôt Palerme, les Abruzzes, l'Apulie, la Calabre, l'Etat de Naples, enfin la Sardaigne, Turin et Gênes. En moins de quinze jours, les monarchies absolues de Naples et de Sardaigne devinrent constitutionnelles. Au même moment, le Danemark subit la même transformation. On trouvera un grand nombre d'articles sur le mouvement national italien dans le recueil : K. Marx - Fr. Engels, *Sul Risorgimento italiano*, Editori Riuniti, 1959 ; cf. notamment les deux articles « I movimento del 1847 » et « Tre nuove Costituzioni ».

52. Dès 1840, le maréchal Gérard avait préparé un plan de quadrillage et d'opérations pour les troupes gouvernementales en cas de soulèvement à Paris.

53. Dès la chute de Guizot, le 22 Février, les partisans de la maison d'Orléans voulurent créer un ministère dirigé par le comte Molé et composé de monarchistes modérés tels que les orléanistes Thiers, Billault, etc...

54. Le gouvernement provisoire, formé le 24 Février, se composait essentiellement de républicains bourgeois (Lamartine, Dupont de l'Eure, Crémieux, Arago, Marie) et des deux journalistes du *National*, cités par Engels, Marrast et Garnier-Pagès, trois membres de la « Réforme », les petits-bourgeois démocrates Ledru-Rollin et Flocon ainsi que le socialiste petit-bourgeois Louis Blanc et le mécanicien Albert (nom de famille : Martin). Ces « ministres socialistes » montrèrent qu'ils n'étaient que de piteux appendices du gouvernement bourgeois. Marx et Engels citeront souvent leur exemple pour

dénoncer la participation ministérielle de socialistes au gouvernement bourgeois.

55. L'expression est de Heine, *Un conte d'hiver*, chap. XXXI.

56. La Confédération allemande, créée en 1815 au Congrès de Vienne, consommait, en réalité, une nouvelle division de l'Allemagne. L'Assemblée des délégués d'Etat formait une Chambre fédérale sous l'égide de l'Autriche et fut le centre de la réaction en Allemagne. Après la révolution de Mai, certains réactionnaires tentèrent de donner une nouvelle vie à cette Assemblée.

57. Les troupes prussiennes de l'armée de coalition anti-napoléonienne remportèrent les batailles de Grossbeeren (13 Août 1813) et de Dennewitz (6 Septembre 1813) près de Berlin. A Grossbeeren, les fusils étant devenus inutilisables du fait de la pluie, les Poméranais de la landwehr battirent l'ennemi à coups de crosse.

58. La bourgeoisie reconnut la menace que constituaient les quartiers ouvriers avançant jusqu'au cœur de Paris, au Nord de la Seine jusqu'à Saint-Lazare. Haussmann fit raser tout ce quartier, en chassa les ouvriers et les installa aux portes de Paris, tandis qu'il perçait un large boulevard circulaire tout autour des centres du pouvoir, afin de permettre à la troupe d'en chasser plus rapidement les insurgés montant à l'assaut de l'Hôtel de Ville, de l'Assemblée nationale ou des Tuileries.

Engels relie donc admirablement la stratégie militaire sur le terrain à la question théorique fondamentale de la conquête du pouvoir politique, en l'occurrence la prise de l'Hôtel de Ville et des Tuileries, points de convergence des colonnes d'insurgés. Ce premier succès eût donné des avantages énormes aux ouvriers et eût sans doute fait basculer le rapport de forces en leur faveur, comme l'indique Engels à plusieurs reprises.

Par ailleurs, Engels met en évidence que la bourgeoisie retourne contre les ouvriers les armes qu'elle a expérimentées dans les guerres coloniales (en l'occurrence en Algérie), montrant par là que les ouvriers subissent inévitablement les contrecoups des guerres coloniales, autrement dit qu'il existe une solidarité de fait entre le prolétariat et les peuples opprimés. Cette solidarité peut se manifester de façon positive pour le prolétariat des pays « évolués », lorsque les peuples coloniaux infligent une défaite à la bourgeoisie des métropoles, contribuant ainsi activement à la reprise de l'activité révolutionnaire du prolétariat « développé ». Cf. pour ce qui est des effets politiques et économiques de la lutte des pays coloniaux sur les structures économiques et politiques des métropoles et la radicalisation des luttes de classes, *la Crise économique et sociale de Mai-Juin 1968*, p. 65-74, collection « Fil du Temps » (ronéoté), B.P. 24, Paris-19<sup>e</sup>, J. Angot.

59. Dès le 26 Juin, Engels révélait le plan de l'insurrection parisienne du 23. Cf. : K. Marx/Fr. Engels, *la Nouvelle Gazette rhénane*, Ed. Soc., p. 155-59.

60. Un décret du gouvernement provisoire de Février 1848 avait créé les ateliers nationaux pour donner du travail aux chômeurs.

Les ouvriers y furent soumis à un régime sévère et séparés le plus souvent de leur famille. Le gouvernement prit bientôt des mesures pour fermer progressivement les ateliers nationaux. Cependant, les ouvriers utilisèrent l'organisation dont ils y disposaient pour s'aligner dans la lutte. Cf. notre note n° 49. Le gouvernement Cavaignac décréta la dissolution des ateliers nationaux le 3 Juillet 1848.

61. Cf. *Comptes rendus des séances de l'Assemblée nationale*. T. 2, Paris, 1849. Engels fit plusieurs fois allusion à ces incidents dans la *Nouvelle Gazette rhénane* pour mettre en évidence l'hostilité des représentants du peuple aux ouvriers.

62. Cette légion était formée d'étudiants et représentait l'organisation militaire la plus puissante de la bourgeoisie de Vienne.

63. Marx utilise l'expression du chef gaulois Brennus surtout au moment de la défaite des forces révolutionnaires, afin de mettre en évidence que l'on n'écrase pas le vaincu parce qu'il est désarmé, mais parce qu'il est l'ennemi. Marx fait ainsi de l'emploi de la violence une question de principe, et non d'opportunité, une nécessité historique, et non une question de vengeance. Etant une question de principe, il est interdit de la marchander, ni de l'escamoter, à moins de tourner le dos au marxisme. Cf. note n° 86.

64. Engels fait allusion à la relance du mouvement révolutionnaire en Italie en Novembre 1848, cf. l'article « *Il movimento rivoluzionario in Italia* », du 30 Novembre 1848, in : K. Marx/Fr. Engels *Sul Risorgimento italiano*, Editori Riuniti, p. 81-85. Engels y dit que les grandes dates de la révolution de 1848 ont été le 10 Avril à Londres, le 15 Mai et le 25 Juin à Paris, le 6 Août à Milan, et le 1<sup>er</sup> Novembre à Vienne.

65. Engels met ici en évidence le rapport entre la monarchie absolue et les classes sociales qu'elle représente tour à tour dans son évolution, ou dans les différents pays. On voit combien la superstructure de l'Etat est une institution mouvante et mystificatrice : son secret est toujours livré par le régime social qu'elle représente.

66. En Février 1846, les insurgés polonais s'emparèrent de Cracovie. En même temps, les paysans se révoltèrent en Galicie, mais les Autrichiens réussirent à enrôler les paysans ukrainiens contre les Polonais de Cracovie. Après avoir repris Cracovie, les Autrichiens réprimèrent féroceement le mouvement paysan de Galicie. Cf. aussi note n° 70.

67. Tout au long du moyen âge, les nationalités, qui se sont formées entre le IV<sup>e</sup> et VIII<sup>e</sup> siècle en Europe, évoluent sous l'effet du développement économique et prennent un contenu de classes. Au cours de cette période de transformation, les nations révolutionnaires ont connu un développement plus riche et plus fécond que les nations contre-révolutionnaires, qui ont stagné et n'ont fait preuve d'aucune vitalité pour évoluer et se transformer en sociétés modernes. Les catégories de *nations révolutionnaires* ou *contre-révolutionnaires* signifient donc évolution plus ou moins riche des forces productives en liaison avec le commerce international, les échanges de

produits, le développement agricole et industriel. La domination d'une nationalité (allemande ou hongroise, par exemple) sur d'autres (slaves) est une première étape vers la domination de la classe dirigeante des marchands, industriels et propriétaires fonciers : à ce niveau, c'est la société de classe qui est un progrès par rapport à la société agraire stagnante.

68. Cf. K. Marx/Fr. Engels : *la Nouvelle Gazette rhénane*, Ed. Soc., p. 389-441, « Le débat sur la Pologne à Francfort ».

69. A la bataille de Wahlstatt en Silésie, une coalition germano-slave arrêta la progression des Mongols vers l'Ouest, et les força à se retirer en direction du Sud-Est de la Hongrie.

70. Au congrès des Slaves du 2 Juin 1848 à Prague, deux tendances se dessinèrent parmi les Slaves opprimés par la maison des Habsbourg : l'aile droite, modérée, proposa de consolider l'Empire des Habsbourg, en l'organisant de manière fédérale en fonction de nationalités égales en droit ; l'aile gauche, démocratique, s'opposa violemment à l'aile droite, et réclama une action commune avec les mouvements démocratiques d'Allemagne et de Hongrie. La majorité adhéra aux thèses de l'aile modérée et s'opposa à la tendance révolutionnaire et à l'élimination de la maison des Habsbourg qui était la condition préalable du mouvement démocratique. Marx et Engels condamnèrent la bourgeoisie tchèque, parce qu'elle soutint alors la monarchie des Habsbourg et s'allia à la noblesse et à la camarilla de Vienne contre le mouvement révolutionnaire. L'aile radicale et démocratique subit d'atroces représailles.

71. Marx et Engels ne défendent pas l'Autriche officielle contre les Slaves opprimés ou les Panslavistes : ils proposent la liaison entre les mouvements démocratiques (ou nationaux) révolutionnaires contre la réaction aussi bien habsbourgeoise que tsariste, qui utiliseront le mouvement panslaviste à des fins réactionnaires.

72. L'élimination des nationalités (par exemple des Provençaux en France, des Saxons en Allemagne, des Irlandais, Polonais, Italiens, etc... aux Etats-Unis) est une œuvre (progressive) du capitalisme lui-même, au cours de sa période de formation : elle n'implique nullement le génocide (œuvre réactionnaire de l'impérialisme vieillissant). En effet, le progrès économique (qui ne va pas sans violence, même si elle n'est pas ouverte) *substitue, au cours de l'évolution, les classes modernes à la nation* (qui se vide de son contenu réel : les prolétaires modernes n'ont pas de patrie), de sorte que la nation n'est plus qu'une superstructure déterminée par le capital (comme le facteur de race) et n'est plus qu'un moyen de mystification dans la lutte des classes.

Dans sa lettre à Bernstein du 22 Février 1882, Engels avouera que dans la mesure où il avait traversé une phase de libéralisme et de radicalisme, il avait eu, lui aussi, de vives sympathies pour les peuples opprimés quels qu'ils soient. Mais, dit-il, le marxisme se doit d'analyser les luttes de classe, de nations ou d'Etats d'après les critères économiques et historiques qui déterminent la nature et le but véritables des antagonistes. Il se distingue en sens de la

philanthropie, qui, au demeurant, n'a jamais empêché aucun abus — au contraire. Le marxisme dévoile ainsi les mystifications des classes dirigeantes qui font des luttes de races, de nations et d'Etat des luttes pour le bien et le mal, en cachant leur sens de classe réel. Si le marxisme prend position pour les opprimés et les pauvres, c'est dans la mesure où ils peuvent transformer le mode de production et de société, et éliminer les causes de l'oppression et de la misère. Son jugement ne se fonde jamais sur des préjugés, mais sur la nature réelle des groupes sociaux dans l'histoire. Cf. note n° 189.

73. Extrait du discours de Kossuth, lors de la séance du parlement hongrois du 9 Novembre 1848, reproduit le journal *Közlöny* du 11 Novembre.

74. Le noir et le jaune étaient les couleurs du drapeau autrichien.

75. Le roi Charles-Albert fut contraint, sous la pression des masses révolutionnaires, de déclarer, fin Mars 1848, la guerre aux Autrichiens, qui occupaient la Lombardie et la Vénétie. Ayant signé, le 9 Septembre 1848, un armistice avec les Autrichiens après avoir mené une lutte pour le moins hésitante, Charles-Albert fut contraint d'annuler l'armistice le 12 Mars 1849 et de reprendre la lutte le 20. Dès le 23, il était battu. Charles-Albert renonça alors au trône, et Victor-Emmanuel le remplaça, après avoir signé la paix avec les Autrichiens, le 6 Août 1849.

76. Journal fondé en 1802 à Cologne. Il défendit, de 1830 à 1840, les catholiques contre les protestants prussiens. En 1848-49, il fut le porte-parole de la bourgeoisie libérale de Prusse et attaqua sans cesse la *Nouvelle Gazette rhénane* de Marx et d'Engels.

77. L'insurrection du 3 au 8 Mai 1849 à Dresde avait pour but de soutenir l'Assemblée nationale de Francfort : les ouvriers y furent à la pointe du combat.

78. Les événements confirment, tout au long de 1848-49, la thèse de Marx et d'Engels sur le caractère contre-révolutionnaire de la Prusse dans l'œuvre d'unification nationale de toute l'Allemagne.

79. Le noir et blanc étaient les couleurs du drapeau prussien.

80. Dans la *Nouvelle Gazette rhénane* (Cf. Editions Sociales, p. 304-15), Engels critique l'abolition de la milice civique et sa réorganisation prussienne. On rapprochera cette position de celle de 1865 dans le texte que nous reproduisons dans ce premier volume sur « la Question militaire prussienne et le Parti ouvrier allemand », où Engels revendique, comme en 1848, l'obligation militaire pour tous.

81. L'entrée en scène des Russes confirme la thèse selon laquelle une véritable révolution devait se heurter au bastion russe de la contre-révolution internationale. Les révolutionnaires eussent inévitablement pris l'initiative d'une guerre contre le tsarisme, si le rapport des forces leur eût été favorable.

82. Dans sa lettre à Marx du 3 Avril 1851, Engels commente, avec plus de recul, cette campagne de Hongrie, cf. *Correspondance K. Marx-Fr. Engels*, Ed. Costes, t. 2, p. 87-89.

83. Marx et Engels écrivirent une brève biographie de Bem pour *The New American Cyclopaedia* en 1857, cf. lettre d'Engels à Marx le 18 Août 1857. On y trouve des détails complétant le récit de la campagne hongroise de 1848-49.

84. L'intervention russe de 1849 en Hongrie, qui assurera au tsar la position d'arbitre en Europe annonce le conflit entre les puissances bourgeoises de la Sainte-Alliance et la Russie : la guerre de Crimée. Chaque conflit changeant les rapports internationaux annonce le conflit suivant.

85. Le 7 Février 1849, Marx, Engels et Korff comparurent devant les assises de Cologne, et furent acquittés. Cf. *Karl Marx devant les jurés de Cologne*, Éd. Costes. Avec fougue, Marx dénia au tribunal le droit d'interdire la révolution. « Sa prétention devient comique dès lors qu'il demande à un Parti d'abandonner son caractère révolutionnaire, qui découle irrésistiblement des conditions historiques dans lesquelles il se trouve. Il est tout aussi ridicule de le placer en dehors du droit des gens, c'est-à-dire hors la loi, au moment même où on lui demande de reconnaître les lois que l'on abolit précisément pour lui. En d'autres termes, le Parti devrait s'engager à maintenir en vie pour toute l'éternité l'ordre politique qui existe actuellement. C'est cela, et rien d'autre, que l'on demande au Parti, lorsqu'on réclame qu'il cesse d'être révolutionnaire. »

86. A la fin du *Manifeste*, Marx et Engels définissaient la stratégie à utiliser dans la révolution de 1848 et démontraient doublement qu'elle était publique et notoire : d'abord, en l'exposant dans un texte public du Parti communiste, ensuite en précisant dans le même passage : « Les communistes dédaignent de dissimuler leurs idées et leurs plans. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social, tel qu'il a existé jusqu'à présent ».

Le « généralissime » Staline croyait qu'il était habile d'annoncer aux Allemands l'heure de l'attaque sur le front russe au cours des années 1944-45, afin de leur imposer le respect de sa force. En fait, il leur donnait la possibilité de se préparer au mieux à recevoir l'assailant, et donc de lui infliger de lourdes pertes. Il confondait ainsi la stratégie qui doit être notoire et publique, avec la tactique qui surprend l'adversaire. Il va de soi que sur le champ de bataille, dans la lutte chaude, on ne prévient pas l'ennemi de ses intentions. En revanche, sur le plan de la stratégie générale, où il s'agit de questions de principe, il en est autrement, et nul n'a le droit de la modifier, sans rompre avec toute la ligne marxiste.

Au demeurant, sur le terrain des principes (intangibles), Staline abandonna progressivement la *dictature du prolétariat* (notion marxiste, qui s'appuie sur l'analyse scientifique de l'économie et de la société et dégage la notion de *classes*, en l'occurrence le prolétariat international) au profit des démocraties populaires (où triomphe la mystification démocratique, qui falsifie la réalité sociale pour la fonder sur un consensus et une coexistence issues de la volonté). Ce faisant, Staline cessait de s'appuyer sur les forces productives et révolutionnaires fondamentales (le prolétariat) pour utiliser la

## *Ecrits militaires de K. Marx et Fr. Engels*

force officielle et organisée de l'Etat (superstructure reflétant la situation économique de la Russie, avec sa production mercantile en développement). Staline tourna donc complètement le dos au communisme marxiste, qui, s'appuyant sur le prolétariat international, s'efforce d'éliminer le capital, le salariat, le commerce, la monnaie, et donc les classes et les superstructures politiques et idéologiques.

Dans la lettre du 27.X.1890 à C. Schmidt, Engels explique qu'il y a le plus souvent un décalage entre la base économique et la superstructure politique (notamment l'Etat): « L'action en retour de l'appareil d'Etat sur le développement économique peut être de trois sortes: tous deux peuvent aller dans le même sens, si bien que le développement est plus rapide; il peut s'y opposer, et, de nos jours, chez les grands peuples, l'Etat finit par céder; ou bien l'Etat peut entraver ou prescrire certaines directions du développement économique. Il est clair que, dans les cas 2 et 3, le pouvoir politique peut engendrer de graves dommages et gaspiller des énergies et des ressources en quantité. Il y a, en outre, le cas des conquêtes et de la destruction violente de ressources économiques, qui, dans certaines circonstances, peuvent accélérer la ruine d'un ensemble économique en évolution nationale sur le plan local. » Tout en mettant en évidence la dépendance étroite des superstructures à l'égard de l'économie (c'est toujours celle-ci qui crée les premières, et se trouve donc en avance), Engels montre néanmoins que la superstructure étatique, elle aussi, peut être « en avance », *mais seulement par rapport aux parties de l'économie qui sont en retard sur les secteurs les plus modernes*, par exemple les survivances de l'économie traditionnelle, féodale, artisanale, etc... par rapport à l'industrie moderne. Ces décalages sont les plus importants au moment du passage d'un mode de production à un autre. Ainsi, en 1789 par exemple, l'Etat révolutionnaire correspondait à l'essor capitaliste déjà développé des manufactures, etc..., mais se trouvait très en « avance » sur la production artisanale et parcellaire des villes et campagnes. Bref, les superstructures ont une action sur l'économie du fait de l'inégalité du développement économique, mais, elles n'ont pas un effet créateur, contrairement à la base économique. Cf. note n° 109.

87. Marx fait allusion aux démêlés constitutionnels entre le roi Frédéric-Guillaume et la bourgeoisie libérale. Le roi avait dissous la Chambre le 5 Décembre 1848, puis octroyé une Constitution. En Janvier 1849, les éléments bourgeois-libéraux gagnèrent les élections, mais le roi décréta la dissolution de la Chambre en Avril 1849 et promulgua une nouvelle loi électorale le 30 Mai. Il eut enfin une assemblée loyale.

88. Le tsar Alexandre I<sup>er</sup> utilisa cette formule en 1808, lors de son entretien avec l'ambassadeur français Caulaincourt.

89. Dès Août 1848, la Russie et l'Autriche avaient demandé à la Turquie l'extradition des révolutionnaires hongrois et polonais, qui avaient trouvé asile en Turquie après l'écrasement sanglant de la révolution hongroise. La Russie et l'Autriche utilisèrent ce prétexte



pour rompre les relations diplomatiques avec la Turquie. Mais, il n'y eut pas de guerre en 1849, parce que la France et l'Angleterre appuyaient le Sultan.

90. Engels analyse, dans son article « La forteresse de Cronstadt » (cf. *Werke*, 10, p. 635-41), l'éventualité d'un débarquement anglais devant Saint-Pétersbourg. Marx reprend ce thème dans l'article que nous reproduisons à propos de la guerre de Crimée : « Le déroulement des hostilités », ici p. 310-18.

91. Dans ses notes historiques, Engels avait montré que la Suisse profita de la faiblesse de l'Allemagne pour se détacher d'elle et former un Etat indépendant. Marx et Engels attribuent aux faiblesses nationales des bourgeoisies occidentales le fait que la Suisse demeura un Etat après 1850 : « Lorsque les nations d'Europe auront de nouveau reconquis leur liberté d'action normale, elles examineront ce qu'il convient de faire de ces petits Etats « neutres », qui, d'une part, se transforment en mercenaires de la contre-révolution en marche, et, d'autre part, prétendent rester neutres vis-à-vis de tout mouvement révolutionnaire, à moins qu'ils ne lui soient directement hostiles en se proclamant des nations libres et indépendantes. Mais, lorsque la révolution recommencera, il se peut que *ces excroissances d'un corps malsain* aient déjà disparu ». (« La situation politique de la République suisse », in *New York Daily Tribune*, 17 mai 1853).

En ce qui concerne la Belgique, Engels avait remarqué qu'en 1848, « la guerre civile n'a pas gagné la Belgique, alors que la moitié de l'Europe se tenait à ses frontières et conspirait avec les rebelles, comme ce fut déjà le cas pour la France de 1793 » (in : *la Nouvelle Gazette rhénane*, 3 Septembre 1848, Ed. Soc., p. 459).

92. En 1843, sept cantons arriérés de Suisse s'unirent en une fédération séparatiste, pour résister à des mesures bourgeois progressives et pour défendre les privilèges de l'Eglise. Cette fédération fut dissoute par décret confédéral en Juillet 1847 ; ce fut le début d'une guerre qui s'acheva par la défaite des séparatistes, le 23 Novembre 1847.

93. Dans le département du Gard, lors d'une élection complémentaire en vue de remplacer le légitimiste de Beaune décédé, le candidat de la Montagne Favaune fut élu par 20 000 voix sur 36 000.

94. La loi sur l'abolition de la législation céréalière fut votée le 26 Juin 1846. La liberté d'entrée des céréales en Angleterre fut un grand triomphe pour la bourgeoisie industrielle, car les échanges avec l'étranger augmentèrent, les salaires ouvriers baissèrent du fait que les vivres étaient moins chers, et l'aristocratie foncière perdit le plus gros de ses revenus et, en conséquence, de son pouvoir politique.

95. Tant qu'il est compatible avec les rapports sociaux capitalistes le développement des forces productives sert et renforce la puissance de la bourgeoisie, et représente entre ses mains une véritable arme de guerre, contre le féodalisme d'abord, puis contre le prolétariat : « L'extension des capitaux fournit les moyens de jeter sur le champ de bataille industriel des armées de travailleurs toujours plus énor-

mes, équipés d'engins plus formidables... L'industrie jette deux armées l'une contre l'autre ; chaque armée entretient, d'autre part, la lutte dans ses propres rangs, entre ses propres troupes. L'armée la moins affaiblie par les bagarres intestines remportera la victoire ». (K. Marx, *Travail salarié et capital*).

96. Une situation géographique favorable sur les routes commerciales internationales joue un rôle essentiel dans la période de genèse du capital et des nations bourgeoises qui dépendent de la circulation marchande et monétaire. La Russie a suivi le même développement féodal que l'Europe occidentale jusqu'au XI<sup>e</sup> siècle, où les routes commerciales se déplacèrent vers le Sud. Marx y a vu l'origine du retard russe, cf. la traduction de B. Hepner *La Russie et l'Europe*, Paris, 1954. Les communes flamandes se développèrent, lorsque les croisades renouèrent avec le Moyen Orient en ouvrant de nouveau les routes commerciales du monde antique.

97. La révolution bourgeoise assura aux Anglais la prépondérance sur leurs rivaux hollandais et espagnols, en mobilisant la nation et en multipliant l'efficacité de leurs activités. Ainsi, de nos jours, la menace d'une révolution socialiste pèse sur le capitalisme, notamment au moment des crises et des guerres. La reconstruction de l'Europe après 1945 et le changement de politique vis-à-vis des pays vaincus (qui contraste avec l'attitude adoptée par les Alliés après 1919) sont certainement dus à la crainte d'une révolution sociale. La bourgeoisie démocratique et éclairée a, depuis le milieu du siècle dernier, en Angleterre, une grande tradition de corruption du prolétariat et elle gagne toujours à acheter l'adversaire. Pour les nations vaincues, la violence devient, dans ces conditions, un moyen d'obtenir l'autorisation de développer l'économie.

98. De Juillet à Août 1854, le général Espinasse entreprit une campagne contre les Russes dans la Dobroutcha. Il perdit la moitié de ses troupes par suite du choléra, sans qu'il y ait eu le moindre heurt avec l'ennemi. La campagne finit par une retraite lamentable.

99. Le 10 Octobre 1850, Louis Bonaparte avait organisé une immense parade militaire à Satory près de Versailles. Il y combla les troupes de toutes sortes d'honneurs et de cadeaux, afin de gagner soldats et officiers à son projet de coup d'Etat. Il fit tant et si bien que la cavalerie se mit à crier : « Vive l'Empereur ! ».

100. L'exemple de l'« indépendance » de l'Irlande, octroyée en 1921 par l'Angleterre démontre que la formation de nations modernes n'a de valeur progressive que si elle s'effectue dans des conditions et des époques révolutionnaires et n'est pas concédée par l'impérialisme pour servir des buts contre-révolutionnaires : diviser la nation en question afin de perpétuer les luttes *nationales* et masquer les luttes *de classes*.

101. Le 20 Juin 1853, le comte de Nesselrode avait envoyé de Saint-Petersbourg une note annonçant que les armées russes n'évacueraient pas les principautés du Danube tant que le Sultan n'aurait pas cédé à toutes les revendications russes. Déjà, le 6 Juillet 1848, Nesselrode avait annoncé qu'il n'admettrait jamais que l'Allemagne

réalise son unité, car cela impliquerait la guerre contre la Russie. Enfin, il rappela, en Novembre 1850, que la Russie était la gardienne de l'ordre établi en Europe, et qu'elle n'admettrait pas une modification du statu quo sur le continent.

102. Cette école inspirait une association pacifiste bourgeoise qui prétendait que le maintien de la paix assurerait à l'Angleterre l'hégémonie industrielle dans le monde grâce au libre-échange.

103. Cf. l'article d'Engels du 31 Octobre 1854 sur la « Puissance militaire de la Russie », in : *Œuvres politiques*, t. V., p. 150-54.

104. Dans les *Œuvres politiques*, t. V., p. 291-2, Riazanof commente le rôle de la Pologne dans une guerre contre la Russie.

105. Les puissances occidentales avaient préparé, le 8 Août 1854, une note en quatre points sur les conditions préliminaires aux négociations de paix. La Russie devait : 1. renoncer à son protectorat sur les principautés du Danube ; 2. garantir la liberté de navigation sur le Danube ; 3. reconnaître la révision du traité du 13 Juillet 1841 « dans l'intérêt de l'équilibre des puissances en Europe » (ce point fut rejeté par la Russie) ; 4. renoncer à protéger les sujets chrétiens de Turquie. En Juillet 1853, l'Autriche avait pris l'initiative d'une conférence de paix entre la Turquie et la Russie. Ce fut le début de toute une série de tractations diplomatiques tendant à régler la question d'Orient. Cf. note n° 107.

106. Marx a écrit toute une série d'articles pour démontrer que l'idole du public, Palmerston, était vendu à la Russie, cf. *Œuvres politiques*, t. 1<sup>er</sup>, « Palmerston », Ed. Costes.

107. En Décembre 1855, l'Autriche transmit à la Russie la note en quatre points (cf. note n° 105) en y ajoutant un cinquième, à savoir qu'au cours des négociations, les Alliés pouvaient poser de nouvelles conditions. Le tsar accepta ces propositions qui servirent de base au traité de paix de Paris, le 30 Mars 1856.

108. Après l'arrestation d'Orsini, les carbonari avaient prévenu Napoléon III qu'il répondrait corps pour corps. Lorsque Orsini fut exécuté, ils envoyèrent à l'Empereur une sentence de mort.

109. C'est en 1881 que Marx énonça longuement, dans ses brouillons de lettre à Vera Zassoulitch, sa conception d'une révolution agraire en Russie.

A un certain niveau général de la société dans son ensemble, il est possible à un pays relativement arriéré (Russie des années 1860-1870, par exemple), de faire un bond par-dessus le mode de production capitaliste, en se reliant à la révolution internationale des pays industrialisés, dont le pays arriéré bénéficierait de la technique, etc... Même un pays essentiellement agraire peut ainsi se régénérer dans des conditions données. Cf. Roger Dangeville, *Marx et la Russie et Lettres de Marx à Vera Zassoulitch*, p. 149-179, in : *l'Homme et la Société*, n° 5, 1967.

110. Engels publia *le Pô et le Rhin* en brochure anonyme. La lettre dans laquelle il communiqua son projet à Marx a été perdue : cf., cependant, les lettres de Marx à Engels du 25 Février 1859 et du 10 Mars 1859. La brochure d'Engels eut un grand retentissement

en Allemagne, et de nombreuses personnes crurent qu'elle avait été écrite par un général prussien connu qui tenait à conserver son anonymat. En Mai 1859, Marx et Engels estimèrent que le moment était venu de révéler au grand public quels étaient le nom et les idées politiques de l'auteur. Ils communiquèrent l'information au journal londonien *Das Volk*, qui cita le nom d'Engels dans son numéro du 4 Juin.

Déjà, en 1853, on attribuait, en Amérique, au chef suprême de l'armée de l'Union — Wilfield Scott — la paternité des articles militaires, écrits par Engels sur la guerre de Crimée et publiés dans le *New York Daily Tribune* (cf. Marx à Engels, 5 Janvier 1854).

Dans sa lettre à Engels, Marx écrit, le 10 Mars 1859, à propos de la brochure *le Pô et le Rhin* : « C'est un travail extrêmement brillant, et tu as aussi traité magnifiquement la partie politique, ce qui, en l'occurrence, était diablement difficile ».

111. L'Assemblée nationale allemande siégea du 18 Mai 1848 au 30 Mai 1849 à l'église Saint-Paul de Francfort-sur-le-Main.

112. Les Pays-Bas autrichiens correspondaient à l'actuel territoire de la Belgique et du Luxembourg. Ils appartinrent aux Habsbourg de 1714 à 1797.

113. Engels cite Heine, *Deutschland. Ein Wintermärchen*, chap. VII, strophe 6.

114. De 1494 à 1559, la France, l'Espagne et l'Empire germanique menèrent toute une série de guerres en Italie. En Septembre 1525, François I<sup>er</sup> remporta, à Marignan, une grande victoire sur les mercenaires suisses du duc de Milan qui, jusque-là, n'avaient jamais été battus. Le 24 Février 1525, les troupes de François I<sup>er</sup> furent vaincues à Pavie par une armée de mercenaires au service de Charles-Quint.

En Septembre 1706, les Italiens, sous la direction du prince Eugène de Savoie, battirent les Français, qui avaient assiégé la ville pendant 117 jours.

L'armée française, sous le commandement de Joubert, fut battue à Novi par les troupes austro-russes sous la direction de Souvoroff, le 15 Août 1799. Bonaparte triompha des Autrichiens le 14 Juin 1800 à Marengo.

Radetzky infligea aux Piémontais de cuisantes défaites à Custozza le 26 Juillet 1848 et à Novara le 23 Mars 1849.

115. La campagne d'Italie de 1800 avait commencé par une attaque victorieuse de l'armée autrichienne sous le commandement de Melas contre l'aile droite de l'armée française. Vers la fin du mois de Mai, Bonaparte fit traverser les Alpes à son armée et prit l'armée autrichienne à revers. Ayant fait son entrée à Milan le 2 Juin, il passa sur la rive méridionale du Pô et écrasa les Autrichiens à Marengo le 14 Juin 1800.

116. Un mille allemand correspond à un peu plus de sept kilomètres.

117. Un pied correspond à environ 30 centimètres.

118. Armstrong, William George, baron de Cragside (1810-1900) a été l'un des pionniers dans le domaine de la construction des tubes de canon. Dans son article sur le « canon rayé », du 5 Mai 1860, Engels fait l'éloge de l'invention d'Armstrong qui donna aux Anglais un canon supérieur à celui des Français.

119. Alexandre Souvoroff (1729-1800), prince et général russe. En 1799, il commanda les troupes russes en Italie aux côtés des Autrichiens contre les Français. Il remporta de nombreuses victoires à Cassano, Trebbia, Novi. Il occupa Alexandrie et chassa les Français de la vallée du Pô. Battu ensuite, il organisa une brillante retraite à travers les Alpes en direction de l'Allemagne, où les Français finirent par vaincre sur toute la ligne. Il mourut peu après son retour en Russie.

120. Jomini, Henri, baron (1779-1869), d'origine suisse. Conseiller militaire de Ney et de Napoléon, passa ensuite au service de la Russie. Auteur de divers écrits sur la stratégie et l'art militaire. En 1859, Napoléon III fit appel à lui pour la préparation de la campagne d'Italie. Dans son ouvrage *Précis de l'art de la guerre, ou Nouveau Tableau analytique des principales combinaisons de la stratégie, de la grande tactique et de la politique militaire*, Jomini parle de la « ligne intérieure d'opérations » pour définir une position permettant à une armée d'attaquer, avec toutes ses forces concentrées, les détachements ennemis arrivant les uns après les autres sur le champ de bataille avant d'avoir pu effectuer leur jonction.

121. Cf. le récit de la campagne d'Italie au début de l'ouvrage d'Engels sur *la Savoie, Nice et le Rhin*.

122. L'annonce de la victoire de la révolution de Vienne provoqua, le 18 Mars 1848, à Milan, un immense soulèvement populaire, qui fut le point de départ de la révolution italienne de 1848-49. Après une bataille acharnée durant cinq jours, les insurgés réussirent à chasser de Milan Radetzky et ses 15 000 Autrichiens. Le 22 Mars, un gouvernement provisoire fut constitué par des représentants de la bourgeoisie libérale.

123. Sous la pression des masses populaires, le pape Pie IX et le roi Ferdinand II de Naples durent, en Mars 1848, envoyer des troupes en Haute-Italie pour participer à la guerre contre les Autrichiens. Le 15 Mai, Ferdinand II dirigea une opération contre-révolutionnaire et réprima sauvagement l'insurrection populaire de Naples. Il rappela les troupes qu'il avait dû envoyer en renfort à l'armée révolutionnaire du Piémont, ce qui facilita la victoire de la contre-révolution autrichienne.

124. Il semble que, dans ce contexte, il s'agisse de 1809, et non de 1848. En effet, en 1809, les paysans tyroliens, sous la direction de Andreas Hofer, s'insurgèrent contre Napoléon. Lorsque l'Autriche conclut la paix avec la France en 1809, les paysans du Tyrol, qui n'avaient bénéficié d'aucun appui des milieux officiels, furent battus par les Français et les Italiens à la fin de l'année 1809.

125. En Juillet 1806, Napoléon I<sup>er</sup> suscita la création de la Confédération rhénane en regroupant les Etats du Sud et de l'Ouest

de l'Allemagne. Il réussit à constituer ce bloc politico-militaire en Allemagne à la suite de la défaite de l'Autriche en 1805. Cette confédération groupa d'abord seize Etats, puis tous les Etats allemands, hormis la Prusse et l'Autriche. La Confédération se désagrégea en 1813, après les défaites françaises en Allemagne.

126. Engels note ici que c'est la politique anti-allemande de la France qui poussa l'Autriche à constituer une ligne de défense sur le Mincio. Tout logiquement, cette ligne de défense se serait avérée superflue pour une Allemagne unifiée.

Lors du traité de Presbourg, le 26 Décembre 1805, l'Autriche reconnut les conquêtes françaises en Italie (Piémont, Gênes, Parme, Plaisance, etc...) et abandonna au royaume d'Italie (c'est-à-dire à Napoléon I<sup>er</sup>, qui était devenu roi d'Italie) la côte Adriatique (Vénétie, Istrie, Dalmatie). L'Autriche ne conserva que Trieste. La Bavière, qui s'était alliée à Napoléon I<sup>er</sup>, obtint le Tyrol.

127. En Juillet 1820, des carbonari dirigèrent un soulèvement à Naples contre le régime absolutiste et obtinrent une Constitution relativement libérale. En Mars 1821, un soulèvement éclata au Piémont. Ses chefs libéraux proclamèrent une Constitution et tentèrent d'exploiter la lutte contre la domination autrichienne en Haute-Italie pour obtenir l'unification italienne sous la direction de la maison de Savoie qui régnait au Piémont. Les Etats de la Sainte-Alliance intervinrent alors et firent occuper Naples et le Piémont par des troupes autrichiennes afin de rétablir le régime absolutiste.

128. Des avant-postes prussiens et autrichiens eurent un accrochage le 8 Novembre 1850, à Bronzell, au cours du soulèvement de la Hesse Electorale. Luttant pour l'hégémonie allemande, la Prusse et l'Autriche se contestaient mutuellement le « droit » d'intervenir dans les affaires intérieures de cette province. Le Prince Electeur de Hesse s'était adressé à l'Autriche et à la Diète impériale pour demander une aide contre les insurgés, alors que la Hesse faisait partie de l'Union placée sous l'égide de la Prusse. L'Autriche ayant obtenu le soutien de la Russie, la Prusse fut obligée de céder.

129. C'est l'argument central d'Engels : faire l'unité allemande, c'est favoriser, en outre, l'unité nationale de toute une série de nations au Centre et au Sud de l'Europe, c'est le meilleur moyen d'être fort chez soi et d'assurer le développement le plus harmonieux et le plus puissant qui soit compatible avec la forme sociale bourgeoise, ce développement favorisant l'action révolutionnaire du prolétariat à qui il fournit les conditions matérielles les plus larges pour évoluer. Sur le plan théorique, le marxisme admet ainsi que ses prémisses les plus favorables sont le large développement capitaliste ; mais, dans la pratique, il constate que la bourgeoisie faillit sans cesse à sa tâche, même lorsque le prolétariat l'appuie autant qu'il le peut tout au long de la phase révolutionnaire de genèse du mode de production bourgeois.

130. Engels fait allusion à l'entrée à Paris des troupes de la coalition européenne les 30-31 Mars 1814 et les 6-7-8 Juillet 1815. Pour Engels, la stratégie moderne date de l'époque napoléonienne, qui

inaugure l'ère des guerres modernes. Engels relie le service militaire obligatoire pour tous aux institutions politiques, typiques de la domination bourgeoise : le suffrage universel démocratique, etc...

131. Engels fait allusion aux batailles de Montmirail, Château-Thierry, Reims, etc... de Février et Mars 1814, où Napoléon I<sup>er</sup> battit les troupes supérieures en nombre de la sixième coalition anti-française.

132. Engels n'a pas seulement étudié les positions stratégiques en liaison avec telle ou telle campagne déterminée, ni avec telle ou telle force militaire absolutiste, bourgeoise ou socialiste : la bataille se déroule, en effet, sur le même terrain. On trouve ainsi une grande continuité, faite de nuances, dans les recherches militaires de Marx et d'Engels : « D'ailleurs, s'il éclate l'an prochain une révolution en France, il est certain que la Sainte-Alliance arrivera pour le moins jusqu'aux portes de Paris. Et, vu les connaissances remarquables et la rare énergie de nos révolutionnaires français, on peut fort bien se demander si les fortifications et l'enceinte de Paris seront même armés et approvisionnés. Une fois deux forts pris, par exemple, le fort Saint-Denis et le fort voisin à l'Est, Paris et la révolution sont, jusqu'à nouvel ordre, dans le lac. Je t'expliquerai tout cela, et je t'indiquerai en même temps la seule mesure que l'on puisse prendre pour contrecarrer l'invasion : l'occupation des forteresses belges par les Français et celle des forteresses rhénanes par un coup de main insurrectionnel, au demeurant très aléatoire » (Engels à Marx, le 3 Avril 1851).

133. Marx et Engels ont écrit la valeur d'un livre de cinq cents pages sur la guerre de Crimée, et, notamment, le siège de Sébastopol. Pour l'essentiel, ces analyses ne sont pas dépassées. En effet, Engels vient de montrer qu'à partir du moment où un pays ne dispose pas de l'avantage du terrain pour se défendre, il doit recourir aux procédés de l'art, en édifiant un système de forteresses conçues non pas comme une muraille de Chine (ligne Maginot qui, une fois traversée, laisse le champ découvert), mais en s'appuyant sur des positions solides de terrain, reliées en un réseau rationnel, de manière à permettre aussi bien des mouvements défensifs qu'*offensifs* contre un adversaire éloigné de ses bases. Au cours de la guerre de 1939-45, la forteresse de Sébastopol a, une fois encore, tenue. C'est probablement le système américain des bases fortifiées au Vietnam, qui a empêché une déroutante totale des Américains, au cours de l'année 1967-68.

134. Ainsi, on pouvait espérer, en 1871, que l'armée française se ressaisirait derrière la Loire et arracherait sinon la victoire, du moins une paix « honorable », qui eût été « la meilleure issue de la guerre : les deux pays se prouvant mutuellement leur invincibilité » (Marx à Engels, 17 Août 1870). Engels a longuement décrit les combats au Sud de Paris qui laissaient espérer une telle issue à la guerre (Cf. *Notes sur la Guerre de 1870-1871* d'Engels, Ed. Costes, 1947, 304 p.).

En revanche, il était aberrant, du point de vue de la géographie stratégique de la France, de construire la ligne Maginot, en portant

tout l'effort défensif sur les frontières qui, le plus souvent, ne correspondent pas aux points stratégiques fondamentaux.

135. Au cours de la guerre de Sept Ans (1756-1763), les troupes de Frédéric II battirent à Rossbach, le 5 Novembre 1757, la coalition de la France et des Etats allemands anti-prussiens.

Le 25 Août 1758, Frédéric II livra bataille aux Russes à Zorndorf. De part et d'autre, les pertes furent très lourdes, et la victoire resta indécise, « l'infanterie russe même battue, étant incapable de prendre panique » (Engels).

Au cours de la guerre de Succession d'Autriche (1740-1748), les Prussiens, commandés par Frédéric II, battirent les Autrichiens et les Saxons à Hohenfriedberg, le 4 Juin 1745. Dans son article sur la « Cavalerie », Engels explique longuement la tactique de Frédéric II, qui s'opposait, en ce qui concerne l'infanterie, aux conceptions classiques de son temps.

136. La Guéronnière soutint ce point de vue dans une brochure anonyme, intitulée *l'Empereur Napoléon III et l'Italie*, Paris, 1859.

137. Comme on le voit, Engels étend les frontières naturelles de l'Angleterre jusqu'aux territoires qu'elle contrôle par Etats interposés. Le soulèvement des îles Ioniennes prit une ampleur considérable fin 1858 et commencement 1859. L'Angleterre y avait instauré son protectorat en 1815. En 1864, les îles furent rattachées à la Grèce. De 1857 à 1859, les Indes se soulevèrent contre l'Angleterre. Le mouvement commença au printemps 1857 dans les unités sepoys de l'armée bengale et gagna rapidement les territoires du Nord et du Centre de l'Inde. Le mouvement fut battu en raison de l'éparpillement des forces, de leur manque de coordination dans la lutte, ainsi que de la supériorité militaire des Anglais.

138. Engels reprend ici sa théorie de 1848 sur les nationalités. Il défendra tout au long de sa vie cette théorie d'application complexe, puisqu'elle repose sur l'élément économique et historique de la langue, le facteur assez fluctuant de la race, la sympathie (variable) et la vitalité (c'est-à-dire une certaine force de la communauté et la possibilité d'assurer, grâce à son dynamisme, son progrès économique et social), l'élément militaire venant (théoriquement) en dernier lieu.

Lénine et Kautsky (de la bonne époque) ont suivi la voie de Marx et d'Engels. Lénine proposait de dépasser la question nationale, en faisant un premier pas vers la fédération des Etats et nationalités (et d'abord en Russie soviétique). En effet, tant que la question nationale reste posée dans ses propres limites, elle demeure aussi insoluble que la question agraire, la question syndicale, la question des races, puisqu'elles laissent subsister toutes les oppositions économiques fondamentales.

Déjà, Marx écrivait : « L'histoire ne connaît pas d'autres méthode que de répondre à de vieilles questions par de nouvelles, et de les liquider ainsi ». Autrement dit, si le marxisme n'a pas de recette pour accommoder la question nationale, il a, en revanche, une solution pour la surmonter.



139. En Juillet 1858, Napoléon III et le premier ministre du Piémont, Cavour, eurent une entrevue à Plombières pour convenir des conditions de la participation française à une guerre contre l'Autriche en Italie. Ils décidèrent, notamment, d'éliminer la domination autrichienne en Lombardie et en Vénétie, de créer un royaume de Haute-Italie gouverné par la maison de Savoie, et de céder à la France les comtés de Savoie et de Nice. L'accord demeura secret jusqu'en Janvier 1859. Cf. note n° 156.

Le 3 Mars 1859, la Russie et la France signèrent un accord secret à Paris en vue d'une collaboration dans l'éventualité d'une guerre entre la France et la Sardaigne d'une part, et l'Autriche de l'autre. Certaines informations filtrèrent dans la presse; le ministre des Affaires étrangères de Russie — Gortchakoff — eut le front de démentir officiellement l'existence d'un accord quelconque entre son gouvernement et la France.

Dans son article « Quid pro quo », Marx remarque qu'en conséquence de cet accord franco-russe, Gortchakoff envoya une circulaire aux Etats allemands pour leur interdire de voler au secours de l'Autriche : « La dépêche — circulaire de Gortchakoff aux petits Etats allemands, dans laquelle il leur imposa, sous la menace du knout, de rester neutres, a pu être rendue publique dans la presse. Derby, suspect de nourrir des sympathies secrètes à l'égard de l'Autriche, dut démissionner en faveur de Palmerston ». C'est, notamment la *Gazette générale d'Augsbourg* qui publia la dépêche de Gortchakoff le 16 juin 1859. Cf. notes n° 152 et 161.

Le 10 Janvier 1859, Victor-Emmanuel fit devant la Chambre sarde un discours du trône manifestement influencé par Napoléon III. Il parla des cris de douleur qui montaient à ses oreilles de toutes les régions d'Italie et auxquels il ne pouvait rester insensible, tout respectueux qu'il fût des traités. En recevant le corps diplomatique le 1<sup>er</sup> Janvier 1859, Napoléon III glissa à l'ambassadeur autrichien Hübner qu'il regrettait de n'avoir plus avec l'Autriche les bons rapports d'antan. Dans ses « Souvenirs », Hübner rapporte que l'Empereur projetait une alliance avec la Russie contre l'Angleterre en vue du partage de la Turquie. En recevant l'offre de mariage du neveu de l'Empereur français, la princesse Clotilde, fille de Victor Emmanuel aurait répondu : « J'accepte de vous épouser afin d'assurer papa du soutien de la France » — et elle attendit d'avoir des garanties formelles avant de donner son accord officiel.

Les déclarations menaçantes pour l'Autriche suscitérent une tension diplomatique, dont Napoléon III avait précisément besoin pour justifier la guerre qu'il avait projetée de faire en Italie.

140. L'éditeur berlinois, qui avait publié la brochure anonyme sur *le Pô et le Rhin*, se trouva en désaccord avec les idées d'Engels et lui demanda de signer cette fois-ci son ouvrage. Ne pouvant accéder à cette demande, Engels se fit publier chez G. Behrend, Berlin, en Avril 1860, avec la mention par *l'auteur de Pô et Rhin*.

141. Engels passe maintenant à l'analyse des combats qui décidèrent de la campagne d'Italie. On voit qu'il soutient l'Autriche, dont il a critiqué, par ailleurs, la présence en Italie pour des raisons

stratégiques. Cette contradiction s'explique du fait que l'Autriche représentait, dans cette guerre, l'unité allemande dont l'intérêt *historique* était plus fort que celui du Piémont, au demeurant allié à Napoléon III et à la Russie. Au reste, du point de vue du bon sens, Engels remarque à la fin de *Pô et Rhin* que les autres nations européennes devaient cesser de s'immiscer dans les affaires allemandes, si elles voulaient que l'Autriche cesse de le faire en Italie.

142. Ce conseil suprême commanda toutes les armées autrichiennes de 1556 à 1848. Etant éloigné des théâtres d'opération et s'ingérant constamment dans les décisions des généraux engagés sur place, il empêcha toute action rapide et tout mouvement correspondant au déroulement réel des combats. Marx dit à ce propos : « Dans son livre sur la campagne austro-française de 1799, le général Clausewitz note que si l'Autriche fut si souvent vaincue sur les champs de bataille, c'était parce que, du point de vue tactique et stratégique, elle n'établissait pas le plan de ses opérations militaires en vue de remporter la victoire et en fonction des conditions réelles où l'armée se battait, mais elle établissait toujours ses plans en vue d'exploiter une victoire supposée acquise à l'avance sur le papier ». (« Quid pro quo », in : *Das Volk*, 30 Juillet 1859).

143. Craignant qu'une guerre longue ne déclençât un mouvement révolutionnaire de libération nationale en Italie et ailleurs, Napoléon III proposa, le 8 Juillet 1859, à l'Empereur d'Autriche un armistice. Ils eurent une rencontre le 12 à Villafranca sans que le roi de Sardaigne n'assistât aux préliminaires de paix. La Lombardie, à l'exception de Mantoue et de Peschiera, fut cédée à la France, qui la donna à la Sardaigne en échange de la Savoie et du comté de Nice. A Villafranca, on convint de laisser la Vénétie sous la domination autrichienne et de restaurer les duchés de Toscane et de Modène. On prévint, en outre, la formation d'une confédération italienne sous l'égide du Pape. Certaines de ces dispositions restèrent à l'état de projet ou furent modifiées (à la suite d'insurrections populaires, cf. note n° 144). Elles figurèrent cependant comme conditions dans le traité définitif, signé à Zurich le 10 Novembre 1859.

Marx avait attiré l'attention d'Engels sur le fait que les lamentables résultats de la guerre d'Italie étaient dus au manque de décision des belligérants : « Dans ton second article sur cette campagne, tu ne manqueras certainement pas de relever le manque d'énergie dans la poursuite de la victoire et les lamentables pleurnicheries de Napoléon III parvenu au point où l'Europe, par crainte de la révolution, ne lui permet plus de *jouer*, dans certaines limites, au vieux Napoléon. Il serait important d'évoquer, par comparaison, les campagnes de 1796-97, où la France n'avait pas les moyens de préparer en toute quiétude « une guerre localisée », mais devait combattre, avec des finances ruinées, aussi bien au-delà du Rhin qu'au-delà du Mincio et de l'Adige ».

144. En 1859, des soulèvements populaires chassèrent les princes des duchés de Toscane, Modène et Parme, qui cherchèrent protection chez les Autrichiens. Aussitôt, les insurgés créèrent des

Assemblées qui réclamèrent le rattachement des duchés au Piémont. Le traité de Villafranca, qui prévoyait le retour des princes, fut mis en échec, et un plébiscite populaire obtint leur rattachement au Piémont en Mars 1860. Les émeutes gagnèrent également l'Italie centrale et une partie des Etats pontificaux — la Romagne — qui obtint également son rattachement au Piémont en 1860. Tout ce qui bénéficia à l'unité italienne fut donc obtenu contre la volonté de Napoléon III.

145. A la fin de sa brochure sur *le Pô et le Rhin*, Engels avait expliqué que les nations modernes devaient se constituer dans leurs « frontières naturelles » en fonction de la langue et des sympathies, si les nationalités étaient douées de vitalité. Engels note ici que la vitalité et les sympathies se manifestent le plus clairement au moment des révolutions modernes, qui galvanisent la volonté des masses et montrent combien elles sont capables d'évoluer vers des formes modernes de production et de distribution. A certains moments privilégiés de l'histoire, les divers facteurs convergent donc pour instaurer des nations modernes. Cf. note n° 192.

Pour Engels, les consultations populaires ne sont pas du tout le moyen infaillible de mesurer les sympathies nationales des populations. Les plébiscites faits par le vainqueur donnent le plus souvent des résultats qui sont favorables au camp qui présente le plus d'avantages matériels dans l'immédiat. La Sarre a été ainsi ballotée au gré de la fortune des armes (France) et de la prospérité économique (Allemagne).

146. Loi sur la sécurité générale, votée le 19 Février 1859 par le Corps législatif en vue de donner à l'Empereur et au gouvernement des droits illimités pour emprisonner, expulser ou bannir tous ceux qui étaient soupçonnés d'être hostiles au Second Empire.

147. Engels a misé sur un dynamisme supérieur des bourgeoisies pour former de grandes nations. Ainsi, en 1873 encore, Engels pensait que la Belgique devait finir par être rattachée à la France, comme le Canada devait revenir aux Etats-Unis (cf. lettre de Fr. Engels à Sorge, 10 Juillet 1888). Engels dit à la fin de sa brochure sur *le Pô et le Rhin* : la carte des nations est loin d'être définitive et il n'excluait pas — au contraire — des accords et arrangements ultérieurs.

S'il voyait d'un mauvais œil tout agrandissement territorial de la France, c'est que ses voisins italiens et allemands étaient encore divisés et affaiblis et que les prétentions territoriales françaises compromettaient un tracé rationnel des frontières en Europe occidentale, et visaient des terres allemandes ou italiennes. Elles compromettaient donc dangereusement les efforts d'unification de ces pays et faussaient la carte des grandes nationalités en Europe. En se penchant ainsi sur l'histoire vivante et réelle, Engels fut amené, par la force des choses, à être très réservé sur les capacités progressives des bourgeoisies nationales, et l'histoire ultérieure lui a donné amplement raison. Cf. note n° 191.

148. Engels écrit parfois *Nice*, mais entend tout le comté de Nice.

C'est ce comté qui revint à la France après le plébiscite, mais le roi du Piémont put empêcher qu'une partie (Tende dont la valeur stratégique est certaine) ne soit pas rattachée à la France. Celle-ci finit tout de même par l'obtenir en 1946. Etant devenus Français (lorsque la Russie, au lieu de lutter avec le prolétariat international s'est alliée à l'impérialisme américain), les communistes firent alors partie du gouvernement, allant plus loin dans la politique bonapartiste chauvine que Napoléon III lui-même, et tout cela en se référant à Marx et Engels. Les socialistes allemands de Willy Brandt ont eu l'honnêteté de rompre avec le marxisme, et Staline avait osé s'en prendre à Engels (sur la question nationale). Cet attachement à Marx et Engels n'est évidemment possible qu'aussi longtemps que l'énorme appareil communiste peut faire passer le marxisme pour une simple théorie abstraite sans implications pratiques. La reprise révolutionnaire, amorcée en mai 1968, ne manquera pas d'actualiser le marxisme et d'obliger ces « communistes » à rejeter Marx et Engels.

Par ailleurs, la politique européenne des Six n'est en rien supra-nationale, se fondant sur des rivalités ultrachauvines d'hégémonie militaire, comme le montre, par exemple, l'annexion de Tende.

149. Ces îlots de langue allemande se trouvent au pied des Alpes en Vénétie : ils sont le résultat d'une colonisation allemande, effectuée dans la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. De nos jours, il ne reste plus que quelques villages où l'on continue à parler un dialecte allemand.

150. Engels examine ici les diverses « solutions » possibles en fonction des intérêts de la Russie, qui fournit le plus souvent la clé de la politique internationale de l'Europe du siècle dernier.

En outre, étant moins directement engagée que les autres protagonistes immédiats, la Russie pouvait se permettre facilement des solutions de rechange, d'où elle retirait toujours un avantage quelconque. L'attitude de la Russie permet donc à Engels de nuancer au maximum les diverses conséquences possibles de la campagne d'Italie de 1859.

151. Les insurgés polonais avaient réussi à mettre la main sur les archives de l'archiduc Constantin qui détenait différents documents secrets relatifs à la diplomatie secrète du tsarisme. David Urquhart, avec lequel Marx se lia pour dénoncer la politique contre-révolutionnaire russe, publia une partie de ces documents en 1835-36 dans *Portfolio* ; or, *a Collection of State Papers*, et une autre dans un ouvrage publié à Paris en 1854 *Recueil de documents relatifs à la Russie pour la plupart secrets et inédits utiles à consulter dans la crise actuelle*. On sait que Marx a consacré toute une partie de sa vie à étudier les différents aspects de la diplomatie russe.

152. A deux reprises — en Mai et Octobre 1850 — la Russie convoqua la Prusse et l'Autriche à Varsovie au moment où la lutte entre l'Autriche et la Prusse s'était rallumée pour conquérir l'hégémonie en Allemagne. Le tsar commanda littéralement le sort de l'unité allemande, et réussit, pour un temps, à faire renoncer la Prusse à unifier les Etats allemands sous son égide politique.

153. Engels ironise sur la dette de gratitude de l'Autriche envers la Russie qui l'avait aidée en 1848-49 à abattre la révolution hongroise. A mesure que la crise d'Orient s'aggrava au début des années 1850, la politique extérieure de l'Autriche devint de plus en plus hostile à la Russie ; le ministre des affaires étrangères d'Autriche, Schwarzenberg, aimait alors à répéter : « Le monde va apprendre, avec étonnement, combien nous pouvons être ingrats ».

154. Après 1871, poursuivant la même politique, la Russie « aidera » la France non plus à conquérir la rive gauche du Rhin, mais plus modestement à récupérer l'Alsace-Lorraine. Mais, ses prétentions en ce qui concerne sa « contrepartie » n'en seront pas diminuées pour autant.

155. L'ambassadeur anglais, lord Seymour, eut des entretiens à Pétersbourg avec Nicolas I<sup>er</sup> sur la Turquie, l'« homme malade » de l'Europe. Marx en rend compte dans ses articles « Les documents relatif au partage de la Turquie » et « La correspondance diplomatique secrète », des 5 et 11 Avril 1854 de la *New York Tribune*. Cf. *Œuvres politiques*, vol. IV (consacré à la guerre russo-turque), p. 150-196 des éditions Costes, Paris, 1929.

156. Le 25 Septembre 1857, Napoléon III rencontra le tsar Alexandre III à Stuttgart pour s'assurer du soutien de la Russie en cas de conflit avec l'Autriche.

157. La *Gazette Générale* d'Augsbourg avait publié, le 16 Juin 1859, le texte de la circulaire de Gortchakoff dépêchée le 27 Mai 1859 aux représentants diplomatiques russes des divers Etats allemands.

158. Au traité de Tilsit, le 8 Juillet 1807, le tsar adhéra au blocus continental et donna son accord à Napoléon I<sup>er</sup> pour la cession de vastes parties du territoire prussien. La Russie obtint un territoire prussien peuplé de 186 000 habitants.

Conformément aux décisions de Tilsit, l'Etat vassal du « Grand-Duché de Varsovie » fut créé, en 1807, à partir de territoires polonais occupés auparavant par la Prusse. En 1809, après la défaite de l'Autriche, le Grand-Duché fut grossi de parties polonaises occupées auparavant par l'Autriche.

159. Le Traité confédéral allemand est le nom donné à la Constitution de la Confédération allemande, préparée, le 8 Juin 1815, par le Congrès de Vienne. Cf. note n° 56.

160. Le Congrès de Troppau et de Laibach (Octobre 1820 à Mai 1821) proclama officiellement le principe de l'intervention des puissances de la Sainte-Alliance dans les affaires intérieures des autres Etats. A ce propos, Marx souligne que la bourgeoisie a, la première, montré la vanité des principes d'autonomie des nations. De même, elle a formé, avant les ouvriers, une Internationale. A Laibach, il fut décidé que des troupes autrichiennes seraient envoyées en Italie, afin de réprimer le mouvement national bourgeois de caractère révolutionnaire et de rétablir l'ordre absolutiste.

Le Congrès de Vérone (Octobre-Novembre 1822) décida d'une intervention française en Espagne, afin d'y rétablir la monarchie absolue ; il renouvela, en outre, à l'Autriche son mandat d'occuper l'Italie et s'attaqua au soulèvement grec.

161. Engels fait allusion à la circulaire du ministre des Affaires extérieures russe Nesselrode aux Etats allemands le 6 Juillet 1848. La Russie en appelait aux conventions de 1815 sur la solidarité internationale des Etats officiels pour intervenir contre les mouvements révolutionnaires de subversion en Europe centrale. Cf. note n° 101.

162. La question de la succession au Danemark fit l'objet, le 8 Mai 1852, d'un traité signé par les représentants de la Russie, de l'Autriche, de l'Angleterre, de la France, de la Prusse ainsi que de la Suède et du Danemark. Ce traité fut conclu sur la base d'un Protocole adopté par les mêmes puissances (moins la Prusse), le 2 Août 1850, à Londres, où elles avaient convenu du principe de l'indivisibilité des possessions de la couronne danoise comprenant les territoires allemands du Schlesvig-Holstein, qui dépendaient également de la Confédération allemande. Le Protocole de Londres parlait ouvertement du tsar comme prétendant légitime au trône danois (du fait que le descendant du duc de Holstein-Gottorp — Karl Peter Ulrich — régnait en Russie sous le nom de Pierre III). Cf. note n° 207.

163. Déjà lorsque Napoléon I<sup>er</sup> envahit la Russie, une délégation lui avait rendu visite à Smolensk pour demander s'il était disposé à appuyer un mouvement d'émancipation de serfs contre le tsarisme. Parvenu à la limite sociale de ses possibilités révolutionnaires, l'Empereur refusa cette alliance, et sa défaite fut consommée.

L'excuse de Napoléon I<sup>er</sup> est sans doute que la masse paysanne russe était encore relativement amorphe, en raison du faible développement de l'économie de classe en Russie. Il n'en était plus ainsi en 1859, au moment où l'Allemagne devait continuer l'œuvre de la révolution française, là où celle-ci avait échoué.

Certains critiques ont prétendu que Marx souffrait de russo-phobie. Or, dans ce domaine comme partout ailleurs, il considérait, plus que quiconque, quel était le rapport réel des forces et la situation historique déterminée. Certes, disait-il, on hait la Russie en Allemagne, « mais haïr et comprendre sont deux choses absolument différentes ». (Marx à Lassalle, 15 Septembre 1860). Lassalle, qui était un démagogue plutôt qu'un socialiste scientifique, répondit : « Tu dis : notre peuple hait suffisamment la Russie, mais ne la comprend pas assez. Ce dernier point m'est parfaitement indifférent. Même en déployant les plus grands efforts, nous ne pourrions transformer notre peuple en analyste de la diplomatie. La haine suffit chez la masse, même si, dans le pays, nous ne sommes que cinq ou six à comprendre aussi ». (17 Septembre 1860.)

164. Cf. Karl Marx, « Adresse du Conseil Général », in : *la Guerre Civile en France*, Ed. Soc., p. 62.

165. Cf. V. Lénine, « l'Opportunisme et la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale », 1916, in : *Œuvres choisies*, t. I<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> partie, p. 420.

166. Cf. Karl Marx, « Herr Vogt », t. II, p. 1-93, in : *Œuvres complètes de Karl Marx*, des Editions Costes, 1927.

167. Dans *Sozialisten und Krieg*, Prag, 1937, p. 152, Kautsky rapporte la résolution de Lassalle sur la Pologne, et il explique en détail

comment Lassalle passa aux côtés de Bismarck, cf. : « Lassalle 1864 in Sackgasse », p. 152-57. Cf. aussi « K. Marx. Lettres à Kugelmann. 1862-74. Introduction de E. Czobel, p. 13.

168. En raison de l'arrêt des importations de coton en provenance des Etats américains du Sud, l'industrie textile anglaise était paralysée, et les ouvriers réduits au chômage. Marx a participé activement aux meetings ouvriers afin d'éviter que l'Angleterre n'intervienne en Amérique du Nord en faveur des Etats esclavagistes du Sud. Il écrivit toute une série d'articles sur les opérations militaires d'Amérique du Nord, et critiqua le manque d'énergie et les compromis des Nordistes.

169. Au début 1865, Marx demanda à Engels s'il voulait écrire quelque chose sur la crise militaire survenue en Prusse, et lui fournit le schéma de la question. Cette lettre a été perdue, néanmoins, on peut en suivre la rédaction dans la correspondance Marx-Engels de Janvier-Février 1865.

170. A la suite de la révolution de Juillet 1830, à Paris, il y eut des soulèvements révolutionnaires dans diverses parties de l'Allemagne, notamment en Saxe, dans le Brunswick, la Hesse, la Bavière et le Hanovre.

171. La *Gazette militaire* de Darmstadt était l'organe d'une association d'officiers allemands. Engels y publia plusieurs articles au cours des années 1860.

172. Au cours de cette période, la France et l'Autriche avaient adopté le système d'une armée de cadres, avec un temps de service long et la possibilité de racheter l'obligation de conscription.

173. Lors du soulèvement de Bade et du Palatinat de 1849, les troupes de Bade passèrent du côté des insurgés et formèrent le noyau d'une armée révolutionnaire.

174. Marx et Engels n'ont jamais prôné un système formé *uniquement* de milices. Au Congrès de Genève de la première Internationale, après avoir critiqué les pacifistes, ils firent adopter la résolution suivante : « Nous proposons l'armement universel du peuple et son instruction complète dans le maniement des armes. Comme nécessité transitoire, nous acceptons de petites armées permanentes, pour servir d'école aux officiers de la milice, chaque citoyen étant obligé de passer un temps très court dans cette armée ».

Engels pensait : « Ce n'est que dans une société éduquée et éduquée de manière communiste que l'on pourra se rapprocher du système des milices, et, là encore, de manière asymptotique ».

175. En Octobre 1858, le prince-régent Guillaume proclama un « cours libéral », et congédia le cabinet Manteuffel. La presse bourgeoise parla de manière dithyrambique de « Nouvelle Ere ». En réalité, le roi cherchait à consolider la position de la monarchie prussienne et des hobereaux en s'appuyant sur la force *économique* de la bourgeoisie : aucune réforme bourgeoise ne fut réalisée ; déçue, elle rejeta le projet de réforme militaire du gouvernement prussien, et ce fut le début du *conflit constitutionnel* qui aboutit à la mise en place de Bismarck, coïncidant avec la fin de la « Nouvelle Ere » en Septembre 1862.

176. Manteuffel fut au pouvoir pendant la période la plus noire de la contre-révolution, de 1850 à Octobre 1858. Satisfaite de ses affaires et effrayée par le prolétariat, la bourgeoisie se rangea aux côtés de la noblesse et de la réaction, qui traitèrent sans ménagements ceux qui avaient participé à la révolution de 1848-49. Toutes les conquêtes démocratiques de la révolution — liberté d'expression, droit de réunion et d'association ainsi que liberté de la presse — furent remises en question, et, après plusieurs révisions, la Constitution n'était plus qu'une peau de chagrin. Les privilèges d'état de la noblesse furent rétablis, et le pouvoir passa aux mains des hobereaux et de la cour.

177. Schulze-Delitzsch, l'un des dirigeants du Parti du progrès, proposait la création de coopératives et de sociétés de crédit alimentées par les économies des ouvriers eux-mêmes. Il prônait l'harmonie d'intérêt entre les classes ouvrières et bourgeoises, et prétendait que la création de coopératives pouvait améliorer le sort des ouvriers sous le capitalisme et sauver les artisans de la ruine.

178. Il s'agit, en réalité, de la *Nouvelle Gazette prussienne*, fondée en Juin 1848, à Berlin. C'était l'organe de la Cour et des hobereaux prussiens. On l'appelait *Gazette de la Croix* parce qu'elle portait en en-tête une croix de fer.

179. Au cours des années 1860, la Prusse connaissait un système bureaucratique de réglementation de l'industrie. Il fallait des autorisations particulières pour fonder de nouvelles entreprises dans certains secteurs industriels. Ces mesures, de caractère féodal et absolutiste, freinaient l'essor de l'économie capitaliste.

180. Engels fait allusion à un discours du roi de Prusse, en Mars 1848, où il proposa de se mettre « à la pointe de toute la patrie pour sauver l'Allemagne ».

Triade : plan de division de l'Allemagne en trois parties, l'Autriche, la Prusse et une confédération des Etats du Centre. Ce plan défendait les intérêts particularistes, vivaces surtout en Bavière et en Saxe.

181. Dans sa lettre du 11 Février 1865, Marx recommanda à Engels de formuler ce passage sur le suffrage universel de sorte que leur position ne fût pas assimilée à celle de Lassalle, qui obtint le suffrage universel des mains de Bismarck. Cf. Ed. Costes, *Correspondance K. Marx-Fr. Engels*, t. VIII, p. 152-54.

182. Le Parti du Progrès, avec Schultze-Delitzsch et Faucher, proposèrent, en Janvier 1865, d'abolir certains paragraphes de la législation sur les métiers afin d'utiliser l'essor du mouvement ouvrier pour appuyer les intérêts industriels de la bourgeoisie. La Diète prussienne se contenta de mesures bénignes en faveur du droit de coalition des ouvriers.

183. Marx et Engels auraient voulu faire publier d'abord le texte de cette brochure par l'organe *Social-Demokrat* de von Schweitzer. Or, celui-ci avait été acheté par Bismarck, cf. K. Kautsky, *Sozialisten und Krieg*, p. 157-62. Marx et Engels envoyèrent au *Social-Demokrat*



une déclaration, le 23 Février 1865, demandant à la rédaction de parler au moins aussi haut au ministère Bismarck et au parti féodal absolutiste qu'au parti bourgeois du progrès. Afin d'obliger von Schweitzer à publier leur déclaration — en fait véritable dénonciation — Marx et Engels chargèrent Liebknecht de la faire publier par d'autres journaux allemands. De nombreux ouvriers retirèrent leur abonnement au journal de von Schweitzer à la suite de cette prise de position de Marx et d'Engels.

184. Comme on le sait, la bataille décisive de cette campagne a été livrée à Königgrätz près de Sadova, le 3 Juillet 1866. Les Autrichiens, battus, étaient pratiquement encerclés, mais le commandant suprême prussien — le prince Frédéric-Charles — manqua l'occasion, au moment décisif, de sorte que l'armée autrichienne réussit à se dégager et à se retirer derrière l'Elbe, à Olmütz.

185. Napoléon remporta sa dernière victoire à Ligny, le 16 Juin 1815, avant de succomber à Waterloo.

186. Engels a joué un rôle actif dans la direction de la campagne militaire de Bade en 1849, cf. Fr. Engels : *La campagne pour la constitution du Reich* (1850). Le 15 Novembre 1857, pressentant une crise, Engels écrit à Marx : « Je constate, dès à présent, que la crise me fait corporellement autant de bien qu'un bain de mer. En 1848, nous disions : *c'est notre temps à nous qui vient maintenant*, et il en fut ainsi en un certain sens. Mais, cette fois-ci, il vient complètement : l'enjeu est, à présent, la tête elle-même. Mes études militaires deviennent ainsi tout à fait pratiques : je me précipite derechef sur l'analyse de l'organisation et les éléments de tactique des armées prussienne, autrichienne, bavaroise et française... ». En 1871, Engels ne put accepter l'offre de diriger les forces armées de la Commune, parce qu'à la première défaite, il eût été suspecté d'être un agent prussien : or, « aucun général ne peut remporter la victoire en gagnant toutes les batailles ». On le voit, Engels s'épanouit lorsque les entreprises périllicitent, et intervient, directement ou indirectement, sur les champs de bataille contre la domination bourgeoise. Mais, ceci relève de l'anecdote. Ce qui compte, c'est que le marxisme *catastrophique* trouve que son temps est celui des crises et de la misère (les deux choses sont, hélas, liées) qu'il préfère à la prospérité bourgeoise de l'expansion économique (et à la politique contre-révolutionnaire qu'elle implique le plus souvent). S'il attribue, néanmoins, un sens historique au développement de la production, c'est parce que les contradictions s'aggravent dans une économie épanouie, celle-ci produisant donc les crises les plus profondes. Cf. notes n° 11, 49 et 26.

187. Il ne s'agit pas d'une simple phrase. La guerre progressive du côté prussien n'était pas engagée contre le peuple français, mais contre le régime *impérialiste* de Napoléon III, qui était l'adversaire numéro un de la classe ouvrière française. Tout cela se confirme au moment de la Commune. De fait, la 1<sup>re</sup> Adresse de l'Internationale sur la Guerre franco-allemande (rédigée par Marx) prescrit officiellement au prolétariat l'attitude suivante : « La classe ouvrière anglaise tend une main fraternelle aux travailleurs de France et d'Alle-

magne. Elle se sent profondément convaincue que, quelque tournure que prenne l'horrible guerre qui s'annonce, l'alliance des ouvriers de tous les pays finira par tuer la guerre. Tandis que la France et l'Allemagne officielles se précipitent dans une guerre fratricide, les ouvriers de France et d'Allemagne échangent des messages de paix et d'amitié. Ce fait unique, sans parallèle dans l'histoire du passé, ouvre la voie à un avenir plus lumineux.» (Ed. Soc. p. 281).

Les Editions Costes ont, semble-t-il, arrêté la publication de la *Correspondance Marx-Engels* en 1869, parce que nos auteurs étaient très durs pour le prolétariat français, à la veille même de son action la plus éclatante (Commune). Est-ce une erreur, de la part de Marx et Engels ? En fait, c'est l'image fidèle du mouvement historique, bien théorisé par le marxisme. En effet, les ouvriers français furent incapables de renverser leur propre bourgeoisie (et ce fut Bismarck qui s'en chargea, cf. ici p. 571). C'est ce qui, nous semble-t-il, explique le relatif pessimisme de Marx et Engels, en même temps que le fait que la difficulté principale du prolétariat moderne est de renverser *sa propre* bourgeoisie. La juste analyse historique explique donc la « mauvaise humeur » de nos auteurs, aussi bien que leur enthousiasme ultérieur.

188. Cf. *La Guerre civile en France. 1871*, Ed. Soc., Première Adresse, p. 281.

189. Comme le Manifeste de Brunswick le signale, la tendance naturelle d'une nation est de se défendre lorsque l'ennemi envahit son territoire. Mais, cela ne signifie aucunement que sa cause devienne juste pour autant. Ce serait rompre avec les critères d'appréciation marxiste d'une guerre qu'il faut appuyer ou combattre. Les partis sociaux-démocrates ont utilisé l'argument de la défense du territoire pour justifier leur politique d'union sacrée avec leur bourgeoisie, de sorte que, dans chaque camp, la guerre se trouva justifiée. Les marxistes — et Lénine en tête — ont combattu avec force cette falsification fondamentale des positions marxistes face à la guerre. Enfin, Marx a montré qu'une guerre « défensive » (ou mieux : une guerre qui trouve l'appui du prolétariat), ne se caractérise nullement par des critères contingents et liés aux succès des armes — attaque ou défense — mais aux caractères historiques, économiques, politiques et sociaux de la guerre — et pour autant que ces caractères durent. Ainsi, la guerre nationale progressive de la Prusse se transforma en guerre impérialiste, et se heurta dès lors à l'opposition — armée si possible — du prolétariat. Cela n'a rien à voir avec la guerre défensive au sens de la défense du territoire envahi : « Kugelmann confond une guerre défensive avec des opérations militaires défensives. Ainsi donc, si un individu m'attaque dans la rue, j'ai juste le droit de parer ses coups, et non de le terrasser, parce que je me transformerais alors en agresseur ! Le manque de dialectique se lit dans chaque mot que prononcent ces gens ! » *Marx à Engels*, 17 Août 1870).

La Gauche italienne, qui a eu les mêmes positions que Lénine, a fort bien élucidé cette question au cours de la guerre de 1914-19, notamment pour les pays capitalistes développés face à la guerre

impérialiste, cf. *Storia della Sinistra comunista*, Nuova raccolta di scritti 1912-1919. Edizioni « Il Programma Comunista », 1966, Milan.

190. En théorie, l'introduction d'un mode de production nouveau implique l'utilisation de la violence pour détruire les superstructures du mode de production antérieur et mettre en place les superstructures nouvelles (Etat, armée, juridiction, police, etc...). Une période de développement économique relativement calme suit cette révolution. Pendant ce temps, le prolétariat s'organise en luttant pour ses intérêts économiques (ce qui a pour effet de faire progresser rapidement l'industrie) et pour ses intérêts politiques et sociaux. Tout ceci en théorie ; en fait, Engels dira lui-même que l'unification de l'Allemagne (à Versailles) contenait en germe la nouvelle guerre impérialiste entre la France et la Russie d'une part, l'Allemagne de l'autre.

191. En théorie, la phase de systématisation nationale devait donner naissance à de grandes nations en Europe afin de développer les forces productives à une vaste échelle. Cette phase est une condition préalable au socialisme dans la mesure où le capitalisme crée les conditions économiques du socialisme (grande industrie, etc...).

Dans la note n° 147, nous avons vu comment Marx espérait, en 1853, que les petites nations européennes « ces excroissances d'un corps malsain » disparaîtraient au cours de la phase de systématisation nationale. En théorie, il n'était pas impossible qu'au cours de la période idyllique du capitalisme de 1870 à 1914, la bourgeoisie, au moyen de marchandages, agrandisse les nations existantes et les rapproche de leurs frontières « naturelles » : il n'en a rien été. La pratique des bourgeois est toujours en-dessous de ce qu'en théorie le marxisme leur concède comme possibilité, et c'est normal.

192. Engels montre ici comment le facteur national évolue tout au long du moyen âge sous l'effet du développement économique et s'empplit au fur et à mesure d'un contenu bourgeois. Ainsi, la nationalité, née en Europe occidentale entre le IV<sup>e</sup> et VIII<sup>e</sup> siècle, peut se muer en nation capitaliste au moment de la révolution bourgeoise. Cf. note n° 145.

193. En Octobre 1850, le tsar rencontra l'ambassadeur de Prusse et aussi l'Empereur autrichien, et leur dicta son point de vue sur l'affaire du Schlesvig-Holstein et l'unification allemande, à propos de la Diète fédérale. Cf. note n° 198.

194. La fête de la Wartbourg avait été organisée, en Octobre 1817, pour commémorer le tricentenaire de la Réforme et le quatrième anniversaire de la bataille de Leipzig. Cette fête, organisée par les corporations estudiantines en souvenir des guerres de libération nationale de 1813-14, était dirigée contre le régime de Metternich.

195. En Octobre 1801, la France et la Russie se mirent d'accord pour donner la Rhénanie à la France : 112 Etats allemands cessèrent d'exister et passèrent sous protectorat français. D'un point de vue formel, cet accord fut sanctionné par une résolution d'une prétendue Assemblée nationale allemande, la Diète de Ratisbonne (25 Février 1803).

196. Engels fait allusion à l'accord secret conclu le 3 Mars 1859 entre la France et la Russie aux dépens de l'Autriche. En cas de guerre en Italie, la Russie s'engageait à rester neutre; la France promit de réviser les articles du traité de paix consécutif à la guerre de Crimée sur les limitations de la souveraineté russe en mer Noire. Cf aussi notes n<sup>o</sup> 156 et 162.

197. Pendant son séjour en Angleterre, en 1848, Louis Bonaparte s'engagea dans les rangs de la police auxiliaire, et participa, le 10 Avril 1848, à la démonstration de force contre les chartistes.

198. Le ministre des affaires extérieures de Prusse — von Schleinitz — qualifia de politique des mains libres la position adoptée par son pays dans le conflit entre l'Autriche, et la France et le Piémont. Il entendait ne pas s'engager aux côtés de l'un quelconque des belligérants, mais ne pas se proclamer neutre pour autant (?!), puisque l'Autriche-Allemande se battait en Italie.

199. Il s'agit du gouvernement réactionnaire du prince de Schwarzenberg, formé, en Novembre 1848, après que le soulèvement viennois, du 18 Mars 1848, amorçant la révolution bourgeoise-démocratique, ait été écrasé.

200. En Août 1863, l'Empereur François-Joseph réunit, à Francfort-sur-le-Main, un congrès des princes allemands pour discuter d'un projet de réforme de la Confédération tendant à assurer l'hégémonie autrichienne en Allemagne. Guillaume I<sup>er</sup> de Prusse refusa de participer à ce congrès.

201. Engels fait allusion à l'*Union Douanière* (Zollverein) créée en 1834 sous la direction de la Prusse. En 1819, quelques petits Etats, dont le plus important était la Hesse-Darmstadt, avaient conclu des accords douaniers avec la Prusse. Le marché, ainsi créé au fur et à mesure, contribua à l'unification *politique* de l'Allemagne en 1871. Cf. note n<sup>o</sup> 210.

202. La question du recrutement des soldats et des officiers détermine plus ou moins le caractère de classe de l'armée. Avec l'obligation militaire pour tous, ce recrutement s'effectue dans toutes les couches sociales, et l'on retrouve dans l'armée la prépondérance des industriels sur les agrariens, et donc une efficacité plus grande en même temps qu'une vision et un esprit plus larges de la troupe. Avec le service militaire obligatoire, nous avons toujours, certes, affaire à une armée bourgeoise, mais elle constitue, d'une part, l'arme la plus efficace contre l'ancien régime, d'autre part, la condition préalable la plus favorable au défaitisme révolutionnaire et à sa transformation ultérieure en armée rouge, en période aiguë de crise sociale.

203. Les libéraux bourgeois qualifièrent de *Kulturkampf* l'ensemble des mesures prises par Bismarck au cours des années 1870 pour instaurer une culture laïque. En fait, l'homme d'Etat prussien visait au travers de l'église catholique le parti du Centre, qui représentait toutes les survivances des petits Etats particularistes et antiprussiens du Centre et du Sud de l'Allemagne notamment. En même temps, Bismarck utilisa cette campagne anticatholique pour opprimer les ter-

ritoires polonais occupés par la Prusse, et, dans une mesure moindre, l'Alsace-Lorraine. Enfin, Bismarck masquait les luttes de classes par des querelles religieuses, en faisant s'organiser les groupes les plus réactionnaires autour du parti du Centre en une opposition militante, si bien que les ouvriers se trouvaient pris entre deux ennemis bien organisés et combatifs : le parti bismarckien au pouvoir, et le Centre réactionnaire. Cf. note n° 227.

204. Tschsch avait été maire de Storkow jusqu'en 1841. Le 26 Juillet 1844, il tira deux coups de pistolet sur Frédéric-Guillaume IV sans l'atteindre. Marx et Engels ont été parfois amenés à condamner certains attentats individuels, trop faciles à organiser par la police pour justifier, à l'heure de son choix, une répression et une action préventive contre le mouvement ouvrier. En outre, contrairement à certains théoriciens anarchisants, le marxisme affirme qu'on ne peut « faire » la révolution par cette seule méthode. Ceci étant, Marx et Engels ont admis les attentats et actions individuelles pour diverses raisons : comme moyen de refréner l'ardeur de certains agents trop zélés de la bourgeoisie ou de la réaction assurés que, quoi qu'ils fassent, ils jouiraient de l'impunité ; comme moyen de faire respecter le mouvement révolutionnaire, qui ne saurait se laisser intimider par une répression à sens unique qui le démoraliserait ; comme moyen de limiter les tueries organisées par les classes dominantes. Dans son *Adresse de Mars 1850*, Marx écrivait : « Loin de s'opposer aux prétendus excès, aux exemples de vengeance populaire contre des individus haïs ou des édifices publics qui n'évoquent que des souvenirs détestables, il ne faut pas seulement tolérer de tels exemples, mais il faut encore en prendre la direction en mains ».

La chanson de la baronne Droste-Fischering est une parodie du « Saint-Suaire » de Jésus exposé à Trèves, lieu de pèlerinage des fidèles.

205. La *Ligue Nationale* fut créée le 15-16 Septembre 1859 au Congrès des libéraux bourgeois de Francfort-sur-le-Main. Son but était d'unifier l'Allemagne sous l'égide prussienne, en excluant l'Autriche. Elle fut dissoute après la victoire de Sadova, de 1866, lorsque fut créée la Fédération de l'Allemagne du Nord.

206. La Prusse signa une convention avec la Russie le 8 Février 1863, lors de l'insurrection polonaise. Elle prévoyait des opérations communes contre les Polonais, permit de poursuivre les insurgés par-delà les frontières. Avant même la signature de la Convention, les troupes prussiennes occupèrent la frontière pour empêcher le passage des Polonais en zone prussienne. Si la convention ne fut pas signée, elle fut cependant appliquée.

207. Au cours de la guerre prusso-danoise de 1848, l'Autriche prit fait et cause pour le Danemark aux côtés des grandes puissances européennes qui forcèrent la Prusse à conclure la paix avec le Danemark en Juillet 1850. L'armée du Schlesvig-Holstein subit de sévères défaites devant les Danois, et au cours de l'hiver 1850-51, l'Autriche insista pour l'envoi de troupes prusso-autrichiennes au

Holstein afin de désarmer l'armée du Schlesvig-Holstein. Cf. aussi notes n<sup>os</sup> 195 et n<sup>o</sup> 162.

208. Engels fait allusion aux préparatifs diplomatiques de la guerre austro-prussienne de 1866. L'ambassadeur prussien — von Goltz — réussit à apprendre de la bouche de Napoléon III que la France resterait neutre, et aurait une attitude bienveillante vis-à-vis de la formation d'un confédération du Nord de l'Allemagne par la Prusse, moyennant compensations territoriales en faveur de la France. En même temps, Bismarck mena des tractations avec le général italien Govone pour mettre au point une attitude commune italo-prussienne en cas de guerre contre l'Autriche. Sachant que ses propos seraient rapportés à Napoléon III, il laissa entendre à Govone qu'il serait prêt à céder à la France le territoire allemand situé entre la Moselle et le Rhin, si Napoléon III laissait le champ libre aux Prussiens et aux Italiens. Les entretiens avec Govone se conclurent, le 8 Avril, avec la signature d'un accord de défense et d'offensive. En cas de victoire sur l'Autriche, la Vénétie devait être rattachée à l'Italie. Cf. Note n<sup>o</sup> 213.

209. En Septembre 1866, Bismarck soumit à la Diète prussienne ce qu'il est convenu d'appeler le projet d'indemnité, c'est-à-dire un projet de loi déchargeant le gouvernement de la responsabilité pour l'administration hors budget qu'il avait menée au cours du Conflit constitutionnel. Cf. note n<sup>o</sup> 175. Le Conflit s'acheva avec la capitulation pure et simple de l'opposition bourgeoise.

210. En 1867, fut créé l'organisme suprême de l'*Union Douanière*, qui fut élargie après la guerre de 1866 par la Prusse aux Etats du Sud avec la signature d'une convention le 8 Juillet 1867. Bismarck s'efforça d'étendre les compétences de cet organisme à des questions politiques, et se heurta au refus de ses partenaires sur ce point. Cf. note n<sup>o</sup> 201.

211. La ligne du Main séparait la Confédération du Nord de l'Allemagne des Etats du Sud.

212. De 1308 à 1437, la maison de Luxembourg fut à la tête du Saint Empire romain germanique, en même temps qu'elle avait la couronne tchèque et, de 1387 à 1437, celle de Hongrie.

213. Lors du traité de paix, conclu à Vienne, le 3 Octobre 1866, entre l'Autriche et l'Italie, la Vénétie fut rendue aux Italiens. Bien que l'Italie eût participé aux côtés de la Prusse à la guerre austro-prussienne de 1866, l'Autriche ne lui rendit pas les territoires du Sud-Tyrol et Trieste qui lui appartenaient. La Prusse n'avait pas intérêt à ce que l'Autriche se détourne de ses possessions étrangères et s'occupe de l'Allemagne.

214. La Conférence de Londres des représentants de l'Autriche, de la Russie, de la Prusse, de la France, de l'Italie, de la Belgique et du Luxembourg, du 7 au 11 Mai 1867, aboutit à la déclaration de neutralité du Luxembourg.

215. Von Schweitzer, qui était passé aux côtés de Bismarck, avait obtenu de celui-ci une déclaration démagogique selon laquelle la Prusse ne faisait pas la guerre aux ouvriers ni au peuple français.

216. C'était une cour de justice instaurée en 1679-80 par Louis XIV pour fonder d'un point de vue juridique et historique, les revendications françaises sur la rive gauche du Rhin. Les jugements de cette cour justifiaient le rattachement des territoires conquis aux dépens de l'Allemagne.

217. Dans son discours au Reichstag, du 6 Février 1888, au cours du débat sur le nouveau projet militaire, Bismarck tint à renforcer ses forces armées. Il reconnut, en fait, à cette occasion, que l'accord anti-allemand de la France et de la Russie était pratiquement un fait accompli.

218. Au cours de l'hiver 1886-87, à l'occasion d'une détérioration des relations franco-germaniques, Bismarck lança une campagne de presse sur le « danger de guerre » pour obtenir de nouveaux crédits militaires. Etant désavoué par la majorité, Bismarck fit dissoudre le Reichstag. Lors des élections de Février 1887, Bismarck obtint sa majorité, et le nouveau Parlement ratifia le budget de Bismarck.

219. Dans une lettre du 11 Décembre 1884 à Bebel, Engels prédit à l'Allemagne un essor industriel remarquable du fait de la nécessité pour ce pays d'exporter et, en conséquence, de rationaliser au maximum son industrie, et d'abaisser les coûts de production si possible. Les capitalistes pouvaient abaisser les salaires à un taux dérisoire du fait de la prévalence des mœurs petit-bourgeoises, qui faisaient que l'ouvrier continuait avec sa famille à cultiver son lopin de terre et exercer des activités artisanales accessoires. Le capitaliste pouvait faire cadeau à l'acheteur de la marchandise de la partie non payée des salaires. L'accumulation primitive du capital se fit donc dans des conditions quelque peu différentes de celles de l'Angleterre.

220. Engels fait allusion à la crise économique de 1873, qui mit fin à la période d'essor inouï de l'industrie après 1870 et de spéculations effrénées. L'Allemagne était devenue une nation, dont le cours vital était déterminé désormais par la production et la distribution capitalistes (fin de l'ère de la systématisation nationale).

221. En effet, il subsistait en Allemagne l'Association lassallienne et le parti social-démocrate fondé en 1869 à Eisenach. Les deux fractions s'unirent, en 1875, au Congrès de Gotha, cf. K. Marx-Fr. Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Ed. Soc., 1950.

222. En Novembre 1870, le Bade, la Hesse, la Bavière et le Wurtemberg signèrent un Traité d'adhésion à la Confédération de l'Allemagne du Nord. Certaines clauses de cette Confédération d'Allemagne du Nord furent modifiées afin d'assurer une grande indépendance aux Etats membres de la Confédération. Certains Etats s'octroyèrent des droits particuliers (Bavière et Wurtemberg), et ils leur furent garantis par la Constitution d'Empire.

223. Engels fait allusion au gouvernement de Salisbury qui, en Mars 1888, introduisit un projet de loi sur la réforme de l'administration locale anglaise, adoptée en Août par le Parlement. Le ministre conservateur cherchait ainsi à détourner l'attention du public

sur l'augmentation des dépenses militaires pour l'armée et la flotte en vue de soutenir sa politique extérieure agressive.

224. Réaction extrémiste des catholiques contre l'indépendance des Eglises nationales et le droit pontifical d'intervenir dans les affaires intérieures de chaque nation. Cette tendance se manifesta au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle par la formation de partis catholiques dans la plupart des pays européens, et la proclamation de l'infailibilité du Pape au Concile du Vatican en 1870.

225. Les troupes du Royaume d'Italie entrèrent, le 20 Septembre 1870, à Rome qui était sous souveraineté papale. Les Etats pontificaux demandèrent, à une majorité écrasante, leur rattachement à l'Italie, le 2 Octobre. Ils furent alors incorporés à l'Italie. L'unification italienne était ainsi terminée. La loi de garantie de 1871 ne laissa au Pape une souveraineté qu'à l'intérieur de l'Etat du Vatican et du Latran. Le Pape excommunia les responsables de la conquête de Rome et rejeta la loi de garantie pour se déclarer « prisonnier au Vatican ». Le conflit ne prit fin qu'en 1929, lors de l'accord entre le Pape et Mussolini.

226. En 1876 et 1877, Bismarck déposa plainte contre des journalistes et politiciens conservateurs, qui avaient dénoncé sa participation à des spéculations en Bourse, etc...

227. Engels ironise sur la déclaration faite par Bismarck en Mai 1872 au début du *Kulturkampf* : « Nous n'irons jamais à Canossa ! ». En fait, il dut faire les plus grandes concessions au parti du Centre de 1878 à 1887 et même au Pape Léon XIII. C'est ainsi qu'il finit par abolir toutes les lois anticatholiques. Finalement, Bismarck se sépara de ses collaborateurs les plus opposés au catholicisme. Ainsi, prit fin le *Kulturkampf*.

228. Il s'agit d'un projet de loi déposé, en 1874, par Bismarck à la suite de la campagne qu'il avait engagée à propos du « danger de guerre avec la France ». Il voulait obtenir des crédits militaires pour porter à 401 000 hommes l'effectif de l'armée prussienne de paix.

229. La Serbie et le Monténégro déclarèrent, le 2 Juillet 1876, la guerre à la Turquie, afin de soutenir le soulèvement en Bosnie et en Herzégovine. L'avance serbe fut stoppée dès le milieu de Juillet, et l'armée serbe subit défaite sur défaite. En Février 1877, l'armistice fut conclu entre la Serbie et la Turquie.

230. Le 30 Juillet 1877, les Russes tentèrent, pour la seconde fois, de conquérir Plevna. Ils ne purent s'en emparer qu'en Décembre 1877.

231. Les sociaux-démocrates publièrent la brochure de S. Borkheim sur les patriotes allemands de 1806-07 à l'initiative d'Engels. Borkheim avait utilisé la documentation préparée par Eduard von Höpfner dans son ouvrage *Der Krieg von 1806 und 1807. Ein Beitrag zur Geschichte der Preussischen Armee, nach den Quellen des Kriegs-Archiv bearbeitet*, 4 vol. 2<sup>e</sup> éd., Berlin, 1855.



# TABLE

## INTRODUCTION

PAGES

<i>Œuvres complètes et vision intégrale du marxisme</i> .....	7
<i>Naissance, essor et disparition de la violence</i> .....	21
<i>La violence dans la théorie et l'action du marxisme</i> .....	55

## PREPARATION DE LA REVOLUTION DE 1848

Le rapport de force en Europe avant 1848 .....	93
Fr. Engels. — <i>Notes historiques sur l'Allemagne</i> .....	93
Fr. Engels. — <i>La situation allemande</i> .....	101
Fr. Engels. — <i>Faiblesses de la réaction allemande contre Napoléon</i> .....	108
Fr. Engels. — <i>La révolution française: le prolétariat et la guerre de propagation révolutionnaire</i> .....	113
Fr. Engels. — <i>Progrès de la réforme sociale sur le continent</i> .....	117
Fr. Engels. — <i>Les crises anglaises</i> .....	137
Fr. Engels. — <i>Lettre de Londres</i> .....	143
Marx et Engels. — <i>Discours sur le parti chartiste, l'Allemagne et la Pologne</i> .....	146
Elaboration de la stratégie révolutionnaire .....	151
<i>Notice du traducteur</i> .....	151
K. Marx. — <i>Notes critiques</i> .....	156
K. Marx. — <i>Critique de Hegel</i> .....	176

K. Marx et Fr. Engels. — <i>Les revendications du Parti communiste en Allemagne</i> .....	185
---	-----

## LA REVOLUTION DE 1848-49

Premiers engagements .....	191
Fr. Engels. — <i>La révolution à Paris</i> .....	191
K. Marx. — <i>Les héritiers de la révolution allemande de Mars</i> .....	194
Fr. Engels. — <i>Parodie de guerre au Schlesvig-Holstein</i> ....	195
Le sommet militaire de Juin .....	199
Fr. Engels. — <i>La Révolution de Juin</i> .....	199
Fr. Engels. — <i>Le 23 Juin</i> .....	209
Fr. Engels. — <i>Le 25 Juin</i> .....	214
La contrepartie révolutionnaire en Europe centrale et méridionale .....	221
K. Marx. — <i>La victoire de la contre-révolution à Vienne</i> ..	221
Fr. Engels. — <i>La lutte des Magyars</i> .....	225
Fr. Engels. — <i>La guerre en Italie et en Hongrie</i> .....	239
Fr. Engels. — <i>La défaite des Piémontais</i> .....	243
Fr. Engels. — <i>L'armée prussienne et le soulèvement révolutionnaire du peuple</i> .....	250
Fr. Engels. — <i>La Hongrie</i> .....	251
K. Marx. — <i>Interdiction de « La Nouvelle Gazette rhénane » par la loi martiale</i> .....	262
Enseignements des révolutions de 1848-49 et perspectives immédiates .....	267
<i>Notice du traducteur</i> .....	267
Karl Marx. — <i>Revue Janvier-Février 1850</i> .....	276
Karl Marx. — <i>Le règne des prétoriens</i> .....	289
Karl Marx. — <i>Le Crédit Mobilier français</i> .....	291
Prolongements militaires de 1848-49 .....	299
<i>Notice du traducteur</i> .....	299
Karl Marx. — <i>Le conflit russo-turc</i> .....	306
Karl Marx. — <i>La guerre de Crimée</i> .....	307
Fr. Engels. — <i>La guerre européenne</i> .....	316

## TOPOGRAPHIE ET CONFORMATION DES ETATS MODERNES

<i>Notice du traducteur</i> .....	323
Karl Marx. — <i>Directives du parti sur la guerre italienne de l'été 1859</i> .....	329
Fr. Engels. — <i>Le Pô et le Rhin</i> .....	332
Fr. Engels. — <i>La Savoie, Nice et le Rhin</i> .....	384

## STRATEGIE DANS LA PERIODE DES LUTTES NATIONALES PROGRESSIVES

<i>Notice du traducteur</i> .....	433
Unité allemande et révolution .....	447
Karl Marx. — <i>Proclamation en faveur de la Pologne</i> .....	447
Fr. Engels. — <i>La question militaire prussienne et le Parti ouvrier allemand</i> .....	449

Fr. Engels. — <i>La guerre austro-prussienne de 1866</i> .....	491
Fr. Engels. — <i>Caractère de la guerre franco-prussienne de 1870</i> .....	514
Karl Marx. — <i>Manifeste en faveur de la paix et contre l'annexion</i> .....	517
<b>REVOLUTION ET STRUCTURES DE L'ETAT NATIONAL</b>	
<i>Notice du traducteur</i> .....	527
Fr. Engels. — <i>Le rôle de la violence dans l'histoire. Violence et économie dans la formation du nouvel Empire allemand</i> .....	532
Fr. Engels. — <i>Plan de la partie finale</i> .....	598
<b>FIN DE LA PHASE NATIONALE EN EUROPE OCCIDENTALE, SES DEBUTS EN EUROPE ORIENTALE</b>	
<i>Notice du traducteur</i> .....	603
Karl Marx. — <i>La guerre russo-turque de 1877-78</i> .....	605
Fr. Engels. — <i>Ce qui attend l'Europe</i> .....	609
<b>NOTES</b> .....	613